



N° 2017-11

Publié le : 10 novembre 2017

RECUEIL DES ACTES ADMINISTRATIFS DU SERVICE DEPARTEMENTAL D'INCENDIE ET DE SECOURS DE LA SEINE-MARITIME

*Le contenu intégral des actes et des délibérations peut être consulté sur demande auprès du groupement de
l'Administration générale et des affaires juridiques*

*Service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime
6 rue du verger
CS 40078
76192 Yvetot Cedex
www.sdis76.fr*



**Sapeurs-Pompiers
de Seine-Maritime**

**ARRETE DE MADAME LE PREFETE
DE LA REGION NORMANDIE, PREFETE DE LA
SEINE-MARITIME**

**ARRETES DE MONSIEUR LE PRESIDENT
DU CONSEIL D'ADMINISTRATION**

**DELIBERATIONS
DU BUREAU DU CONSEIL D'ADMINISTRATION**

Réunion du 04 octobre 2017

**DELIBERATIONS
DU CONSEIL D'ADMINISTRATION**

Réunion du 19 octobre 2017

**Service départemental d'incendie et de secours
de la Seine-Maritime
6 rue du verger – CS 40078
76192 YVETOT Cedex**



**ARRETE DE MADAME LA PREFETE DE LA REGION NORMANDIE,
PREFETE DE LA SEINE-MARITIME**

N°	Date	Service Instructeur	Titre
2017-2610	26/10/17	GOP	Arrêté portant approbation du Règlement départemental de la défense extérieure contre l'incendie de la Seine-Maritime



SOMMAIRE DES ARRETES DU PRESIDENT DU CONSEIL D'ADMINISTRATION

N°	Date	Service Instructeur	Titre
2017/GAP-4700	23/10/17	GEAC	Arrêté portant attribution d'un véhicule de service à usage non régulier (VSUNR) au chef du Centre d'incendie et de secours de Lillebonne
2017/GAP-4887	20/10/17	GEAC	Arrêté portant attribution d'un véhicule de service à usage non régulier (VSUNR) au chef du Centre d'incendie et de secours Les Prés Salés et coordinateur du secteur Eu
2017/GAP-4888	20/10/17	GEAC	Arrêté portant attribution d'un véhicule de service à usage non régulier (VSUNR) au chef du Centre d'incendie et de secours de Gournay-en-Bray
2017/GAP-4939	23/10/17	GEAC	Arrêté portant attribution d'un véhicule de service à usage non régulier (VSUNR) au chef du Centre d'incendie et de secours de Fécamp – Groupement Ouest
2017/GAP-4952	25/10/17	GEAC	Arrêté portant attribution d'un véhicule de service à usage non régulier (VSUNR) à l'adjoint au chef de groupement Est
2017/GAP-4954	25/10/17	GEAC	Arrêté portant attribution d'un véhicule de service à usage non régulier (VSUNR) au chef de service prévention – Groupement Est

N°	Date	Service Instructeur	Titre
2017/GAP-4955	25/10/17	GEAC	Arrêté portant attribution d'un véhicule de service à usage non régulier (VSUNR) au chef de service prévention – Groupement Est
2017/GAP-4957	25/10/17	GEAC	Arrêté portant attribution d'un véhicule de service à usage non régulier (VSUNR) au chef du Centre d'incendie et de secours d'Yvetot – Groupement Sud
2017/GAP-4958	25/10/17	GEAC	Arrêté portant attribution d'un véhicule de service à usage non régulier (VSUNR) au chef du Centre d'incendie et de secours de Tourville-la-Rivière
2017/GAP-4959	25/10/17	GEAC	Arrêté portant attribution d'un véhicule de service à usage non régulier (VSUNR) au chef du Centre d'incendie et de secours de Rouen-Sud – Groupement Sud
2017/GAP-4960	25/10/17	GEAC	Arrêté portant attribution d'un véhicule de service à usage non régulier (VSUNR) au chef du Centre d'incendie et de secours d'Elbeuf – Groupement Sud
2017/GAP-4963	25/10/17	GEAC	Arrêté portant attribution d'un véhicule de service à usage non régulier (VSUNR) au chef du Centre d'incendie et de secours de Gambetta – Groupement Sud
2017/GAP-4964	25/10/17	GEAC	Arrêté portant attribution d'un véhicule de service à usage non régulier (VSUNR) au chef du Centre d'incendie et de secours de Canteleu



**Sapeurs-Pompiers
de Seine-Maritime**

**SOMMAIRE DES DELIBERATIONS
DU BUREAU DU CONSEIL D'ADMINISTRATION**

Séance	N°	Service instructeur	Titre
04/10/17	2017-BCA-70	GFCP	Sortie de l'actif – Vente de matériels
04/10/17	2017-BCA-71	GEAC	Modification du tableau des emplois budgétaires et autorisation à recourir à des transformations de postes budgétaires
04/10/17	2017-BCA-72	GEAC	Détermination des grades des emplois de direction des sapeurs-pompiers professionnels du Sdis 76
04/10/17	2017-BCA-73	DIR	Grands principes fondateurs à la réorganisation territoriale et fonctionnelle du Sdis
04/10/17	2017-BCA-74	GEAC	Grades de l'encadrement des centres spv (chefs de centre et adjoints)



SOMMAIRE DES DELIBERATIONS DU CONSEIL D'ADMINISTRATION

Séance	N°	Service instructeur	Titre
19/10/17	2017-CA-22	GFCP	Ajustement des autorisations de programme votées
19/10/17	2017-CA-23	GFCP	Clôture de l'autorisation de programme relative à l'acquisition de caissons multi-activités
19/10/17	2017-CA-24	GFCP	Clôture de l'autorisation de programme relative à la construction du Cis de Cany-Barville
19/10/17	2017-CA-25	GFCP	Création d'une autorisation de programme « Réhabilitation et aménagement du Cis de Cany-Barville »
19/10/17	2017-CA-26	GFCP	Création d'une autorisation de programme « construction du Cis de Duclair »
19/10/17	2017-CA-27	GFCP	Création d'une autorisation de programme «Reconstruction d'une maison à feu au Centre Départemental de Formation de Saint-Valéry-en-Caux »
19/10/17	2017-CA-28	GFCP	Budget annexe de la restauration 2017 – Décision modificative n° 1
19/10/17	2017-CA-29	GFCP	Budget principal 2017 – Décision modificative n° 2
19/10/17	2017-CA-30	GFCP	Evolution des ressources des charges prévisibles pour l'année 2018
19/10/17	2017-CA-31	GOP	Révision du règlement départemental de la défense extérieure contre l'incendie (RDDECI)



PRÉFÈTE DE LA SEINE-MARITIME

Service Régional Interministériel
des Affaires Civiles et Économiques
de Défense et de la Protection Civile

Arrêté n°2017-2610 du 26 octobre 2017 portant approbation du Règlement départemental de la défense extérieure contre l'incendie de la Seine-Maritime

La préfète de la région Normandie, préfète de la Seine-Maritime
Officier de la Légion d'honneur
Officier de l'ordre national du Mérite

Vu :

- le code général des collectivités territoriales, notamment ses articles L.2122-24 et suivants, L.2213-32, L.2225-1 à 4, L.5211-9-2-I et R.2225-1 à 10 ;
- le code de la sécurité intérieure, et notamment le livre VII dans ses parties législative et réglementaire ;
- le code de l'urbanisme, article L.332-8, R.1111-2 et R.111-5 notamment ;
- le code de la construction et de l'habitation, et notamment son livre premier, titre III, chapitres I à III, dans ses parties législative et réglementaire ;
- le décret n°2015-235 du 27 février 2015 relatif à la défense extérieure contre l'incendie ;
- le décret du Président de la République du 16 février 2017 portant nomination de Mme Fabienne BUCCIO en qualité de préfète de la région Normandie, préfète de la Seine-Maritime ;
- l'arrêté du 1^{er} février 1978 modifié, approuvant le règlement d'instruction et de manœuvre des sapeurs-pompiers communaux ;
- l'arrêté du 31 janvier 1986 modifié relatif à la protection contre l'incendie des bâtiments d'habitations,
- l'arrêté du 15 décembre 2015 fixant le référentiel national de la défense extérieure contre l'incendie et abrogeant les dispositions antérieures existantes ;
- l'arrêté préfectoral du 22 décembre 2016 portant approbation du schéma départemental d'analyse et de couverture des risques ;
- l'arrêté préfectoral du 21 juillet 2017 portant approbation du règlement opérationnel du service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime
- la délibération n°2017-CA-31 du conseil d'administration du Service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime en date du 19 octobre 2017.

Sur proposition du Président du Conseil d'administration du Service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime.


ARRETE

- Article 1 :** Le Règlement départemental de la défense extérieure contre l'incendie annexé au présent arrêté est approuvé.
- Article 2 :** Nonobstant les dispositions du présent règlement départemental, les certificats d'urbanisme opérationnels délivrés, ou prorogés, avant le 1er mars 2017 continuent à produire leur effets jusqu'à l'expiration de leur validité.
Il en est de même en ce qui concerne les déclarations préalables, délivrées avant le 1er mars 2017, jusqu'à l'expiration d'un délai de 5 ans suivant leur délivrance ainsi que pour les permis d'aménager, délivrés avant cette même date, jusqu'à l'expiration d'un délai de 5 ans à compter de l'achèvement des travaux de viabilité de l'opération.
Les dispositions susvisées ne dispensent pas les collectivités de prendre toutes les mesures nécessaires propres à assurer à brève échéance une défense extérieure contre l'incendie conforme au présent arrêté."
- Article 3 :** L'arrêté préfectoral n°17-18 du 27 février 2017 portant approbation du règlement départemental de la défense extérieure contre l'incendie est abrogé.
- Article 4 :** Le présent arrêté prend effet à compter de sa publication.
- Article 5 :** Le Secrétaire général et le Directeur de cabinet de la Préfecture de la Seine-Maritime, les Sous-préfets des arrondissements de Dieppe et du Havre, les Maires du département de la Seine-Maritime, les Présidents des Établissements Publics de Coopération Intercommunale, le Directeur départemental des services d'incendie et de secours de la Seine-Maritime, le Directeur Départemental des Territoires et de la Mer sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution et de la mise en œuvre du présent arrêté sera publié au recueil des actes administratifs.

Rouen, le

26 OCT. 2017

la préfète



Fabienne BUCCIO

Voies et délais de recours – Conformément aux dispositions des articles R421-1 à R421-5 du code de justice administrative, le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Rouen dans le délai de deux mois à compter de sa publication.

Préfète de la Seine - Maritime



REGLEMENT DEPARTEMENTAL DE LA DEFENSE EXTERIEURE CONTRE L'INCENDIE DE LA SEINE-MARITIME

Table des matières

<i>TABLEAU DE SUIVI DES MISES A JOUR</i>	5
<i>CHAPITRE 1 – CADRE REGLEMENTAIRE DE LA DEFENSE EXTERIEURE CONTRE L'INCENDIE</i>	6
<i>A – Les objectifs de la défense extérieure contre l’incendie</i>	6
<i>B – Les références réglementaires</i>	7
1. le référentiel national de la défense extérieure contre l’incendie.....	7
2. Le règlement départemental de la défense extérieure contre l’incendie	7
3. L’arrêté communal ou intercommunal de la DECI	8
3.1 Les objectifs de l’arrêté communal ou intercommunal.....	8
3.2 L’élaboration et la mise à jour	8
4. Le schéma communal ou intercommunal de la DECI	9
<i>C – Le rôle et les missions des acteurs locaux de la DECI</i>	10
1. Le rôle du maire ou du président de l’EPCI	10
1.1 La police administrative spéciale de la DECI.....	10
1.2 Le service public de DECI	10
2. Le rôle et les missions du SDIS 76.....	11
3. Le rôle et les missions des chefs d’établissements	12
3.1 Le rôle et les missions du responsable de l’établissement recevant du public	12
3.2 Le rôle et les missions du responsable d’établissement soumis au Code du travail	12
4. La participation des tiers à la DECI	12
4.1 Le statut juridique des points d’eau d’incendie.....	12
4.2 Aménagement et utilisation de points d’eau d’incendie localisés sur des parcelles privées	13
5. Principe de gratuité de l’eau à l’usage des service d’incendie.....	14
6. Utilisations annexes des points d’eau incendie.....	15
<i>CHAPITRE 2 – LA MISE EN SERVICE ET LE MAINTIEN EN CONDITION DE LA DEFENSE EXTERIEURE CONTRE L'INCENDIE</i>	16
<i>A - Les principes généraux du maintien en condition des points d’eau d’incendie</i>	16
<i>B - La création et la mise en service des points d’eau d’incendie</i>	17
1. la visite de réception d’un point d’eau d’incendie	17
2. La numérotation des points d’eau d’incendie	18
2.1 La numérotation des points d’eau d’incendie publics	18
2.2 La numérotation des points d’eau d’incendie privés.....	18
<i>C – Le maintien en condition opérationnelle des points d’eau d’incendie</i>	19
1. La maintenance préventive et la maintenance corrective des points d’eau d’incendie.....	19
2. Les contrôles techniques périodiques	19
3. Les reconnaissances opérationnelles du Sdis 76	21

<i>D – Points d’eau d’incendie hors service.....</i>	<i>23</i>
<i>E - Modification et suppression d’un points d’incendie</i>	<i>23</i>
<i>F - Base de données des points d’eau incendie</i>	<i>23</i>
CHAPITRE 3 – LE DIMENSIONNEMENT DE LA DECI	25
<i>A – L’analyse des risques</i>	<i>25</i>
1. Notion de risques	25
2. Notion de surface de référence.....	26
3. Notion de hauteur de stockage	26
4. Dispositions constructives visant à réduire le risque à la source.....	27
5. La grille d’analyse des risques	28
<i>B - Les risques liés à l’habitat</i>	<i>28</i>
1. Notion d’habitat urbain et rural	28
2. Qualification du risque « Habitation ».....	29
<i>C - Les risques liés aux Etablissements Recevant du Public</i>	<i>34</i>
<i>D - Les risques liés aux activités Industrielles.....</i>	<i>34</i>
<i>E - Les risques liés aux activités Agricoles.....</i>	<i>35</i>
<i>F - Les risques « Divers et émergents »</i>	<i>36</i>
<i>G - Cas particuliers des Installations Classées pour la Protection de l’Environnement.....</i>	<i>37</i>
<i>H – Les quantités d’eau de référence.....</i>	<i>37</i>
3. Les besoins en eau pour les risques de niveau faible à important.....	37
4. Les besoins en eau pour les risques de niveau particulier	39
5. Cas particulier de la DECI des zones aménagées	40
6. Défense de points sensibles.....	41
<i>I - La répartition qualitative et quantitative des points d’eau d’incendie.....</i>	<i>41</i>
1. Influence de la distance sur les délais de mise en œuvre de moyens	41
2. Répartition possible des points d’eau d’incendie.....	43
<i>J - Les critères de tolérance des Points d’eau d’incendie</i>	<i>43</i>
1. Prise en compte de la DECI existante	43
2. Coefficients de tolérance et valeurs admissibles.....	44
<i>K – Distance entre le premier Point d’eau d’incendie et l’entrée du bâtiment</i>	<i>44</i>
<i>L - Accessibilité des engins d’incendie aux Points d’eau d’incendie</i>	<i>46</i>
1. Généralités	46
2. Caractéristiques des voies utilisables par les engins d’incendie.....	46
3. Caractéristiques des voies « dévidoirs »	47
4. Implantation des hydrants par rapport aux voies de circulation.....	48
5. Les aires de manœuvre et de retournement.....	48
CHAPITRE 4 - LES CARACTERISTIQUES TECHNIQUES DES PEI.....	50

A - Caractéristiques communes aux différents Points d'eau d'incendie.....	50
1. Pluralité des ressources	50
2. Pérennité dans le temps et l'espace	50
B - Inventaire des points d'eau incendie constituant la DECI.....	51
1. Les poteaux et bouches d'incendie	51
1.1 Les poteaux et bouches d'incendie normalisés	51
1.2 Les autres poteaux et bouches d'incendie	52
1.3 Les prises d'eau sous pression sur les réseaux d'eau non potable.....	53
2. Les points d'eau d'incendie naturels ou artificiels.....	53
3. Les autres dispositifs	54
4. Cas particuliers des piscines privées.....	55
C - Equipement des points d'eau incendie.....	55
1. Les points d'eau d'incendie non normalisés	55
2. Aire d'aspiration et plate-forme de mise en station.....	55
3. Dispositifs fixes d'aspiration	56
D - Signalisation des points d'eau d'incendie sur le terrain.....	57
1. La couleur des appareils	57
2. Les exigences minimales de signalisation	57
3. Protection et signalisation complémentaire	58
4. Symbolique de signalisation et de cartographie	58
E - Mesures relatives à la protection des personnes.....	58
CHAPITRE 5 – ELABORATION DES SCHEMAS COMMUNAUX OU INTERCOMMUNAUX DE DECI	60
1. Le processus d'élaboration	60
2. L'identification des risques	61
3. L'état des lieux de la DECI existante	62
4. L'application des grilles de dimensionnement et l'évaluation des besoins en PEI.....	62
5. La rédaction du SCDECI / SICDECI	63
6. La consultation du SCDECI / SICDECI	63
7. La constitution du dossier.....	63
8. La procédure d'adoption	64
9. La procédure de révision	64
GLOSSAIRE - TABLE DES ACRONYMES	65
GUIDE TECHNIQUE DE LA DECI.....	67
A – Le dimensionnement des risques.....	67
B – Les points d'eau d'incendie.....	67
C – Les procédures liées à la DECI.....	67

TABLEAU DE SUIVI DES MISES A JOUR

N° de version	Date	Nature des évolutions	Pages	Rédaction	Validation	Approbation
1	27/02/2017	Edition complète originale		C ^{ne} HELLO	GOP / GPREV/ Groupe de travail	Conseil d'administration
2	01/11/2017	Edition complète optimisée		C ^{ne} HELLO	GOP / GPREV/ Groupe de travail préfectoral	Conseil d'administration

CHAPITRE 1 – CADRE REGLEMENTAIRE DE LA DEFENSE EXTERIEURE CONTRE L'INCENDIE

A – LES OBJECTIFS DE LA DEFENSE EXTERIEURE CONTRE L'INCENDIE

Les objectifs affichés par l'évolution des dispositions réglementaires et législatives dans le domaine de la défense extérieure contre l'incendie (DECI) visent à :

- 1) donner une assise juridique à la DECI,
- 2) **rehausser et maintenir** le niveau de sécurité en confortant une DECI rationnelle, adaptée et efficiente,
- 3) affirmer le **principe de gratuité** à la fourniture de l'eau à destination de la DECI, ainsi qu'à la réalimentation des points d'eau d'incendie,
- 4) inscrire la DECI dans une approche globale de gestion des ressources en eau et dans la promotion de l'aménagement durable des territoires,
- 5) moderniser les règles relatives à l'aménagement, l'entretien et la vérification des points d'eau incendie, afin de mieux prendre en compte les spécificités locales,
- 6) permettre une planification du renforcement, de l'aménagement et du développement de la DECI au travers les schémas communaux ou intercommunaux de DECI,
- 7) définir le rôle des différents acteurs locaux de la DECI,
- 8) assoir le rôle des services départementaux d'incendie et de secours dans le domaine de l'expertise et du conseil technique auprès des maires et des présidents d'EPCI, tant sur les aspects techniques et opérationnels que sur l'approche réglementaire.

Au niveau départemental, la conception de la défense extérieure contre l'incendie doit être cohérente avec le schéma départemental d'analyse et de couverture des risques (SDACR).

L'approche par risque est une démarche qui découle d'une logique similaire à celle du schéma départemental d'analyse et de couverture des risques. Il s'agit de distinguer les bâtiments dont l'incendie constitue un risque couramment rencontré, de ceux dont les particularités génèrent un risque qui nécessite une étude spécifique.

Afin d'apporter la réponse la plus pragmatique possible dans le respect de la traduction des objectifs nationaux, le Règlement départemental de la défense extérieure contre l'incendie de la Seine-Maritime s'appuie sur les cinq principes fondamentaux suivants :

- **Garantir la continuité de l'alimentation en eau des engins de lutte contre l'incendie** : la quantité d'eau mise à disposition des premiers intervenants doit permettre de garantir une première réponse dans la lutte contre les propagations du sinistre et permettre la réalisation des sauvetages de personnes avec un minimum de sécurité, dans l'attente de la montée en puissance du dispositif d'alimentation,
- **Définir le risque** : la réalisation d'une analyse typologique des risques liés aux incendies permet par une approche réglementaire et globale, d'apporter une réponse adaptée aux contraintes géographiques, démographiques et urbanistiques des différents territoires,
- **Adapter la DECI aux réalités du terrain** : la parfaite connaissance des territoires et le maillage géographique des moyens du Sdis 76 permettent une meilleure prise en compte de la diversité des ressources en eau disponibles et ainsi, le recours aux appareils implantés sur les réseaux d'eau potable ne doit pas revêtir un caractère systématique,
- **Désigner l'engin-pompe en tant qu'engin de référence** : à l'exclusion de tout autre type de véhicule, l'engin-pompe, sous réserve de conformité aux normes européennes EN 1846-1/2/3 et à la norme

française NFS 61-515, est doté à la fois des capacités de pompe et de l'armement, adaptés à la lutte contre l'incendie et à la mise en œuvre des moyens de la défense extérieure contre l'incendie.

- **Être un outil d'aide à la décision et à la conception** : ce règlement départemental se veut être, certes un outil technique d'analyse et de dimensionnement des besoins en eau, mais également un guide permettant d'accompagner tant les élus et les agents des services instructeurs des autorisations du droit du sol que les différents acteurs du développement économique, concernés par la DECI.

B – LES REFERENCES REGLEMENTAIRES

1. LE REFERENTIEL NATIONAL DE LA DEFENSE EXTERIEURE CONTRE L'INCENDIE

Le Référentiel national de la défense extérieure contre l'incendie (RNDECI) est un document-cadre, définissant une méthodologie et des principes généraux relatifs à l'aménagement, l'entretien et la vérification des points d'eau servant à l'alimentation des engins de lutte contre l'incendie.

Ce document fixe des principes et des objectifs à atteindre afin de concourir à l'amélioration de la défense extérieure contre l'incendie, mais ne définit pas les règles prescriptives à appliquer localement.

Le RNDECI constitue une « boîte à outils » à la fois pour l'élaboration du règlement départemental de la défense extérieure contre l'incendie, mais également pour la mise en place, à l'initiative des communes ou des établissements publics de coopération intercommunale, des schémas communaux ou intercommunaux de DECI.



Références réglementaires.

Décret 2015-235 du 27 février 2015 relatif à la défense extérieure contre l'incendie.

Arrêté n° INTE 1522200A du 15 décembre 2015 fixant le Référentiel national de la DECI.

Article R.2225-2 du CGCT.

2. LE REGLEMENT DEPARTEMENTAL DE LA DEFENSE EXTERIEURE CONTRE L'INCENDIE

Le Règlement départemental de la défense extérieure contre l'incendie (RDDECI) fixe les règles relatives à la défense extérieure contre l'incendie à l'échelon du département. Il est rédigé par le Service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime (Sdis 76) et est arrêté par le préfet du département.

Le RDDECI est élaboré en prenant en compte, d'une part les particularités locales, et d'autre part en reprenant les problématiques mises en évidence dans le cadre du schéma départemental d'analyse et de couverture des risques, dont il est complémentaire. Il est cohérent avec l'organisation opérationnelle et le Règlement opérationnel du Sdis 76.

Le RDDECI doit permettre également d'accompagner les acteurs locaux dans le développement rural, urbain et des zones d'activité économique, tout en assurant la défense extérieure contre l'incendie de l'existant.

Contrairement aux établissements recevant du public (ERP), le RDDECI ne s'applique pas aux installations classées pour la protection de l'environnement (ICPE), ces dernières disposant d'une réglementation et de dispositions propres en matière de défense contre l'incendie et, par conséquent, ce document ne formule pas de préconisation aux exploitants des ICPE.



Références réglementaires.

Décret n° 2015-235 du 27 février 2015 relatif à la défense extérieure contre l'incendie.

Article R. 2225-3 du CGCT.

3. L'ARRETE COMMUNAL OU INTERCOMMUNAL DE LA DECI

3.1 Les objectifs de l'arrêté communal ou intercommunal

Il appartient au maire ou au président de l'établissement public de coopération intercommunale (EPCI) à fiscalité propre d'arrêter la défense extérieure contre l'incendie sur son territoire.

L'arrêté communal ou intercommunal permet de dresser un inventaire exhaustif de l'ensemble des points d'eau d'incendie, publics et privés, présents sur le territoire et de façon plus générale, définir sans équivoque la défense extérieure contre l'incendie et trancher à cette occasion la situation litigieuse de certains points d'eau.

Le maire ou le président de l'EPCI agissant en qualité d'autorité compétente, procède dans un premier temps à une démarche d'identification des risques et des besoins en eau pour y répondre.

Dans un second temps, il intègre dans sa démarche une série de besoins en eau incendie définis et traités par :

- d'autres réglementations autonomes, notamment celle relative aux établissements recevant du public (ERP). Toutefois, pour ces cas, il ne lui appartient ni d'analyser le risque, ni de prescrire des points d'eau d'incendie (PEI),
- la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement (ICPE), dans la mesure où elle induit l'utilisation de points d'eau d'incendie publics, ou pour lesquels une convention d'utilisation a été établie.

L'arrêté communal ou intercommunal reprend les données générées par l'application de ces réglementations sans les modifier, pour la cohérence globale de la défense incendie et surtout pour les interactions juridiques pouvant en résulter.

L'autorité compétente fixe, sous la forme d'un arrêté, la liste exhaustive des points d'eau d'incendie présents sur son territoire de compétence.

Il est rappelé que les points d'eau d'incendie sont les points d'alimentation en eau mis à la disposition des engins de lutte contre l'incendie.

À l'occasion de ce recensement, des caractéristiques techniques particulières des PEI doivent être mentionnées.

De la même façon, les points d'eau accessoires non dédiés à la défense extérieure contre l'incendie, susceptibles de présenter un intérêt opérationnel, peuvent être inclus dans cet inventaire après approbation du Sdis 76 (Cf. chapitre 4 § B2).

3.2 L'élaboration et la mise à jour

Lors de la mise en place initiale de l'arrêté, le Sdis 76 communique à l'autorité compétente l'ensemble des informations relatives à la DECI en sa possession, tant les bases de données sous forme de tableaux que les éléments cartographiques.

Les points d'eau d'incendie retenus dans cet arrêté doivent être conformes aux prescriptions techniques du présent règlement.

L'autorité compétente adresse cet arrêté initial ainsi que toutes les modifications ultérieures au préfet qui en adresse une copie au Sdis 76, au plus tard le 31 mars de l'année suivante.

La mise à jour de cet arrêté entre dans les processus d'échanges d'informations entre le Sdis 76 et les collectivités, conformément aux dispositions du présent règlement.

Lorsqu'une évolution de la défense extérieure contre l'incendie intervient, l'autorité compétente procède à la mise à jour de l'arrêté communal ou intercommunal.

L'arrêté modificatif est transmis au plus tard le 31 mars de l'année n+1, au préfet qui en adresse une copie au Sdis 76.

Précision.

Le signalement des indisponibilités ponctuelles des PEI n'entre pas dans le périmètre juridique de cet arrêté : il n'est donc pas nécessaire de modifier l'arrêté dans ces cas.

Les caractéristiques suivantes sont obligatoirement mentionnées dans l'arrêté ou la base :

- la localisation du PEI,
- le type de PEI (poteau d'incendie, citerne fixe avec prise d'aspiration, etc.),
- le statut public ou privé : en l'absence de précision, le statut du PEI sera par défaut « public » (Cf ; chapitre 2 du présent règlement),
- les performances hydrauliques (débit, pression) des hydrants implantés sur des réseaux d'eau sous pression,
- la capacité de la ressource en eau alimentant le PEI et son éventuelle absence de pérennité dans le temps (exemple : inépuisable sur cours d'eau, capacité du château d'eau, etc.),
- le numéro d'ordre affecté au PEI.

Lorsqu'un point d'eau privé est inclus dans l'arrêté communal ou intercommunal, l'autorité compétente lui attribue un numéro d'ordre conformément aux dispositions du présent règlement.

Important.

Il est rappelé que sur le plan opérationnel, le Sdis 76 peut utiliser en cas de nécessité, toutes les ressources en eau que commande la lutte contre le sinistre, même si ces ressources ne sont pas identifiées comme des points d'eau d'incendie.

Dans ce cas, le commandant des opérations de secours (COS), agissant sous l'autorité du directeur des opérations (DOS), mène une appréciation instantanée du bilan avantages / inconvénients d'utilisation de cette ressource improvisée. Il s'agit de comparer les effets de la privation éventuelle d'une ressource en eau et les conséquences prévisibles de l'incendie.

L'autorité compétente use au besoin du pouvoir de réquisition. Dans l'urgence et en l'absence du DOS, la réquisition peut être réalisée verbalement par le COS. Elle doit ensuite être régularisée par l'autorité de police.

Références réglementaires.

Décret n° 2015-235 du 27 février 2015 relatif à la défense extérieure contre l'incendie.
Article R. 2225-1 et 4 du CGCT.

4. LE SCHEMA COMMUNAL OU INTERCOMMUNAL DE LA DECI

Bien que sa réalisation ne revêt pas de caractère obligatoire, le schéma communal (SCDECI) ou schéma intercommunal (SICDECI), s'il est associé aux autres outils d'urbanisme opérationnels (plan local d'urbanisme (PLU), schéma de cohérence territoriale (SCOT), etc.) peut se révéler être un outil d'aménagement du territoire efficace.

Sur la base d'une analyse des risques, le schéma communal ou intercommunal de DECI doit permettre à l'autorité compétente :

- de connaître sur son territoire, le niveau de couverture de la défense extérieure contre l'incendie existante,
- d'identifier les insuffisances et les zones non couvertes,
- de prioriser l'implantation des équipements nécessaires au renforcement de la DECI,

- de visualiser l'évolution prévisible des risques en fonction du développement prévu de l'urbanisation.

Dans les communes où la situation est particulièrement simple en matière de DECI, notamment lorsqu'il y a peu d'habitations et que la ressource en eau est abondante et accessible aux engins de lutte contre l'incendie, l'arrêté de DECI mentionné au chapitre précédent peut se substituer au schéma communal.

Le SCDECI ou SICDECI permet à l'autorité compétente de planifier les actions relatives à la DECI, de manière efficiente, tout en garantissant une maîtrise des coûts.



REFERENCES REGLEMENTAIRES.

Décret n° 2015-235 du 27 février 2015 relatif à la défense extérieure contre l'incendie.

Article R. 2225-4 du CGCT.

Articles R 2225-5 et 6 du CGCT.

C – LE ROLE ET LES MISSIONS DES ACTEURS LOCAUX DE LA DECI

1. LE ROLE DU MAIRE OU DU PRESIDENT DE L'EPCI

1.1 La police administrative spéciale de la DECI

Le maire exerce le pouvoir de police administrative spéciale de la DECI, de ce fait il assure la défense extérieure contre l'incendie sur sa commune. Ce pouvoir consiste en pratique pour l'autorité compétente à :

- fixer par arrêté la DECI communale,
- décider de la mise œuvre et arrêter le schéma communal (ou intercommunal) de la DECI,
- faire procéder aux contrôles techniques périodiques des PEI.

Ce pouvoir de police est transférable à un établissement de coopération intercommunal (EPCI) à fiscalité propre, dès lors que les maires des collectivités membres ont transféré au président de cet établissement les attributions lui permettant de réglementer cette activité.

Dans ce cas, le président de l'EPCI exerce le pouvoir de police administrative spéciale, particulièrement dans les métropoles où leurs présidents exercent de plein droit le service public et le pouvoir de police administrative spéciale de la DECI.



IMPORTANT.

Même en cas de transfert de compétence du pouvoir de police spéciale de la DECI, le maire conserve son rôle de directeur des opérations de secours (DOS) conformément aux dispositions du CGCT.

1.2 Le service public de DECI

Le service public de DECI est une compétence communale, placée sous l'autorité du maire. Ce service, distinct du service public de l'eau potable, est transférable à un établissement public de coopération intercommunal, pas nécessairement à fiscalité propre, et est alors placé sous l'autorité du président de celui-ci. Ce transfert volontaire est effectué conformément aux procédures de droit commun.

Le service public de DECI assure la gestion matérielle de la DECI et porte principalement sur :

- la création, la maintenance ou l'entretien,
- l'apposition de signalisation,
- le remplacement et l'organisation des contrôles techniques des PEI,
- l'échange d'informations avec les autres services.

La collectivité compétente en matière de DECI peut faire appel à un tiers pour effectuer tout ou partie de ses missions (création des PEI, opérations de maintenance, contrôles) par le biais d'une prestation de service, conformément au code des marchés publics.

Les dépenses afférentes à la DECI sur le réseau d'eau potable ne peuvent donner lieu à la perception de redevances pour service rendu aux usagers du réseau de distribution de l'eau, la lutte contre les incendies constituant une activité de police au bénéfice de l'ensemble de la population.

Seuls les investissements demandés pour assurer l'alimentation en eau des moyens de lutte contre l'incendie sont à la charge du budget des services publics de DECI.

Lorsqu'une extension de réseau ou des travaux de renforcement sont utiles à la fois pour la défense incendie et pour la distribution de l'eau potable, un cofinancement est possible dans le cadre d'un accord conclu entre les collectivités compétentes.



Important.

La DECI est un objectif complémentaire qui doit être compatible avec l'usage premier des réseaux d'eau potable, et ne doit porter aucun préjudice quant à leur fonctionnement ou à la qualité sanitaire de l'eau distribuée, ni conduire à des dépenses hors de proportion avec le but à atteindre, en particulier pour ce qui concerne le dimensionnement des canalisations.



Références réglementaires.

La loi n° 2011-525 du 17 mai 2011 de simplification et d'amélioration de la qualité du droit.

Article L. 5211-9-2 du CGCT.

Article L 2213-32 du CGCT.

Articles L 2224-12-1, L. 2225-1 à 5 et R. 2225-7 et 8 du CGCT.

Articles L.5212-2 et 3 du CGCT.

2. LE ROLE ET LES MISSIONS DU SDIS 76

Bien que la défense extérieure contre l'incendie ne relève pas directement de sa compétence, le Service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime assure le suivi de la répertoriación de l'ensemble des points d'eau d'incendie dont il a la connaissance.

Le Sdis 76 assure la mise à jour de cet inventaire dès lors que l'autorité compétente porte à sa connaissance toute modification ou toute création de points d'eau d'incendie.

Le Service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime agissant en qualité de conseiller technique, apporte à l'autorité compétente, son expertise en matière d'analyse des risques et de dimensionnement des besoins en eau sur :

- les dossiers relatifs aux établissements recevant du public, conformément aux dispositions réglementaires,
- les dossiers relatifs aux habitations régis par le Code de la construction et de l'habitation, bien que cette étude ne revête pas de caractère obligatoire,
- de façon générale, sur toute demande d'information ou de travaux visant à créer, modifier ou supprimer un PEI et sur toute sollicitation relevant de la défense extérieure contre l'incendie.

Le Sdis 76 apporte également son expertise, aux collectivités qui le souhaitent, pour l'établissement des schémas communaux ou intercommunaux de défense extérieure contre l'incendie, en vérifiant en particulier la concordance des schémas projetés avec le présent règlement et en prenant en compte également les retours d'expériences des sinistres ayant fait l'objet d'une analyse post opérationnelle.



Important.

Toutefois, s'agissant des schémas communaux ou intercommunaux, la conception et la réalisation ne relèvent pas de la compétence du Sdis 76. Il appartient donc à la collectivité d'assurer en régie ou de recourir à un prestataire de services afin de concevoir ces documents.

3. LE RÔLE ET LES MISSIONS DES CHEFS D'ÉTABLISSEMENTS

3.1 Le rôle et les missions du responsable de l'établissement recevant du public

Les établissements recevant du public (ERP) sont visés par l'article R 123-2 du Code de la construction et de l'habitation et dans la majorité des cas, les ERP sont défendus par des points d'eau d'incendie (PEI) publics.

Toutefois et en application de l'article MS5 du Règlement de sécurité, lorsque la défense extérieure contre l'incendie publique est insuffisante, il peut être demandé à l'exploitant de disposer de points d'eau d'incendie privés.

Il appartient alors à l'exploitant d'un tel établissement de s'assurer en permanence de la disponibilité et de la conformité des points d'eau concourant à la défense extérieure contre l'incendie de son établissement et de signaler au Sdis 76, dès qu'il en a connaissance, toute indisponibilité ou tout dysfonctionnement rendant inopérant les points d'eau d'incendie défendant son établissement.

Parallèlement, l'exploitant informe le Sdis 76 des mesures compensatoires mise en œuvre afin de pallier cette indisponibilité temporaire.

Dans le cas où la défense extérieure contre l'incendie de l'établissement est assurée par des points d'eau privés, il appartient à l'exploitant, de fournir à l'occasion des visites périodiques de la commission de sécurité un procès-verbal de contrôle des points d'eau assurant la défense de son établissement.

3.2 Le rôle et les missions du responsable d'établissement soumis au Code du travail

Conformément à l'article L 4121-1 du Code du Travail, le chef d'établissement, ou l'exploitant d'un établissement soumis aux dispositions du Code de Travail, prend toutes les mesures nécessaires pour assurer la sécurité et protéger la santé physique et mentale des travailleurs de l'établissement. Ces mesures comprennent des actions de prévention des risques professionnels, d'information et de formation ainsi que la mise en place d'une organisation et de moyens adaptés.

A ce titre, le chef d'établissement ou l'exploitant d'un établissement soumis aux dispositions du Code du travail est tenu de s'assurer en permanence de la disponibilité et de la conformité des points d'eau concourant à la défense extérieure contre l'incendie de son établissement.

S'agissant particulièrement des points d'eau situés dans une enceinte privée, il est de la responsabilité du chef d'établissement de signaler au Sdis 76, dès qu'il en a connaissance, toute indisponibilité ou tout dysfonctionnement rendant inopérant les points d'eau d'incendie défendant son établissement.

4. LA PARTICIPATION DES TIERS A LA DECI

4.1 Le statut juridique des points d'eau d'incendie

Dans la majorité des situations locales, les PEI appartiennent au service public de la DECI. Toutefois et exceptionnellement, des personnes privées peuvent participer à la DECI.

Ces dispositifs sont destinés à être utilisés, quelle que soit leur implantation, sur voie publique ou sur terrain privé.

Par principe et sous réserve des précisions développées dans les paragraphes suivants :

- un PEI public est à la charge du service public de la DECI. L'ensemble de la population en bénéficie,

- un PEI privé est à la charge de son propriétaire. Il fait partie de la DECI propre à l'établissement privatif défendu par ce PEI.



Important.

Le caractère public ou privé d'un PEI n'est pas systématiquement lié à sa localisation (un PEI public peut être localisé sur un terrain privé), ni à son propriétaire (des ouvrages privés peuvent être intégrés aux PEI publics sans perdre la qualification de leur propriété).

Ils sont alors pris en charge par le service public de la DECI dans le cadre d'une convention de mise à disposition pour ce qui relève de leur utilisation.

Les principales situations susceptibles d'être rencontrées dans le département de la Seine-Maritime sont les suivantes :

Situation juridique ou foncière	Implantation et financement du PEI	Statut du PEI	Mise à disposition du PEI	Contrôles et maintenance du PEI
Opération créant au plus trois logements	Collectivité	Public	De droit	Par le service public de la DECI
Opération créant au moins quatre logements	Lotisseur ou aménageur	Privé	Possible sous convention	Par le propriétaire, ou après convention, par le service public de la DECI
Lotissement d’initiative publique, projet urbain partenarial, etc.	Lotisseur ou aménageur	Public	De droit	Par le service public de la DECI
Etablissements recevant du public (ERP)	Collectivité	Public	De droit	Par le service public de la DECI
	Propriétaire	Privé	Possible sous convention	Par le propriétaire, ou après convention, par le service public de la DECI
Industrie non ICPE	Propriétaire	Privé ou Public	Possible sous convention	
Industrie ICPE	Propriétaire	Privé		
Zone d’activité concertée (ZAC)	Aménageur	Public	De droit	Par le service public de DECI
Installation agricole non ICPE	Collectivité	Public	De droit	Par le service public de la DECI
	Propriétaire	Privé	Possible sous convention	Par le propriétaire, ou après convention, par le service public de la DECI
Installation agricole ICPE	Propriétaire	Privé		

4.2 Aménagement et utilisation de points d'eau d'incendie localisés sur des parcelles privées

Les différents cas d'aménagement de points d'eau d'incendie sur des parcelles privées sont les suivants :

Situations possibles	Statut du PEI	Procédure(s) administrative(s) envisageable(s)	Contrôles et maintenance du PEI
Le point d'eau a été financé par la commune ou par l'EPCI et il est implanté sur le domaine privé sans acte de propriété.	Public	➤ rétrocession de la parcelle concernée sous la forme d'une procédure de droit commun.	L'ensemble des opérations de maintenance et d'entretien (espaces végétalisés, accès, etc.) relevant de la DECI ainsi que les contrôles périodiques du point d'eau sont assurés par le service public de DECI.
La commune ou l'EPCI souhaite implanter un PEI sur une parcelle privée.		➤ élaboration d'une convention de mise à disposition du terrain, ➤ ou acquisition foncière de l'emplacement concerné par détachement d'une partie de la parcelle visée.	
Le point d'eau a été financé par un particulier et il est implanté sur le domaine privé.	Privé	➤ possibilité de mise à disposition du PEI sous la forme d'une convention fixant les modalités techniques et financières.	

Dans le cas des points d'eau publics implantés sur des parcelles privées et dans l'impossibilité de parvenir à un accord amiable ou contractuel, une procédure d'expropriation pour cause d'utilité publique peut être mise en œuvre par l'autorité compétente. L'utilité publique est constituée, pour ce type d'implantation, sous le contrôle du juge administratif.

En cas de mise en vente de la parcelle par le propriétaire, la commune peut se porter acquéreur prioritaire si elle a instauré le droit de préemption urbain, dans les conditions prévues par les articles L 211-1 et suivants du code de l'urbanisme.

Dans le cas de la mise à disposition d'un point d'eau privé, un point d'équilibre doit être trouvé afin que le propriétaire du point d'eau ne soit pas lésé mais aussi ne s'enrichisse pas sans cause.

Toutefois, en cas de prélèvement important d'eau, notamment sur une ressource non réalimentée en permanence, la convention peut prévoir des modalités de remplissage en compensation.

Hormis les cas précédemment cités, d'autres situations locales d'usage ou de droit peuvent inciter les communes ou les EPCI à assimiler aux points d'eau d'incendie publics, des PEI qui n'appartiennent pas clairement à la commune ou à l'EPCI.

La mise en place de l'arrêté communal ou intercommunal de DECI, doit permettre de clarifier certaines situations en mentionnant explicitement le statut public ou privé des différents points d'eau d'incendie.

5. PRINCIPE DE GRATUITE DE L'EAU A L'USAGE DES SERVICE D'INCENDIE

La mise à disposition de l'eau destinée à la lutte contre les incendies est réalisée par l'autorité compétente à titre gratuit.

Par extension, la notion de gratuité est également applicable :

- à l'eau d'une réserve publique de DECI alimentée par le réseau d'eau potable, mise en place en cas d'impossibilité de connecter un poteau ou une bouche d'incendie au dit réseau en raison d'un débit ou d'une pression insuffisante (cas des citernes réalimentées),
- à la réalimentation, après sinistre, d'une réserve publique ou privée, si cette dernière a été intégrée dans l'arrêté communal de DECI.

Sont de fait exclus de ce principe de gratuité de fourniture de l'eau, les systèmes d'extinction, les points d'eau d'incendie privatifs mis en place dans l'enceinte de propriétés privées ainsi que les dispositifs privés concourant à la défense extérieure contre l'incendie (réserve d'approche, etc.)

De la même façon, le frais occasionnés :

- par le prélèvement de l'eau nécessaire à la lutte contre un incendie,
- par la réalimentation d'un point d'eau privé après sinistre,
- ou consécutivement à des détériorations résultant d'un usage normal des points d'eau d'incendie par les sapeurs-pompiers,

ne peuvent être imputés au Service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime.

Dans le cas de mise à disposition des points d'eau privés par son propriétaire, la gratuité de la réalimentation peut être applicable dès lors qu'une convention de mise à disposition entre l'autorité compétente et le propriétaire le prévoit.

6. UTILISATIONS ANNEXES DES POINTS D'EAU INCENDIE



Principe.

Les points d'eau d'incendie publics, en particulier ceux qui sont alimentés par un réseau d'adduction en eau sous pression sont conçus pour et, par principe réservés à l'alimentation en eau des moyens des services d'incendie et de secours.

Dans le cadre de ses prérogatives de police spéciale, il appartient à l'autorité compétente de réglementer l'utilisation annexe des PEI.

En particulier, il lui revient de réserver ou non l'exclusivité de l'utilisation des PEI aux seuls services d'incendie et de secours, notamment pour les PEI connectés au réseau d'eau potable.

Elle peut autoriser après avis, selon le cas, du service public de l'eau ou de l'autorité chargée du service public de la DECI, l'utilisation des bouches et poteaux d'incendie pour d'autres usages, sous réserve que cette utilisation annexe, ne porte pas préjudice à la performance des PEI (débit et volume de référence exigibles, accessibilité, état général, etc.).

Pour les réserves d'eau à capacité limitée, notamment les châteaux d'eau, les autorisations de puisage doivent être délivrées avec prudence, afin de garantir la quantité minimum prévue pour la DECI.

Les dispositifs de limitation d'usage des PEI normalisés, nécessitant d'autres manœuvres et outils que ceux prévus par la norme, ne peuvent pas être mis en place sans avoir été préalablement approuvés par le ministère chargé de la sécurité civile.



Références réglementaires.

Articles R. 1321-1 et 2 et R. 1321-2 à 5 du code de la santé publique (CSP).

CHAPITRE 2 – LA MISE EN SERVICE ET LE MAINTIEN EN CONDITION DE LA DEFENSE EXTERIEURE CONTRE L'INCENDIE

A - LES PRINCIPES GENERAUX DU MAINTIEN EN CONDITION DES POINTS D'EAU D'INCENDIE

Dès leur création, les points d'eau d'incendie font l'objet d'un contrôle régulier de leur performance et leur maintien en condition opérationnelle est obligatoire.

À cet effet, le RDDECI met en place plusieurs séries d'actions dont l'objectif commun est de garantir une disponibilité permanente de la DECI.

Il en va en particulier de :

- la sécurité physique des populations sinistrées et des sauveteurs intervenants,
- la protection des animaux, des biens et de l'environnement,
- la sécurité juridique des autorités chargées de la DECI.

On distingue quatre types d'actions visant à garantir la pérennité de la DECI :

Type d'actions	Réalisés par	Objectifs
Visite de réception	<p>PEI public : Le Sdis 76 en présence du maître d'ouvrage et du service public de la DECI, du gestionnaire du service des eaux</p> <p>PEI est privé : En plus des participants ci-dessus, sont également conviés le donneur d'ordre et l'installateur</p>	Identifier les nouveaux PEI et s'assurer de leur conformité technique au présent règlement
Maintenance Préventive et Corrective	<p>Le service public de la DECI ou le prestataire ayant reçu délégation pour réaliser les contrôles</p> <p>En cas de PEI privé, par le propriétaire ou le service public de la DECI dans le cadre d'une convention</p>	<p>Assurer le fonctionnement permanent des PEI</p> <p>Remettre en condition les PEI ayant subi une indisponibilité liée à des problèmes techniques</p>
Contrôles techniques périodiques		S'assurer de la performance hydraulique (débit/pression) et garantir l'accessibilité et la signalisation des PEI
Reconnaitances opérationnelles	<p>PEI public ou privé :</p> <p>Le Sdis 76 et en particulier par les sapeurs-pompiers des centres d'incendie et de secours dont les modalités d'organisation sont fixées par le Service Prévision.</p>	S'assurer pour son propre compte de la présence, du maintien en état de fonctionnement, de la signalisation et de l'accessibilité de l'ensemble des PEI



Important.

Les prestataires chargés de ces contrôles, réalisés en régie par le service public de DECI ou non, ne sont soumis à aucune obligation d'agrément.

Références réglementaires.

Article R. 2225-7-I-5° et R. 2225-9 du CGCT.
Règlement opérationnel du Sdis 76

B - LA CREATION ET LA MISE EN SERVICE DES POINTS D'EAU D'INCENDIE

1. LA VISITE DE RECEPTION D'UN POINT D'EAU D'INCENDIE

La visite de réception intervient à l'initiative du maître d'ouvrage ou de son représentant. Elle est réalisée en présence de l'installateur, du propriétaire de l'installation ou de son représentant, du service public de la DECI, du service public de l'eau potable (s'il est concerné), du gestionnaire du service des eaux (s'il est concerné) et d'un représentant du Sdis 76.

La visite de réception d'un nouveau point d'eau d'incendie revêt un caractère systématique et obligatoire, y compris pour les PEI qui ne sont pas implantés sur un réseau d'eau sous pression mais qui sont dotés d'aménagements du type : dispositif fixe d'aspiration, aire d'aspiration ou de mise en station, réserve enterrée ou aérienne, etc.

Visite de réception d'un point d'eau d'incendie	
Objectifs	Contrôles effectués
<p>S'assurer que le PEI satisfait :</p> <ul style="list-style-type: none">• aux dispositions techniques définies dans le présent règlement,• à la conformité de conception et d'installation des PEI connectés sur un réseau d'eau sous pression.	<ul style="list-style-type: none">• l'implantation et la localisation du PEI, y compris les coordonnées GPS,• la signalisation,• la numérotation,• l'état général des abords du point d'eau,• l'accessibilité aux moyens de lutte contre les incendies,• la capacité de mise en œuvre des engins-pompes (attestation de stabilité, etc.), s'agissant des aires d'aspiration ou de mise en station. Cette dernière comprend une manœuvre d'alimentation ou de mise en aspiration par un engin-pompe.



Cas particulier des essais simultanés.

Dans le cas où le dimensionnement de la DECI préconise le recours simultané à plusieurs points d'eau d'incendie, si les PEI assurant cette DECI sont connectés à un réseau d'eau sous pression, la visite de réception doit permettre la vérification de la conformité aux valeurs de référence en utilisation en simultanée de ces PEI.

Il convient alors de s'assurer que le débit unitaire de chaque PEI, en situation d'utilisation simultanée, est conforme aux préconisations du Sdis 76.

Une attestation de débit simultané est alors fournie par le gestionnaire du réseau d'eau.

Dans tous ces cas de réception de point d'eau d'incendie, une attestation de réception est établie par le Sdis 76. La fiche technique FT C.4 du Guide technique de la DECI présente un modèle d'attestation de réception.

L'attestation de réception doit être adressée par le Sdis 76 à l'autorité compétente et transmis au service public de la DECI si ce dernier n'a pas opéré la réception.

Ainsi, l'attestation de réception est le seul document permettant d'intégrer le nouveau PEI au sein de la DECI.

2. LA NUMÉROTATION DES POINTS D'EAU D'INCENDIE

2.1 La numérotation des points d'eau d'incendie publics

Dès sa création ou au plus tard dès son intégration dans la défense extérieure contre l'incendie et conformément aux dispositions du présent règlement, chaque point d'eau d'incendie doit disposer d'un numéro d'inventaire départemental unique, exclusif de toute autre numérotation.

Afin d'éviter la multiplicité des outils de gestion et des bases de données, source d'erreurs de numérotation, ce numéro d'inventaire est attribué **exclusivement par le Sdis 76** selon le principe suivant :

Numéro d'inventaire = Code INSEE de la commune + Code PEI + n° de PEI

Exemple : le poteau d'incendie n° 126 situé sur la commune de Bolbec, délivrant un débit de 60 m³/h et implanté sur un réseau d'eau potable, portera le n° 76114 112 126

Le numéro de PEI correspond au numéro de signalisation figurant matériellement sur le PEI lui-même. Ce numéro correspond au numéro d'identification en vigueur antérieurement à l'entrée en vigueur du présent règlement.

La fiche technique FT B.12 du présent règlement précise les principes de numérotation des PEI.

2.2 La numérotation des points d'eau d'incendie privés

De la même façon, tous PEI privés, à l'exception des PEI privés ne couvrant que les besoins propres des ICPE, font l'objet d'une numérotation.

Afin de les identifier et de les dissocier clairement des autres PEI publics, ce numéro d'inventaire est attribué **exclusivement par le Sdis 76** selon le principe suivant :

**Numéro d'inventaire = Code INSEE de la commune + Code PEI + n° de PEI
suivi de la lettre « P »**

Exemple : la bouche d'incendie n°31 située sur la commune de Bolbec, dans l'enceinte de la société Dupont & Cie, implantée sur un réseau d'eau non potable et délivrant 30 m³/h, portera le n° 76114 221 31 P

Le numéro de PEI correspond au numéro de signalisation figurant matériellement sur le PEI lui-même.

La fiche technique FT B.12 du présent règlement précise les principes de numérotation des PEI.

C – LE MAINTIEN EN CONDITION OPERATIONNELLE DES POINTS D’EAU D’INCENDIE

1. LA MAINTENANCE PREVENTIVE ET LA MAINTENANCE CORRECTIVE DES POINTS D’EAU D’INCENDIE

L’ensemble des PEI inventoriés dans le cadre de la défense extérieure contre l’incendie doit faire l’objet d’une action de maintenance préventive annuellement.

Opérations de maintenance préventive et correctives des PEI		
Objectifs	Contrôles et actions à effectuer	
<p><u>S’assurer que les PEI :</u></p> <ul style="list-style-type: none"> fonctionnent de façon normale et permanente, sont accessibles, visibles et signalés correctement, en cas d’anomalie, sont remis en service le plus rapidement possible. 	Préventive	<ul style="list-style-type: none"> état général des abords du point d’eau, état général du point d’eau, présence des bouchons obturateurs et chaînette, intégrité des demi-raccords, des enveloppes des réserves, etc. opérations visant à garantir la manœuvrabilité des organes mobiles, des vannes, (graissage) etc. présence des dispositifs de sécurité (bouées, cordes, etc.), vérification du fonctionnement des dispositifs de vidange et/ou de décharge des appareils, changement de toutes pièces ou dispositifs défectueux constatés.
	Curative	<ul style="list-style-type: none"> fonctionnement après réparation des organes remplacés, présence d’eau à l’hydrant attestant de la réouverture des vannes d’isolement, éventuellement une mesure de la performance hydraulique.



Important.

A l’issue des opérations de maintenance curative, et après avoir effectué un contrôle des performances hydrauliques du point d’eau déclaré hors service, le service public de la DECI informe le Sdis 76 de la remise en fonction du point d’eau d’incendie. Cette remontée d’information est réalisée conformément aux dispositions du chapitre 4 paragraphe D.



Références réglementaires.

Articles R. 2225-7-I-5° et R. 2225-9 du CGCT.

2. LES CONTROLES TECHNIQUES PERIODIQUES

Les contrôles techniques périodiques ont pour objectif de s’assurer que chaque PEI conserve ses caractéristiques, notamment sa performance hydraulique d’alimentation.

Contrôles techniques périodiques des PEI	
Objectifs	Actions à réaliser
<p><u>S'assurer que les PEI :</u></p> <ul style="list-style-type: none"> • fonctionnent de façon normale et permanente, • sont accessibles, visibles et signalés correctement, • en cas d'anomalie, ont été remis en service le plus rapidement possible. 	<ul style="list-style-type: none"> • mesure du débit et des pressions statique et dynamique des PEI alimentés par des réseaux d'eau sous pression, communément appelés « contrôle débit/pression », • vérification du volume et l'aménagement des réserves d'eau naturelles ou artificielles, • contrôle de l'état technique général et du fonctionnement des appareils et des aménagements associés, • vérification de l'accès et des abords, • vérification de la présence de la signalisation et de la numérotation.
<p>La périodicité des contrôles de la performance est organisée de la façon suivante :</p> <ul style="list-style-type: none"> • pour les communes classées en <u>zones A et B du Sdacr</u>, la périodicité des contrôles est <u>triennale</u> avec la réalisation d'un contrôle <u>minimum d'un tiers du parc annuellement</u>, • pour les communes classées en <u>zones C du Sdacr</u> : le contrôle est <u>biennal</u> sur l'ensemble du parc. <p>Il appartient alors au service public de la DECI de définir le mode d'organisation de ces contrôles. L'autorité compétente informe le Sdis 76 du mode d'organisation retenu dans l'arrêté communal ou intercommunal de la DECI.</p>	



Important.

Les résultats des contrôles techniques, tant des PEI publics que privés, font l'objet d'un compte rendu qui est adressé à l'autorité compétente, ainsi qu'au Sdis 76, au plus tard, **2 mois** après la date de fin de réalisation des contrôles.

Les premiers rapports de contrôle devront parvenir au Sdis 76 au plus tard un an après la parution du présent règlement au recueil des actes administratifs de la Préfecture de la Seine-Maritime.

Dans le cas des PEI privés, l'autorité compétente s'assure que les contrôles périodiques sont réalisés par le propriétaire et peut être amenée à lui rappeler cette obligation, sous la forme d'un courrier recommandé.

En cas de carence du propriétaire, le service public de la DECI peut réaliser d'office les contrôles, aux frais du propriétaire, sous réserve de lui avoir adressé une mise en demeure, restée infructueuse dans un délai de deux mois à compter de la date de notification.

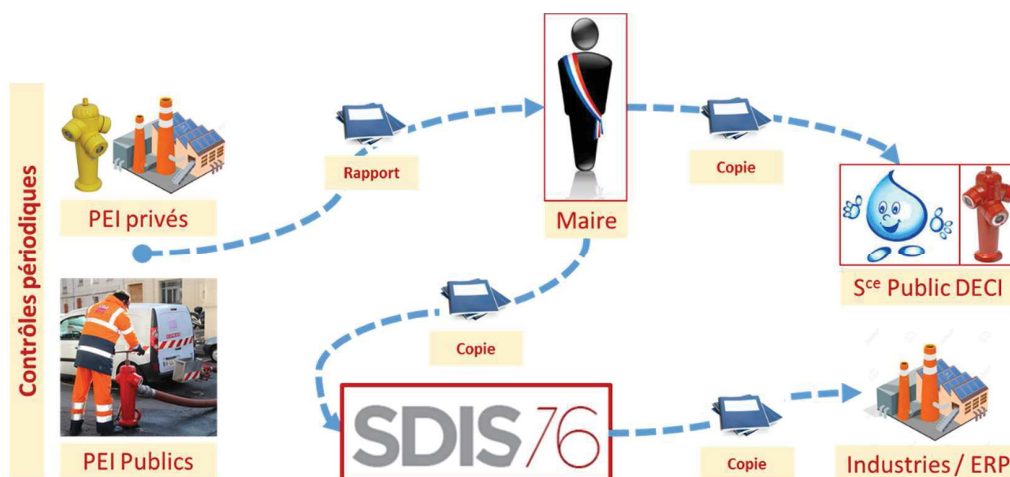


Schéma de principe de transmission des bilans des contrôles techniques périodiques



Remarques.

Les contrôles techniques périodiques peuvent être réalisés à l'occasion des opérations de maintenance.

De la même façon, les contrôles techniques périodiques de « débit / pression » concernent des PEI implantés sur des réseaux sous pression ne répondant pas par conception aux débits attendus (inférieure à 30 m³/h) et dans l'attente de l'éradication des insuffisances, seuls des contrôles fonctionnels visant à garantir la manœuvrabilité et la présence d'eau à l'appareil doivent être maintenus.



Références réglementaires.

Article R. 2225-9 du CGCT.

3. LES RECONNAISSANCES OPERATIONNELLES DU SDIS 76

Les reconnaissances opérationnelles périodiques organisées par le Sdis 76 ont pour objectif de s'assurer que les points d'eau d'incendie, publics et privés, restent utilisables pour l'alimentation des moyens de lutte contre les incendies.

L'objectif de cette opération n'étant pas de vérifier la performance hydraulique de l'appareil mais uniquement sa manœuvrabilité, la durée d'écoulement de l'eau sera la plus courte possible, sans que la manœuvre n'occasionne de coup de béliet sur le réseau, l'ouverture et la fermeture de l'appareil devant être réalisées avec soin, sans à-coup.

Reconnaitances opérationnelles des PEI par le Sdis 76

Objectifs	Actions à réaliser ou point à observer
<p><u>S'assurer que les PEI :</u></p> <ul style="list-style-type: none"> • restent utilisables et accessibles dans le temps, • garantissent la pérennité des ressources en eau nécessaires à la lutte contre les incendies. 	<ul style="list-style-type: none"> • l'accessibilité aux engins-pompes, • la signalisation, • l'ouverture de l'hydrant afin de vérifier la manœuvrabilité, la présence d'eau et l'absence de fuite, état des demi-raccords, • l'implantation, • la numérotation, • des abords, <p>Pour les points d'eau d'incendie naturels ou artificiels disposant de dispositifs fixes d'aspiration :</p> <ul style="list-style-type: none"> • vérifier la présence et l'intégrité des demi-raccords, • la propreté des crépines, • le niveau ou le volume d'eau présent dans la réserve.

Les reconnaissances opérationnelles réalisées par le Sdis 76 font l'objet d'un compte rendu qui est transmis à l'autorité compétente, au plus tard, **2 mois** après la date de fin des contrôles.

L'autorité compétente transmet au Sdis 76, s'il y a lieu, la mise à jour des coordonnées des propriétaires des points d'eau d'incendie privés ainsi que les comptes-rendus relatifs aux PEI privés.

Le Sdis 76 transmet aux propriétaires les comptes rendus relatifs aux PEI privés.

La périodicité des reconnaissances opérationnelles est annuelle.



Bonne pratique.

La transmission des résultats de la reconnaissance opérationnelle ainsi que la réalisation de visites conjointes ou coordonnées, constituent un moyen de contact privilégié entre services communaux ou intercommunaux et le Sdis 76 sur le sujet de la sécurité incendie, en particulier lorsque la périodicité de réalisation tombe la même année.

Les visites conjointes permettent de procéder, simultanément, à la reconnaissance opérationnelle et au contrôle périodique. Elles impliquent ainsi l'ensemble des organismes chargés de chacune de ces opérations.

Les visites coordonnées consistent à réaliser pour chaque PEI, alternativement, un contrôle technique puis une reconnaissance opérationnelle.



Références réglementaires.

Article R. 2225-5 du CGCT.

Règlement opérationnel du Sdis 76.

D – POINTS D'EAU D'INCENDIE HORS SERVICE

Tout changement d'état des appareils concourant à la défense extérieure contre l'incendie observé à l'occasion des contrôles périodiques, des interventions des services de lutte contre l'incendie ou de découvertes ponctuelles, doit faire l'objet d'une information sans délai du Sdis 76.

Le propriétaire d'un point d'eau d'incendie privé notifie également l'indisponibilité de ses PEI à l'autorité compétente, dans les mêmes conditions que celles définies pour les PEI publics, en précisant les mesures compensatoires mises en œuvre afin de pallier le déficit en eau.

L'information relative à l'indisponibilité, à la remise en état ou à la modification des caractéristiques d'un PEI public ou privé doit être transmise sans délai au service public de DECI (si ce dernier n'est pas à l'origine de l'information) ainsi qu'au Sdis 76.

Cette information est transmise, soit par le service gestionnaire de l'eau, soit par le service public de la DECI, soit par le propriétaire à :

Période	Acteurs concernés			Téléphone	Courriel
Pendant les jours et heures ouvrés	Arrondissement	Dieppe	SOP Est	02 32 97 47 23	operationest@sdis76.fr
		Le Havre	SOP Ouest	02 32 74 55 76	operationouest@sdis76.fr
		Rouen	SOP Sud	02 32 18 48 31	operationsud@sdis76.fr
En dehors des heures ouvrées			CODIS 76	02 35 56 18 18	cta.codis@sdis76.fr

La fiche technique FT C.6 du présent règlement précise les modalités d'échanges des informations relatives à l'indisponibilité des points d'eau.

E - MODIFICATION ET SUPPRESSION D'UN POINTS D'INCENDIE

Toute modification ou suppression de point d'eau d'incendie, susceptible de modifier durablement les caractéristiques de performance, de distance ou de capacité, doit obligatoirement faire l'objet d'une consultation du Sdis 76.

Ainsi, toute modification ou suppression de point d'eau d'incendie ne peut en aucun cas provoquer un affaiblissement de la DECI de la zone concernée, sauf dans le cas où des modifications de destination de bâtiments concourent à diminuer ou supprimer le risque.

Les fiches techniques du présent règlement précisent les modalités d'échanges des informations relatives à la suppression ou à la modification des points d'eau.

F - BASE DE DONNEES DES POINTS D'EAU INCENDIE

Le Sdis 76 met en place un traitement automatisé des données relatives à l'ensemble des points d'eau d'incendie publics et privés du département, au travers d'une base de données dédiée à la défense extérieure contre l'incendie.

Cette base permet de suivre la mise en service et l'état de disponibilité des points d'eau d'incendie à des fins opérationnelles.

La base de données des PEI recense à minima :

23

Règlement Départemental de la Défense Extérieure Contre l'Incendie de la Seine - Maritime (version 2 du 01/11/2017)

- les caractéristiques des PEI : sa nature, sa localisation, son débit ou sa capacité et la capacité de la ressource qui l'alimente, son numéro d'inventaire départemental, son numéro de point d'eau,
- les résultats des reconnaissances opérationnelles et des contrôles techniques, en particulier les performances hydrauliques (débit et pression statique), ainsi que l'historique de ces dernières.

Cette base prend en compte :

- la création ou la suppression des PEI,
- la modification des caractéristiques des PEI,
- l'indisponibilité temporaire des PEI et leur remise en service,
- l'incrémentation du système de gestion opérationnelle (SGO) à des fins opérationnelles.

Afin de mettre à jour la base de données, les services publics de DECI transmettent au Sdis 76 les éléments nécessaires à l'incrémentation de cette base.

La base de données des points d'eau d'incendie recense également, pour des raisons de connaissance opérationnelle et de localisation rapide, les PEI privés des établissements non classés ICPE, mais également ceux des établissements classés ICPE bien que ne relevant pas du présent règlement.

Les fiches techniques du présent règlement précisent les modalités d'échanges des informations relatives à l'indisponibilité des points d'eau.

CHAPITRE 3 – LE DIMENSIONNEMENT DE LA DECI

A – L'ANALYSE DES RISQUES

1. NOTION DE RISQUES

Les risques exposés dans le présent règlement ne concernent exclusivement que les sinistres ayant pour cause l'incendie.

Le risque est alors défini comme la probabilité d'éclosion d'un incendie d'origine accidentelle, volontaire ou consécutive de l'activité humaine, dont les effets sont susceptibles d'exposer les personnes, d'occasionner des dommages importants aux biens et/ou d'affecter temporairement l'organisation de la collectivité.

L'analyse des risques comprend en particulier :

- l'identification précise des enjeux humains et des cibles : nombre de personnes impactées, type de bâtiments et activités concernées,
- la prise en compte d'éventuels effets « domino »,
- la proposition de solutions techniques ou conceptuelles visant à réduire le risque à sa source.

La méthode mise en œuvre par le Sdis 76 pour conduire cette analyse de risques s'inscrit dans la continuité du Sdacr en dimensionnant les risques suivant quatre niveaux de gravité :

Nature et définition du risque			
Niveau de risque		Probabilité d'occurrence	Conséquences du sinistre
Courant	Faible	Très probable	Très limitées
	Ordinaire	Probable	Limitées
	Important	Peu probable	Significatives
Particulier		Très improbable	Importantes

G
R
A
V
I
T
E

Le Sdis 76 a la charge de définir, calculer et prescrire le dimensionnement de la DECI lors des études de dossiers dont il est saisi. De façon à simplifier l'analyse des risques, cinq types de risques ont été identifiés :

- les habitations individuelles et collectives,
- les établissements recevant du public (ERP),
- les activités industrielles, tertiaires et les zones d'aménagement,
- les activités agricoles,
- les risques liés aux nouvelles technologies et aux activités émergentes.

Pour les dossiers non soumis réglementairement à l'avis du Sdis 76, il appartient aux pétitionnaires et aux agents des services instructeurs des autorisations du droit du sol de se rapprocher du Sdis 76 pour toute création d'établissement, modification importante de destination ou changement d'activité d'un établissement ou d'une installation.

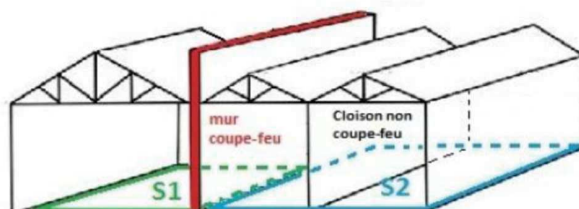
Dans le cas où une analyse de risques conduirait à une absence de réponse dans le présent règlement, le Sdis 76 se réserve le droit de se rapprocher de prescriptions comparables à celles préconisées dans des établissements ou installations présentant des similitudes de conception ou de fonctionnement.

Le Sdis 76 peut alors dans ce cas majorer ou minorer le dimensionnement des besoins en eau. Cette disposition doit rester exceptionnelle et être clairement motivée dans le rapport d'étude.

2. NOTION DE SURFACE DE REFERENCE

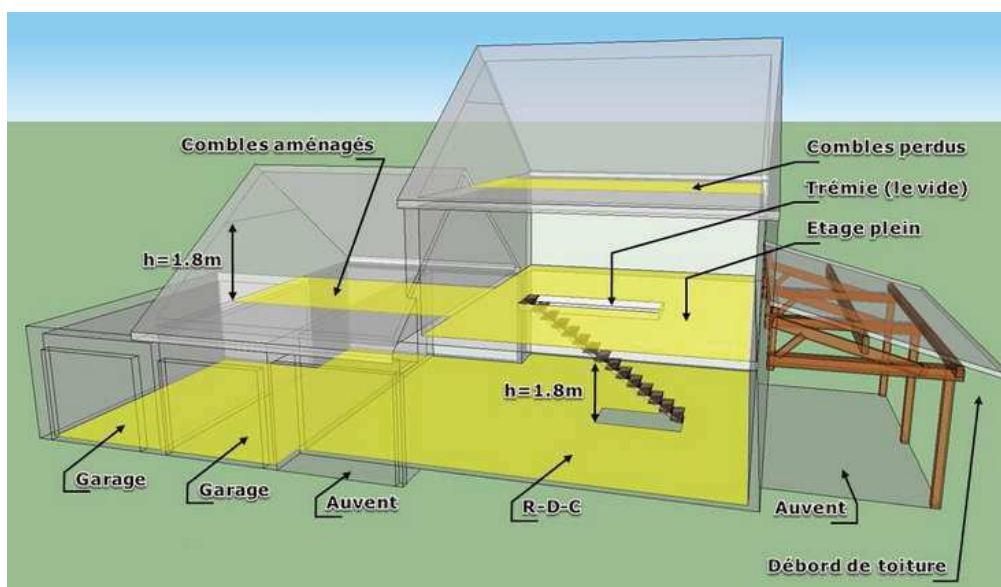
L'analyse des risques doit permettre d'identifier la surface qui sera prise en compte pour la classification et le dimensionnement du risque. Cette surface est appelée **surface de référence** ($S_{ref.}$)

La surface de référence est définie comme la plus grande surface réelle de plancher non recoupée, délimitée par des murs ou des parois garantissant la tenue au feu (CF) pendant une durée d'une heure au minimum ou équivalent.



La plus grande surface non recoupée est S2

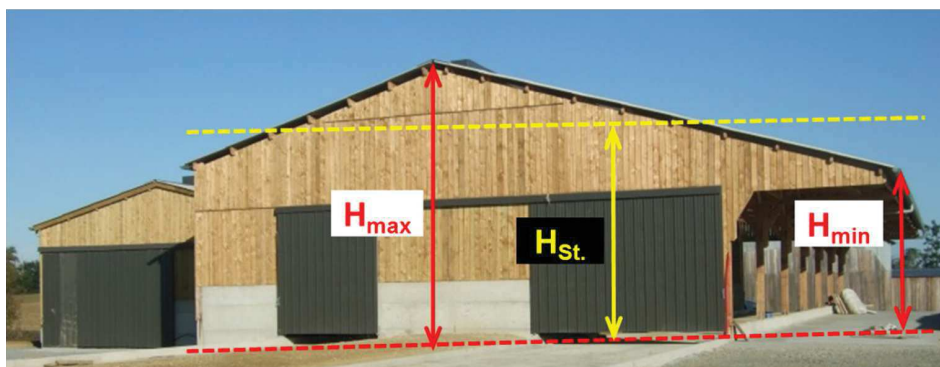
Toutefois pour les bâtiments à usage d'habitation, la surface de référence est déterminée comme étant la somme des surfaces de plancher, calculé à partir du nu intérieur des murs de construction cumulées pour chaque niveau, auxquelles s'ajoute la surface totale de stationnement, close et couverte.



 Surface correspondant à la somme des surfaces de plancher et des surfaces de garage closes et couvertes.

3. NOTION DE HAUTEUR DE STOCKAGE

Dans le cas de bâtiments dont la destination est une activité de stockage, la notion de hauteur de stockage (H_s) définit la hauteur moyenne comptée à partir du sol du bâtiment, entre l'égout de toiture et le point le plus haut du faîtage du toit.



La formule suivante détermine la hauteur de stockage, exprimée en mètres :

$$H_{St} = \left[\frac{(H_{max} + H_{min})}{2} \right] - 1$$

Détermination de la hauteur de stockage

Pour tous les types de risques, à l'exception du risque particulier lié à l'activité industrielle pour lequel la méthodologie de dimensionnement tient compte de la hauteur de stockage et des risques liés aux établissements recevant du public, la surface réelle pourra être majorée afin de tenir compte de la hauteur de stockage. Le tableau suivant précise les majorations.

Hauteur de stockage	Coefficient	Surface de référence (S _{Ref})
H ≤ à 3 mètres	0	S _{ref} = S _{réelle}
3 mètres < H ≤ 8 mètres	1,1	S _{ref} = 1,10 x S _{réelle}
8 mètres < H ≤ 12 mètres	1,2	S _{ref} = 1,20 x S _{réelle}
H > 12 mètres	1,5	S _{ref} = 1,5 x S _{réelle}

Majoration de la surface en fonction de la hauteur de stockage.

4. DISPOSITIONS CONSTRUCTIVES VISANT A REDUIRE LE RISQUE A LA SOURCE

Afin de ne pas sur-dimensionner les besoins en eau exigés pour satisfaire la défense extérieure contre l'incendie, l'analyse des risques doit également permettre de proposer des solutions techniques visant à réduire au maximum les risques à la source ou proposer des mesures compensatoires.

Parmi ces mesures on peut citer :

- optimiser la distribution des locaux et assurer le recoupement des locaux à risques par des murs séparatifs coupe-feu afin de créer la surface de référence la plus faible possible,
- vérifier la compatibilité des produits stockés dans le même local et isoler les produits inflammables des produits chimiques,
- isoler les activités de stockages des autres activités de l'établissement,
- limiter la hauteur de stockages dans les bâtiments couverts,
- isoler les bâtiments entre eux par des distances suffisantes afin de limiter les risques de propagation liés aux effets du flux thermique, à titre d'exemple on peut citer :

Stabilité au feu	Distance séparative équivalente
Coupe-feu 1 heure (CF 1 heure)	5 mètres
Coupe-feu 2 heures (CF 2 heures)	8 mètres



Remarques

L'utilisation de dispositifs de type détection incendie, arrosage automatique (sprinkler résidentiel) ou désenfumage (manuel ou automatique) a vocation à assurer une détection précoce et maintenir en état les cheminements d'évacuation lors d'un sinistre naissant. Ces dispositifs sont donc sans effet sur le dimensionnement des besoins en eau nécessaires à l'extinction du sinistre.

5. LA GRILLE D'ANALYSE DES RISQUES

Dans un souci de clarté et de simplification des études de dossiers, le Sdis 76 a choisi de s'appuyer sur un document d'aide à la décision : la grille d'analyse des risques.

Cette grille permet, au regard des informations techniques transmises dans le dossier d'étude (permis de construire, certificat d'urbanisme, etc.) de déterminer par une lecture directe, le niveau de risque.

Pour cela, elle s'appuie sur une méthode de dimensionnement du risque par approche globale, notamment par une lecture directe :

- du type de risques (habitation, ERP, agricole, industriel et divers),
- des contraintes réglementaires,
- de la surface de référence à prendre en compte,
- de la majoration du risque, consécutive à la prise en compte du risque de propagation aux bâtiments situés à proximité.

Le Sdis 76 propose une grille dédiée pour chaque type de risque.

B - LES RISQUES LIES A L'HABITAT

1. NOTION D'HABITAT URBAIN ET RURAL

Le Schéma départemental d'analyse et de couverture des risques (Sdacr) a classé l'ensemble des communes du département de la Seine-Maritime en fonction de leur densité urbaine, de leur nombre d'habitants et des risques associés, en trois catégories :

- les zones A, constituées des quatre agglomérations urbaines denses : Le Havre, Rouen et ses communes limitrophes, Dieppe et Fécamp,
- les zones B, constituées des communes périurbaines dans lesquelles se côtoient de l'habitat collectif, individuel, des activités agricoles, tertiaires et industrielles,
- les zones C, constituées de vastes zones rurales composées majoritairement d'habitat individuel et d'exploitations agricoles.

La disparité de la répartition de l'habitat en Seine-Maritime impose de prendre en compte les espaces ruraux au sein desquels l'absence d'activité à risques, la densité de population et l'espacement de l'habitat génèrent une occurrence d'éclosion d'un incendie faible et des risques de propagation du sinistre aux habitations et/ou aux bâtiments voisins limités.

La zone rurale est définie comme la partie des communes classées en zone C du Sdacr située en dehors du centre-bourg, siège de l'activité économique, sociale, culturelle et administrative de la commune.

Cette notion de centre-bourg s'entend selon la définition de l'article R-110-2 du Code de la Route et est matérialisée par la présence de panneaux d'entrée et de fin d'agglomération de type EB 10 et EB20.



Panneau d'entrée d'agglomération



Panneau de fin d'agglomération



Important.

Par définition, les communes classées en zones A et B et les centres-bourgs et agglomération des communes classées en zone C du Sdacr sont qualifiés de zones urbaines.

2. QUALIFICATION DU RISQUE « HABITATION »

Le risque « Habitation » identifié dans le présent document concerne tous les types de bâtiments à usage d'habitation individuelle et/ou collective, régis par l'arrêté du 31 janvier 1986 relatif à la protection contre l'incendie des bâtiments d'habitation.

On retrouve ainsi :

Habitations de la 1 ^{ère} famille	
<p>Habitations individuelles⁽¹⁾ isolées ou jumelées à un étage sur rez-de-chaussée au plus,</p> <p>Habitations individuelles à rez-de-chaussée groupées en bande.</p> <p>Sont également classées en 1^{ère} famille les habitations individuelles à un étage sur rez-de-chaussée, groupées ou en bande, lorsque les structures de chaque habitation concourant à la stabilité du bâtiment sont indépendantes de celles de l'habitation contigüe.</p>	<p>HABITATIONS INDIVIDUELLES</p> <p>NIVEAUX MAXIMUM ↓</p> <p>isolées jumelées En bande En bande à structures indépendantes</p> <p>≤ R + 1 R + 0 R + 1</p>

Habitations de la 2 ^{ème} famille	
<p>Habitations individuelles⁽¹⁾ isolées ou jumelées de plus d'un étage sur rez-de-chaussée,</p> <p>Habitations individuelles à un étage sur rez-de-chaussée seulement, groupées en bande, lorsque les structures de chaque habitation concourant à la stabilité du bâtiment ne sont pas indépendantes des structures de l'habitation contigüe,</p> <p>Habitations individuelles de plus d'un étage sur rez-de-chaussée groupées en bande.</p>	<p>HABITATIONS INDIVIDUELLES</p> <p>isolées jumelées En bande à structures non indépendantes En bande</p> <p>> R + 1 R + 1 > R + 1</p>
<p>Habitations collectives comportant au plus trois étages sur rez-de-chaussée.</p>	<p>4ème étage DUPLEX administr. si une pièce principale et accès au 3e étage</p> <p>log. 3 log. 2 log. 1 R</p> <p>SI Plancher bas du logement le plus haut > 8m2 Escalier encloué</p>

⁽¹⁾ Sont considérées comme maisons individuelles au sens de l'arrêté du 31 janvier 1986 les bâtiments d'habitations ne comportant pas de logement superposé.

Les escaliers des bâtiments d'habitations collectifs de trois étages sur rez-de-chaussée dont le plancher bas du logement le plus haut est à huit mètres du sol doivent être encloués.

Habitations de la 3^{ème} famille

Sont classées dans cette famille les habitations dont le plancher bas du logement le plus haut est situé à vingt-huit mètres au plus au-dessus du niveau du sol utilement accessible aux engins des services d'incendie et de secours et de lutte contre l'incendie, parmi lesquels on distingue :

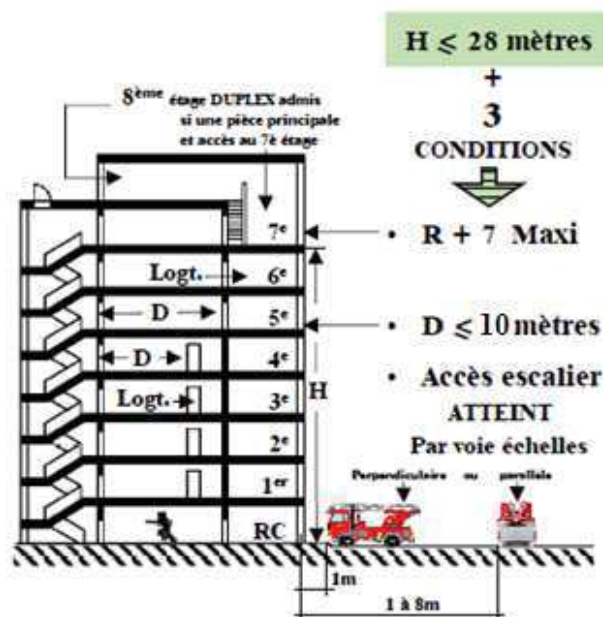
Type A

Habitations répondant à l'ensemble des prescriptions suivantes :

comporter au plus sept étages sur rez-de-chaussée,

comporter des circulations horizontales telles que la distance entre la porte palière de logement la plus éloignée et l'accès de l'escalier soit au plus égale à dix mètres,

être implantée de telle sorte qu'au rez-de-chaussée les accès aux escaliers soient atteints par la voie échelles.

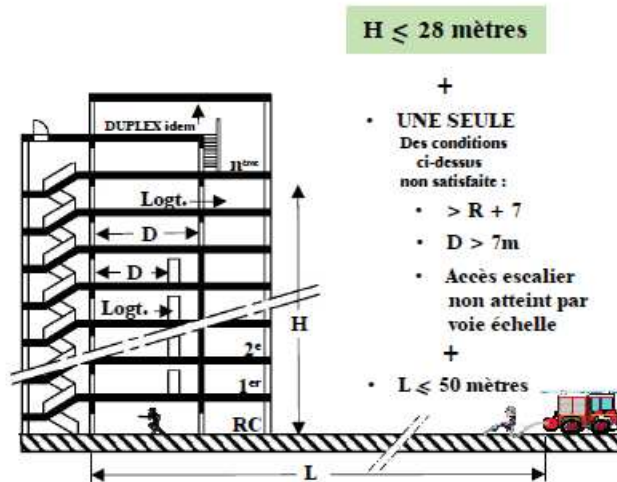


Type B

Habitations ne satisfaisant pas à l'une des conditions précédentes :

ces habitations doivent être implantées de telle sorte que les accès aux escaliers soient situés à moins de cinquante mètres d'une voie ouverte à la circulation répondant aux caractéristiques des voies « engins »,

les bâtiments de plus de sept étages doivent être équipés d'une colonne sèche de 65 mm par escalier. Cette colonne doit être équipée d'une prise de 40 mm par niveau et d'une prise de 40 mm double dans le cas de niveau desservant des logements en « duplex ».



Habitations de la 4^{ème} famille

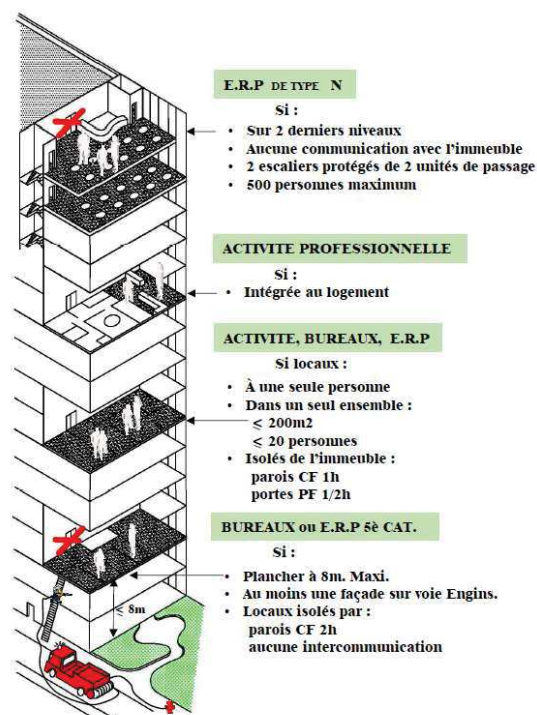
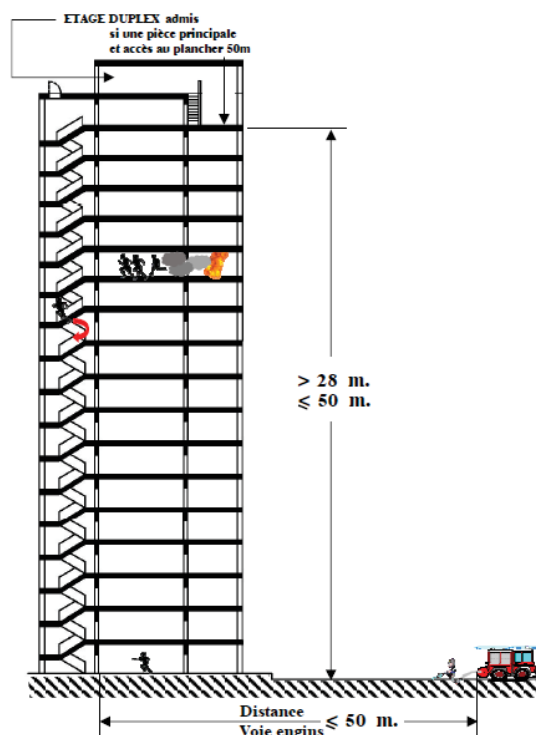
Habitations dont le plancher bas du logement le plus haut est situé à plus de vingt-huit mètres et à cinquante mètres au plus au-dessus du niveau du sol utilement accessible aux engins des services d'incendie et de secours et de lutte contre l'incendie.

Ces habitations doivent être implantées de telles sortes que les escaliers protégés soient situés à moins de cinquante mètres d'une voie ouverte à la circulation répondant aux caractéristiques des voies « engins ».

Lorsqu'un immeuble de la 4^{ème} famille doit contenir des locaux à usage autre que d'habitation, dans des conditions non prévues par l'article R.111-1 du Code de la construction et de l'habitation, cet immeuble doit être classé dans la catégorie des immeubles de grande hauteur (IGH)

Toutefois, le bâtiment demeure en 4^{ème} famille lorsque les locaux contenus répondent à l'une des conditions suivantes :

- 1) les locaux affectés à une activité professionnelle font partie du même ensemble de pièces que celle où se déroule la vie familiale,
- 2) les locaux affectés à une activité professionnelle, de bureau ou constituant un ERP et dépendant d'une même personne physique ou morale :
 - formant un seul ensemble de locaux contigu d'une surface de 200 m² au plus, pouvant accueillir vingt personnes au plus à un même niveau,
 - sont isolés des autres parties du bâtiment par des parois coupe-feu de degré une heure et des blocs-portes pare-flamme de degré une demi-heure.
- 3) les locaux affectés à des activités professionnelles, de bureau, ou constituant des ERP de 5^{ème} catégorie répondant à l'ensemble des conditions suivantes :
 - le plancher du niveau le plus haut occupé par ces locaux est toujours situé à 8 mètres au plus au-dessus du niveau du sol accessible aux piétons,
 - chaque niveau occupé par ces locaux a au moins une façade en bordure d'une voie répondant aux caractéristiques des voies « engins »,
 - ces locaux et leurs dégagements sont isolés de la partie du bâtiment réservée à l'habitation par des parois coupe-feu de degré deux heures sans aucune intercommunication.
- 4) de même, l'aménagement d'un ERP de type N sur les deux niveaux les plus élevés d'un immeuble à usage d'habitation de moins de 50 mètres de hauteur au sens de l'article R-122-2 du Code de la construction et de l'habitation n'a pas pour effet de classer cet immeuble dans la classe G.H.Z. si l'établissement considéré ne communique pas directement avec le reste de l'immeuble ; est desservi au moins par deux escaliers protégés de deux unités de passage et ne peut recevoir plus de 500 personnes.



Par analogie, les bâtiments annexes associés à ce risque (garage particulier, dépendances, abris de jardin, habitations légères de loisirs particulières, etc.) sont assimilés à ce risque et le dimensionnement de la défense extérieure contre l'incendie sera déterminé en s'appuyant sur ces grilles.

La grille suivante précise le classement des risques :

GRILLE D'ANALYSE DU RISQUE HABITATION		Distance par rapport au tiers (⇔CF 1 heures)	
Analyse structurelle et réglementaire		Supérieure ou égale à 5 mètres	Inférieure à 5 mètres, mitoyen, ou en bande
Piscine d'extérieur couverte, garage à voitures ouvert (carport), Abris de jardin dont la surface est inférieure ou égale à 20 m ²		Aucune DECI prescrite	
Habitations de la 1^{ère} famille	surface de référence inférieure ou égale à 250 m ²	faible	ordinaire
	surface de référence supérieure à 250 m ²	ordinaire	
Habitations de la 2^{ème} famille	individuelles surface de référence inférieure ou égale à 250 m ²	faible	ordinaire
	surface de référence supérieure à 250 m ²	ordinaire	
	collectives surface de référence inférieure ou égale à 250 m ²		
	surface de référence supérieure à 250 m ²	ordinaire	important
Habitations de la 3^{ème} et 4^{ème} famille		important	particulier
Quartier historique et /ou en rues étroites des zones B et C du Sdacr		important	particulier
Quartier historique et /ou en rues étroites des zones A du Sdacr		Particulier	
Habitations particulières de type IGH ou ITGH		La particularité de ces édifices appelle une étude particulière au cas par cas par le Sdis 76	

Afin de prendre en compte l'habitat existant, pour les extensions d'habitation et/ou de bâtiments existants et sous réserve que :

- les travaux projetés ne modifient pas la destination et/ou l'activité initiale,
- le bâtiment n'ait pas fait l'objet par le passé de travaux d'extension depuis la délivrance du permis de construire initial,

il pourra être dérogé aux règles d'analyse de risque et de dimensionnement selon les principes suivants :

Surface de référence initiale	Surface créée	Surface de référence totale	DECI demandée
≤ 250 m²	≤ 40 m²	≤ 250 m²	Pas de prescription relative à la DECI
		> 250 m²	La DECI prescrite est conforme à celle nécessitée par la couverture du risque avant extension
	> 40 m²		La DECI prescrite est conforme à celle nécessitée par la couverture du risque nouvellement créé
> 250 m² et quel que soit l'accroissement de la surface de référence			

C - LES RISQUES LIES AUX ETABLISSEMENTS RECEVANT DU PUBLIC

Le risque « Etablissement Recevant du Public » ou « ERP » identifié dans le présent document concerne tous les types de bâtiments visés par l'article R 123-2 du Code de la construction et de l'habitation.

La grille suivante précise le classement des risques :

GRILLE D'ANALYSE DES RISQUES ERP				
Analyse structurelle et réglementaire				
Tous les établissements recevant du public de la 1 ^{ère} à la 5 ^{ème} catégorie <u>ERP de type :</u>	J - N - L (spectacle sans décors) - O - R - X - U - V - W	surface de référence inférieure ou égale à 100 m ²	faible	
		surface de référence inférieure ou égale à 1000 m ²	ordinaire	
		surface de référence inférieure ou égale à 2000 m ²	important	
		surface de référence supérieure à 2000 m ²	particulier	
	L (avec décors et artifices et salle de réunion) - P - Y	surface de référence inférieure ou égale à 100 m ²	faible	
		surface de référence inférieure ou égale à 1 000 m ²	ordinaire	
		surface de référence supérieure à 1 000 m ²	particulier	
	M - S - T	surface de référence inférieure ou égale à 100 m ²	faible	
		surface de référence inférieure ou égale à 500 m ²	ordinaire	
		surface de référence inférieure ou égale à 1 000 m ²	important	
		surface de référence supérieure à 1 000 m ²	particulier	
	Autres établissements recevant du public : <ul style="list-style-type: none">• ERP en IGH / ITGH,• ERP de type EF, SG, CTS, PS, OA et PA			particulier

D - LES RISQUES LIES AUX ACTIVITES INDUSTRIELLES

Le risque « industriel » identifié dans le présent document concerne tous les types de bâtiments à usage d'activité et de stockage régis par le Code du Travail.

Sont concernés par cette classification :

- les bâtiments à usage de bureaux et activités tertiaires,
- les zones d'activités artisanales,
- les zones d'activités commerciales,
- les zones d'activités industrielles non classées ICPE.

La grille suivante précise le classement des risques :

GRILLE D'ANALYSE DES RISQUES INDUSTRIELS		Distance par rapport au tiers (⇔ CF 2 heures)	
Analyse structurelle et réglementaire		Supérieure ou égale à 8 mètres	Inférieure à 8 mètres, mitoyen, ou en bande
Activités artisanales, professionnelles (bureau, activités tertiaires, etc.) ou industrielles non ICPE	surface de référence inférieure ou égale à 250 m²	faible	ordinaire
	surface de référence inférieure ou égale à 1 000 m²	ordinaire	important
	surface de référence inférieure ou égale à 2 000 m²	important	particulier
	surface de référence supérieure à 2 000 m²	particulier	

E - LES RISQUES LIÉS AUX ACTIVITÉS AGRICOLES

Le risque « agricole » identifié dans le présent document concerne tous les types de bâtiments à usage d'activité et de stockage des exploitations régies par le Code du Rural et de la Pêche Maritime et par le Règlement sanitaire départemental de la Seine-Maritime.

La particularité du risque incendie dans les bâtiments et exploitations agricoles doit conduire le Sdis 76 à un examen particulier de leur DECI. En effet, les incendies en milieu agricole concernent des bâtiments d'élevage, de stockage de fourrage, de matériels divers à forte valeur ajoutée (engins agricoles, unités de transformation et de conditionnement, etc.) mais également de matières dangereuses susceptibles de réagir violemment et/ou de générer des pollutions environnementales significatives.

Le risque « agricole » identifié dans le présent règlement regroupe les risques liés :

- aux structures abritant des activités d'élevage,
- au stockage de fourrage,
- au stockage de matériels agricoles,
- au stockage d'hydrocarbure et de gaz,
- au stockage de :
 - produits pulvérulents (silos),
 - produits phytosanitaires,
 - d'engrais, en particulier ceux contenant des ammonitrates.
- au stockage et à la production d'alcool de bouche (cidre, eau de vie, etc.)

Dans le cas des exploitations agricoles ne relevant pas de la réglementation ICPE, en fonction des risques identifiés lors de l'étude du dossier et compte tenu de l'isolement géographique potentiel des exploitations, il conviendra de privilégier des capacités minimales d'extinction sur place.

La réglementation nationale n'imposant pas de principe d'exclusivité des ressources en eau consacrées à la lutte contre l'incendie, le Sdis 76 préconise que les réserves concourant à la DECI en milieu agricole puissent avoir une autre vocation : irrigation, hydratation du bétail, etc.

Ces réserves pourront se présenter sous des formes diverses : citernes, bassins, réservoirs, etc. et dans ce cas le Sdis 76 demandera à l'exploitant ou au propriétaire de garantir d'une part, qu'un volume minimal de cette eau puisse être consacré à la DECI et d'autre part, que la réserve puisse être accessible à un engin-pompe.

Par ailleurs, la réserve ainsi constituée devra permettre par la présence de prises d'eau aménagées, une alimentation rapide des engins d'incendie conformément à la fiche technique FT B.4 du présent règlement.

Lorsque ces points d'eau servent concomitamment à un usage agricole et à la défense incendie des seuls bâtiments de l'exploitation, les obligations d'entretien des points d'eau faites à l'exploitant se limitent à garantir l'accessibilité de l'ouvrage.

En fonction du potentiel calorifique identifié dans l'étude du dossier, et si ces réserves ne sont pas suffisantes, elles seront complétées par un ou plusieurs points d'eau d'incendie réglementaires conformément aux quantités d'eau de référence préconisées.

Afin de limiter les besoins relatifs à la DECI, et ainsi assurer la préservation des ressources en eau, il convient de privilégier, autant que possible, la réduction du risque à sa source en limitant ses conséquences par des mesures telles que :

- s'assurer de la compatibilité des produits chimiques stockés au même endroit,
- séparer les engrais à base d'ammonitrates des autres produits,
- séparer et/ou isoler les stockages de fourrage, de matériels agricoles et les activités d'élevage,
- isoler les locaux contigus par une séparation constructive coupe-feu ou en laissant un espace supérieur à 8 mètres entre les façades afin de limiter les risques de propagations liés aux flux thermiques générés par un sinistre, etc.

La grille suivante précise le classement des risques :

GRILLE D'ANALYSE DES RISQUES AGRICOLES		Distance par rapport au tiers (↔ CF 2 heures)	
Analyse structurelle et réglementaire		Supérieure ou égale à 8 mètres	Inférieure à 8 mètres, mitoyen, ou en bande
Serre de production à structure métallique et verre ou plastique. Manège à chevaux		Aucune DECI prescrite	
Stockage de fourrage à l'air libre⁽¹⁾ en dehors des infrastructures de l'exploitation.	situé à plus de 50 mètres de toute infrastructure	faible	
	situé à moins de 50 mètres de toute infrastructure		
Bâtiment agricole avec : • et/ou présence d'élevage, • et/ou de structure de transformation, • et/ou bâtiments à activité partagée (stockage, élevage, etc.).	surface de référence inférieure ou égale à 500 m ²	faible	ordinaire
	surface de référence inférieure ou égale à 1 500 m ²	ordinaire	important
	surface de référence inférieure ou égale à 3 000 m ²	important	particulier
	surface de référence supérieure à 3 000 m ²	Particulier	
Bâtiment agricole avec présence de matières dangereuses		Particulier	

(1) Sont également concernés les stockages de fourrage sous abris couverts et ouverts.

F - LES RISQUES « DIVERS ET EMERGEANTS »

Au-delà des risques identifiés dans les paragraphes précédents, le Sdis 76 est amené à étudier des risques pour lesquels il n'existe pas de réglementation particulière ou bien des risques liés à des nouvelles technologies.

Ainsi, on peut actuellement distinguer :

- les établissements non soumis à la réglementation relative aux ERP :
 - les campings,
 - les parcs résidentiels de loisirs (mobile-home),
 - les habitations légères de loisirs,
- les parcs de stationnement non couverts et les aires de stationnement ouvertes au public (aire de covoiturage, etc.),
- les nouvelles technologies (énergie renouvelable) :
 - les parcs éoliens,
 - les panneaux photovoltaïques et solaires,

36

Règlement Départemental de la Défense Extérieure Contre l'Incendie de la Seine - Maritime (version 2 du 01/11/2017)

Cette liste de risques émergents ne pouvant pas par définition être exhaustive, il appartiendra au Sdis 76 de rechercher et de déterminer par analogie, le dimensionnement du risque le plus adapté.

La grille suivante précise le classement des risques :

GRILLE D'ANALYSE DES RISQUES DIVERS ET EMERGEANTS		Distance par rapport au tiers (↔ CF 2 heures)	
Analyse structurelle et réglementaire		Supérieure ou égale à 8 mètres	Inférieure à 8 mètres, mitoyen, ou en bande
Parc éolien		Aucune DECI prescrite	
Parc ou ferme photovoltaïque		Faible	
Camping, parc résidentiel de loisirs, résidences mobiles de loisir (mobil-home), habitat léger de loisir			
		de 6 à 50 emplacements	Ordinaire
		plus de 50 emplacements	
Aire de stationnement ouverte au public		à partir de 50 emplacements	
Silos (non ICPE)			

G - CAS PARTICULIERS DES INSTALLATIONS CLASSEES POUR LA PROTECTION DE L'ENVIRONNEMENT

La définition des moyens matériels et en eau de lutte contre l'incendie des Installations Classées pour la Protection de l'Environnement (ICPE), et spécialement les bouches et poteaux d'incendie implantés sur des réseaux d'eau sous pression, relèvent exclusivement de la réglementation relatives aux installations classées.

A ce titre, le dimensionnement des besoins en eau des ICPE n'est pas traité le présent document et le Règlement départemental de la DECI de la Seine-Maritime ne formule pas de prescriptions aux exploitants des ICPE.

H – LES QUANTITES D'EAU DE REFERENCE

3. LES BESOINS EN EAU POUR LES RISQUES DE NIVEAU FAIBLE A IMPORTANT

La détermination des quantités d'eau de référence, communément appelée dimensionnement des besoins en eau, s'inscrit dans la continuité et la complémentarité du Schéma départemental d'analyse et de couverture des risques (Sdacr) et du Règlement opérationnel du Sdis 76.

Les valeurs de référence s'appuient notamment sur les critères suivants :

- les délais d'intervention du premier engin d'incendie qui permettent de pouvoir utiliser la totalité des quantités d'eau demandées sur le premier PEI,
- les délais de montée en puissance,
- les caractéristiques techniques des engins d'incendie du Sdis 76 :
 - la définition du concept de l'engin-pompe comme véhicule de base de lutte contre l'incendie,

- l'armement humain du premier engin-pompe peut être de 4 à 6 sapeurs-pompiers, sachant que pour toute mission de lutte contre les feux de structures, l'effectif minimal de 6 sapeurs-pompiers, doit être respecté,
- les capacités hydrauliques des pompes d'incendie,
- les longueurs de tuyaux disponibles pour assurer l'alimentation du premier engin-pompe,
- les **techniques opérationnelles de mise en œuvre des lances et de protection face aux accidents thermiques**, conformément aux pratiques définies dans :
 - l'arrêté du 3 février 2003 fixant le guide national de référence relatif à l'explosion de fumées et à l'embrasement généralisé éclair,
 - l'arrêté du 1^{er} août 2007 fixant le guide national de référence des techniques professionnelles relatif à l'utilisation des lances à eau à main,
 - la note de doctrine opérationnelle (NIO) de juin 2016 de la Direction Générale de la Sécurité Civile et des Gestions de Crises (DGSCGC) relative aux feux de véhicule légers,
- les limites de la capacité opérationnelle de réponse fixées par le Sdis 76.

Le Sdis 76 a déterminé pour chaque type et niveau de risque les quantités d'eau de référence. Celles-ci s'appuient sur les quatre notions suivantes :

- ❖ **Le débit de référence (Q_{ref})** : il s'agit du débit d'eau global nécessaire à l'extinction d'un incendie pour un type et un niveau de risque donné (ex : risque « habitation » important),
- ❖ **La notion de volume équivalent** : il s'agit du volume de la réserve à créer en cas d'absence ou de limite du réseau d'eau sous pression. Ce volume est obtenu par le produit du débit de référence par la durée d'extinction théorique,
- ❖ **La distance de référence (D_{ref})** : il s'agit de la distance séparant le risque à défendre du premier point d'eau d'incendie nécessaire à la couverture d'un risque donné. C'est cette distance qui sert au dimensionnement de la défense extérieure contre l'incendie dans les études en phase projet. Cette distance reste un objectif maximal à ne pas dépasser afin de garantir la rapidité de mise en œuvre des engins de lutte contre l'incendie,
- ❖ **La durée d'extinction théorique** : il s'agit du temps nécessaire pour la réalisation de l'extinction complète du sinistre. L'estimation de la durée d'extinction repose pour 50% du temps sur une phase offensive au cours de laquelle le débit est continu et pour 50 % du temps restant sur une phase de déblai et de refroidissement avec un débit discontinu (intermittence).

Le non-respect des valeurs de référence pourra entraîner une modification des techniques opérationnelles visant à garantir la sécurité des premiers intervenants. On pourra citer à titre d'exemples : le non engagement de personnels à l'intérieur de bâtiments sinistrés, l'attaque exclusivement réalisée par l'extérieur, etc.

Le tableau suivant précise les valeurs de référence nécessaires pour chaque niveau de risque :

Valeurs de références					
Classement du risque	Durée théorique d'extinction	Débit de référence Q_{ref}	Volume de la réserve équivalente	Distance de référence D_{ref} ⁽¹⁾ Zones urbaines et ERP de type J, O, U, et R Zones rurales et autres ERP	
Faible	1,5 heure	30 m ³ /h	45 m ³	200 m	400 m
Ordinaire	2 heures	60 m ³ /h	120 m ³	200 m	
Important		120 m ³ /h	240 m ³		

(1) En cas de présence d'une colonne sèche, la distance entre le premier point d'eau d'incendie et l'entrée principale du bâtiment doit être inférieure ou égale à 60 mètres.

Cas particuliers :

Afin de prendre en compte la réalité du risque généré par certains types de risques, les distances de référence pourront être adaptées selon les principes suivants :

Risque	Niveau	Dispositions particulières
Habitation	Faible	Sous condition de disposer d'une réserve ⁽¹⁾ d'une capacité minimale de 15 m³ et située à moins de 100 mètres du bâtiment, la distance entre le premier point d'eau d'incendie ⁽²⁾ et le bâtiment pourra être portée à 800 mètres . Le débit de référence de ce point d'eau est au minimum de 30 m ³ /h.
Agricole		Pour le risque « habitation », cette disposition n'est applicable que dans le cas d'une unique habitation <u>existante</u> , située à plus de 200 mètres de toute autre construction, exception faites pour les dépendances de cette habitation.
	Ordinaire	Sous condition de disposer d'une réserve de 30 m³ à moins de 100 mètres du bâtiment, la distance entre le premier PEI et le bâtiment pourra être portée à 800 mètres . Le débit de référence de ce point d'eau est au minimum de 30 m ³ /h.

⁽¹⁾ cette réserve ne constitue pas un point d'eau d'incendie (Cf. Chap. 4 § B2)

⁽²⁾ pour le risque « agricole » faible, le premier PEI pourra être une réserve.

La réserve située à moins de 100 mètres de l'entrée du bâtiment doit permettre aux engins de lutte contre l'incendie de réaliser l'alimentation des moyens nécessaires à la réalisation d'une protection efficace pendant une durée de 30 minutes.

Le volume de cette réserve n'est pas compris dans les valeurs de références, son volume s'ajoute donc au potentiel hydraulique requis.

Afin d'être prise en compte, cette réserve devra respecter les mêmes critères d'accessibilité (en particulier permettre la mise en aspiration d'une motopompe remorquable) et de pérennité dans le temps que l'ensemble des points d'eau d'incendie publics ou privés.

4. LES BESOINS EN EAU POUR LES RISQUES DE NIVEAU PARTICULIER

Le risque particulier est dimensionné soit de façon forfaitaire, soit selon une grille modulable en fonction de critères techniques (surface, hauteur, etc.).

Le tableau suivant précise le mode de dimensionnement des risques particuliers :

Type de risques		Détermination des valeurs de références		
Classement	Durée théorique d'extinction du sinistre	Débit de référence Q_{ref}	Volume de la réserve équivalente	Distance de référence D_{ref}
Habitation	2 heures	180 m ³ /h	360 m ³	100 m
ERP		Grille risque particulier ERP – Cf. Fiche technique FT A3		
Agricole		<ul style="list-style-type: none"> • <u>Si le classement en risque particulier est lié à une surface supérieure à 3000 m² :</u> → Risque important + 30 m³/h par tranche de 500 m² supplémentaire. • <u>Si le classement en risque particulier est lié à une distance aux tiers inférieure à 8 m et/ou à la présence de matières dangereuses :</u> → Risque important + Q_{pro} défini comme le débit nécessaire pour assurer la protection de point sensible. 		
Industrie		Grille risque particulier INDUSTRIE – Cf. Fiche technique FT A4		

Les fiches techniques du présent règlement précisent les modalités de calcul des besoins en eau respectivement pour les risques liés aux établissements recevant du public et les risques liés aux activités industrielles et tertiaires.

5. CAS PARTICULIER DE LA DECI DES ZONES AMENAGEES

S'agissant des zones d'activités artisanales, commerciales ou industrielles inscrites dans le cadre d'un document d'urbanisme opérationnel (plan local d'urbanisme, plan d'aménagement, etc.), et indépendamment des besoins en eau nécessités par l'activité spécifique des bâtiments soumis à l'étude du Sdis 76, il convient de garantir une défense minimale de ces zones selon la grille suivante :

Type de zone d'activités	DECI minimale		
	Débit	Distance	Diamètre de la canalisation
Zone artisanale	1 PEI de 60 m ³ /h	400 m	au moins 100 mm
Zone commerciale ou industrielle	1 PEI de 60 m ³ /h	200 m	

Le complément de DECI nécessaire sera proposé par le Sdis 76 lors des études spécifiques menées à l'occasion des dépôts des dossiers d'instruction des droits du sol pour les projets de constructions futures.

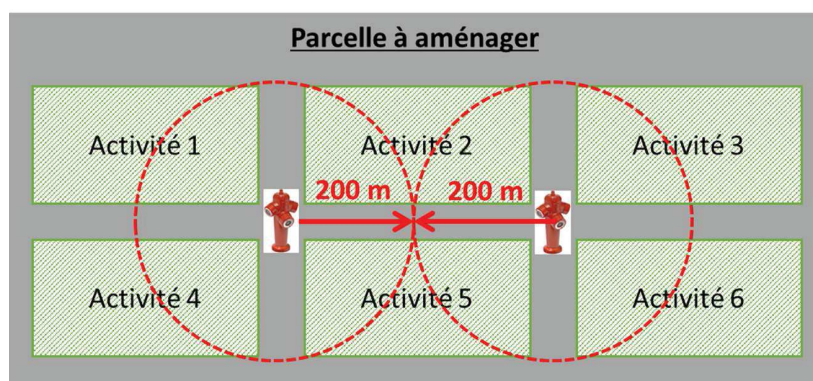


Schéma de principe de répartition des PEI dans les zones à aménager.

L'implantation de la DECI complémentaire pourra alors, si l'autorité compétente a délibéré en ce sens, être à la charge du pétitionnaire agissant en qualité de propriétaire ou d'exploitant de l'établissement.

6. DEFENSE DE POINTS SENSIBLES

Lorsque l'analyse des risques réalisée par le Sdis 76 met en évidence que l'évolution du sinistre est susceptible d'engendrer un risque de propagation à d'autres infrastructures qui nécessite une protection particulière soit en raison de la valeur patrimoniale du bâtiment, soit des conséquences socio-économiques de la propagation, des quantités d'eau supplémentaires pourront être exigées, en particulier en dimensionnant une ou plusieurs lignes de défense.

Le principe consiste à dimensionner, en fonction de la longueur de façade à protéger, des rideaux d'eau permettant de protéger des effets des rayonnements thermiques les dites infrastructures, soit de protéger les personnes des effets éventuels liés à la toxicité des fumées, en particulier lorsque le sinistre met en cause des matières dangereuses.

La formule permettant de dimensionner le débit de protection supplémentaire est la suivante :

$$Q_{\text{pro}} = \frac{3}{2} \times L_D \text{ (en m}^3\text{/h)}$$

Dans cette formule on retrouve :

- Q_{pro} : débit nécessaire pour réaliser un rideau d'eau au moyen d'une lance-canon débitant 1000 litres par minute sur une longueur L_D .
- L_D : distance de façade devant être protégée d'un risque de propagation au moyen d'un rideau d'eau.










La fiche technique FT A.2 du présent règlement précise les modalités de dimensionnement des lignes de défense.

I - LA REPARTITION QUALITATIVE ET QUANTITATIVE DES POINTS D'EAU D'INCENDIE

1. INFLUENCE DE LA DISTANCE SUR LES DELAIS DE MISE EN ŒUVRE DE MOYENS

Le tableau ci-dessous résume les délais moyens nécessaires à la mise en œuvre des moyens de lutte contre l'incendie.

A partir de ces données, il appartient au responsable de la défense extérieure contre l'incendie de prendre en compte l'ensemble de ces paramètres afin de choisir le type de point d'eau d'incendie le plus optimal.

Point d'eau d'incendie utilisable		Dépôt des matériels et établissements	Mise en œuvre du PEI	Arrivée de l'eau	Total ⁽¹⁾
1	 <p>Poteau d'incendie à moins de 20 m</p>	Les opérations d'alimentation sont réalisées simultanément à la phase d'attaque par le conducteur de l'engin-pompe le délai d'alimentation est donc <u>immédiat</u> .			
2	 <p>Poteau d'incendie à moins de 200 m</p>	 4 mn	sans délai	2 mn	6 mn
3	 <p>Point d'aspiration à moins de 200 m</p>	 4 mn	5 mn	2 mn	11 mn
4	 <p>Poteau d'incendie à moins de 400 m</p>	+	sans délai	4 mn	12 mn⁽²⁾
5	 <p>Point d'aspiration à moins de 400 m</p>	 8 mn	5 mn	4 mn	17 mn
6	 <p>Point d'aspiration à moins de 800 m</p>	20 à 30 min⁽³⁾ + 3 mn	5 mn	8 mn	36 à 46 mn

- (1) Les délais indiqués ne sont que des valeurs indicatives, susceptibles d'être majorées en fonction des conditions géographiques et/ou climatiques ou des actions nécessitées par le sinistre lui-même (sauvetages, délais de transit des engins engagés, etc.)
- (2) Sous réserve de limiter le débit de la lance à débit variable à 250 l/min, **en attente** d'une alimentation pérenne, réduisant ainsi l'efficacité des lances sur le sinistre et/ou limitant l'action des secours à des mesures défensives.
- (3) Les délais indiqués dans le présent tableau prennent en compte la durée moyenne de transit d'un camion dévidoir automobile (CDA) à compter de son engagement.



Les **solutions 4, 5 et 6** sont donc susceptibles d'entraîner une discontinuité de l'alimentation en eau ou bien de limiter l'efficacité des lances destinées à lutter contre les propagations.

2. REPARTITION POSSIBLE DES POINTS D'EAU D'INCENDIE

Afin de prendre en compte la montée en puissance réelle des engins de lutte contre l'incendie, il convient de ne pas solliciter la totalité de la ressource. Le principe de répartition des points d'eau est alors le suivant :

Niveau de risque		Caractéristiques techniques possibles des PEI								
		1 ^{er} PEI			2 ^{ème} PEI			3 ^{ème} PEI		
Classement		débit mini ou réserve équivalente		distance maxi ⁽¹⁾	débit mini ou réserve équivalente		distance maxi ⁽²⁾	débit mini ou réserve équivalente		distance maxi ⁽²⁾
Faible		30 m³/h	60 m³	D _{Ref}						
Ordinaire		30 m³/h	60 m³	200 m	30 m³/h	60 m³	200 m			
Important		60 m³/h	120 m³	200 m	30 m³/h	60 m³	200 m	30 m³/h	60 m³	200 m
Particulier	Habitation	60 m³/h	120 m³	100 m	60 m³/h	120 m³	100 m	60 m³/h	120 m³	100 m
	ERP	Se reporter à la fiche technique FT A.3								
	Agricole	1/3 de Q _{ref} avec un minimum de 60 m³ / h		200 m	1/3 de Q _{ref}		200 m	1/3 de Q _{ref}		200 m
	Industrie			100 m			100 m			100 m

(1) distance entre le premier point d'eau est le risque à défendre.

(2) respectivement distance entre le premier et deuxième et entre le deuxième et troisième point d'eau.

J - LES CRITERES DE TOLERANCE DES POINTS D'EAU D'INCENDIE

1. PRISE EN COMPTE DE LA DECI EXISTANTE

Afin de prendre en compte la capacité des réseaux d'eau sous pression mais également les performances et capacités techniques de ses engins-pompes, le Sdis 76 a introduit une notion de distance admissible dont la définition est la suivante :

Distance admissible (D_a) : il s'agit de la distance maximale admise entre le risque à défendre et le premier point d'eau d'incendie, appréciée au regard de la performance hydraulique du réseau d'eau sur lequel est implanté la bouche ou le poteau d'incendie.

Si le débit réel disponible au premier point d'eau est supérieur au débit exigible à ce point d'eau par l'analyse des risques, il est toléré une distance plus grande, permettant ainsi de compenser la distance par une plus grande capacité hydraulique autorisant une montée en puissance du dispositif de lutte contre l'incendie.

Dans le cas contraire, si le débit disponible au premier point d'eau est inférieur au débit exigible par l'analyse de risques, la distance entre le premier point d'eau et le risque est minorée de façon à compenser la faiblesse du débit par un accroissement de la rapidité de mise en œuvre de l'alimentation de l'engin-pompe et ainsi pérenniser la continuité de l'alimentation en eau du dispositif de lutte.

Le tableau suivant précise, en fonction du type de risque, les distances admissibles pour les points d'eau d'incendie sous pression :

Distance admissible du premier hydrant en fonction de sa performance (D _a)					
Quantité d'eau nécessaire au premier PEI (sous une pression dynamique minimale de 1 bar)	Débit disponible de l'hydrant (en m ³ /h) sous une pression dynamique minimale de 1 bar				
	inférieur à 30	30 à 44	45 à 59	60 à 74	75 à 89
30 m ³ /h	Limite des capacités d'alimentation des engins-pompe	200	250	Limite des capacités d'alimentation autonome	
60 m ³ /h		100	150	200	250

Abaque de détermination de la distance admissible (D_a)

2. COEFFICIENTS DE TOLERANCE ET VALEURS ADMISSIBLES

Lorsque l'analyse des risques concourt à obtenir une valeur de débit de référence qui n'est pas un nombre entier et paire, il convient d'arrondir la valeur du débit de référence au multiple de 30 m³/h immédiatement supérieur.

Exemple n°1 : pour un débit de référence théorique calculé de 245 m³/h, il conviendra de prescrire :
 $245 / 30 = 8,1$ soit arrondi à l'entier supérieur 9.

Le débit de référence prescrit sera alors $9 \times 30 = 270$ m³/h.

Les valeurs de référence sont les valeurs à atteindre pour la réalisation des schémas communaux ou intercommunaux de DECI, mais également pour le dimensionnement des besoins en eau résultant de l'analyse des risques réalisée dans le cadre des études et des projets neufs.

Nature des risques	Bouches et poteaux			Autres PEI		
	Distance		Débit	Distance		Volume
	Zone urbaine	Zone rurale		Zone urbaine	Zone rurale	
Faible	+ 20 %	+ 5 %	- 10 %	+ 20 %	+ 5 %	- 10 %
Ordinaire	+ 20 %				+ 20 %	
Important			- 5 %			
Particulier	Aucune tolérance admise					

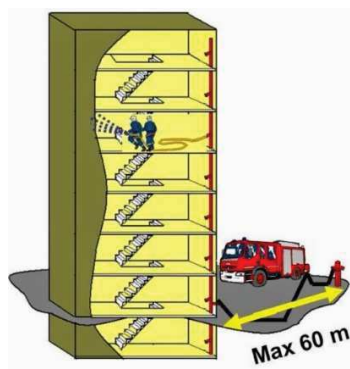


Les tolérances ne sont pas cumulables entre elles : une seule tolérance (distance ou performance) est applicable. Cette tolérance ne s'applique que sur un seul point d'eau d'incendie.

K – DISTANCE ENTRE LE PREMIER POINT D'EAU D'INCENDIE ET L'ENTREE DU BATIMENT

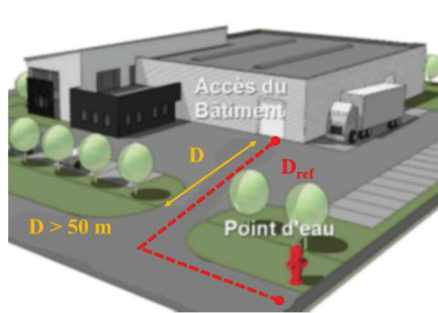
Afin de tenir compte de la disparité des caractéristiques géométriques d'implantation des bâtiments sur la parcelle considérée, la distance de référence (D_{ref}) à prendre en compte est la distance entre le premier point d'eau d'incendie et l'accès principal du bâtiment où se situe le risque à défendre (Cf. schémas ci-dessous).

Les caractéristiques géométriques de la voirie permettant d'accéder à l'entrée principale du bâtiment où se situe le risque à défendre doit présenter les caractéristiques techniques exigées pour le classement d'une voie « engins » (cf. paragraphe L.1)



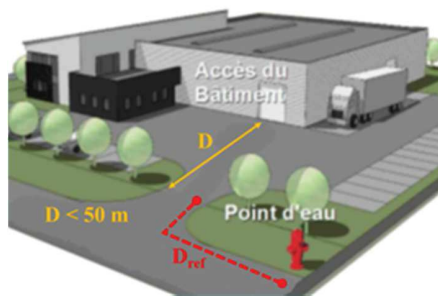
Lorsque le bâtiment est défendu par une colonne sèche et quelle que soit la distance de référence préconisée, la distance maximale entre le premier point d'eau d'incendie et les demi-raccords de la colonne sèche devra être **au plus de 60 mètres**.

Cas des colonnes sèches



D est supérieure à 50 mètres

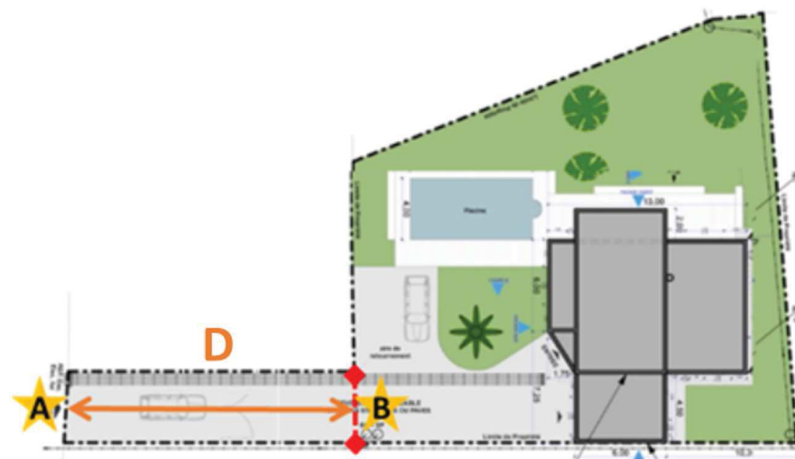
Si la distance **D** est **supérieure à 50 mètres**, la distance de référence s'entend comme la distance entre le premier point d'eau d'incendie et l'accès principal du bâtiment.



D est inférieure à 50 mètres

Si la distance **D** est **inférieure ou égale à 50 mètres**, la distance de référence s'entend comme la distance entre le premier point d'eau d'incendie et le portail d'accès principal à la parcelle.

Détermination de la distance de référence entre le premier PEI et le risque à couvrir



Cas particulier des habitations sur des parcelles en « drapeau »

Si la distance **D** est **supérieure à 50 mètres**, la distance de référence s'entend comme la distance entre le PEI et le point B, extrémité du chemin d'accès à la parcelle.

Le chemin d'accès doit alors présenter les caractéristiques exigées pour le classement d'une voie « dévidoir ».

Si la distance **D** est **inférieure à 50 mètres**, la distance de référence s'entend comme la distance entre le PEI et le point A, à la limite séparative du domaine public et du chemin d'accès privé.

L - ACCESSIBILITE DES ENGINS D'INCENDIE AUX POINTS D'EAU D'INCENDIE

1. GENERALITES

L'accessibilité des engins-pompes aux points d'eau d'incendie vise à garantir en tout temps et à tout moment, la rapidité de mise en œuvre et d'alimentation du dispositif de lutte contre l'incendie.

Les éléments à prendre en compte afin de garantir l'accessibilité des engins d'incendie sont les suivants :

- absences d'obstacles,
- portance de la voirie suffisante,
- caractéristiques géométriques conformes aux voies « engins » et « dévidoirs »,
- abords dégagés,
- rendre l'accès impossible à toutes les personnes non autorisées,
- etc.



Remarque.

Tous les dispositifs de verrouillage des accès aux points d'eau d'incendie doivent être compatibles avec la clé « polycoise » des sapeurs-pompiers.

Par ailleurs, lorsque les points d'eau d'incendie sont dotés de prises de raccordement aux engins-pompes, celles-ci doivent être utilisables directement et en permanence par les moyens du Sdis 76.

Les demi-raccords utilisés devront être conformes à la norme NF S 61.701 relatives aux raccords destinés à la lutte contre l'incendie.



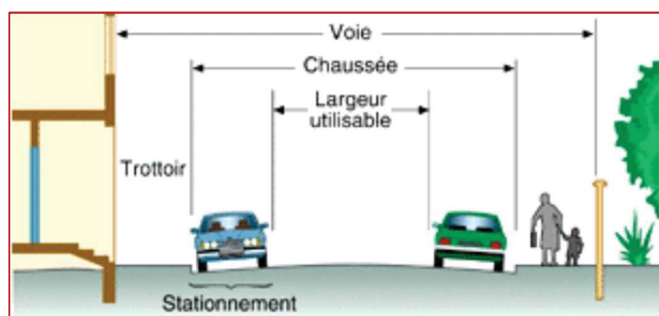
Important.

Une attention particulière doit être portée aux tenons des demi-raccords d'aspiration qui devront être montés suivant un axe vertical sous peine de rendre les PEI inutilisables.



2. CARACTERISTIQUES DES VOIES UTILISABLES PAR LES ENGINS D'INCENDIE

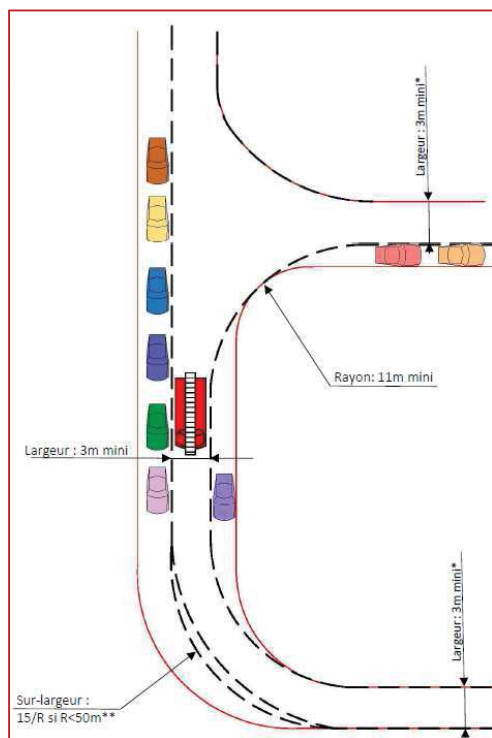
La largeur de la voirie comprend l'ensemble des infrastructures routières et de ses dépendances (trottoir, piste cyclable, ilot central, etc.) constituant l'espace entre façades ou limite de propriété, entre le domaine public et le domaine privé.



Coupe-type d'une chaussée urbaine

La dénomination de « voie engins » caractérise la largeur utilisable permettant aux engins des services de secours (pompiers, police, SAMU, etc.) de se rendre sur les lieux d'un sinistre et d'approcher d'un bâtiment en vue de réaliser le sauvetage ainsi que la protection des personnes et des biens.

La largeur utilisable minimale d'une voie engins est fixée à trois mètres. Sont également à prendre en compte les rayons de giration des engins.



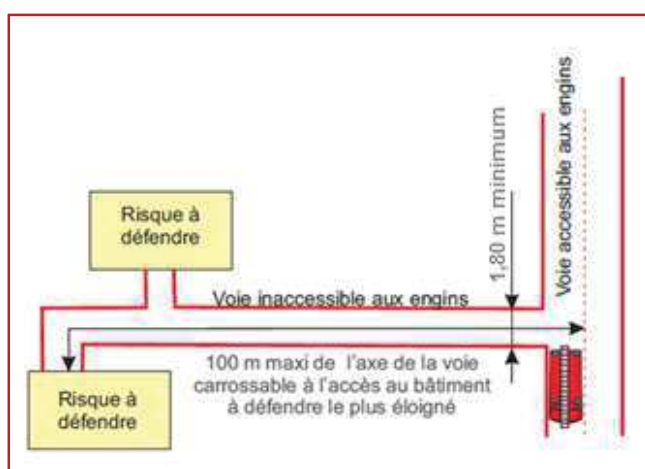
* la largeur de 3 mètres est portée à 4 mètres si une échelle aérienne doit être déployée à cet endroit. La « voie engins » devient alors une « voie échelle ». La voie échelle est obligatoire au droit des bâtiments dont le plancher bas du dernier niveau est à plus de 8 mètres de hauteur par rapport à la voie carrossable.

** exemple : si le rayon est de 11 mètres, la sur-largeur sera de $15/11 = 1,36$ m, portant ainsi la largeur utilisable à 4,36 m. Cette disposition ne s'applique pas lorsque le rayon est supérieur à 50 m.

Gabarit des chaussées et rayons de courbure des voies

3. CARACTERISTIQUES DES VOIES « DEVIDOIRS »

La notion de cheminement désigne le parcours le plus court permettant aux secours d'accéder au bâtiment concerné. Dans le cas d'un chemin non carrossable et non accessible aux engins d'incendie mais dont la portance, la constitution du revêtement et la largeur minimale permettent en tout temps, la mise en œuvre d'un dévidoir normalisé à bobine, ce cheminement est alors dénommé « voie dévidoir ».



Gabarit des voies « dévidoirs » et des impasses

Les caractéristiques géométriques minimales des « voies dévidoirs » sont les suivantes :

- avoir une largeur minimale de **1,80 m** hors saillies et autres mobiliers urbains,
- disposer d'une structure portante suffisante pour garantir les qualités du chemin dans le temps (structure identique à celle d'un trottoir piéton),
- avoir une pente de profil en long inférieure à 10 %,
- présenter une distance maximale entre le risque à défendre et l'axe de la voie engin de 100 m au maximum.

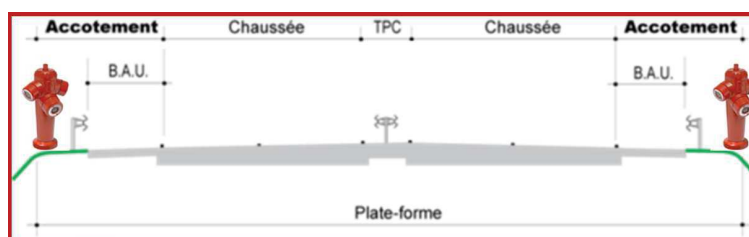
Caractéristiques admissibles des voies « dévidoirs »		
Largeur de la voie	Enclavée ⁽¹⁾	Non enclavée
Voie inférieure à 1,40 m	Implantation d'un dispositif de type colonne sèche ou poteau ou bouche-relais.	
Comprise entre 1,40 et 1,80 m	50 m	100 m
Comprise entre 1,80 et 3,00 m	100 m	
Supérieure à 3,00 m	Au-delà d'une longueur de 100 m, l'accès à la parcelle devra être réalisé par une voie engin disposant d'une aire de retournement.	

(1) est considérée comme enclavée une voie présentant des parois, des murs, des haies, talus, etc....

4. IMPLANTATION DES HYDRANTS PAR RAPPORT AUX VOIES DE CIRCULATION

L'implantation des points d'eau d'incendie, et en particulier des hydrants (bouches et poteaux d'incendie) doit garantir l'accessibilité aux engins de lutte contre l'incendie.

Ainsi et afin de prendre en compte la gestion des flux de circulation, en particulier en zone urbaine ou péri-urbaine, il conviendra d'implanter les bouches et poteaux d'incendie symétriquement de part et d'autre de la voirie.



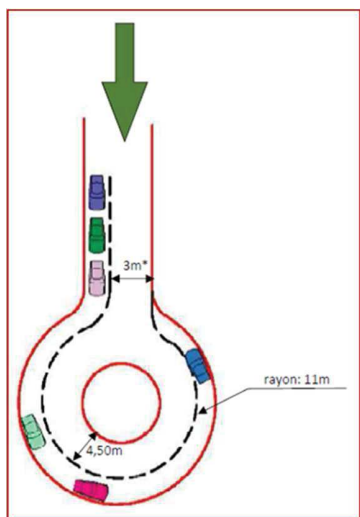
Coupe-type d'implantation d'hydrants sur une voirie à chaussées séparées

5. LES AIRES DE MANŒUVRE ET DE RETOURNEMENT

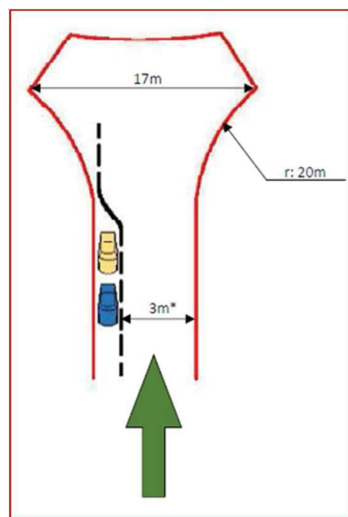
Lorsque la desserte d'un bâtiment est constituée d'une voie d'accès en impasse, le Service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime conseille de réaliser une aire de manœuvre afin de permettant aux engins de secours de reprendre le sens de circulation, le plus rapidement possible.

Les impasses d'une longueur supérieur à 30 mètres doivent, si possible, comporter un tel dispositif. En fonction des caractéristiques géométriques de la voirie, ces aires de retournement peuvent être en « Y », en « T » ou bien circulaires.

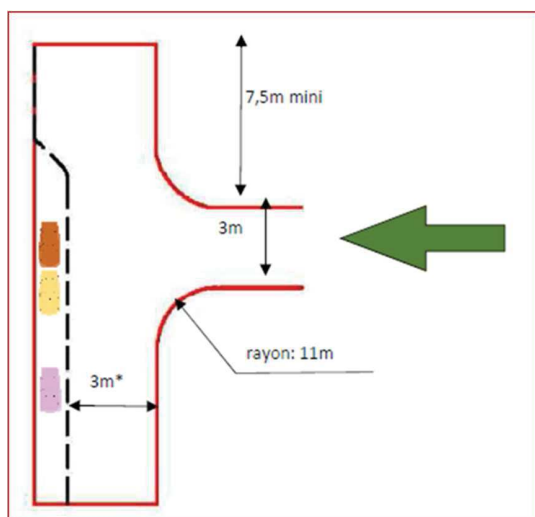
Les schémas ci-dessous précisent les caractéristiques techniques et géométriques de ces aménagements.



Aire de retournement circulaire



Aire de retournement en « Y »



Aire de retournement en « T »

CHAPITRE 4 - LES CARACTERISTIQUES TECHNIQUES DES PEI

A - CARACTERISTIQUES COMMUNES AUX DIFFERENTS POINTS D'EAU D'INCENDIE

1. PLURALITE DES RESSOURCES

De façon à préserver les ressources en eau potable, mais également à pérenniser la qualité sanitaire des réseaux d'eau potable, le principe de la DECI est d'encourager, en particulier en zone rurale, la pluralité des ressources, sans limiter ou encourager plus que de raison le recours aux bouches et poteaux d'incendie.

Cependant, il est utile de souligner que les bouches et poteaux d'incendie directement implantés sur des réseaux sous pression, constituent les dispositifs de lutte contre l'incendie les plus rapides à mettre en œuvre pour assurer l'alimentation des engins-pompe.

Ainsi, sur une même zone à défendre, il sera possible de trouver plusieurs ressources en eau dont les capacités seront cumulables afin d'obtenir les quantités d'eau définies par les valeurs de référence. Cette quantité d'eau cumulée détermine le volume disponible.

Par principe, la défense extérieure contre l'incendie, n'est constituée que par des aménagements ou des dispositifs fixes. L'implantation de moyens mobiles (camions ou wagons citernes, etc.) ne peut être que ponctuelle et consécutive à :

- une indisponibilité temporaire de points d'eau d'incendie existants,
- la nécessité de disposer ou de renforcer un point d'eau d'incendie, **temporairement**, à l'occasion, par exemple d'une manifestation exceptionnelle.

Les points d'eau d'incendie sont à l'usage exclusif des services d'incendie et de secours.

2. PERENNITE DANS LE TEMPS ET L'ESPACE

L'accessibilité et la pérennité des points d'eau visent à garantir la continuité du dispositif d'alimentation des engins de lutte contre l'incendie.

En phase d'attaque, de sauvetages ou de reconnaissance offensive, la continuité de l'alimentation en eau doit impérativement être garantie.

Toutefois, une interruption momentanée et temporaire de l'alimentation en eau des engins-pompes peut être admise dans les phases de déblais et de surveillance des incendies, en particulier s'agissant des risques très faibles à faibles. Par ailleurs, et compte tenu des techniques opérationnelles mises en œuvre dans la lutte contre les feux d'espaces naturels et de végétaux, une interruption momentanée de l'alimentation est admise.

Tous les points d'eau retenus pour intégrer l'inventaire des ouvrages concourants à la défense extérieure contre l'incendie doivent donc présenter une pérennité dans le temps et l'espace.

Ce principe implique notamment, que l'alimentation des prises d'eau sous pression soit assurée en amont, pendant la durée d'extinction fixée par le présent règlement, par des réservoirs ou des châteaux d'eau dont la capacité est suffisante.

Les conditions météorologiques ou saisonnières ne doivent pas porter atteinte aux performances des points d'eau, en particulier s'agissant des points constitués de réserves naturelles ou artificielles.

Une attention particulière doit être portée aux phénomènes météorologiques récurrents et connus, telles les situations d'enneigement ou d'inondation, de gel ou de sécheresse pouvant amoindrir les capacités et l'accessibilité des points d'eau d'incendie.

Il est cependant admis que des points d'eau d'incendie ne présentant pas des garanties de disponibilité puissent être pris en compte dans l'inventaire des ouvrages concourants à la défense extérieure contre l'incendie, sous réserve que leur apport à la DECI permanente, puisse ne pas être négligé.

B - INVENTAIRE DES POINTS D'EAU INCENDIE CONSTITUANT LA DECI

Pour être inventoriés en qualité de points d'eau d'incendie normalisés au sens du présent règlement, les aménagements, les réseaux d'eau sous pression sur lesquels les bouches ou poteaux d'incendie sont implantés, les réserves ou citernes disponibles, devront garantir un débit minimum de 30 m³/h ou un volume utilisable pendant une heure de 30 m³.

Dans le cas où cette valeur ne serait pas atteinte, et afin de recenser ce PEI, il convient de l'aménager de façon à compléter ou suppléer ces valeurs minimales, en particulier, par la mise en place de dispositif de réalimentation.

1. LES POTEAUX ET BOUCHES D'INCENDIE

1.1 Les poteaux et bouches d'incendie normalisés

Les poteaux d'incendie (PI) et les bouches d'incendie (BI), communément appelés « hydrants », doivent être conçus et installés conformément aux normes applicables :

- NF S61-211 relative aux bouches d'incendie,
- NF S61-213 et 61-214 relatives aux poteaux d'incendie.

Conformément aux dispositions prévues dans le Référentiel National de la Défense Extérieure Contre l'Incendie (RNDECI), les normes précitées ne sont pas retenues en ce qui concerne les dispositions relevant du présent règlement pour la détermination de :


- la couleur des appareils,
- la signalisation ou le balisage des appareils,
- les modalités et la périodicité des contrôles,
- les opérations de réception et d'intégration des appareils dans la base de données départementale des points d'eau d'incendie,
- les débits et pression minimum d'utilisation de ces appareils, visés dans l'arrêté du maire ou du président de l'EPCI à fiscalité propre titulaire de la compétence relative à la DECI.

La conformité aux normes des poteaux et bouches d'incendie ne concerne exclusivement que :

- les règles caractéristiques relatives à l'implantation,
- les qualités constructives (incongélable, etc.),
- les dispositifs de manœuvre,
- les dispositifs et règles de l'art en matière de raccordement.

On parlera de conformité au présent règlement pour ce qui concerne le débit, la pression, la couleur, la signalisation, le contrôle et la maintenance.

Le Sdis 76 retient comme valeurs admissibles pour le classement des bouches et poteaux d'incendie :

Débits normalisés des bouches et poteaux d'incendie (en m³/h)			
Orifices de refoulement	1 x 65 mm	1 x 100 mm	2 x 100 mm
Débit nominal de classement	30	60	120
Plage de débits retenus pour le classement	30 à 44	45 à 89	90 à 150
 La pression dynamique en sortie de l'appareil devra être au minimum de 1 bar et au maximum de 8 bars pour éviter la détérioration des pompes.			

Dans le cadre des études de dimensionnement des réseaux, une attention particulière doit être portée aux châteaux d'eau alimentant directement et en toute autonomie, un réseau de bouches et poteaux d'incendie. Il convient de s'assurer que le château d'eau dispose de la capacité nécessaire à couvrir le besoin en eau du risque considéré.

Les poteaux d'incendie nouvellement installés devront être, autant que possible, en adéquation avec les performances hydrauliques du réseau sur lequel ils sont implantés. Le sur-dimensionnement de l'appareil (pour des raisons d'uniformité du parc, d'une extension future, etc.) ne doit pas porter atteinte aux performances attendues.



Important.

De façon générale et compte tenu d'une part de leur visibilité et d'autre part de l'absence de contrainte liées au stationnement des véhicules, le Sdis 76 préconise l'implantation de poteaux d'incendie prioritairement à des bouches d'incendie lors de la création ou du remplacement d'hydrants.

Toutefois, si les contraintes spatiales, structurelles, historiques ou techniques le justifient, des bouches d'incendie pourront être implantées en lieu et place de poteaux d'incendie, sous réserve de satisfaire aux conditions d'implantation de ces appareils.

Dans ce dernier cas, une attention toute particulière sera portée sur les garanties d'accessibilité et de signalisation, au regard de la problématique de stationnement des véhicules dans les zones touristiques.

Les fiches techniques du présent règlement précisent l'ensemble des caractéristiques techniques et géométriques relatives à l'implantation des hydrants sous pression.

1.2 Les autres poteaux et bouches d'incendie

Certains poteaux ou bouches d'incendie présentent soit un mode de fonctionnement, soit des plages de débits et/ou de pression différents des appareils normalisés.

Parmi ces appareils on retrouve :

- le poteau d'aspiration de 100 millimètres, caractérisé par sa couleur bleue,
- le poteau d'incendie sur-pressé, caractérisé par sa couleur jaune :
 - de 100 millimètres
 - de 2 x 100 millimètres
- la bouche d'incendie sur-pressée de 100 millimètres, caractérisée par sa plaque de couleur jaune.

Les appareils sur-pressés sont généralement implantés pour défendre des risques classés importants et/ou particuliers en milieu industriel, ou bien dans les installations classées pour la protection de l'environnement.

1.3 Les prises d'eau sous pression sur les réseaux d'eau non potable

Certaines communes ou en établissements publics de coopération intercommunaux, ou entités industrielles disposent de réseaux d'eau maintenus sous pressions soit par gravité, soit par l'intermédiaire de dispositifs autonomes de type « surpresseur ».

Par définition ces réseaux sont indépendants des réseaux d'adduction en eau potable et sont alimentés par une eau dite « brute » ou « industrielle », n'ayant subi aucun traitement visant à assurer sa potabilité, et destinée à alimenter des processus industriels.

Des points d'eau d'incendie normalisés ou non peuvent être implantés sur ces réseaux d'eau sous pression afin d'assurer la défense extérieure contre l'incendie sur les zones considérées, sous réserve que ces PEI présentent toutes les garanties de continuité de l'alimentation en eau et d'accessibilité aux engins-pompes.

Si la pression délivrée par ces réseaux est supérieure à huit bars, la mise en place de réducteurs de pression fixes ou la mise à disposition de réducteurs amovibles doit être assurée par le responsable de l'établissement ou de l'industrie concerné.



Mise en œuvre de réducteurs de pression

Le diamètre (65 ou 100 mm) ainsi que le nombre de réducteurs de pression nécessaires seront déterminés en fonction du débit de référence identifié à l'issue de l'analyse des risques.

2. LES POINTS D'EAU D'INCENDIE NATURELS OU ARTIFICIELS

Tous les points d'eau naturels ou artificiels sont susceptibles, sous réserve de leur accessibilité et de leur pérennité, de concourir à la défense extérieure contre l'incendie.

Sont ainsi classables dans cette catégorie de points d'eau :

- les points d'eau naturels :
 - les cours d'eau : rivières, ruisseaux, fleuves, etc.
 - les plans d'eau : mares, étang, lacs, etc.
- les points d'eau artificiels :
 - infrastructures : bassins, quais, ponts, estacades, etc.
 - réserves : bassins de rétention pluviale, réserves enterrées, aériennes ou à l'air libre, etc.
 - citernes : citernes souples, citernes rigides enterrées ou aériennes, etc.



Important.

La Seine constitue une ressource en eau certaine même si de réelles contraintes d'aspiration (marnage, courant, etc.) et d'accessibilité demeurent. Toutefois, l'aménagement de plateformes ou de dispositifs fixes d'aspiration représente des opportunités et peut ainsi permettre de reconnaître le Seine comme un PEI.

En cas d'intervention dans les zones couvertes par ces PEI, le commandant des opérations de secours (COS) pourra adapter ou compléter les moyens engagés, conformément aux dispositions du Règlement opérationnel.

Les réserves artificielles peuvent être alimentées par la collecte des eaux pluviales. Dans ce cas, des dispositifs de type « surverse » et « sur profondeur » doivent garantir la capacité de stockage minimale de la réserve, sans pour autant que l'apport massif d'eau pluviale ne remettent en cause l'accessibilité et la sécurité du point d'eau d'incendie.

Les réserves artificielles peuvent également être réalimentées par un réseau d'eau sous pression (potable ou non), en particulier si le débit minimum de 30 m³/h ne permet pas d'implanter sur le réseau un poteau ou d'une bouche d'incendie.

Les points d'eau naturels ou artificiels dont le volume est limité devront être munis d'un dispositif permettant de mesurer en temps réel, le volume restant à l'intérieur (flotteur, jauge de profondeur, etc.).

Le dimensionnement du volume de la réserve équivalente au débit de référence se fait alors selon la formule suivante :

$$V_{eq} = T_{ext} \times (D_{ref} - D_{réel})$$

Dans cette formule on retrouve :

- V_{eq} : volume de la citerne réalimentée pour couvrir le risque considéré, équivalent au volume d'une réserve permettant d'assurer le débit de référence durant la durée d'extinction préconisée.
- T_{ext} : la durée théorique d'extinction prescrite dans le dimensionnement des risques.
- D_{ref} : le débit d'extinction prescrit pour couvrir le risque considéré.
- $D_{réel}$: le débit réel de la canalisation assurant la réalimentation de la citerne.

Afin d'être inventoriés comme points d'eau d'incendie, certains de ces points d'eau peuvent nécessiter la réalisation d'aménagements visant à améliorer l'accessibilité, la rapidité de mise en œuvre ou la pérennité de la ressource en eau.

S'agissant des réserves à l'air libre, un dispositif de réalimentation naturel, ou piqué sur un réseau sous pression devra prendre en compte l'évaporation moyenne annuelle, ainsi que les variations liées aux conditions climatiques exceptionnelles (canicule).

Si ces réserves sont dépourvues de mesures constructives les préservant du gel, le dimensionnement devra prendre en compte une majoration de volume liée à la gangue de glace périphérique, susceptible d'amoindrir la performance opérationnelle du point d'eau.



Remarques.

Le fractionnement des réserves artificielles est possible dans le respect des règles de répartition des points d'eau d'incendie. Le volume minimal d'une réserve est alors fixé à 30 m³.

3. LES AUTRES DISPOSITIFS

Peuvent également s'ajouter à la liste des points d'eau d'incendie inventoriés par le maire ou le président de l'établissement public de coopération intercommunale à fiscalité propre, tous les autres dispositifs reconnus opérationnels et antérieurement répertoriés par le Sdis 76.

A titre d'exemple, les puisards réalimentés d'une capacité de 2 m³, peuvent continuer à être utilisés, dès lors qu'ils ne peuvent être immédiatement remplacés, en particulier pour des raisons économiques lorsque le coût des travaux engendrés serait supérieur à la valeur des biens à défendre.

Toutefois, dès lors qu'un schéma communal ou intercommunal identifie une absence ou une mauvaise couverture de la défense extérieure contre l'incendie sur les zones défendues par ces PEI, le remplacement de ceux-ci par des PEI conformes aux dispositions des fiches techniques du présent règlement doit être programmé.

4. CAS PARTICULIERS DES PISCINES PRIVEES

Les piscines privées ne présentent pas, par définition, les qualités requises pour être inventoriées en qualité de point d'eau d'incendie.

En effet, ne sont pas garanties, en raison des règles de sécurité, d'hygiène et d'entretien qui leurs sont applicables :

- la pérennité de la ressource,
- la pérennité de leur situation juridique, en particulier en cas de renoncement du propriétaire à disposer de cet équipement ou à l'entretenir, en cas de changement de propriétaire ne souhaitant pas disposer d'une piscine,
- la pérennité de l'accessibilité aux engins d'incendie (contrainte technique forte).

Toutefois et sous réserve de recevoir un avis favorable du Sdis 76, une piscine peut être utilisée dans le cadre de l'autoprotection de la propriété, lorsque celle-ci est directement concernée ou menacée par l'incendie.

De même, le propriétaire peut mettre à disposition des secours cette capacité, en complément des moyens de défense extérieure contre l'incendie existant, sous réserve d'en garantir la pérennité de l'accessibilité et la signalisation réglementaire.

C - EQUIPEMENT DES POINTS D'EAU INCENDIE

1. LES POINTS D'EAU D'INCENDIE NON NORMALISES

Sont qualifiés de points d'eau non normalisés, les PEI qui nécessitent la mise en œuvre de technique d'aspiration des engins-pompes.

Ces points d'eau peuvent être :

- complètement aménagés (aire d'aspiration et dispositif fixe d'aspiration),
- partiellement aménagés (aire d'aspiration),
- non aménagés (permettant exclusivement la mise en œuvre de motopompes flottantes).

Le recours à l'utilisation et l'intégration de ces points d'eau d'incendie non aménagés devront toutefois rester exceptionnels et dans tous les cas soumis à la validation du Sdis 76.

Tous les points d'eau d'incendie non normalisés devront disposer d'une plate-forme de mise en station ou d'une aire d'aspiration permettant l'alimentation des engins de lutte contre l'incendie.

2. AIRE D'ASPIRATION ET PLATE-FORME DE MISE EN STATION

Une aire d'aspiration ou plate-forme de mise en station désigne un espace spécialement aménagé pour la mise en œuvre des engins-pompes.

Ces dispositifs sont qualifiés d'aire d'aspiration lorsqu'ils sont équipés d'une colonne fixe d'aspiration et d'aire de mise en station lorsqu'ils ne permettent que le stationnement de l'engin-pompe.

On distingue deux types de plate-forme et d'aire :

- les aménagements destinés à recevoir des motopompes remorquables et dont la surface doit être constituée d'une plate-forme de 4 m x 3 m, soit 12 m² au minimum,
- les aménagements destinés à recevoir des engins-pompes et dont la surface doit être constituée d'une plate-forme de 8 m x 4 m, soit 32 m² au minimum.

Au-delà des caractéristiques géométriques, les différents types de plate-forme doivent :

- présenter une résistance au poinçonnement permettant le stationnement des engins de catégorie « poids lourds »,
- être dotés d'une pente suffisante (idéalement 2%) permettant l'évacuation des eaux de ruissellement, mais limitée afin d'éviter tout risque de chute liée à la présence éventuelle de boue, de glace, etc.
- être équipé d'un dispositif fixe de calage des engins : bordures de trottoirs, etc.

La plate-forme de stationnement ainsi constituée doit être facilement accessible depuis la voirie publique par une voie permettant, en toutes circonstances, le stationnement de l'engin-pompe soit perpendiculairement, soit parallèlement au point d'eau.

Les fiches techniques du présent règlement précisent l'ensemble des caractéristiques techniques et géométriques relatives à la réalisation et à la signalisation des aires d'aspiration et des plates-formes de mise en station.

3. DISPOSITIFS FIXES D'ASPIRATION

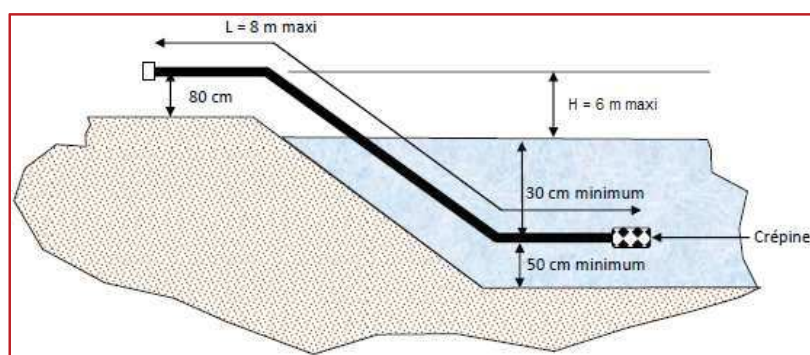
Les dispositifs fixes d'aspiration permettent aux engins de lutte contre l'incendie de se mettre rapidement en aspiration sur un plan d'eau ou une réserve destinés à la défense extérieure contre l'incendie.

Si les points d'eau naturels accessibles aux engins-pompes peuvent en être dispensés, les dispositifs fixes doivent équiper systématiquement tous les points d'eau artificiels.

Pour être utilisables par les engins de lutte contre l'incendie, les dispositifs fixes d'aspiration doivent être constitués au minimum :

- d'un demi-raccord d'aspiration symétrique normalisé,
- d'une canalisation rigide d'un diamètre compatible avec les capacités techniques des engins de lutte contre l'incendie,
- d'une crépine sans clapet implantée au minimum à 0,50 m du fond de la réserve et dont la couverture par le niveau des plus basses eaux délimitant le volume disponible est au minimum de 0,30 m.

Par ailleurs, la hauteur géométrique d'aspiration, défini comme la hauteur verticale entre le niveau du plan d'eau (ou de la surface d'eau de la réserve) et l'axe de la pompe de l'engin-pompe, doit être au plus égale à **6** mètres.



Caractéristiques géométriques d'un dispositif fixe d'aspiration

Dans le cas où plusieurs dispositifs d'aspiration doivent être installés sur le même PEI, une distance minimale de quatre mètres est exigée entre eux.

Des dispositifs, mobiles ou pivotants, peuvent être installés afin d'éviter l'envasement et le bouchage de la crépine. Ces aménagements doivent rester exceptionnels et sont soumis à la validation du Sdis 76.

L'ensemble des dispositifs d'aspiration fixes doit faire l'objet d'un contrôle et d'un entretien réguliers afin de garantir la pérennité de sa mise en œuvre.

Les fiches techniques du présent règlement précisent l'ensemble des caractéristiques techniques et géométriques relatives à l'aménagement de dispositifs fixes d'aspiration.

D - SIGNALISATION DES POINTS D'EAU D'INCENDIE SUR LE TERRAIN

1. LA COULEUR DES APPAREILS

Les poteaux et les bouches d'incendie normalisés, implantés sur des réseaux d'eau sous pression sont de couleur rouge incendie, sur plus de 50 % de leur surface visible après pose. Ils peuvent être équipés de dispositifs retro-réfléchissants.

La couleur rouge signifie que les hydrants sont implantés sur des réseaux d'eau sous pression.

Une adaptation de la couleur est réalisée afin de prendre en compte la valeur du débit nominal de classement de l'hydrant, à savoir :

- BI/PI de 30 m³/h : par la réalisation d'un marquage blanc,
- BI/PI de 60 m³/h : par la couleur rouge incendie uniforme,
- BI/PI de 120 m³/h : par la réalisation d'un marquage orange.

Les poteaux d'aspiration, équipant en particulier les citernes enterrées et les réserves aériennes, sont de couleur bleue, sur plus de 50 % de leur surface visible après pose. Ils peuvent être équipés de dispositifs retro-réfléchissants.

La couleur bleue signifie que les hydrants sont sans pression permanente et qu'ils nécessitent une mise en dépression afin de réaliser l'alimentation des engins de lutte contre l'incendie.

Les poteaux et les bouches d'incendie, implantés sur des réseaux d'eau sur-pressés (pression statique supérieure à 8 bars), sont de couleur jaune sur plus de 50 % de leur surface visible après pose.

La couleur jaune signifie que les hydrants sont implantés sur des réseaux d'eau sous pression nécessitant des précautions particulières, en particulier afin de protéger les pompes et les tuyaux de refoulement des engins de lutte contre l'incendie.

Tous les autres points d'eau non normalisés et non dédiés à la défense extérieure contre l'incendie, en particulier les réseaux susceptibles d'assurer l'alimentation des dispositifs de lavage et d'arrosage du domaine public, doivent avoir une couleur distincte (verte, etc.) des appareils de DECI.

De la même façon, dans certains établissements industriels ou pétroliers, certains appareils destinés à la lutte contre les feux de liquides inflammables peuvent être de couleur jaune, signifiant qu'ils sont implantés sur un réseau sur-pressé, mais également qu'ils délivrent un mélange de solution moussante (eau + émulseur) nécessitant la réalisation de mousse extinctrice.

Ces poteaux d'incendie ne concourent pas à la défense extérieure contre l'incendie publique. Ces établissements faisant l'objet d'un plan d'établissements répertoriés (ER), les appareils de DECI délivrant un mélange de solution moussante sont identifiés sur ces documents, conformément à la doctrine départementale relative à la réalisation des plans ER.

2. LES EXIGENCES MINIMALES DE SIGNALISATION

La signalisation de tous les points d'eau d'incendie au moyen de panneau est obligatoire ; elle permet de faciliter le repérage et la localisation de l'appareil et de donner les caractéristiques essentielles afin de renseigner les sapeurs-pompiers sur la performance opérationnelle des hydrants.

Les poteaux d'incendie normalisés peuvent être dispensés de toute signalisation, dès lors où leur positionnement sur la voie publique suffit en lui-même à visualiser leur présence. A défaut, le Sdis 76 peut être amené à demander la mise en place d'une signalisation particulière.

La signalisation des PEI est harmonisée sur l'ensemble du territoire national et doit comporter au minimum les éléments suivants :

- le symbole du panneau blanc sur fond rouge (ou inversement) de dimension de 30 cm x 50 cm composé soit d'un disque, soit d'un rectangle de type « panneau d'indication » :



- ils sont installés entre 0,50 et 2 mètres du sol de référence, selon l'objectif de visibilité souhaité,
- ils indiquent l'emplacement du PEI (pointe de la flèche vers le bas) ou signale sa direction (sens de la flèche à gauche ou à droite) et précisent la distance,
- le numéro d'ordre du PEI,
- les restrictions éventuelles d'utilisation.

3. PROTECTION ET SIGNALISATION COMPLEMENTAIRE

Afin de garantir l'accessibilité aux points d'eau d'incendie, il appartient à l'autorité compétente de réglementer le stationnement au droit des PEI qui nécessitent des restrictions particulières.

De même, l'accès peut être réglementé ou interdit au public. Pour mémoire, l'article R.417.10 II 7° du Code de la route interdit le stationnement au droit des bouches d'incendie.

Dans les espaces publics où la circulation et/ou le stationnement sont susceptibles de perturber la mise en œuvre des PEI, des protections physiques complémentaires doivent être mises en place afin d'interdire aux véhicules l'approche des prises d'eau et ainsi garantir la pérennité de leur accessibilité ou pour apposer la numérotation du PEI.

Toutefois, ces dispositifs ne doivent pas nuire à la rapidité de mise en œuvre des engins de lutte contre l'incendie.

4. SYMBOLIQUE DE SIGNALISATION ET DE CARTOGRAPHIE

Afin d'identifier sur tout support cartographique les différents points d'eau d'incendie, le Sdis 76 a défini une base commune à l'ensemble des acteurs.

Cette symbolique peut également être utilisée sur les panneaux de signalisation mentionnés au paragraphe précédent. Les fiches techniques du présent règlement précisent, pour chaque type de point d'eau d'incendie, la charte graphique associée.

La charte graphique relative à la défense extérieure contre l'incendie sera mise en œuvre à la date d'entrée en vigueur du présent règlement.

Toutefois et afin de tenir compte des documents opérationnels existants (plans d'établissements répertoriés, cartographie du Sdis 76, etc.), les symboles utilisés antérieurement continueront à coexister avec la nouvelle charte graphique.

E - MESURES RELATIVES A LA PROTECTION DES PERSONNES

Afin de garantir la protection des sapeurs-pompiers lors des opérations de lutte contre l'incendie, mais également lors des actions de formation ou de reconnaissance opérationnelle, les points d'eau d'incendie devront être implantés en respectant toutes les mesures réglementaires ou de bon sens visant à garantir l'intégrité physique des intervenants et du public.

L'attention sera portée en particulier sur la nécessité de :

- protéger les surfaces libres des plans d'eau afin **d'éviter les chutes et les noyades** et de positionner, le cas échéant, des dispositifs de protection contre les risques de noyade accidentelle : mains courantes, dispositifs de flottabilité complémentaires (bouée), etc.
- ne pas implanter les PEI à moins de 5 mètres du risque à défendre afin de limiter l'exposition au flux thermique et à plus de 5 mètres des bordures des voies de circulation, tout en garantissant que la manœuvrabilité du point n'expose pas les sapeurs-pompiers aux risques routiers

CHAPITRE 5 – ELABORATION DES SCHEMAS COMMUNAUX OU INTERCOMMUNAUX DE DECI

La mise en place d'un schéma communal ou intercommunal ne revêt pas de caractère obligatoire et sa réalisation est laissée à l'initiative de l'autorité compétente.

Toutefois, l'élaboration d'un schéma communal ou intercommunal manifeste la volonté de l'autorité compétente de mettre à niveau et d'inscrire la défense extérieure contre l'incendie comme une priorité de la collectivité.

Ces schémas s'inscrivent dans une démarche d'optimisation permanente et continue de la défense extérieure contre l'incendie et permettent une planification pluriannuelle d'aménagements de renforcement ou de complément.

Bien que leur réalisation ne revête pas de caractère obligatoire, le SCDECI ou SICDECI, s'il est associé aux autres outils d'urbanisme opérationnels (plan local d'urbanisme (PLU), schémas de cohérence territoriale (SCOT), etc.) peut se révéler être un outil efficace d'aménagement du territoire.

Sur la base d'une analyse des risques, le schéma communal ou intercommunal de DECI doit permettre à l'autorité compétente :

- de connaître sur son territoire, le niveau de couverture de la défense extérieure contre l'incendie existante,
- d'identifier les carences constatées et les zones non couvertes,
- de prioriser l'implantation des équipements nécessaires au renforcement de la DECI,
- de projeter l'évolution prévisible des risques en fonction du développement prévu de l'urbanisation.

Dans les communes où la situation est particulièrement simple en matière de DECI, notamment lorsqu'il y a peu d'habitations et que la ressource en eau est abondante et accessible aux moyens du Sdis 76, l'arrêté de DECI mentionné au chapitre précédent peut se substituer au schéma communal.

Bien que n'étant pas directement en charge de leur conception, le Sdis 76 demeure, pour l'autorité compétente, le conseiller technique privilégié pour l'élaboration des schémas de DECI.

Le SCDECI ou SICDECI permet ainsi de réaliser une planification pluriannuelle d'implantation (ou de création) de PEI de complément, de renforcement, mais également de remplacement des appareils obsolètes ou détériorés.

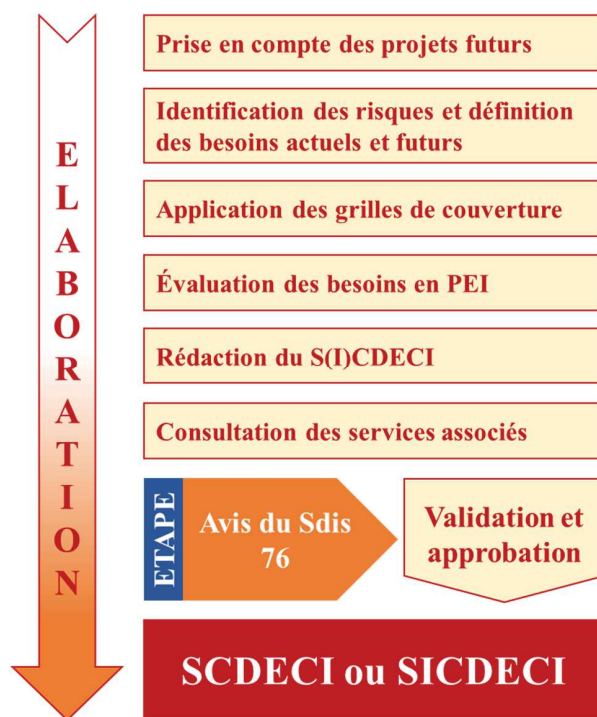
Les points d'eau d'incendie, dont l'implantation est prévue dans le cadre d'un schéma communal ou intercommunal, doivent respecter les prescriptions techniques figurant dans le présent règlement.

Le SCDECI ou SICDECI permet également à l'autorité compétente de planifier les actions relatives à la DECI, de manière efficiente, tout en garantissant une maîtrise des coûts.

1. LE PROCESSUS D'ELABORATION

Le schéma est réalisé par l'autorité compétente. Celle-ci peut également associer à cette démarche des partenaires locaux, en particulier les services distributeurs de l'eau potable.

Le processus d'élaboration peut s'articuler schématiquement comme suit :



2. L'IDENTIFICATION DES RISQUES

Pour identifier les risques présents sur l'ensemble du territoire auquel est appliqué le SCDECI ou SICDECI, il convient de mener une analyse systémique de type « sources / flux / cibles » afin de d'identifier les risques, les ressources disponibles et celles à mobiliser pour lutter efficacement contre un incendie.

La prise en compte des projets futurs est indispensable pour assurer la cohérence entre le schéma communal ou intercommunal de DECI et les documents d'urbanisme opérationnels.

- **les sources :**

- les zones rurales, au sens de la définition faite dans le présent règlement,
- les zones d'agglomération ou de centre-bourg,
- les établissements recevant du public,
- les zones d'activités commerciales, artisanales ou industrielles, ainsi que leurs extensions prévisibles,
- les exploitations et activités agricoles.

Pour chaque source, il convient alors d'identifier :

- la nature de l'activité : habitation, agricole, industrie, etc.
- les caractéristiques techniques, géométriques ainsi que les surfaces non recoupées,
- la destination : activité ou stockage,
- la distance entre les façades des bâtiments voisins et celles du bâtiment étudié,
- les dispositions constructives de nature à réduire les risques : murs coupe-feu, détection et extinction automatique, ventilation, etc.

- **les flux :**
 - les risques de propagation d'un sinistre apprécié au regard de la distance entre les façades des bâtiments situés à moins de 5 ou 8 mètres,
 - les risques d'exposition aux fumées d'incendie.
- **les cibles :**
 - les enjeux humains : densité importante, personnes vulnérables, activités professionnelles ou sociales à forte valeur ajoutée, etc.
 - les enjeux patrimoniaux : bâtiments classés, collectifs, etc.
 - les enjeux pour l'environnement appréciés au regard des risques de pollution aquatique et/ou atmosphérique.

3. L'ETAT DES LIEUX DE LA DECI EXISTANTE

Lors de cette étape, il convient de réaliser un inventaire exhaustif de toutes les ressources en eau immédiatement disponibles ou mobilisables, en s'appuyant en particulier sur l'arrêté communal ou intercommunal de la défense extérieure contre l'incendie.

Une visite sur le terrain de la collectivité concernée, avec l'ensemble des partenaires de la DECI, est un préalable à la réalisation de l'état des lieux.

Dans le cadre de l'élaboration du SCDECI ou SICDECI, il est également nécessaire de consulter tous les éléments à forte valeur ajoutée tels :

- le schéma de distribution d'eau potable : le plan des canalisations du réseau d'adduction d'eau potable et du maillage entre les réseaux, les caractéristiques des châteaux d'eau (capacités, etc.),
- les documents d'urbanisme opérationnel (plan de zonage, plans d'aménagement, etc.),
- le plan du réseau des voiries, matérialisant le classement des voies communales (publiques, communautaires ou privées) ainsi que leur importance structurelle (principale ou secondaire),
- les schémas directeurs d'aménagement des eaux pluviales et des bassins versants, etc.
- le schéma départemental d'analyse et de couverture des risques.

4. L'APPLICATION DES GRILLES DE DIMENSIONNEMENT ET L'EVALUATION DES BESOINS EN PEI

L'application des grilles de dimensionnement des besoins en eau du présent règlement doit permettre de faire des propositions pour améliorer la défense extérieure contre l'incendie en déterminant les quantités d'eau et la durée d'extinction nécessaires pour assurer la protection des cibles à défendre.

Pour cela, il est nécessaire de mettre en concordance, idéalement sur une cartographie, le zonage des risques avec la couverture de la DECI existante.

Les résultats de l'utilisation des grilles et de la cartographie réalisée, doivent apparaître dans un tableau de synthèse. Ce tableau préconise des aménagements ou installations à réaliser pour couvrir le risque afférant au type de cibles.

Les préconisations du schéma sont proposées avec des priorités de remises à niveau ou d'installations permettant ainsi de planifier la mise en place des nouveaux équipements. Cette planification peut s'accompagner d'échéances.

Si plusieurs solutions existent, il appartient à l'autorité compétente de faire le choix de la défense souhaitée afin d'améliorer la DECI à des coûts maîtrisés, après consultation du Sdis 76.

Dans un objectif de rationalisation et de cohérence avec les règles d'implantation des PEI, il devra être tenu compte des PEI existants sur les communes limitrophes (y compris des départements limitrophes) pour établir la DECI d'une commune.

Pour cela, l'autorité compétente pourra établir une convention avec la commune ou l'établissement public de coopération intercommunal voisin afin de procéder à un échange d'informations.

La convention pourra également prendre en compte une coopération financière pouvant donner lieu à des aménagements d'ouvrages ou à des renforcements de DECI communs aux deux collectivités.

5. LA REDACTION DU SCDECI / SICDECI

Il appartient à l'autorité compétente de procéder à la rédaction du schéma communal ou intercommunal de la DECI.

L'élaboration de ce document est à l'initiative de la commune ou de l'établissement public de coopération intercommunale à fiscalité propre :

- soit en régie par la commune ou l'EPCI dans le cadre d'une mutualisation des moyens des collectivités,
- soit par un prestataire défini localement dans le respect des règles de mise en concurrence.

Ce prestataire ne fait l'objet d'aucun agrément. Toutefois et compte tenu des connaissances pluridisciplinaires nécessitées par la rédaction de ces documents, le prestataire devra être en mesure de justifier de références reconnues en matière d'analyse des risques, de connaissances techniques et opérationnelles nécessaires à la réalisation des missions de lutte contre l'incendie, ainsi qu'une connaissance de l'environnement territorial.

6. LA CONSULTATION DU SCDECI / SICDECI

L'accès à une libre consultation des schémas communaux et intercommunaux doit être possible à l'ensemble des partenaires de la DECI, ainsi qu'aux bureaux d'études en lien avec des opérations d'aménagement du territoire (agences d'urbanisme, cabinets de géomètres, aménageurs, etc.), mais également au public.

Ces documents seront édités en nombre suffisant, en particulier deux exemplaires qui seront transmis au Sdis 76 afin de pouvoir instruire les autorisations d'urbanisme et d'aménagement qui lui sont transmis.

Afin d'assurer largement le porté à connaissance de ces documents, l'autorité compétente pourra en assurer une large diffusion, en particulier sous une forme dématérialisée, sur le site d'information officiel de sa collectivité.

7. LA CONSTITUTION DU DOSSIER

L'objectif est de proposer un formalisme type et simple, permettant à chaque collectivité d'élaborer son schéma de DECI :

Ainsi le SCDECI ou SICDECI devra être constitué de :

- 1) la référence aux textes en vigueur : récapitulatif des textes réglementaires, dont le présent règlement,
- 2) la localisation des sources de risques et des cibles associées, sous la forme si possible d'une ou plusieurs représentations cartographiques du zonage des risques et des niveaux de risques associés,
- 3) l'état des lieux de la défense incendie représenté sous la forme d'un inventaire des PEI existants,
- 4) une analyse de la couverture, présentée, si possible, sous une forme cartographique mettant ainsi en évidence les « zones d'ombre » et les préconisations pour améliorer l'existant,
- 5) les propositions ou préconisations pour améliorer durablement la DECI, prenant en compte les projets à venir. Elles peuvent être priorisées et planifiées dans le temps,
- 6) une représentation cartographique des propositions d'amélioration de la DECI, éventuellement en indiquant le calendrier de réalisation,

- 7) tous autres documents (inventaire des exploitations, commerces, artisans, agriculteurs, ZAC, schéma de distribution d'eau potable, plans des canalisations, le « porter à connaissance », etc.) nécessaires à la compréhension du SCDECI ou SICDECI.

8. LA PROCEDURE D'ADOPTION

Avant d'arrêter le schéma, l'autorité compétente recueille l'avis des différents partenaires concourant à la DECI du territoire, en particulier :

- le Service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime (Sdis 76) qui rend un avis simple, visant à garantir la conformité au présent règlement des PEI proposés,
- le service public de l'eau,
- les gestionnaires des autres ressources en eau,
- les services de l'État chargés de l'équipement, de l'urbanisme, de la construction et de l'aménagement rural,
- d'autres acteurs, notamment le département et les établissements publics de l'Etat concernés.

Pour le cas des SICDECI, l'autorité compétente recueille l'avis des maires de l'établissement de coopération intercommunale.

Chacun de ces avis simples doit être rendu dans un délai maximum de deux mois à compter de la date de transmission aux différents services, sous la forme d'un courrier recommandé avec accusé de réception.

L'avis doit être transmis à la collectivité au plus tard le dernier jour des deux mois, à compter de la date de réception dans le service concerné, sous la forme d'un courrier recommandé avec accusé de réception. Au-delà de cette date, l'avis est réputé favorable.

Après réception de l'ensemble des avis des services consultés, il appartient à l'autorité compétente de soumettre le document à l'approbation de l'assemblée délibérante, puis de prendre l'arrêté de promulgation du SCDECI ou SICDECI.

L'arrêté portant promulgation du SCDECI ou SICDECI est inscrit au recueil des actes administratifs de la collectivité.

Lorsque le schéma est arrêté par l'autorité compétente, cette dernière s'y réfère pour réaliser les travaux de renforcement et d'amélioration de la DECI de la commune ou des communes composant l'EPCI, en tenant compte des ordres de priorité de remise à niveau ou d'installation d'équipements nouveaux.

9. LA PROCEDURE DE REVISION

La révision du SCDECI ou du SICDECI est laissée à l'initiative de l'autorité compétente. Toutefois, il est conseillé de réviser le schéma dès lors que :

- le programme d'équipements prévu a été réalisé (selon ses phases d'achèvement),
- le développement urbain nécessite une nouvelle étude de la couverture du risque incendie,
- les documents d'urbanisme opérationnels sont révisés.

La fréquence de la procédure de révision est au maximum quinquennale.

GLOSSAIRE - TABLE DES ACRONYMES

Accessibilité : Capacité d'une voie ou d'une zone à assurer la mise en station et en action d'un engin ou de matériels de lutte contre l'incendie.

BAU : Bande d'Arrêt d'Urgence.

BI: La bouche d'incendie est un point d'eau incendie (PEI) normalisé qui a la particularité d'être souterrain. Si ce type d'hydrant a une qualité esthétique car invisible, il pose de nombreuses contraintes opérationnelles: manœuvre complexe, difficulté de localisation, risque d'entrave par des véhicules en stationnement ou la neige.

Capacité utilisable : Volume d'eau disponible pour l'usage des moyens du Sdis dans les limites des contraintes de mise en aspiration des engins, notamment la hauteur géométrique d'aspiration et la hauteur d'eau en dessous et au-dessus de la crépine.

CASDIS : Conseil d'Administration du Service Départemental d'Incendie et de Secours.

CGCT : Code Général des Collectivités Territoriales.

COS : Commandant des Opérations de Secours. Le COS est un sapeur-pompier. Avec l'ensemble des moyens publics et privés, il met en œuvre, sous l'autorité du préfet ou du maire (DOS), la stratégie définie par ce dernier.

CCH : Code de la construction et de l'habitation.

CSP : Code de la Santé Publique.

Débit simultané : il s'agit du débit cumulé de plusieurs PEI (PI ou BI dans la majorité des cas) utilisés de façon simultanée par les sapeurs-pompiers.

DECI : La Défense Extérieure Contre l'Incendie est l'ensemble des points d'eau incendie (PEI) destinés à assurer des actions de lutte contre l'incendie. Constituent les PEI : les Bouches ou Poteaux d'Incendie (BI, PI) normalisés, les points d'eau naturels (lac, étang, rivière, etc.) et artificiels (citerne, bêche).

Desserte ou « Voies de desserte » : Ensemble des voies publiques ou privées dont les caractéristiques doivent notamment permettre une circulation et une utilisation satisfaisante des engins de lutte contre l'incendie amenés à intervenir sur des terrains, constructions ou aménagements. Elles comprennent entre autres les voies « engins », voies « échelles » et les cheminements praticables aux « dévidoirs à roues », définis dans la réglementation « incendie » des bâtiments d'habitation et des établissements recevant du public.

DOS : Directeur des Opérations de Secours. Fonction relevant de l'autorité de police compétente qui définit les objectifs et/ou la stratégie. Cette fonction est tenue par le Maire. Toutefois, si le sinistre a des conséquences pouvant dépasser les limites ou les capacités d'une commune, ou si un Plan d'urgence a été déclenché, le DOS relève du Préfet.

EPCI : Etablissement Public de Coopération Intercommunale. Il s'agit d'une structure administrative française regroupant des communes ayant choisi de développer plusieurs compétences en commun.

ERP: Les **E**tablissements **R**ecevant du **P**ublic sont des lieux publics ou privés accueillant des clients ou des utilisateurs autres que les employés qui sont, eux, protégés par les règles relatives au code du travail.

Hauteur géométrique d'aspiration : Hauteur entre la surface du niveau le plus bas du volume d'eau utilisable et la plate-forme de mise en station des engins.

Hydrants : Appareils hydrauliques **sous pression** constitués des Poteaux d'Incendie (PI) et des Bouches d'Incendie (BI). Les points d'eau naturels ou artificiels ne sont pas compris dans les hydrants.

ICPE : Installations Classées pour la **P**rotection de l'**E**nvironnement. Les installations et usines susceptibles de générer des risques ou des dangers sont soumises à une législation et une réglementation particulières, relatives à ce que l'on appelle "les installations classées pour la protection de l'environnement". Localement, ce sont les services de l'inspection des installations classées au sein des DRIEE ou DREAL (hors élevages), ou des Directions Départementales de Protection des Populations des préfectures (élevages) qui font appliquer, sous l'autorité du préfet de département, les mesures de cette police administrative.

IGH : Immeuble de **G**rande **H**auteur. Selon les dispositions de l'article R122-2 du Code de la construction et de l'habitation, constitue un IGH tout corps de bâtiment dont le plancher bas du dernier niveau est situé, par rapport au niveau d'accès des secours, à 50 mètres pour les immeubles à usage d'habitation et à plus de 28 mètres pour les autres immeubles (sauf exception).

PEI : Point d'Eau Incendie. Il s'agit de point d'eau nécessaire à l'alimentation en eau des moyens des services d'incendie et de secours afin d'assurer la défense extérieure contre l'incendie (DECI).

PI : Le PI est un hydrant mis en place par les communes ou les entreprises privées (industrie, ERP, sites militaires) dans leurs enceintes. Il s'agit de prises d'eau disposées sur un ou plusieurs réseaux souterrains sous pression permettant d'alimenter les engins de lutte contre l'incendie. Ces réseaux, destinés avant tout à l'alimentation en eau potable, sont constitués de canalisations d'un diamètre intérieur d'au moins 100 mm (sauf pour le risque faible où un diamètre inférieur est accepté).

Prise d'eau : Tout équipement sous pression permettant l'alimentation des engins de lutte contre l'incendie.

RIM : Règlement d'Instruction et de Manœuvre des Sapeurs-pompiers communaux approuvé par arrêté ministériel du 1^{er} février 1978. Le RIM définit, notamment, un postulat de base selon lequel « le risque moyen, correspondant au cas le plus fréquent, nécessite un débit de 60 m³ par heure ».

SCDECI : Schéma Communal de Défense Extérieure Contre l'Incendie

SDACR : Schéma Départemental d'Analyse et de Couverture des Risques. Il s'agit d'un document réglementaire, signé par le préfet et prescrit à l'article L.1424-7 du CGCT. Il établit l'inventaire des risques de sécurité civile (particuliers et courants) d'un département et fixe des objectifs de couverture en termes d'orientations fondamentales d'aménagement du territoire. Le SDACR n'a pas d'effet juridique sur les particuliers et ne fixe pas d'obligation de résultats. Il justifie l'organisation territoriale du Sdis, légitime le règlement opérationnel et conduit à la réalisation de plans d'équipement.

SICDECI : Schéma Inter Communal de Défense Extérieure Contre l'Incendie

TPC : Terre-Plein Central

GUIDE TECHNIQUE DE LA DECI

La partie intitulée Guide technique du règlement départemental de la défense extérieure contre l'incendie a pour objectif de préciser les points techniques relatifs à la DECI sous la forme de fiches thématiques synthétiques.

Les solutions techniques présentées dans ce guide constituent les solutions idéales vers lesquelles doit tendre la mise en œuvre de la DECI sur le terrain. Cependant et en fonction des contraintes locales, le Sdis 76 pourra déroger ou adapter les exigences techniques afin d'optimiser la défense extérieure contre l'incendie.

A – LE DIMENSIONNEMENT DES RISQUES

- FT A.1** Méthodologie d'étude et de classement des risques
- FT A.2** Le dimensionnement des lignes de défense
- FT A.3** Les besoins en eau liés aux risques particulier « ERP »
- FT A.4** Les besoins en eau liés aux risques particuliers « Industriels »

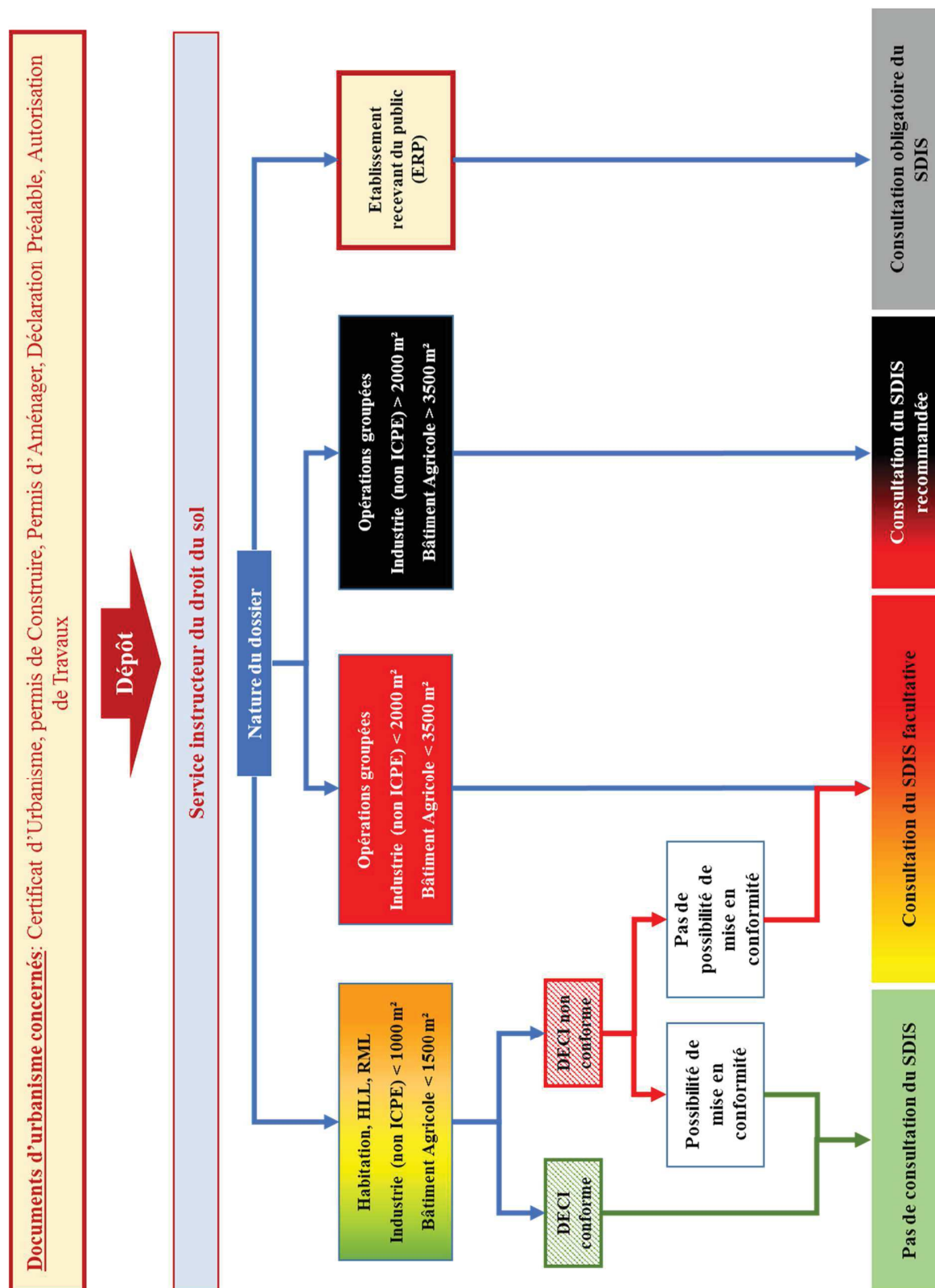
B – LES POINTS D'EAU D'INCENDIE

- FT B.1** Les poteaux d'incendie normalisés
- FT B.2** Les autres poteaux d'incendie
- FT B.3** Les bouches d'incendie normalisées
- FT B.4** Les plateformes et aires d'aspiration
- FT B.5** Les puisards déportés
- FT B.6** Les réserves souples
- FT B.7** Les réserves aériennes
- FT B.8** Les réserves enterrées
- FT B.9** Les dispositifs fixes d'aspiration
- FT B.10** Les prises d'eau en milieu naturel
- FT B.11** Les mares naturelles et autres bassins
- FT B.12** La codification et la représentation cartographique des points d'eau d'incendie
- FT B.13** Méthodologie de contrôles de débits des hydrants
- FT B.14** La signalisation des points d'eau d'incendie
- FT B.15** La clé « polycoise » des sapeurs-pompiers

C – LES PROCEDURES LIEES A LA DECI

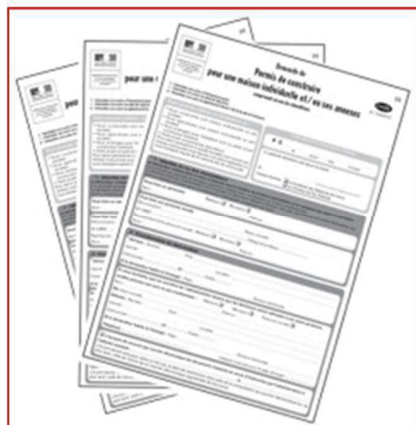
- FT C.1** Méthodologie de réalisation des reconnaissances opérationnelles
- FT C.2** L'arrêté communal ou intercommunal de DECI
- FT C.3** Convention-type de mise à disposition d'un point d'eau d'incendie privé
- FT C.4** Attestation type de réception d'un point d'eau d'incendie
- FT C.5** Méthodologie d'échange d'informations relatives à la DECI

CRITERES DE CONSULTATION DU SDIS 76



Méthodologie d'étude et de classement des risques

PRINCIPE GENERAL DE L'ANALYSE ET DU DIMENSIONNEMENT DES RISQUES



Rechercher dans le dossier :

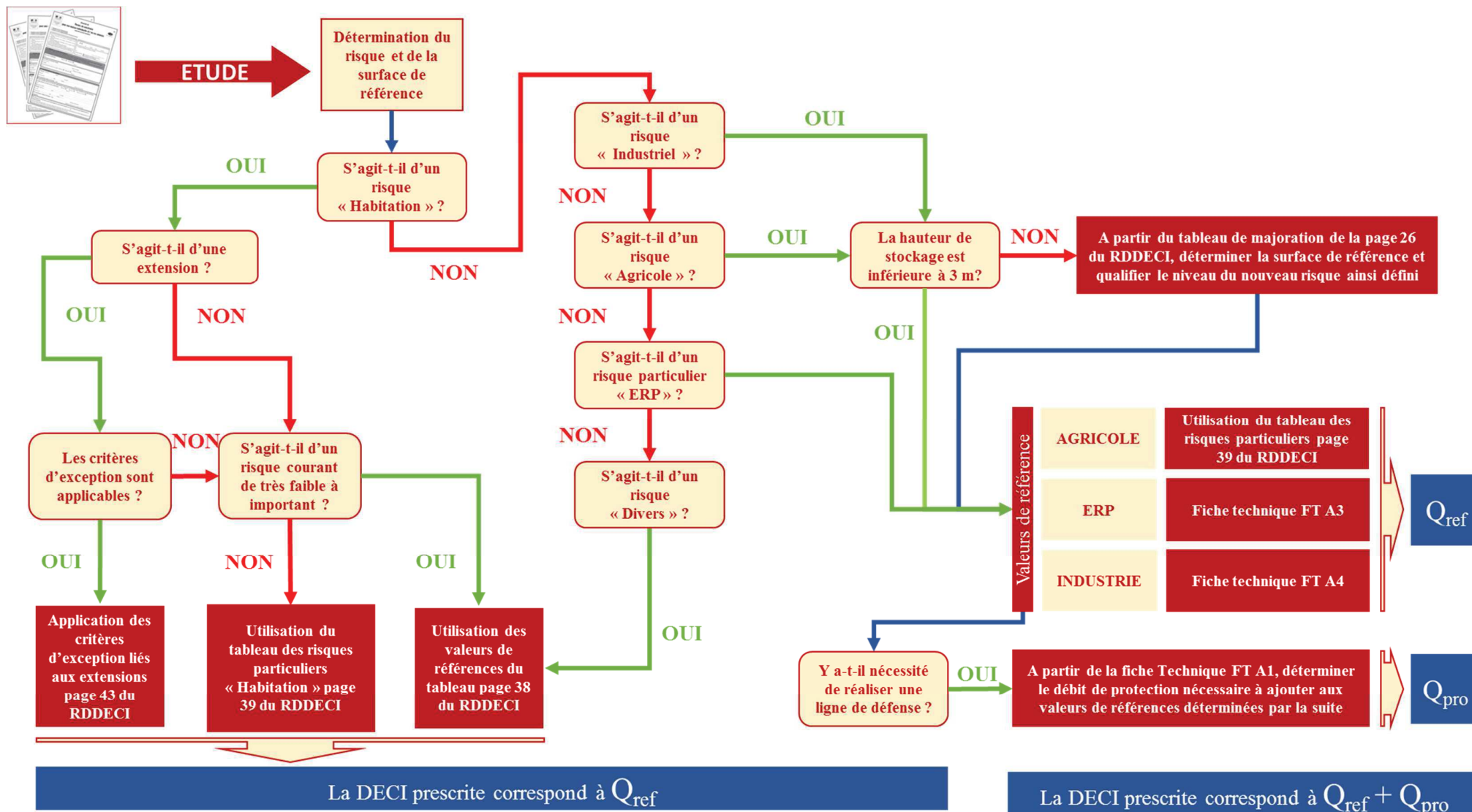
- La famille de risque,
- La surface de référence totale,
- La distance par rapport aux façades



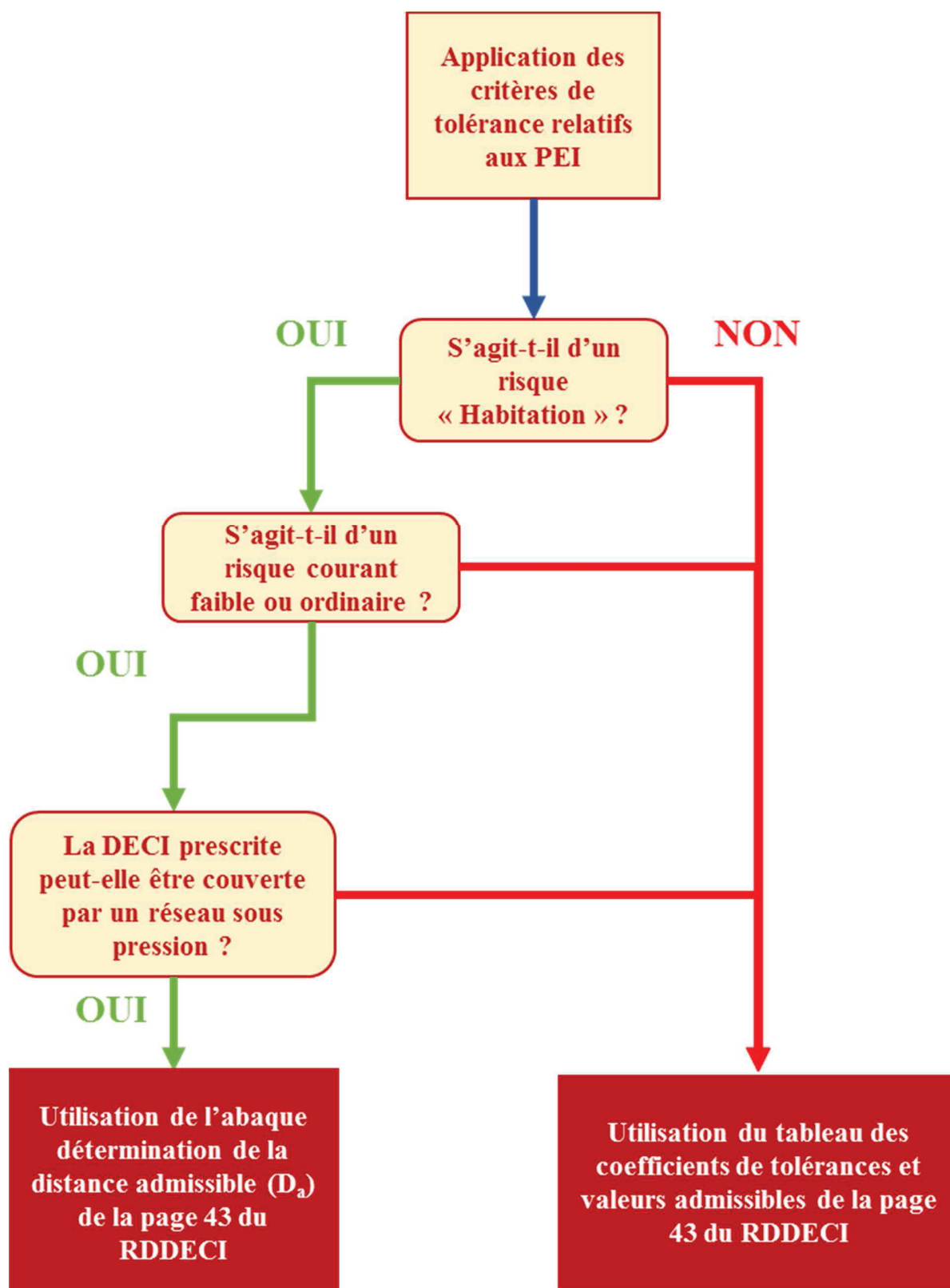
Sélectionner la grille de
dimensionnement des risques
adaptée

2^{EME} ETAPE : DETERMINATION DES BESOINS EN EAU

(Voir tableau page suivante)



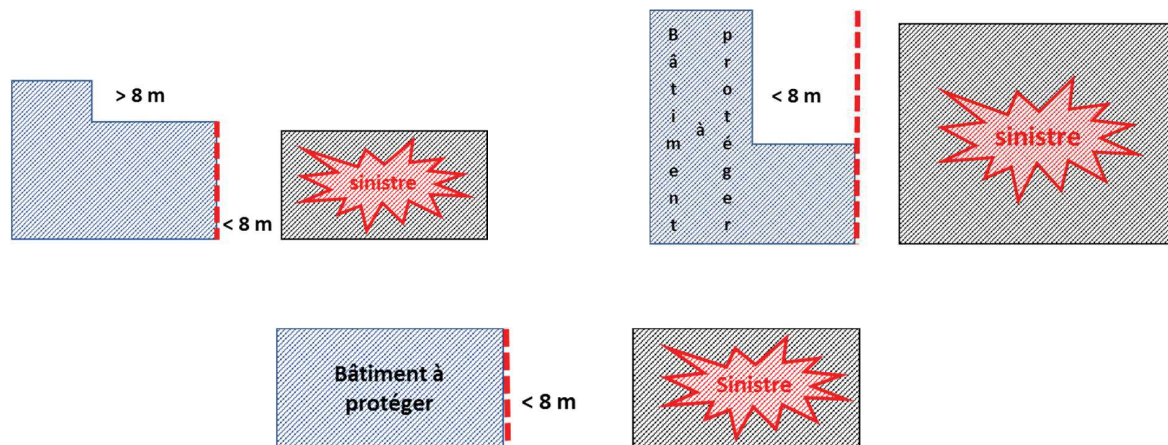
Application des critères de tolérance



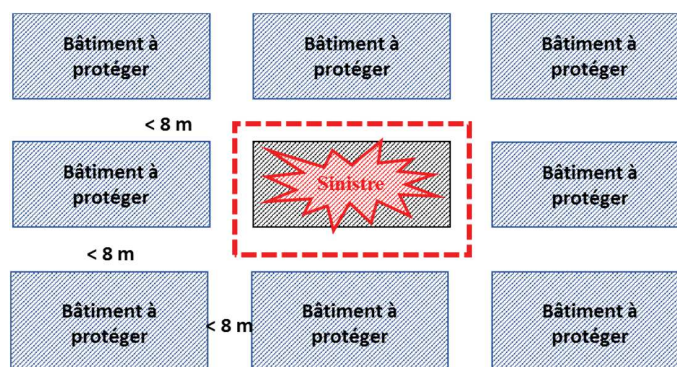
Dimensionnement des lignes de défense

Exemple de détermination graphique des lignes de défense

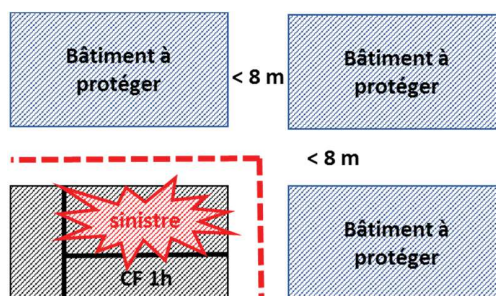
Cas n°1 : Bâtiments voisins isolés dont la distance entre les façades est inférieure à 8 mètres.



Cas n°2 : Bâtiments imbriqués dont la distance entre les façades est inférieure à 8 mètres.



Cas n°3 : Bâtiments voisins isolés dont la distance entre les façades est inférieure à 8 mètres, mais dont la surface est recoupée par des murs coupe-feu 1 heure minimum.



Si la configuration des bâtiments le nécessite, il peut être nécessaire d'ajouter plusieurs lignes de défense successives afin de déterminer la ligne de défense à réaliser. (cf. cas n°2 et n°3)

Dimensionnement des lignes de défense

Dimensionnement de la ligne de défense												
Moyen	<u>LDV 500</u>		<u>LC 1000</u>		<u>LC 2000</u>		<u>LC 4000</u>		<u>LC 6000</u>		<u>LC 8000</u>	
Débit (l/min)	500		1000		2000		4000		6000		8000	
Portée (m)	20		35		45		55		85		90	
Longueur à défendre	Nombre de canons nécessaires - Débit de protection associé											
	nb de lances	Q _{pro}	nb de canons	Q _{pro}	nb de canons	Q _{pro}	nb de canons	Q _{pro}	nb de canons	Q _{pro}	nb de canons	Q _{pro}
10	1	30	1	60	1	120	1	240	1	360	1	480
15	1	30	1	60	1	120	1	240	1	360	1	480
20	1	30	1	60	1	120	1	240	1	360	1	480
25	2	60	1	60	1	120	1	240	1	360	1	480
30	2	60	1	60	1	120	1	240	1	360	1	480
35	2	60	1	60	1	120	1	240	1	360	1	480
40	2	60	2	120	1	120	1	240	1	360	1	480
50	3	90	2	120	2	240	1	240	1	360	1	480
60	3	90	2	120	2	240	2	480	1	360	1	480
70	4	120	2	120	2	240	2	480	1	360	1	480
80	4	120	3	180	2	240	2	480	1	360	1	480
90	5	150	3	180	2	240	2	480	2	720	1	480
100	5	150	3	180	3	360	2	480	2	720	2	960
110	6	180	4	240	3	360	2	480	2	720	2	960
120	6	180	4	240	3	360	3	720	2	720	2	960
130	7	210	4	240	3	360	3	720	2	720	2	960
140	7	210	4	240	4	480	3	720	2	720	2	960
150	8	240	5	300	4	480	3	720	2	720	2	960
160	8	240	5	300	4	480	3	720	2	720	2	960
170	9	270	5	300	4	480	4	960	2	720	2	960
180	9	270	6	360	4	480	4	960	3	1080	2	960
190	10	300	6	360	5	600	4	960	3	1080	3	1440
200	10	300	6	360	5	600	4	960	3	1080	3	1440

	<h1 style="text-align: center;">FICHE TECHNIQUE</h1> <h2 style="text-align: center;">Dimensionnement des besoins en eau pour le risque particulier « ERP »</h2>	<h1 style="text-align: center;">A.3</h1>
--	---	--

Risque ⁽¹⁾	ERP DE TYPE			Sprinklé toute classe confondue ⁽⁴⁾
	J : structure d'accueil pour personnes âgées ou handicapées N : restaurant L : réunion, spectacle (spectacle sans décors) O et OA : hôtel R : enseignement X : sportif couvert U : sanitaires V : culte W : bureau	L : réunion, spectacle (avec décors et artifices + salles polyvalentes) P : dancings, discothèques Y : musées	M : magasins S : bibliothèque, documentation T : exposition	
Surface ⁽²⁾ de référence (en m²)	Besoins en eau ⁽³⁾ (exprimés en m³ / heure)			
≤ 100	Dimensionnement selon la grille d'analyse des risques courants ERP			sans objet
≤ 250				
≤ 500				
≤ 1 000				
≤ 2 000				150
≤ 3 000	180	225	270	180
≤ 4 000	210	270	315	180
≤ 5 000	240	300	360	240
≤ 6 000	270	330	405	240
≤ 7 000	300	375	450	240
≤ 8 000	330	420	495	240
≤ 9 000	360	450	540	240
≤ 10 000	390	480	585	240
≤ 20 000	A traiter au cas par cas			300
≤ 30 000				360
Principe de dimensionnement des besoins en eau	0 à 3000 m² : 60 m³/h par tranche ou fraction de 1000 m² ≥ 3000 m² : ajouter 30 m³/h par tranche ou fraction de 1000 m² (ex : 4300 m² à traiter comme 5000 m²)	Prendre les valeurs de la colonne précédente et les multiplier par :		0 à 4000 m² : 60 m³/h par tranche ou fraction de 1000 m² avec un maximum de 180 m³/h
		x 1,25	x 1,5	de 4000 à 10000 m² : 4 x 60 m³/h ≥ 10 000 m² : ajouter 60 m³/h par tranche ou fraction de 10000 m²
Nombre de PEI nécessaires	Selon le débit global exigé et répartition selon la géométrie des bâtiments			
Distance maximale entre PEI	200 m	200 m	200 m	200 m
Distance maximale entre le 1 ^{er} PEI et l'entrée principale	150 m	150 m	100 m	150 m
Lorsqu'une colonne sèche (CS) est requise, la distance doit être au plus égale à 60 m				

⁽¹⁾ Les ERP de catégorie EF, SG, CTS, PS, OA et PA ainsi que les campings soumis à la réglementation ERP, sont traités au cas par cas.

⁽²⁾ La notion de surface de référence est définie comme étant la surface maximale développée non recoupée par des parois CF 1 heure minimum.

⁽³⁾ Le débit demandé s'entend comme le débit simultané disponible.

⁽⁴⁾ Un risque est considéré comme sprinklé si :

- protection autonome, complète et dimensionnée en fonction de la nature du stockage et de l'activité réellement présente en exploitation, en fonction des règles de l'art et des référentiels existants,
- installation entretenue et vérifiée périodiquement,
- installation en service permanent

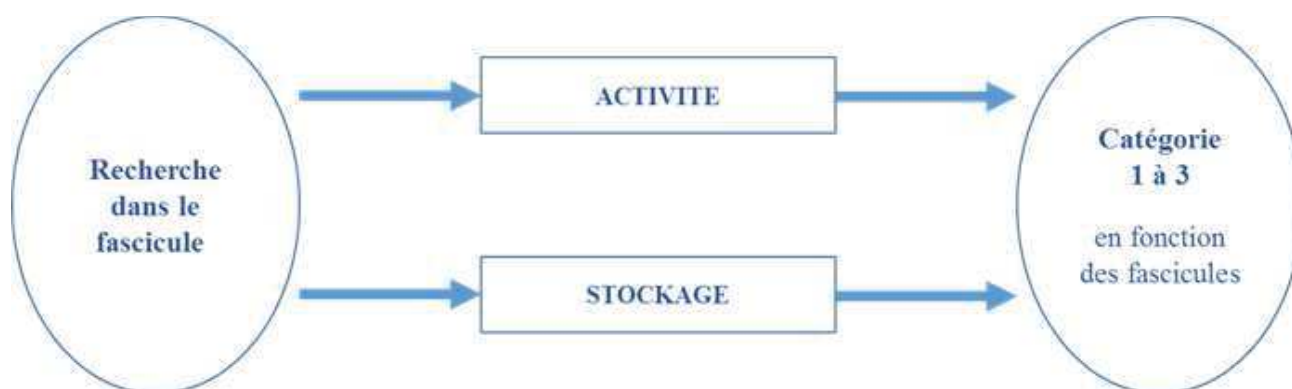
PRINCIPES

Avant de déterminer les besoins en eau, il est nécessaire de connaître le niveau du risque, qui est fonction de la nature de l'activité exercée dans les bâtiments et des marchandises qui y sont entreposées.

Le niveau du risque est croissant de la catégorie 1 à la catégorie 3. Il convient de différencier le classement de la zone activité et de la zone de stockage des marchandises.

Les fascicules de la fiche FT A.4 donnent les exemples les plus courants en fixant la catégorie de la partie activité d'une part et de la partie stockage d'autre part.

ORGANIGRAMME DE LA METHODE



Cas particulier :

Les locaux dont une des parois est constituée par des panneaux sandwichs (plastique alvéolaire) doivent, au minimum être classés en catégorie 2.

Dans le cas où des marchandises classées différemment seraient réunies dans un même entrepôt et sans être placées dans des zones spécifiques, le classement doit être celui de la catégorie la plus dangereuse.

Dans le cas où des produits différents seraient stockés dans des zones distinctes, la surface de référence à considérer est, soit la plus grande surface non recoupée du site, lorsque celui-ci présente une classification homogène, soit la surface non recoupée, conduisant, du fait de la classification du risque, à la demande en eau la plus importante.

DETERMINATION DE LA SURFACE DE REFERENCE

La surface de référence du risque est la surface qui sert de base à la détermination du débit requis.

Cette surface est au minimum délimitée, soit par des murs coupe-feu 2 heures conformes à l'arrêté du 03 août 99, soit par un espace libre de tout encombrement, non couvert, de 10 m minimum.

Il pourra éventuellement être tenu compte des flux thermiques, de la hauteur relative des bâtiments voisins et du type de construction pour augmenter cette distance.

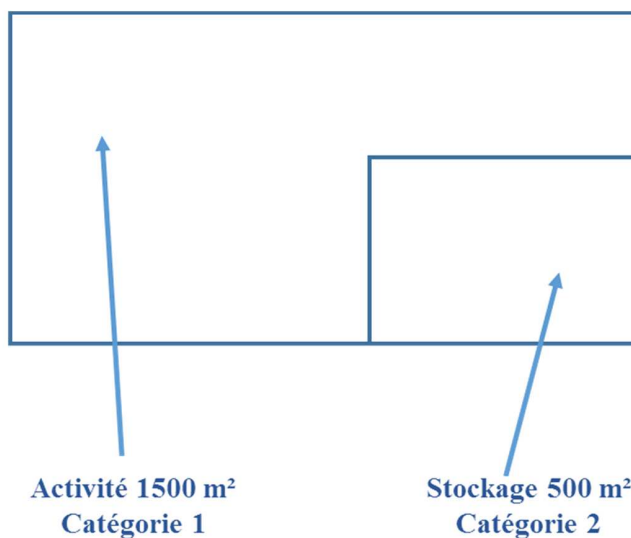
Cette surface est à considérer comme une surface développée lorsque les planchers (hauts ou bas) ne présentent pas un degré coupe-feu de 2 heures minimum. C'est notamment le cas des mezzanines.

La surface de référence à considérer est, soit la plus grande surface non recoupée du site lorsque celui-ci présente une classification homogène, soit la surface non recoupée, conduisant, du fait de la classification du risque, à la demande en eau la plus importante.

Dimensionnement des besoins en eau pour le risque particulier « Industriel »

Cas particulier d'une zone non recoupée contenant plusieurs types de risques :

Bâtiment non recoupé présentant une zone de fabrication dont le risque est de catégorie 1 et une zone de stockage dont le risque est de catégorie 2.



Faire le calcul des besoins en eau pour 1500 m² en catégorie 1 et y ajouter les besoins en eau pour 500 m² en catégorie 2

DETERMINATION DU DEBIT DE REFERENCE

Critères	Coefficients additionnels	Coefficients retenus pour le calcul activité stockage		Commentaires
<u>Hauteur de stockage (1)</u> - jusqu'à 3 m - jusqu'à 8 m - jusqu'à 12 m - au-delà de 12 m	0 +0,1 +0,2 +0,5			
<u>Type de construction (2)</u> - ossature stable au feu >= 1 heure - ossature stable au feu >= 30 minutes - ossature stable au feu < 30 minutes	-0,1 0 +0,1			
<u>Type d'interventions internes</u> - accueil 24h/24 (présence permanente à l'entrée) - DAI généralisé reporté 24h/24 7J/7 en télésurveillance ou au poste de secours 24H/24, avec des consignes d'appels, - service de sécurité incendie 24H/24 avec des moyens appropriés, équipe de seconde intervention, en mesure d'intervenir 24H/24	-0,1 -0,1 -0,3*			
Σ coefficients				
1 + Σ coefficients				
$Q_{ref} = 30 \times \frac{S}{500} \times (1 + \Sigma coef)$				
<u>Catégorie de risque (4)</u> risque 1 : $Q_{ref} = Q_i \times 1$ risque 2 : $Q_{ref} = Q_i \times 1,5$ risque 3 : $Q_{ref} = Q_i \times 2$				
Débit intermédiaire (Q_i en m³/h)				
Risque sprinklé (5) : $Q_{ext} = Q_i \div 2$				
Débit d'extinction nécessaire ⁽⁶⁾⁽⁷⁾ en m³/h Q_{ext}		soit arrondi au multiple de 30 m³/h le plus proche		

(1) sans autres précisions, la hauteur de stockage doit être considérée comme étant égale à la hauteur du bâtiment moins 1 m (cas des bâtiments de stockage)

(2) pour ce coefficient, ne pas tenir compte du sprinklage.

(3) Q_i : débit intermédiaire du calcul en mètres cubes par heure.

(4) La catégorie du risque est fonction du classement des activités et stockages (cf. annexe)

(5) **Un risque est considéré comme sprinklé si :**

☐ protection autonome, complète et dimensionnée en fonction de la nature du stockage et de l'activité, réellement présente en exploitation, en fonction des règles de l'art et des référentiels existants ;

☐ installation entretenue et vérifiée régulièrement ;

☐ installation en service en permanence.

(6) **Aucun débit ne peut être inférieur à 60 m³/h**

* si ce coefficient est retenu, ne pas prendre en compte le coefficient relatif à l'accueil 24H/24

Classement des activités et des stockages

REPARTITION DES FASCICULE

Fascicule A	Risques accessoires séparés communs aux diverses industries
Fascicule B	Industrie agro-alimentaire
Fascicule C	Industrie textile
Fascicule D	Vêtements et accessoires. Cuirs et peaux
Fascicule E	Industries du bois. Liège. Tabletterie. Vannerie
Fascicule F	Industries métallurgiques et mécaniques
Fascicule G	Industries électriques
Fascicule H	Chaux. Ciment. Céramique. Verrerie
Fascicule I	Industries chimiques minérales
Fascicule J	Produits d'origine animales et corps gras.
Fascicule K	Pigments et couleurs, peintures. Vernis et encres. Produits d'entretien.
Fascicule L	Cires. Résines. Caoutchouc. Matières plastiques
Fascicule M	Combustibles solides, liquides et gazeux
Fascicule N	Produits chimiques non classés ailleurs
Fascicule O	Pâte de bois. Papiers et cartons. Imprimerie. Industries du livre
Fascicule P	Industries du spectacle (théâtre, cinéma, etc.)
Fascicule Q	Industries des transports
Fascicule R	Magasins. Dépôts. Entrepôts. Chantiers divers

S.O : sans objet

RS : Risque spécial. Devra faire l'objet d'une étude spécifique

Rappel : tous les locaux dont une des parois est constituée par des panneaux « sandwich » (plastique alvéolaire) doivent au minimum être classés dans la catégorie 2

FASCICULE A

n°	Intitulé	Activité	Stockage
01	Chaufferie et gazogène fixe	RS	RS
02	Force motrice	RS	RS
03	Ateliers spéciaux et magasin général d'entretien	1	2
04	Ateliers spéciaux de peinture et/ou vernis dont le point éclair est inférieur à 55° C	RS	RS
05	Laboratoires de recherches, d'essais ou de contrôle	1	2
06	Ordinateurs, ensembles électroniques, matériel électronique des centraux de commande et des salles de contrôle	1	2

FASCICULE B

Rappel : tous les locaux dont une des parois est constituée par des panneaux « sandwich » (plastique alvéolaire) doivent au minimum être classés dans la catégorie 2

n°	Intitulé	Activité	Stockage
01	Moulins à blé et autres matières panifiables	1	2
02	Négociants en blé, en grains ou graines diverses, et/ou légumes secs. Coopératives et stockeurs de grains. Transformateurs de grains, de graines de semence ou autres et risques de même nature, dénaturation du blé	1	2
03	Farines alimentaires, minoteries sans moulin, sans fabrication de nourriture pour animaux	1	2
04	Fabriques de pâtes alimentaires	1	2
05	Fabriques de biscuits	1	2
06	Fabriques de pain d'épices, pains de régime, biscottes. Boulangeries et pâtisseries industrielles	1	2
07	Fabriques d'aliments pour les animaux avec broyage de grains	1	2
08	Fabriques de moutarde et condiments divers	1	2
09	Torréfaction avec ou sans broyage	1	2
10	Séchoirs de cossettes de chicorée (sans torréfaction)	1	2
11	Traitement des houblons ou plantes pour herboristerie	1	2
12	Fabriques de fleurs séchées	1	2
13	Stérilisation de plantes	1	2
14	Traitement des noix et cerneaux	1	2

	<h1 style="text-align: center;">FICHE TECHNIQUE</h1> <h2 style="text-align: center;">Dimensionnement des besoins en eau pour le risque particulier « Industriel »</h2>	<h1 style="text-align: center;">A.4</h1>
--	--	--

Rappel : tous les locaux dont une des parois est constituée par des panneaux « sandwich » (plastique alvéolaire) doivent au minimum être classés dans la catégorie 2

n°	Intitulé	Activité	Stockage
15	Tabacs	1	2
16	Déshydratation de luzerne	1	2
17	Broyage de fourrage et autres plantes sèches	1	2
18	Sucreries et raffineries. Râperies de betteraves	1	2
19	Fabriques de produits mélassés	1	2
20	Magasins de sucre et mélasses	1	2
21	Caramels colorants (fabrication par tous procédés)	1	2
22	Boissons gazeuses. Apéritifs. Vins	1	1
23	Distilleries d'eaux-de-vie (jusqu'à 72° centésimaux)	1	RS
24	Distilleries d'alcools (jusqu'à 72° centésimaux)	RS	RS
25	Fabriques de liqueurs	RS	RS
26	Fabriques de vinaigre	1	1
27	Brasseries	1	1
28	Malteries	1	2
29	Fabriques de chocolat	1	2
30	Fabriques de confiserie, nougats, suc de réglisse, sirops. Traitement du miel	1	2
31	Moulins à huile d'olive ou de noix	1	2
32	Huileries de coprahs, arachides et graines diverses (sauf pépins de raisins)	RS	2
33	Extraction d'huile de pépins de raisins	RS	2
34	Mouture de tourteaux	1	2
35	Fabriques de margarine	1	2
36	Fabriques de lait condensé ou en poudre	1	2
37	Laiteries, beurreries, fromageries	1	2
38	Conserves et salaisons de viandes. Conserves de légumes et fruits (avec ou sans déshydratation). Charcuterie industrielle	1	2
39	Industrie du poisson	1	2

	<h1 style="text-align: center;">FICHE TECHNIQUE</h1> <h2 style="text-align: center;">Dimensionnement des besoins en eau pour le risque particulier « Industriel »</h2>	<h1 style="text-align: center;">A.4</h1>
--	--	--

Rappel : tous les locaux dont une des parois est constituée par des panneaux « sandwich » (plastique alvéolaire) doivent au minimum être classés dans la catégorie 2

n°	Intitulé	Activité	Stockage
40	Abattoirs	1	2
41	Fabrique de glace artificielle	1	2
42	Déverdisage. Maturation. Mûrissage de fruits et légumes	1	2
43	Stockage en silos	S.O.	RS

FASCICULE C

n°	Intitulé	Activité	Stockage
01	Effilochage de chanvre, jute, lin et/ou tissus de coton (sans chiffons gras)	1	2
02	Fabriques d'ouate de coton, couches culottes et articles dérivés	1	2
03	Négociants en déchets de coton	1	2
04	Délainage de peaux de mouton (avec ou sans lavoirs de laine). Lavoirs de laine (sans délainage de peaux de mouton). Epilage chimiques de laine	1	2
05	Confection de pansements	1	2
06	Filatures de jute	1	2 ¹
07	Filatures de coton	1	2 ¹
08	Tissages de verre	1	1
09	Fabriques de moquettes avec enduction	2	2
10	Enduisage, encollage ou flocage de tissus ou de papiers	1	2
11	Flambage et grillage d'étoffes	1	2
12	Imperméabilisation de bâches	1	2
13	Toiles cirées, linoléum	1	2
14	Toute autre industrie de fibres naturelles (soie, laine, jute, coton, lin, chanvre et autres végétaux, etc...)	1	2
15	Toute autre industrie de fibres synthétiques ou mélangées	1	2

¹ : Le cas des entrepôts de jute ou de coton doit faire l'objet d'une étude spéciale en raison des dangers pour la résistance mécanique de la construction consécutifs à l'absorption d'eau par la matière première.

FASCICULE D

n°	Intitulé	Activité	Stockage
01	Confection de vêtements, corsets, lingerie, avec ou sans vente ou détail	1	2 ¹
02	Fourreurs, avec travail de confection	1	2
03	Manufactures de gants en tissus ou en peau	1	2
04	Fabriques de chapeaux de feutre de laine, de feutre de poils, de chapeaux de soie, de bérêts. Confectionneurs de chapeaux de paille	1	2
05	Cordonniers. Artisans bottiers. Selliers	1	2
06	Fabriques d'articles chaussants, sauf les articles en caoutchouc ou en matières plastiques (cf. fascicule L)	1	2
07	Fabriques de couvertures	1	2
08	Fabriques de couvre-pieds et doublures pour vêtements et coiffures, ouatines, avec emploi d'ouate, kapok, laine, duvet ou fibres cellulosiques ou synthétiques	1 ²	2
09	Fabriques de matelas (avec ou sans ressorts), désinfection, épuration et réfection de matelas en laine, crin, kapok, fibres artificielles ou synthétiques et autres matières textiles. Tapissiers garnisseurs de sièges avec outillage mécanique	1 ²	2 ³
10	Fabriques de parapluies	1	1
11	Fabriques de courroies, bâches, voiles pour la navigation, sacs et objets divers en tissus	1	2
12	Fabriques de boutons, chapelets	1	1
13	Blanchissage et repassage de linge	1	2
14	Teinturiers-dégraisseurs	1	2
15	Plumes d'ornement, de parure et pour literie et couettes	1	2
16	Fabriques de fleurs artificielles	1	2
17	Tanneries, corroieries, mégisseries	1	2
18	Chamoiseries	1	2
19	Apprêts de peaux pour la pelleterie et la fourrure	1	2
20	Fabriques de cuirs vernis	1	2
21	Fabriques de tiges pour chaussures	1	2
22	Maroquinerie, sellerie, articles de voyage en cuir ou en matières plastiques, objets divers en cuir	1	2
23	Teintureries de peaux	1	2

¹ : 3 pour les rouleaux de matières plastiques ou de caoutchouc alvéolaires

² : 2 si utilisation de matières plastiques alvéolaires

³ : 3 en cas d'utilisation de matières plastiques alvéolaires

	<h1 style="text-align: center;">FICHE TECHNIQUE</h1> <h2 style="text-align: center;">Dimensionnement des besoins en eau pour le risque particulier « Industriel »</h2>	<h1 style="text-align: center;">A.4</h1>
--	--	--

FASCICULE E

n°	Intitulé	Activité	Stockage
01	Scieries mécaniques de bois en grumes (à l'exclusion des scieries forestières). Travail mécanique du bois (non classé ailleurs). Ateliers de travail du bois sans outillage mécanique	1	2
02	Fabriques de panneaux de particules, bois reconstitué, bois moulé, à base de copeaux, sciure de bois, anas de lin ou matières analogues. Fabriques de panneaux de fibres de bois	2	2
03	Layetiers-emballeurs, fabrique de palettes en bois	2	2-3 ¹
04	Fabrique de futailles en bois	1	2
05	Tranchage et déroulage de bois de placage, fabriques de panneaux contreplaqués	1	2
06	Fabriques de farine de modèle en bois	1	2
07	Préparation du liège (traitement des lièges bruts). Fabriques de bouchons de liège Agglomérés de liège, avec toutes opérations de concassage, broyage, trituration, blutage avec classement et montage de liège aggloméré, avec ou sans fabrication, usinage d'agglomérés	2	2
08	Articles de Saint-Claude. Articles en bois durci	1	1
09	Vannerie	1	2
10	Brosses, balais, pinceaux	1	2

¹ : 3 si les îlots de stockage ont une surface au sol, supérieure à 150 m²

FASCICULE F

n°	Intitulé	Activité	Stockage
01	Métallurgie, fonderie	1	1
02	Façonnage, travail mécanique, usinage, ajustage et assemblage de métaux ¹	1	1
03	Applications électrolytiques, galvanisation, nickelage, chromage, étamage, métallisation, phosphatation et polissage de métaux	1	1
04	Emaillage. Vernissage. Impression sur métaux	1	1
05	Goudronnage ou bitumage d'objets métalliques	1	1
06	Fabrication ou montage d'avions	RS	RS
07	Fabriques d'automobiles	2	2 ²
08	Carrosseries de véhicules en tous genres	2	2 ²

	<div>FICHE TECHNIQUE</div> <div>Dimensionnement des besoins en eau pour le risque particulier « Industriel »</div>	<div>A.4</div>
--	--	----------------

n°	Intitulé	Activité	Stockage
09	Fabriques de papiers en métal (aluminium, étain)	1	1
10	Affineries de métaux précieux	1	1
11	Bijouterie, orfèvrerie, joaillerie	1	1

² : en fonction de la marchandise entreposée

FASCICULE G

n°	Intitulé	Activité	Stockage
01	Stations émettrices de radiodiffusion et de télévision. Stations relais	1	SO
02	Fabrication, montage et réparation de matériels électrotechniques, industriels et d'appareillage industriel haute, moyenne et basse tension	1	2
03	Fabrication, montage et réparation d'appareillage d'installation basse tension domestique, d'appareils électrodomestiques et/ou portatifs, d'appareils électroniques grand public	1	2
04	Fabrication, montage et réparation d'appareils électroniques radioélectrique ou à courants faibles, et/ou d'appareils et équipements de mesures électriques ou électroniques	1	2
05	Fabrication de composants électroniques (transistors, résistances circuits intégrés, etc) et de composants électriques pour courants faibles (circuits oscillants, etc)	1	2
06	Accumulateurs (fabriques d')	1	2
07	Piles sèches (fabriques de)	1	2
08	Fabriques de lampes à incandescence et/ou tubes fluorescents ou luminescents	1	1
09	Fabriques de fils et câbles électriques	1	2

FASCICULE H

n°	Intitulé	Activité	Stockage
01	Fabrication de la chaux, du plâtre, du ciment, moulins à chaux, plâtre, calcaires, phosphates ou scories	1	1
02	Cuisson de galets, broyage et préparation mécaniques de galets, terres ocre, minerais divers	1	1
03	Fabriques d'agglomérés et moulages en ciment, fabriques de produits silico-calcaires	1	1
04	Fabriques de marbre artificiel, scieries de marbre ou de pierre de taille	1	1
05	Briqueteries et tuileries	1	1
06	Faïences, poteries, fabriques de porcelaine, grès, cérame, produits réfractaires, décorateurs sur porcelaine	1	1

	<h1 style="text-align: center;">FICHE TECHNIQUE</h1> <h2 style="text-align: center;">Dimensionnement des besoins en eau pour le risque particulier « Industriel »</h2>	<h1 style="text-align: center;">A.4</h1>
--	--	--

n°	Intitulé	Activité	Stockage
07	Fabriques de verre et glaces (soufflage et façonnage de verre à chaud)	1	1
08	Fabriques d'ampoules pharmaceutiques	1	1
09	Miroiteries	1	1

FASCICULE I

n°	Intitulé	Activité	Stockage
01	Fabrication et stockage de produits chimiques divers (chlore, chlorures alcalins, hypochlorites, chlorates et perchlorates (par électrolyse à froid), acide sulfurique, acide chlorhydrique, sulfates alcalins, sulfates métalliques, soude, potasse, ammoniacque synthétique, ammoniacque, sulfate d'ammoniacque, de nitrate d'ammoniacque, cyanamide calcique, nitrate de soude, nitrate de potasse, salpêtreries, raffineries de salpêtreries, acide nitrique, nitrate d'ammoniacque, ammonitrates, nitrate de soude, nitrate de potasse, superphosphates et engrais composés, air liquide, oxygène, azote, gaz carbonique, soufre, sulfure de carbone, carbure de calcium, alun, acétate de cuivre (berdet), etc...)	RS	RS
02	Traitement des ordures ménagères	RS	RS
03	Allumettes	2	2

FASCICULE J

n°	Intitulé	Activité	Stockage
01	Traitement de matières animales diverses	RS	RS
02	Dégras, huiles et graisses animales	RS	RS
03	Dégraissage d'os	RS	RS
04	Noir animal	RS	RS
05	Fondoirs ou fonderies de suif	RS	RS
06	Fabriques de caséine	RS	RS
07	Stéarineries avec ou sans fabrique de bougies	RS	RS
08	Bougies stéariques	RS	RS
09	Fabriques de colle forte et gélatine	RS	RS
10	Albumine	RS	RS

	<h1 style="text-align: center;">FICHE TECHNIQUE</h1> <h2 style="text-align: center;">Dimensionnement des besoins en eau pour le risque particulier « Industriel »</h2>	<h1 style="text-align: center;">A.4</h1>
--	--	--

n°	Intitulé	Activité	Stockage
11	Fabriques de savon	1	1
12	Epuration de glycérine	1	2

FASCICULE K

n°	Intitulé	Activité	Stockage
01	Pigments métalliques	1	1
02	Pigments minéraux	1	1
03	Couleurs végétales	1	1
04	Laques et colorants organiques synthétiques (couleurs artificielles) Fabriques de peintures, vernis et/ou encres aux résines naturelles ou synthétiques, à la cellulose (autres que les vernis nitro-cellulosiques), aux bitumes, aux goudrons ou au latex, vernis gras	RS	RS
05	Fabriques de peintures et encres à base organique	1	2
06	Fabriques de peintures et vernis cellulosiques	RS	RS
07	Fabriques de peintures et encres à l'eau	1	1
08	Cirage ou encaustique	RS	2

FASCICULE L

n°	Intitulé	Activité	Stockage
01	Cires, cierges et bougies de cire	1	2
02	Résine naturelle	2	2
03	Fabrication de matières premières pour objets en matières plastiques (granulés)	2	2
04	Polymérisation et transformation de matières plastiques alvéolaires	2	3
05	Transformations de matières plastiques non alvéolaires	1	2
06	Travail de la corne, de la nacre, de l'écaille, de l'ivoire, de l'os. Fabriques d'objets en ces matières à l'exclusion des boutons	1	2
07	Fabriques de montures de lunettes, sans fabrication de matières premières	1	2
08	Transformation du caoutchouc naturel ou synthétique, guttapercha ébonite (à l'exclusion des fabriques de caoutchouc synthétique de pneumatiques et chambres à air)	2	2 ¹

	<h1 style="text-align: center;">FICHE TECHNIQUE</h1> <h2 style="text-align: center;">Dimensionnement des besoins en eau pour le risque particulier « Industriel »</h2>	<h1 style="text-align: center;">A.4</h1>
--	--	--

n°	Intitulé	Activité	Stockage
09	Fabrication de caoutchoucs et de latex synthétiques (Buna, Perbunan, Néoprène, caoutchouc Butyl, Thiokol, Hypalon, élastomères silicones ou fluorés...)	RS	2 ¹
10	Fabriques d'enveloppes et chambres à air pour pneumatiques	2	RS

¹ : 3 en cas d'utilisation de caoutchouc alvéolaire

FASCICULE M

n°	Intitulé	Activité	Stockage
01	Mines de combustibles (installations de surface). Agglomérés de charbon. Electrodes et balais en charbon de cornue ou coke de pétrole (sans fabrication des matières premières). Traitement du graphite. Pulvérisation du charbon. Tourbe	RS	RS
02	Ateliers de carbonisation et distillation du bois. Stockage	2	RS
03	Appareils de forage. Centres de collecte, centres de production, puits en exploitation	RS	RS
04	Raffineries de pétrole	RS	RS
05	Entrepôts, dépôts, magasins et approvisionnements d'hydrocarbures, d'acétylène, de gaz et liquides combustibles	RS	RS
06	Essence synthétique. Mélanges, traitement d'huiles minérales lourdes. Régénération d'huiles minérales usagées	RS	RS
07	Entrepôts, dépôts, magasins et approvisionnements d'alcool	SO	RS
08	Ateliers de remplissage et stockage de bombes à aérosols	RS	RS
09	Usines à gaz de houille, fours à coke, gaz à l'eau. Distillation des goudrons de houille	RS	RS
10	Traitement et/ou mélange de goudrons, bitumes, asphaltes et émulsions pour routes	RS	RS
11	Production et remplissage de bouteilles d'acétylène. Postes de compression de gaz de ville ou de gaz naturel	RS	RS

FASCICULE N

n°	Intitulé	Activité	Stockage
01	Extraits tannants et tinctoriaux	RS	RS
02	Amidonneries et féculeries. Dextrineries. Glucoseries	1	1
03	Fabriques de poudre noire, de poudres sans fumée, etc. Fabriques d'explosifs. Fabrication de fulminate, azoture de plomb, amorces, détonateurs, capsules. Fabriques de cartouches pour armes portatives.	RS	RS
04	Ateliers de chargement de munitions de guerre, fabriques d'artifices	RS	RS
05	Extraction de parfums des fleurs et plantes aromatiques	RS	2 ¹

	<h1 style="text-align: center;">FICHE TECHNIQUE</h1> <h2 style="text-align: center;">Dimensionnement des besoins en eau pour le risque particulier « Industriel »</h2>	<h1 style="text-align: center;">A.4</h1>
--	--	--

n°	Intitulé	Activité	Stockage
06	Parfumeries (fabrication et conditionnement)	RS	2 ¹
07	Laboratoires de fabrication de produits pharmaceutiques	RS	2
08	Fabriques de films, plaques sensibles, papiers photographiques	1	2
09	Fabriques de produits chimiques non classés ailleurs	RS	RS

¹ : RS si stockage en cuve

FASCICULE O

n°	Intitulé	Activité	Stockage
01	Fabriques de pâte à papier sans fabrication de papier ou kraft	1	2 ²
02	Papeteries	1	2 ²
03	Cartonneries	1	2 ²
04	Façonnage du papier	1	2 ²
05	Façonnage du carton	1	2 ²
06	Fabriques de papiers ou cartons bitumés ou goudronnés, ou de simili-linoléum	1	2 ²
07	Photogravure. Clicheurs pour imprimerie sans photogravure	1	2
08	Imprimeries sans héliogravure ni flexogravure	1	2 ²
09	Imprimeries avec héliogravure ou flexogravure	1	2 ²
10	Assembleurs, brocheurs, relieurs	1	2

² : RS en cas de présence de bobines de papier stockées verticalement

FASCICULE P

n°	Intitulé	Activité	Stockage
01	Théâtres	Voir chapitre ERP	
02	Ateliers ou magasins de décors	1	2
03	Salles de cinéma	Voir chapitre ERP	
04	Laboratoires de développement, tirage, travaux sur films	1	2
05	Studios de prises de vues cinématographiques, studios de radiodiffusion et de télévision, studios d'enregistrement	1	2
06	Loueurs et distributeurs de films	1	2

	<h1 style="text-align: center;">FICHE TECHNIQUE</h1> <h2 style="text-align: center;">Dimensionnement des besoins en eau pour le risque particulier « Industriel »</h2>	<h1 style="text-align: center;">A.4</h1>
--	--	--

n°	Intitulé	Activité	Stockage
07	Photographes, avec ou sans studios ou laboratoires	1	2

FASCICULE Q

n°	Intitulé	Activité	Stockage
01	Garages et ateliers	1	2
02	Parkings couverts	1	SO
03	Station-service, magasin d'accessoires d'équipement de pièces détachées et de produits pour l'automobile	1	2
04	Entreprises de transports, transitaires, camionnages et déménagement	1	2
05	Dépôts, remises et garages de tramways et chemins de fer électriques, ou de trolleybus	1	2
06	Hangars pour avions, hélicoptères, etc	RS	RS
07	Chantiers de construction et de réparation de navires	RS	RS
08	Remises et garages de bateaux de plaisance avec ou sans atelier de réparations	1	2

FASCICULE R

n°	Intitulé	Activité	Stockage
01	Centres commerciaux à pluralité de commerce	voir chapitre ERP	
02	Galleries marchandes	voir chapitre ERP	
03	Drugstores	voir chapitre ERP	
04	Magasins en gros ou en détail d'épicerie	voir chapitre ERP	
05	Négociants en gros et demi-gros, sans vente au détail de tissus, draperies, soieries, velours, bonneterie, mercerie, passementerie, broderies, rubans, tulles et dentelles	1	2 voir ERP pour magasin
06	Magasins et dépôts de fourrures	1	2 voir ERP pour magasin
07	Magasins de vêtements, effets d'habillement, lingerie, sans atelier de confection	voir chapitre ERP	
08	Magasins de nouveautés et bazars, magasins d'articles de sport, supermarchés	voir chapitre ERP	

	<h1 style="text-align: center;">FICHE TECHNIQUE</h1> <h2 style="text-align: center;">Dimensionnement des besoins en eau pour le risque particulier « Industriel »</h2>	<h1 style="text-align: center;">A.4</h1>
--	--	--

n°	Intitulé	Activité	Stockage
09	Magasins de meubles et ameublement, avec ou sans atelier de petites réparations, mais sans aucun outillage mécanique pour le travail du bois	1 voir ERP pour magasin	2
10	Négociants en chiffons	1	2
11	Ateliers et magasins d'emballages en tous genres	1 voir ERP pour magasin	2-3 ¹
12	Magasins de quincaillerie, de bricolage et de matériaux de second œuvre	voir chapitre ERP	
13	Négociants en bois sans débit de grumes	1	2
14	Dépôts de charbons de bois	1	1
15	Marchés-gares	voir chapitre ERP	
16	Entrepôts, docks, magasins publics, magasins généraux :	1 voir ERP pour magasin	2
17	Entrepôts frigorifiques	2	2
18	Expositions	voir chapitre ERP	

¹ : 3 si emballages en plastique alvéolaire

Les poteaux d'incendie normalisés

Caractéristiques techniques :

- Axe des tenons des demi-raccords vertical,
- Accessible en permanence,
- Disposer d'une zone de manœuvre suffisante autour de l'appareil, permettant une mise en œuvre aisée,
- Eventuellement protégé par un coffre
- Numérotation du PI en chiffres blancs,

Poteau 1 x 65



Poteau 100 – 2 x 65



Poteau 2 x 100



Le marquage de signalisation de débit (30 ou 120 m³/h) est constitué d'une bande circulaire peinte, d'une hauteur comprise entre 15 et 20 cm.

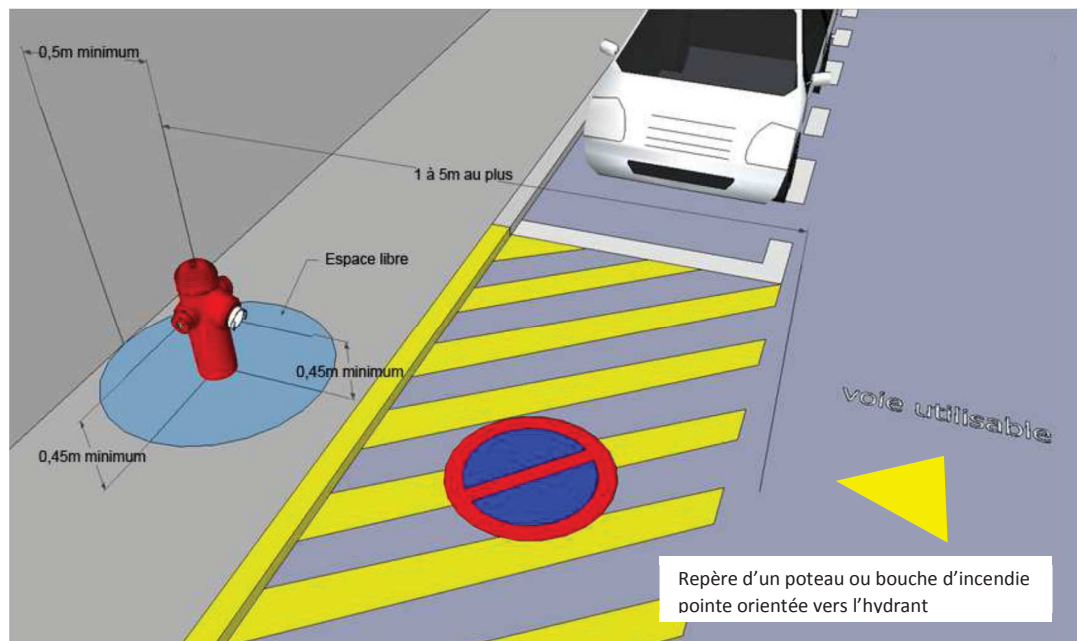
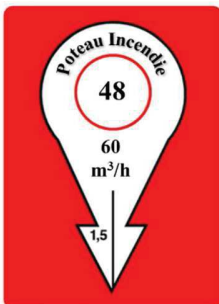
Débit nominal	30 m ³ /h		60 m ³ /h	120 m ³ /h
Norme	NFS – 61 214		NFS 61 213	
Plage de débit	30 à 45 m ³ /h		45 à 90 m ³ /h	90 à 150 m ³ /h
Sortie(s) de 65	1	2		1
Sortie(s) de 100	0	1		2
Couleur	rouge et blanche		rouge	rouge et jaune

Critères de performances

Les poteaux d'incendie doivent pouvoir délivrer, en fonction du réseau sous pression sur lequel ils sont implantés, un débit de 30, 60, 120 m³/h sous une pression dynamique **de 1 bar minimum**.

La pression dynamique maximale est fixée dans le cas de réseaux non sur pressés à 8 bars maximum.

Caractéristiques géométriques d'implantation



Signalisation

Pas de signalisation particulière sur le terrain, hormis la numérotation de l'hydrant.

Charte graphique SIG / ER du Sdis 76

Poteau de 30 m³/h



Poteau de 60 m³/h



Poteau de 120 m³/h



Les autres poteaux et bouches d'incendie

Caractéristiques techniques :

- Axe des tenons des demi-raccords vertical,
- Accessible en permanence,
- Disposer d'une zone de manœuvre suffisante autour de l'appareil, permettant une mise en œuvre aisée,
- Eventuellement protégé par un coffre
- Le lettrage blanc doit avoir une hauteur minimale de 0,20 m.



Le recours à l'utilisation des bouches « relais » doit rester exceptionnel et imposé par la configuration des lieux (passages étroits, centres historiques, etc.)

Poteau d'aspiration



Poteau sur pressé



Poteau ou bouche « relais »

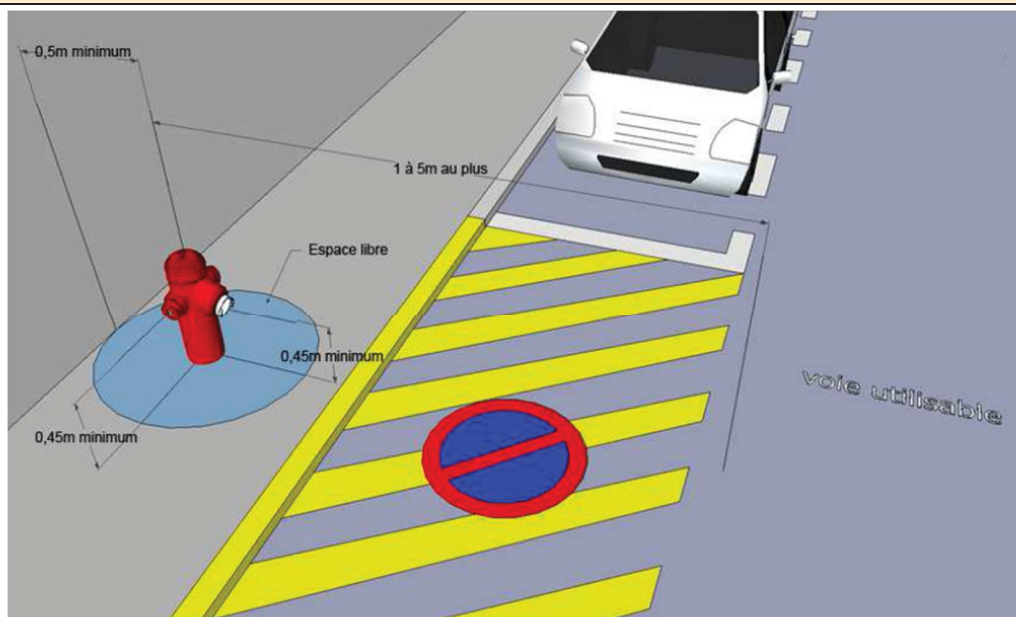


Débit nominal	60 m³/h	60 m³/h	120 m³/h	60 m³/h	120 m³/h
Norme	NFS 61 213	Sans objet			
Plage de débit	45 à 120 m³/h	45 à 150 m³/h		30 à 120 m³/h	
Sortie(s) de 65	0	2	1	2	1
Sortie(s) de 100	1	1	2	1	2
Couleur	bleue	jaune		rouge	

Critères de performances









La pression dynamique minimale est fixée dans le cas de réseaux sur pressés à 8 bars maximum.

Caractéristiques géométriques d'implantation



Signalisation

Charte graphique SIG / ER du Sdis 76

Cf. la fiche technique relative à la signalisation des PEI	Le numéro du PEI est inscrit à gauche du symbole Le « P » signifie privé	Poteau d'aspiration		Poteau sur pressé		Poteau ou bouche relais
		Ressource limitée	Ressource illimitée	Débit de 60 m³ / h	Débit de 120 m³ / h	
		32  	34  	35 	37 	 



Les bouches d'incendie

Caractéristiques techniques :

- Accessible en permanence,
- Disposer d'une zone de manœuvre suffisante autour de l'appareil, permettant une mise en œuvre aisée,
- Ne pas autoriser le stationnement sur la bouche d'incendie.



Le marquage de signalisation de débit 30 m³/h est constitué d'un triangle rectangle de couleur blanche sur la paque de bouche d'incendie.

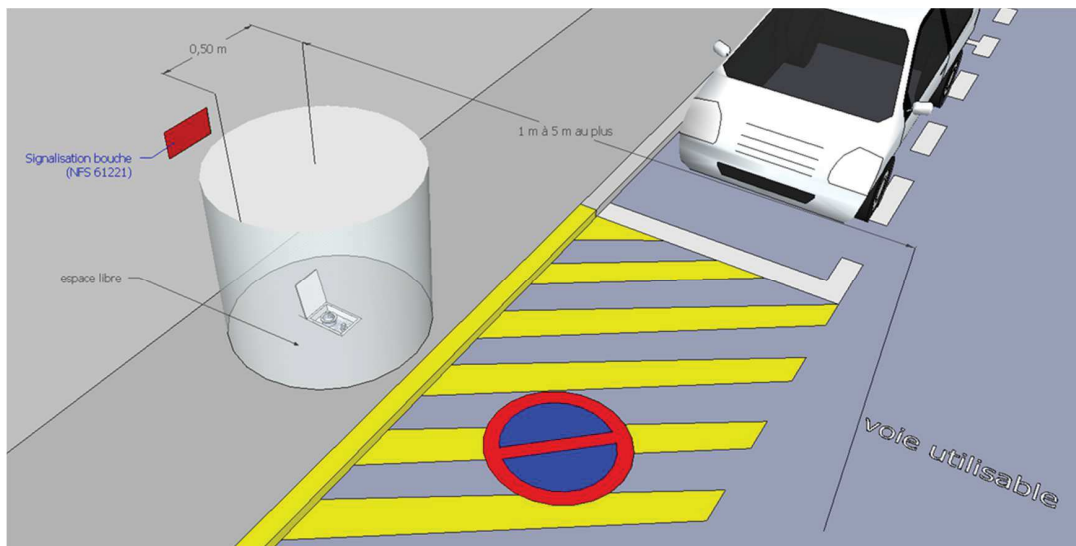
	<u>Bouche de 100 mm sur réseau d'eau sous pression < 8 bars</u>		<u>Bouche de 100 sur pressée > 8 bars</u>
			
	Débit nominal	30 m ³ /h	60 m ³ /h
	Norme	NFS – 62 211	
	Plage de débit	30 à 44 m ³ /h	45 à 90 m ³ /h
	Refolement	1 douille de type « Keyser » mâle de 100 mm	
	Couleur	rouge	jaune

Critères de performances

Les bouches d'incendie doivent pouvoir délivrer, en fonction du réseau sous pression sur lequel elles sont implantées, un débit de 30 à 60 m³/h sous une pression dynamique de 1 bar minimum.

La pression dynamique maximale est fixée dans le cas de réseaux non sur pressés à 8 bars maximum. Dans le cas de réseaux sur pressés, le couvercle des plaques de bouche sont peints en jaune.

Caractéristiques géométriques d'implantation



Signalisation

Cf. la fiche technique relative à la signalisation des bouches d'incendie.

Le numéro de la bouche est inscrit à gauche du symbole. Le « P » signifie privé.

Charte graphique SIG / ER du Sdis 76


Bouche de 30 m³ / h

32 

Bouche de 60 m³ / h

34 

Bouche surpressée

45 

Les plateformes et les aires d'aspiration

Caractéristiques techniques :

- Accessible en permanence,
- Garantir une hauteur géométrique d'aspiration inférieure à 6 mètres en tout temps tout moment,
- La distance entre la pompe et la surface utile du plan d'eau doit être inférieure à 8 m,
- Disposer d'un dispositif de sécurité de type bouée ou main courante de sauvetage.

Point d'aspiration « motopompe »

Point d'aspiration « engin-pompe »

Dimensions

4 m x 3 m

4 m x 8 m

- Une aire par tranche de 120 m³/h
- Portance du sol minimale > 160 kN
- Butée de sécurité
- Pente minimum de 2%

Critères de performances

Un point d'aspiration doit permettre en toute circonstance une mise en œuvre rapide et sécurisée des engins d'incendie.

Nb d'engins	Surface (m ²)	Longueur (m)	Largeur (m)	Capacité (m ³ /h)		½ raccords de 100 mm	
				Mini	Maxi	Mini	Maxi
MPR	1	12	4	30	120	1	2
	2	24	4	150	240	3	4
Engins Pompes	1	32	8	30	120	1	2
	2	64	8	150	240	3	4
	3	96	12	270	360	5	6
	4	128	16	390	480	7	8

La création de point d'aspiration pour motopompes doit être limitée aux sites présentant des contraintes géométriques qui limitent la mise en œuvre des engins-pompes.



En cas de voie en impasse, une aire de retournement doit être prévue.

Caractéristiques géométriques d'implantation

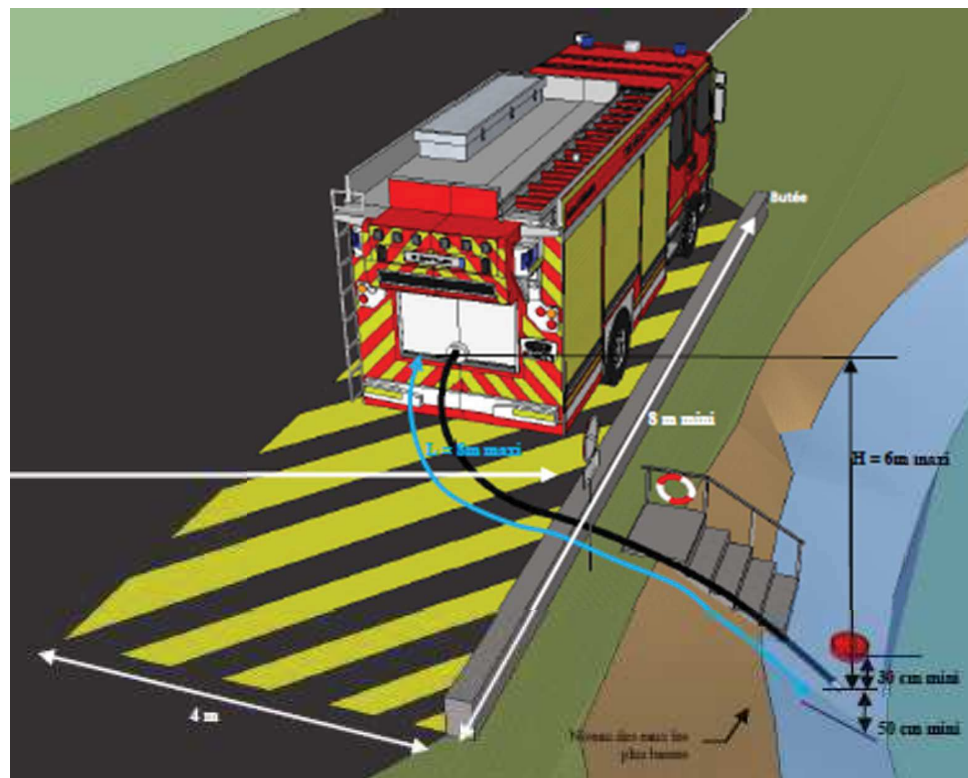
Signalisation

Cf. la fiche technique relative à la signalisation des bouches d'incendie.

Le numéro du point d'aspiration est inscrit à gauche du symbole

Le « P » signifie privé

Charte graphique SIG / ER du Sdis 76



Les puisards déportés

Caractéristiques techniques :

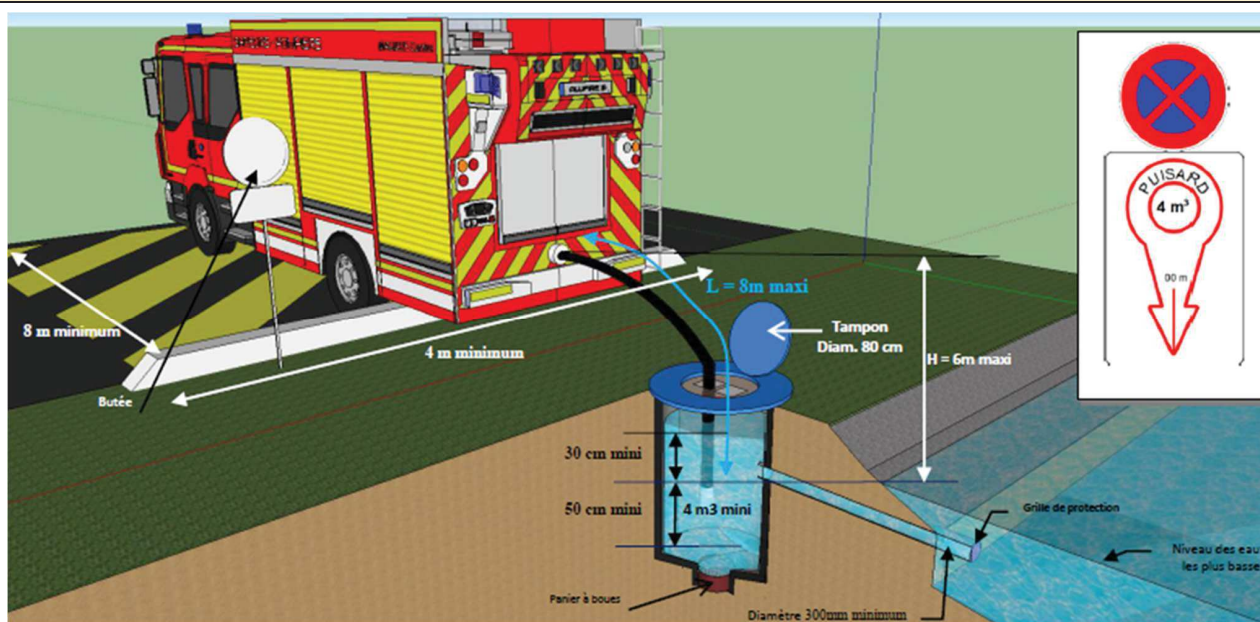
- Le volume du puisard doit être au moins de 4 m³,
- La canalisation d'alimentation doit être d'un diamètre minimum de 300 mm
- Garantir une hauteur géométrique d'aspiration inférieure à 6 m en tout temps tout moment,
- La distance entre la pompe et la crépine doit être inférieure à 8 m,
- Disposer d'un dispositif de fermeture permettant d'éviter l'ouverture du regard (cadenas sécable ou ouverture à l'aide d'un carré pouvant être manœuvre au moyen d'une clé polycoise),
- Disposer d'un puisard par tranche de 120 m³.

Critères de performances

Le recours à un puisard déporté se fait lorsque l'accès aux rives du plan d'eau est difficile ou dangereuse et ne permet pas une mise en aspiration directe.

Les capacités hydrauliques du plan d'eau ou de la réserve alimentant un puisard déporté doivent permettre de fournir au minimum un volume **de 30 m³ d'eau pendant une durée d'une heure.**

Caractéristiques géométriques d'implantation



IMPORTANT

Si le plan d'eau est soumis à des variations de niveau (débit de la rivière, marnage de marées, etc.), ces variations ne doivent pas porter préjudice aux capacités minimales du point d'eau.

Signalisation

Cf. la fiche technique relative à la signalisation des points d'eau d'incendie. Le numéro du point d'aspiration est inscrit à gauche du symbole. Le « P » signifie privé

Charte graphique SIG / ER du Sdis 76



Les réserves souples

Caractéristiques techniques :

- Accessible en permanence,
- La distance entre la prise d'aspiration et la surface utile du plan d'eau doit être inférieure à 8 m,
- Disposer d'une vanne de barrage afin de ne pas laisser le poteau d'aspiration en charge,
- Disposer d'une vanne et d'un évent permettant la réalimentation de la réserve,
- Disposer d'un dispositif de sécurité de type grillage ou clôture afin d'interdire l'accès à la structure,
- L'accès doit être muni d'une fermeture de type cadenas sécable ou ouverture à l'aide d'un carré pouvant être manœuvre au moyen d'une clé polycoise,
- Disposer d'une prise d'aspiration par tranche de 120 m³.

Critères de performances

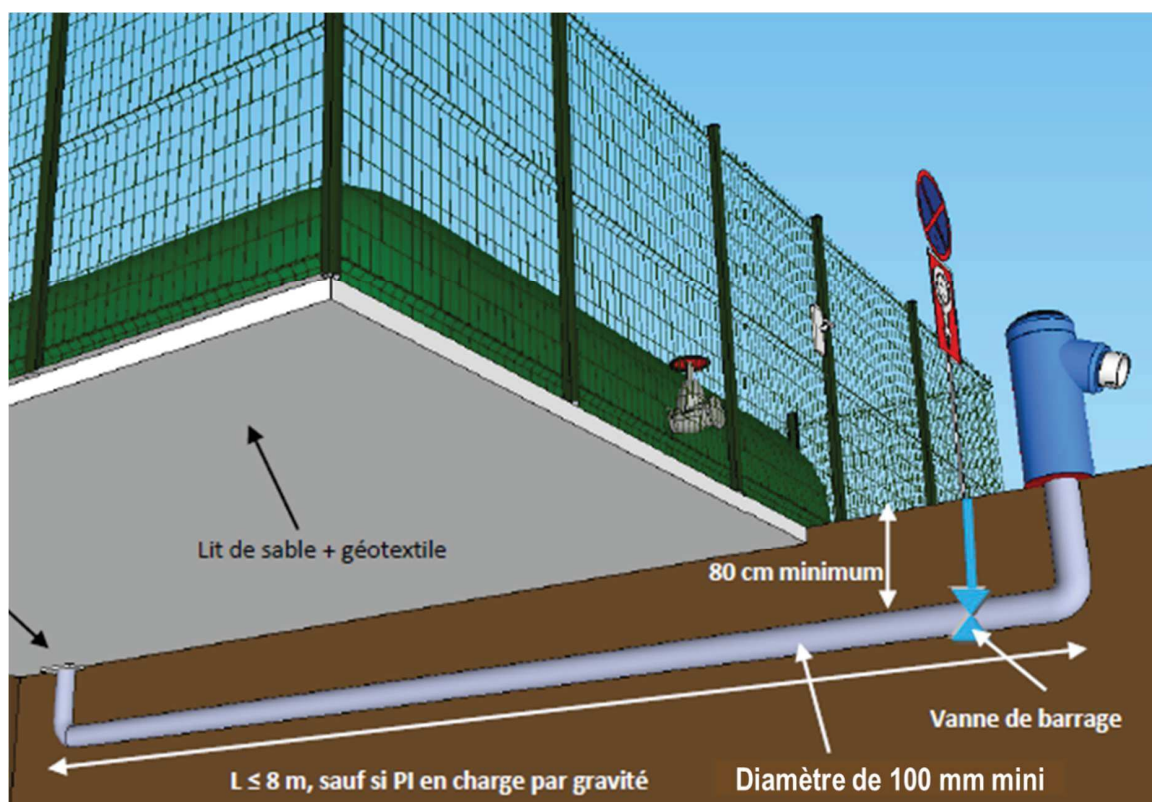
Les capacités hydrauliques d'une réserve souple doivent permettre de fournir au minimum un volume **de 120 m³** **d'eau pendant une durée de deux heures**.



L'aménagement des espaces où sont implantées les citernes souples ne doit pas occasionner de risque de détérioration de l'ouvrage (végétation, racines, acte malveillant, etc.).

L'implantation des citernes souples doit prendre en compte le risque inondation lié à une rupture de la réserve.

Caractéristiques géométriques d'implantation



Signalisation

Cf. la fiche technique relative à la signalisation des points d'eau d'incendie.
Le numéro du point d'aspiration est inscrit à gauche du symbole.
La flèche signifie la réalimentation du PEI. Le « P » signifie le caractère privé.

Charte graphique SIG / ER du Sdis 76



Les réserves aériennes

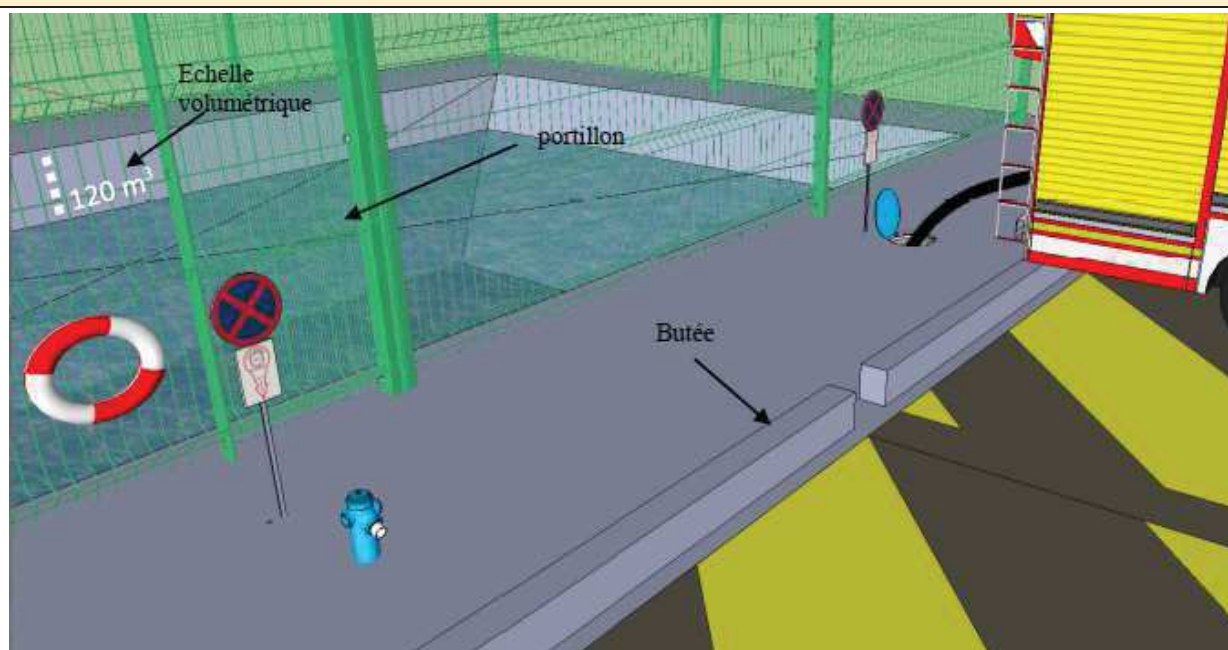
Caractéristiques techniques :

- Accessible en permanence,
- Garantir une hauteur géométrique d'aspiration inférieure à 6 m en tout temps tout moment,
- La distance entre la pompe et la crépine doit être inférieure à 8 m,
- Disposer d'un dispositif de sécurité de type bouée ou main courante de sauvetage,
- Disposer d'un dispositif de fermeture permettant d'éviter l'ouverture du regard (cadenas sécable ou ouverture à l'aide d'un carré pouvant être manœuvre au moyen d'une clé polycoise),
- Disposer d'un point d'aspiration (puisard, colonne fixe ou poteau d'aspiration) par tranche de 120 m³,
- Disposer d'un dispositif (échelle volumétrique, flotteur, etc.) permettant de vérifier le volume d'eau présent dans la réserve.

Critères de performances

Les capacités hydrauliques de la réserve aérienne doivent permettre de fournir au minimum un volume **de 30 m³ d'eau pendant une durée d'une heure**. La réserve peut être réalimentée par un réseau d'eau public.

Caractéristiques géométriques d'implantation



Réserve hors sol



Bassin



Lavoirs, fontaine, etc.



IMPORTANT

La réserve doit être entretenue de façon à éviter la prolifération et le développement de la flore aquatique qui empêcherait la mise en oeuvre des engins-pompes.

Signalisation

Cf. la fiche technique relative à la signalisation des points d'eau d'incendie. Le numéro du point d'aspiration est inscrit à gauche du symbole. Le « P » signifie privé, la flèche la réalimentation.

Charte graphique SIG / ER du Sdis 76



Les réserves enterrées

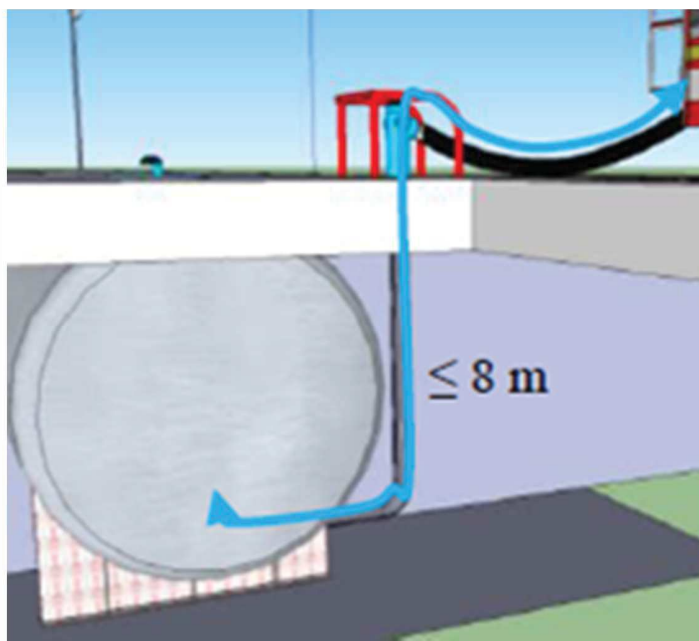
Caractéristiques techniques :

- Accessible en permanence,
- Garantir une hauteur géométrique d'aspiration inférieure à 6 en tout temps tout moment,
- La distance entre la pompe et la crépine doit être inférieure à 8 m,
- Disposer d'un dispositif de fermeture permettant d'éviter l'ouverture du regard (cadenas sécable ou ouverture à l'aide d'un carré pouvant être manœuvre au moyen d'une clé polycoise),
- Disposer d'un point d'aspiration (puisard, colonne fixe ou poteau d'aspiration) par tranche de 120 m³,
- Disposer d'un dispositif (échelle volumétrique, etc.) permettant de vérifier le volume d'eau présent dans la réserve.

Critères de performances

Les capacités hydrauliques de la réserve enterrée doivent permettre de fournir au minimum un volume **de 30 m³ d'eau pendant une durée d'une heure**. La réserve peut être réalimentée par un réseau d'eau public.

Caractéristiques géométriques d'implantation



Signalisation

Cf. la fiche technique relative à la signalisation des bouches d'incendie. Le numéro du point d'aspiration est inscrit à gauche du symbole. Le « P » signifie privé, la flèche signifie la réalimentation.

Charte graphique SIG / ER du Sdis 76



Les dispositifs fixes d'aspiration

Caractéristiques techniques de la colonne :

- Canalisation rigide (acier, inox ou PU HD) de Ø 100 mm,
- Equipée d'une crépine sans clapet,
- Munie d'un ½ raccord de 100 mm avec bouchon obturateur,
- Distance entre la pompe et la crépine doit être inférieure à 8 m,
- Hauteur géométrique d'aspiration inférieure à 6 m.

Capacité d'aspiration souhaitée (m³/h)

Nombre de ½ raccords de 100 mm nécessaires

Mini

Maxi

Mini

Maxi

30

120

1

2

150

240

3

4

270

360

5

6

390

480

7

8

Critères de performances

Position du ½ raccord



IMPORTANT

Lors des contrôles périodiques, l'attention doit être portée sur l'absence de concrétions aquatiques au niveau de la crépine, susceptibles de détériorer les pompes des engins.

Raccord tournant sans coquilles Ø DN 100 mm avec bouchon + grille anti-obstruction

L = 8 m maxi

Isolant pour mise hors gel de la canalisation

Echelle graduée volumétrique

80 cm

100 cm

100 cm

100 cm

100 cm

100 cm

100 cm

100 cm

100 cm

100 cm

100 cm

100 cm

100 cm

100 cm

H ≤ 5,5 m maxi

30 cm minimum

50 cm minimum

120 m³

100 m³

80 m³

60 m³

40 m³

20 m³

0 m³

Crépine

Option poteau d'aspiration

Raccord tournant sans coquilles Ø DN 100 mm

Socle béton

30 cm

Tube inox, galva ou PVC thermo-soudé > 4mm

Caractéristiques géométriques d'implantation

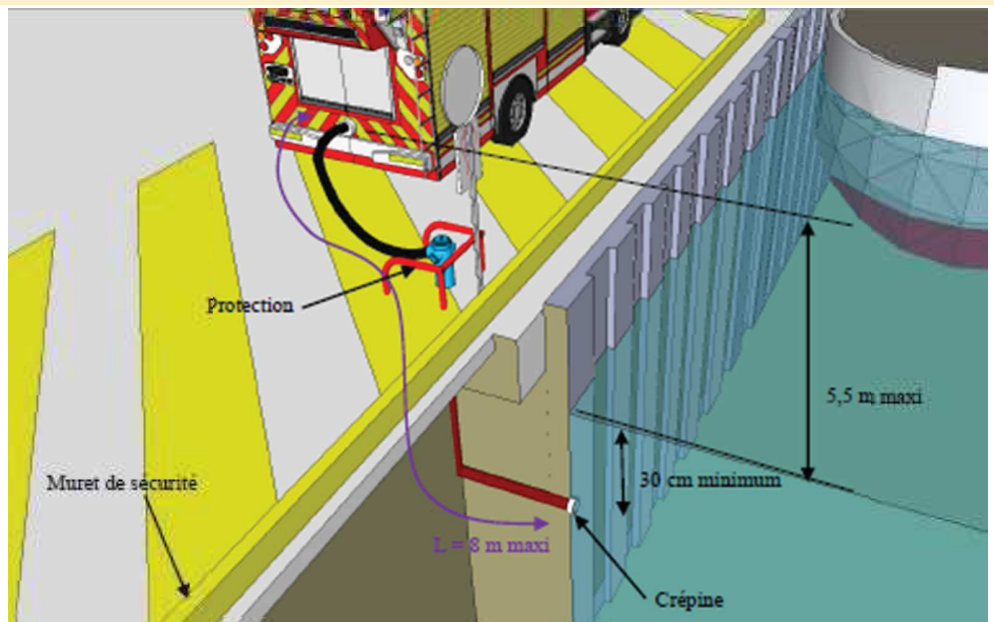
Autres solutions possibles



IMPORTANT

Lorsque les colonnes fixes sont maintenues en charge, elles doivent être équipées de vannes d'isolement.

Le recours aux colonnes fixes n'est autorisé que pour l'aménagement de points d'eau d'incendie existants pour lesquels la pose d'un poteau d'aspiration ou d'un col de cygne n'est pas possible.



Signalisation

Cf. la fiche technique relative à la signalisation des bouches d'incendie.

Le numéro du point d'aspiration est inscrit à gauche du symbole. Le « P » signifie le caractère privé du point d'eau d'incendie

Charte graphique SIG / ER du Sdis 76



45

Les prises d'eau en milieu naturel (cas des ponts, parapets et estacades)

Caractéristiques techniques :

- Accessible en permanence,
- Garantir une hauteur géométrique d'aspiration inférieure à 6 en tout temps tout moment,
- La distance entre la pompe et la surface utile du plan d'eau doit être inférieure à 8 m,
- Disposer d'un dispositif de sécurité de type bouée ou main courante de sauvetage.

Critères de performances

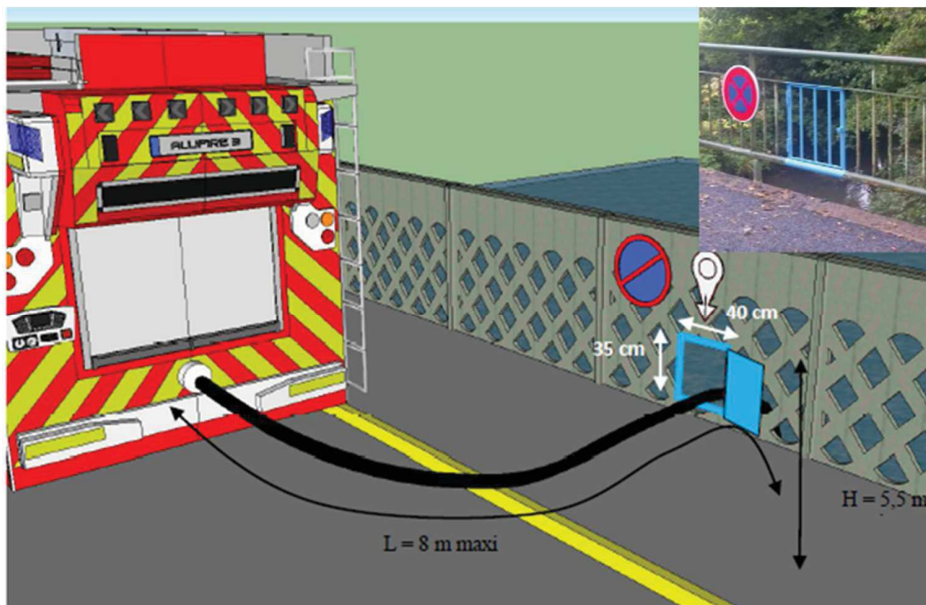
Lorsque les berges d'un cours d'eau (rivière, fleuve, etc.) ou d'un quai ne permettent pas d'accéder directement à la surface du plan d'eau, il est possible de mettre en œuvre ces dispositifs.



Les caractéristiques techniques de ces ouvrages doivent être identiques à celles des aires et plateforme de mise en aspiration.

Caractéristiques géométriques d'implantation

Dispositif à « guichet »



Estacade



Signalisation

Cf. la fiche technique relative à la signalisation des points d'eau d'incendie. Le numéro du point d'aspiration est inscrit à gauche du symbole. Le « P » signifie privé.

Charte graphique SIG / ER du Sdis 76



Les mares naturelles et autres bassins

Les espaces naturels peuvent constituer des points d'eau susceptibles d'être utilisés par les sapeurs-pompiers pour la lutte contre les incendies. Parmi ces points d'eau naturels on peut distinguer :

- les mares destinées à recueillir naturellement les eaux pluviales, en particulier s dans les corps de fermes ou dans les hameaux,
- les bassins de rétention d'eaux pluviales,
- les bassins ou réserves destinés à l'abreuvement des animaux ou à l'irrigation et/ou à l'arrosage des cultures.

Ces ouvrages doivent avoir une conception permettant, soit par la création d'une sur-profondeur soit par l'aménagement de débits de fuite, de garantir des capacités de rétention permanente d'eau minimale.

Critères de performances

Caractéristiques techniques du plan d'eau :

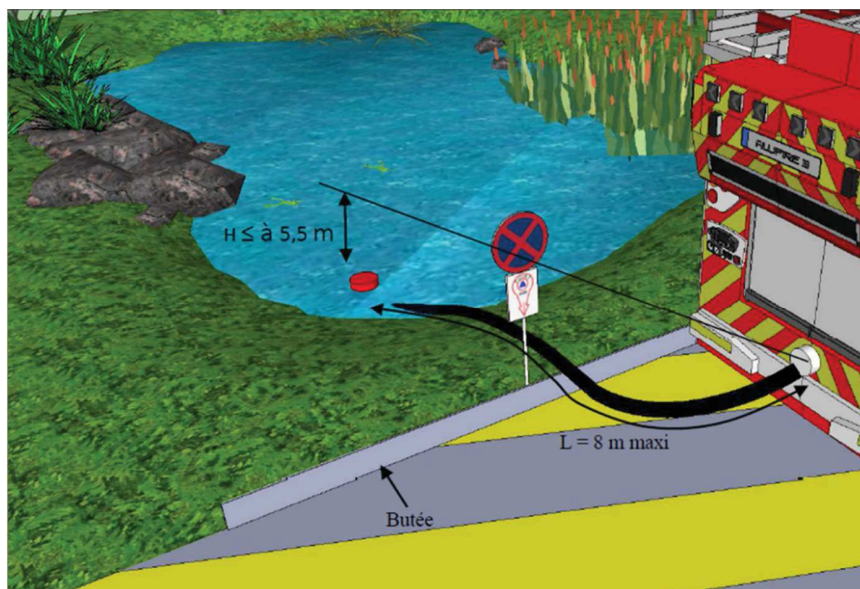
- Accessible en permanence,
- Garantir une hauteur géométrique d'aspiration inférieure à 6 m en tout temps tout moment,
- La longueur de la ligne d'aspiration doit être inférieure à 8 m,
- Disposer d'un dispositif de sécurité de type bouée ou main courante de sauvetage,
- Disposer d'une aire ou d'une plateforme d'aspiration par tranche de 120 m³,
- Disposer d'un dispositif (échelle volumétrique, etc.) permettant de vérifier le volume d'eau présent dans la réserve.

Risque	Volume	Débit	Durée
Faible	45 m ³	30 m ³ /h	1 heure 30
Ordinaire	120 m ³	60 m ³ /h	2 heures
Important	240 m ³	120 m ³ /h	2 heures
Particulier	Réserve minimale de 120 m ³		



La hauteur d'eau minimale doit être de 80 cm afin de garantir le recouvrement de la crépine.

Caractéristiques géométriques d'implantation



Signalisation

Cf. la fiche technique relative à la signalisation des points d'eau d'incendie. Le numéro du point d'aspiration est inscrit à gauche du symbole. Le « P » signifie le caractère privé du point d'eau d'incendie

Charte graphique SIG / ER du Sdis 76






















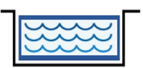











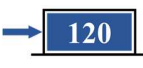



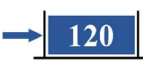
	<div>FICHE TECHNIQUE</div> <div>La codification et la représentation cartographique des points d'eau d'incendie</div>	<div>B.12</div>
--	---	-----------------

Nature de la source		Nature de la prise d'eau		Capacité / performance		Code PEI
1	réseau eau potable	1	poteau	1	30 m3/h	111
1		1		2	60 m3/h	112
1		1		3	120 m3/h	113
1		1		4	Sur pressé	114
1		2	bouche	1	30 m3/h	121
1		2		2	60 m3/h	122
1		2		3	Sur pressée	123
2	réseau d'eau non potable sous pression	1	poteau	1	30 m3/h	211
2		1		2	60 m3/h	212
2		1		3	120 m3/h	213
2		1		4	Sur pressé	214
2		2	bouche	1	30 m3/h	221
2		2		2	60 m3/h	222
2		2		3	Sur pressée	223
3	point d'eau naturel	1	Mare, étang, ou bassin non aménagée	0	inépuisable	310
3		1		1	30 m3	311
3		1		2	60 m3	312
3		1		3	120 m3	313
3		1		4	> 120 m3	314
3		2		0	inépuisable	320
3		2		1	30 m3	321
3		2		2	60 m3	322
3		2	mare, étang ou bassin aménagé	3	120 m3	323
3		2		4	> 120 m3	324
3		3	bassin de marée	0	inépuisable	330
3		4	rivière, fleuve de capacité inépuisable	1	sans variation de hauteur	341
3		4		2	soumis aux variations de hauteur	342
4	point d'eau artificiel	1	réserve enterrée à ciel ouvert	1	30 m3	411
4		1		2	60 m3	412
4		1		3	120 m3	413
4		1		4	> à 120 m3	414
4		1		5	réalimentée	415
4		2	réserve enterrée à ciel fermé	1	30 m3/h	421
4		2		2	60 m3	422
4		2		3	120 m3	423
4		2		4	> 120 m3	424
4		2		5	réalimentée	425
4		3	réserve hors sol souple	1	30 m3	431
4		3		2	60 m3	432
4		3		3	120 m3	433
4		3		4	> à 120 m3	434
4		3		5	réalimentée	435

	<h1 style="text-align: center;">FICHE TECHNIQUE</h1> <h2 style="text-align: center;">La codification et la représentation cartographique des points d'eau d'incendie</h2>	<h1 style="text-align: center;">B.12</h1>
--	---	---

Nature de la source		Nature de la prise d'eau		Capacité / performance		Code PEI
4		4	réserve hors sol rigide à ciel ouvert	1	30 m3	441
4		4		2	60 m3	442
4		4		3	120 m3	443
4		4		4	> à 120 m3	444
4		4		5	réalimentée	445
4		5	réserve hors sol à ciel fermé	1	30 m3	451
4		5		2	60 m3	452
4		5		3	120 m3	453
4		5		4	> à 120 m3	454
4		5		5	réalimentée	455
5	Point d'eau d'autoprotection	1	piscine ou réserve d'autoprotection	1	15 m3	511
5		1		2	30 m3	512

Représentation cartographique des points d'eau d'incendie

Nature de la prise d'eau	Performance du PEI					Inépuisable
	30	60	120	Sur-pressé		
				60	120	
Poteau d'incendie						Sans objet
Poteau ou colonne fixe d'aspiration						
Bouche d'incendie						Sans objet
Mare, étang ou bassin non aménagé						
Mare, étang ou bassin aménagé						
Bassin ou rivière soumis à des variations de niveau						
Réserve enterrée à ciel ouvert				Sans objet		
Réserve enterrée à ciel fermée						
Réserve hors sol à ciel fermée						
Réserve hors sol à ciel ouvert						

Méthodologie de contrôle de la performance hydraulique des hydrants

Objectifs et périodicité des contrôles de la performance hydrauliques

La réalisation des contrôles de la performance hydraulique des hydrants sous pression ont pour objectifs de :

- ➔ Garantir la capacité des appareils implantés sur des réseaux sous pression de leur maintien en condition opérationnelle,
- ➔ Evaluer la capacité hydraulique des hydrants afin de garantir la mise en œuvre des engins-pompes du Sdis 76

La périodicité des contrôles est **triennale** avec la réalisation au minimum d'un tiers du parc d'hydrants par an.



En cas de travaux impactant le réseau (renforcement, extension, etc.) et susceptibles de modifier la performance des hydrants, un nouveau contrôle de la performance hydraulique doit être réalisé sur l'ensemble des hydrants concernés.



Les contrôles de la performance hydrauliques peuvent réalisés en régie, mutualisés ou par un prestataire de services.

Ils ne nécessitent **aucun agrément**.

Sécurité de réalisation des contrôles



La méthodologie présentée dans la présente fiche technique ne constitue **qu'une recommandation**.

Il appartient au service public de la DECI ou aux prestataires réalisant les contrôles **de faire valider par l'autorité compétente**, son protocole d'intervention et de contrôle.

Les agents intervenant sur la voie publique et sur les chaussées soumises à la circulation des véhicules doivent revêtir les équipements de protection individuelle conforme à la réglementation en vigueur.

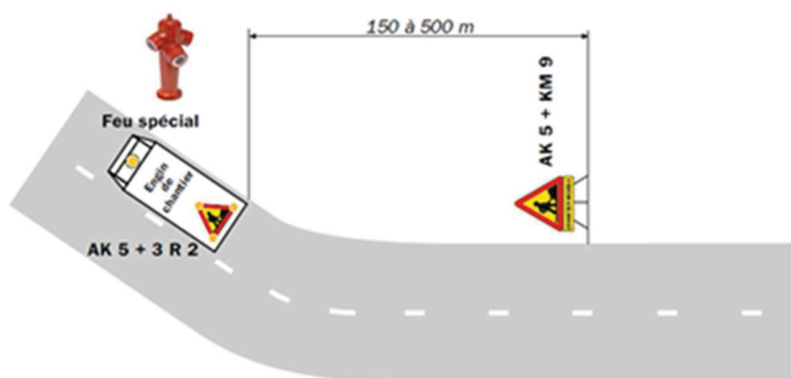
Les équipements de protection individuelle de classe 2 ou 3 sont recommandés.



Elle impose d'autre part que les véhicules d'intervention et de travaux soient équipés de feux spéciaux (spécifiques aux véhicules à progression lente), et d'une signalisation complémentaire par bandes blanches rouges et blanches.



Cas des contrôles réalisés sur chaussées sous circulation **avec** visibilité.

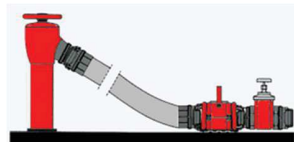


Cas des contrôles réalisés sur des chaussées sous circulation **en l'absence** de visibilité.

Mode opératoire



Utiliser des appareils de mesure (débitmètre et manomètre)



Afin de limiter les perturbations liées à l'écoulement de l'eau, positionner un tuyau de Ø 100 mm d'une longueur minimale de 5 mètres, entre l'hydrant et l'appareil de mesure.

L'objectif des contrôles de la performance opérationnelle est de vérifier le débit de l'hydrant sous une pression dynamique de 1 bar.

- ➔ Pour les hydrants comportant 1 sortie de 100 mm, ouvrir le robinet-vanne de 5 tours,
- ➔ Pour les hydrants comportant 2 sorties de 100 mm, ouvrir le robinet-vanne de 7 tours.

Avant toute manipulation, vérifier que l'appareil n'est pas sous pression, qu'il est correctement vidangé ainsi que l'absence de corps étrangers.

L'ouverture des hydrants doit s'effectuer de façon progressive, afin de ne pas occasionner de casse sur le réseau et éviter ainsi la mise en suspension de particules qui rendraient l'eau impropre à la consommation.



Lors de la réalisation des contrôles de la performance hydraulique, les agents veilleront tout à :

- ➔ manipuler les matériels et les appareils de façon à prévenir tous risques d'atteinte au squelette et au rachis lombaire,
- ➔ ne pas se positionner face aux ½ raccords, ni au-dessus des organes de manœuvres

Contrôle des poteaux d'incendie

Contrôle des bouches d'incendie



Avant tout branchement d'appareil sur les hydrants, réaliser une mise en eau progressive afin de dégorger l'appareil et évacuer les éventuels corps étrangers présents.

- ➔ **Brancher** un coude d'alimentation de Ø 100 mm sur la bouche d'incendie

- ➔ **Brancher** un tuyau de Ø 100 mm x 5 m entre l'hydrant et l'appareil de mesure,
- ➔ **Brancher** un tuyau de Ø 100 mm x 5 m à la sortie de l'appareil et le diriger si possible vers un exutoire ou vers l'accotement,
- ➔ **Brancher** une vanne de 100 mm à l'extrémité du tuyau,
- ➔ Vanne ouverte, **ouvrir progressivement** mais complètement le carré de manœuvre du poteau et **lire le débit affiché** au débitmètre sous une pression dynamique de 1 bar,
- ➔ **Noter** les valeurs ainsi obtenues,
- ➔ **Fermer progressivement** la vanne de façon à **lire la pression statique** de l'hydrant,
- ➔ **Noter** les valeurs ainsi obtenues,
- ➔ **Fermer** lentement et progressivement l'hydrant,

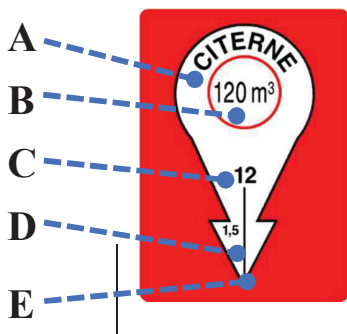
- ➔ **Démonter** le dispositif et **remettre** le bouchon obturateur du poteau d'incendie.

- ➔ **Démonter** le dispositif et **remettre** le couvercle de la bouche d'incendie.

La signalisation des points d'eau d'incendie

Les objectifs de la signalisation des points d'eau d'incendie

Les objectifs de la signalisation des points d'eau d'incendie sont de **faciliter leur repérage** dans l'environnement afin **d'améliorer** la célérité de **leur mise en œuvre** opérationnelle en cas de sinistre.



Dimensions minimales

30 x 50 cm minimum

Hauteur d'implantation

Entre 0,50 et 2 m du sol

La signalitique doit toujours être composée d'un dessin sur fond rouge avec un lettrage noir.

A Nature du PEI : bouche d'incendie, poteau d'incendie, réserve, citerne, etc.

B Informations relatives à la performance hydraulique : diamètre de la canalisation en mm, volume de la réserve en m³

C Chiffre indiquant la distance entre le centre du PEI et le plan vertical du support sur lequel est apposée cette signalitique. Elle est exprimée en m.

D Chiffre indiquant la distance entre le centre du PEI et la perpendiculaire du plan vertical sur lequel est apposé cette signalitique. Elle est exprimée en m.

E En fonction de la localisation du support, la pointe de la flèche peut être orientée vers le centre du point d'eau d'incendie signalé.



Cas particuliers des poteaux d'incendie

Compte tenu de leur forme et de leur couleur caractéristique, les poteaux d'incendie sont dispensés de toute signalisation complémentaire à leur proximité.

Signalisation complémentaire et autres possibilités

La signalisation des PEI peut comporter également des informations complémentaires telles le numéro de PEI, des informations sur le réseau d'alimentation (pression), sur la présence de dispositifs spécifiques (surpresseur, système de fermeture, vanne de réalimentation, etc.), logo de la commune, du propriétaire, etc.

Cas des bouches d'incendie



Cas des autres points d'eau



Principe de signalisation d'un point d'eau d'incendie



1 Indication de zone destinée à l'alimentation des engins de lutte contre l'incendie

2 Indication relative à la performance hydraulique et à la nature du point d'eau d'incendie

3 Rappel de l'interdiction de stationner à proximité d'une zone dédiée à l'alimentation des engins de lutte contre l'incendie.

La clé « Polycoise » des Sapeurs-pompiers

Les objectifs de la clé « polycoise »

Chaque sapeurs-pompiers de Seine-Maritime est doté individuellement d'une clé dite clé « polycoise ».

Cette clé permet en particuliers aux sapeurs-pompiers :

- De compléter le serrage des demi-raccords d'incendie des tuyaux d'alimentation, de refoulement et d'aspiration,
- D'ouvrir des coffrets techniques (gaz, électrique, etc.),
- D'ouvrir certains dispositifs de fermeture tels que :

Cadenas universel



Serrure à empreinte triangulaire



Ouverture « pompier »



Les différents modèles de clés « Polycoise » en usage chez les sapeurs-pompiers

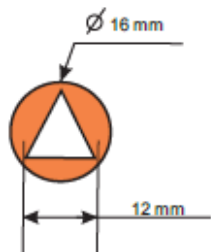
Modèle réglementaire en dotation en Seine-Maritime



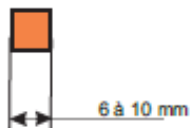
Autres modèles possibles



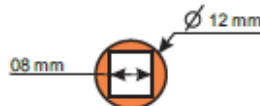
Fonctionnalités



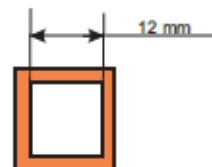
Triangle femelle
Profondeur de 17 mm



Carré mâle
Largeur progressive de 6 à 10 mm
Profondeur de 20 mm



Carré femelle de 8 mm
dans une empreinte
circulaire de 12 mm
Profondeur de 15 mm



Carré femelle de 12 mm

Méthodologie des reconnaissances opérationnelles des points d'eau d'incendie

Mode opératoire

- ☐ Fiche de contrôle des points d'eau
- ☐ Mode opératoire du contrôle des hydrants
- ☐ Plan du secteur (parcellaire) et plan ER si nécessaire
- ☐ Coude de 100 mm ou une retenue d'alimentation de 100 mm – 2 x 65 mm
- ☐ Tuyau de refoulement de 100 mm x 5 m ou de 70 mm x 20 m

Pour tous les PEI

- ➔ Contrôler les PEI dans l'ordre de la tournée s'il existe.
- ➔ Pour chaque PEI, vérifier l'implantation cartographique et ajouter à la main les nouveaux PEI en complétant le parcellaire et la fiche de contrôle des PEI,
- ➔ Vérifier l'accessibilité du PEI aux engins-pompes (défectuosités du type 10 à 13)
- ➔ Vérifier la signalisation et la visibilité du PEI (défectuosités du type 20 et 21)
- ➔ S'assurer que le service a connaissance du PEI (défectuosité 30 à 32)

Cas particuliers des PEI implantés sur des réseaux sous pression (hydrants)

- ➔ Vérifier l'aspect général extérieur et l'intégrité de l'hydrant (défectuosités 40 à 43),
- ➔ Démonter un bouchon obturateur de Ø 100 mm (poteaux d'incendie) ou monter soit un coude, soit une retenue d'alimentation (bouche d'incendie) avec un tuyau de refoulement afin de canaliser le flux vers un exutoire existant (caniveau, bouche d'égout, etc.), sinon vers l'accotement,
- ➔ Pour les poteaux d'incendie, vérifier le serrage et l'étanchéité des autres bouchons obturateurs,
- ➔ Ouvrir progressivement l'hydrant (6 tours et 9 tours pour poteaux de 2 x 100 mm),
- ➔ Reporter les défectuosités liées à sa maniabilité (défectuosités du type 50 et 51),
- ➔ Reporter les défectuosités liées à l'alimentation (défectuosités du type 52 à 53),
- ➔ Reporter les défectuosités liées au fonctionnement de la vidange ou décharge (défectuosité 54),
- ➔ Vérifier l'absence de fuite après la vidange de l'appareil,
- ➔ Remonter le bouchon obturateur de Ø 100 mm et fermer le coffre s'il existe.



IMPORTANT : *L'ouverture et la fermeture des hydrants doit faire l'objet d'une attention particulière, sous réserve de perturber la distribution de l'eau potable par une mise en suspension de particules.*

Cas de tous les points d'eau

- ➔ A ce niveau seulement si aucune défectuosité n'a été reportée sur la feuille de contrôles, inscrire le code 70 (RAS).

Codes de defectuosité

1 - Accessibilité des PEI

Le PEI est situé dans une enceinte inaccessible	10
Présence d'une végétation débordante	11
Volume de dégagement ou aire de manœuvre insuffisante	12
Le PEI est encombré par un stationnement gênant	13

2 - Signalisation des PEI

Absence de signalisation	20
Numérotation manquante ou illisible	21

3 - Répertoire des PEI

Le PEI n'est pas trouvé sur le terrain	30
L'emplacement du PEI sur le terrain ne correspond pas à la cartographie	31
Le marquage (peinture) du PEI ne correspond pas à la performance hydraulique annoncée	32

4 - Aspect général des PEI

Peinture détériorée	40
Coffre ou couvercle détérioré	41
Coffre ou couvercle absent	42
Absence de chaînettes ou de bouchons obturateurs, bouchons grippés	43

5 - Manœuvrabilité des hydrants

Manœuvre du carré difficile	50
Manœuvre du carré impossible	51
Absence d'eau à l'hydrant	52
Présence de fuites	53
Dysfonctionnement du dispositif de vidange ou décharge de l'hydrant	54

6 - Cas particulier des PEI artificiels et naturels

Accès non praticable aux engins-pompes	60
Positionnement de l'engin-pompe ou de la motopompe remorquable impossible	61
Absence d'eau dans la réserve, citerne, bache souple, etc.	62
Niveau d'eau visiblement bas dans la réserve	63
Eau susceptible de rendre la mise en aspiration difficile ou impossible (eau chargée, présence de végétaux, etc .)	64
Colonne d'aspiration encombrée	65
Absence de possibilité de mise en aspiration	66
Mise en aspiration satisfaisante	67

7 - Conclusion

Absence de défectuosité constatée (RAS)	70
---	----

	<h1 style="text-align: center;">FICHE TECHNIQUE</h1> <h2 style="text-align: center;">Méthodologie des reconnaissances opérationnelles des points d'eau d'incendie</h2>	<h1 style="text-align: center;">C.1</h1>
--	--	--

Procédure administrative de réalisation des reconnaissances opérationnelle

1. Objet.

Cette procédure traite de l'organisation des reconnaissances opérationnelles annuelles des points d'eau d'incendie publics et mettant en œuvre les différents services du Groupement Opérations / Prévision, ainsi que les centres d'incendie et de secours (CIS).

Cette reconnaissance opérationnelle est réalisée **exclusivement** pour les besoins propres du Service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime.

2. Documents rattachés aux reconnaissances opérationnelles annuelles.

Les fiches C.1A à C.1H regroupent l'ensemble des documents – types utilisés lors des échanges avec les différents intervenants en matières de reconnaissances opérationnelles annuelles.

3. Procédure.

L'organisation de la reconnaissance opérationnelle annuelle repose sur les principes suivants :

- les CIS n'ont qu'un interlocuteur : le SOP de leur groupement territorial de rattachement,
- les CIS contrôlent les points d'eau sur leur secteur incendie de premier appel « nuit et week-end »,
- les Maires n'ont qu'un interlocuteur : le chef de groupement territorial compétent sur leur arrondissement.

Il convient de rappeler par ailleurs, que la direction départementale constitue le point de réception unique des correspondances (télécopie, courriels et téléphone).

Communes d'un secteur INCI situées en dehors des limites du groupement (voir liste ci-après).

Le groupement de rattachement de ces communes délègue la gestion du contrôle annuel des points d'eau au groupement territorial du CIS de 1^{er} appel. Il reste néanmoins le seul interlocuteur des Maires dans ce domaine.

Communes extérieures à la Seine-Maritime défendues en 1^{er} appel par un CIS du département (voir liste ci-après).

Le CIS de 1^{er} appel effectue la reconnaissance opérationnelle annuelle qui sera gérée par le groupement territorial du CIS. La direction départementale communiquera le compte-rendu au Sdis territorialement compétent, qui reste le seul interlocuteur des Maires de leur département.

4. Organisation du contrôle.

La mise en œuvre des reconnaissances opérationnelles annuelles comportent trois phases :

- ➔ Une phase de préparation correspondant à l'organisation pour l'année des reconnaissances, se déroulant sur la période allant de janvier à février,
- ➔ La reconnaissance opérationnelle en elle-même, se déroulant sur la période allant de **février à septembre**,
- ➔ Une phase d'exploitation du bilan des reconnaissances, correspondant au traitement des informations recueillies, se déroulant sur la période allant de février à novembre.

Méthodologie des reconnaissances opérationnelles des points d'eau d'incendie

a) Phase de préparation

Le Service Prévision et Planification (SPP) initie pour l'année à venir, par l'envoi du courrier **C.1A**, la procédure de reconnaissance opérationnelle annuelle en précisant, si nécessaire, les nouveaux objectifs ; ce courrier est adressé aux SOP territoriaux au plus tard avant le 31 janvier de l'année en cours.

Le Service Opérations - Prévision (SOP) territorialement compétent élabore le planning qui précise pour chaque CIS la période pendant laquelle la reconnaissance opérationnelle annuelle doit se dérouler.

Les tournées des reconnaissances opérationnelles annuelles doivent pouvoir débuter pour les vacances scolaires de février (en tenant compte des conditions météorologiques).

Le SOP territorialement compétent transmet à chaque CIS un courrier d'organisation de la reconnaissance opérationnelle qui précise le planning des reconnaissances et comporte en pièces jointes les documents suivants :

- fiche de contrôle des points d'eau (C.1F) : Le SOP doit au préalable renseigner les colonnes :
 - « Ordre de tournée », « N° », « Implantation », « Nature ». Elle est complétée par le CIS lors du contrôle des points d'eau.
- fichier « reconnaissances opérationnelles » : Ce dossier est transmis aux CIS par courriel qui peuvent l'utiliser. Il contient le format informatique de la fiche de reconnaissance opérationnelle. Le CIS enregistre alors les informations sur le fichier qui est retourné au SOP territorial pour traitement des informations recueillies.

Le SOP territorial prépare pour chaque mairie un courrier d'information sur les reconnaissances opérationnelles annuelles (**C.1C**) qui lui précise la période au cours de laquelle ce contrôle sera réalisé. Le SOP territorial transmet par bordereau d'envoi à chaque service des eaux de son secteur, une copie des courriers **C.1C**.

Le chef du CIS doit organiser les reconnaissances opérationnelles annuelles durant la période qui lui est impartie.

b) Phase de contrôle des points d'eau

Les reconnaissances opérationnelles sont réalisées par les personnels du CIS, prioritairement les chefs d'agrès tout-engin et les conducteurs des engins-pompes, conformément au mode opératoire si les conditions climatiques le permettent.

Les résultats sont inscrits au fur et à mesure sur la fiche de contrôle des points d'eau (**C.1F**)

Le chef du CIS valide les résultats et fait compléter le support informatique (fichier).

c) Phase d'exploitation de l'information

Le chef de CIS transmet au SOP territorial la fiche complétée (**C.1F**) sur laquelle les résultats auront été inscrits. Les résultats doivent être retournés aux SOP territoriaux dès la fin des reconnaissances opérationnelles et en tout état de cause avant la fin du mois suivant la période allouée au CIS pour réaliser les reconnaissances opérationnelles.

Par ailleurs, le chef de CIS renseigne l'état des vacations conformément à la note de service en vigueur.

Le SOP territorial recueille les fiches (**C.1F**). Il vérifie la cohérence des codes de défauts utilisés.

Les résultats sont enregistrés et édités sous forme de fiche d'état des points d'eau par commune (**C.1G**).

Suivant l'importance de la commune et le nombre de points d'eau qu'elle comporte, la fiche d'état pourra être exhaustive ou ne concerner que les points d'eau ayant une défektivité. Il conviendra d'adopter chaque année la même disposition, liste exhaustive ou seulement des hydrants défectueux, pour une commune donnée.

Ces fiches sont diffusées aux maires avec le courrier d'accompagnement des résultats (courrier **C.1D**) dès que possible et en tous les cas avant fin novembre.

Le SOP territorial transmet par bordereau d'envoi à chaque service des eaux de son secteur, une copie des courriers **C.1D** et des fiches d'état **C.1G**.

Communes ayant un statut particulier

Communes défendues par un CIS de 1^{er} appel appartenant à un groupement différent

Commune	Grpt de la commune	CIS Secteur INC1	Grpt du CIS
Authieux-Ratiéville	SUD	Bosc-le-Hard	EST
Beautot	SUD	Tôtes	EST
Butot	SUD	Tôtes	EST
Elbeuf-sur-Andelle	SUD	Feuillie (la)	EST
Esteville	SUD	Bosc-le-Hard	EST
Frichemesnil	SUD	Bosc-le-Hard	EST
Gueutteville	SUD	Tôtes	EST
Héron (le)	SUD	Feuillie (la)	EST
Houssaye-Béranger (la)	SUD	Tôtes	EST
Saint-Ouen-du-Breuil	SUD	Tôtes	EST
Hautôt-Saint-Sulpice	SUD	Héricourt-en-Caux	OUEST
Touffreville-la-Câble	SUD	Notre-Dame-de-Gravenchon	OUEST

Butot-Vénesville	EST	Sassetot-le-Mauconduit	OUEST
Saint-Martin-aux-Buneaux	EST	Sassetot-le-Mauconduit	OUEST
Anglesqueville-la-bras-Long	EST	Doudeville	SUD
Auzouville-sur-Saône	EST	Saint-Laurent-en-Caux	SUD
Chapelle-Saint-Ouen (la)	EST	Buchy	SUD
Critot	EST	Cailly	SUD
Fontelaye (la)	EST	Yerville	SUD
Gonnetot	EST	Saint-Laurent-en-Caux	SUD
Mathonville	EST	Buchy	SUD
Montérolier	EST	Buchy	SUD
Rocquemont	EST	Cailly	SUD
Saône-Saint-Just	EST	Saint-Laurent-en-Caux	SUD
Sassetot-le-Malgardé	EST	Saint-Laurent-en-Caux	SUD

Hanouard (le)	OUEST	Grainville-la-Teinturière	EST
Oherville	OUEST	Grainville-la-Teinturière	EST
Ourville-en-Caux	OUEST	Grainville-la-Teinturière	EST
Saint-Vaast-Dieppedalle	OUEST	Cany-Barville	EST
Veauville-lès-Quelles	OUEST	Grainville-la-Teinturière	EST
Anvéville	OUEST	Doudeville	SUD
Carville-Pot-de-Fer	OUEST	Doudeville	SUD
Hautot-l'Auvray	OUEST	Doudeville	SUD
Hautot-le-Vatois	OUEST	Yvetot	SUD
Routes	OUEST	Doudeville	SUD
Authieux-Ratiéville	SUD	Bosc-le-Hard	EST

	<div>FICHE TECHNIQUE</div> <div>Méthodologie des reconnaissances opérationnelles des points d'eau d'incendie</div>	<div>C.1</div>
--	--	----------------

Communes ayant un statut particulier (suite)

Communes hors département défendues par un CIS de 1^{er} appel du Sdis 76

Centres d'Incendie et de Secours	Département d'appartenance	Communes
CIS Elbeuf	EURE (27)	S ^t Cyr la Campagne S ^t Germain de Pasquier S ^t Pierre des Fleurs
		Thuit Anger <u>Nouvelle commune</u> Thuit Signol Thuit l'Oison
		La Saussaye
CIS Gournay	OISE (60)	Bazancourt Buicourt Hecourt S ^t Quentin des Prés Villers / Auchy Villers Vermont
CIS Aumale		Fouillooy Fourcigny Gauville Gourchelle Morvillers - S ^t Saturnin Quincampoix Fleury St Valéry / Bresle
CIS Blangy	SOMME(80)	Bouttencourt Neslette Nesle L'Hôpital
CIS Eu		Oust Marais S ^t Quentin la Motte

	<div>FICHE TECHNIQUE</div> <div>Méthodologie des reconnaissances opérationnelles des points d'eau d'incendie</div>	<div>C.1</div>
--	--	----------------

Les documents types

- C.1A** COURRIER AUX SOP TERRITORIAUX D'INITIATION DES RECONNAISSANCES OPERATIONNELLES
- C.1B** COURRIER AUX CIS D'INITIATION DES RECONNAISSANCES OPERATIONNELLES
- C.1C** COURRIER AUX MAIRES D'INFORMATION DES RECONNAISSANCES OPERATIONNELLES
- C.1D** COURRIER AUX MAIRES SUR LE BILAN DES RECONNAISSANCES OPERATIONNELLES
- C.1E** COURRIER AUX DDSIS DES SDIS LIMITROPHES SUR LE BILAN DES RECONNAISSANCES OPERATIONNELLES DES POINTS D'EAU D'INCENDIE DES COMMUNES DEFENDUES EN 1^{ER} APPEL PAR UN CIS DU SDIS 76
- C.1F** FICHE DE RECONNAISSANCE OPERATIONNELLE ANNUELLE DES POINTS D'EAU D'INCENDIE
- C.1G** FICHE D'ETAT DES POINTS D'EAU D'INCENDIE PAR COMMUNE
- C.1H** FICHE NAVETTE D'INDISPONIBILITE D'UN POINT D'EAU D'INCENDIE

Yvetot, le

Le Directeur Départemental
des Services d'Incendie et de Secours
de la Seine-Maritime

à

Affaire suivie par Service Prévision et Planification

N/REF : .../.../N°

"TEL"

"FAX"

Monsieur le Chef du Groupement Territorial

Service Opérations - Prévision

Objet : Contrôle des points d'eau – Année

Réf : Arrêté préfectoral portant règlement départemental de la DECI

Je vous demande d'organiser le contrôle des points d'eau dont vous avez la gestion conformément aux IPSOP.

Cette année, j'attire votre attention sur les points suivants :

-
-

Le Directeur Départemental,

Yvetot, le

Le Directeur Départemental
des Services d'Incendie et de Secours
de la Seine-Maritime

à

Affaire suivie par « Groupement » et « bureau »

REF : .../.../N°

Monsieur le chef du CIS

"TEL"

de

"FAX"

Objet : Contrôle des points d'eau – AnnéeRéf. : Arrêté préfectoral portant règlement départemental de la DECI

P.J. : - le planning de réalisation des reconnaissances opérationnelles
- les fiches de reconnaissance opérationnelle des communes ou quartiers de votre secteur,
- le fichier des points d'eau de votre secteur.

Conformément au Règlement départemental de la défense extérieure contre l'incendie de la Seine-Maritime, je vous demande de réaliser les reconnaissances opérationnelles annuelles des points d'eau d'incendie de votre secteur INC 1 pendant la période définie par le planning ci-joint.

Je vous rappelle que les résultats de ces reconnaissances doivent être communiqués au Service Opérations Prévision, dès que possible et en tout état de cause avant la fin du mois précédent la période déterminée pour réaliser cette opération.

Cette année, j'attire votre attention sur les points suivants :

-
-

Pour le Directeur Départemental,
Le Chef du Groupement « Territorial »,

Yvetot, le

Le Directeur Départemental
des Services d'Incendie et de Secours
de la Seine-Maritime

Affaire suivie par « groupement » et « bureau » à

"TEL"

"FAX"

Monsieur le Maire (ou chef d'établissement)
de

Objet : Reconnaissances opérationnelles – AnnéeRéf. : Arrêté préfectoral portant règlement départemental de la DECIP.J. :

Conformément à l'arrêté préfectoral cité en objet, les sapeurs-pompiers doivent procéder aux reconnaissances opérationnelles des points d'eau d'incendie de votre commune (ou établissement).

Ainsi, ai-je l'honneur de vous faire connaître que le chef du CIS de fera procéder aux reconnaissances opérationnelles du au :

Un compte rendu vous sera communiqué à l'issue.

Pour le Directeur Départemental,
Le Chef du Groupement « Territorial »,

....., le

Le Directeur Départemental
des Services d'Incendie et de Secours
de la Seine-Maritime

à

Affaire suivie par « groupement » et « bureau »

« TEL »

« FA X »

N/REF : XX/XX/N

Monsieur le Maire
de

Objet : Reconnaissances opérationnelles – Année

Réf. : Arrêté préfectoral portant règlement départemental de la DECI

P.J. : Compte-Rendu

J'ai l'honneur de vous transmettre la fiche des reconnaissances opérationnelles des points d'eau d'incendie de votre commune.

En cas d'anomalies, il vous appartient d'y remédier dans les meilleurs délais et je vous serais reconnaissant de bien vouloir me faire part des actions correctives réalisées.

Pour le Directeur Départemental,
Le Chef du Groupement « Territorial »

FICHE C.1E

....., le

Le Directeur Départemental
des Services d'Incendie et de Secours
de la Seine-Maritime

Affaire suivie par «nom du service » ou « nom »

« TEL »

à

« FA X »

N/REF : XX/XX/N

Monsieur le Directeur Départemental
des Services d'Incendie et de Secours
de

Objet : Reconnaissances opérationnelles – Année

Réf. : Arrêté préfectoral portant règlement départemental de la DECI

P.J. : Compte-Rendu

J'ai l'honneur de vous transmettre les fiches des reconnaissances opérationnelles des points d'eau d'incendie des communes de votre département défendues en 1^{er} appel par un centre de secours de Seine-Maritime.

Je vous serais reconnaissant de bien vouloir les faire parvenir aux Maires concernés.

Le Directeur Départemental,



FICHE DE RECONNAISSANCES OPERATIONNELLES ANNUELLES DES PEI

RDDECI 76

FICHE C.1F

MAJ 01/2017

☐ Commune de

☐ Etablissement (cas des PEI privés) :

Personnels réalisant les reconnaissances opérationnelles

Date :

Signatures

Observations :

Nom et grade :

Nom et grade :

Nom et grade :

Partie à remplir par les SOP territoriaux

Partie à remplir par les CIS

N° de tournée	N° de PEI	Localisation	Nature	Défectuosités constatées			

Guide Technique du Règlement départemental de la défense extérieure contre l'incendie

MAJ 11/2017

14/16

FICHE D'ETAT DES POINTS D'EAU D'INCENDIE

☐ Commune de

☐ Etablissement (cas des PEI privés) :

[illegible]

FICHE NAVETTE INDISPONIBILITE D'UN POINT D'EAU D'INCENDIE

RDDECI 76

FICHE C.1H

MAJ 01/2017

INDISPONIBILITE D'UN PEI		
	ORIGINE	DESTINATAIRE
Partie à compléter par le CIS ou la mairie ou le service des eaux ou l'établissement (PEI privé)	<input type="checkbox"/> CIS de :	Groupeement territorial de rattachement <input type="checkbox"/> SUD, Arrondissement de Rouen Courriel : operationsud@sdis76.fr Fax : 02.32.18.48.30
	<input type="checkbox"/> Mairie de :	
	<input type="checkbox"/> Service des eaux de : (chargé d'en informer la mairie)	<input type="checkbox"/> OUEST, Arrondissement du Havre Courriel : operationouest@sdis76.fr Fax : 02.32.74.55.90
	<input type="checkbox"/> Etablissement (PEI privé) :	<input type="checkbox"/> EST, Arrondissement de Dieppe Courriel : operationest@sdis76.fr Fax : 02.32.97.47.10
	Le .../.../... Nom :	
Suite à <input type="checkbox"/> Contrôle Technique <input type="checkbox"/> Intervention <input type="checkbox"/> Visite de secteur <input type="checkbox"/> Arrêt d'eau Nous vous informons que le PEI n° : <input type="checkbox"/> PEI privé Situé à l'adresse suivante : Commune de : Est <input type="checkbox"/> Hors Service <input type="checkbox"/> Autre : préciser		
Partie à compléter par le SOP Territorial	Fiche transmise à :	<input type="checkbox"/> Mairie de N° de fax : <input type="checkbox"/> CIS de N° de fax : <input type="checkbox"/> Etablissement (PEI privé) N° de fax : Le .../.../... Nom : Signature :
REMISE EN SERVICE D'UN PEI		
Partie à compléter par la mairie ou l'établissement privé	Nous vous informons que l'hydrant mentionné ci-dessus est remis en Service Destinataire : <input type="checkbox"/> Groupement Sud <input type="checkbox"/> Groupement Est <input type="checkbox"/> Groupement Ouest Le .../.../... Nom : Signature :	
Partie à compléter par le SOP Territorial	Fiche transmise à : <input type="checkbox"/> CIS de Le .../.../... Nom : Signature :	

Arrêté type communal ou intercommunal de DECI

Arrêté Communal (ou Intercommunal*) relatif à la Défense Extérieure Contre l'Incendie (DECI) pour l'année 20..

Le Maire de la commune de(ou le Président de la.....*)

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales, notamment ses articles L 2225-1 et suivants, L 2213-32 et R 2225-1 et suivants,

Vu le Décret n°2015-235 du 27 février 2015,

Vu l'arrêté du 15 décembre 2015 fixant le référentiel national de la défense extérieure contre l'incendie NOR: INTE1522200A,

Vu l'arrêté préfectoral n°duapprouvant le Règlement Départemental de la Défense Extérieure Contre l'Incendie de la Seine-Maritime (RDDECI 76),

Considérant que le maire (ou le président de l'EPCI*) assure la défense extérieure contre l'incendie sur son territoire de compétence,

Considérant que, dans ce cadre et conformément aux dispositions de l'article R. 2225-4 du CGCT, le Maire (ou le Président de l'EPCI*) a vocation à identifier les risques à prendre en compte, fixer la quantité, la qualité et l'implantation des points d'eau identifiés pour l'alimentation en eau des moyens des services d'incendie et de secours, ainsi que leurs ressources,

Considérant que cette mission peut être réalisée à l'aide des informations disponibles grâce à la base de données informatisée mise à la disposition de la commune dans le cadre de la convention y afférente signée le et annexée au présent arrêté,

Considérant enfin que cette mission doit également prendre en compte les règles définies au niveau départemental dans le règlement départemental de la DECI pris par arrêté préfectoral précité en date du

ARRÊTE

Article 1 : Définition du territoire de compétence

Le présent arrêté est applicable sur la commune de ... (ou sur le territoire de l'intercommunalité de) : (communes à lister)*

(Remarque : toute modification du territoire de compétence nécessite la mise à jour de cet arrêté).

Article 2 : L'identification des risques

Un inventaire sommaire des risques, conformes à la définition des risques du RDDECI est établi en annexe n°1.

Cette annexe précise en particulier, le zonage du risque « habitation - très faible et isolé », conformément à la définition de ce risque dans le RDDECI.

Article 3 : L'inventaire des points d'eau d'incendie (PEI)

Les points d'eau d'incendie publics et privés concourant à la défense extérieure contre l'incendie du territoire de compétence et des sites particuliers sont répertoriés dans l'annexe n°2 du présent arrêté.

Article 4 : L'organisation de l'information entre les différents acteurs

L'arrêté communal ou intercommunal de la DECI

Les échanges d'informations entre les différents acteurs de la DECI concernant les actions de maintenance, de contrôles techniques, ainsi que les états de disponibilité et d'indisponibilité s'effectuent par l'intermédiaire de la base de données départementale des points d'eau d'incendie.

Toute création d'un nouveau point d'eau d'incendie, public ou privé, doit faire l'objet d'une information au Service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime (Sdis 76). Le Sdis 76 procèdera à l'intégration de ce PEI dans la base de données départementale au moyen de la fiche d'information jointe au RDDECI.

En cas de carence programmée mais également d'indisponibilité non prévue, de tout ou partie de la défense extérieure contre l'incendie (lavages de réservoirs de château d'eau, travaux sur les réseaux...) du territoire de compétence, feront faire l'objet d'un signalement au Sdis 76 via les adresses électroniques suivantes :

Période d'information	Acteurs concernés		Téléphone	Courriel	
Pendant les jours et heures ouvrés	Arrondissement	Dieppe	SOP Est	02 32 97 47 23	operationest@sdis76.fr
		Le Havre	SOP Ouest	02 32 74 55 76	operationouest@sdis76.fr
		Rouen	SOP Sud	02 32 18 48 31	operationsud@sdis76.fr
En dehors des heures ouvrées		CODIS 76	02 35 56 18 18	cta.codis@sdis76.fr	

Article 6 : Les modalités de réalisation des contrôles techniques périodiques des PEI

La périodicité des contrôles techniques fixée par l'autorité compétente dans le cadre des contrôles de la performance hydraulique (débit/pression) est précisée dans l'annexe n°3.

Article 7 : Mises à jour

Le Maire (ou le Président de l'EPCI*) publie l'arrêté initial fixant la défense extérieure contre l'incendie sur son territoire de compétence.

Lorsqu'intervient une évolution de la défense extérieure contre l'incendie depuis la parution de l'arrêté initial (création et/ou suppression de PEI), le Maire (ou le Président* de l'EPCI) procède à la mise à jour de l'arrêté initial, dont l'amplication de cet arrêté sera transmise au Service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime.

L'arrêté initial, ainsi que les éventuels arrêtés modificatifs, sont transmis au Préfet et au Service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime qui centralise l'ensemble des arrêtés pris dans le cadre de la police administrative spéciale de la DECI, au plus tard le 31 mars de l'année n+1.

Le maire (ou le Président de l'EPCI*) est chargé, en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié au préfet de Seine-Maritime et transmis au Service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime.

Cet arrêté sera publié au recueil des actes administratifs (ou affiché pour les communes inférieures à 3500 habitants).

Fait à

Le Maire ou le Président de l'EPCI*

**Supprimer la mention inutile*

 Sapeurs-Pompiers de Seine-Maritime	<div>FICHE TECHNIQUE</div> <div>L'arrêté communal ou intercommunal de la DECI</div>	<div>C.2</div>
---	---	----------------

Arrêté type communal ou intercommunal de DECI – Annexe n°1

Annexe n°1 : Inventaire des risques sur le territoire de compétence

Risque « Habitation »		
Commune	Adresse / zone	Niveau de risque

Risque « Habitation » très faible et isolé*				
Commune	Adresse / zone	Caractéristiques du PEI le plus proche		
		Distance par rapport au risque	Débit ou volume	Pression Dynamique

*conformément à la définition du risque très faible et isolé du Règlement départemental de la DECI

Risque « Etablissements Recevant du Public »		
Commune	Adresse / zone	Niveau de risque

Risque « Industrie »		
Commune	Adresse / zone	Niveau de risque

Risque « Industrie » - Etablissement classés ICPE		
Commune	Adresse / zone	Niveau de risque

Risque « Agricole »		
Commune	Adresse / zone	Niveau de risque

	<div>FICHE TECHNIQUE</div> <div>L'arrêté communal ou intercommunal de la DECI</div>	<div>C.2</div>
--	---	----------------

Arrêté type communal ou intercommunal de DECI – Annexe n°2

Annexe n°2 : Inventaire des points d'eau d'incendie (PEI)

n° de PEI	Adresse	Caractéristiques des points d'eau d'incendie							Volume de la réseve (en m³)	Débit (en m³/h sous 1bar)	Pression statique (en bar)	Observations
		HYDRANTS		PEI		AMENAGEMENT						
		poteau	bouche	naturel	artificiel	Aire	Plate- forme	dispositif d'aspiration				
1												
2												
3												
4												

	<div>FICHE TECHNIQUE</div> <div>L'arrêté communal ou intercommunal de la DECI</div>	<div>C.2</div>
--	---	----------------

Arrêté type communal ou intercommunal de DECI – Annexe n°3

Annexe n°3 : Modalités de réalisation des contrôles techniques des point d'eau d'incendie (PEI) et d'échange d'informations avec le Sdis 76.

Commune de

(ou EPCI regroupant les communes de)

1) MODALITE D'ORGANISATION DES CONTROLES DES PEI MIS EN PLACE

Dans le cadre des contrôles techniques périodique de la performance opérationnelle (mesures débit / pression) des PEI, il a été décidé la mise en place d'une vérification dans la limite de 3 ans maximum conformément au RDDECI 76 :

- ☐ Annuelle, sur l'ensemble du parc,
- ☐ Tous les deux ans, sur l'ensemble du parc,
- ☐ Tous les 3 ans, avec un échantillonnage d'un tiers du parc par an.

2) MODALITES D'ECHANGE D'INFORMATIONS AVEC LE SDIS.

Dans le cadre de la création et de la mise à jour des contacts pour le suivi et la gestion de la défense extérieure contre l'incendie et de l'accès à la base de données départementale des points d'eau d'incendie :

Nom du responsable : Fonction :

Tél. fixe : Tél. portable :

Adresse mail : @

Fait le à

Cachet et signature



FICHE TECHNIQUE

C.3

Convention de mise à disposition d'un point d'eau d'incendie privé

Convention - type

Convention de mise à disposition d'un point d'eau d'incendie privé (PEI)

La présente convention a pour objet de fixer les règles entre les parties suivantes

La commune (ou l'EPCI)*, sise, représenté(e) par M. le Maire (Ou le Président de l'EPCI) ci-après dénommé la collectivité, d'une part,

Et

M., domicilié à, propriétaire du point d'eau d'incendie, objet de la présente convention, d'autre part.

Article 1 : Définition de la convention.

La présente convention a pour objet de définir les conditions dans lesquelles le propriétaire met à disposition de la collectivité un point d'eau d'incendie, afin d'assurer la défense extérieure contre l'incendie du secteur concerné.

Article 2 : Caractéristiques du PEI.

Le point d'eau d'incendie situé, sur une parcelle cadastrée (section et numéro)est mis à la disposition de la collectivité par le propriétaire.

Les performances hydrauliques du point d'eau d'incendie (débit exprimé en m³/h sous une pression dynamique de 1 bar ou volume en m³) :, permettent son utilisation en tout temps.

La signalisation du point d'eau d'incendie est conforme aux prescriptions techniques du Règlement départemental de la défense extérieure contre l'incendie de la Seine-Maritime (RDDECI 76) afin d'assurer l'information des intervenants sur sa localisation et ses performances.

La signalisation du point d'eau d'incendie est assurée par le propriétaire et/ou la collectivité*.

Article 3 : Conditions de mise en œuvre du point d'eau d'incendie.

Le point d'eau d'incendie mis à disposition a vocation à être utilisé exclusivement par le Service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime (Sdis 76), soit dans le cadre d'une intervention de lutte contre l'incendie soit dans le cadre d'exercices ou de formation de maintien et de perfectionnement des acquis des sapeurs-pompiers.

L'accessibilité au point d'eau d'incendie est réalisée à partir de la voie Le point d'eau d'incendie est accessible en permanence aux engins de lutte contre l'incendie du Sdis 76, dont l'accès sera facilité par la création d'une aire de stationnement et de manœuvre réalisée par le propriétaire ou la collectivité*, conformément aux prescriptions techniques du RDDECI 76.

Article 4 : Conformité et réception du point d'eau d'incendie

Le point d'eau d'incendie mis à disposition de la collectivité doit être conforme aux prescriptions techniques du RDDECI 76. Un point d'eau d'incendie ne présentant pas toutes les conditions de conformités initiales peut faire l'objet d'une mise à disposition sous réserve que le propriétaire ou la collectivité* réalise les travaux de mise en conformité.

Le Sdis 76 réalise une visite de réception en présence du propriétaire et du représentant de la collectivité afin de s'assurer de la conformité au RDDECI 76 du point d'eau d'incendie mis à disposition et à l'issue de cette réception lui attribue un numéro de point de PEI.

Article 5 : Contrôles techniques périodique du PEI.



FICHE TECHNIQUE

C.3

Convention de mise à disposition d'un point d'eau d'incendie privé

Les contrôles techniques périodiques prévus dans le RDDECI 76 ainsi que l'entretien des abords du PEI sont réalisés par le propriétaire ou la collectivité*.

La reconnaissance opérationnelle est assurée annuellement par le Sdis 76, dans des conditions fixées par le RDDECI 76. Le Propriétaire est informé de la réalisation de cette reconnaissance, conformément aux dispositions relatives à l'échange d'information précisées dans le RDDECI 76.

Article 6 : Réalimentation et indisponibilité du PEI.

Le propriétaire ou la collectivité* s'assure en permanence que le point d'eau d'incendie présente les garanties de volume d'eau suffisant pour assurer la défense extérieure contre l'incendie, conformément aux caractéristiques techniques définies dans l'article 2 de la présente convention et dans le respect des tolérances prévues par le RDDECI 76.

En cas de nécessité de réalimentation, soit après un sinistre, soit pour faire face aux conditions climatiques, le propriétaire ou la collectivité* pourvoit à la réalimentation du point d'eau d'incendie, à ses frais, soit au moyen du réseau d'eau potable, soit par tout autre moyen.

En cas d'indisponibilité du point d'eau d'incendie, le propriétaire informe sans délais la collectivité ainsi que le Sdis 76, conformément aux dispositions relatives à l'échange d'information, prévues dans le RDDECI 76.

Article 7 : Modalités financières.

La mise à disposition du point d'eau d'incendie est accordée à titre gracieux.

Article 8 : Assurances et responsabilités.

La commune (ou l'EPCI)* est responsable des dommages causés aux tiers, survenus à l'occasion de l'exécution de ses missions, par lui-même ou sous sa responsabilité, notamment par tout prestataire intervenant pour le compte du service public de la défense extérieure contre l'incendie, à l'exception des dommages permanents de travaux publics.

La responsabilité de la commune (ou l'EPCI)* ne pourra être engagée que dans le cas où son exécution fautive aurait aggravé le trouble résultant de l'existence de l'ouvrage et dans la limite de la part du préjudice résultant de cette aggravation.

Dans le cas où la responsabilité de la commune (ou l'EPCI)* serait recherchée, le propriétaire s'engage à intervenir dans la cause dès lors que le litige porte sur la réparation d'un préjudice pouvant résulter, directement ou indirectement, d'un fait imputable en tout ou partie au propriétaire.

La responsabilité du propriétaire sera recherchée dans l'hypothèse où une faute sera établie

La commune (ou l'EPCI)* et le propriétaire s'informent mutuellement, dès qu'ils en ont connaissance, de toute réclamation ou procédure diligentée, ou susceptible d'être diligentée, à leur encontre relative à ces dommages, ou de nature à porter préjudice à l'une des parties.

Ils s'accordent raisonnablement assistance dans leur défense contre de telles réclamations ou procédures.

Article 9 : Durée de validité de la convention.

La convention prend effet à compter de la date de signature des deux parties.

Elle est conclue pour une période d'un an, renouvelable par tacite reconduction.

Article 10 : Modification et Résiliation.

Toutes modification de la présente convention fait l'objet d'un avenant. Dans le cas où l'une des deux parties déciderait de mettre fin à la présente convention, elle devra informer l'autre partie par courrier recommandé avec accusé de réception, au moins trois mois avant la date de fin prévue.

En cas de changement de propriétaire, la présente convention sera résiliée de plein droit et une nouvelle convention devra être signée entre les nouvelles parties. Le Sdis 76 devra être informé de tout changement de propriétaire.

Article 11 : Règlement des litiges.

Les parties s'efforceront de résoudre à l'amiable, tous les litiges pouvant survenir de l'application de la présente convention.

A défaut, les litiges seront portés devant les tribunaux compétents.

Fait à le

En deux exemplaires

Le Maire (ou le Président de l'EPCI*),

Le Propriétaire,

*supprimer la mention inutile

	FICHE TECHNIQUE	C.4
	Attestation de réception d'un point d'eau d'incendie	

INFORMATION RELATIVES AU POINT D'EAU D'INCENDIE

Commune de :

Adresse du PEI :

Service public de la DECI : Géolocalisation : X = Y =

Statut du PEI	<input type="checkbox"/> Situé sur le domaine public	<input type="checkbox"/> Situé sur le domaine privé	Propriétaire :
	<input type="checkbox"/> Public	<input type="checkbox"/> Privé	Téléphone :

Le PEI nouvellement créé défend-il un risque particulier (ERP, industrie, etc.) ? ☐ Oui ☐ Non

Si oui, lequel :

Adresse :

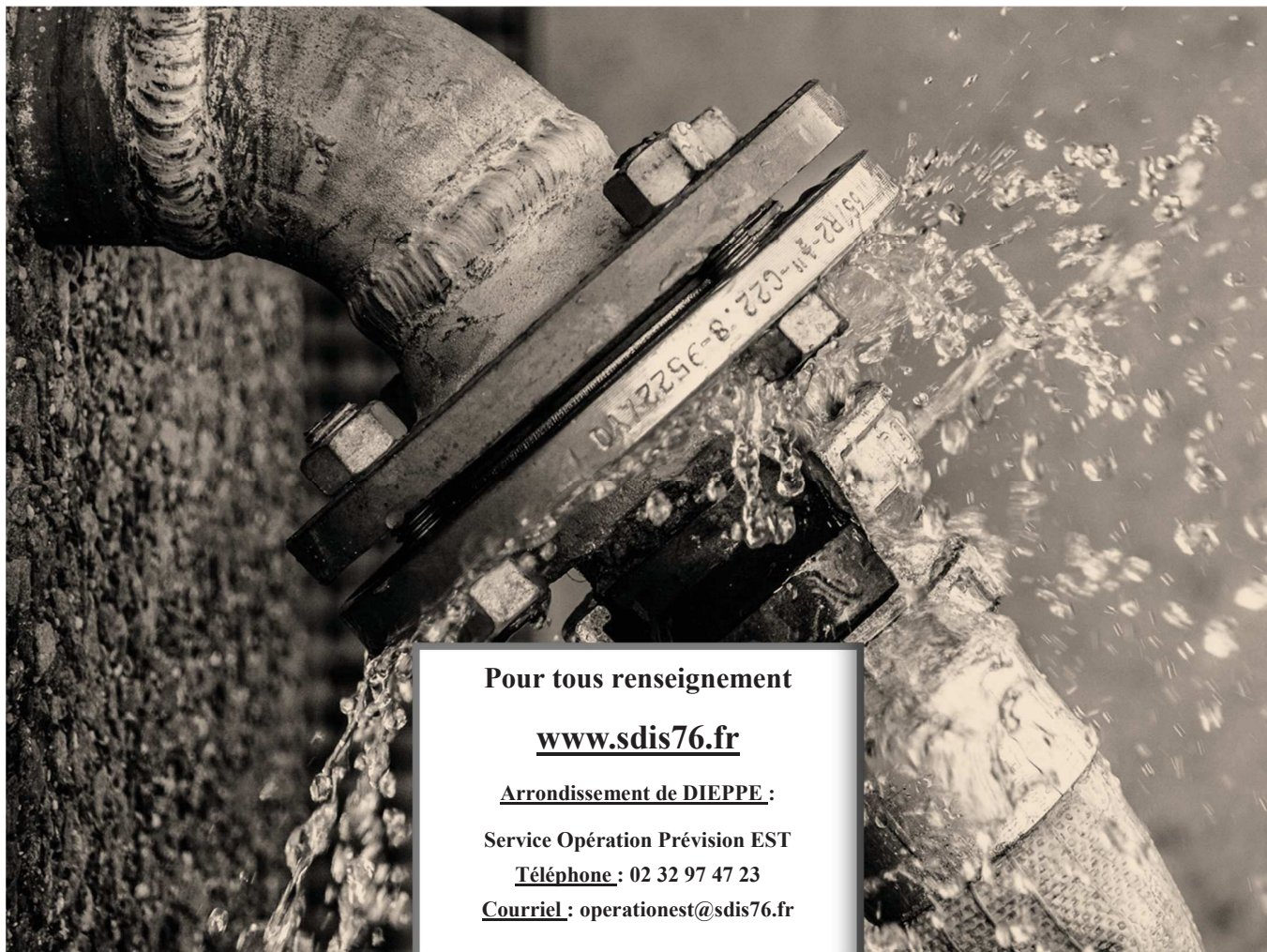
Nature du PEI	<input type="checkbox"/> Poteau de 30 m³/h	<input type="checkbox"/> Poteau de 60 m³/h	<input type="checkbox"/> Poteau de 120 m³/h	Ø de la canalisation (en mm) :	
	<input type="checkbox"/> Bouche de 30 m³/h	<input type="checkbox"/> Bouche de 60 m³/h	<input type="checkbox"/> Bouche de 120 m³/h		
	<input type="checkbox"/> Réseau d'eau potable		Pression (en bar) :	Gestionnaire / exploitant :	
	<input type="checkbox"/> Réseau d'eau non potable		Téléphone :		
	<input type="checkbox"/> Réserve incendie	<input type="checkbox"/> enterrée	Capacité (en m³)	Réalimentation	Aire / plateforme
	<input type="checkbox"/> Citerne	<input type="checkbox"/> à l'air libre		<input type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non	<input type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non
	<input type="checkbox"/> Mare, étang	<input type="checkbox"/> hors sol		Débit (en m³/h) :	
	<input type="checkbox"/> Puisard	Hauteur d'aspiration		Dispositif d'aspiration	Observations :
<input type="checkbox"/> Rivière, fleuve	<input type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non				
<input type="checkbox"/> Bassin	<input type="checkbox"/> Colonne <input type="checkbox"/> Poteau			Nb :	

CONFORMITE DU POINT D'EAU D'INCENDIE

Accessibilité du PEI aux engins-pompes et/ou MPR		<input type="checkbox"/> Conforme	<input type="checkbox"/> Non conforme
Performance hydraulique	Pour les hydrants, mesures du couple débit / pression	<input type="checkbox"/> Conforme	<input type="checkbox"/> Non conforme
	Pour les autres PEI, résultat du test de mise en aspiration :	<input type="checkbox"/> Réussie	<input type="checkbox"/> Echouée
Identification	Numéro de PEI proposée :	Signalisation	<input type="checkbox"/> Conforme <input type="checkbox"/> Non conforme
Sécurité	<input type="checkbox"/> Conforme <input type="checkbox"/> Non conforme	Fermeture	<input type="checkbox"/> Conforme <input type="checkbox"/> Non conforme
Observations :			CONFORMITE
			<input type="checkbox"/> NON <input type="checkbox"/> OUI
			Date :
Représentant du Sdis 76	Propriétaire	Service Public de la DECI	Maire ou Président EPCI



**Sapeurs-Pompiers
de Seine-Maritime**



Pour tous renseignements

www.sdis76.fr

Arrondissement de DIEPPE :

Service Opération Prévision EST

Téléphone : 02 32 97 47 23

Courriel : operationest@sdis76.fr

Arrondissement du HAVRE :

Service Opération Prévision OUEST

Téléphone : 02 32 74 55 76

Courriel : operationouest@sdis76.fr

Arrondissement de ROUEN :

Service Opération Prévision SUD

Téléphone : 02 32 18 48 31

Courriel : operationsud@sdis76.fr

Service départemental d'incendie et de secours de la Seine – Maritime

6, rue du Verger

CS 40078

76192 YVETOT

Téléphone : 02 35 56 11 11

ARRETE N° 2017/GAP-4700
portant attribution d'un véhicule de service à usage non régulier
(VSUNR)
au chef du centre d'incendie et de secours de Lillebonne

Le Président du Conseil d'administration du
Service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime

Vu

- le code général des collectivités territoriales,
- la loi n° 83-634 du 13 juillet 1983 modifiée portant droits et obligations des fonctionnaires,
- la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale,
- la circulaire n° 97-4 du 05 mai 1997 relative aux conditions d'utilisation des véhicules de service et des véhicules personnels des agents, à l'occasion du service,
- le règlement intérieur du service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime et notamment en son titre 7,
- l'arrêté n° 2015/AGAJ-53 en date du 29 avril 2015 du Président du Département portant désignation de Monsieur André GAUTIER, président du Conseil d'administration du Service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime,
- l'arrêté conjoint n° 2016/GAP-641 portant changement d'affectation de Monsieur HURE Julien, capitaine de sapeurs-pompiers professionnels, en qualité de coordinateur des trois centres de la vallée du commerce, et chef du centre d'incendie et de secours de Lillebonne, à compter du 15 février 2016,
- l'arrêté n° 2017/AGAJ-020 du Président du Conseil d'administration du Service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime en date du 22 mars 2017, portant délégation de signature au Colonel hors classe Marc VITALBO, directeur départemental adjoint,

ARRETE

ARTICLE 1^{er} :

En raison des nécessités de service et des exigences liées à l'exercice des fonctions de chef du centre d'incendie et de secours de Lillebonne, il est attribué un véhicule de service à usage non régulier à Monsieur **HURE Julien**, capitaine de sapeurs-pompiers professionnels.

Monsieur **HURE Julien**, capitaine de sapeurs-pompiers professionnels est autorisé à utiliser le véhicule Renault Clio 4 immatriculé EJ 279 MB dans le cadre des missions du service et à usage exclusif sur le département de la Seine-Maritime, avec autorisation de remisage à domicile situé à 4 rue Albert Decaen, 76133 EPOUVILLE.

ARTICLE 2^e :

Cette autorisation est subordonnée à la détention d'un permis de conduire en cours de validité. L'agent transmet copie de son permis de conduire au groupement Emplois, activités et compétences.

En matière de contravention ou de délit consécutif à une infraction routière, l'agent conducteur assume personnellement les suites pénales. L'agent s'acquitte des amendes et assume les sanctions infligées au titre du retrait de points, suspension ou retrait du permis de conduire.

ARTICLE 3^e :

L'agent s'engage à remiser le véhicule de service à usage non régulier affecté sur un emplacement de stationnement autorisé.

Pendant le remisage à domicile, l'agent est personnellement responsable de tous vols et de toutes dégradations sauf à établir la tentative d'effraction ou l'effraction. Ainsi, l'agent prendra toutes les dispositions auprès des autorités de police ou de gendarmerie pour déposer plainte et transmettre le récépissé de la plainte au service des affaires juridiques, groupement de l'Administration générale et des affaires juridiques.

De plus, l'agent prend les dispositions nécessaires auprès de son assureur personnel pour assurer le véhicule dans le cadre du remisage à domicile et transmettra une attestation d'assurance au groupement Emplois, activités et compétences.

ARTICLE 4° :

Les conditions d'utilisation du véhicule de service à usage non régulier affecté à titre personnel, sont énoncées dans le règlement intérieur du Service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime, notamment en son titre 7.

Il est rappelé que le véhicule mis à disposition par le Service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime est destiné aux seuls besoins du service et ne doit faire l'objet d'aucun usage à des fins personnelles (déplacements privés, week-end, vacances etc.). Sauf autorisation particulière du Directeur départemental, seuls les agents du Service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime, dans l'unique cadre de l'exercice de leurs missions, sont autorisés à prendre place dans le véhicule.

ARTICLE 5° :

L'autorisation d'usage non régulier d'un véhicule de service donnée par le Service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime est révocable à tout moment et prendra fin automatiquement :

- dans le cas où l'agent cessera de remplir les fonctions justifiant de l'octroi d'un véhicule de service affecté à titre personnel ;
- si l'agent ne respecte pas les dispositions du présent arrêté et du règlement intérieur du Service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime, sans préjuger des suites disciplinaires ;
- si l'agent commet une faute personnelle (dans ou en dehors de l'exercice de ses fonctions) pour laquelle il est reconnu pénalement responsable ;
- en cas de retrait de permis.

ARTICLE 6° :

Monsieur le Directeur départemental des Services d'incendie et de secours de la Seine-Maritime est chargé de l'exécution du présent arrêté. Celui-ci sera affiché, notifié et publié au recueil des actes administratifs du Service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime.

ARTICLE 7° :

Le présent arrêté pourra faire l'objet d'un recours devant le tribunal administratif de Rouen dans un délai de deux mois à compter de sa publication et de sa notification au destinataire, en application de l'article R 421-1 du CJA.

L'agent atteste avoir pris connaissance des dispositions du présent arrêté ainsi que du règlement intérieur.

HURE Julien

Signature

Date

Yvetot, le 23 OCT. 2017

Pour le Président,
et par délégation,
le Directeur départemental adjoint,


Colonel hors-classe Marc VITALBO

Arrêté inséré au recueil des actes administratifs n°

du mois de :

ARRETE N° 2017/GAP-4887
portant attribution d'un véhicule de service à usage non régulier
(VSUNR)
au chef du centre d'incendie et de secours Les Prés Salés
et coordinateur du secteur Eu

Le Président du Conseil d'administration du
Service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime

Vu

- le code général des collectivités territoriales,
- la loi n° 83-634 du 13 juillet 1983 modifiée portant droits et obligations des fonctionnaires,
- la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale,
- la circulaire n° 97-4 du 05 mai 1997 relative aux conditions d'utilisation des véhicules de service et des véhicules personnels des agents, à l'occasion du service,
- le règlement intérieur du service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime et notamment en son titre 7,
- l'arrêté n° 2015/AGAJ-53 en date du 29 avril 2015 du Président du Département portant désignation de Monsieur André GAUTIER, président du Conseil d'administration du Service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime,
- l'arrêté n° 2017/AGAJ-020 du Président du Conseil d'administration du Service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime en date du 22 mars 2017, portant délégation de signature au Colonel hors classe Marc VITALBO, directeur départemental adjoint,
- l'arrêté conjoint n° 2017/GAP-4258 de Monsieur le Président du Conseil d'administration du Service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime et de Madame la Préfète de la région Normandie portant nomination de Monsieur BALTENNECK Maxime, capitaine de sapeurs-pompiers professionnels, en qualité de chef du centre d'incendie et de secours Les Prés Salés et coordinateur du secteur Eu, à compter du 1^{er} octobre 2017,

ARRETE

ARTICLE 1^{er} :

En raison des nécessités de service et des exigences liées à l'exercice des fonctions de chef du centre d'incendie et de secours Les Prés Salés et coordinateur du secteur Eu, il est attribué un véhicule de service à usage non régulier à Monsieur **BALTENNECK Maxime**, capitaine de sapeurs-pompiers professionnels.

Monsieur **BALTENNECK Maxime**, capitaine de sapeurs-pompiers professionnels, est autorisé à utiliser le véhicule Renault Kangoo 2 immatriculé AX-135-EK dans le cadre des missions du service sur le département de la Seine-Maritime, avec autorisation de remisage à domicile situé au 8 A rue des champs – 76550 TOURVILLE-SUR-ARQUES.

ARTICLE 2^e :

Cette autorisation est subordonnée à la détention d'un permis de conduire en cours de validité. L'agent transmet copie de son permis de conduire au groupement Emplois, activités et compétences.

En matière de contravention ou de délit consécutif à une infraction routière, l'agent conducteur assume personnellement les suites pénales. L'agent s'acquitte des amendes et assume les sanctions infligées au titre du retrait de points, suspension ou retrait du permis de conduire.

ARTICLE 3^e :

L'agent s'engage à remiser le véhicule de service à usage non régulier affecté sur un emplacement de stationnement autorisé.

Pendant le remisage à domicile, l'agent est personnellement responsable de tous vols et de toutes dégradations sauf à établir la tentative d'effraction ou l'effraction. Ainsi, l'agent prendra toutes les dispositions auprès des autorités de police ou de gendarmerie pour déposer plainte et transmettre le récépissé de la plainte au service des affaires juridiques, groupement de l'Administration générale et des affaires juridiques.

De plus, l'agent prend les dispositions nécessaires auprès de son assureur personnel pour assurer le véhicule dans le cadre du remisage à domicile et transmettra une attestation d'assurance au groupement Emplois, activités et compétences.

ARTICLE 4^e :

Les conditions d'utilisation du véhicule de service à usage non régulier affecté à titre personnel, sont énoncées dans le règlement intérieur du Service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime, notamment en son titre 7.

Il est rappelé que le véhicule mis à disposition par le Service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime est destiné aux seuls besoins du service et ne doit faire l'objet d'aucun usage à des fins personnelles (déplacements privés, week-end, vacances etc.). Sauf autorisation particulière du Directeur départemental, seuls les agents du Service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime, dans l'unique cadre de l'exercice de leurs missions, sont autorisés à prendre place dans le véhicule.

ARTICLE 5^e :

L'autorisation d'usage non régulier d'un véhicule de service donnée par le Service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime est révocable à tout moment et prendra fin automatiquement :

- dans le cas où l'agent cessera de remplir les fonctions justifiant de l'octroi d'un véhicule de service affecté à titre personnel ;
- si l'agent ne respecte pas les dispositions du présent arrêté et du règlement intérieur du Service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime, sans préjuger des suites disciplinaires ;
- si l'agent commet une faute personnelle (dans ou en dehors de l'exercice de ses fonctions) pour laquelle il est reconnu pénalement responsable ;
- en cas de retrait de permis.

ARTICLE 6^e :

Monsieur le Directeur départemental des Services d'incendie et de secours de la Seine-Maritime est chargé de l'exécution du présent arrêté. Celui-ci sera affiché, notifié et publié au recueil des actes administratifs du Service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime.

ARTICLE 7^e :

Le présent arrêté pourra faire l'objet d'un recours devant le tribunal administratif de Rouen dans un délai de deux mois à compter de sa publication et de sa notification au destinataire, en application de l'article R 421-1 du CJA.

L'agent atteste avoir pris connaissance des dispositions du présent arrêté ainsi que du règlement intérieur.

BALTENNECK Maxime

Signature

Date

Yvetot, le

20 OCT. 2017

Pour le Président,
et par délégation,
le Directeur départemental adjoint,

Colonel hors-classe Marc VITALBO

Arrêté inséré au recueil des actes administratifs n°

du mois de :

ARRETE N° 2017/GAP-4888
portant attribution d'un véhicule de service à usage non régulier
(VSUNR)
au chef du centre d'incendie et de secours de Gournay-en-Bray

Le Président du Conseil d'administration du
Service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime

Vu

- le code général des collectivités territoriales,
- la loi n° 83-634 du 13 juillet 1983 modifiée portant droits et obligations des fonctionnaires,
- la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale,
- la circulaire n° 97-4 du 05 mai 1997 relative aux conditions d'utilisation des véhicules de service et des véhicules personnels des agents, à l'occasion du service,
- le règlement intérieur du service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime et notamment en son titre 7,
- l'arrêté n° 2015/AGAJ-53 en date du 29 avril 2015 du Président du Département portant désignation de Monsieur André GAUTIER, président du Conseil d'administration du Service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime,
- l'arrêté conjoint n° 2017/GAP-1162 de Monsieur le Président du Conseil d'administration du Service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime et de Madame la Préfète de la région Normandie portant nomination de Monsieur GRUMETZ Laurent, lieutenant de 2^{ème} classe de sapeurs-pompiers professionnels, en qualité de chef du centre d'incendie et de secours de Gournay-en-Bray, à compter du 1^{er} mars 2017,
- l'arrêté n° 2017/AGAJ-020 du Président du Conseil d'administration du Service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime en date du 22 mars 2017, portant délégation de signature au Colonel hors classe Marc VITALBO, directeur départemental adjoint,

ARRETE

ARTICLE 1^{er} :

En raison des nécessités de service et des exigences liées à l'exercice des fonctions de chef du centre d'incendie et de secours de Gournay-en-Bray, il est attribué un véhicule de service à usage non régulier à Monsieur **GRUMETZ Laurent**, lieutenant de 2^{ème} classe de sapeurs-pompiers professionnels.

Monsieur **GRUMETZ Laurent**, lieutenant de 2^{ème} classe de sapeurs-pompiers professionnels, est autorisé à utiliser le véhicule Renault Clio 3 immatriculé 598 YQ 76 dans le cadre des missions du service sur le département de la Seine-Maritime, avec autorisation de remisage à domicile situé au 9, résidence le tilleul – 76230 QUINCAMPOIX.

ARTICLE 2^e :

Cette autorisation est subordonnée à la détention d'un permis de conduire en cours de validité. L'agent transmet copie de son permis de conduire au groupement Emplois, activités et compétences.

En matière de contravention ou de délit consécutif à une infraction routière, l'agent conducteur assume personnellement les suites pénales. L'agent s'acquitte des amendes et assume les sanctions infligées au titre du retrait de points, suspension ou retrait du permis de conduire.

ARTICLE 3^e :

L'agent s'engage à remiser le véhicule de service à usage non régulier affecté sur un emplacement de stationnement autorisé.

Pendant le remisage à domicile, l'agent est personnellement responsable de tous vols et de toutes dégradations sauf à établir la tentative d'effraction ou l'effraction. Ainsi, l'agent prendra toutes les dispositions auprès des autorités de police ou de gendarmerie pour déposer plainte et transmettre le récépissé de la plainte au service des affaires juridiques, groupement de l'Administration générale et des affaires juridiques.

De plus, l'agent prend les dispositions nécessaires auprès de son assureur personnel pour assurer le véhicule dans le cadre du remisage à domicile et transmettra une attestation d'assurance au groupement Emplois, activités et compétences.

Service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime

6, rue du verger - CS 40078 - 76192 YVETOT Cedex - Tél. : 02 35 56 11 11 - Télécopie : 02 35 56 11 00

www.sdis76.fr

ARTICLE 4° :

Les conditions d'utilisation du véhicule de service à usage non régulier affecté à titre personnel, sont énoncées dans le règlement intérieur du Service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime, notamment en son titre 7.

Il est rappelé que le véhicule mis à disposition par le Service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime est destiné aux seuls besoins du service et ne doit faire l'objet d'aucun usage à des fins personnelles (déplacements privés, week-end, vacances etc.). Sauf autorisation particulière du Directeur départemental, seuls les agents du Service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime, dans l'unique cadre de l'exercice de leurs missions, sont autorisés à prendre place dans le véhicule.

ARTICLE 5° :

L'autorisation d'usage non régulier d'un véhicule de service donnée par le Service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime est révocable à tout moment et prendra fin automatiquement :

- dans le cas où l'agent cessera de remplir les fonctions justifiant de l'octroi d'un véhicule de service affecté à titre personnel ;
- si l'agent ne respecte pas les dispositions du présent arrêté et du règlement intérieur du Service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime, sans préjuger des suites disciplinaires ;
- si l'agent commet une faute personnelle (dans ou en dehors de l'exercice de ses fonctions) pour laquelle il est reconnu pénalement responsable ;
- en cas de retrait de permis.

ARTICLE 6° :

Monsieur le Directeur départemental des Services d'incendie et de secours de la Seine-Maritime est chargé de l'exécution du présent arrêté. Celui-ci sera affiché, notifié et publié au recueil des actes administratifs du Service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime.

ARTICLE 7° :

Le présent arrêté pourra faire l'objet d'un recours devant le tribunal administratif de Rouen dans un délai de deux mois à compter de sa publication et de sa notification au destinataire, en application de l'article R 421-1 du CJA.

L'agent atteste avoir pris connaissance des dispositions du présent arrêté ainsi que du règlement intérieur.

GRUMETZ Laurent

Signature

Date

Yvetot, le

20 OCT. 2017

Pour le Président,
et par délégation,
le Directeur départemental adjoint,

Colonel hors-classe Marc VITALBO

Arrêté inséré au recueil des actes administratifs n°

du mois de :

ARRETE N° 2017/GAP-4939
portant attribution d'un véhicule de service à usage non régulier
(VSUNR)
au Chef du centre d'incendie et de secours de Fécamp
Groupelement Ouest

Le Président du Conseil d'administration du
Service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime

Vu

- le code général des collectivités territoriales,
- la loi n° 83-634 du 13 juillet 1983 modifiée portant droits et obligations des fonctionnaires,
- la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale,
- la circulaire n° 97-4 du 05 mai 1997 relative aux conditions d'utilisation des véhicules de service et des véhicules personnels des agents, à l'occasion du service,
- le règlement intérieur du service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime et notamment en son titre 7,
- l'arrêté conjoint n° 2014 / BGP - 845 portant nomination de Monsieur THEBAULT Damien, capitaine de sapeurs-pompiers professionnels, en qualité de chef du centre d'incendie et de secours de Fécamp, à compter du 1^{er} mars 2014,
- l'arrêté n° 2015/AGAJ-53 en date du 29 avril 2015 du Président du Département portant désignation de Monsieur André GAUTIER, président du Conseil d'administration du Service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime,
- l'arrêté n° 2015/GAP-1517 en date du 18 mai 2015 de Monsieur le Président du Conseil d'administration du Service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime portant attribution d'un véhicule de service à usage non régulier, à Monsieur THEBAULT Damien, capitaine de sapeurs-pompiers professionnels,
- l'arrêté n° 2017/AGAJ-020 du Président du Conseil d'administration du Service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime en date du 22 mars 2017, portant délégation de signature au Colonel hors classe Marc VITALBO, directeur départemental adjoint,

ARRETE

ARTICLE 1^{er} :

En raison des nécessités de service et des exigences liées à l'exercice des fonctions de chef du centre d'incendie et de secours de Fécamp, il est attribué un véhicule de service à usage non régulier à Monsieur **THEBAULT Damien**, capitaine de sapeurs-pompiers professionnels.

Monsieur **THEBAULT Damien**, capitaine de sapeurs-pompiers professionnels, est autorisé à utiliser le véhicule Renault Clio 4 immatriculé CV 338 YW dans le cadre des missions du service sur le département de la Seine-Maritime, avec autorisation de remisage à domicile situé au 23 rue d'Epremesnil – 76600 LE HAVRE.

ARTICLE 2^e :

Cette autorisation est subordonnée à la détention d'un permis de conduire en cours de validité. L'agent transmet copie de son permis de conduire au groupement Emplois, activités et compétences.

En matière de contravention ou de délit consécutif à une infraction routière, l'agent conducteur assume personnellement les suites pénales. L'agent s'acquitte des amendes et assume les sanctions infligées au titre du retrait de points, suspension ou retrait du permis de conduire.

ARTICLE 3^e :

L'agent s'engage à remettre le véhicule de service à usage non régulier affecté sur un emplacement de stationnement autorisé.

Pendant le remisage à domicile, l'agent est personnellement responsable de tous vols et de toutes dégradations sauf à établir la tentative d'effraction ou l'effraction. Ainsi, l'agent prendra toutes les dispositions auprès des autorités de police ou de gendarmerie pour déposer plainte et transmettre le récépissé de la plainte au service des affaires juridiques, groupement de l'Administration générale et des affaires juridiques.

De plus, l'agent prend les dispositions nécessaires auprès de son assureur personnel pour assurer le véhicule dans le cadre du remisage à domicile et transmettra une attestation d'assurance au groupement Emplois, activités et compétences.

ARTICLE 4^e :

Les conditions d'utilisation du véhicule de service à usage non régulier affecté à titre personnel, sont énoncées dans le règlement intérieur du Service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime, notamment en son titre 7.

Il est rappelé que le véhicule mis à disposition par le Service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime est destiné aux seuls besoins du service et ne doit faire l'objet d'aucun usage à des fins personnelles (déplacements privés, week-end, vacances etc.). Sauf autorisation particulière du Directeur départemental, seuls les agents du Service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime, dans l'unique cadre de l'exercice de leurs missions, sont autorisés à prendre place dans le véhicule.

ARTICLE 5^e :

L'autorisation d'usage non régulier d'un véhicule de service donnée par le Service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime est révocable à tout moment et prendra fin automatiquement :

- dans le cas où l'agent cessera de remplir les fonctions justifiant de l'octroi d'un véhicule de service affecté à titre personnel ;
- si l'agent ne respecte pas les dispositions du présent arrêté et du règlement intérieur du Service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime, sans préjuger des suites disciplinaires ;
- si l'agent commet une faute personnelle (dans ou en dehors de l'exercice de ses fonctions) pour laquelle il est reconnu pénalement responsable ;
- en cas de retrait de permis.

ARTICLE 6^e :

Le présent arrêté abroge l'arrêté n° 2015/GAP-1517 en date du 18 mai 2015.

ARTICLE 7^e :

Monsieur le Directeur départemental des Services d'incendie et de secours de la Seine-Maritime est chargé de l'exécution du présent arrêté. Celui-ci sera affiché, notifié et publié au recueil des actes administratifs du Service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime.

ARTICLE 8^e :

Le présent arrêté pourra faire l'objet d'un recours devant le tribunal administratif de Rouen dans un délai de deux mois à compter de sa publication et de sa notification au destinataire, en application de l'article R 421-1 du CJA.

L'agent atteste avoir pris connaissance des dispositions du présent arrêté ainsi que du règlement intérieur.

THEBAULT Damien

Signature

Date

Yvetot, le

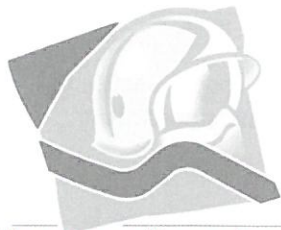
23 OCT. 2017

Pour le Président,
et par délégation,
le Directeur départemental adjoint,

Colonel hors-classe Marc VITALBO

Arrêté inséré au recueil des actes administratifs n°

du mois de :



**Sapeurs-Pompiers
de Seine-Maritime**

ARRETE N° 2017/GAP-4952
portant attribution d'un véhicule de service à usage non régulier
(VSUNR)
à l'adjoint au chef de groupement Est

Le Président du Conseil d'administration du
Service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime

Vu

- le code général des collectivités territoriales,
- la loi n° 83-634 du 13 juillet 1983 modifiée portant droits et obligations des fonctionnaires,
- la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale,
- la circulaire n° 97-4 du 05 mai 1997 relative aux conditions d'utilisation des véhicules de service et des véhicules personnels des agents, à l'occasion du service,
- le règlement intérieur du service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime et notamment en son titre 7,
- l'arrêté n° 2015/GAP-113 en date du 13 février 2015 de Monsieur le Président du Conseil d'administration du Service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime portant attribution d'un véhicule de service à usage non régulier, à Monsieur MACHILLOT Pierre, commandant de sapeurs-pompiers professionnels,
- l'arrêté n° 2015/AGAJ-53 en date du 29 avril 2015 du Président du Département portant désignation de Monsieur André GAUTIER, président du Conseil d'administration du Service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime,
- l'arrêté n° 2017/AGAJ-020 du Président du Conseil d'administration du Service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime en date du 22 mars 2017, portant délégation de signature au Colonel hors classe Marc VITALBO, directeur départemental adjoint,

ARRETE

ARTICLE 1^{er} :

En raison des nécessités de service et des exigences liées à l'exercice des fonctions d'adjoint au chef de groupement Est, il est attribué un véhicule de service à usage non régulier à Monsieur **MACHILLOT Pierre**, commandant de sapeurs-pompiers professionnels.

Monsieur **MACHILLOT Pierre**, commandant de sapeurs-pompiers professionnels, est autorisé à utiliser le véhicule Renault Clio 4 immatriculé EC 942 KL dans le cadre des missions du service sur le département de la Seine-Maritime, avec autorisation de remisage à domicile situé au 10 rue Cacheleux – 76560 DOUDEVILLE.

ARTICLE 2^e :

Cette autorisation est subordonnée à la détention d'un permis de conduire en cours de validité. L'agent transmet copie de son permis de conduire au groupement Emplois, activités et compétences.

En matière de contravention ou de délit consécutif à une infraction routière, l'agent conducteur assume personnellement les suites pénales. L'agent s'acquitte des amendes et assume les sanctions infligées au titre du retrait de points, suspension ou retrait du permis de conduire.

ARTICLE 3^e :

L'agent s'engage à remiser le véhicule de service à usage non régulier affecté sur un emplacement de stationnement autorisé.

Pendant le remisage à domicile, l'agent est personnellement responsable de tous vols et de toutes dégradations sauf à établir la tentative d'effraction ou l'effraction. Ainsi, l'agent prendra toutes les dispositions auprès des autorités de police ou de gendarmerie pour déposer plainte et transmettre le récépissé de la plainte au service des affaires juridiques, groupement de l'Administration générale et des affaires juridiques.

De plus, l'agent prend les dispositions nécessaires auprès de son assureur personnel pour assurer le véhicule dans le cadre du remisage à domicile et transmettra une attestation d'assurance au groupement Emplois, activités et compétences.

ARTICLE 4° :

Les conditions d'utilisation du véhicule de service à usage non régulier affecté à titre personnel, sont énoncées dans le règlement intérieur du Service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime, notamment en son titre 7.

Il est rappelé que le véhicule mis à disposition par le Service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime est destiné aux seuls besoins du service et ne doit faire l'objet d'aucun usage à des fins personnelles (déplacements privés, week-end, vacances etc.). Sauf autorisation particulière du Directeur départemental, seuls les agents du Service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime, dans l'unique cadre de l'exercice de leurs missions, sont autorisés à prendre place dans le véhicule.

ARTICLE 5° :

L'autorisation d'usage non régulier d'un véhicule de service donnée par le Service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime est révocable à tout moment et prendra fin automatiquement :

- dans le cas où l'agent cessera de remplir les fonctions justifiant de l'octroi d'un véhicule de service affecté à titre personnel ;
- si l'agent ne respecte pas les dispositions du présent arrêté et du règlement intérieur du Service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime, sans préjuger des suites disciplinaires ;
- si l'agent commet une faute personnelle (dans ou en dehors de l'exercice de ses fonctions) pour laquelle il est reconnu pénalement responsable ;
- en cas de retrait de permis.

ARTICLE 6° :

Le présent arrêté abroge l'arrêté n° 2015/GAP-113 en date du 13 février 2015.

ARTICLE 7° :

Monsieur le Directeur départemental des Services d'incendie et de secours de la Seine-Maritime est chargé de l'exécution du présent arrêté. Celui-ci sera affiché, notifié et publié au recueil des actes administratifs du Service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime.

ARTICLE 8° :

Le présent arrêté pourra faire l'objet d'un recours devant le tribunal administratif de Rouen dans un délai de deux mois à compter de sa publication et de sa notification au destinataire, en application de l'article R 421-1 du CJA.

L'agent atteste avoir pris connaissance des dispositions du présent arrêté ainsi que du règlement intérieur.

MACHILLOT Pierre

Signature

Date

Yvetot, le **25 OCT. 2017**

Pour le Président,
et par délégation,
le Directeur départemental adjoint,


Colonel hors-classe Marc VITALBO

Arrêté inséré au recueil des actes administratifs n°

du mois de :

ARRETE N° 2017/GAP-4954
portant attribution d'un véhicule de service à usage non régulier
(VSUNR)
Au chef de service Prévention
Groupement Est

Le Président du Conseil d'administration du
Service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime

Vu

- le code général des collectivités territoriales,
- la loi n° 83-634 du 13 juillet 1983 modifiée portant droits et obligations des fonctionnaires,
- la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale,
- la circulaire n° 97-4 du 05 mai 1997 relative aux conditions d'utilisation des véhicules de service et des véhicules personnels des agents, à l'occasion du service,
- le règlement intérieur du service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime et notamment en son titre 7,
- l'arrêté n° 2015/GAP-161 en date du 21 janvier 2015 de Monsieur le Président du Conseil d'administration du Service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime portant attribution d'un véhicule de service à usage non régulier, à Monsieur SCHERZER François, capitaine de sapeurs-pompiers professionnels,
- l'arrêté n° 2015/AGAJ-53 en date du 29 avril 2015 du Président du Département portant désignation de Monsieur André GAUTIER, président du Conseil d'administration du Service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime,
- l'arrêté n° 2017/AGAJ-020 du Président du Conseil d'administration du Service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime en date du 22 mars 2017, portant délégation de signature au Colonel hors classe Marc VITALBO, directeur départemental adjoint,

ARRETE

ARTICLE 1^{er} :

En raison des nécessités de service et des exigences liées à l'exercice des fonctions de chef du service Prévention du groupement Est, il est attribué un véhicule de service à usage non régulier à Monsieur **SCHERZER François**, capitaine de sapeurs-pompiers professionnels.

Monsieur **SCHERZER François**, capitaine de sapeurs-pompiers professionnels, est autorisé à utiliser le véhicule Renault Clio 3 immatriculé CC 606 BE dans le cadre des missions du service sur le département de la Seine-Maritime, avec autorisation de remisage à domicile situé au 18 bis route de Saint Vaast du Val – 76890 BELLEVILLE-EN-CAUX.

ARTICLE 2^e :

Cette autorisation est subordonnée à la détention d'un permis de conduire en cours de validité. L'agent transmet copie de son permis de conduire au groupement Emplois, activités et compétences.

En matière de contravention ou de délit consécutif à une infraction routière, l'agent conducteur assume personnellement les suites pénales. L'agent s'acquitte des amendes et assume les sanctions infligées au titre du retrait de points, suspension ou retrait du permis de conduire.

ARTICLE 3^e :

L'agent s'engage à remiser le véhicule de service à usage non régulier affecté sur un emplacement de stationnement autorisé.

Pendant le remisage à domicile, l'agent est personnellement responsable de tous vols et de toutes dégradations sauf à établir la tentative d'effraction ou l'effraction. Ainsi, l'agent prendra toutes les dispositions auprès des autorités de police ou de gendarmerie pour déposer plainte et transmettre le récépissé de la plainte au service des affaires juridiques, groupement de l'Administration générale et des affaires juridiques.

De plus, l'agent prend les dispositions nécessaires auprès de son assureur personnel pour assurer le véhicule dans le cadre du remisage à domicile et transmettra une attestation d'assurance au groupement Emplois, activités et compétences.

ARTICLE 4° :

Les conditions d'utilisation du véhicule de service à usage non régulier affecté à titre personnel, sont énoncées dans le règlement intérieur du Service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime, notamment en son titre 7.

Il est rappelé que le véhicule mis à disposition par le Service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime est destiné aux seuls besoins du service et ne doit faire l'objet d'aucun usage à des fins personnelles (déplacements privés, week-end, vacances etc.). Sauf autorisation particulière du Directeur départemental, seuls les agents du Service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime, dans l'unique cadre de l'exercice de leurs missions, sont autorisés à prendre place dans le véhicule.

ARTICLE 5° :

L'autorisation d'usage non régulier d'un véhicule de service donnée par le Service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime est révocable à tout moment et prendra fin automatiquement :

- dans le cas où l'agent cessera de remplir les fonctions justifiant de l'octroi d'un véhicule de service affecté à titre personnel ;
- si l'agent ne respecte pas les dispositions du présent arrêté et du règlement intérieur du Service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime, sans préjuger des suites disciplinaires ;
- si l'agent commet une faute personnelle (dans ou en dehors de l'exercice de ses fonctions) pour laquelle il est reconnu pénalement responsable ;
- en cas de retrait de permis.

ARTICLE 6° :

Le présent arrêté abroge l'arrêté n° 2015/GAP-161 en date du 21 janvier 2015.

ARTICLE 7° :

Monsieur le Directeur départemental des Services d'incendie et de secours de la Seine-Maritime est chargé de l'exécution du présent arrêté. Celui-ci sera affiché, notifié et publié au recueil des actes administratifs du Service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime.

ARTICLE 8° :

Le présent arrêté pourra faire l'objet d'un recours devant le tribunal administratif de Rouen dans un délai de deux mois à compter de sa publication et de sa notification au destinataire, en application de l'article R 421-1 du CJA.

L'agent atteste avoir pris connaissance des dispositions du présent arrêté ainsi que du règlement intérieur.

SCHERZER François

Signature

Date

Yvetot, le **25 OCT. 2017**

Pour le Président,
et par délégation,
le Directeur départemental adjoint,

Colonel hors-classe Marc VITALBO

Arrêté inséré au recueil des actes administratifs n°

du mois de :



**Sapeurs-Pompiers
de Seine-Maritime**

ARRETE N° 2017/GAP-4955
portant attribution d'un véhicule de service à usage non régulier
(VSUNR)
Au chef de service Prévention
Groupelement Est

Le Président du Conseil d'administration du
Service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime

Vu

- le code général des collectivités territoriales,
- la loi n° 83-634 du 13 juillet 1983 modifiée portant droits et obligations des fonctionnaires,
- la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale,
- la circulaire n° 97-4 du 05 mai 1997 relative aux conditions d'utilisation des véhicules de service et des véhicules personnels des agents, à l'occasion du service,
- le règlement intérieur du service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime et notamment en son titre 7,
- l'arrêté n° 2015/GAP-169 en date du 21 janvier 2015 de Monsieur le Président du Conseil d'administration du Service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime portant attribution d'un véhicule de service à usage non régulier, à Monsieur PASSANI Jean-Noël, capitaine de sapeurs-pompiers professionnels,
- l'arrêté n° 2015/AGAJ-53 en date du 29 avril 2015 du Président du Département portant désignation de Monsieur André GAUTIER, président du Conseil d'administration du Service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime,
- l'arrêté n° 2017/AGAJ-020 du Président du Conseil d'administration du Service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime en date du 22 mars 2017, portant délégation de signature au Colonel hors classe Marc VITALBO, directeur départemental adjoint,

ARRETE

ARTICLE 1^{er} :

En raison des nécessités de service et des exigences liées à l'exercice des fonctions de chef du service Prévention du groupement Est, il est attribué un véhicule de service à usage non régulier à Monsieur **PASSANI Jean-Noël**, capitaine de sapeurs-pompiers professionnels.

Monsieur **PASSANI Jean-Noël**, capitaine de sapeurs-pompiers professionnels, est autorisé à utiliser le véhicule Renault Kangoo immatriculé AC 533 HZ dans le cadre des missions du service sur le département de la Seine-Maritime, avec autorisation de remisage à domicile situé au 112 route de la Joserie, résidence les charmillles – 76690 LA HOUSSAYE BERANGER.

ARTICLE 2^e :

Cette autorisation est subordonnée à la détention d'un permis de conduire en cours de validité. L'agent transmet copie de son permis de conduire au groupement Emplois, activités et compétences.

En matière de contravention ou de délit consécutif à une infraction routière, l'agent conducteur assume personnellement les suites pénales. L'agent s'acquitte des amendes et assume les sanctions infligées au titre du retrait de points, suspension ou retrait du permis de conduire.

ARTICLE 3^e :

L'agent s'engage à remiser le véhicule de service à usage non régulier affecté sur un emplacement de stationnement autorisé.

Pendant le remisage à domicile, l'agent est personnellement responsable de tous vols et de toutes dégradations sauf à établir la tentative d'effraction ou l'effraction. Ainsi, l'agent prendra toutes les dispositions auprès des autorités de police ou de gendarmerie pour déposer plainte et transmettre le récépissé de la plainte au service des affaires juridiques, groupement de l'Administration générale et des affaires juridiques.

De plus, l'agent prend les dispositions nécessaires auprès de son assureur personnel pour assurer le véhicule dans le cadre du remisage à domicile et transmettra une attestation d'assurance au groupement Emplois, activités et compétences.

ARTICLE 4° :

Les conditions d'utilisation du véhicule de service à usage non régulier affecté à titre personnel, sont énoncées dans le règlement intérieur du Service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime, notamment en son titre 7.

Il est rappelé que le véhicule mis à disposition par le Service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime est destiné aux seuls besoins du service et ne doit faire l'objet d'aucun usage à des fins personnelles (déplacements privés, week-end, vacances etc.). Sauf autorisation particulière du Directeur départemental, seuls les agents du Service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime, dans l'unique cadre de l'exercice de leurs missions, sont autorisés à prendre place dans le véhicule.

ARTICLE 5° :

L'autorisation d'usage non régulier d'un véhicule de service donnée par le Service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime est révocable à tout moment et prendra fin automatiquement :

- dans le cas où l'agent cessera de remplir les fonctions justifiant de l'octroi d'un véhicule de service affecté à titre personnel ;
- si l'agent ne respecte pas les dispositions du présent arrêté et du règlement intérieur du Service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime, sans préjuger des suites disciplinaires ;
- si l'agent commet une faute personnelle (dans ou en dehors de l'exercice de ses fonctions) pour laquelle il est reconnu pénalement responsable ;
- en cas de retrait de permis.

ARTICLE 6° :

Le présent arrêté abroge l'arrêté n° 2015/GAP-169 en date du 21 janvier 2015.

ARTICLE 7° :

Monsieur le Directeur départemental des Services d'incendie et de secours de la Seine-Maritime est chargé de l'exécution du présent arrêté. Celui-ci sera affiché, notifié et publié au recueil des actes administratifs du Service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime.

ARTICLE 8° :

Le présent arrêté pourra faire l'objet d'un recours devant le tribunal administratif de Rouen dans un délai de deux mois à compter de sa publication et de sa notification au destinataire, en application de l'article R 421-1 du CJA.

L'agent atteste avoir pris connaissance des dispositions du présent arrêté ainsi que du règlement intérieur.

PASSANI Jean-Noël

Signature

Date

Yvetot, le **25 OCT. 2017**

Pour le Président,
et par délégation,
le Directeur départemental adjoint,

Colonel hors-classe Marc VITALBO

Arrêté inséré au recueil des actes administratifs n°

du mois de :



**Sapeurs-Pompiers
de Seine-Maritime**

ARRETE N° 2017/GAP-4957
portant attribution d'un véhicule de service à usage non régulier
(VSUNR)
Au chef du Centre d'Incendie et de Secours d'Yvetot
Groupeement Sud

Le Président du Conseil d'administration du
Service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime

Vu

- le code général des collectivités territoriales,
- la loi n° 83-634 du 13 juillet 1983 modifiée portant droits et obligations des fonctionnaires,
- la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale,
- la circulaire n° 97-4 du 05 mai 1997 relative aux conditions d'utilisation des véhicules de service et des véhicules personnels des agents, à l'occasion du service,
- le règlement intérieur du service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime et notamment en son titre 7,
- l'arrêté n° 2015/AGAJ-53 en date du 29 avril 2015 du Président du Département portant désignation de Monsieur André GAUTIER, président du Conseil d'administration du Service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime,
- l'arrêté n° 2015/GAP-1486 en date du 18 mai 2015 de Monsieur le Président du Conseil d'administration du Service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime portant attribution d'un véhicule de service à usage non régulier, à Monsieur COLLEMANT François, lieutenant 1^{ère} classe de sapeurs-pompiers professionnels,
- l'arrêté n° 2017/AGAJ-020 du Président du Conseil d'administration du Service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime en date du 22 mars 2017, portant délégation de signature au Colonel hors classe Marc VITALBO, directeur départemental adjoint,

ARRETE

ARTICLE 1^{er} :

En raison des nécessités de service et des exigences liées à l'exercice des fonctions de chef du Centre d'Incendie et de Secours d'Yvetot, il est attribué un véhicule de service à usage non régulier à Monsieur **COLLEMANT François**, lieutenant 1^{ère} classe de sapeurs-pompiers professionnels.

Monsieur **COLLEMANT François**, lieutenant 1^{ère} classe de sapeurs-pompiers professionnels, est autorisé à utiliser le véhicule Renault Clio 4 immatriculé EJ 343 MB dans le cadre des missions du service sur le département de la Seine-Maritime, avec autorisation de remisage à domicile situé au 50 impasse de la Mare Pitan- 76190 VEAUVILLE-LES-BAONS.

ARTICLE 2^e :

Cette autorisation est subordonnée à la détention d'un permis de conduire en cours de validité. L'agent transmet copie de son permis de conduire au groupement Emplois, activités et compétences.

En matière de contravention ou de délit consécutif à une infraction routière, l'agent conducteur assume personnellement les suites pénales. L'agent s'acquitte des amendes et assume les sanctions infligées au titre du retrait de points, suspension ou retrait du permis de conduire.

ARTICLE 3^e :

L'agent s'engage à remiser le véhicule de service à usage non régulier affecté sur un emplacement de stationnement autorisé.

Pendant le remisage à domicile, l'agent est personnellement responsable de tous vols et de toutes dégradations sauf à établir la tentative d'effraction ou l'effraction. Ainsi, l'agent prendra toutes les dispositions auprès des autorités de police ou de gendarmerie pour déposer plainte et transmettre le récépissé de la plainte au service des affaires juridiques, groupement de l'Administration générale et des affaires juridiques.

De plus, l'agent prend les dispositions nécessaires auprès de son assureur personnel pour assurer le véhicule dans le cadre du remisage à domicile et transmettra une attestation d'assurance au groupement Emplois, activités et compétences.

ARTICLE 4° :

Les conditions d'utilisation du véhicule de service à usage non régulier affecté à titre personnel, sont énoncées dans le règlement intérieur du Service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime, notamment en son titre 7.

Il est rappelé que le véhicule mis à disposition par le Service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime est destiné aux seuls besoins du service et ne doit faire l'objet d'aucun usage à des fins personnelles (déplacements privés, week-end, vacances etc.). Sauf autorisation particulière du Directeur départemental, seuls les agents du Service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime, dans l'unique cadre de l'exercice de leurs missions, sont autorisés à prendre place dans le véhicule.

ARTICLE 5° :

L'autorisation d'usage non régulier d'un véhicule de service donnée par le Service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime est révocable à tout moment et prendra fin automatiquement :

- dans le cas où l'agent cessera de remplir les fonctions justifiant de l'octroi d'un véhicule de service affecté à titre personnel ;
- si l'agent ne respecte pas les dispositions du présent arrêté et du règlement intérieur du Service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime, sans préjuger des suites disciplinaires ;
- si l'agent commet une faute personnelle (dans ou en dehors de l'exercice de ses fonctions) pour laquelle il est reconnu pénalement responsable ;
- en cas de retrait de permis.

ARTICLE 6° :

Le présent arrêté abroge l'arrêté n° 2015/GAP-1486 en date du 18 mai 2015.

ARTICLE 7° :

Monsieur le Directeur départemental des Services d'incendie et de secours de la Seine-Maritime est chargé de l'exécution du présent arrêté. Celui-ci sera affiché, notifié et publié au recueil des actes administratifs du Service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime.

ARTICLE 8° :

Le présent arrêté pourra faire l'objet d'un recours devant le tribunal administratif de Rouen dans un délai de deux mois à compter de sa publication et de sa notification au destinataire, en application de l'article R 421-1 du CJA.

L'agent atteste avoir pris connaissance des dispositions du présent arrêté ainsi que du règlement intérieur.

COLLEMANT François

Signature

Date

Yvetot, le

25 OCT. 2017

Pour le Président,
et par délégation,
le Directeur départemental adjoint,

Colonel hors-classe Marc VITALBO

Arrêté inséré au recueil des actes administratifs n°

du mois de :



**Sapeurs-Pompiers
de Seine-Maritime**

ARRETE N° 2017/GAP-4958
portant attribution d'un véhicule de service à usage non régulier
(VSUNR)
Au chef du Centre d'Incendie et de Secours de Tourville-la-Rivière

Le Président du Conseil d'administration du
Service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime

Vu

- le code général des collectivités territoriales,
- la loi n° 83-634 du 13 juillet 1983 modifiée portant droits et obligations des fonctionnaires,
- la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale,
- la circulaire n° 97-4 du 05 mai 1997 relative aux conditions d'utilisation des véhicules de service et des véhicules personnels des agents, à l'occasion du service,
- le règlement intérieur du service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime et notamment en son titre 7,
- l'arrêté n° 2015/AGAJ-53 en date du 29 avril 2015 du Président du Département portant désignation de Monsieur André GAUTIER, président du Conseil d'administration du Service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime,
- l'arrêté n° 2015/GAP-2932 en date du 20 août 2015 de Monsieur le Président du Conseil d'administration du Service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime portant attribution d'un véhicule de service à usage non régulier, à Monsieur DAVY Thierry, capitaine de sapeurs-pompiers professionnels,
- l'arrêté n° 2017/AGAJ-020 du Président du Conseil d'administration du Service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime en date du 22 mars 2017, portant délégation de signature au Colonel hors classe Marc VITALBO, directeur départemental adjoint,

ARRETE

ARTICLE 1^{er} :

En raison des nécessités de service et des exigences liées à l'exercice des fonctions de chef du Centre d'Incendie et de Secours de Tourville-la-Rivière, il est attribué un véhicule de service à usage non régulier à Monsieur **DAVY Thierry**, capitaine de sapeurs-pompiers professionnels.

Monsieur **DAVY Thierry**, capitaine de sapeurs-pompiers professionnels, est autorisé à utiliser le véhicule Renault Clio 3 immatriculé 5985 YQ 76 dans le cadre des missions du service sur le département de la Seine-Maritime, avec autorisation de remisage à domicile situé au 6 rue Mare Bridelle- 76190 YVETOT.

ARTICLE 2^e :

Cette autorisation est subordonnée à la détention d'un permis de conduire en cours de validité. L'agent transmet copie de son permis de conduire au groupement Emplois, activités et compétences.

En matière de contravention ou de délit consécutif à une infraction routière, l'agent conducteur assume personnellement les suites pénales. L'agent s'acquitte des amendes et assume les sanctions infligées au titre du retrait de points, suspension ou retrait du permis de conduire.

ARTICLE 3^e :

L'agent s'engage à remiser le véhicule de service à usage non régulier affecté sur un emplacement de stationnement autorisé.

Pendant le remisage à domicile, l'agent est personnellement responsable de tous vols et de toutes dégradations sauf à établir la tentative d'effraction ou l'effraction. Ainsi, l'agent prendra toutes les dispositions auprès des autorités de police ou de gendarmerie pour déposer plainte et transmettre le récépissé de la plainte au service des affaires juridiques, groupement de l'Administration générale et des affaires juridiques.

De plus, l'agent prend les dispositions nécessaires auprès de son assureur personnel pour assurer le véhicule dans le cadre du remisage à domicile et transmettra une attestation d'assurance au groupement Emplois, activités et compétences.

ARTICLE 4^e :

Les conditions d'utilisation du véhicule de service à usage non régulier affecté à titre personnel, sont énoncées dans le règlement intérieur du Service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime, notamment en son titre 7.

Il est rappelé que le véhicule mis à disposition par le Service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime est destiné aux seuls besoins du service et ne doit faire l'objet d'aucun usage à des fins personnelles (déplacements privés, week-end, vacances etc.). Sauf autorisation particulière du Directeur départemental, seuls les agents du Service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime, dans l'unique cadre de l'exercice de leurs missions, sont autorisés à prendre place dans le véhicule.

ARTICLE 5^e :

L'autorisation d'usage non régulier d'un véhicule de service donnée par le Service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime est révocable à tout moment et prendra fin automatiquement :

- dans le cas où l'agent cessera de remplir les fonctions justifiant de l'octroi d'un véhicule de service affecté à titre personnel ;
- si l'agent ne respecte pas les dispositions du présent arrêté et du règlement intérieur du Service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime, sans préjuger des suites disciplinaires ;
- si l'agent commet une faute personnelle (dans ou en dehors de l'exercice de ses fonctions) pour laquelle il est reconnu pénalement responsable ;
- en cas de retrait de permis.

ARTICLE 6^e :

Le présent arrêté abroge l'arrêté n° 2015/GAP-2932 en date du 20 août 2015.

ARTICLE 7^e :

Monsieur le Directeur départemental des Services d'incendie et de secours de la Seine-Maritime est chargé de l'exécution du présent arrêté. Celui-ci sera affiché, notifié et publié au recueil des actes administratifs du Service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime.

ARTICLE 8^e :

Le présent arrêté pourra faire l'objet d'un recours devant le tribunal administratif de Rouen dans un délai de deux mois à compter de sa publication et de sa notification au destinataire, en application de l'article R 421-1 du CJA.

L'agent atteste avoir pris connaissance des dispositions du présent arrêté ainsi que du règlement intérieur.

DAVY Thierry

Signature

Date

Yvetot, le

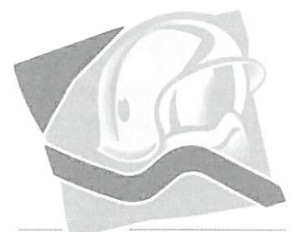
25 OCT. 2017

Pour le Président,
et par délégation,
le Directeur départemental adjoint,


Colonel hors-classe Marc VITALBO

Arrêté inséré au recueil des actes administratifs n°

du mois de :



**Sapeurs-Pompiers
de Seine-Maritime**

ARRETE N° 2017/GAP-4959
portant attribution d'un véhicule de service à usage non régulier
(VSUNR)
Au chef du Centre d'Incendie et de Secours de Rouen-Sud
Groupeement Sud

Le Président du Conseil d'administration du
Service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime

Vu

- le code général des collectivités territoriales,
- la loi n° 83-634 du 13 juillet 1983 modifiée portant droits et obligations des fonctionnaires,
- la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale,
- la circulaire n° 97-4 du 05 mai 1997 relative aux conditions d'utilisation des véhicules de service et des véhicules personnels des agents, à l'occasion du service,
- le règlement intérieur du service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime et notamment en son titre 7,
- l'arrêté n° 2015/AGAJ-53 en date du 29 avril 2015 du Président du Département portant désignation de Monsieur André GAUTIER, président du Conseil d'administration du Service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime,
- l'arrêté n° 2016/GAP-4095 en date du 15 décembre 2016 de Monsieur le Président du Conseil d'administration du Service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime portant attribution d'un véhicule de service à usage non régulier, à Monsieur PERDRIX Samuel, capitaine de sapeurs-pompiers professionnels,
- l'arrêté n° 2017/AGAJ-020 du Président du Conseil d'administration du Service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime en date du 22 mars 2017, portant délégation de signature au Colonel hors classe Marc VITALBO, directeur départemental adjoint,

ARRETE

ARTICLE 1^{er} :

En raison des nécessités de service et des exigences liées à l'exercice des fonctions de chef du Centre d'Incendie et de Secours de Rouen-Sud, il est attribué un véhicule de service à usage non régulier à Monsieur **PERDRIX Samuel**, commandant de sapeurs-pompiers professionnels.

Monsieur **PERDRIX Samuel**, commandant de sapeurs-pompiers professionnels, est autorisé à utiliser le véhicule Renault Clio 4 immatriculé EJ 351 MB dans le cadre des missions du service sur le département de la Seine-Maritime, avec autorisation de remisage à domicile situé au 15 rue Claude Monet – 76120 LE GRAND-QUEVILLY.

ARTICLE 2^e :

Cette autorisation est subordonnée à la détention d'un permis de conduire en cours de validité. L'agent transmet copie de son permis de conduire au groupement Emplois, activités et compétences.

En matière de contravention ou de délit consécutif à une infraction routière, l'agent conducteur assume personnellement les suites pénales. L'agent s'acquitte des amendes et assume les sanctions infligées au titre du retrait de points, suspension ou retrait du permis de conduire.

ARTICLE 3^e :

L'agent s'engage à remiser le véhicule de service à usage non régulier affecté sur un emplacement de stationnement autorisé.

Pendant le remisage à domicile, l'agent est personnellement responsable de tous vols et de toutes dégradations sauf à établir la tentative d'effraction ou l'effraction. Ainsi, l'agent prendra toutes les dispositions auprès des autorités de police ou de gendarmerie pour déposer plainte et transmettre le récépissé de la plainte au service des affaires juridiques, groupement de l'Administration générale et des affaires juridiques.

De plus, l'agent prend les dispositions nécessaires auprès de son assureur personnel pour assurer le véhicule dans le cadre du remisage à domicile et transmettra une attestation d'assurance au groupement Emplois, activités et compétences.

ARTICLE 4° :

Les conditions d'utilisation du véhicule de service à usage non régulier affecté à titre personnel, sont énoncées dans le règlement intérieur du Service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime, notamment en son titre 7.

Il est rappelé que le véhicule mis à disposition par le Service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime est destiné aux seuls besoins du service et ne doit faire l'objet d'aucun usage à des fins personnelles (déplacements privés, week-end, vacances etc.). Sauf autorisation particulière du Directeur départemental, seuls les agents du Service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime, dans l'unique cadre de l'exercice de leurs missions, sont autorisés à prendre place dans le véhicule.

ARTICLE 5° :

L'autorisation d'usage non régulier d'un véhicule de service donnée par le Service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime est révocable à tout moment et prendra fin automatiquement :

- dans le cas où l'agent cessera de remplir les fonctions justifiant de l'octroi d'un véhicule de service affecté à titre personnel ;
- si l'agent ne respecte pas les dispositions du présent arrêté et du règlement intérieur du Service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime, sans préjuger des suites disciplinaires ;
- si l'agent commet une faute personnelle (dans ou en dehors de l'exercice de ses fonctions) pour laquelle il est reconnu pénalement responsable ;
- en cas de retrait de permis.

ARTICLE 6° :

Le présent arrêté abroge l'arrêté n° 2016/GAP-4095 en date du 15 décembre 2016.

ARTICLE 7° :

Monsieur le Directeur départemental des Services d'incendie et de secours de la Seine-Maritime est chargé de l'exécution du présent arrêté. Celui-ci sera affiché, notifié et publié au recueil des actes administratifs du Service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime.

ARTICLE 8° :

Le présent arrêté pourra faire l'objet d'un recours devant le tribunal administratif de Rouen dans un délai de deux mois à compter de sa publication et de sa notification au destinataire, en application de l'article R 421-1 du CJA.

L'agent atteste avoir pris connaissance des dispositions du présent arrêté ainsi que du règlement intérieur.

PERDRIX Samuel

Signature

Date

Yvetot, le 25 OCT. 2017

Pour le Président,
et par délégation,
le Directeur départemental adjoint,


Colonel hors-classe Marc VITALBO

Arrêté inséré au recueil des actes administratifs n°

du mois de :



**Sapeurs-Pompiers
de Seine-Maritime**

ARRETE N° 2017/GAP-4960
portant attribution d'un véhicule de service à usage non régulier
(VSUNR)
Au chef du Centre d'Incendie et de Secours d'Elbeuf
Groupelement Sud

Le Président du Conseil d'administration du
Service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime

Vu

- le code général des collectivités territoriales,
- la loi n° 83-634 du 13 juillet 1983 modifiée portant droits et obligations des fonctionnaires,
- la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale,
- la circulaire n° 97-4 du 05 mai 1997 relative aux conditions d'utilisation des véhicules de service et des véhicules personnels des agents, à l'occasion du service,
- le règlement intérieur du service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime et notamment en son titre 7,
- l'arrêté n° 2015/AGAJ-53 en date du 29 avril 2015 du Président du Département portant désignation de Monsieur André GAUTIER, président du Conseil d'administration du Service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime,
- l'arrêté n° 2016/GAP-3191 en date du 24 août 2016 de Monsieur le Président du Conseil d'administration du Service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime portant attribution d'un véhicule de service à usage non régulier, à Monsieur REYNE David, commandant de sapeurs-pompiers professionnels,
- l'arrêté n° 2017/AGAJ-020 du Président du Conseil d'administration du Service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime en date du 22 mars 2017, portant délégation de signature au Colonel hors classe Marc VITALBO, directeur départemental adjoint,

ARRETE

ARTICLE 1^{er} :

En raison des nécessités de service et des exigences liées à l'exercice des fonctions de chef du Centre d'Incendie et de Secours d'Elbeuf, il est attribué un véhicule de service à usage non régulier à Monsieur **REYNE David**, commandant de sapeurs-pompiers professionnels.

Monsieur **REYNE David**, commandant de sapeurs-pompiers professionnels, est autorisé à utiliser le véhicule Renault Clio 4 immatriculé EJ 331 MB dans le cadre des missions du service sur le département de la Seine-Maritime, avec autorisation de remisage à domicile situé au 3634 route de Neufchâtel – 76230 BOIS-GUILLAUME.

ARTICLE 2^e :

Cette autorisation est subordonnée à la détention d'un permis de conduire en cours de validité. L'agent transmet copie de son permis de conduire au groupement Emplois, activités et compétences.

En matière de contravention ou de délit consécutif à une infraction routière, l'agent conducteur assume personnellement les suites pénales. L'agent s'acquitte des amendes et assume les sanctions infligées au titre du retrait de points, suspension ou retrait du permis de conduire.

ARTICLE 3^e :

L'agent s'engage à remiser le véhicule de service à usage non régulier affecté sur un emplacement de stationnement autorisé.

Pendant le remisage à domicile, l'agent est personnellement responsable de tous vols et de toutes dégradations sauf à établir la tentative d'effraction ou l'effraction. Ainsi, l'agent prendra toutes les dispositions auprès des autorités de police ou de gendarmerie pour déposer plainte et transmettre le récépissé de la plainte au service des affaires juridiques, groupement de l'Administration générale et des affaires juridiques.

De plus, l'agent prend les dispositions nécessaires auprès de son assureur personnel pour assurer le véhicule dans le cadre du remisage à domicile et transmettra une attestation d'assurance au groupement Emplois, activités et compétences.

ARTICLE 4° :

Les conditions d'utilisation du véhicule de service à usage non régulier affecté à titre personnel, sont énoncées dans le règlement intérieur du Service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime, notamment en son titre 7.

Il est rappelé que le véhicule mis à disposition par le Service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime est destiné aux seuls besoins du service et ne doit faire l'objet d'aucun usage à des fins personnelles (déplacements privés, week-end, vacances etc.). Sauf autorisation particulière du Directeur départemental, seuls les agents du Service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime, dans l'unique cadre de l'exercice de leurs missions, sont autorisés à prendre place dans le véhicule.

ARTICLE 5° :

L'autorisation d'usage non régulier d'un véhicule de service donnée par le Service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime est révocable à tout moment et prendra fin automatiquement :

- dans le cas où l'agent cessera de remplir les fonctions justifiant de l'octroi d'un véhicule de service affecté à titre personnel ;
- si l'agent ne respecte pas les dispositions du présent arrêté et du règlement intérieur du Service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime, sans préjuger des suites disciplinaires ;
- si l'agent commet une faute personnelle (dans ou en dehors de l'exercice de ses fonctions) pour laquelle il est reconnu pénalement responsable ;
- en cas de retrait de permis.

ARTICLE 6° :

Le présent arrêté abroge l'arrêté n° 2016/GAP-3191 en date du 24 août 2016.

ARTICLE 7° :

Monsieur le Directeur départemental des Services d'incendie et de secours de la Seine-Maritime est chargé de l'exécution du présent arrêté. Celui-ci sera affiché, notifié et publié au recueil des actes administratifs du Service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime.

ARTICLE 8° :

Le présent arrêté pourra faire l'objet d'un recours devant le tribunal administratif de Rouen dans un délai de deux mois à compter de sa publication et de sa notification au destinataire, en application de l'article R 421-1 du CJA.

L'agent atteste avoir pris connaissance des dispositions du présent arrêté ainsi que du règlement intérieur.

REYNE David

Signature

Date

Yvetot, le **25 OCT. 2017**

Pour le Président,
et par délégation,
le Directeur départemental adjoint,

Colonel hors-classe Marc VITALBO

Arrêté inséré au recueil des actes administratifs n°

du mois de :

ARRETE N° 2017/GAP-4963
portant attribution d'un véhicule de service à usage non régulier
(VSUNR)
Au chef du Centre d'Incendie et de Secours de Gambetta
Groupement Sud

Le Président du Conseil d'administration du
Service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime

Vu

- le code général des collectivités territoriales,
- la loi n° 83-634 du 13 juillet 1983 modifiée portant droits et obligations des fonctionnaires,
- la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale,
- la circulaire n° 97-4 du 05 mai 1997 relative aux conditions d'utilisation des véhicules de service et des véhicules personnels des agents, à l'occasion du service,
- le règlement intérieur du service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime et notamment en son titre 7,
- l'arrêté n° 2015/AGAJ-53 en date du 29 avril 2015 du Président du Département portant désignation de Monsieur André GAUTIER, président du Conseil d'administration du Service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime,
- l'arrêté n° 2015/GAP-1515 en date du 18 mai 2015 de Monsieur le Président du Conseil d'administration du Service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime portant attribution d'un véhicule de service à usage non régulier, à Monsieur TIRELLE Eric, capitaine de sapeurs-pompiers professionnels,
- l'arrêté n° 2017/AGAJ-020 du Président du Conseil d'administration du Service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime en date du 22 mars 2017, portant délégation de signature au Colonel hors classe Marc VITALBO, directeur départemental adjoint,

ARRETE

ARTICLE 1^{er} :

En raison des nécessités de service et des exigences liées à l'exercice des fonctions de chef du Centre d'Incendie et de Secours de Gambetta, il est attribué un véhicule de service à usage non régulier à Monsieur **TIRELLE Eric**, commandant de sapeurs-pompiers professionnels.

Monsieur **TIRELLE Eric**, commandant de sapeurs-pompiers professionnels, est autorisé à utiliser le véhicule Renault Clio 4 immatriculé EJ 346 MB dans le cadre des missions du service sur le département de la Seine-Maritime, avec autorisation de remisage à domicile situé au 4 allée Georges Politzer – 76380 CANTELEU.

ARTICLE 2^e :

Cette autorisation est subordonnée à la détention d'un permis de conduire en cours de validité. L'agent transmet copie de son permis de conduire au groupement Emplois, activités et compétences.

En matière de contravention ou de délit consécutif à une infraction routière, l'agent conducteur assume personnellement les suites pénales. L'agent s'acquitte des amendes et assume les sanctions infligées au titre du retrait de points, suspension ou retrait du permis de conduire.

ARTICLE 3^e :

L'agent s'engage à remiser le véhicule de service à usage non régulier affecté sur un emplacement de stationnement autorisé.

Pendant le remisage à domicile, l'agent est personnellement responsable de tous vols et de toutes dégradations sauf à établir la tentative d'effraction ou l'effraction. Ainsi, l'agent prendra toutes les dispositions auprès des autorités de police ou de gendarmerie pour déposer plainte et transmettre le récépissé de la plainte au service des affaires juridiques, groupement de l'Administration générale et des affaires juridiques.

De plus, l'agent prend les dispositions nécessaires auprès de son assureur personnel pour assurer le véhicule dans le cadre du remisage à domicile et transmettra une attestation d'assurance au groupement Emplois, activités et compétences.

ARTICLE 4° :

Les conditions d'utilisation du véhicule de service à usage non régulier affecté à titre personnel, sont énoncées dans le règlement intérieur du Service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime, notamment en son titre 7.

Il est rappelé que le véhicule mis à disposition par le Service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime est destiné aux seuls besoins du service et ne doit faire l'objet d'aucun usage à des fins personnelles (déplacements privés, week-end, vacances etc.). Sauf autorisation particulière du Directeur départemental, seuls les agents du Service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime, dans l'unique cadre de l'exercice de leurs missions, sont autorisés à prendre place dans le véhicule.

ARTICLE 5° :

L'autorisation d'usage non régulier d'un véhicule de service donnée par le Service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime est révocable à tout moment et prendra fin automatiquement :

- dans le cas où l'agent cessera de remplir les fonctions justifiant de l'octroi d'un véhicule de service affecté à titre personnel ;
- si l'agent ne respecte pas les dispositions du présent arrêté et du règlement intérieur du Service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime, sans préjuger des suites disciplinaires ;
- si l'agent commet une faute personnelle (dans ou en dehors de l'exercice de ses fonctions) pour laquelle il est reconnu pénalement responsable ;
- en cas de retrait de permis.

ARTICLE 6° :

Le présent arrêté abroge l'arrêté n° 2015/GAP-1515 en date du 18 mai 2015.

ARTICLE 7° :

Monsieur le Directeur départemental des Services d'incendie et de secours de la Seine-Maritime est chargé de l'exécution du présent arrêté. Celui-ci sera affiché, notifié et publié au recueil des actes administratifs du Service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime.

ARTICLE 8° :

Le présent arrêté pourra faire l'objet d'un recours devant le tribunal administratif de Rouen dans un délai de deux mois à compter de sa publication et de sa notification au destinataire, en application de l'article R 421-1 du CJA.

L'agent atteste avoir pris connaissance des dispositions du présent arrêté ainsi que du règlement intérieur.

TIRELLE Eric

Signature

Date

Yvetot, le **25 OCT. 2017**

Pour le Président,
et par délégation,
le Directeur départemental adjoint,


Colonel hors-classe Marc VITALBO

Arrêté inséré au recueil des actes administratifs n°

du mois de :

ARRETE N° 2017/GAP-4964
portant attribution d'un véhicule de service à usage non régulier
(VSUNR)
Au chef du Centre d'Incendie et de Secours de Canteleu

Le Président du Conseil d'administration du
Service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime

Vu

- le code général des collectivités territoriales,
- la loi n° 83-634 du 13 juillet 1983 modifiée portant droits et obligations des fonctionnaires,
- la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale,
- la circulaire n° 97-4 du 05 mai 1997 relative aux conditions d'utilisation des véhicules de service et des véhicules personnels des agents, à l'occasion du service,
- le règlement intérieur du service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime et notamment en son titre 7,
- l'arrêté n° 2015/AGAJ-53 en date du 29 avril 2015 du Président du Département portant désignation de Monsieur André GAUTIER, président du Conseil d'administration du Service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime,
- l'arrêté conjoint n° 2016/GAP-3814 de Monsieur le Président du Conseil d'administration du Service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime et de Madame la Préfète de la région Normandie portant changement d'affectation de Monsieur HAUGUEL Rodolphe, capitaine de sapeurs-pompiers professionnels, en qualité de chef du centre de Canteleu, à compter du 1^{er} décembre 2016,
- l'arrêté n° 2017/AGAJ-020 du Président du Conseil d'administration du Service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime en date du 22 mars 2017, portant délégation de signature au colonel hors classe Marc VITALBO, directeur départemental adjoint,

ARRETE

ARTICLE 1^{er} :

En raison des nécessités de service et des exigences liées à l'exercice des fonctions de chef du Centre d'Incendie et de Secours de Canteleu, il est attribué un véhicule de service à usage non régulier à Monsieur **HAUGUEL Rodolphe**, capitaine de sapeurs-pompiers professionnels.

Monsieur HAUGUEL Rodolphe, capitaine de sapeurs-pompiers professionnels, est autorisé à utiliser le véhicule Renault Clio 4 immatriculé EJ 325 MB dans le cadre des missions du service sur le département de la Seine-Maritime, avec autorisation de remisage à domicile situé au 14 résidence le Frondel – 76380 MONTIGNY.

ARTICLE 2^e :

Cette autorisation est subordonnée à la détention d'un permis de conduire en cours de validité. L'agent transmet copie de son permis de conduire au groupement Emplois, activités et compétences.

En matière de contravention ou de délit consécutif à une infraction routière, l'agent conducteur assume personnellement les suites pénales. L'agent s'acquitte des amendes et assume les sanctions infligées au titre du retrait de points, suspension ou retrait du permis de conduire.

ARTICLE 3^e :

L'agent s'engage à remiser le véhicule de service à usage non régulier affecté sur un emplacement de stationnement autorisé.

Pendant le remisage à domicile, l'agent est personnellement responsable de tous vols et de toutes dégradations sauf à établir la tentative d'effraction ou l'effraction. Ainsi, l'agent prendra toutes les dispositions auprès des autorités de police ou de gendarmerie pour déposer plainte et transmettre le récépissé de la plainte au service des affaires juridiques, groupement de l'Administration générale et des affaires juridiques.

De plus, l'agent prend les dispositions nécessaires auprès de son assureur personnel pour assurer le véhicule dans le cadre du remisage à domicile et transmettra une attestation d'assurance au groupement Emplois, activités et compétences.

ARTICLE 4^e :

Les conditions d'utilisation du véhicule de service à usage non régulier affecté à titre personnel, sont énoncées dans le règlement intérieur du Service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime, notamment en son titre 7.

Il est rappelé que le véhicule mis à disposition par le Service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime est destiné aux seuls besoins du service et ne doit faire l'objet d'aucun usage à des fins personnelles (déplacements privés, week-end, vacances etc.). Sauf autorisation particulière du Directeur départemental, seuls les agents du Service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime, dans l'unique cadre de l'exercice de leurs missions, sont autorisés à prendre place dans le véhicule.

ARTICLE 5^e :

L'autorisation d'usage non régulier d'un véhicule de service donnée par le Service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime est révocable à tout moment et prendra fin automatiquement :

- dans le cas où l'agent cessera de remplir les fonctions justifiant de l'octroi d'un véhicule de service affecté à titre personnel ;
- si l'agent ne respecte pas les dispositions du présent arrêté et du règlement intérieur du Service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime, sans préjuger des suites disciplinaires ;
- si l'agent commet une faute personnelle (dans ou en dehors de l'exercice de ses fonctions) pour laquelle il est reconnu pénalement responsable ;
- en cas de retrait de permis.

ARTICLE 6^e :

Monsieur le Directeur départemental des Services d'incendie et de secours de la Seine-Maritime est chargé de l'exécution du présent arrêté. Celui-ci sera affiché, notifié et publié au recueil des actes administratifs du Service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime.

ARTICLE 7^e :

Le présent arrêté pourra faire l'objet d'un recours devant le tribunal administratif de Rouen dans un délai de deux mois à compter de sa publication et de sa notification au destinataire, en application de l'article R 421-1 du CJA.

L'agent atteste avoir pris connaissance des dispositions du présent arrêté ainsi que du règlement intérieur.

HAUGUEL Rodolphe

Signature

Date

Yvetot, le **25 OCT. 2017**

Pour le Président,
et par délégation,
le Directeur départemental adjoint,


Colonel hors-classe Marc VITALBO

Arrêté inséré au recueil des actes administratifs.

N°2017-BCA-70

- Membres théoriques :
5
- Membres en exercice :
5
- Membres présents :
5
- Votants :
5

**BUREAU DU CONSEIL D'ADMINISTRATION
DU SERVICE DEPARTEMENTAL D'INCENDIE ET DE SECOURS
DE LA SEINE-MARITIME**

EXTRAIT DES DELIBERATIONS

SORTIE DE L'ACTIF

VENTE DE MATERIELS

Le 04 octobre 2017, le Bureau du conseil d'administration du Service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime, convoqué le 20 septembre 2017, s'est réuni à la direction départementale sous la présidence de Monsieur André GAUTIER.

Le quorum étant atteint (3 membres) avec 5 membres présents, le bureau peut valablement délibérer.

ETAIENT PRESENTS

- Monsieur André GAUTIER, Président
- Monsieur Sébastien TASSERIE, 1^{er} Vice-Président
- Madame Sophie ALLAIS, 2^{ème} Vice-Présidente
- Monsieur Gérard JOUAN, 3^{ème} Vice-Président
- Monsieur Bastien CORITON, membre

Délibération affichée le :

et retirée de l'affichage le :

Délibération insérée au recueil des actes administratifs du mois :

Il vous est proposé de sortir du patrimoine du Service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime les matériels énoncés ci-dessous.

Ces matériels seront pour l'essentiel mis en vente en ligne sur le site internet de la société Agora store.

MATERIEL MOBILE D'INCENDIE ET DE SECOURS

N° Inventaire comptable	Année	Article budgétaire	Marque-modèle	Immat.	Kms	Prix acquisition	Mise à prix
2004000000617	2004	21561	CLIO 2	3634WY76	178 739	12 773,71 €	1 500 €
2005000000252	2005	21561	CLIO 2	8569XQ76	160 408	12 683,22 €	1 500 €
2005000000255	2005	21561	CLIO 2	8573XQ76	165 273	12 433,86 €	1 500 €
2007000000152	2007	21561	CLIO 3	3743LH76 *	173 600	12 447,02 €	1 000 €
2006000000534	2006	21561	CLIO 3	979YY76 **	204 885	12 678,57 €	1 700 €
2007000000154	2007	21561	CLIO 3	3745ZH76	208 000	12 447,02 €	2 000 €
2007000000255	2007	21561	CLIO 3	6419ZN76	207 713	14 999,29 €	2 000 €
991070	1999	2150	RENAULT MASTER 2	3562SR76 ***	90 725	26 873,18 €	2 000 €
025364	2002	2150	CITROEN BERLINGO	94VF76	140 152	16 553,75 €	1 000 €
2014000000094	2014	21561	CLIO 4	DK479QV	56 861	15 130,42 €	Sans objet ****

* Pompe injection HS

** Pas d'auto radio et 4 pneus très usés

*** Boîte de vitesse HS

**** Véhicule cédé à l'assurance

MATERIEL DIVERS

N° Inventaire comptable	année	Article budgétaire	Matériel	Fournisseur	Prix d'achat unitaire	Mise à prix
2012000000063	2012	2183	1 HP Compaq 6200	STIM PLUS	568,63 €	30 €

*

* *

Après en avoir délibéré, les membres du Bureau du conseil d'administration adoptent à l'unanimité ce dossier.

Le président du conseil d'administration,


André GAUTIER

- Membres théoriques :
5
- Membres en exercice :
5
- Membres présents :
5
- Votants :
5

**BUREAU DU CONSEIL D'ADMINISTRATION
DU SERVICE DEPARTEMENTAL D'INCENDIE ET DE SECOURS
DE LA SEINE-MARITIME**

EXTRAIT DES DELIBERATIONS

**MODIFICATION DU TABLEAU DES EMPLOIS BUDGETAIRES ET
AUTORISATIONS A RECOURIR A DES TRANSFORMATIONS DE POSTES
BUDGETAIRES**

Le 04 octobre 2017, le Bureau du conseil d'administration du Service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime, convoqué le 20 septembre 2017, s'est réuni à la direction départementale sous la présidence de Monsieur André GAUTIER.

Le quorum étant atteint (3 membres) avec 5 membres présents, le bureau peut valablement délibérer.

ETAIENT PRESENTS

- Monsieur André GAUTIER, Président
- Monsieur Sébastien TASSERIE, 1^{er} Vice-Président
- Madame Sophie ALLAIS, 2^{ème} Vice-Présidente
- Monsieur Gérard JOUAN, 3^{ème} Vice-Président
- Monsieur Bastien CORITON, membre

Délibération affichée le :

et retirée de l'affichage le :

Délibération insérée au recueil des actes administratifs du mois :

I - Création et suppression de postes

- **Création temporaire** : néant
- **Création permanente** : néant
- **Suppression** : 1 poste de capitaine

Pour information : le Conseil d'administration, par délibération du 10 février 2017 prise après avis du comité technique du 15 janvier 2017 a acté la suppression d'un poste de capitaine au sein du groupement Ouest à compter du 1^{er} octobre 2017. Cette suppression de poste ne pouvait être prise en considération dans le tableau des effectifs qu'à compter du départ effectif de l'agent.

II – Postes vacants susceptibles d'être pourvus par des agents contractuels

En l'absence de candidats titulaires répondant au profil recherché, le poste suivant pourra être tenu par un agent contractuel recruté sur la base de l'article 3-2 ou de l'article 3-3 de la loi n°84-53 du 26 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale :

- Acheteur, cadre d'emplois des rédacteurs au sein du groupement Finances et commande publique ;

*

* *

Après en avoir délibéré, les membres du Bureau du conseil d'administration adoptent à l'unanimité ce dossier.

Le président du conseil d'administration,



André GAUTIER

EFFECTIFS		POSTES BUDGETAIRES				PREVISIONNEL POSTES POURVUS au 01/10/2017			ECART POURVUS / BUDGETAIRES
		BCA du 06/09/17	Création de poste	Suppression de poste	BCA du 04/10/17	Titulaires	Contractuels	Effectif total	
Directeur départemental	Colonel hors classe	1			1	1	0	1	0
Directeur départemental adjoint	Colonel hors classe	1			1	1	0	1	0
EMPLOIS FONCTIONNELS		2	0	0	2	2	0	2	0
A1	Contrôleur général	0			0	0	0	0	0
	Colonel hors classe	0			0	0	0	0	0
	Colonel	0			0	0	0	0	0
	Lieutenant Colonel	10			10	10	0	10	0
A2	Commandant	23			23	23	0	23	0
	Capitaine	34		1	33	32	0	32	-1
B1	Lieutenant hors classe	4			4	4	0	4	0
B2	Lieutenant 1ère classe	37			37	33	0	33	-4
B3	Lieutenant 2ème classe	30			30	26	0	26	-4
C1	Adjudants	185			185	183	0	183	-2
	Sergents	188			188	188	0	188	0
C2	Caporal-chef	72			72	71	0	71	-1
	Caporal	312			312	311	0	311	-1
C3	Sapeur	2			2	2	0	2	0
FILIERE SPP hors SSM		897	0	1	896	883	0	883	-13
A1	Médecin de classe exceptionnelle	1			1	1	0	1	0
	Médecin hors classe	2			2	1	1	2	0
	Médecin de classe normale	0			0	0	0	0	0
	Pharmacien de classe normale	2			2	2	0	2	0
A	Cadre de santé de 2ème classe	1			1	1	0	1	0
A	Infirmier hors classe	1			1	1	0	1	0
A	Infirmier de classe supérieure	3			3	3	0	3	0
A	Infirmier de classe normale	0			0	0	0	0	0
FILIERE SSM		10	0	0	10	9	1	10	0
A1	Directeurs Territoriaux	1			1	0	1	1	0
A2	Attachés Territoriaux	15			15	9	4	13	-2
B	Rédacteurs Territoriaux	39			39	30	8	38	-1
C	Adjoints Administratifs	97			97	94	1	95	-2
FILIERE ADMINISTRATIVE		152	0	0	152	133	14	147	-5
B	Assistant socio-éducatif principal	1			1	1	0	1	0
FILIERE MEDICO-SOCIALE		1	0	0	1	1	0	1	0
A	Ingénieurs territoriaux	10			10	5	4	9	-1
B	Techniciens territoriaux	27			27	21	5	26	-1
C1	Agents de Maîtrise	27			27	24	2	26	-1
C2	Adjointes Techniques*	42			42	37	2	39	-3
FILIERE TECHNIQUE		106	0	0	106	87	13	100	-6
TOTAL		1168	0	1	1167	1115	28	1143	-24
Emplois temporaires	Caporal	8			8	0	0	0	-8
	Capitaine	1			1	1	0	1	0
		9	0	0	9	1	0	1	-8

Effectifs non permanents (remplacement)	nombre
contractuels	4
Engagés de service civique	0
Apprenti	2
Emplois d'avenir	3
Agent mis à disposition du SDIS par une société d'intérim	0
Agent d'une collectivité mis à disposition du SDIS	1
Agent mis à disposition TOTAL/CNPE	4

* effectif non permanent (remplacement maladie, surcroît d'activité, maternité....)

- Membres théoriques :
5
- Membres en exercice :
5
- Membres présents :
5
- Votants :
5

**BUREAU DU CONSEIL D'ADMINISTRATION
DU SERVICE DEPARTEMENTAL D'INCENDIE ET DE SECOURS
DE LA SEINE-MARITIME**

EXTRAIT DES DELIBERATIONS

**DETERMINATION DES GRADES DES EMPLOIS DE DIRECTION DES SAPEURS-
POMPIERS PROFESSIONNELS DU SDIS 76**

Le 04 octobre 2017, le Bureau du conseil d'administration du Service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime, convoqué le 20 septembre 2017, s'est réuni à la direction départementale sous la présidence de Monsieur André GAUTIER.

Le quorum étant atteint (3 membres) avec 5 membres présents, le bureau peut valablement délibérer.

ETAIENT PRESENTS

- Monsieur André GAUTIER, Président
- Monsieur Sébastien TASSERIE, 1^{er} Vice-Président
- Madame Sophie ALLAIS, 2^{ème} Vice-Présidente
- Monsieur Gérard JOUAN, 3^{ème} Vice-Président
- Monsieur Bastien CORITON, membre

Délibération affichée le :

et retirée de l'affichage le :

Délibération insérée au recueil des actes administratifs du mois :

La réforme statutaire de la catégorie A des sapeurs-pompiers professionnels de fin 2016 a également concerné les quotas d'encadrement des services d'incendie et de secours et impose que l'assemblée (Conseil d'administration ou Bureau ayant reçu délégation) délibère après avis du comité technique.

Les articles R. 1424-23-1 à R. 1424-23-3 du Code général des collectivités territoriales (CGCT) déterminent les quotas opérationnels relatifs aux sapeurs-pompiers professionnels fixés à partir d'un effectif de référence au 31 décembre de l'année précédente.

Ce quota opérationnel définit le nombre plafond d'agents par grade pour les officiers de catégorie A et par cadre d'emplois pour les sous-officiers et les lieutenants. Ce quota est à respecter dans le cadre des nominations au grade supérieur.

L'article R. 1424-23-3 du CGCT relatif aux emplois de direction (directeur départemental, directeur départemental adjoint et chefs de groupement) n'a pas été modifié mais est le seul article impacté par la réforme suite à l'abrogation du décret 2001-683 du 30 juillet 2001, qui apportait des précisions et limites quant aux grades pouvant être détenus par les chefs de groupement de la filière sapeur-pompier professionnel.

Dorénavant, il revient à l'assemblée délibérante de définir les grades pouvant être détenus par les personnels affectés sur les emplois de direction précités sachant que, pour le Sdis 76, les chefs de groupement doivent détenir au minimum le grade de commandant.

L'assemblée délibérante doit, en fonction du nombre de postes fixé dans l'organigramme du service, définir les grades requis pour les emplois de direction en respectant les limites réglementaires.

Il vous est proposé de valider la répartition suivante conforme à l'organigramme actuel du service :

- Directeur départemental : colonel hors classe à contrôleur général,
- Directeur départemental adjoint : colonel à colonel hors classe,
- 5 postes de chef de groupement : lieutenant-colonel,
- 4 postes de chef de groupement : lieutenant-colonel ou commandant : les deux grades sont interdépendants en fonction des effectifs pourvus (pour 2017, il sera retenu 2 postes de lieutenant-colonel et deux postes de commandant).

Le dossier est présenté pour avis au comité technique du 27 septembre 2017.

*
* *

Le Comité technique s'est prononcé le 27 septembre 2017 avec avis favorable à l'unanimité du collège des représentants de l'administration et avis favorable à l'unanimité du collège des représentants du personnel.

*
* *

Après en avoir délibéré, les membres du Bureau du conseil d'administration adoptent à l'unanimité ce dossier.

Le président du conseil d'administration,



André GAUTIER

N°2017-BCA-73

- Membres théoriques :

5

- Membres en exercice :

5

- Membres présents :

5

- Votants :

5

**BUREAU DU CONSEIL D'ADMINISTRATION
DU SERVICE DEPARTEMENTAL D'INCENDIE ET DE SECOURS
DE LA SEINE-MARITIME**

EXTRAIT DES DELIBERATIONS

**GRANDS PRINCIPES FONDATEURS
A LA REORGANISATION TERRITORIALE ET FONCTIONNELLE DU SDIS**

Le 04 octobre 2017, le Bureau du conseil d'administration du Service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime, convoqué le 20 septembre 2017, s'est réuni à la direction départementale sous la présidence de Monsieur André GAUTIER.

Le quorum étant atteint (3 membres) avec 5 membres présents, le bureau peut valablement délibérer.

ETAIENT PRESENTS

- Monsieur André GAUTIER, Président
- Monsieur Sébastien TASSERIE, 1^{er} Vice-Président
- Madame Sophie ALLAIS, 2^{ème} Vice-Présidente
- Monsieur Gérard JOUAN, 3^{ème} Vice-Président
- Monsieur Bastien CORITON, membre

Délibération affichée le :

et retirée de l'affichage le :

Délibération insérée au recueil des actes administratifs du mois :

Conformément aux objectifs fixés par la feuille de route 2018-2020 du Président au Directeur départemental, le Service départemental d'incendie et de secours doit poursuivre sa modernisation en redéfinissant son organisation territoriale et fonctionnelle.

En effet, pour répondre aux enjeux multifactoriels de maîtrise financière, mutualisation, développement du volontariat et sécurisation juridique, le Sdis doit lancer un processus de réflexion lui permettant de répondre à la nécessité d'adaptabilité au regard des contraintes du contexte actuel.

Aussi, afin de pouvoir mener à bien ces travaux, nous souhaitons soumettre au Bureau du conseil d'administration des valeurs et principes qui guideront nos réflexions liées à cette réorganisation du service ; à savoir :

- partager des valeurs avec l'ensemble des personnels du Sdis,-
- redonner une dimension humaine au cœur du dispositif,
- assurer les principes d'équité et de performance,
- recentrer les activités des groupements / services sur leur cœur de métier,
- mutualiser les fonctions supports en interne en développant le « travailler ensemble » : soit décroiser les services pour créer de l'interdépendance,
- optimiser la répartition de la charge de travail,
- simplifier, donner de la lisibilité et de la cohérence,
- privilégier la sécurité et les équipements de base nécessaires pour travailler dans de bonnes conditions,
- faire du Sdis un établissement toujours plus ouvert sur l'extérieur.

De plus, avec votre assentiment, une large communication auprès de l'ensemble des personnels sera réalisée afin que chacun s'approprie et adhère à ces principes ; dont le partage par le plus grand nombre ne pourra que favoriser la réflexion et la mise en œuvre de cette réorganisation.

*

* *

Après en avoir délibéré, les membres du Bureau du conseil d'administration adoptent à l'unanimité ce dossier.

Le président du conseil d'administration,



André GAUTIER

N°2017-BCA-74

- Membres théoriques :
5
- Membres en exercice :
5
- Membres présents :
5
- Votants :
5

**BUREAU DU CONSEIL D'ADMINISTRATION
DU SERVICE DEPARTEMENTAL D'INCENDIE ET DE SECOURS
DE LA SEINE-MARITIME**

EXTRAIT DES DELIBERATIONS

**GRADES DE L'ENCADREMENT DES CENTRES SPV
(CHEFS DE CENTRE ET ADJOINTS)**

Le 04 octobre 2017, le Bureau du conseil d'administration du Service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime, convoqué le 20 septembre 2017, s'est réuni à la direction départementale sous la présidence de Monsieur André GAUTIER.

Le quorum étant atteint (3 membres) avec 5 membres présents, le bureau peut valablement délibérer.

ETAIENT PRESENTS

- Monsieur André GAUTIER, Président
- Monsieur Sébastien TASSERIE, 1^{er} Vice-Président
- Madame Sophie ALLAIS, 2^{ème} Vice-Présidente
- Monsieur Gérard JOUAN, 3^{ème} Vice-Président
- Monsieur Bastien CORITON, membre

Délibération affichée le :

et retirée de l'affichage le :

Délibération insérée au recueil des actes administratifs du mois :

Afin d'apporter une cohérence départementale s'agissant de la chefferie des centres de sapeurs-pompiers volontaires, d'homogénéiser la gestion des avancements de grade pour tenir les emplois de chefs de centres et d'adjoints, d'afficher les perspectives d'évolution de carrière des cadres volontaires, une grille de lecture a été créée.

Elle fixe, en fonction des effectifs opérationnels maximum de sapeurs-pompiers volontaires de garde et/ou d'astreinte définis par le Règlement opérationnel, un grade cible et un grade possible pour le chef de centre et l'adjoint au chef de centre pour les affectations à venir.

La grille de lecture est jointe en annexe du présent rapport.

Elle pourra toutefois évoluer au regard du classement, ainsi que des effectifs de référence des centres qui seront prochainement définis et arrêtés.

*

* *

Le Comité consultatif départemental des sapeurs-pompiers volontaires s'est prononcé le 27 septembre 2017 avec avis favorable à l'unanimité.

*

* *

Après en avoir délibéré, les membres du Bureau du conseil d'administration adoptent à l'unanimité ce dossier.

Le président du conseil d'administration,



André GAUTIER

TABLEAU DES GRADES « CIBLES » ET GRADES « POSSIBLES » DE LA CHEFFERIE DES CIS SPV

EOJ / POJ		Chefs de centre			Précisions	Adjoints au chef de centre			Précisions
Nbre de SPV max de garde	Nbre de SPV max d'astreinte	Grade cible	Grade possible	Activité opérationnelle associée		Grade cible	Grade possible	Activité opérationnelle associée	
0	0	Lieutenant	Adjudant	En fonction des besoins au sein de la chaine de commandement	Adjudant titulaire des UV de chef d'agrès tout engin	Adjudant	Sergent	En fonction des besoins au sein de la chaine de commandement	Adjudant titulaire des UV de chef d'agrès tout engin
0	4				Lieutenant inscrit dans le processus de la FILT SPV				
0	6	Lieutenant	Capitaine		Capitaine titulaire de la FAE de capitaine SPV	Adjudant	Lieutenant		Lieutenant titulaire de la FILT SPV
0	7				Capitaine nommé à titre unique				Lieutenant inscrit dans le processus de la FILT SPV
0	9				Lieutenant inscrit dans le processus de la FILT SPV				
3	7	Capitaine	Lieutenant		Lieutenant inscrit dans le processus de la FILT SPV	Lieutenant	Lieutenant		
3	9								

- Membres théoriques :
17
- Membres en exercice :
17
- Membres présents :
11
- Pouvoirs :
4
- Votants :
15

**CONSEIL D'ADMINISTRATION
DU SERVICE DEPARTEMENTAL D'INCENDIE ET DE SECOURS
DE LA SEINE-MARITIME**

EXTRAIT DES DELIBERATIONS

AJUSTEMENT DES AUTORISATIONS DE PROGRAMME VOTEES

Le 19 octobre 2017, le Conseil d'administration du Service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime, convoqué le 04 octobre 2017, s'est réuni à la direction départementale sous la présidence de Monsieur André GAUTIER.

Le quorum étant atteint (9 membres) avec 11 membres présents, l'assemblée peut valablement délibérer.

Étaient présents : Monsieur André GAUTIER, Président,

I. Membres du Conseil d'administration avec voix délibérative :

Titulaires

Mmes Sophie ALLAIS, Pierrette CANU, Blandine LEFEBVRE.
MM. Bastien CORITON, Didier REGNIER, Sébastien TASSERIE, Jean-Pierre THEVENOT.

Suppléants

Mme Virginie LUCOT-AVRIL.
MM. Eric BLOND, Philippe LEROY.

II. Membres avec voix consultative :

MM. le Colonel hors classe Jean-Yves LAGALLE, Directeur départemental, le Colonel hors classe Marc VITALBO, Directeur départemental adjoint, le Commandant Luc TACONNET, le Commandant Hervé TESNIERE, le Caporal Thomas BRU, Pascal GRESSER, Payeur départemental.

III. Membre de droit :

Mme Fabienne BUCCIO, Préfète de la Région Normandie, Préfète de la Seine-Maritime,
M. Jean-Marc MAGDA, Directeur de Cabinet.

IV. Pouvoirs :

Monsieur Gérard JOUAN a Monsieur André GAUTIER,
Madame Florence THIBAUDEAU-RAINOT à Monsieur Sébastien TASSERIE,
Monsieur Michel LEJEUNE à Madame Sophie ALLAIS,
Monsieur Guillaume COUTEY à Monsieur Bastien CORITON.

Étaient absents excusés :

Mmes Chantal COTTEREAU, Florence DURANDE, Florence THIBAUDEAU RAINOT.
MM. Guillaume COUTEY, Gérard JOUAN, Michel LEJEUNE, Luc LEMONNIER - représenté, le Colonel Thierry SENEZ, le Commandant Samuel PERDRIX - représenté, le Lieutenant Hervé PASQUIER.

Délibération affichée le :

et retirée de l'affichage le :

Délibération insérée au recueil des actes administratifs du mois :

Le présent rapport vise à exposer l'ajustement des crédits de paiement (CP) des autorisations de programme (AP) votées par le Service.

Les modifications sont intégrées dans la décision modificative n° 2 qui vous sera proposée dans un autre rapport dédié.

Elles tiennent essentiellement compte d'ajustements en lien avec la volonté de contenir le volume des dépenses d'investissement pour dégager une marge de financement de la Nouvelle Politique Immobilière. Cela a conduit à proposer de nouvelles priorités, de nouveaux phasages et des abandons ou réductions de certains projets.

I) Autorisations de programme de la politique immobilière

Autorisation de programme relative à la construction du Groupement Ouest

Le bâtiment a été réceptionné en juin 2016.

Les dépenses liées aux soldes des différents marchés n'interviendront qu'en 2018.

L'autorisation de programme pourra ainsi être clôturée en 2019 et les crédits de paiement libérés pour abonder le financement d'autres opérations.

Intitulé	Montant global	Crédits de paiement			
		Crédits déjà consommés	2017	2018	2019
Groupement Ouest	4 250 000,00 €	3 885 016,28 €	-114 983,72 €	-250 000,00 €	— €
			98 813,72 €	76 000,00 €	190 170,00 €

Autorisation de programme relative à la construction du Groupement Est

La réflexion menée sur la répartition des missions entre groupements territoriaux et groupements fonctionnels placés à la Direction ont conduit à suspendre et modifier le projet initial, ce qui implique de revoir le rythme des crédits de paiement.

Intitulé	Montant Global	Crédits de paiement			
		Crédits déjà consommés	2017	2018	2019
Groupement Est	1 400 000,00 €	767 775,26 €	-440 000,00 €	-140 000,00 €	-52 224,74 €
			- €	115 000,00 €	517 224,74 €

Autorisation de programme relative à la construction du Cis de Forges les Eaux

Le lissage des crédits de paiement permettra de procéder aux opérations financières liées à la fin du délai de garantie de parfait achèvement en 2018.

Le centre de secours ayant été réceptionné le 15 décembre 2016 et compte tenu des délais de traitement des soldes des marchés (principalement celui du maître d'œuvre), ainsi que des dates de clôture de gestion budgétaire, les dépenses ne seront effectivement décaissées qu'en 2018 à hauteur d'environ 15 000,00 €.

Le reliquat des crédits de paiement pourra être libéré pour financer d'autres opérations.

Intitulé	Montant Global	Crédits de paiement		
		Crédits déjà consommés	2017	2018
CIS Forges les Eaux	520 000,00 €	268 470,00 €	-101 530,00 €	— €
			114 835,67 €	136 694,33 €

Autorisation de programme relative à la réhabilitation du Cis de Montivilliers

Le marché du maître d'œuvre relatif à cette opération a été notifié le 05 septembre 2017.

Le nouveau planning prévisionnel de déroulement de l'opération conduit à redimensionner les crédits de paiement associés.

Intitulé	Montant Global	Crédits déjà consommés	Crédits de paiement			
			2017	2018	2019	2020
CIS Montivilliers	445 000,00 €	1 668,00 €	-53 500,00 €	-260 000,00 €	-110 000,00 €	-19 800,00 €
			5 000,00 €	120 000,00 €	235 000,00 €	83 332,00 €

Autorisation de programme relative à la réhabilitation de locaux au sein de la Direction

Le solde des crédits de paiement de cette AP a été fléché pour financer deux projets :

- Les travaux d'aménagement de l'espace plonge du service de restauration,
- La création d'une salle de sport.

Si les travaux relatifs à la salle de sport pourront se dérouler dans le courant du premier semestre 2018, ceux afférents à la restauration seront programmés durant l'été 2018 pour limiter les nuisances et proposer plus facilement une solution alternative aux agents déjeunant sur place.

Intitulé	Montant Global	Crédits déjà consommés	Crédits de paiement	
			2017	2018
Direction	520 000,00 €	381 814,01 €	-138 185,99 €	—
			34 451,69 €	103 734,30 €

Autorisation de programme relative à la construction du Cis Le Havre Sud

Le marché de maîtrise d'œuvre relatif à la dépollution a été notifié le 11 septembre 2017.

Le traitement de la pollution se déroulera en deux temps :

- Une première phase correspondant à l'extraction d'environ 4 300 m³ de matériaux sera effectuée au printemps 2018 ;
- Une seconde phase portera sur le confinement d'environ 1 400 m³ sous le bâtiment qui sera construit.

Les travaux d'attente au sein de l'actuel Cis commencés en 2017 se poursuivront en 2018 pour améliorer les conditions de travail du personnel d'ici à la réception des travaux sur le nouveau Cis.

L'année 2018 sera également consacrée à l'organisation du concours pour désigner le maître d'œuvre en charge des études et du suivi des travaux.

Intitulé	Montant Global	Crédits de paiement						
		Crédits déjà consommés	2017	2018	2019	2020	2021	2022
CIS Le Havre Sud	10 200 000,00 €	- €	176 100,00 €	1 947 000,00 €	3 450 000,00 €	4 351 900,00 €	275 000,00 €	— €
				450 000,00 €	2 800 000,00 €	2 900 000,00 €	2 100 000,00 €	1 773 900,00 €

Autorisation de programme relative à la réfection du patrimoine bâti

Cette autorisation de programme a été ouverte pour la réfection, l'aménagement ou encore la mise en conformité du patrimoine bâti qui ne fait pas l'objet de la nouvelle politique immobilière ou dont l'état ne permet pas d'attendre la mise en œuvre de celle-ci.

Les priorités nouvelles liées à la sécurité du personnel, au contrôle de l'accès dans les Cis ou encore la féminisation du personnel, amènent le service à redéfinir le lissage des crédits de paiement.

Intitulé	Montant Global	Crédits de paiement			
		2017	2018	2019	2020
Patrimoine bâti	1 600 000,00 €	— 423 800,00 €	— 400 000,00 €	— 400 000,00 €	— 376 200,00 €
		119 300,00 €	493 000,00 €	424 000,00 €	563 700,00 €

Autorisation de programme relative aux travaux du Centre départemental de formation

En 2017, le Sdis a finalement effectué les études de faisabilité en interne.

La nouvelle programmation de l'opération amène à lisser les crédits de paiement comme suit :

Intitulé	Montant Global	Crédits de paiement				
		Crédits déjà consommés	2017	2018	2019	2020
Travaux au CDF	1 465 000,00 €		— 20 000,00 €	— 371 658,00 €	— 238 468,00 €	— 834 874,00 €
		- €	- €	76 000,00 €	1 369 000,00 €	20 000,00 €

II) Autorisation de programme relative à la formation

Autorisation de programme relative au Plateau Technique de Formation (PTF)

Le planning de réalisation des aménagements du Plateau Technique de Formation a été décalé.

Les études ayant été réalisées courant 2017, les travaux débiteront dès 2018 et nécessitent un nouveau lissage des crédits de paiement.

Intitulé	Montant Global	Crédits de paiement		
		Crédits déjà consommés	2017	2018
Plateau technique de formation	1 142 500,00 €	879 741,19 €	105 527,76 €	157 231,05 €
			30 813,00 €	231 945,81 €

III) Autorisation de programme relative à l'acquisition de matériels et équipements

Autorisation de programme relative à l'acquisition d'équipements et de matériels opérationnels

L'ajustement proposé tient compte des niveaux de consommations de l'exercice 2017 et permettrait, pour un montant total d'autorisation de programme inchangé, de prendre en compte un objectif de recrutement de 100 SPV supplémentaires chaque année d'ici à 2020.

Intitulé	Montant global	Crédits de paiement			
		2017	2018	2019	2020
Acquisition d'équipements et de matériels opérationnels	3 500 654,00 €	+ 087 428,00 €	— 881 776,00 €	— 859 958,00 €	— 671 492,00 €
		1 034 128,00 €	868 370,00 €	820 067,00 €	778 089,00 €

Autorisation de programme relative à l'acquisition d'équipements et de matériels non opérationnels

Le rythme de décaissement des crédits de paiement a été revu en fonction de l'ajustement des besoins. De plus, le service a révisé la politique de dotation de matériels non opérationnels entraînant ainsi un décalage des crédits de paiement.

Intitulé	Montant global	Crédits de paiement			
		2017	2018	2019	2020
Acquisition d'équipements et de matériels non opérationnels	341 025,00 €	— 85 025,00 €	— 82 000,00 €	— 82 000,00 €	— 92 000,00 €
		70 795,00 €	97 326,00 €	89 115,00 €	83 789,00 €

Autorisation de programme relative à l'acquisition de matériels roulants

Le service mène actuellement une réflexion en vue de réduire le parc d'engins et propose, dans un premier temps, de modifier le rythme des acquisitions de certains véhicules.

Intitulé	Montant global	Crédits de paiement					
		Crédits déjà consommés	2017	2018	2019	2020	2021
Matériels roulants	11 830 400,00 €	3 964 885,08 €	+ 997 426,00 €	2 360 670,00 €	2 391 972,00 €	+ 115 446,92 €	— €
			1 803 371,00 €	2 181 870,00 €	1 965 274,00 €	1 181 148,00 €	733 851,92 €

Autorisation de programme relative au reconditionnement, l'aménagement, la maintenance et équipements des matériels

Les différents reconditionnements et aménagements programmés fin 2016 sont impactés par la modification du rythme d'acquisition des matériels roulants neufs.

Le rythme des dépenses doit donc être révisé comme suit :

Intitulé	Montant global	Crédits de paiement			
		2017	2018	2019	2020
Reconditionnement - aménagement - maintenance des matériels roulants	1 820 920,00 €	— 542 369,00 €	— 519 087,00 €	— 388 513,00 €	— 370 951,00 €
		531 769,00 €	558 600,00 €	274 641,00 €	455 910,00 €

Autorisation de programme relative au renouvellement de matériels SSSM

Le cahier des charges concernant l'acquisition d'appareils de réanimation multi-paramètres nomades prévus en 2017 n'a pas été finalisé.

L'acquisition est donc reprogrammée en 2018 nécessitant ainsi le décalage des crédits nécessaires.

Intitulé	Montant global	Crédits de paiement			
		2017	2018	2019	2020
Renouvellement de matériels SSSM	283 357,00 €	— 73 822,00 €	— 73 099,00 €	— 69 718,00 €	— 66 718,00 €
		62 251,00 €	68 430,00 €	77 890,00 €	74 786,00 €

Détail par type de matériels :

Intitulé	Montant global	Crédits de paiement			
		2017	2018	2019	2020
Cabinets médicaux	7 000,00 €	1 000,00 €	1 000,00 €	4 000,00 €	1 000,00 €
Immobilisation	34 992,00 €	6 676,00 €	9 026,00 €	9 645,00 €	9 645,00 €
Réanimation	183 915,00 €	34 914,00 €	41 141,00 €	53 982,00 €	53 878,00 €
Bagagerie	42 500,00 €	14 125,00 €	14 125,00 €	7 125,00 €	7 125,00 €
Relevage	14 950,00 €	5 536,00 €	3 138,00 €	3 138,00 €	3 138,00 €

Autorisation de programme relative à l'acquisition de mobiliers

Le réemploi du mobilier d'occasion a limité la consommation sur 2017 et permet de financer une année supplémentaire de dotation en mobilier hors opérations de construction.

Intitulé	Montant global	Crédits de paiement				
		2017	2018	2019	2020	2021
Acquisition de mobiliers	191 000,00 €	41 000,00 €	50 000,00 €	50 000,00 €	50 000,00 €	— €
		35 000,00 €	35 000,00 €	40 000,00 €	40 000,00 €	41 000,00 €

IV) Autorisation de programme relative aux systèmes d'information

Autorisation de programme relative à la modernisation des outils informatiques de gestion

Les retards pris dans le déploiement des logiciels finances et patrimoine nécessitent de redéployer les crédits de paiement selon le lissage suivant :

Intitulé	Montant global	Crédits de paiement			
		Crédits déjà consommés	CP 2017	CP 2018	CP 2019
MOIG	1 675 000,00 €		— 500 000,00 €	— 188 850,96 €	— €
		986 149,04 €	415 000,00 €	227 000,00 €	46 850,96 €

Autorisation de programme relative au maintien en état de fonctionnement du système global d'information

L'allongement du renouvellement des postes informatiques permettra le remplacement des outils bureautiques du Sdis 76 qui devra être opéré en 2019.

Intitulé	Montant global	Crédits de paiement			
		2017	2018	2019	2020
Maintenance en état de fonctionnement du système global d'information	2 068 040,00 €	633 290,00 €	492 750,00 €	471 000,00 €	471 000,00 €
		580 540,00 €	391 260,00 €	658 000,00 €	438 240,00 €

Détails par axes :

AXES	2017	2018	2019	2020
Gestion des licences logicielles	104 300 €	115 000 €	370 000 €	115 000 €
Gestion du parc informatique	375 000 €	214 000 €	238 000 €	261 000 €
postes informatiques	219 500 €	170 000 €	180 000 €	180 000 €
outils d'impressions	125 000 €	15 000 €	25 000 €	48 000 €
vidéo projection	8 000 €	9 000 €	8 000 €	8 000 €
systèmes et réseaux	22 500 €	20 000 €	25 000 €	25 000 €
Gestion du parc téléphonique et transmission radio	101 240 €	62 260 €	50 000 €	62 240 €
TOTAL	580 540 €	391 260 €	658 000 €	438 240 €

Autorisation de programme relative à la refonte du système de gestion opérationnelle

Le nouveau Système de Gestion Opérationnelle a connu des difficultés dans son déploiement. Les anomalies relevées ont amené le service à décaler l'étape contractuelle de Vérification de Service Régulier (VSR) ; préalable nécessaire à la Vérification d'Aptitude (VA) et l'admission. La proposition de ventilation des crédits de paiement tient compte de ce décalage.

Intitulé	Montant global	Crédits de paiement		
		Crédits déjà consommés	2017	2018
SGO	7 543 098,00 €	1 888 882,89 €	— 5 000 000,00 €	— 654 215,11 €
			4 500 000,00 €	1 154 215,11 €

*

* *

Après en avoir délibéré, les membres du Conseil d'administration adoptent à l'unanimité ce dossier.

Le président du conseil d'administration,


André GAUTIER

- Membres théoriques :
17
- Membres en exercice :
17
- Membres présents :
11
 - Pouvoirs :
4
 - Votants :
15

**CONSEIL D'ADMINISTRATION
DU SERVICE DEPARTEMENTAL D'INCENDIE ET DE SECOURS
DE LA SEINE-MARITIME**

EXTRAIT DES DELIBERATIONS

**CLOTURE DE L'AUTORISATION DE PROGRAMME RELATIVE A
L'ACQUISITION DE CAISSONS MULTI-ACTIVITES**

Le 19 octobre 2017, le Conseil d'administration du Service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime, convoqué le 04 octobre 2017, s'est réuni à la direction départementale sous la présidence de Monsieur André GAUTIER.

Le quorum étant atteint (9 membres) avec 11 membres présents, l'assemblée peut valablement délibérer.

Étaient présents : Monsieur André GAUTIER, Président,

I. Membres du Conseil d'administration avec voix délibérative :

Titulaires

Mmes Sophie ALLAIS, Pierrette CANU, Blandine LEFEBVRE.
MM. Bastien CORITON, Didier REGNIER, Sébastien TASSERIE, Jean-Pierre THEVENOT.

Suppléants

Mme Virginie LUCOT-AVRIL.
MM. Eric BLOND, Philippe LEROY.

II. Membres avec voix consultative :

MM. le Colonel hors classe Jean-Yves LAGALLE, Directeur départemental, le Colonel hors classe Marc VITALBO, Directeur départemental adjoint, le Commandant Luc TACONNET, le Commandant Hervé TESNIERE, le Caporal Thomas BRU, Pascal GRESSER, Payeur départemental.

III. Membre de droit :

Mme Fabienne BUCCIO, Préfète de la Région Normandie, Préfète de la Seine-Maritime,
M. Jean-Marc MAGDA, Directeur de Cabinet.

IV. Pouvoirs :

Monsieur Gérard JOUAN à Monsieur André GAUTIER
Madame Florence THIBAudeau-RAINOT à Monsieur Sébastien TASSERIE
Monsieur Michel LEJEUNE à Madame Sophie ALLAIS
Monsieur Guillaume COUTEY à Monsieur Bastien CORITON

Étaient absents excusés :

Mmes Chantal COTTEREAU, Florence DURANDE, Florence THIBAudeau RAINOT.
MM. Guillaume COUTEY, Gérard JOUAN, Michel LEJEUNE, Luc LEMONNIER - représenté, le Colonel Thierry SENEZ, le Commandant Samuel PERDRIX - représenté, le Lieutenant Hervé PASQUIER.

Délibération affichée le :

et retirée de l'affichage le :

Délibération insérée au recueil des actes administratifs du mois :

Le présent rapport vise à clôturer l'autorisation de programme destinée à l'acquisition de caissons multi-activités.

En effet, les contraintes budgétaires du Service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime et la nouvelle politique de mutualisation nous obligent de revoir la priorité de certains projets et à abandonner celui-ci sous sa forme actuelle.

Intitulé	Montant Global	Crédits déjà consommés
Caissons multiactivités	540 000,00 €	13 419,30 €

*
* *

Après en avoir délibéré, les membres du Conseil d'administration adoptent à l'unanimité ce dossier.

Le président du conseil d'administration,



André GAUTIER

- Membres théoriques :
17
- Membres en exercice :
17
- Membres présents :
11
- Pouvoirs :
4
- Votants :
15

**CONSEIL D'ADMINISTRATION
DU SERVICE DEPARTEMENTAL D'INCENDIE ET DE SECOURS
DE LA SEINE-MARITIME**

EXTRAIT DES DELIBERATIONS

**CLOTURE DE L'AUTORISATION DE PROGRAMME RELATIVE A LA
CONSTRUCTION DU CIS DE CANY-BARVILLE**

Le 19 octobre 2017, le Conseil d'administration du Service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime, convoqué le 04 octobre 2017, s'est réuni à la direction départementale sous la présidence de Monsieur André GAUTIER.

Le quorum étant atteint (9 membres) avec 11 membres présents, l'assemblée peut valablement délibérer.

Étaient présents : Monsieur André GAUTIER, Président,

I. Membres du Conseil d'administration avec voix délibérative :

Titulaires

Mmes Sophie ALLAIS, Pierrette CANU, Blandine LEFEBVRE.
MM. Bastien CORITON, Didier REGNIER, Sébastien TASSERIE, Jean-Pierre THEVENOT.

Suppléants

Mme Virginie LUCOT-AVRIL.
MM. Eric BLOND, Philippe LEROY.

II. Membres avec voix consultative :

MM. le Colonel hors classe Jean-Yves LAGALLE, Directeur départemental, le Colonel hors classe Marc VITALBO, Directeur départemental adjoint, le Commandant Luc TACONNET, le Commandant Hervé TESNIERE, le Caporal Thomas BRU, Pascal GRESSER, Payeur départemental.

III. Membre de droit :

Mme Fabienne BUCCIO, Préfète de la Région Normandie, Préfète de la Seine-Maritime,
M. Jean-Marc MAGDA, Directeur de Cabinet.

IV. Pouvoirs :

Monsieur Gérard JOUAN à Monsieur André GAUTIER
Madame Florence THIBAudeau-RAINOT à Monsieur Sébastien TASSERIE
Monsieur Michel LEJEUNE à Madame Sophie ALLAIS
Monsieur Guillaume COUTEY à Monsieur Bastien CORITON

Étaient absents excusés :

Mmes Chantal COTTEREAU, Florence DURANDE, Florence THIBAudeau RAINOT.
MM. Guillaume COUTEY, Gérard JOUAN, Michel LEJEUNE, Luc LEMONNIER - représenté, le Colonel Thierry SENEZ, le Commandant Samuel PERDRIX - représenté, le Lieutenant Hervé PASQUIER.

Délibération affichée le :

et retirée de l'affichage le :

Délibération insérée au recueil des actes administratifs du mois :

Le présent rapport vise à clôturer l'autorisation de programme destinée à la construction du Centre d'incendie et de secours (Cis) de Cany-Barville.

D'une part, l'objet de cette autorisation de programme n'est plus adapté en ce que des travaux de réhabilitation, plus urgents, doivent être menés comme développé dans un autre rapport spécifique.

D'autre part, le dimensionnement financier de cette autorisation de programme ne correspond plus aux estimations présentées dans le cadre des réflexions sur la nouvelle politique immobilière du Service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime (près de 2,5 M€).

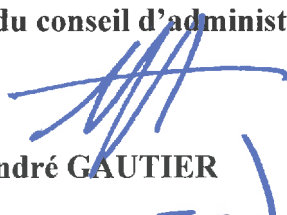
Enfin, les travaux de réhabilitation envisagés permettent au Cis de rester opérationnel dans l'attente de la construction d'une nouvelle caserne sur le secteur.

Intitulé	Montant Global	Crédits déjà consommés
CIS Cany Barville	1 650 000,00 €	11 724,00 €

*
* *

Après en avoir délibéré, les membres du Conseil d'administration adoptent avec 10 votes pour et 5 abstentions ce dossier.

Le président du conseil d'administration,



André GAUTIER

- Membres théoriques :
17
- Membres en exercice :
17
- Membres présents :
11
- Pouvoirs :
4
- Votants :
15

**CONSEIL D'ADMINISTRATION
DU SERVICE DEPARTEMENTAL D'INCENDIE ET DE SECOURS
DE LA SEINE-MARITIME**

EXTRAIT DES DELIBERATIONS

**CREATION D'UNE AUTORISATION DE PROGRAMME « REHABILITATION ET
AMENAGEMENT DU CIS DE CANY-BARVILLE »**

Le 19 octobre 2017, le Conseil d'administration du Service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime, convoqué le 04 octobre 2017, s'est réuni à la direction départementale sous la présidence de Monsieur André GAUTIER.

Le quorum étant atteint (9 membres) avec 11 membres présents, l'assemblée peut valablement délibérer.

Étaient présents : Monsieur André GAUTIER, Président,

I. Membres du Conseil d'administration avec voix délibérative :

Titulaires

Mmes Sophie ALLAIS, Pierrette CANU, Blandine LEFEBVRE.
MM. Bastien CORITON, Didier REGNIER, Sébastien TASSERIE, Jean-Pierre THEVENOT.

Suppléants

Mme Virginie LUCOT-AVRIL.
MM. Eric BLOND, Philippe LEROY.

II. Membres avec voix consultative :

MM. le Colonel hors classe Jean-Yves LAGALLE, Directeur départemental, le Colonel hors classe Marc VITALBO, Directeur départemental adjoint, le Commandant Luc TACONNET, le Commandant Hervé TESNIERE, le Caporal Thomas BRU, Pascal GRESSER, Payeur départemental.

III. Membre de droit :

Mme Fabienne BUCCIO, Préfète de la Région Normandie, Préfète de la Seine-Maritime,
M. Jean-Marc MAGDA, Directeur de Cabinet.

IV. Pouvoirs :

Monsieur Gérard JOUAN a Monsieur André GAUTIER
Madame Florence THIBAudeau-RAINOT à Monsieur Sébastien TASSERIE
Monsieur Michel LEJEUNE à Madame Sophie ALLAIS
Monsieur Guillaume COUTEY à Monsieur Bastien CORITON

Étaient absents excusés :

Mmes Chantal COTTEREAU, Florence DURANDE, Florence THIBAudeau RAINOT.
MM. Guillaume COUTEY, Gérard JOUAN, Michel LEJEUNE, Luc LEMONNIER - représenté, le Colonel Thierry SENEZ, le Commandant Samuel PERDRIX - représenté, le Lieutenant Hervé PASQUIER.

Délibération affichée le :

et retirée de l'affichage le :

Délibération insérée au recueil des actes administratifs du mois :

Le présent rapport a pour objet la création de l'autorisation de programme concernant la réhabilitation et l'aménagement du Cis de Cany-Barville.

Afin de soustraire les agents en garde à Saint-Valéry-en-Caux à des risques en matière d'hygiène, il est proposé de les transférer au Cis Cany-Barville.

En conséquence, des travaux d'aménagement doivent être réalisés rapidement au sein de ce centre de sorte à les accueillir dans de bonnes conditions.

Cette opération sera l'occasion de traiter une partie des locaux atteints par la vétusté et résoudre les problèmes de structure impactant un mur mitoyen avec un riverain.

Le planning prévisionnel des travaux invite à proposer des crédits de paiement selon l'échéancier suivant :

Intitulé	Montant Global	Crédits de paiement		
		2017	2018	2019
Réhabilitation et aménagement du CIS de Cany Barville	500 000,00 €	8 000,00 €	442 000,00 €	50 000,00 €

*
* *

Après en avoir délibéré, les membres du Conseil d'administration adoptent avec 10 votes pour et 5 abstentions ce dossier.

Le président du conseil d'administration,


André GAUTIER

- Membres théoriques :
17
- Membres en exercice :
17
- Membres présents :
11
- Pouvoirs :
4
- Votants :
15

**CONSEIL D'ADMINISTRATION
DU SERVICE DEPARTEMENTAL D'INCENDIE ET DE SECOURS
DE LA SEINE-MARITIME**

EXTRAIT DES DELIBERATIONS

**CREATION D'UNE AUTORISATION DE PROGRAMME
« CONSTRUCTION DU CIS DE DUCLAIR »**

Le 19 octobre 2017, le Conseil d'administration du Service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime, convoqué le 04 octobre 2017, s'est réuni à la direction départementale sous la présidence de Monsieur André GAUTIER.

Le quorum étant atteint (9 membres) avec 11 membres présents, l'assemblée peut valablement délibérer.

Étaient présents : Monsieur André GAUTIER, Président,

I. Membres du Conseil d'administration avec voix délibérative :

Titulaires

Mmes Sophie ALLAIS, Pierrette CANU, Blandine LEFEBVRE.
MM. Bastien CORITON, Didier REGNIER, Sébastien TASSERIE, Jean-Pierre THEVENOT.

Suppléants

Mme Virginie LUCOT-AVRIL.
MM. Eric BLOND, Philippe LEROY.

II. Membres avec voix consultative :

MM. le Colonel hors classe Jean-Yves LAGALLE, Directeur départemental, le Colonel hors classe Marc VITALBO, Directeur départemental adjoint, le Commandant Luc TACONNET, le Commandant Hervé TESNIERE, le Caporal Thomas BRU, Pascal GRESSER, Payeur départemental.

III. Membre de droit :

Mme Fabienne BUCCIO, Préfète de la Région Normandie, Préfète de la Seine-Maritime,
M. Jean-Marc MAGDA, Directeur de Cabinet.

IV. Pouvoirs :

Monsieur Gérard JOUAN à Monsieur André GAUTIER
Madame Florence THIBAudeau-RAINOT à Monsieur Sébastien TASSERIE
Monsieur Michel LEJEUNE à Madame Sophie ALLAIS
Monsieur Guillaume COUTEY à Monsieur Bastien CORITON

Étaient absents excusés :

Mmes Chantal COTTEREAU, Florence DURANDE, Florence THIBAudeau RAINOT.
MM. Guillaume COUTEY, Gérard JOUAN, Michel LEJEUNE, Luc LEMONNIER - représenté, le Colonel Thierry SENEZ, le Commandant Samuel PERDRIX - représenté, le Lieutenant Hervé PASQUIER.

Délibération affichée le :

et retirée de l'affichage le :

Délibération insérée au recueil des actes administratifs du mois :

Le présent rapport a pour objet la création de l'autorisation de programme concernant la construction du Centre d'incendie et de secours (Cis) de Duclair.

Cette opération non intégrée dans le cadre de la réflexion sur la nouvelle politique immobilière du Service départemental d'incendie et de secours de Seine-Maritime (Sdis76) constitue pourtant une contrainte forte.

En effet, le Sdis76 qui est locataire d'une partie de l'immeuble d'habitation accueillant le Cis de Duclair, s'est vu signifier l'obligation de restituer les lieux au propriétaire, dans un délai de 6 mois à compter du 19 septembre 2017.

Afin de maintenir l'activité opérationnelle sur le secteur, la commune a proposé un terrain sur lequel implanter un nouveau Cis.

Le planning prévisionnel des travaux, qui intègre la mise en place d'installations provisoires, conduit à proposer les crédits de paiement suivants :

Intitulé	Montant Global	Crédits de paiement					
		2018	2019	2020	2021	2022	2023
Construction CIS Duclair	2 830 000,00 €	370 000,00 €	20 000,00 €	165 600,00 €	1 805 000,00 €	446 000,00 €	23 400,00 €

*
* *

Après en avoir délibéré, les membres du Conseil d'administration adoptent avec 10 votes pour et 5 abstentions ce dossier.

Le président du conseil d'administration,



André GAUTIER

- Membres théoriques :
17
- Membres en exercice :
17
- Membres présents :
11
 - Pouvoirs :
4
 - Votants :
15

**CONSEIL D'ADMINISTRATION
DU SERVICE DEPARTEMENTAL D'INCENDIE ET DE SECOURS
DE LA SEINE-MARITIME**

EXTRAIT DES DELIBERATIONS

**CREATION D'UNE AUTORISATION DE PROGRAMME
« RECONSTRUCTION D'UNE MAISON A FEU AU CENTRE DEPARTEMENTAL
DE FORMATION DE SAINT-VALERY-EN-CAUX »**

Le 19 octobre 2017, le Conseil d'administration du Service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime, convoqué le 04 octobre 2017, s'est réuni à la direction départementale sous la présidence de Monsieur André GAUTIER.

Le quorum étant atteint (9 membres) avec 11 membres présents, l'assemblée peut valablement délibérer.

Étaient présents : Monsieur André GAUTIER, Président,

I. Membres du Conseil d'administration avec voix délibérative :

Titulaires

Mmes Sophie ALLAIS, Pierrette CANU, Blandine LEFEBVRE.
MM. Bastien CORITON, Didier REGNIER, Sébastien TASSERIE, Jean-Pierre THEVENOT.

Suppléants

Mme Virginie LUCOT-AVRIL.
MM. Eric BLOND, Philippe LEROY.

II. Membres avec voix consultative :

MM. le Colonel hors classe Jean-Yves LAGALLE, Directeur départemental, le Colonel hors classe Marc VITALBO, Directeur départemental adjoint, le Commandant Luc TACONNET, le Commandant Hervé TESNIERE, le Caporal Thomas BRU, Pascal GRESSER, Payeur départemental.

III. Membre de droit :

Mme Fabienne BUCCIO, Préfète de la Région Normandie, Préfète de la Seine-Maritime,
M. Jean-Marc MAGDA, Directeur de Cabinet.

IV. Pouvoirs :

Monsieur Gérard JOUAN a Monsieur André GAUTIER
Madame Florence THIBAudeau-RAINOT à Monsieur Sébastien TASSERIE
Monsieur Michel LEJEUNE à Madame Sophie ALLAIS
Monsieur Guillaume COUTEY à Monsieur Bastien CORITON

Étaient absents excusés :

Mmes Chantal COTTEREAU, Florence DURANDE, Florence THIBAudeau RAINOT.
MM. Guillaume COUTEY, Gérard JOUAN, Michel LEJEUNE, Luc LEMONNIER - représenté, le Colonel Thierry SENEZ, le Commandant Samuel PERDRIX - représenté, le Lieutenant Hervé PASQUIER.

Délibération affichée le :

et retirée de l'affichage le :

Délibération insérée au recueil des actes administratifs du mois :

Le présent rapport a pour objet la création de l'autorisation de programme concernant les travaux à effectuer en vue de reconstruire une maison à feu sur le site du Centre Départemental de Formation de Saint-Valery-en-Caux.

Ces travaux portent sur la démolition de la maison à feu existante présentant des malfaçons et l'installation d'un ensemble de structures modulaires répondant au besoin de formation des sapeurs-pompiers mais dans le respect des normes actuelles de sécurité.

L'opération sera financée par l'indemnité versée dans le cadre de la procédure contentieuse concernant la construction du Centre Départemental de Formation au titre des désordres reconnus sur la maison à feu, soit 604 000,00 €.

Intitulé	Montant Global	Crédits de paiement		
		2017	2018	2019
Reconstruction de la maison à feu	725 000,00 €	15 000,00 €	670 000,00 €	40 000,00 €

*

* *

Après en avoir délibéré, les membres du Conseil d'administration adoptent à l'unanimité ce dossier.

Le président du conseil d'administration,



André GAUTIER

- Membres théoriques :
17
- Membres en exercice :
17
- Membres présents :
11
- Pouvoirs :
4
- Votants :
15

**CONSEIL D'ADMINISTRATION
DU SERVICE DEPARTEMENTAL D'INCENDIE ET DE SECOURS
DE LA SEINE-MARITIME**

EXTRAIT DES DELIBERATIONS

**BUDGET ANNEXE DE LA RESTAURATION 2017 –
DECISION MODIFICATIVE N°1**

Le 19 octobre 2017, le Conseil d'administration du Service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime, convoqué le 04 octobre 2017, s'est réuni à la direction départementale sous la présidence de Monsieur André GAUTIER.

Le quorum étant atteint (9 membres) avec 11 membres présents, l'assemblée peut valablement délibérer.

Étaient présents : Monsieur André GAUTIER, Président,

I. Membres du Conseil d'administration avec voix délibérative :

Titulaires

Mmes Sophie ALLAIS, Pierrette CANU, Blandine LEFEBVRE.
MM. Bastien CORITON, Didier REGNIER, Sébastien TASSERIE, Jean-Pierre THEVENOT.

Suppléants

Mme Virginie LUCOT-AVRIL.
MM. Eric BLOND, Philippe LEROY.

II. Membres avec voix consultative :

MM. le Colonel hors classe Jean-Yves LAGALLE, Directeur départemental, le Colonel hors classe Marc VITALBO, Directeur départemental adjoint, le Commandant Luc TACONNET, le Commandant Hervé TESNIERE, le Caporal Thomas BRU, Pascal GRESSER, Payeur départemental.

III. Membre de droit :

Mme Fabienne BUCCIO, Préfète de la Région Normandie, Préfète de la Seine-Maritime,
M. Jean-Marc MAGDA, Directeur de Cabinet.

IV. Pouvoirs :

Monsieur Gérard JOUAN a Monsieur André GAUTIER
Madame Florence THIBAudeau-RAINOT à Monsieur Sébastien TASSERIE
Monsieur Michel LEJEUNE à Madame Sophie ALLAIS
Monsieur Guillaume COUTEY à Monsieur Bastien CORITON

Étaient absents excusés :

Mmes Chantal COTTEREAU, Florence DURANDE, Florence THIBAudeau RAINOT.
MM. Guillaume COUTEY, Gérard JOUAN, Michel LEJEUNE, Luc LEMONNIER - représenté, le Colonel Thierry SENEZ, le Commandant Samuel PERDRIX - représenté, le Lieutenant Hervé PASQUIER.

Délibération affichée le :

et retirée de l'affichage le :

Délibération insérée au recueil des actes administratifs du mois :

Les crédits d'exploitation du budget annexe doivent également être ajustés en lien avec les modifications opérées sur le budget principal.

Les flux budgétaires de cette décision modificative sont résumés dans les tableaux ci-dessous :

BUDGET ANNEXE	Opérations réelles	Opérations d'ordre	Total
Fonctionnement			
Dépenses	10 000,00 €	0,00 €	10 000,00 €
Chapitre 011 "Charges à caractère général"	5 000,00 €		
Chapitre 022 "Dépenses imprévues"	5 000,00 €		
Recettes	10 000,00 €	0,00 €	10 000,00 €
Chapitre 013 "Atténuations de charges"	10 000,00 €		
Chapitre 70 " Produits des services"	140 000,00 €		
Chapitre 75 " Autres produits de gestion courante"	-140 000,00 €		

A) Recettes

En 1^{er} lieu, les ajustements proposés ont pour objectif de tracer les flux financiers entre le budget principal et le budget annexe.

Ainsi, il est proposé de facturer au budget principal les repas, actuellement, non encaissés et notamment liés à la formation. Cette disposition permet de réduire d'autant la subvention d'équilibre actuellement du budget principal.

En outre, le service restauration a pu s'organiser en interne pour pallier à l'absence d'un agent en arrêt maladie depuis quelques mois. Les remboursements de rémunération liés à cet arrêt permettent d'équilibrer les besoins en dépenses de fonctionnement.

B) Dépenses

L'ajustement proposé en recette permet d'abonder les dépenses de charges à caractère général à hauteur de 5 000,00 €. En effet, les réparations du matériel vieillissant des cuisines ont particulièrement pesé sur ce chapitre et au-delà des prévisions budgétaires.

Il est proposé d'équilibrer le solde des recettes nouvelles disponibles par une augmentation des crédits pour dépenses imprévues.

*

* *

Après en avoir délibéré, les membres du Conseil d'administration adoptent à l'unanimité ce dossier.

Le président du conseil d'administration,


André GAUTIER

REPUBLIQUE FRANÇAISE

**SERVICE DÉPARTEMENTAL D'INCENDIE ET DE SECOURS
DE LA SEINE-MARITIME**

Numéro SIRET : 28760001900072

POSTE COMPTABLE : SDIS 76 PAR PAIERIE DEPARTEMENTALE 76

M. 61

Décision modificative n° 1

BUDGET : Budget Restauration (2)

Agrégé au budget Principal de Budget Principal (3)

ANNEE 2017

(1) Préciser s'il s'agit du budget supplémentaire ou d'une décision modificative.

(2) Indiquer le budget concerné : Budget Principal (du Sdis) ou libellé du budget annexe

(3) A compléter s'il s'agit d'un budget annexe

Sommaire

I - Informations générales

A - Modalités de vote du budget	3
B - Exécution du budget de l'exercice précédent	4

II - Présentation générale du budget

A1 - Vue d'ensemble du budget	6
A2.1 - Equilibre financier du budget - Section de fonctionnement	7
A2.2 - Equilibre financier du budget - Section d'investissement	8
B1 - Balance générale du budget - Dépenses	9
B2 - Balance générale du budget - Recettes	10

III - Vote du budget

A - Section de fonctionnement - Vue d'ensemble	12
A1 - Section de fonctionnement - Détail des dépenses	13
A2 - Section de fonctionnement - Détail des recettes	15
B - Section d'investissement - Vue d'ensemble	16
B1.1 - Section d'investissement - Dépenses non individualisées en programme d'équipement	17
B1.2 - Section d'investissement - Dépenses individualisées en programme d'équipement	18
B1.3 - Section d'investissement - Chapitres de programme afférent à une autorisation de programme	19
B1.4 - Section d'investissement - Chapitres de programme non compris dans une autorisation de programme	20
B2 - Section d'investissement - Subventions d'équipement à verser	21
B3 - Section d'investissement - Dépenses financières	22
B4 - Section d'investissement - Recettes d'équipement	23
B5 - Section d'investissement - Recettes financières	24
B6 - Section d'investissement - Récapitulatif des opérations pour le compte de tiers	25
B7 - Section d'investissement - Opérations d'ordre entre sections	26
B8 - Section d'investissement - Opérations patrimoniales	27
B9.1 - Section d'investissement - Equilibre des opérations financières - Dépenses	28
B9.2 - Section d'investissement - Equilibre des opérations financières - Recettes	29

IV - Annexes

A - Eléments du bilan

A1.1 - Etat de la dette - Détail des crédits de trésorerie	Sans Objet
A1.2 - Etat de la dette - Répartition par nature de dette	Sans Objet
A1.3 - Etat de la dette - Répartition des emprunts par structure de taux	Sans Objet
A1.4 - Etat de la dette - Typologie de la répartition de l'encours	Sans Objet
A1.5 - Etat de la dette - Détail des opérations de couverture	Sans Objet
A2 - Méthodes utilisées	Sans Objet
A3 - Etat des provisions	Sans Objet
A4 - Etat des charges transférées	Sans Objet
A5 - Détail des chapitres d'opérations pour comptes de tiers	Sans Objet

B - Engagements hors bilan

B1 - Subventions versées dans le cadre du vote du budget	Sans Objet
B2 - Etat des contrats de crédit-bail	Sans Objet
B3 - Etat des contrats de PPP	Sans Objet
B4 - Etat des engagements donnés	Sans Objet
B5 - Etat des engagements reçus	Sans Objet
B6 - Situation des autorisations de programme	Sans Objet
B7 - Situation des autorisations d'engagement	Sans Objet

C - Autres éléments d'information

C1 - Etat du personnel	30
C2 - Liste des organismes dans lesquels le SDIS a pris un engagement financier	Sans Objet
C3.1 - Liste des organismes de regroupement	Sans Objet
C3.2 - Liste des établissements publics créés	Sans Objet
C3.3 - Liste des services individualisés dans un budget annexe	Sans Objet
C3.4 - Liste des services assujettis à la TVA et non érigés en un budget annexe	Sans Objet

D - Arrêté et signatures

D - Arrêté et signatures	32
--------------------------	----

Préciser, pour chaque annexe, si l'état est sans objet le cas échéant.

I – INFORMATIONS GENERALES	I
MODALITES DE VOTE DU BUDGET	A

- I – Le conseil d'administration a voté le présent budget :
- au niveau du chapitre (1) pour la section de fonctionnement.
 - au niveau du chapitre (1) pour la section d'investissement.
 - sans (2) les programmes listés sur l'état II-B1.2.
 - sans (3) vote formel sur chacun des chapitres.

La liste des articles spécialisés sur lesquels l'ordonnateur ne peut procéder à des virements d'article à article est la suivante :

II – La comparaison s'effectue par rapport au budget de l'exercice (4).

III – En l'absence de mention au paragraphe I ci-dessus, le budget est réputé voté par chapitre.

IV – Le présent budget a été voté avec reprise anticipée des résultats de l'exercice N-1 (5).

(1) A compléter par « du chapitre » ou « de l'article ».

(2) Indiquer « avec » ou « sans » les programmes d'équipement.

(3) Indiquer « avec » ou « sans » vote formel.

(4) Budget de l'exercice = budget primitif + budget supplémentaire + décision modificative s'il y a lieu.

(5) A compléter par un seul des trois choix suivants :

- sans reprise des résultats de l'exercice N-1,
- avec reprise des résultats de l'exercice N-1 après le vote du compte administratif,
- avec reprise anticipée des résultats de l'exercice N-1.

I – INFORMATIONS GENERALES	I
EXECUTION DU BUDGET DE L'EXERCICE PRECEDENT	B

	RESULTAT DE L'EXERCICE N-1			
	Dépenses	Recettes	Solde d'exécution ou résultat reporté	Résultat ou solde (A) (3)
TOTAL DU BUDGET	382 920,77	392 588,72	4 902,86	14 570,81
Investissement	2 665,38	12 333,33	(1) 4 902,86	14 570,81
Fonctionnement	380 255,39	380 255,39	(2) 0,00	0,00

(1) Solde d'exécution de N-2 reporté sur la ligne budgétaire 001 du compte administratif N-1. Indiquer le signe – si dépenses > recettes, et + si recettes > dépenses.

(2) Résultat de fonctionnement reporté sur la ligne budgétaire 002 du compte administratif N-1. Indiquer le signe – si déficitaire, et + si excédentaire.

(3) Indiquer le signe – si dépenses > recettes, et + si recettes > dépenses.

RESTES A REALISER – DEPENSES

Chap. / Art. (4)	Libellé	Dépenses engagées non mandatées
SECTION D'INVESTISSEMENT-TOTAL		(I) 495,88
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00
18	Compte de liaison : affectation (BA)	0,00
20	Immobilisations incorporelles	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00
21	Immobilisations corporelles	495,88
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00
26	Participations et créances rattachées	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00
SECTION DE FONCTIONNEMENT-TOTAL		(II) 0,00
011	Charges à caractère général	0,00
012	Charges de personnel et frais assimilés	0,00
014	Atténuations de produits	0,00
65	Autres charges de gestion courante	0,00
66	Charges financières	0,00
67	Charges exceptionnelles	0,00

(4) Suivant le niveau de vote retenu par le conseil d'administration.

I – INFORMATIONS GENERALES	I
EXECUTION DU BUDGET DE L'EXERCICE PRECEDENT	B

	RESTES A REALISER			RESULTAT CUMULE = (A) + (B) Excédent si positif Déficit si négatif
	Dépenses	Recettes	Solde (B)	
TOTAL DU BUDGET	I + II 495,88	III + IV 0,00	-495,88	14 074,93
Investissement	I 495,88	III 0,00	-495,88	14 074,93
Fonctionnement	II 0,00	IV 0,00	0,00	0,00

RESTES A REALISER – RECETTES

Chap. / Art. (1)	Libellé	Titres restant à émettre
SECTION D'INVESTISSEMENT-TOTAL		(III) 0,00
024	Produits des cessions d'immobilisations	0,00
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00
18	Compte de liaison : affectation (BA)	0,00
20	Immobilisations incorporelles	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00
26	Participations et créances rattachées	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00
SECTION DE FONCTIONNEMENT-TOTAL		(IV) 0,00
70	Prod. services, domaine, ventes diverses	0,00
74	Contributions et participations	0,00
75	Autres produits de gestion courante	0,00
013	Atténuations de charges	0,00
76	Produits financiers	0,00
77	Produits exceptionnels	0,00

(1) Suivant le niveau de vote retenu par le conseil d'administration.

II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET		II
VUE D'ENSEMBLE		A1

V O T E		DEPENSES	RECETTES
	Crédits d'investissement votés au titre du présent budget (y compris le compte 1068)	0,00	0,00

+

+

+

R E P O R T S		DEPENSES	RECETTES
	Restes à réaliser de l'exercice précédent (RAR N-1) (1)	0,00	0,00
	001 Solde d'exécution de la section d'investissement reporté (1)	(si solde négatif) 0,00	(si solde positif) 0,00

=

=

=

	Total de la section d'investissement (2)	0,00	0,00
--	---	------	------

V O T E		DEPENSES	RECETTES
	Crédits de fonctionnement votés au titre du présent budget	10 000,00	10 000,00

+

+

+

R E P O R T S		DEPENSES	RECETTES
	Restes à réaliser de l'exercice précédent (RAR N-1) (1)	0,00	0,00
	002 Résultat de fonctionnement reporté (1)	(si déficit) 0,00	(si excédent) 0,00

=

=

=

	Total de la section de fonctionnement (3)	10 000,00	10 000,00
--	--	-----------	-----------

	TOTAL DU BUDGET (4)	10 000,00	10 000,00
--	------------------------	-----------	-----------

TOTAL DES OPERATIONS REELLES ET D'ORDRE DU BUDGET

	DÉPENSES			RECETTES		
	RÉELLES ET MIXTES	ORDRE	TOTAL	RÉELLES ET MIXTES	ORDRE	TOTAL
Crédits d'investissement votés au titre du présent budget	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Crédits de fonctionnement votés au titre du présent budget	10 000,00	0,00	10 000,00	10 000,00	0,00	10 000,00
Total budget (hors RAR N-1 et reports)	10 000,00	0,00	10 000,00	10 000,00	0,00	10 000,00

(1) A servir uniquement en cas de reprise des résultats de l'exercice précédent.

Les restes à réaliser de la section de fonctionnement correspondent en dépenses, aux dépenses engagées non mandatées et non rattachées telles qu'elles ressortent de la comptabilité des engagements et en recettes, aux recettes certaines n'ayant pas donné lieu à l'émission d'un titre et non rattachées (R. 3312.9 du CGCT).

Les restes à réaliser de la section d'investissement correspondent en dépenses, aux dépenses engagées non mandatées au 31/12 de l'exercice précédent telles qu'elles ressortent de la comptabilité des engagements et aux recettes certaines n'ayant pas donné lieu à l'émission d'un titre au 31/12 de l'exercice précédent (R. 3312.8 du CGCT).

(2) Total de la section d'investissement = RAR + solde d'exécution reporté + crédits d'investissement votés.

(3) Total de la section de fonctionnement = RAR + résultat reporté + crédits de fonctionnement votés.

(4) Total du budget = total de la section de fonctionnement + total de la section d'investissement.

II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET	II
EQUILIBRE FINANCIER – SECTION DE FONCTIONNEMENT	A2.1

SECTION DE FONCTIONNEMENT (y compris les restes à réaliser)**OPERATIONS REELLES**

CHAP.	LIBELLE	DEPENSES	RECETTES
011	Charges à caractère général	5 000,00	
012	Charges de personnel et frais assimilés	0,00	
65	Autres charges de gestion courante	0,00	
014	Atténuations de produits	0,00	
70	Prod. services, domaine, ventes diverses		140 000,00
74	Contributions et participations		0,00
75	Autres produits de gestion courante		-140 000,00
013	Atténuations de charges		10 000,00
Total gestion des services		5 000,00	10 000,00
66	Charges financières	0,00	
67	Charges exceptionnelles	0,00	
68	Dotations amortissements et provisions	0,00	
022	Dépenses imprévues	5 000,00	
76	Produits financiers		0,00
77	Produits exceptionnels		0,00
78	Reprises amortissements et provisions		0,00
TOTAL DES OPERATIONS REELLES		I 10 000,00	II 10 000,00

SOLDE DES OPERATIONS REELLES ET MIXTES :	0,00
(Recettes réelles – Dépenses réelles)	

OPERATIONS D'ORDRE (1)

042	Opérations d'ordre entre sections	0,00	0,00
043	Opérations ordre intérieur de la section	0,00	0,00
023	Virement à la section d'investissement	0,00	
TOTAL DES OPERATIONS D'ORDRE		III 0,00	IV 0,00

AUTOFINANCEMENT DEGAGE = D (042 + 023) - R 042 :	0,00
---	-------------

002 RESULTAT REPORTE OU ANTICIPE (2)	V 0,00	VI 0,00
---	---------------	----------------

TOTAL DE LA SECTION	I+III+V 10 000,00	II+IV+VI 10 000,00
----------------------------	--------------------------	---------------------------

(1) DF 023 = RI 021 ; DF 042 = RI 040 ; RF 042 = DI 040 ; DF 043 = RF 043.

(2) Inscrire en cas de reprise des résultats de l'exercice précédent (après vote du compte administratif) ou si reprise anticipée des résultats.

II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET	II
EQUILIBRE FINANCIER-SECTION D'INVESTISSEMENT	A2.2

SECTION D'INVESTISSEMENT (y compris les restes à réaliser)**OPERATIONS REELLES**

CHAP.	LIBELLE	DEPENSES	RECETTES
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	(1) 0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00	0,00
18	Compte de liaison : affectation (BA)	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204)	(2) 0,00	(3) 0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	(3) 0,00
21	Immobilisations corporelles	(2) 0,00	(3) 0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	(2) 0,00	(3) 0,00
23	immobilisations en cours	(2) 0,00	(3) 0,00
26	Participations et créances rattachées	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00
45	Total des opérations pour compte de tiers	0,00	0,00
020	Dépenses imprévues	0,00	
024	Produits des cessions d'immobilisations		0,00
TOTAL DES OPERATIONS REELLES		I 0,00	II 0,00

BESOIN D'AUTOFINANCEMENT :	0,00
(Dépenses réelles – Recettes réelles)	

OPERATIONS D'ORDRE (4)

040	Opérations d'ordre entre sections	0,00	0,00
041	Opérations patrimoniales	0,00	0,00
021	Virement de la section de fonctionnement		0,00
TOTAL DES OPERATIONS D'ORDRE		III 0,00	IV 0,00

AUTOFINANCEMENT PROPRE A L'EXERCICE = R (040 + 021) - D 040	0,00
Solde des opérations d'ordre de section à section (précédé du signe – si négatif)	

001 SOLDE D'EXECUTION N-1 REPORTE (5)	V 0,00	VI 0,00
1068 EXCEDENT DE FONCTIONNEMENT CAPITALISE (5)		VII 0,00

TOTAL DE LA SECTION	I + III + V 0,00	II + IV + VI + VII 0,00
----------------------------	-------------------------	--------------------------------

(1) Hors 1068.

(2) Y compris les programmes.

(3) Exceptionnellement, les comptes 20, 204, 21, 22 et 23 sont en recettes réelles en cas de réduction ou d'annulation de mandats donnant lieu à reversement.

(4) RI 021 = DF 023 ; RI 040 = DF 042 ; DI 040 = RF 042 ; DI 041 = RI 041.

(5) Inscrire en cas de reprise des résultats de l'exercice précédent (après vote du compte administratif) ou si reprise anticipée des résultats.

II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET			II
BALANCE GENERALE-DEPENSES			B1

1 – FONCTIONNEMENT (y compris les restes à réaliser)

FONCTIONNEMENT		Opérations réelles (1)	Opérations d'ordre (2)	TOTAL
011	Charges à caractère général	5 000,00		5 000,00
012	Charges de personnel et frais assimilés	0,00		0,00
014	Atténuations de produits	0,00		0,00
60	Achats et variation des stocks		0,00	0,00
65	Autres charges de gestion courante	0,00		0,00
66	Charges financières	0,00	0,00	0,00
67	Charges exceptionnelles	0,00	0,00	0,00
68	Dot. aux amortissements et provisions	0,00	0,00	0,00
71	Production stockée (ou déstockage)		0,00	0,00
022	Dépenses imprévues	5 000,00		5 000,00
023	Virement à la section d'investissement		0,00	0,00
Dépenses de fonctionnement –Total		10 000,00	0,00	10 000,00

+

D 002 RESULTAT REPORTE OU ANTICIPE (7)			0,00
--	--	--	------

=

TOTAL DES DEPENSES DE FONCTIONNEMENT CUMULEES			10 000,00
---	--	--	-----------

2 – INVESTISSEMENT (y compris les restes à réaliser)

INVESTISSEMENT		Opérations réelles (1)	Opérations d'ordre (2)	TOTAL
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées (sauf 1688 non budgétaire)	0,00	0,00	0,00
18	Compte de liaison : affectation (BA)	(5) 0,00		0,00
	Total des programmes d'équipement	0,00		0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204) (3)	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles (3)	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation (3)	(6) 0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours (3)	0,00	0,00	0,00
26	Participations et créances rattachées	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00
28	Amortissement des immobilisations (reprises)		0,00	0,00
19	Neutral. et régul. d'opérations		0,00	0,00
45	Opérations pour compte de tiers (4)	0,00	0,00	0,00
481	Charges à répartir		0,00	0,00
3...	Stocks et en-cours		0,00	0,00
020	Dépenses imprévues	0,00		0,00
Dépenses d'investissement –Total		0,00	0,00	0,00

+

D 001 SOLDE D'EXECUTION NEGATIF REPORTE OU ANTICIPE (7)			0,00
---	--	--	------

=

TOTAL DES DEPENSES D'INVESTISSEMENT CUMULEES			0,00
--	--	--	------

(1) Y compris les opérations relatives au rattachement et les opérations d'ordre semi-budgétaires.

(2) Voir la liste des opérations d'ordre de l'instruction budgétaire et comptable M. 61.

(3) Hors chapitres programmes.

(4) Seul le total des opérations pour compte de tiers figure sur cet état.

(5) A utiliser uniquement dans le cas où le SDIS effectuerait une dotation initiale au profit d'un service public doté de la seule autonomie financière.

(6) A utiliser uniquement dans le cas où le SDIS effectuerait des dépenses sur des biens affectés.

(7) Inscrire en cas de reprise des résultats de l'exercice précédent (après vote du compte administratif) ou si reprise anticipée des résultats.

II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET	II
BALANCE GENERALE-RECETTES	B2

1-FONCTIONNEMENT (y compris les restes à réaliser)

FONCTIONNEMENT		Opérations réelles (1)	Opérations d'ordre (2)	TOTAL
013	Atténuations de charges	10 000,00		10 000,00
60	Achats et variation des stocks		0,00	0,00
70	Prod. services, domaine, ventes diverses	140 000,00		140 000,00
71	Production stockée (ou déstockage)		0,00	0,00
72	Production immobilisée		0,00	0,00
74	Contributions et participations	0,00		0,00
75	Autres produits de gestion courante	-140 000,00	0,00	-140 000,00
76	Produits financiers	0,00	0,00	0,00
77	Produits exceptionnels	0,00	0,00	0,00
78	Reprise sur amortissements et provisions	0,00	0,00	0,00
79	Transferts de charges		0,00	0,00
Recettes de fonctionnement – Total		10 000,00	0,00	10 000,00

+

R 002 RESULTAT REPORTE OU ANTICIPE	0,00
---	-------------

=

TOTAL DES RECETTES DE FONCTIONNEMENT CUMULEES	10 000,00
--	------------------

2-INVESTISSEMENT (y compris les restes à réaliser)

INVESTISSEMENT		Opérations réelles (1)	Opérations d'ordre (2)	TOTAL
10	Dotations, fonds divers et réserves (sauf 1068)	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées (sauf 1688 non budgétaire)	0,00	0,00	0,00
18	Compte de liaison : affectation (BA)	(4) 0,00		0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204)	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	(5) 0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00
26	Participations et créances rattachées	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00
28	Amortissement des immobilisations		0,00	0,00
19	Neutral. et régul. d'opérations		0,00	0,00
45	Opérations pour compte de tiers (3)	0,00	0,00	0,00
481	Charges à répartir		0,00	0,00
3...	Stocks et en-cours		0,00	0,00
021	Virement de la section de fonctionnement		0,00	0,00
024	Produits des cessions d'immobilisations	0,00		0,00
Recettes d'investissement –Total		0,00	0,00	0,00

+

R 001 SOLDE D'EXECUTION POSITIF REPORTE OU ANTICIPE (6)	0,00
--	-------------

+

1068 EXCEDENT DE FONCTIONNEMENT CAPITALISE (6)	0,00
---	-------------

=

TOTAL DES RECETTES D'INVESTISSEMENT CUMULEES	0,00
---	-------------

(1) Y compris les opérations relatives au rattachement et les opérations d'ordre semi-budgétaires.

(2) Voir la liste des opérations d'ordre de l'instruction budgétaire et comptable M. 61.

(3) Seul le total des opérations pour compte de tiers figure sur cet état.

(4) A utiliser uniquement dans le cas où le SDIS effectuerait une dotation initiale au profit d'un service public doté de la seule autonomie financière.

(5) A utiliser uniquement dans le cas où le SDIS effectuerait des dépenses sur des biens affectés.

(6) Inscrire en cas de reprise des résultats de l'exercice précédent (après vote du compte administratif) ou si reprise anticipée des résultats.

III – VOTE DU BUDGET						III
SECTION DE FONCTIONNEMENT – VUE D'ENSEMBLE						A

DEPENSES DE FONCTIONNEMENT

Chap.	Libellé	Budget de l'exercice (BP + BS + DM) I	Restes à réaliser N-1 II	Propositions nouvelles du président	Vote du conseil d'administration III	TOTAL IV = I + II + III
011	Charges à caractère général	385 360,00	0,00	5 000,00	5 000,00	390 360,00
	- Avec AE / CP	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	- Hors AE / CP	385 360,00	0,00	5 000,00	5 000,00	390 360,00
012	Charges de personnel et frais assimilés	392 487,00	0,00	0,00	0,00	392 487,00
014	Atténuations de produits	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
65	Autres charges de gestion courante	1,00	0,00	0,00	0,00	1,00
	- Avec AE / CP	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	- Hors AE / CP	1,00	0,00	0,00	0,00	1,00
66	Charges financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
67	Charges exceptionnelles	26 100,00	0,00	0,00	0,00	26 100,00
68	Dotations amortissements et provisions	0,00		0,00	0,00	0,00
022	Dépenses imprévues	10 000,00		5 000,00	5 000,00	15 000,00
023	Virement à la section d'investissement	0,00		0,00	0,00	0,00
042	Opérations d'ordre entre sections	12 500,00		0,00	0,00	12 500,00
043	Opérations ordre intérieur de la section	0,00		0,00	0,00	0,00
Dépenses de fonctionnement - Total		826 448,00	0,00	10 000,00	10 000,00	836 448,00

+

D 002 RESULTAT REPORTE OU ANTICIPE (1)	0,00
--	------

=

TOTAL DES DEPENSES DE FONCTIONNEMENT CUMULEES	836 448,00
---	------------

RECETTES DE FONCTIONNEMENT

Chap.	Libellé	Budget de l'exercice (BP + BS + DM) I	Restes à réaliser N-1 II	Propositions nouvelles du président	Vote du conseil d'administration III	TOTAL IV = I + II + III
70	Prod. services, domaine, ventes diverses	0,00	0,00	140 000,00	140 000,00	140 000,00
74	Contributions et participations	13 199,00	0,00	0,00	0,00	13 199,00
75	Autres produits de gestion courante	813 249,00	0,00	-140 000,00	-140 000,00	673 249,00
013	Atténuations de charges	0,00	0,00	10 000,00	10 000,00	10 000,00
76	Produits financiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
77	Produits exceptionnels	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
78	Reprises amortissements et provisions	0,00		0,00	0,00	0,00
042	Opérations d'ordre entre sections	0,00		0,00	0,00	0,00
043	Opérations ordre intérieur de la section	0,00		0,00	0,00	0,00
Recettes de fonctionnement - Total		826 448,00	0,00	10 000,00	10 000,00	836 448,00

+

R 002 RESULTAT REPORTE OU ANTICIPE (1)	0,00
--	------

=

TOTAL DES RECETTES DE FONCTIONNEMENT CUMULEES	836 448,00
---	------------

(1) Inscrire en cas de reprise des résultats de l'exercice précédent (après vote du compte administratif) ou si reprise anticipée des résultats.

III – VOTE DU BUDGET				III
SECTION DE FONCTIONNEMENT – DEPENSES – DETAIL PAR ARTICLES				A1
Chap. / Art. (1)	Libellé (1)	Budget de l'exercice (BP + BS + DM)	Propositions nouvelles du président	Vote du conseil d'administration
011	Charges à caractère général	385 360,00	5 000,00	5 000,00
60623	Alimentation	216 560,00	0,00	0,00
60631	Fournitures d'entretien	14 000,00	0,00	0,00
60632	Fournitures de petit équipement	4 500,00	0,00	0,00
6068	Autres matières et fournitures	4 000,00	0,00	0,00
611	Contrats de prestations de services	128 800,00	0,00	0,00
61558	Entretien autres biens mobiliers	10 000,00	5 000,00	5 000,00
627	Services bancaires et assimilés	1 000,00	0,00	0,00
62871	Remb. frais à la collectivité de rattach	3 000,00	0,00	0,00
6288	Autres remboursements de frais	3 500,00	0,00	0,00
012	Charges de personnel et frais assimilés	392 487,00	0,00	0,00
6331	Versement de transport	953,00	0,00	0,00
6332	Cotisations versées au F.N.A.L.	1 059,00	0,00	0,00
6336	Cotisations CNFPT et CDGFPT	3 813,00	0,00	0,00
64111	Rémunération principale titulaires	167 882,00	0,00	0,00
64112	SFT, indemnité résidence	3 540,00	0,00	0,00
64113	NBI	2 248,00	0,00	0,00
64118	Autres indemnités titulaires	41 799,00	0,00	0,00
64131	Rémunérations personnel non titulaire	41 655,00	0,00	0,00
64162	Emplois d'avenir	20 188,00	0,00	0,00
6417	Rémunérations des apprentis	8 409,00	0,00	0,00
6451	Cotisations à l'U.R.S.S.A.F.	37 349,00	0,00	0,00
6453	Cotisations aux caisses de retraites	60 452,00	0,00	0,00
6454	Cotisations aux A.S.S.E.D.I.C.	2 254,00	0,00	0,00
6488	Autres charges	886,00	0,00	0,00
65	Autres charges de gestion courante	1,00	0,00	0,00
658	Charges diverses de gestion courante	1,00	0,00	0,00
014	Atténuations de produits	0,00	0,00	0,00
TOTAL GESTION DES SERVICES (A) = (011 + 012 + 65 + 014)		777 848,00	5 000,00	5 000,00
66	Charges financières (B)	0,00	0,00	0,00
6688	Autres	0,00	0,00	0,00
67	Charges exceptionnelles (C)	26 100,00	0,00	0,00
6711	Intérêts moratoires, pénalités / marché	0,00	0,00	0,00
6718	Autres charges exceptionnelles gestion	100,00	0,00	0,00
673	Titres annulés (sur exercices antérieurs)	1 000,00	0,00	0,00
678	Autres charges exceptionnelles	25 000,00	0,00	0,00
68	Dotations amortissements et provisions (D)	0,00	0,00	0,00
022	Dépenses imprévues (E)	10 000,00	5 000,00	5 000,00
TOTAL DES DEPENSES REELLES = A + B + C + D + E		813 948,00	10 000,00	10 000,00
023	Virement à la section d'investissement	0,00	0,00	0,00
042	Opérations d'ordre entre sections (2)	12 500,00	0,00	0,00
6811	Dot. amort. et prov. immobilisations	12 500,00	0,00	0,00
043	Opérations ordre intérieur de la section	0,00	0,00	0,00
TOTAL DES DEPENSES D'ORDRE (= Prélèvement issu de la section de fonctionnement au profit de la section d'investissement)		12 500,00	0,00	0,00
TOTAL DES DEPENSES DE FONCTIONNEMENT DE L'EXERCICE (= Total des opérations réelles et d'ordre)		826 448,00	10 000,00	10 000,00
				+
RESTES A REALISER N-1 (3)				0,00
				+
D 002 RESULTAT REPORTE OU ANTICIPE (3)				0,00
				=
TOTAL DES DEPENSES DE FONCTIONNEMENT CUMULEES				836 448,00

Détail du calcul des ICNE au compte 66112 (4)

Montant des ICNE de l'exercice	0,00
Montant des ICNE de l'exercice N-1	0,00
= Différence ICNE N – ICNE N-1	0,00

(1) Détailler conformément au plan de comptes utilisé.

(2) Cf. définitions des chapitres des opérations d'ordre, DF 042 = RI 040.

(3) Inscrire en cas de reprise des résultats de l'exercice précédent (après vote du compte administratif ou si reprise anticipée des résultats).

(4) Si le mandatement des ICNE de l'exercice est inférieur au montant de l'exercice N-1, le montant du compte 66112 sera négatif.

III – VOTE DU BUDGET	III
SECTION DE FONCTIONNEMENT – RECETTES – DETAIL PAR ARTICLES	A2

Chap. / Art. (1)	Libellé (1)	Budget de l'exercice (BP + BS + DM)	Propositions nouvelles du président	Vote du conseil d'administration
70	Prod. services, domaine, ventes diverses	0,00	140 000,00	140 000,00
7068	Autres prestations de services	0,00	140 000,00	140 000,00
74	Contributions et participations	13 199,00	0,00	0,00
74712	Emplois d'avenir	13 199,00	0,00	0,00
75	Autres produits de gestion courante	813 249,00	-140 000,00	-140 000,00
7552	PEC déficit bud. annexe par bud. princ.	627 187,00	-140 000,00	-140 000,00
758	Produits divers de gestion courante	186 062,00	0,00	0,00
013	Atténuations de charges	0,00	10 000,00	10 000,00
6419	Remboursements rémunérations personnel	0,00	10 000,00	10 000,00
TOTAL GESTION DES SERVICES (A) = (70 + 74 + 75 + 013)		826 448,00	10 000,00	10 000,00
76	Produits financiers (B)	0,00	0,00	0,00
77	Produits exceptionnels (C)	0,00	0,00	0,00
7711	Dédits et pénalités perçus	0,00	0,00	0,00
78	Reprises amortissements et provisions (D)	0,00	0,00	0,00
TOTAL DES RECETTES REELLES = A + B + C + D		826 448,00	10 000,00	10 000,00
042	Opérations d'ordre entre sections (2)	0,00	0,00	0,00
043	Opérations ordre intérieur de la section (2)	0,00	0,00	0,00
TOTAL DES RECETTES D'ORDRE		0,00	0,00	0,00
TOTAL DES RECETTES DE FONCTIONNEMENT DE L'EXERCICE (= Total des opérations réelles et d'ordre)		826 448,00	10 000,00	10 000,00

+

RESTES A REALISER N-1 (3)	0,00
----------------------------------	-------------

+

R 002 RESULTAT REPORTE OU ANTICIPE (3)	0,00
---	-------------

=

TOTAL DES RECETTES DE FONCTIONNEMENT CUMULEES	836 448,00
--	-------------------

Détail du calcul des ICNE au compte 7622 (4)

Montant des ICNE de l'exercice	0,00
Montant des ICNE de l'exercice N-1	0,00
= Différence ICNE N – ICNE N-1	0,00

(1) Détailler conformément au plan de comptes utilisé.

(2) Cf. définitions des chapitres des opérations d'ordre, RF 042 = DI 040, RF 043 = DF 043.

(3) Inscrire en cas de reprise des résultats de l'exercice précédent (après vote du compte administratif ou si reprise anticipée des résultats).

(4) Si le mandatement des ICNE de l'exercice est inférieur au montant de l'exercice N-1, le montant du compte 7622 sera négatif.

III – VOTE DU BUDGET	III
SECTION D'INVESTISSEMENT – VUE D'ENSEMBLE	B

DEPENSES D'INVESTISSEMENT

Nature	Budget de l'exercice (BP + BS + DM) I	Restes à réaliser N-1 II	Propositions nouvelles du président	Vote du conseil d'administration III	TOTAL IV = I + II + III
Dépenses d'équipement	25 265,88	0,00	0,00	0,00	25 265,88
- Non individualisées en programmes d'équipement	25 265,88	0,00	0,00	0,00	25 265,88
- Avec AP / CP	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
- Hors AP / CP	25 265,88	0,00	0,00	0,00	25 265,88
- Individualisées en programmes d'équipement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
- Avec AP / CP	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
- Hors AP / CP	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Subventions d'équipement à verser (c/204)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
- Avec AP / CP	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
- Hors AP / CP	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Opérations pour compte de tiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Dépenses financières	1 804,93	0,00	0,00	0,00	1 804,93
040 Opérations d'ordre entre sections	0,00		0,00	0,00	0,00
041 Opérations patrimoniales	0,00		0,00	0,00	0,00
Dépenses d'investissement - Total	27 070,81	0,00	0,00	0,00	27 070,81

+

D 001 SOLDE D'EXECUTION NEGATIF REPORTE OU ANTICIPE (1)	0,00
---	------

=

TOTAL DES DEPENSES D'INVESTISSEMENT CUMULEES	27 070,81
--	-----------

RECETTES D'INVESTISSEMENT

Nature	Budget de l'exercice (BP + BS + DM) I	Restes à réaliser N-1 II	Propositions nouvelles du président	Vote du conseil d'administration III	TOTAL IV = I + II + III
Recettes d'équipement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Opérations pour compte de tiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Recettes financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Opérations d'ordre entre sections	12 500,00		0,00	0,00	12 500,00
041 Opérations patrimoniales	0,00		0,00	0,00	0,00
Recettes d'investissement - Total	12 500,00	0,00	0,00	0,00	12 500,00

+

R 001 SOLDE D'EXECUTION POSITIF REPORTE OU ANTICIPE (1)	14 570,81
---	-----------

=

1068 EXCEDENT DE FONCTIONNEMENT CAPITALISE (1)	0,00
--	------

=

TOTAL DES RECETTES D'INVESTISSEMENT CUMULEES	27 070,81
--	-----------

(1) Inscrire en cas de reprise des résultats de l'exercice précédent (après vote du compte administratif) ou si reprise anticipée des résultats.

III – VOTE DU BUDGET	III
SECTION D'INVESTISSEMENT – DEPENSES D'EQUIPEMENT	B1.1

DEPENSES NON INDIVIDUALISEES EN PROGRAMMES D'EQUIPEMENT

Chap. / Art. (1)	Libellé	Budget de l'exercice (BP + BS + DM)	Restes à réaliser N-1	Propositions nouvelles du président	Vote du conseil d'administration
TOTAL		25 265,88	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles (hors c/204)	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	25 265,88	0,00	0,00	0,00
21578	Autre matériel et outillage technique	25 265,88	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les articles conformément au plan de comptes.

III – VOTE DU BUDGET	III
SECTION D'INVESTISSEMENT – DEPENSES D'EQUIPEMENT	B1.2

DEPENSES INDIVIDUALISEES EN PROGRAMMES D'EQUIPEMENT

N°	Libellé	Restes à réaliser N-1	Propositions nouvelles du président	Vote du conseil d'administration
	TOTAL	0,00	0,00	0,00

III – VOTE DU BUDGET	III
SECTION D'INVESTISSEMENT – DEPENSES D'EQUIPEMENT	B1.3

Cet état ne contient pas d'information.

III – VOTE DU BUDGET	III
SECTION D'INVESTISSEMENT – DEPENSES D'EQUIPEMENT	B1.4

Cet état ne contient pas d'information.

III – VOTE DU BUDGET					III
SECTION D'INVESTISSEMENT – SUBVENTIONS D'EQUIPEMENT A VERSER					B2
Chap. / Art. (1)	Libellé	Budget de l'exercice (BP + BS + DM)	Restes à réaliser N-1	Propositions nouvelles du président	Vote du conseil d'administration
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les articles conformément au plan de comptes.

III – VOTE DU BUDGET	III
SECTION D'INVESTISSEMENT – DEPENSES FINANCIERES	B3

DEPENSES FINANCIERES

Chap. / Art. (1)	Libellé	Budget de l'exercice (BP + BS + DM)	Restes à réaliser N-1	Propositions nouvelles du président	Vote du conseil d'administration
	TOTAL	1 804,93	0,00	0,00	0,00
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00	0,00	0,00	0,00
18	Compte de liaison : affectation (BA)	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participations et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00
020	Dépenses imprévues	1 804,93		0,00	0,00

(1) Détailler les articles conformément au plan de comptes.

III – VOTE DU BUDGET	III
SECTION D'INVESTISSEMENT – RECETTES D'EQUIPEMENT	B4

Chap. / Art. (1)	Libellé	Budget de l'exercice (BP + BS + DM)	Restes à réaliser N-1	Propositions nouvelles du président	Vote du conseil d'administration
	TOTAL	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement (sauf 138)	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées (2)	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204) (3)	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées (3)	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles (3)	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation (3)	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours (3)	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les articles conformément au plan de comptes.

(2) Sauf 165, 166 et 16449.

(3) Exceptionnellement, les comptes 20, 204, 21, 22 et 23 sont en recettes réelles en cas d'annulation de mandats donnant lieu à reversement.

III – VOTE DU BUDGET	III
SECTION D'INVESTISSEMENT – RECETTES FINANCIERES	B5

Chap. / Art. (1)	Libellé	Budget de l'exercice (BP + BS + DM)	Restes à réaliser N-1	Propositions nouvelles du président	Vote du conseil d'administration
	TOTAL	0,00	0,00	0,00	0,00
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00
138	Autres subventions invest. non transf.	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00	0,00	0,00	0,00
18	Compte de liaison : affectation (BA)	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participations et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00
024	Produits des cessions d'immobilisations	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les articles conformément au plan de comptes.

III – VOTE DU BUDGET	III
SECTION D'INVESTISSEMENT – OPERATIONS POUR LE COMPTE DE TIERS	B6

RECAPITULATIF DES OPERATIONS POUR LE COMPTE DE TIERS (1)

Chap.	Libellé	Restes à réaliser N-1	Propositions nouvelles du président	Vote du conseil d'administration
	TOTAL DEPENSES (2) (3)	0,00	0,00	0,00
	TOTAL RECETTES (2) (3)	0,00	0,00	0,00

(1) Voir le détail des opérations pour le compte de tiers en annexe IV-A5.

(2) Les recettes sont égales aux dépenses de chaque opération sous mandat.

(3) Présenter une ligne par opération pour compte de tiers.

III – VOTE DU BUDGET				III
SECTION D'INVESTISSEMENT – OPERATIONS D'ORDRE DE TRANSFERT ENTRE SECTIONS				B7
Chap. / Art. (1)	Libellé	Budget de l'exercice (BP + BS + DM)	Propositions nouvelles du président	Vote du conseil d'administration
040	DEPENSES (2)	0,00	0,00	0,00
	RECETTES (2)	12 500,00	0,00	0,00
040	Opérations d'ordre entre sections	12 500,00	0,00	0,00
281576	Autre matériel et outillage technique	12 500,00	0,00	0,00
28184	Matériel de bureau et mobilier	0,00	0,00	0,00
021	Virement de la section de fonctionnement	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les articles conformément au plan de comptes.

(2) DI 040 = RF 042 ; RI 040 = DF 042 ; RI 021 = DF 023.

III – VOTE DU BUDGET	III
SECTION D'INVESTISSEMENT – OPERATIONS PATRIMONIALES	B8

Chap. / Art. (1)	Libellé	Budget de l'exercice (BP + BS + DM)	Propositions nouvelles du président	Vote du conseil d'administration
041	DEPENSES (2)	0,00	0,00	0,00
041	RECETTES (2)	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les articles utilisés conformément au plan de comptes.

(2) Les dépenses sont égales aux recettes.

III – VOTE DU BUDGET	III
SECTION D'INVESTISSEMENT EQUILIBRE DES OPERATIONS FINANCIERES – DEPENSES	B9.1

DEPENSES A COUVRIR PAR DES RESSOURCES PROPRES

Art. (1)	Libellé (1)	Budget de l'exercice (hors RAR) (BP + BS + DM)	Propositions nouvelles	Vote (2)
DEPENSES TOTALES A COUVRIR PAR DES RESSOURCES PROPRES =A + B		I 1 804,93	0,00	II 0,00
16 Emprunts et dettes assimilées (A)		0,00	0,00	0,00
1631	Emprunts obligataires	0,00	0,00	0,00
1641	Emprunts en euros	0,00	0,00	0,00
1643	Emprunts en devises	0,00	0,00	0,00
16441	Opérations afférentes à l'emprunt	0,00	0,00	0,00
1671	Avances consolidées du Trésor	0,00	0,00	0,00
1672	Emprunts sur comptes spéciaux du Trésor	0,00	0,00	0,00
1678	Autres emprunts et dettes	0,00	0,00	0,00
1681	Autres emprunts	0,00	0,00	0,00
1687	Autres dettes	0,00	0,00	0,00
Dépenses et transferts à déduire des ressources propres (B)		1 804,93	0,00	0,00
10...	Reprise de dotations, fonds divers et réserves			
10...	Reversement de dotations, fonds divers et réserves			
139	Subv. invest. transférées cpte résultat	0,00	0,00	0,00
020	Dépenses imprévues	1 804,93	0,00	0,00

	Op. de l'exercice III = I + II	Restes à réaliser en dépenses de l'exercice précédent (3)	Solde d'exécution D001 (3)	TOTAL IV
Dépenses à couvrir par des ressources propres	1 804,93	495,88	0,00	2 300,81

(1) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes.

(2) Crédits de l'exercice votés lors de la séance.

(3) Inscrire uniquement si le compte administratif est voté ou en cas de reprise anticipée des résultats de l'exercice précédent.

III – VOTE DU BUDGET	III
SECTION D'INVESTISSEMENT EQUILIBRE DES OPERATIONS FINANCIERES – RECETTES	B9.2

RESSOURCES PROPRES

Art. (1)	Libellé (1)	Budget de l'exercice (hors RAR) (BP + BS + DM)	Propositions nouvelles	Vote (2)
RECETTES (RESSOURCES PROPRES) = a + b		V 12 500,00	0,00	VI 0,00
Ressources propres externes de l'année (a)		0,00	0,00	0,00
10222	FCTVA	0,00	0,00	0,00
10228	Autres fonds globalisés	0,00	0,00	0,00
138	Autres subventions invest. non transf.	0,00	0,00	0,00
26...	Participations et créances rattachées			
27...	Autres immobilisations financières			
Ressources propres internes de l'année (b)		12 500,00	0,00	0,00
169	Primes de remboursement des obligations	0,00	0,00	0,00
26...	Participations et créances rattachées			
27...	Autres immobilisations financières			
28...	Amortissement des immobilisations			
281578	Autre matériel et outillage technique	12 500,00	0,00	0,00
28184	Matériel de bureau et mobilier	0,00	0,00	0,00
481...	Charges à répartir			
024	Produits des cessions d'immobilisations	0,00	0,00	0,00
021	Virement de la section de fonctionnement	0,00	0,00	0,00

	Opérations de l'exercice VII = V + VI	Restes à réaliser en recettes de l'exercice précédent (3)	Solde d'exécution R001 (3)	Affectation R1068 (3)	TOTAL VIII
Total ressources propres disponibles	12 500,00	0,00	14 570,81	0,00	27 070,81

	Montant
Dépenses à couvrir par des ressources propres	IV 2 300,81
Ressources propres disponibles	VIII 27 070,81
Solde	IX = VIII – IV (4) 24 770,00

(1) Les comptes 169, 26, 27, 28 et 481 sont à détailler conformément au plan de comptes.

(2) Crédits de l'exercice votés lors de la séance.

(3) Inscrire uniquement si le compte administratif est voté ou en cas de reprise anticipée des résultats de l'exercice précédent.

(4) Indiquer le signe algébrique.

IV -- ANNEXES

AUTRES ELEMENTS D'INFORMATIONS -- ETAT DU PERSONNEL AU 01/01/N

IV

C1

C1 -- ETAT DU PERSONNEL AU 01/01/N

GRADES OU EMPLOIS (1)	CATEGORIES (2)	EMPLOIS BUDGETAIRES (3)			EFFECTIFS POURVUS SUR EMPLOIS BUDGETAIRES EN ETPT (4)		
		EMPLOIS PERMANENTS À TEMPS COMPLET	EMPLOIS PERMANENTS À TEMPS NON COMPLET	TOTAL	AGENTS TITULAIRES	AGENTS NON TITULAIRES	TOTAL
EMPLOIS FONCTIONNELS (a)		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Directeur général des services		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Directeur général adjoint des services		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Directeur général des services techniques		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Emplois créés au titre de l'article 6-1 de la loi n° 84-53		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
FILIERE ADMINISTRATIVE (b)		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
FILIERE TECHNIQUE (c)		8,00	0,00	8,00	8,00	0,00	8,00
Adjoint technique	C	4,00	0,00	4,00	4,00	0,00	4,00
Agent de maîtrise	C	3,00	0,00	3,00	3,00	0,00	3,00
Technicien	B	1,00	0,00	1,00	1,00	0,00	1,00
FILIERE SOCIALE (d)		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
FILIERE MEDICO-SOCIALE(e)		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
FILIERE MEDICO-TECHNIQUE (f)		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
FILIERE SPORTIVE (g)		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
FILIERE CULTURELLE (h)		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
FILIERE ANIMATION (i)		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
FILIERE POLICE (j)		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
EMPLOIS NON CITES (k) (5)		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
TOTAL GENERAL (b + c + d + e + f + g + h + i + j + k)		8,00	0,00	8,00	8,00	0,00	8,00

(1) Les grades ou emplois sont désignés conformément à la circulaire n° NOR : INT89500102C du 23 mars 1995. Les emplois fonctionnels sont également comptabilisés dans leur filière d'origine.

(2) Catégories : A, B ou C.

(3) Emplois budgétaires créés par l'assemblée délibérante. Les emplois permanents à temps complet sont comptabilisés pour une unité, les emplois à temps non complet sont comptabilisés à hauteur de la quotité de travail prévue par la délibération créant l'emploi.

(4) Equivalent temps plein annuel travaillé (ETPT). Le décompte est proportionnel à l'activité des agents, mesurée par leur quotité de temps de travail et par leur période d'activité sur l'année :

ETPT = Effectifs physiques * quotité de temps de travail * période d'activité dans l'année

Exemple : un agent à temps plein (quotité de travail = 100 %) présent toute l'année correspond à 1 ETPT ; un agent à temps partiel, à 80 % (quotité de travail = 80 %) présent toute l'année correspond à 0,8 ETPT (0,8 * 6 / 12).

%) présente la moitié de l'année (ex : CDD de 6 mois, recrutement à mi-année) correspond à 0,4 ETPT (0,8 * 6 / 12).

(5) Par exemple : emplois dont les missions ne correspondent pas à un cadre d'emploi existant, « emplois spécifiques » régis par l'article 139 1er de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 etc.

IV – ANNEXES

AUTRES ELEMENTS D'INFORMATIONS – ETAT DU PERSONNEL AU 01/01/N

IV
C1

C1 – ETAT DU PERSONNEL AU 01/01/N (suite)

AGENTS NON TITULAIRES EN FONCTION AU 01/01/N	CATEGORIES (1)	SECTEUR (2)	REMUNERATION (3)		CONTRAT	
			Indice (8)	Euros	Fondement du contrat (4)	Nature du contrat (5)
Agents occupant un emploi permanent (6)				0,00		
Agents occupant un emploi non permanent (7)				0,00		
Adjoint technique	C	TECH	347	0,00	3-a°	CDD A
Adjoint technique	C	TECH	347	0,00	3-a°	CDD A
Apprenti		OTR		0,00	A Apprentissage	A A
Apprenti		OTR		0,00	A Apprentissage	A A
EA		TECH		0,00	A Contrats aidés	A A
TOTAL GENERAL				0,00		

(1) CATEGORIES: A, B et C.

(2) SECTEUR: ADM : Administratif.
TECH : Technique.
URB : Urbanisme (dont aménagement urbain).
S : Social.
MS : Médico-social.
MT : Médico-technique.
SP : Sportif.
CULT : Culturel.
ANIM : Animation.
PM : Police.
OTR : Missions non rattachables à une filière.

(3) REMUNERATION : Référence à un indice brut (indiquer le niveau de l'indice brut) de la fonction publique ou en euros annuels bruts (indiquer l'ensemble des éléments de la rémunération brute annuelle).

(4) CONTRAT : Motif du contrat (loi du 26 janvier 1984 modifiée) :
3-a° : article 3, 1er alinéa : accroissement temporaire d'activité.
3-b : article 3, 2ème alinéa : accroissement saisonnier d'activité.
3-1 : remplacement d'un fonctionnaire autorisé à servir à temps partiel ou indisponible (maladie, maternité,...).
3-2 : vacance temporaire d'un emploi.
3-3-1° : absence de cadre d'emplois de fonctionnaires susceptibles d'assurer les fonctions correspondantes.
3-3-2° : emplois du niveau de la catégorie A, lorsque les besoins des services ou la nature des fonctions le justifient.
3-3-3° : emplois de secrétaire de mairie des communes de moins de 1 000 habitants et de secrétaire des groupements composés de communes de moins de 1 000 habitants et des groupements composés de communes de moins de 2 000 habitants et des groupements de moins de 10 000 habitants dont la création ou la suppression dépend de la décision d'une autorité qui s'impose à la collectivité ou à l'établissement en matière de création, de changement de périmètre ou de suppression d'un service public.
3-3-4° : emplois des communes de moins de 2 000 habitants et des groupements de communes de moins de 10 000 habitants dont la création ou la suppression dépend de la décision d'une autorité qui s'impose à la collectivité ou à l'établissement en matière de création, de changement de périmètre ou de suppression d'un service public.
3-4 : article 21 de la loi n° 2012-347 : contrat à durée indéterminée obligatoirement proposée à un agent contractuel.
35 : article 35 travailleurs handicapés catégorie C.
36 : article 47 recrutements directs sur emplois fonctionnels.
110 : article 110 collaborateurs de groupes de cabinets.
110-1 : collaborateurs de groupes d'élus.
A : autres (préciser).

(5) Indiquer si l'agent contractuel est titulaire d'un contrat à durée déterminée (CDD) ou d'un contrat à durée indéterminée (CDI). Les contrats particuliers devront être labellisés « A / autres » et feront l'objet d'une précision (ex : « contrats aidés »).

(6) Occupent un emploi permanent de la fonction publique territoriale, les agents non titulaires recrutés sur le fondement des articles 3-1, 3-2, 3-3, 3-8 et 47 de la loi n° 84-59 du 26 janvier 1984, ainsi que les agents qui sont titulaires d'un contrat à durée indéterminée pris sur le fondement de l'article 21 de la loi n° 2012-347.

(7) Occupent un emploi non permanent de la fonction publique territoriale, les agents non titulaires recrutés sur le fondement des articles 3, 110 et 110-1.

(8) Si un contrat fixe comme référence de rémunération un traitement hors échelle, il convient de mentionner le chevron conformément à l'article 6 décret 85-1148 du 20 octobre 1985.

IV – ANNEXES	IV
ARRETE ET SIGNATURES	D

Nombre de membres en exercice : 0

Nombre de membres présents : 0

Nombre de suffrages exprimés : 0

VOTES :

Pour : 0

Contre : 0

Abstentions : 0

Date de convocation :

Présenté par (1),

A , le

,

Délibéré par le conseil d'administration, réuni en session

A , le

Les membres du conseil d'administration,

Certifié exécutoire par (1), compte tenu de la transmission en préfecture, le , et de la publication le

A , le

(1) Indiquer « la présidente » ou « le président ».

IV – ANNEXES	IV
ARRETE ET SIGNATURES	D

Nombre de membres en exercice

17

Nombre de membres présents

11 présents + 4 pouvoirs

Nombre de suffrages exprimés

15

VOTES :

Pour 15


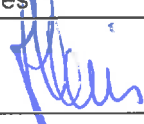








Contre

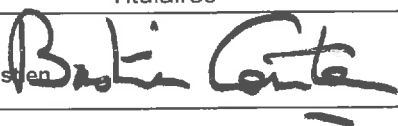
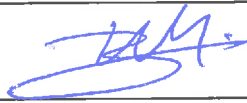


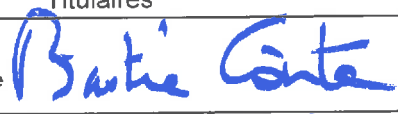
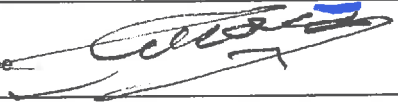
Abstentions

Date de convocation : 04/10/17

Présenté par le Président, M. GAUTIER André, à YVETOT, le 19 octobre 2017

Délibéré par le conseil d'administration, réuni en session, à YVETOT, le 19 octobre 2017

Membres représentant le département	
Le président	Suppléante
Monsieur GAUTIER André 	Madame TESSIER Dominique
Titulaires	Suppléants
Madame ALLAIS Sophie 	Monsieur ROUSSELIN Jean-Louis
Madame CANU Pierrette 	Monsieur MARCHE Frédéric
Madame COTTEREAU Chantal 	Madame CARON Marine
Madame DURANDE Florence	Monsieur BERTRAND Nicolas
Madame LEFEBVRE Blandine 	Monsieur DUVAL Christian
Monsieur LEJEUNE Michel 	Madame MSICA GUEROUT Christelle
Monsieur LEMONNIER Luc	Madame LUCOT-AVRIL Virginie 
Monsieur REGNIER Didier 	Madame VIEUBLE Nacéra
Monsieur TASSERIE Sébastien 	Madame SINEAU PATRY Cécile
Madame THIBAudeau RAINOT Florence 	Madame FLAVIGNY Catherine

Membres représentant les communes	
Titulaires	Suppléants
Monsieur CORITON Bastien 	Madame DUPARC Fabienne
Madame FIRMIN-LE-BODO Agnès	Monsieur BLOND Eric 
Monsieur JOUAN Gérard 	Madame GAUTIER-HURTADO Maria-Dolorès
Monsieur THEVENOT Jean-Pierre 	
Membres représentant les EPCI	
Titulaires	suppléants
Monsieur COUTEY Guillaume 	Madame DIALLO Dieynaba
Monsieur LEROY Philippe 	

Certifié exécutoire par le président, compte tenu de la transmission en préfecture le
et de la publication le

A YVETOT, le..... 2017

- Membres théoriques :
17
- Membres en exercice :
17
- Membres présents :
11
- Pouvoirs :
5
- Votants :
16

**CONSEIL D'ADMINISTRATION
DU SERVICE DEPARTEMENTAL D'INCENDIE ET DE SECOURS
DE LA SEINE-MARITIME**

EXTRAIT DES DELIBERATIONS

BUDGET PRINCIPAL 2017 – DECISION MODIFICATIVE N°2

Le 19 octobre 2017, le Conseil d'administration du Service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime, convoqué le 04 octobre 2017, s'est réuni à la direction départementale sous la présidence de Monsieur André GAUTIER.

Le quorum étant atteint (9 membres) avec 11 membres présents, l'assemblée peut valablement délibérer.

Étaient présents : Monsieur André GAUTIER, Président,

I. Membres du Conseil d'administration avec voix délibérative :

Titulaires

Mmes Sophie ALLAIS, Pierrette CANU, Blandine LEFEBVRE.

MM. Bastien CORITON, Didier REGNIER, Sébastien TASSERIE, Jean-Pierre THEVENOT.

Suppléants

Mme Virginie LUCOT-AVRIL.

MM. Eric BLOND, Philippe LEROY.

II. Membres avec voix consultative :

MM. le Colonel hors classe Jean-Yves LAGALLE, Directeur départemental, le Colonel hors classe Marc VITALBO, Directeur départemental adjoint, le Commandant Luc TACONNET, le Commandant Hervé TESNIERE, le Caporal Thomas BRU, Pascal GRESSER, Payeur départemental.

III. Membre de droit :

Mme Fabienne BUCCIO, Préfète de la Région Normandie, Préfète de la Seine-Maritime,
M. Jean-Marc MAGDA, Directeur de Cabinet.

IV. Pouvoirs :

Monsieur Gérard JOUAN a Monsieur André GAUTIER

Madame Florence THIBAUDEAU-RAINOT à Monsieur Sébastien TASSERIE

Monsieur Michel LEJEUNE à Madame Sophie ALLAIS

Monsieur Guillaume COUTEY à Monsieur Bastien CORITON

Madame Chantal COTTEREAU à Madame Blandine LEFEBVRE

Étaient absents excusés :

Mmes Chantal COTTEREAU, Florence DURANDE, Florence THIBAUDEAU RAINOT.

MM. Guillaume COUTEY, Gérard JOUAN, Michel LEJEUNE, Luc LEMONNIER - représenté, le Colonel Thierry SENEZ, le Commandant Samuel PERDRIX - représenté, le Lieutenant Hervé PASQUIER.

Délibération affichée le :

et retirée de l'affichage le :

Délibération insérée au recueil des actes administratifs du mois :

Comme déjà annoncé lors du Débat d'Orientation Budgétaire (DOB) pour 2017, le budget adopté en début d'année a été établi sur la base des pratiques de fonctionnement en vigueur à l'époque de sa préparation.

Toutefois, son exécution s'annonçait déjà comme un exercice de transition vers une gestion rigoureuse et optimisée des dépenses. De fait, les crédits de dépenses ouverts ne pouvaient s'apparenter qu'à des crédits plafonds n'ayant nullement vocation à être intégralement consommés.

La présente Décision Modificative (DM) va procéder à des ajustements de crédits, résultat des nouvelles politiques de gestion mises en œuvre au sein de l'établissement.

Les flux budgétaires de cette décision modificative sont résumés dans les tableaux ci-dessous :

BUDGET PRINCIPAL	Opérations réelles	Opérations d'ordre	Total
Fonctionnement			
Dépenses	976 000,00 €	-976 000,00 €	0,00 €
Chapitre 011 "Charges à caractère général"	-523 810,00 €		
Chapitre 012 "Charges de personnel"	-2 230 969,00 €		
Chapitre 65 "Autres charges de gestion courante"	-128 900,00 €		
Chapitre 67 "Charges exceptionnelles"	-37 500,00 €		
Chapitre 022 "Dépenses imprévues"	3 897 179,00 €		
Chapitre 023 "Virement de la section d'investissement"		-976 000,00 €	
Recettes	-90 000,00 €	90 000,00 €	0,00 €
Chapitre 013 "Atténuations de charges"	-38 000,00 €		
Chapitre 70 "Produit des services"	-52 000,00 €		
Chapitre 042 "Opération d'ordre de transfert entre sections"		90 000,00 €	
Investissement			
Dépenses	-1 835 000,00 €	97 000,00 €	-1 738 000,00 €
Dépenses d'équipement et de travaux	-1 994 576,11 €		
Chapitre 020 "Dépenses imprévues"	159 576,11 €		
Chapitre 040 "Opération d'ordre de transfert entre sections"		90 000,00 €	
Chapitre 041 "Opérations patrimoniales"		7 000,00 €	
Recettes	-769 000,00 €	-969 000,00 €	-1 738 000,00 €
Chapitre 16 "Emprunt et dettes assimilées"	-275 000,00 €		
Chapitre 10 "Dotations, fonds divers et réserves"	-494 000,00 €		
Chapitre 021 "Virement de la section de fonctionnement"		-976 000,00 €	
Chapitre 041 "Opérations patrimoniales"		7 000,00 €	

I - Section d'investissement

A) Dépenses

D'une part, les ajustements proposés sur les dépenses d'équipement visent à réduire d'une manière globale le rythme de nos dépenses d'investissement de manière à dégager une capacité de financement de la Nouvelle Politique Immobilière envisagée par le service, soit une diminution de 1 994 576,11 €.

Ainsi, certains projets ont été redimensionnés, voire abandonnés. Un rapport dédié aux ajustements des autorisations de programme vous a été présenté.

D'autre part, les crédits proposés au chapitre 041 « opérations patrimoniales » permettent de procéder à des écritures de régularisation au sein de la section d'investissement pour 7 000,00 €.

B) Recettes

En corrélation avec la baisse des dépenses d'investissement, le volume des recettes doit être également réduit.

En premier lieu, une mauvaise projection du montant des dépenses d'investissement attendues au compte administratif prévisionnel pour 2016 a conduit à une surestimation du FCTVA calculé à partir des dépenses d'investissement éligibles et effectives de l'exercice précédent, soit une diminution de crédits de 494 00,00 €.

Par ailleurs, il est possible de réduire le recours à l'emprunt de 275 000,00 €.

Enfin, le financement complémentaire en provenance de la section de fonctionnement peut être diminué de 976 000,00 €.

II - Section de fonctionnement

A) Dépenses

Outre la réduction du virement à la section d'investissement, les efforts mis en œuvre par le service permettent aujourd'hui d'ajuster à la baisse les crédits de la section d'exploitation de manière notable.

D'une part, les charges à caractère général peuvent être réduites de 523 810,00 € sur l'ensemble des postes. C'est le résultat de la gestion rigoureuse.

Ainsi, on peut citer que :

- une meilleure maîtrise des énergies permet de dégager près de 40 000,00 €,
- l'ajustement des besoins et les prix obtenus suite aux consultations s'agissant de l'habillement,
- la centralisation de la politique entretien des bâtiments fait gagner 36 000,00 €,
- la nouvelle organisation de l'entretien des espaces verts libère 5 000,00 €
- etc.

D'autre part, cela s'explique par le report du concours de sergent sur 2018 qui dégage au total plus de 219 000,00 € en partie sur le chapitre 011 (-96 000,00 €) et le chapitre 012 (-133 000,00 €).

Les charges de personnel ont également été revues pour tenir compte de la nouvelle politique de gestion des postes non pourvus suite à des départs. Les départs des personnels administratifs, techniques et spécialisés, et d'officiers en Service Hors Rang (SHR) ne sont plus systématiquement remplacés. Il est procédé à une analyse au cas par cas en cherchant à redéployer en interne certaines missions. Seuls sont reconduits, poste pour poste, les départs de sapeurs-pompiers du rang.

Par ailleurs, l'intégration du taux de vacances sur les postes, la prise en compte des temps partiels et le montant des vacations réalisés permettent au total une diminution des charges de personnel de l'ordre de 2 230 969,00 €.

L'ajustement proposé concernant le chapitre 65 « Autres charges de gestion courante » est principalement lié à la clarification des flux entre le budget principal et le budget annexe restauration. La valorisation des repas qui ne donnent pas lieu à encaissement direct, notamment dans le cadre de formations, en dépenses de fonctionnement du budget principal permet de réduire la subvention d'équilibre.

Le chapitre dédié aux charges exceptionnelles est ajusté aux dépenses réellement nécessaires dans le cadre des contentieux.

Il est proposé d'équilibrer l'ensemble de ces mouvements par une augmentation des crédits pour dépenses imprévues.

B) Recettes

Les crédits de recettes ont été ajustés en fonction des réalisations.

Néanmoins, ces baisses sont compensées par la volonté du service de continuer à valoriser les travaux effectués par le personnel du Sdis et de procéder ainsi aux écritures dites de travaux en régie. Elles permettent d'améliorer la valeur de notre patrimoine et sont éligibles pour partie au FCTVA.

Ces écritures seront reprises en dépenses d'investissement.

*

* *

Après en avoir délibéré, les membres du Conseil d'administration adoptent avec 11 votes pour et 5 abstentions ce dossier.

Le président du conseil d'administration,



André GAUTIER

REPUBLIQUE FRANÇAISE

**SERVICE DÉPARTEMENTAL D'INCENDIE ET DE SECOURS
DE LA SEINE-MARITIME**

Numéro SIRET : 28760001900049

POSTE COMPTABLE : SDIS 76 PAR PAIERIE DEPARTEMENTALE 76

M. 61

Décision modificative n° 2

BUDGET : Budget Principal (2)

Agrégé au budget Principal de (3)

ANNEE 2017

(1) Préciser s'il s'agit du budget supplémentaire ou d'une décision modificative.

(2) Indiquer le budget concerné : Budget Principal (du Sdis) ou libellé du budget annexe

(3) A compléter s'il s'agit d'un budget annexe

Sommaire

I - Informations générales

A - Modalités de vote du budget	3
B - Exécution du budget de l'exercice précédent	4

II - Présentation générale du budget

A1 - Vue d'ensemble du budget	6
A2.1 - Equilibre financier du budget - Section de fonctionnement	7
A2.2 - Equilibre financier du budget - Section d'investissement	8
B1 - Balance générale du budget - Dépenses	9
B2 - Balance générale du budget - Recettes	10

III - Vote du budget

A - Section de fonctionnement - Vue d'ensemble	12
A1 - Section de fonctionnement - Détail des dépenses	13
A2 - Section de fonctionnement - Détail des recettes	16
B - Section d'investissement - Vue d'ensemble	18
B1.1 - Section d'investissement - Dépenses non individualisées en programme d'équipement	19
B1.2 - Section d'investissement - Dépenses individualisées en programme d'équipement	20
B1.3 - Section d'investissement - Chapitres de programme afférent à une autorisation de programme	21
B1.4 - Section d'investissement - Chapitres de programme non compris dans une autorisation de programme	49
B2 - Section d'investissement - Subventions d'équipement à verser	54
B3 - Section d'investissement - Dépenses financières	55
B4 - Section d'investissement - Recettes d'équipement	56
B5 - Section d'investissement - Recettes financières	57
B6 - Section d'investissement - Récapitulatif des opérations pour le compte de tiers	58
B7 - Section d'investissement - Opérations d'ordre entre sections	59
B8 - Section d'investissement - Opérations patrimoniales	60
B9.1 - Section d'investissement - Equilibre des opérations financières - Dépenses	61
B9.2 - Section d'investissement - Equilibre des opérations financières - Recettes	62

IV - Annexes

A - Eléments du bilan

A1.1 - Etat de la dette - Détail des crédits de trésorerie	Sans Objet
A1.2 - Etat de la dette - Répartition par nature de dette	Sans Objet
A1.3 - Etat de la dette - Répartition des emprunts par structure de taux	Sans Objet
A1.4 - Etat de la dette - Typologie de la répartition de l'encours	Sans Objet
A1.5 - Etat de la dette - Détail des opérations de couverture	Sans Objet
A2 - Méthodes utilisées	Sans Objet
A3 - Etat des provisions	Sans Objet
A4 - Etat des charges transférées	Sans Objet
A5 - Détail des chapitres d'opérations pour comptes de tiers	Sans Objet

B - Engagements hors bilan

B1 - Subventions versées dans le cadre du vote du budget	Sans Objet
B2 - Etat des contrats de crédit-bail	Sans Objet
B3 - Etat des contrats de PPP	Sans Objet
B4 - Etat des engagements donnés	Sans Objet
B5 - Etat des engagements reçus	Sans Objet
B6 - Situation des autorisations de programme	64
B7 - Situation des autorisations d'engagement	Sans Objet

C - Autres éléments d'information

C1 - Etat du personnel	65
C2 - Liste des organismes dans lesquels le SDIS a pris un engagement financier	Sans Objet
C3.1 - Liste des organismes de regroupement	Sans Objet
C3.2 - Liste des établissements publics créés	Sans Objet
C3.3 - Liste des services individualisés dans un budget annexe	Sans Objet
C3.4 - Liste des services assujettis à la TVA et non érigés en un budget annexe	Sans Objet

D - Arrêté et signatures

D - Arrêté et signatures	69
--------------------------	----

Préciser, pour chaque annexe, si l'état est sans objet le cas échéant.

I – INFORMATIONS GENERALES	I
MODALITES DE VOTE DU BUDGET	A

I – Le conseil d'administration a voté le présent budget :

- au niveau du chapitre (1) pour la section de fonctionnement.
- au niveau du chapitre (1) pour la section d'investissement.
- avec (2) les programmes listés sur l'état II-B1.2.
- sans (3) vote formel sur chacun des chapitres.

La liste des articles spécialisés sur lesquels l'ordonnateur ne peut procéder à des virements d'article à article est la suivante :

II – La comparaison s'effectue par rapport au budget de l'exercice (4).

III – En l'absence de mention au paragraphe I ci-dessus, le budget est réputé voté par chapitre.

IV – Le présent budget a été voté avec reprise anticipée des résultats de l'exercice N-1 (5).

(1) A compléter par « du chapitre » ou « de l'article ».

(2) Indiquer « avec » ou « sans » les programmes d'équipement.

(3) Indiquer « avec » ou « sans » vote formel.

(4) Budget de l'exercice = budget primitif + budget supplémentaire + décision modificative s'il y a lieu.

(5) A compléter par un seul des trois choix suivants :

- sans reprise des résultats de l'exercice N-1,
- avec reprise des résultats de l'exercice N-1 après le vote du compte administratif,
- avec reprise anticipée des résultats de l'exercice N-1.

I – INFORMATIONS GENERALES				I
EXECUTION DU BUDGET DE L'EXERCICE PRECEDENT				B
RESULTAT DE L'EXERCICE N-1				
	Dépenses	Recettes	Solde d'exécution ou résultat reporté	Résultat ou solde (A) (3)
TOTAL DU BUDGET	98 598 555,91	98 426 840,36	9 771 875,06	9 600 159,51
Investissement	10 251 645,82	10 059 238,83	(1) 3 495 911,22	3 303 504,23
Fonctionnement	88 346 910,09	88 367 601,53	(2) 6 275 963,84	6 296 655,28

(1) Solde d'exécution de N-2 reporté sur la ligne budgétaire 001 du compte administratif N-1. Indiquer le signe – si dépenses > recettes, et + si recettes > dépenses.

(2) Résultat de fonctionnement reporté sur la ligne budgétaire 002 du compte administratif N-1. Indiquer le signe – si déficitaire, et + si excédentaire.

(3) Indiquer le signe – si dépenses > recettes, et + si recettes > dépenses.

RESTES A REALISER – DEPENSES

Chap. / Art. (4)	Libellé	Dépenses engagées non mandatées
SECTION D'INVESTISSEMENT–TOTAL		(I) 196 456,76
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00
18	Compte de liaison : affectation (BA)	0,00
2005000002	Programme d'équipement n° 2005000002	7 515,85
2008000002	Programme d'équipement n° 2008000002	2 652,05
20	Immobilisations incorporelles	31 154,23
204	Subventions d'équipement versées	0,00
21	Immobilisations corporelles	155 134,63
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00
26	Participations et créances rattachées	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00
SECTION DE FONCTIONNEMENT–TOTAL		(II) 0,00
011	Charges à caractère général	0,00
012	Charges de personnel et frais assimilés	0,00
014	Atténuations de produits	0,00
65	Autres charges de gestion courante	0,00
66	Charges financières	0,00
67	Charges exceptionnelles	0,00

(4) Suivant le niveau de vote retenu par le conseil d'administration.

I – INFORMATIONS GENERALES					I
EXECUTION DU BUDGET DE L'EXERCICE PRECEDENT					B

	RESTES A REALISER			RESULTAT CUMULE = (A) + (B) Excédent si positif Déficit si négatif
	Dépenses	Recettes	Solde (B)	
TOTAL DU BUDGET	I + II 196 456,76	III + IV 1 125 000,00	928 543,24	10 528 702,75
Investissement	I 196 456,76	III 1 125 000,00	928 543,24	4 232 047,47
Fonctionnement	II 0,00	IV 0,00	0,00	6 296 655,28

RESTES A REALISER – RECETTES		
Chap. / Art. (1)	Libellé	Titres restant à émettre
SECTION D'INVESTISSEMENT–TOTAL		(III)
024	Produits des cessions d'immobilisations	1 125 000,00
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00
18	Compte de liaison : affectation (BA)	1 125 000,00
20	Immobilisations incorporelles	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00
26	Participations et créances rattachées	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00
SECTION DE FONCTIONNEMENT–TOTAL		(IV)
70	Prod. services, domaine, ventes diverses	0,00
74	Contributions et participations	0,00
75	Autres produits de gestion courante	0,00
013	Atténuations de charges	0,00
76	Produits financiers	0,00
77	Produits exceptionnels	0,00

(1) Suivant le niveau de vote retenu par le conseil d'administration.

II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET		II
VUE D'ENSEMBLE		A1

V O T E		DEPENSES	RECETTES
	Crédits d'investissement votés au titre du présent budget (y compris le compte 1068)	-1 738 000,00	-1 738 000,00

R E P O R T S			
	Restes à réaliser de l'exercice précédent (RAR N-1) (1)	0,00	0,00
	001 Solde d'exécution de la section d'investissement reporté (1)	(si solde négatif) 0,00	(si solde positif) 0,00

=	=	=
Total de la section d'investissement (2)	-1 738 000,00	-1 738 000,00

V O T E		DEPENSES	RECETTES
	Crédits de fonctionnement votés au titre du présent budget	0,00	0,00

R E P O R T S			
	Restes à réaliser de l'exercice précédent (RAR N-1) (1)	0,00	0,00
	002 Résultat de fonctionnement reporté (1)	(si déficit) 0,00	(si excédent) 0,00

=	=	=
Total de la section de fonctionnement (3)	0,00	0,00

TOTAL DU BUDGET (4)	-1 738 000,00	-1 738 000,00
---------------------	---------------	---------------

TOTAL DES OPERATIONS REELLES ET D'ORDRE DU BUDGET

	DEPENSES			RECETTES		
	RÉELLES ET MIXTES	ORDRE	TOTAL	RÉELLES ET MIXTES	ORDRE	TOTAL
Crédits d'investissement votés au titre du présent budget	-1 835 000,00	97 000,00	-1 738 000,00	-769 000,00	-969 000,00	-1 738 000,00
Crédits de fonctionnement votés au titre du présent budget	976 000,00	-976 000,00	0,00	-90 000,00	90 000,00	0,00
Total budget (hors RAR N-1 et reports)	-859 000,00	-879 000,00	-1 738 000,00	-859 000,00	-879 000,00	-1 738 000,00

(1) A servir uniquement en cas de reprise des résultats de l'exercice précédent.

Les restes à réaliser de la section de fonctionnement correspondent en dépenses, aux dépenses engagées non mandatées et non rattachées telles qu'elles ressortent de la comptabilité des engagements et en recettes, aux recettes certaines n'ayant pas donné lieu à l'émission d'un titre et non rattachées (R. 3312.9 du CGCT).

Les restes à réaliser de la section d'investissement correspondent en dépenses, aux dépenses engagées non mandatées au 31/12 de l'exercice précédent telles qu'elles ressortent de la comptabilité des engagements et aux recettes certaines n'ayant pas donné lieu à l'émission d'un titre au 31/12 de l'exercice précédent (R. 3312.8 du CGCT).

(2) Total de la section d'investissement = RAR + solde d'exécution reporté + crédits d'investissement votés.

(3) Total de la section de fonctionnement = RAR + résultat reporté + crédits de fonctionnement votés.

(4) Total du budget = total de la section de fonctionnement + total de la section d'investissement.

II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET		II
EQUILIBRE FINANCIER – SECTION DE FONCTIONNEMENT		A2.1

SECTION DE FONCTIONNEMENT (y compris les restes à réaliser)

OPERATIONS REELLES

CHAP.	LIBELLE	DEPENSES	RECETTES
011	Charges à caractère général	-523 810,00	
012	Charges de personnel et frais assimilés	-2 230 969,00	
65	Autres charges de gestion courante	-128 900,00	
014	Atténuations de produits	0,00	
70	Prod. services, domaine, ventes diverses		-52 000,00
74	Contributions et participations		0,00
75	Autres produits de gestion courante		0,00
013	Atténuations de charges		-38 000,00
Total gestion des services		-2 883 679,00	-90 000,00
66	Charges financières	0,00	
67	Charges exceptionnelles	-37 500,00	
68	Dotations amortissements et provisions	0,00	
022	Dépenses imprévues	3 897 179,00	
76	Produits financiers		0,00
77	Produits exceptionnels		0,00
78	Reprises amortissements et provisions		0,00
TOTAL DES OPERATIONS REELLES		I 976 000,00	II -90 000,00

SOLDE DES OPERATIONS REELLES ET MIXTES :	-1 066 000,00
(Recettes réelles – Dépenses réelles)	

OPERATIONS D'ORDRE (1)

042	Opérations d'ordre entre sections	0,00	90 000,00
043	Opérations ordre intérieur de la section	0,00	0,00
023	Virement à la section d'investissement	-976 000,00	
TOTAL DES OPERATIONS D'ORDRE		III -976 000,00	IV 90 000,00

AUTOFINANCEMENT DEGAGE = D (042 + 023) - R 042 :	-1 066 000,00
---	----------------------

002 RESULTAT REPORTE OU ANTICIPE (2)	V 0,00	VI 0,00
TOTAL DE LA SECTION	I+III+V 0,00	II+IV+VI 0,00

(1) DF 023 = RI 021 ; DF 042 = RI 040 ; RF 042 = DI 040 ; DF 043 = RF 043.

(2) Inscrire en cas de reprise des résultats de l'exercice précédent (après vote du compte administratif) ou si reprise anticipée des résultats.

II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET	II
EQUILIBRE FINANCIER-SECTION D'INVESTISSEMENT	A2.2

SECTION D'INVESTISSEMENT (y compris les restes à réaliser)**OPERATIONS REELLES**

CHAP.	LIBELLE	DEPENSES	RECETTES
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	(1) -494 000,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00	-275 000,00
18	Compte de liaison : affectation (BA)	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204)	(2) -111 728,00	(3) 0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	(3) 0,00
21	Immobilisations corporelles	(2) -1 412 382,74	(3) 0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	(2) 0,00	(3) 0,00
23	Immobilisations en cours	(2) -470 465,37	(3) 0,00
26	Participations et créances rattachées	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00
45	Total des opérations pour compte de tiers	0,00	0,00
020	Dépenses imprévues	159 576,11	
024	Produits des cessions d'immobilisations		0,00
TOTAL DES OPERATIONS REELLES		I -1 835 000,00	II -769 000,00

BESOIN D'AUTOFINANCEMENT :	-1 066 000,00
(Dépenses réelles – Recettes réelles)	

OPERATIONS D'ORDRE (4)

040	Opérations d'ordre entre sections	90 000,00	0,00
041	Opérations patrimoniales	7 000,00	7 000,00
021	Virement de la section de fonctionnement		-976 000,00
TOTAL DES OPERATIONS D'ORDRE		III 97 000,00	IV -969 000,00

AUTOFINANCEMENT PROPRE A L'EXERCICE = R (040 + 021) - D 040	-1 066 000,00
Solde des opérations d'ordre de section à section (précédé du signe – si négatif)	

001 SOLDE D'EXECUTION N-1 REPORTE (5)	V 0,00	VI 0,00
1068 EXCEDENT DE FONCTIONNEMENT CAPITALISE (5)		VII 0,00

TOTAL DE LA SECTION	I + III + V -1 738 000,00	II + IV + VI + VII -1 738 000,00
----------------------------	----------------------------------	---

(1) Hors 1068.

(2) Y compris les programmes.

(3) Exceptionnellement, les comptes 20, 204, 21, 22 et 23 sont en recettes réelles en cas de réduction ou d'annulation de mandats donnant lieu à reversement.

(4) R/ 021 = DF 023 ; RI 040 = DF 042 ; DI 040 = RF 042 ; DI 041 = RI 041.

(5) Inscrire en cas de reprise des résultats de l'exercice précédent (après vote du compte administratif) ou si reprise anticipée des résultats.

II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET		II
BALANCE GENERALE-DEPENSES		B1

1 – FONCTIONNEMENT (y compris les restes à réaliser)

FONCTIONNEMENT		Opérations réelles (1)	Opérations d'ordre (2)	TOTAL
011	Charges à caractère général	-523 810,00		-523 810,00
012	Charges de personnel et frais assimilés	-2 230 969,00		-2 230 969,00
014	Atténuations de produits	0,00		0,00
60	Achats et variation des stocks		0,00	0,00
65	Autres charges de gestion courante	-128 900,00		-128 900,00
66	Charges financières	0,00	0,00	0,00
67	Charges exceptionnelles	-37 500,00	0,00	-37 500,00
68	Dot. aux amortissements et provisions	0,00	0,00	0,00
71	Production stockée (ou déstockage)		0,00	0,00
022	Dépenses imprévues	3 897 179,00		3 897 179,00
023	Virement à la section d'investissement		-976 000,00	-976 000,00
Dépenses de fonctionnement –Total		976 000,00	-976 000,00	0,00

+

D 002 RESULTAT REPORTE OU ANTICIPE (7)

0,00

=

TOTAL DES DEPENSES DE FONCTIONNEMENT CUMULEES

0,00

2 – INVESTISSEMENT (y compris les restes à réaliser)

INVESTISSEMENT		Opérations réelles (1)	Opérations d'ordre (2)	TOTAL
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées (sauf 1688 non budgétaire)	0,00	0,00	0,00
18	Compte de liaison : affectation (BA)	(5) 0,00		0,00
	Total des programmes d'équipement	-2 134 384,24		-2 134 384,24
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204) (3)	-21 570,00	0,00	-21 570,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles (3)	-102 621,87	97 000,00	-5 621,87
22	Immobilisations reçues en affectation (3)	(6) 0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours (3)	264 000,00	0,00	264 000,00
26	Participations et créances rattachées	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00
28	Amortissement des immobilisations (reprises)		0,00	0,00
19	Neutral. et régul. d'opérations		0,00	0,00
45	Opérations pour compte de tiers (4)	0,00	0,00	0,00
481	Charges à répartir		0,00	0,00
3...	Stocks et en-cours		0,00	0,00
020	Dépenses imprévues	159 576,11		159 576,11
Dépenses d'investissement –Total		-1 835 000,00	97 000,00	-1 738 000,00

+

D 001 SOLDE D'EXECUTION NEGATIF REPORTE OU ANTICIPE (7)

0,00

=

TOTAL DES DEPENSES D'INVESTISSEMENT CUMULEES

-1 738 000,00

(1) Y compris les opérations relatives au rattachement et les opérations d'ordre semi-budgétaires.

(2) Voir la liste des opérations d'ordre de l'instruction budgétaire et comptable M. 61.

(3) Hors chapitres programmes.

(4) Seul le total des opérations pour compte de tiers figure sur cet état.

(5) A utiliser uniquement dans le cas où le SDIS effectuerait une dotation initiale au profit d'un service public doté de la seule autonomie financière.

(6) A utiliser uniquement dans le cas où le SDIS effectuerait des dépenses sur des biens affectés.

(7) Inscrire en cas de reprise des résultats de l'exercice précédent (après vote du compte administratif) ou si reprise anticipée des résultats.

II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET		II
BALANCE GENERALE-RECETTES		B2

1-FONCTIONNEMENT (y compris les restes à réaliser)

FONCTIONNEMENT		Opérations réelles (1)	Opérations d'ordre (2)	TOTAL
013	Atténuations de charges	-38 000,00		-38 000,00
60	Achats et variation des stocks		0,00	0,00
70	Prod. services, domaine, ventes diverses	-52 000,00		-52 000,00
71	Production stockée (ou déstockage)		0,00	0,00
72	Production immobilisée		90 000,00	90 000,00
74	Contributions et participations	0,00		0,00
75	Autres produits de gestion courante	0,00	0,00	0,00
76	Produits financiers	0,00	0,00	0,00
77	Produits exceptionnels	0,00	0,00	0,00
78	Reprise sur amortissements et provisions	0,00	0,00	0,00
79	Transferts de charges		0,00	0,00
Recettes de fonctionnement – Total		-90 000,00	90 000,00	0,00

+

R 002 RESULTAT REPORTE OU ANTICIPE	0,00
------------------------------------	------

=

TOTAL DES RECETTES DE FONCTIONNEMENT CUMULEES	0,00
---	------

2-INVESTISSEMENT (y compris les restes à réaliser)

INVESTISSEMENT		Opérations réelles (1)	Opérations d'ordre (2)	TOTAL
10	Dotations, fonds divers et réserves (sauf 1068)	-494 000,00	0,00	-494 000,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées (sauf 1688 non budgétaire)	-275 000,00	0,00	-275 000,00
18	Compte de liaison : affectation (BA)	(4) 0,00		0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204)	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	(5) 0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	7 000,00	7 000,00
26	Participations et créances rattachées	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00
28	Amortissement des immobilisations		0,00	0,00
19	Neutral. et régul. d'opérations		0,00	0,00
45	Opérations pour compte de tiers (3)	0,00	0,00	0,00
481	Charges à répartir		0,00	0,00
3...	Stocks et en-cours		0,00	0,00
021	Virement de la section de fonctionnement		0,00	0,00
024	Produits des cessions d'immobilisations	0,00	-976 000,00	-976 000,00
Recettes d'investissement –Total		-769 000,00	-969 000,00	-1 738 000,00

+

R 001 SOLDE D'EXECUTION POSITIF REPORTE OU ANTICIPE (6)	0,00
---	------

+

1068 EXCEDENT DE FONCTIONNEMENT CAPITALISE (6)	0,00
--	------

=

TOTAL DES RECETTES D'INVESTISSEMENT CUMULEES	-1 738 000,00
--	---------------

(1) Y compris les opérations relatives au rattachement et les opérations d'ordre semi-budgétaires.

(2) Voir la liste des opérations d'ordre de l'instruction budgétaire et comptable M. 61.

(3) Seul le total des opérations pour compte de tiers figure sur cet état.

(4) A utiliser uniquement dans le cas où le SDIS effectuerait une dotation initiale au profit d'un service public doté de la seule autonomie financière.

(5) A utiliser uniquement dans le cas où le SDIS effectuerait des dépenses sur des biens affectés.

(6) Inscrire en cas de reprise des résultats de l'exercice précédent (après vote du compte administratif) ou si reprise anticipée des résultats.

III – VOTE DU BUDGET						III
SECTION DE FONCTIONNEMENT – VUE D'ENSEMBLE						A

DEPENSES DE FONCTIONNEMENT

Chap.	Libellé	Budget de l'exercice (BP + BS + DM) I	Restes à réaliser N-1 II	Propositions nouvelles du président	Vote du conseil d'administration III	TOTAL IV = I + II + III
011	Charges à caractère général	10 778 298,00	0,00	-523 810,00	-523 810,00	10 254 488,00
	- Avec AE / CP	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	- Hors AE / CP	10 778 298,00	0,00	-523 810,00	-523 810,00	10 254 488,00
012	Charges de personnel et frais assimilés	70 845 700,00	0,00	-2 230 969,00	-2 230 969,00	68 614 731,00
014	Atténuations de produits	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
65	Autres charges de gestion courante	1 208 357,00	0,00	-128 900,00	-128 900,00	1 079 457,00
	- Avec AE / CP	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	- Hors AE / CP	1 208 357,00	0,00	-128 900,00	-128 900,00	1 079 457,00
66	Charges financières	25 411,00	0,00	0,00	0,00	25 411,00
67	Charges exceptionnelles	332 562,00	0,00	-37 500,00	-37 500,00	295 062,00
68	Dotations amortissements et provisions	0,00		0,00	0,00	0,00
022	Dépenses imprévues	2 093 115,37		3 897 179,00	3 897 179,00	5 990 294,37
023	Virement à la section d'investissement	2 414 000,00		-976 000,00	-976 000,00	1 438 000,00
042	Opérations d'ordre entre sections	7 200 000,00		0,00	0,00	7 200 000,00
043	Opérations ordre intérieur de la section	0,00		0,00	0,00	0,00
Dépenses de fonctionnement - Total		94 897 443,37	0,00	0,00	0,00	94 897 443,37

+

D 002 RESULTAT REPORTE OU ANTICIPE (1)

0,00

=

TOTAL DES DEPENSES DE FONCTIONNEMENT CUMULEES

94 897 443,37

RECETTES DE FONCTIONNEMENT

Chap.	Libellé	Budget de l'exercice (BP + BS + DM) I	Restes à réaliser N-1 II	Propositions nouvelles du président	Vote du conseil d'administration III	TOTAL IV = I + II + III
70	Prod. services, domaine, ventes diverses	967 548,00	0,00	-52 000,00	-52 000,00	915 548,00
74	Contributions et participations	82 799 091,00	0,00	0,00	0,00	82 799 091,00
75	Autres produits de gestion courante	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
013	Atténuations de charges	1 113 963,00	0,00	-38 000,00	-38 000,00	1 075 963,00
76	Produits financiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
77	Produits exceptionnels	214 000,00	0,00	0,00	0,00	214 000,00
78	Reprises amortissements et provisions	0,00		0,00	0,00	0,00
042	Opérations d'ordre entre sections	3 506 186,09		90 000,00	90 000,00	3 596 186,09
043	Opérations ordre intérieur de la section	0,00		0,00	0,00	0,00
Recettes de fonctionnement - Total		88 600 788,09	0,00	0,00	0,00	88 600 788,09

+

R 002 RESULTAT REPORTE OU ANTICIPE (1)

6 296 655,28

=

TOTAL DES RECETTES DE FONCTIONNEMENT CUMULEES

94 897 443,37

(1) inscrire en cas de reprise des résultats de l'exercice précédent (après vote du compte administratif) ou si reprise anticipée des résultats.

III – VOTE DU BUDGET				III
SECTION DE FONCTIONNEMENT – DEPENSES – DETAIL PAR ARTICLES				A1
Chap. / Art. (1)	Libellé (1)	Budget de l'exercice (BP + BS + DM)	Propositions nouvelles du président	Vote du conseil d'administration
011	Charges à caractère général	10 778 298,00	-523 810,00	-523 810,00
6042	Achats de prestations de services	5 000,00	0,00	0,00
60611	Eau et assainissement	140 066,00	0,00	0,00
60612	Energie - Electricité	1 373 073,00	-39 650,00	-39 650,00
60621	Combustibles	77 050,00	0,00	0,00
60622	Carburants	1 021 200,00	-50 000,00	-50 000,00
60623	Alimentation	49 986,00	-11 170,00	-11 170,00
60631	Fournitures d'entretien	121 150,00	-100,00	-100,00
60632	Fournitures de petit équipement	696 058,00	-2 500,00	-2 500,00
60636	Habillement et vêtements de travail	372 234,00	-122 850,00	-122 850,00
6064	Fournitures administratives	72 800,00	-8 000,00	-8 000,00
60661	Médicaments	36 195,00	0,00	0,00
60662	Vaccins et sérums	3 500,00	0,00	0,00
60668	Autres produits pharmaceutiques	162 874,00	0,00	0,00
6067	Produits d'intervention	25 290,00	0,00	0,00
6068	Autres matières et fournitures	367 266,00	-29 900,00	-29 900,00
611	Contrats de prestations de services	375 715,00	-340,00	-340,00
6132	Locations immobilières	731 690,00	-184 100,00	-184 100,00
6135	Locations mobilières	72 791,00	-3 600,00	-3 600,00
614	Charges locatives et de copropriété	31 541,00	-10 400,00	-10 400,00
61521	Entretien terrains	75 000,00	-5 000,00	-5 000,00
615221	Entretien, réparations bâtiments publics	443 340,00	0,00	0,00
615231	Entretien, réparations voiries	10 000,00	0,00	0,00
61551	Entretien matériel roulant	669 278,00	0,00	0,00
61558	Entretien autres biens mobiliers	326 531,00	-2 800,00	-2 800,00
6156	Maintenance	402 744,00	0,00	0,00
6161	Multirisques	560 326,00	0,00	0,00
6162	Assur. obligatoire dommage-construction	4 500,00	0,00	0,00
6168	Autres primes d'assurance	240 766,00	0,00	0,00
617	Etudes et recherches	10 950,00	0,00	0,00
61821	Abonnements	23 500,00	0,00	0,00
61828	Autres	6 500,00	0,00	0,00
6184	Versements à des organismes de formation	334 878,00	-4 500,00	-4 500,00
6185	Frais de colloques et de séminaires	300,00	0,00	0,00
6225	Indemnités aux comptable et régisseurs	9 500,00	0,00	0,00
6226	Honoraires	13 870,00	-3 500,00	-3 500,00
6227	Frais d'actes et de contentieux	107 800,00	0,00	0,00
6231	Annonces et insertions	50 813,00	-9 000,00	-9 000,00
6232	Fêtes et cérémonies	0,00	0,00	0,00
6234	Réceptions	38 000,00	-4 100,00	-4 100,00
6236	Catalogues et imprimés et publications	24 550,00	0,00	0,00
6241	Transports de biens	6 500,00	0,00	0,00
6247	Transports collectifs du personnel	450,00	0,00	0,00
6251	Voyages, déplacements et missions	328 607,00	94 900,00	94 900,00
6255	Frais de déménagement	5 000,00	0,00	0,00
6261	Frais d'affranchissement	50 000,00	-5 000,00	-5 000,00
6262	Frais de télécommunications	455 000,00	-60 000,00	-60 000,00
6283	Frais de nettoyage des locaux	539 650,00	-37 000,00	-37 000,00
6288	Autres remboursements de frais	255 371,00	-25 200,00	-25 200,00
63512	Taxes foncières	4 520,00	0,00	0,00
6355	Taxes et impôts sur les véhicules	8 575,00	0,00	0,00
637	Autres impôts, taxes (autres organismes)	36 000,00	0,00	0,00
012	Charges de personnel et frais assimilés	70 845 700,00	-2 230 969,00	-2 230 969,00
6218	Autre personnel extérieur	34 230,00	-15 000,00	-15 000,00
6331	Versement de transport	342 941,00	-230,00	-230,00
6332	Cotisations versées au F.N.A.L.	133 511,00	-255,00	-255,00
6336	Cotisations CNFPT et CDGFPT	472 102,00	-969,00	-969,00
64111	Rémunération principale titulaires	25 926 611,00	-624 010,00	-624 010,00

Chap. / Art. (1)	Libellé (1)	Budget de l'exercice (BP + BS + DM)	Propositions nouvelles du président	Vote du conseil d'administration
64112	SFT, indemnité résidence	616 672,00	0,00	0,00
64113	NBI	183 376,00	0,00	0,00
64118	Autres indemnités titulaires	13 933 598,00	-45 000,00	-45 000,00
64131	Rémunérations personnel non titulaire	1 015 895,00	-51 005,00	-51 005,00
64141	Vacations sapeurs pompiers volontaires	10 320 796,00	-1 473 700,00	-1 473 700,00
64145	Vacations versées aux employeurs	15 000,00	0,00	0,00
64146	Service de santé	45 000,00	0,00	0,00
64162	Emplois d'avenir	149 527,00	0,00	0,00
6417	Rémunérations des apprentis	10 385,00	0,00	0,00
6451	Cotisations à l'U.R.S.S.A.F.	4 586 537,00	-16 041,00	-16 041,00
6453	Cotisations aux caisses de retraites	10 619 766,00	-2 020,00	-2 020,00
6454	Cotisations aux A.S.S.E.D.I.C.	53 975,00	-2 739,00	-2 739,00
6456	Versement au F.N.C. supplément familial	30 720,00	0,00	0,00
6458	Cotis. aux autres organismes sociaux	469 728,00	0,00	0,00
646	Allocations de vétérance	641 740,00	0,00	0,00
6472	Prestations familiales directes	18 500,00	0,00	0,00
6474	Versement aux autres oeuvres sociales	310 654,00	0,00	0,00
6475	Médecine du travail, pharmacie	59 000,00	0,00	0,00
6478	Autres charges sociales diverses	718 150,00	0,00	0,00
6488	Autres charges	137 286,00	0,00	0,00
65	Autres charges de gestion courante	1 208 357,00	-128 900,00	-128 900,00
6521	Déficit des budgets annexes	627 187,00	-140 000,00	-140 000,00
6531	Indemnités	43 220,00	0,00	0,00
6532	Frais de mission	7 000,00	0,00	0,00
6541	Créances admises en non-valeur	20 000,00	2 100,00	2 100,00
6558	Autres contributions obligatoires	260 000,00	0,00	0,00
656	Participations	146 200,00	9 000,00	9 000,00
6574	Subv. fonct. assoc. et personnes privées	90 750,00	0,00	0,00
658	Charges diverses de gestion courante	14 000,00	0,00	0,00
014	Atténuations de produits	0,00	0,00	0,00
TOTAL GESTION DES SERVICES (A) = (011 + 012 + 65 + 014)		82 832 355,00	-2 883 679,00	-2 883 679,00
66	Charges financières (B)	25 411,00	0,00	0,00
66111	Intérêts réglés à l'échéance	25 411,00	0,00	0,00
66112	Intérêts - Rattachement des ICNE	0,00	0,00	0,00
6688	Autres	0,00	0,00	0,00
67	Charges exceptionnelles (C)	332 562,00	-37 500,00	-37 500,00
6711	Intérêts moratoires, pénalités / marché	10 000,00	0,00	0,00
6718	Autres charges exceptionnelles gestion	40 000,00	-37 500,00	-37 500,00
673	Titres annulés (sur exercices antérieurs)	268 562,00	0,00	0,00
6745	Subventions aux personnes de droit privé	2 000,00	0,00	0,00
678	Autres charges exceptionnelles	12 000,00	0,00	0,00
68	Dotations amortissements et provisions (D)	0,00	0,00	0,00
6815	Dot. prov. pour risques et ch. de fonct.	0,00	0,00	0,00
6817	Dot. prov. dépréc. actifs circulants	0,00	0,00	0,00
6875	Dot. prov. risques et charges exception.	0,00	0,00	0,00
022	Dépenses imprévues (E)	2 093 115,37	3 897 179,00	3 897 179,00
TOTAL DES DEPENSES REELLES = A + B + C + D + E		85 283 443,37	976 000,00	976 000,00
023	Virement à la section d'investissement	2 414 000,00	-976 000,00	-976 000,00
042	Opérations d'ordre entre sections (2)	7 200 000,00	0,00	0,00
675	Valeurs comptables immobilisation cédée	0,00	0,00	0,00
6761	Différences sur réalisations (positives)	0,00	0,00	0,00
6811	Dot. amort. et prov. immobilisations	7 200 000,00	0,00	0,00
043	Opérations ordre intérieur de la section	0,00	0,00	0,00
TOTAL DES DEPENSES D'ORDRE (= Prélèvement issu de la section de fonctionnement au profit de la section d'investissement)		9 614 000,00	-976 000,00	-976 000,00
TOTAL DES DEPENSES DE FONCTIONNEMENT DE L'EXERCICE (= Total des opérations réelles et d'ordre)		94 897 443,37	0,00	0,00
				+
RESTES A REALISER N-1 (3)			0,00	

Chap. / Art. (1)	Libellé (1)	Budget de l'exercice (BP + BS + DM)	Propositions nouvelles du président	Vote du conseil d'administration
				+
D 002 RESULTAT REPORTE OU ANTICIPE (3)				0,00
				=
TOTAL DES DEPENSES DE FONCTIONNEMENT CUMULEES				94 897 443,37

Détail du calcul des ICNE au compte 66112 (4)

Montant des ICNE de l'exercice	0,00
Montant des ICNE de l'exercice N-1	0,00
= Différence ICNE N – ICNE N-1	0,00

(1) Détailler conformément au plan de comptes utilisé.

(2) Cf. définitions des chapitres des opérations d'ordre, DF 042 = RI 040.

(3) Inscrire en cas de reprise des résultats de l'exercice précédent (après vote du compte administratif ou si reprise anticipée des résultats).

(4) Si le mandatement des ICNE de l'exercice est inférieur au montant de l'exercice N-1, le montant du compte 66112 sera négatif.

III – VOTE DU BUDGET				III
SECTION DE FONCTIONNEMENT – RECETTES – DETAIL PAR ARTICLES				A2
Chap. / Art. (1)	Libellé (1)	Budget de l'exercice (BP + BS + DM)	Propositions nouvelles du président	Vote du conseil d'administration
70	Prod. services, domaine, ventes diverses	967 548,00	-52 000,00	-52 000,00
7061	Inter. factur. (art. L. 1424-42 du CGCT)	283 200,00	0,00	0,00
7068	Autres prestations de services	55 000,00	0,00	0,00
70848	Mise à dispo personnel autres organismes	620 848,00	-52 000,00	-52 000,00
70872	Remb. frais par les budgets annexes	3 000,00	0,00	0,00
70878	Remb. frais par des tiers	5 500,00	0,00	0,00
74	Contributions et participations	82 799 091,00	0,00	0,00
744	FCTVA	59 245,00	0,00	0,00
74712	Emplois d'avenir	79 345,00	0,00	0,00
7473	Participation départements	45 731 000,00	0,00	0,00
7474	Participation communes	19 631 688,00	0,00	0,00
7475	Group. coll et coll. statut particulier	16 272 326,00	0,00	0,00
7478	Participation autres organismes	1 025 487,00	0,00	0,00
75	Autres produits de gestion courante	0,00	0,00	0,00
752	Revenus des immeubles	0,00	0,00	0,00
758	Produits divers de gestion courante	0,00	0,00	0,00
013	Atténuations de charges	1 113 963,00	-38 000,00	-38 000,00
6419	Remboursements rémunérations personnel	752 888,00	0,00	0,00
6479	Remboursement autres charges sociales	361 075,00	-38 000,00	-38 000,00
TOTAL GESTION DES SERVICES (A) = (70 + 74 + 75 + 013)		84 880 602,00	-90 000,00	-90 000,00
76	Produits financiers (B)	0,00	0,00	0,00
77	Produits exceptionnels (C)	214 000,00	0,00	0,00
7711	Dédits et pénalités perçus	0,00	0,00	0,00
773	Mandats annulés (exercices antérieurs)	0,00	0,00	0,00
775	Produits des cessions d'immobilisations	0,00	0,00	0,00
7788	Autres produits exceptionnels	214 000,00	0,00	0,00
78	Reprises amortissements et provisions (D)	0,00	0,00	0,00
TOTAL DES RECETTES REELLES = A + B + C + D		85 094 602,00	-90 000,00	-90 000,00
042	Opérations d'ordre entre sections (2)	3 506 186,09	90 000,00	90 000,00
722	Immobilisations corporelles	0,00	90 000,00	90 000,00
773	Mandats annulés (exercices antérieurs)	0,00	0,00	0,00
7761	Différences sur réalisations (négatives)	0,00	0,00	0,00
7768	Neutralisation des amortissements	900 000,00	0,00	0,00
777	Quote-part subv invest transf cpte résul	23 100,00	0,00	0,00
7785	Excédent invest. transféré cpte résultat	2 583 086,09	0,00	0,00
7811	Rep. amort. immos corpo. et incorp.	0,00	0,00	0,00
043	Opérations ordre intérieur de la section (2)	0,00	0,00	0,00
TOTAL DES RECETTES D'ORDRE		3 506 186,09	90 000,00	90 000,00
TOTAL DES RECETTES DE FONCTIONNEMENT DE L'EXERCICE (= Total des opérations réelles et d'ordre)		88 600 788,09	0,00	0,00
				+
RESTES A REALISER N-1 (3)			0,00	
				+
R 002 RESULTAT REPORTE OU ANTICIPE (3)			6 296 655,28	
				=
TOTAL DES RECETTES DE FONCTIONNEMENT CUMULEES			94 897 443,37	

Détail du calcul des ICNE au compte 7622 (4)

Montant des ICNE de l'exercice	0,00
Montant des ICNE de l'exercice N-1	0,00
= Différence ICNE N – ICNE N-1	0,00

(1) Détailler conformément au plan de comptes utilisé.

(2) Cf. définitions des chapitres des opérations d'ordre, *RF 042 = DI 040, RF 043 = DF 043*.

(3) Inscire en cas de reprise des résultats de l'exercice précédent (après vote du compte administratif ou si reprise anticipée des résultats).

(4) Si le mandatement des ICNE de l'exercice est inférieur au montant de l'exercice N-1, le montant du compte 7622 sera négatif.

III – VOTE DU BUDGET					III
SECTION D'INVESTISSEMENT – VUE D'ENSEMBLE					B

DEPENSES D'INVESTISSEMENT

Nature	Budget de l'exercice (BP + BS + DM) I	Restes à réaliser N-1 II	Propositions nouvelles du président	Vote du conseil d'administration III	TOTAL IV = I + II + III
Dépenses d'équipement	12 833 324,01	0,00	-1 994 576,11	-1 994 576,11	10 838 747,90
- Non individualisées en programmes d'équipement	519 278,86	0,00	139 808,13	139 808,13	659 086,99
- Avec AP / CP	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
- Hors AP / CP	519 278,86	0,00	139 808,13	139 808,13	659 086,99
- Individualisées en programmes d'équipement	12 314 045,15	0,00	-2 134 384,24	-2 134 384,24	10 179 660,91
- Avec AP / CP	12 303 877,25	0,00	-2 127 019,39	-2 127 019,39	10 176 857,86
- Hors AP / CP	10 167,90	0,00	-7 364,85	-7 364,85	2 803,05
Subventions d'équipement à verser (c/204)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
- Avec AP / CP	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
- Hors AP / CP	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Opérations pour compte de tiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Dépenses financières	784 529,13	0,00	159 576,11	159 576,11	944 105,24
040 Opérations d'ordre entre sections	3 506 186,09		90 000,00	90 000,00	3 596 186,09
041 Opérations patrimoniales	0,00		7 000,00	7 000,00	7 000,00
Dépenses d'investissement - Total	17 124 039,23	0,00	-1 738 000,00	-1 738 000,00	15 386 039,23

+

D 001 SOLDE D'EXECUTION NEGATIF REPORTE OU ANTICIPE (1)	0,00
---	------

=

TOTAL DES DEPENSES D'INVESTISSEMENT CUMULEES	15 386 039,23
--	---------------

RECETTES D'INVESTISSEMENT

Nature	Budget de l'exercice (BP + BS + DM) I	Restes à réaliser N-1 II	Propositions nouvelles du président	Vote du conseil d'administration III	TOTAL IV = I + II + III
Recettes d'équipement	2 692 225,00	0,00	-275 000,00	-275 000,00	2 417 225,00
Opérations pour compte de tiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Recettes financières	1 514 310,00	0,00	-494 000,00	-494 000,00	1 020 310,00
Opérations d'ordre entre sections	9 614 000,00		-976 000,00	-976 000,00	8 638 000,00
041 Opérations patrimoniales	0,00		7 000,00	7 000,00	7 000,00
Recettes d'investissement - Total	13 820 535,00	0,00	-1 738 000,00	-1 738 000,00	12 082 535,00

+

R 001 SOLDE D'EXECUTION POSITIF REPORTE OU ANTICIPE (1)	3 303 504,23
---	--------------

=

1068 EXCEDENT DE FONCTIONNEMENT CAPITALISE (1)	0,00
--	------

=

TOTAL DES RECETTES D'INVESTISSEMENT CUMULEES	15 386 039,23
--	---------------

(1) Inscrire en cas de reprise des résultats de l'exercice précédent (après vote du compte administratif) ou si reprise anticipée des résultats.

III – VOTE DU BUDGET					III
SECTION D'INVESTISSEMENT – DEPENSES D'EQUIPEMENT					B1.1

DEPENSES NON INDIVIDUALISEES EN PROGRAMMES D'EQUIPEMENT

Chap. / Art. (1)	Libellé	Budget de l'exercice (BP + BS + DM)	Restes à réaliser N-1	Propositions nouvelles du président	Vote du conseil d'administration
TOTAL		519 278,86	0,00	139 808,13	139 808,13
20	Immobilisations incorporelles (hors c/204)	126 154,23	0,00	-21 570,00	-21 570,00
2033	Frais d'insertion	25 000,00	0,00	0,00	0,00
2051	Concessions,droits similaires,brevets,..	101 154,23	0,00	-21 570,00	-21 570,00
21	Immobilisations corporelles	393 124,63	0,00	-102 621,87	-102 621,87
21311	Bâtiments administratifs	0,00	0,00	0,00	0,00
21312	Centres d'incendie et de secours	19 440,00	0,00	0,00	0,00
21531	Réseaux de transmission	8 488,80	0,00	0,00	0,00
21532	Réseaux d'alerte	0,00	0,00	0,00	0,00
21538	Autres réseaux	33 251,83	0,00	0,00	0,00
21561	Matériel mobile d'incendie et de secours	89 728,68	0,00	0,00	0,00
21562	Matériel non mobile incendie et secours	1 164,00	0,00	0,00	0,00
21568	Autre matériel d'incendie et de secours	88 470,00	0,00	-45 000,00	-45 000,00
21571	Ateliers	0,00	0,00	0,00	0,00
21578	Autre matériel et outillage technique	9 474,37	0,00	0,00	0,00
2158	Autres install., mat et outil. techn.	1 000,00	0,00	0,00	0,00
217312	Centres incendie secours (mise à dispo)	0,00	0,00	0,00	0,00
217318	Autres bâtiments publics (mise à dispo)	0,00	0,00	0,00	0,00
2182	Matériel de transport	0,00	0,00	0,00	0,00
2183	Matériel informatique	0,00	0,00	0,00	0,00
2184	Matériel de bureau et mobilier	50 985,08	0,00	0,00	0,00
2188	Autres immobilisations corporelles	91 121,87	0,00	-57 621,87	-57 621,87
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	264 000,00	264 000,00
231312	Centres d'incendie et de secours	0,00	0,00	264 000,00	264 000,00
2317312	Centres incendie et secours mise à dispo	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les articles conformément au plan de comptes.

III – VOTE DU BUDGET		III
SECTION D'INVESTISSEMENT – DEPENSES D'EQUIPEMENT		B1.2

DEPENSES INDIVIDUALISEES EN PROGRAMMES D'EQUIPEMENT

N°	Libellé	Restes à réaliser N-1	Propositions nouvelles du président	Vote du conseil d'administration
TOTAL		0,00	-2 134 384,24	-2 134 384,24
2005000002	CONSTRUCTION CIS LE HAVRE SUD	0,00	-7 364,85	-7 364,85
2007000001	CONSTRUCTION CIS SAINT NICOLAS	0,00	0,00	0,00
2007000002	CONSTRUCTION CIS BLANGY	0,00	0,00	0,00
2007000003	CONSTRUCTION CIS LUNERAY	0,00	0,00	0,00
2008000002	EXTENSION DIRECTION DEPARTEMEN	0,00	0,00	0,00
2010000006	GROUPEMENT OUEST	0,00	0,00	0,00
2012000001	PLATEAU TECHNIQUE DE FORMATION	0,00	-16 170,00	-16 170,00
2013000001	GROUPEMENT EST ETAT MAJOR	0,00	-74 714,76	-74 714,76
2013000002	MODERNISATION DES OUTILS	0,00	-440 000,00	-440 000,00
2013000003	REVISION SDACR & CO	0,00	-85 000,00	-85 000,00
2014000001	ELBEUF REHABILITATION	0,00	0,00	0,00
2014000005	CAUDEBEC EN CX REHABILITATION	0,00	0,00	0,00
2014000006	FORGES LES EAUX REHABILITATION	0,00	0,00	0,00
2014000008	LA MAILLERAYE/S REHABILITATION	0,00	13 305,67	13 305,67
2014000009	MONTIVILLIERS REHABILITATION	0,00	0,00	0,00
2014000010	DIRECTION AMENAGEMENT LOCAUX	0,00	-48 500,00	-48 500,00
2014000011	CANY RECONSTRUCTION	0,00	-103 734,30	-103 734,30
2014000012	NOUVELLE AP LE HAVRE SUD	0,00	-54 800,00	-54 800,00
2015000001	MATERIELS ROULANTS & NAVIGANTS	0,00	0,00	0,00
2015000002	MASQUES ARI	0,00	-194 055,00	-194 055,00
2015000003	SYSTEME GESTION OPERATIONNELLE	0,00	0,00	0,00
2015000004	CAISSON MULTI-ACTIVITE	0,00	-500 000,00	-500 000,00
2016000001	AJUSTEMENT MOYENS MATERIELS DES EQUIPES SPECIALISEES	0,00	-173 400,00	-173 400,00
2016000002	ACQUISITION D'EQUIPEMENTS ET DE MATERIELS OPERATIONNELS	0,00	0,00	0,00
2016000003	ACQUISITION D'EQUIPEMENTS ET DE MATERIELS NON OPERATIONNELS	0,00	-53 300,00	-53 300,00
2016000004	RECONDITIONNEMENT, AMENAGEMENT, MAINTENANCE ET EQUIPEMENT DES MA	0,00	-14 230,00	-14 230,00
2016000005	ACQUISITION DE MOBILIER	0,00	-10 600,00	-10 600,00
2016000006	REFECTION ET AMENAGEMENT DU PATRIMOINE BATI	0,00	-6 000,00	-6 000,00
2016000007	RENOUVELLEMENT MATERIELS SSSM	0,00	-304 500,00	-304 500,00
2016000008	RENOUVELLEMENT ET MAINTENANCE DU SYSTEME D'INFORMATION	0,00	-11 571,00	-11 571,00
2017000001	TRAVAUX AU CENTRE DEPARTEMENTAL DE FORMATION	0,00	-52 750,00	-52 750,00
2017000002	RECONSTRUCTION DE LA MAISON A FEU DU CDF DE SAINT VALERY EN CAUX	0,00	-20 000,00	-20 000,00
2017000003	REHABILITATION ET AMENAGEMENT DU CIS CANY BARVILLE	0,00	15 000,00	15 000,00
			8 000,00	8 000,00

III – VOTE DU BUDGET		III
SECTION D'INVESTISSEMENT – DEPENSES D'EQUIPEMENT		B1.3

CHAPITRE DE PROGRAMME D'EQUIPEMENT N° : 2010000006
LIBELLE : GROUPEMENT OUEST
AFFERENT A L'AUTORISATION DE PROGRAMME : 1006

DEPENSES

Chap. / Art. (1)	Libellé	AP votée y compris ajustement	Restes à réaliser N-1	Propositions nouvelles du président	Vote du conseil d'administration
DEPENSES		4 250 000,00	a 0,00	-16 170,00	b -16 170,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204)	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00
2184	Matériel de bureau et mobilier	0,00	0,00	0,00	0,00
2188	Autres immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	4 250 000,00	0,00	-16 170,00	-16 170,00
231311	Bâtiments administratifs	4 250 000,00	0,00	-16 170,00	-16 170,00
238	Avances commandes immo corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00

FINANCEMENT EXTERNE (pour information) (facultatif)

Chap. / Art. (1)	Libellé	Restes à réaliser N-1	Propositions nouvelles du président	Vote du conseil d'administration
TOTAL RECETTES AFFECTEES (2)		c 0,00	0,00	d 0,00
13	Subventions d'investissement (sauf 138)	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées (3)	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204)	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00

Solde = (c + d) – (a + b) (4)	16 170,00
--------------------------------------	------------------

(1) Détailler les articles utilisés conformément au plan de comptes.

(2) Exceptionnellement, les comptes 20, 21, 22 et 23 sont en recettes réelles en cas de réduction ou d'annulation de mandats donnant lieu à reversement.

(3) Sauf 165, 166 et 16449.

(4) Indiquer le signe algébrique.

III – VOTE DU BUDGET	III
SECTION D'INVESTISSEMENT – DEPENSES D'EQUIPEMENT	B1.3

CHAPITRE DE PROGRAMME D'EQUIPEMENT N° : 2012000001
LIBELLE : PLATEAU TECHNIQUE DE FORMATION
AFFERENT A L'AUTORISATION DE PROGRAMME : 1201

DEPENSES

Chap. / Art. (1)	Libellé	AP votée y compris ajustement	Restes à réaliser N-1	Propositions nouvelles du président	Vote du conseil d'administration
DEPENSES		1 142 500,00	a 0,00	-74 714,76	b -74 714,76
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204)	5 440,61	0,00	0,00	0,00
2031	Frais d'études	5 440,61	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	1 137 059,39	0,00	-74 714,76	-74 714,76
231311	Bâtiments administratifs	1 137 059,39	0,00	-74 714,76	-74 714,76

FINANCEMENT EXTERNE (pour information) (facultatif)

Chap. / Art. (1)	Libellé	Restes à réaliser N-1	Propositions nouvelles du président	Vote du conseil d'administration
TOTAL RECETTES AFFECTEES (2)		c 0,00	0,00	d 0,00
13	Subventions d'investissement (sauf 138)	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées (3)	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204)	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00

Solde = (c + d) – (a + b) (4)	74 714,76
--------------------------------------	------------------

(1) Détailler les articles utilisés conformément au plan de comptes.

(2) Exceptionnellement, les comptes 20, 21, 22 et 23 sont en recettes réelles en cas de réduction ou d'annulation de mandats donnant lieu à reversement.

(3) Sauf 165, 166 et 16449.

(4) Indiquer le signe algébrique.

III – VOTE DU BUDGET					III
SECTION D'INVESTISSEMENT – DEPENSES D'EQUIPEMENT					B1.3

CHAPITRE DE PROGRAMME D'EQUIPEMENT N° : 2013000001
LIBELLE : GROUPEMENT EST ETAT MAJOR
AFFERENT A L'AUTORISATION DE PROGRAMME : 1301

DEPENSES

Chap. / Art. (1)	Libellé	AP votée y compris ajustement	Restes à réaliser N-1	Propositions nouvelles du président	Vote du conseil d'administration
DEPENSES		1 400 000,00	a 0,00	-440 000,00	b -440 000,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204)	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	1 270 727,67	0,00	-9 480,00	-9 480,00
21311	Bâtiments administratifs	1 261 469,18	0,00	-9 480,00	-9 480,00
21571	Ateliers	1 929,68	0,00	0,00	0,00
2183	Matériel informatique	1 724,89	0,00	0,00	0,00
2184	Matériel de bureau et mobilier	2 128,20	0,00	0,00	0,00
2188	Autres immobilisations corporelles	3 475,72	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	129 272,33	0,00	-430 520,00	-430 520,00
231311	Bâtiments administratifs	129 272,33	0,00	-430 520,00	-430 520,00

FINANCEMENT EXTERNE (pour information) (facultatif)

Chap. / Art. (1)	Libellé	Restes à réaliser N-1	Propositions nouvelles du président	Vote du conseil d'administration
TOTAL RECETTES AFFECTEES (2)		c 0,00	0,00	d 0,00
13	Subventions d'investissement (sauf 138)	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées (3)	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204)	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00

Solde = (c + d) – (a + b) (4)	440 000,00
--------------------------------------	-------------------

(1) Détailler les articles utilisés conformément au plan de comptes.

(2) Exceptionnellement, les comptes 20, 21, 22 et 23 sont en recettes réelles en cas de réduction ou d'annulation de mandats donnant lieu à reversement.

(3) Sauf 165, 166 et 16449.

(4) Indiquer le signe algébrique.

III – VOTE DU BUDGET		III
SECTION D'INVESTISSEMENT – DEPENSES D'EQUIPEMENT		B1.3

CHAPITRE DE PROGRAMME D'EQUIPEMENT N° : 2013000002
LIBELLE : MODERNISATION DES OUTILS
AFFECTANT A L'AUTORISATION DE PROGRAMME : 1302

DEPENSES

Chap. / Art. (1)	Libellé	AP votée y compris ajustement	Restes à réaliser N-1	Propositions nouvelles du président	Vote du conseil d'administration
DEPENSES		1 675 000,00	a 0,00	-85 000,00	b -85 000,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204)	1 550 444,27	0,00	-85 000,00	-85 000,00
2031	Frais d'études	71 752,23	0,00	0,00	0,00
2051	Concessions, droits similaires, brevets,...	1 478 692,04	0,00	-85 000,00	-85 000,00
21	Immobilisations corporelles	124 555,73	0,00	0,00	0,00
2183	Matériel informatique	124 555,73	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00	0,00

FINANCEMENT EXTERNE (pour information) (facultatif)

Chap. / Art. (1)	Libellé	Restes à réaliser N-1	Propositions nouvelles du président	Vote du conseil d'administration
TOTAL RECETTES AFFECTEES (2)		c 0,00	0,00	d 0,00
13	Subventions d'investissement (sauf 138)	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées (3)	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204)	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00

Solde = (c + d) – (a + b) (4)	85 000,00
--------------------------------------	------------------

(1) Détailler les articles utilisés conformément au plan de comptes.

(2) Exceptionnellement, les comptes 20, 21, 22 et 23 sont en recettes réelles en cas de réduction ou d'annulation de mandats donnant lieu à reversement.

(3) Sauf 165, 166 et 16449.

(4) Indiquer le signe algébrique.

III – VOTE DU BUDGET	III
SECTION D'INVESTISSEMENT – DEPENSES D'EQUIPEMENT	B1.3

CHAPITRE DE PROGRAMME D'EQUIPEMENT N° : 2013000003
LIBELLE : REVISION SDACR & CO
AFFERENT A L'AUTORISATION DE PROGRAMME : 1303

DEPENSES

Chap. / Art. (1)	Libellé	AP votée y compris ajustement	Restes à réaliser N-1	Propositions nouvelles du président	Vote du conseil d'administration
	DEPENSES	139 395,20	a 0,00	0,00	b 0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204)	137 852,00	0,00	0,00	0,00
2031	Frais d'études	137 852,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	1 543,20	0,00	0,00	0,00
21532	Réseaux d'alerte	1 543,20	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00	0,00

FINANCEMENT EXTERNE (pour information) (facultatif)

Chap. / Art. (1)	Libellé	Restes à réaliser N-1	Propositions nouvelles du président	Vote du conseil d'administration
	TOTAL RECETTES AFFECTEES (2)	c 0,00	0,00	d 0,00
13	Subventions d'investissement (sauf 138)	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées (3)	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204)	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00

Solde = (c + d) – (a + b) (4)	0,00
--------------------------------------	-------------

(1) Détailler les articles utilisés conformément au plan de comptes.

(2) Exceptionnellement, les comptes 20, 21, 22 et 23 sont en recettes réelles en cas de réduction ou d'annulation de mandats donnant lieu à reversement.

(3) Sauf 165, 166 et 16449.

(4) Indiquer le signe algébrique.

III – VOTE DU BUDGET		III
SECTION D'INVESTISSEMENT – DEPENSES D'EQUIPEMENT		B1.3

CHAPITRE DE PROGRAMME D'EQUIPEMENT N° : 2014000001
LIBELLE : ELBEUF REHABILITATION
AFFERENT A L'AUTORISATION DE PROGRAMME : 1401

DEPENSES

Chap. / Art. (1)	Libellé	AP votée y compris ajustement	Restes à réaliser N-1	Propositions nouvelles du président	Vote du conseil d'administration
DEPENSES		171 442,36	a 0,00	0,00	b 0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204)	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	171 442,36	0,00	0,00	0,00
231312	Centres d'incendie et de secours	171 442,36	0,00	0,00	0,00

FINANCEMENT EXTERNE (pour information) (facultatif)

Chap. / Art. (1)	Libellé	Restes à réaliser N-1	Propositions nouvelles du président	Vote du conseil d'administration
TOTAL RECETTES AFFECTEES (2)		c 0,00	0,00	d 0,00
13	Subventions d'investissement (sauf 138)	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées (3)	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204)	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00

Solde = (c + d) – (a + b) (4)	0,00
--------------------------------------	-------------

(1) Détailler les articles utilisés conformément au plan de comptes.

(2) Exceptionnellement, les comptes 20, 21, 22 et 23 sont en recettes réelles en cas de réduction ou d'annulation de mandats donnant lieu à reversement.

(3) Sauf 165, 166 et 16449.

(4) Indiquer le signe algébrique.

III – VOTE DU BUDGET				III
SECTION D'INVESTISSEMENT – DEPENSES D'EQUIPEMENT				B1.3

CHAPITRE DE PROGRAMME D'EQUIPEMENT N° : 2014000005
LIBELLE : CAUDEBEC EN CX REHABILITATION
AFFERENT A L'AUTORISATION DE PROGRAMME : 1405

DEPENSES

Chap. / Art. (1)	Libellé	AP votée y compris ajustement	Restes à réaliser N-1	Propositions nouvelles du président	Vote du conseil d'administration
DEPENSES		413 051,68	a 0,00	0,00	b 0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204)	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	413 051,68	0,00	0,00	0,00
2317312	Centres incendie et secours mise à dispo	413 051,68	0,00	0,00	0,00

FINANCEMENT EXTERNE (pour information) (facultatif)

Chap. / Art. (1)	Libellé	Restes à réaliser N-1	Propositions nouvelles du président	Vote du conseil d'administration
TOTAL RECETTES AFFECTEES (2)		c 0,00	0,00	d 0,00
13	Subventions d'investissement (sauf 138)	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées (3)	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204)	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00

Solde = (c + d) – (a + b) (4)	0,00
--------------------------------------	-------------

(1) Détailler les articles utilisés conformément au plan de comptes.

(2) Exceptionnellement, les comptes 20, 21, 22 et 23 sont en recettes réelles en cas de réduction ou d'annulation de mandats donnant lieu à reversement.

(3) Sauf 165, 166 et 16449.

(4) Indiquer le signe algébrique.

III – VOTE DU BUDGET		III
SECTION D'INVESTISSEMENT – DEPENSES D'EQUIPEMENT		B1.3

CHAPITRE DE PROGRAMME D'EQUIPEMENT N° : 2014000006
LIBELLE : FORGES LES EAUX REHABILITATION
AFFERENT A L'AUTORISATION DE PROGRAMME : 1406

DEPENSES

Chap. / Art. (1)	Libellé	AP votée y compris ajustement	Restes à réaliser N-1	Propositions nouvelles du président	Vote du conseil d'administration
DEPENSES		520 000,00	a 0,00	13 305,67	b 13 305,67
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204)	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	520 000,00	0,00	13 305,67	13 305,67
231312	Centres d'incendie et de secours	520 000,00	0,00	13 305,67	13 305,67

FINANCEMENT EXTERNE (pour information) (facultatif)

Chap. / Art. (1)	Libellé	Restes à réaliser N-1	Propositions nouvelles du président	Vote du conseil d'administration
TOTAL RECETTES AFFECTEES (2)		c 0,00	0,00	d 0,00
13	Subventions d'investissement (sauf 138)	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées (3)	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204)	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00

Solde = (c + d) – (a + b) (4)	-13 305,67
--------------------------------------	-------------------

(1) Détailler les articles utilisés conformément au plan de comptes.

(2) Exceptionnellement, les comptes 20, 21, 22 et 23 sont en recettes réelles en cas de réduction ou d'annulation de mandats donnant lieu à reversement.

(3) Sauf 165, 166 et 16449.

(4) Indiquer le signe algébrique.

III – VOTE DU BUDGET	III
SECTION D'INVESTISSEMENT – DEPENSES D'EQUIPEMENT	B1.3

CHAPITRE DE PROGRAMME D'EQUIPEMENT N° : 2014000008

LIBELLE : LA MAILLERAYE/S REHABILITATION

AFFERENT A L'AUTORISATION DE PROGRAMME : 1408

DEPENSES

Chap. / Art. (1)	Libellé	AP votée y compris ajustement	Restes à réaliser N-1	Propositions nouvelles du président	Vote du conseil d'administration
DEPENSES		585 000,00	a 0,00	0,00	b 0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204)	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00
217312	Centres incendie secours (mise à dispo)	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	585 000,00	0,00	0,00	0,00
2317312	Centres incendie et secours mise à dispo	585 000,00	0,00	0,00	0,00

FINANCEMENT EXTERNE (pour information) (facultatif)

Chap. / Art. (1)	Libellé	Restes à réaliser N-1	Propositions nouvelles du président	Vote du conseil d'administration
TOTAL RECETTES AFFECTEES (2)		c 0,00	0,00	d 0,00
13	Subventions d'investissement (sauf 138)	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées (3)	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204)	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00

Solde = (c + d) – (a + b) (4)	0,00
--------------------------------------	-------------

(1) Détailler les articles utilisés conformément au plan de comptes.

(2) Exceptionnellement, les comptes 20, 21, 22 et 23 sont en recettes réelles en cas de réduction ou d'annulation de mandats donnant lieu à reversement.

(3) Sauf 165, 166 et 16449.

(4) Indiquer le signe algébrique.

III – VOTE DU BUDGET	III
SECTION D'INVESTISSEMENT – DEPENSES D'EQUIPEMENT	B1.3

CHAPITRE DE PROGRAMME D'EQUIPEMENT N° : 2014000009
LIBELLE : MONTIVILLIERS REHABILITATION
AFFERENT A L'AUTORISATION DE PROGRAMME : 1409

DEPENSES

Chap. / Art. (1)	Libellé	AP votée y compris ajustement	Restes à réaliser N-1	Propositions nouvelles du président	Vote du conseil d'administration
DEPENSES		445 000,00	a 0,00	-48 500,00	b -48 500,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204)	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	445 000,00	0,00	-48 500,00	-48 500,00
231312	Centres d'incendie et de secours	445 000,00	0,00	-48 500,00	-48 500,00

FINANCEMENT EXTERNE (pour information) (facultatif)

Chap. / Art. (1)	Libellé	Restes à réaliser N-1	Propositions nouvelles du président	Vote du conseil d'administration
TOTAL RECETTES AFFECTEES (2)		c 0,00	0,00	d 0,00
13	Subventions d'investissement (sauf 138)	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées (3)	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204)	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00

Solde = (c + d) – (a + b) (4)	48 500,00
--------------------------------------	------------------

(1) Détailler les articles utilisés conformément au plan de comptes.

(2) Exceptionnellement, les comptes 20, 21, 22 et 23 sont en recettes réelles en cas de réduction ou d'annulation de mandats donnant lieu à reversement.

(3) Sauf 165, 166 et 16449.

(4) Indiquer le signe algébrique.

III – VOTE DU BUDGET	III
SECTION D'INVESTISSEMENT – DEPENSES D'EQUIPEMENT	B1.3

CHAPITRE DE PROGRAMME D'EQUIPEMENT N° : 2014000010
LIBELLE : DIRECTION AMENAGEMENT LOCAUX
AFFERENT A L'AUTORISATION DE PROGRAMME : 1410

DEPENSES

Chap. / Art. (1)	Libellé	AP votée y compris ajustement	Restes à réaliser N-1	Propositions nouvelles du président	Vote du conseil d'administration
DEPENSES		520 000,00	a 0,00	-103 734,30	b -103 734,30
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204)	0,00	0,00	0,00	0,00
2031	Frais d'études	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	242 035,09	0,00	-32,87	-32,87
21311	Bâtiments administratifs	236 762,07	0,00	-32,87	-32,87
2184	Matériel de bureau et mobilier	5 273,02	0,00	0,00	0,00
2188	Autres immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	277 964,91	0,00	-103 701,43	-103 701,43
231311	Bâtiments administratifs	277 964,91	0,00	-103 701,43	-103 701,43

FINANCEMENT EXTERNE (pour information) (facultatif)

Chap. / Art. (1)	Libellé	Restes à réaliser N-1	Propositions nouvelles du président	Vote du conseil d'administration
TOTAL RECETTES AFFECTEES (2)		c 0,00	0,00	d 0,00
13	Subventions d'investissement (sauf 138)	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées (3)	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204)	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00

Solde = (c + d) – (a + b) (4)	103 734,30
--------------------------------------	-------------------

(1) Détailler les articles utilisés conformément au plan de comptes.

(2) Exceptionnellement, les comptes 20, 21, 22 et 23 sont en recettes réelles en cas de réduction ou d'annulation de mandats donnant lieu à reversement.

(3) Sauf 165, 166 et 16449.

(4) Indiquer le signe algébrique.

III – VOTE DU BUDGET		III
SECTION D'INVESTISSEMENT – DEPENSES D'EQUIPEMENT		B1.3

CHAPITRE DE PROGRAMME D'EQUIPEMENT N° : 2014000011
LIBELLE : CANY RECONSTRUCTION
AFFERENT A L'AUTORISATION DE PROGRAMME : 1411

DEPENSES

Chap. / Art. (1)	Libellé	AP votée y compris ajustement	Restes à réaliser N-1	Propositions nouvelles du président	Vote du conseil d'administration
DEPENSES		11 724,00	a 0,00	-54 800,00	b -54 800,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204)	0,00	0,00	0,00	0,00
2031	Frais d'études	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	11 724,00	0,00	-54 800,00	-54 800,00
2317312	Centres incendie et secours mise à dispo	11 724,00	0,00	-54 800,00	-54 800,00

FINANCEMENT EXTERNE (pour information) (facultatif)

Chap. / Art. (1)	Libellé	Restes à réaliser N-1	Propositions nouvelles du président	Vote du conseil d'administration
TOTAL RECETTES AFFECTEES (2)		c 0,00	0,00	d 0,00
13	Subventions d'investissement (sauf 138)	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées (3)	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204)	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00

Solde = (c + d) – (a + b) (4)	54 800,00
--------------------------------------	------------------

(1) Détailler les articles utilisés conformément au plan de comptes.

(2) Exceptionnellement, les comptes 20, 21, 22 et 23 sont en recettes réelles en cas de réduction ou d'annulation de mandats donnant lieu à reversement.

(3) Sauf 165, 166 et 16449.

(4) Indiquer le signe algébrique.

III – VOTE DU BUDGET				III
SECTION D'INVESTISSEMENT – DEPENSES D'EQUIPEMENT				B1.3

CHAPITRE DE PROGRAMME D'EQUIPEMENT N° : 2014000012
LIBELLE : NOUVELLE AP LE HAVRE SUD
AFFERENT A L'AUTORISATION DE PROGRAMME : 1412

DEPENSES

Chap. / Art. (1)	Libellé	AP votée y compris ajustement	Restes à réaliser N-1	Propositions nouvelles du président	Vote du conseil d'administration
DEPENSES		10 200 000,00	a 0,00	0,00	b 0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204)	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	10 200 000,00	0,00	0,00	0,00
231312	Centres d'incendie et de secours	10 200 000,00	0,00	0,00	0,00

FINANCEMENT EXTERNE (pour information) (facultatif)

Chap. / Art. (1)	Libellé	Restes à réaliser N-1	Propositions nouvelles du président	Vote du conseil d'administration
TOTAL RECETTES AFFECTEES (2)		c 0,00	0,00	d 0,00
13	Subventions d'investissement (sauf 138)	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées (3)	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204)	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00

Solde = (c + d) – (a + b) (4)	0,00
--------------------------------------	-------------

(1) Détailler les articles utilisés conformément au plan de comptes.

(2) Exceptionnellement, les comptes 20, 21, 22 et 23 sont en recettes réelles en cas de réduction ou d'annulation de mandats donnant lieu à reversement.

(3) Sauf 165, 166 et 16449.

(4) Indiquer le signe algébrique.

III – VOTE DU BUDGET	III
SECTION D'INVESTISSEMENT – DEPENSES D'EQUIPEMENT	B1.3

CHAPITRE DE PROGRAMME D'EQUIPEMENT N° : 2015000001
LIBELLE : MATERIELS ROULANTS & NAVIGANTS
AFFERENT A L'AUTORISATION DE PROGRAMME : 1501

DEPENSES

Chap. / Art. (1)	Libellé	AP votée y compris ajustement	Restes à réaliser N-1	Propositions nouvelles du président	Vote du conseil d'administration
DEPENSES		11 830 400,00	a 0,00	-194 055,00	b -194 055,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204)	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	11 830 400,00	0,00	-194 055,00	-194 055,00
21561	Matériel mobile d'incendie et de secours	9 352 027,70	0,00	-98 561,00	-98 561,00
2182	Matériel de transport	2 478 372,30	0,00	-95 494,00	-95 494,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00	0,00

FINANCEMENT EXTERNE (pour information) (facultatif)

Chap. / Art. (1)	Libellé	Restes à réaliser N-1	Propositions nouvelles du président	Vote du conseil d'administration
TOTAL RECETTES AFFECTEES (2)		c 0,00	0,00	d 0,00
13	Subventions d'investissement (sauf 138)	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées (3)	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204)	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00

Solde = (c + d) – (a + b) (4)	194 055,00
--------------------------------------	-------------------

(1) Détailler les articles utilisés conformément au plan de comptes.

(2) Exceptionnellement, les comptes 20, 21, 22 et 23 sont en recettes réelles en cas de réduction ou d'annulation de mandats donnant lieu à reversement.

(3) Sauf 165, 166 et 16449.

(4) Indiquer le signe algébrique.

III – VOTE DU BUDGET		III
SECTION D'INVESTISSEMENT – DEPENSES D'EQUIPEMENT		B1.3

CHAPITRE DE PROGRAMME D'EQUIPEMENT N° : 2015000002
LIBELLE : MASQUES ARI
AFFERENT A L'AUTORISATION DE PROGRAMME : 1502

DEPENSES

Chap. / Art. (1)	Libellé	AP votée y compris ajustement	Restes à réaliser N-1	Propositions nouvelles du président	Vote du conseil d'administration
DEPENSES		78 461,57	a 0,00	0,00	b 0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204)	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	78 461,57	0,00	0,00	0,00
21562	Matériel non mobile incendie et secours	78 461,57	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00	0,00

FINANCEMENT EXTERNE (pour information) (facultatif)

Chap. / Art. (1)	Libellé	Restes à réaliser N-1	Propositions nouvelles du président	Vote du conseil d'administration
TOTAL RECETTES AFFECTEES (2)		c 0,00	0,00	d 0,00
13	Subventions d'investissement (sauf 138)	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées (3)	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204)	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00

Solde = (c + d) – (a + b) (4)	0,00
--------------------------------------	-------------

(1) Détailler les articles utilisés conformément au plan de comptes.

(2) Exceptionnellement, les comptes 20, 21, 22 et 23 sont en recettes réelles en cas de réduction ou d'annulation de mandats donnant lieu à reversement.

(3) Sauf 165, 166 et 16449.

(4) Indiquer le signe algébrique.

III – VOTE DU BUDGET		III
SECTION D'INVESTISSEMENT – DEPENSES D'EQUIPEMENT		B1.3

CHAPITRE DE PROGRAMME D'EQUIPEMENT N° : 2015000003
LIBELLE : SYSTEME GESTION OPERATIONNELLE
AFFERENT A L'AUTORISATION DE PROGRAMME : 1503

DEPENSES

Chap. / Art. (1)	Libellé	AP votée y compris ajustement	Restes à réaliser N-1	Propositions nouvelles du président	Vote du conseil d'administration
DEPENSES		7 543 098,00	a 0,00	-500 000,00	b -500 000,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204)	55 038,98	0,00	-5 158,00	-5 158,00
2031	Frais d'études	55 038,98	0,00	620,00	620,00
2051	Concessions, droits similaires, brevets,...	0,00	0,00	-5 778,00	-5 778,00
21	Immobilisations corporelles	7 488 059,02	0,00	-494 842,00	-494 842,00
21311	Bâtiments administratifs	707 518,87	0,00	-25 000,00	-25 000,00
21531	Réseaux de transmission	0,00	0,00	31 600,00	31 600,00
21532	Réseaux d'air	6 780 540,15	0,00	-502 070,72	-502 070,72
2183	Matériel informatique	0,00	0,00	1 128,17	1 128,17
2184	Matériel de bureau et mobilier	0,00	0,00	-499,45	-499,45
2188	Autres immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00	0,00

FINANCEMENT EXTERNE (pour information) (facultatif)

Chap. / Art. (1)	Libellé	Restes à réaliser N-1	Propositions nouvelles du président	Vote du conseil d'administration
TOTAL RECETTES AFFECTEES (2)		c 0,00	0,00	d 0,00
13	Subventions d'investissement (sauf 138)	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées (3)	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204)	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00

Solde = (c + d) – (a + b) (4)		500 000,00
--------------------------------------	--	-------------------

(1) Détailler les articles utilisés conformément au plan de comptes.

(2) Exceptionnellement, les comptes 20, 21, 22 et 23 sont en recettes réelles en cas de réduction ou d'annulation de mandats donnant lieu à reversement.

(3) Sauf 165, 166 et 16449.

(4) Indiquer le signe algébrique.

III – VOTE DU BUDGET	III
SECTION D'INVESTISSEMENT – DEPENSES D'EQUIPEMENT	B1.3

CHAPITRE DE PROGRAMME D'EQUIPEMENT N° : 2015000004
LIBELLE : CAISSON MULTI-ACTIVITE
AFFERENT A L'AUTORISATION DE PROGRAMME : 1504

DEPENSES

Chap. / Art. (1)	Libellé	AP votée y compris ajustement	Restes à réaliser N-1	Propositions nouvelles du président	Vote du conseil d'administration
DEPENSES		13 419,30	a 0,00	-173 400,00	b -173 400,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204)	0,00	0,00	0,00	0,00
2031	Frais d'études	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	13 419,30	0,00	-173 400,00	-173 400,00
21311	Bâtiments administratifs	13 419,30	0,00	-173 400,00	-173 400,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00	0,00
238	Avances commandes immo corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00

FINANCEMENT EXTERNE (pour information) (facultatif)

Chap. / Art. (1)	Libellé	Restes à réaliser N-1	Propositions nouvelles du président	Vote du conseil d'administration
TOTAL RECETTES AFFECTEES (2)		c 0,00	0,00	d 0,00
13	Subventions d'investissement (sauf 138)	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées (3)	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204)	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00

Solde = (c + d) – (a + b) (4)	173 400,00
--------------------------------------	-------------------

(1) Détailler les articles utilisés conformément au plan de comptes.

(2) Exceptionnellement, les comptes 20, 21, 22 et 23 sont en recettes réelles en cas de réduction ou d'annulation de mandats donnant lieu à reversement.

(3) Sauf 165, 166 et 16449.

(4) Indiquer le signe algébrique.

III – VOTE DU BUDGET		III
SECTION D'INVESTISSEMENT – DEPENSES D'EQUIPEMENT		B1.3

CHAPITRE DE PROGRAMME D'EQUIPEMENT N° : 2016000001
LIBELLE : AJUSTEMENT MOYENS MATERIELS DES EQUIPES SPECIALISEES
AFFERENT A L'AUTORISATION DE PROGRAMME : 1601

DEPENSES

Chap. / Art. (1)	Libellé	AP votée y compris ajustement	Restes à réaliser N-1	Propositions nouvelles du président	Vote du conseil d'administration
DEPENSES		1 401 895,00	a 0,00	0,00	b 0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204)	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	1 401 895,00	0,00	0,00	0,00
21562	Matériel non mobile incendie et secours	1 401 895,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00	0,00

FINANCEMENT EXTERNE (pour information) (facultatif)

Chap. / Art. (1)	Libellé	Restes à réaliser N-1	Propositions nouvelles du président	Vote du conseil d'administration
TOTAL RECETTES AFFECTEES (2)		c 0,00	0,00	d 0,00
13	Subventions d'investissement (sauf 138)	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées (3)	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204)	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00

Solde = (c + d) – (a + b) (4)		0,00
-------------------------------	--	------

(1) Détailler les articles utilisés conformément au plan de comptes.

(2) Exceptionnellement, les comptes 20, 21, 22 et 23 sont en recettes réelles en cas de réduction ou d'annulation de mandats donnant lieu à reversement.

(3) Sauf 165, 166 et 16449.

(4) Indiquer le signe algébrique.

III – VOTE DU BUDGET	
SECTION D'INVESTISSEMENT – DEPENSES D'EQUIPEMENT	III B1.3

CHAPITRE DE PROGRAMME D'EQUIPEMENT N° : 2016000002
LIBELLE : ACQUISITION D'EQUIPEMENTS ET DE MATERIELS OPERATIONNELS
AFFERENT A L'AUTORISATION DE PROGRAMME : 1602

DEPENSES

Chap. / Art. (1)	Libellé	AP votée y compris ajustement	Restes à réaliser N-1	Propositions nouvelles du président	Vote du conseil d'administration
DEPENSES		3 500 654,00	a 0,00	-53 300,00	b -53 300,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204)	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	3 500 654,00	0,00	-53 300,00	-53 300,00
21562	Matériel non mobile incendie et secours	3 500 654,00	0,00	-53 300,00	-53 300,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00	0,00

FINANCEMENT EXTERNE (pour information) (facultatif)

Chap. / Art. (1)	Libellé	Restes à réaliser N-1	Propositions nouvelles du président	Vote du conseil d'administration
TOTAL RECETTES AFFECTEES (2)		c 0,00	0,00	d 0,00
13	Subventions d'investissement (sauf 138)	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées (3)	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204)	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00

Solde = (c + d) – (a + b) (4)	53 300,00
-------------------------------	-----------

(1) Détailler les articles utilisés conformément au plan de comptes.

(2) Exceptionnellement, les comptes 20, 21, 22 et 23 sont en recettes réelles en cas de réduction ou d'annulation de mandats donnant lieu à reversement.

(3) Sauf 165, 166 et 16449.

(4) Indiquer le signe algébrique.

III – VOTE DU BUDGET		III
SECTION D'INVESTISSEMENT – DEPENSES D'EQUIPEMENT		B1.3

CHAPITRE DE PROGRAMME D'EQUIPEMENT N° : 2016000003
LIBELLE : ACQUISITION D'EQUIPEMENTS ET DE MATERIELS NON OPERATIONNELS
AFFERENT A L'AUTORISATION DE PROGRAMME : 1603

DEPENSES

Chap. / Art. (1)	Libellé	AP votée y compris ajustement	Restes à réaliser N-1	Propositions nouvelles du président	Vote du conseil d'administration
DEPENSES		341 025,00	a 0,00	-14 230,00	b -14 230,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204)	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	341 025,00	0,00	-14 230,00	-14 230,00
21571	Ateliers	32 426,72	0,00	0,00	0,00
21578	Autre matériel et outillage technique	259 120,31	0,00	-12 070,00	-12 070,00
2188	Autres immobilisations corporelles	49 477,97	0,00	-2 160,00	-2 160,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00	0,00

FINANCEMENT EXTERNE (pour information) (facultatif)

Chap. / Art. (1)	Libellé	Restes à réaliser N-1	Propositions nouvelles du président	Vote du conseil d'administration
TOTAL RECETTES AFFECTEES (2)		c 0,00	0,00	d 0,00
13	Subventions d'investissement (sauf 138)	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées (3)	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204)	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00

Solde = (c + d) – (a + b) (4)		14 230,00
--------------------------------------	--	------------------

(1) Détailler les articles utilisés conformément au plan de comptes.

(2) Exceptionnellement, les comptes 20, 21, 22 et 23 sont en recettes réelles en cas de réduction ou d'annulation de mandats donnant lieu à reversement.

(3) Sauf 165, 166 et 16449.

(4) Indiquer le signe algébrique.

III – VOTE DU BUDGET	III
SECTION D'INVESTISSEMENT – DEPENSES D'EQUIPEMENT	B1.3

CHAPITRE DE PROGRAMME D'EQUIPEMENT N° : 2016000004
LIBELLE : RECONDITIONNEMENT, AMENAGEMENT, MAINTENANCE ET EQUIPEMENT DES MA
AFFERENT A L'AUTORISATION DE PROGRAMME : 1604

DEPENSES

Chap. / Art. (1)	Libellé	AP votée y compris ajustement	Restes à réaliser N-1	Propositions nouvelles du président	Vote du conseil d'administration
DEPENSES		1 820 920,00	a 0,00	-10 600,00	b -10 600,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204)	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	1 820 920,00	0,00	-10 600,00	-10 600,00
21561	Matériel mobile d'incendie et de secours	1 808 028,49	0,00	-10 600,00	-10 600,00
2182	Matériel de transport	12 891,51	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00	0,00

FINANCEMENT EXTERNE (pour information) (facultatif)

Chap. / Art. (1)	Libellé	Restes à réaliser N-1	Propositions nouvelles du président	Vote du conseil d'administration
TOTAL RECETTES AFFECTEES (2)		c 0,00	0,00	d 0,00
13	Subventions d'investissement (sauf 138)	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées (3)	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204)	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00

Solde = (c + d) – (a + b) (4)	10 600,00
--------------------------------------	------------------

(1) Détailler les articles utilisés conformément au plan de comptes.

(2) Exceptionnellement, les comptes 20, 21, 22 et 23 sont en recettes réelles en cas de réduction ou d'annulation de mandats donnant lieu à reversement.

(3) Sauf 165, 166 et 16449.

(4) Indiquer le signe algébrique.

III – VOTE DU BUDGET		III
SECTION D'INVESTISSEMENT – DEPENSES D'EQUIPEMENT		B1.3

CHAPITRE DE PROGRAMME D'EQUIPEMENT N° : 2016000005
LIBELLE : ACQUISITION DE MOBILIER
AFFERENT A L'AUTORISATION DE PROGRAMME : 1605

DEPENSES

Chap. / Art. (1)	Libellé	AP votée y compris ajustement	Restes à réaliser N-1	Propositions nouvelles du président	Vote du conseil d'administration
DEPENSES		191 000,00	a 0,00	-6 000,00	b -6 000,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204)	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	191 000,00	0,00	-6 000,00	-6 000,00
2184	Matériel de bureau et mobilier	191 000,00	0,00	-6 000,00	-6 000,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00	0,00

FINANCEMENT EXTERNE (pour information) (facultatif)

Chap. / Art. (1)	Libellé	Restes à réaliser N-1	Propositions nouvelles du président	Vote du conseil d'administration
TOTAL RECETTES AFFECTEES (2)		c 0,00	0,00	d 0,00
13	Subventions d'investissement (sauf 138)	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées (3)	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204)	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00

Solde = (c + d) – (a + b) (4)	6 000,00
--------------------------------------	-----------------

(1) Détailler les articles utilisés conformément au plan de comptes.

(2) Exceptionnellement, les comptes 20, 21, 22 et 23 sont en recettes réelles en cas de réduction ou d'annulation de mandats donnant lieu à reversement.

(3) Sauf 165, 166 et 16449.

(4) Indiquer le signe algébrique.

III – VOTE DU BUDGET		III
SECTION D'INVESTISSEMENT – DEPENSES D'EQUIPEMENT		B1.3

CHAPITRE DE PROGRAMME D'EQUIPEMENT N° : 2016000006
LIBELLE : REFECTION ET AMENAGEMENT DU PATRIMOINE BATI
AFFERENT A L'AUTORISATION DE PROGRAMME : 1606

DEPENSES

Chap. / Art. (1)	Libellé	AP votée y compris ajustement	Restes à réaliser N-1	Propositions nouvelles du président	Vote du conseil d'administration
DEPENSES		1 600 000,00	a 0,00	-304 500,00	b -304 500,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204)	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	1 600 000,00	0,00	-304 500,00	-304 500,00
21311	Bâtiments administratifs	177 895,00	0,00	-78 300,79	-78 300,79
21312	Centres d'incendie et de secours	737 895,00	0,00	-216 486,43	-216 486,43
217312	Centres incendie secours (mise à dispo)	684 210,00	0,00	-9 712,78	-9 712,78
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00	0,00

FINANCEMENT EXTERNE (pour information) (facultatif)

Chap. / Art. (1)	Libellé	Restes à réaliser N-1	Propositions nouvelles du président	Vote du conseil d'administration
TOTAL RECETTES AFFECTEES (2)		c 0,00	0,00	d 0,00
13	Subventions d'investissement (sauf 138)	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées (3)	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204)	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00

Solde = (c + d) – (a + b) (4)	304 500,00
--------------------------------------	-------------------

(1) Détailler les articles utilisés conformément au plan de comptes.

(2) Exceptionnellement, les comptes 20, 21, 22 et 23 sont en recettes réelles en cas de réduction ou d'annulation de mandats donnant lieu à reversement.

(3) Sauf 165, 166 et 16449.

(4) Indiquer le signe algébrique.

III – VOTE DU BUDGET	III
SECTION D'INVESTISSEMENT – DEPENSES D'EQUIPEMENT	B1.3

CHAPITRE DE PROGRAMME D'EQUIPEMENT N° : 2016000007
LIBELLE : RENOUELEMENT MATERIELS SSSM
AFFERENT A L'AUTORISATION DE PROGRAMME : 1607

DEPENSES

Chap. / Art. (1)	Libellé	AP votée y compris ajustement	Restes à réaliser N-1	Propositions nouvelles du président	Vote du conseil d'administration
DEPENSES		283 357,00	a 0,00	-11 571,00	b -11 571,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204)	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	283 357,00	0,00	-11 571,00	-11 571,00
21568	Autre matériel d'incendie et de secours	231 665,68	0,00	-6 000,00	-6 000,00
2158	Autres install., mat et outill. techn.	51 691,32	0,00	-5 571,00	-5 571,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00	0,00

FINANCEMENT EXTERNE (pour information) (facultatif)

Chap. / Art. (1)	Libellé	Restes à réaliser N-1	Propositions nouvelles du président	Vote du conseil d'administration
TOTAL RECETTES AFFECTEES (2)		c 0,00	0,00	d 0,00
13	Subventions d'investissement (sauf 138)	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées (3)	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204)	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00

Solde = (c + d) – (a + b) (4)	11 571,00
--------------------------------------	------------------

(1) Détailler les articles utilisés conformément au plan de comptes.

(2) Exceptionnellement, les comptes 20, 21, 22 et 23 sont en recettes réelles en cas de réduction ou d'annulation de mandats donnant lieu à reversement.

(3) Sauf 165, 166 et 16449.

(4) Indiquer le signe algébrique.

III – VOTE DU BUDGET	III
SECTION D'INVESTISSEMENT – DEPENSES D'EQUIPEMENT	B1.3

CHAPITRE DE PROGRAMME D'EQUIPEMENT N° : 2016000008
LIBELLE : RENOUELEMENT ET MAINTENANCE DU SYSTEME D'INFORMATION
AFFERENT A L'AUTORISATION DE PROGRAMME : 1608

DEPENSES

Chap. / Art. (1)	Libellé	AP votée y compris ajustement	Restes à réaliser N-1	Propositions nouvelles du président	Vote du conseil d'administration
DEPENSES		2 068 040,00	a 0,00	-52 750,00	b -52 750,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204)	354 716,80	0,00	0,00	0,00
2051	Concessions,droits similaires,brevets,..	354 716,80	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	1 713 323,20	0,00	-52 750,00	-52 750,00
21531	Réseaux de transmission	404 956,60	0,00	0,00	0,00
2183	Matériel Informatique	714 249,00	0,00	-698,33	-698,33
2184	Matériel de bureau et mobilier	496 204,20	0,00	-49 750,00	-49 750,00
2188	Autres immobilisations corporelles	97 913,40	0,00	-2 301,67	-2 301,67
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00	0,00

FINANCEMENT EXTERNE (pour information) (facultatif)

Chap. / Art. (1)	Libellé	Restes à réaliser N-1	Propositions nouvelles du président	Vote du conseil d'administration
TOTAL RECETTES AFFECTEES (2)		c 0,00	0,00	d 0,00
13	Subventions d'investissement (sauf 138)	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées (3)	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations Incorporelles (sauf 204)	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00

Solde = (c + d) – (a + b) (4)	52 750,00
--------------------------------------	------------------

(1) Détailler les articles utilisés conformément au plan de comptes.

(2) Exceptionnellement, les comptes 20, 21, 22 et 23 sont en recettes réelles en cas de réduction ou d'annulation de mandats donnant lieu à reversement.

(3) Sauf 165, 166 et 16449.

(4) Indiquer le signe algébrique.

III – VOTE DU BUDGET		III
SECTION D'INVESTISSEMENT – DEPENSES D'EQUIPEMENT		B1.3

CHAPITRE DE PROGRAMME D'EQUIPEMENT N° : 2017000001
LIBELLE : TRAVAUX AU CENTRE DEPARTEMENTAL DE FORMATION
AFERENT A L'AUTORISATION DE PROGRAMME : 1701

DEPENSES

Chap. / Art. (1)	Libellé	AP votée y compris ajustement	Restes à réaliser N-1	Propositions nouvelles du président	Vote du conseil d'administration
DEPENSES		1 465 000,00	a 0,00	-20 000,00	b -20 000,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204)	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	1 465 000,00	0,00	-20 000,00	-20 000,00
231318	Autres bâtiments publics	1 465 000,00	0,00	-20 000,00	-20 000,00

FINANCEMENT EXTERNE (pour information) (facultatif)

Chap. / Art. (1)	Libellé	Restes à réaliser N-1	Propositions nouvelles du président	Vote du conseil d'administration
TOTAL RECETTES AFFECTEES (2)		c 0,00	0,00	d 0,00
13	Subventions d'investissement (sauf 138)	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées (3)	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204)	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00

Solde = (c + d) – (a + b) (4)	20 000,00
--------------------------------------	------------------

(1) Détailler les articles utilisés conformément au plan de comptes.

(2) Exceptionnellement, les comptes 20, 21, 22 et 23 sont en recettes réelles en cas de réduction ou d'annulation de mandats donnant lieu à reversement.

(3) Sauf 165, 166 et 16449.

(4) Indiquer le signe algébrique.

III – VOTE DU BUDGET	III
SECTION D'INVESTISSEMENT – DEPENSES D'EQUIPEMENT	B1.3

CHAPITRE DE PROGRAMME D'EQUIPEMENT N° : 2017000002
LIBELLE : RECONSTRUCTION DE LA MAISON A FEU DU CDF DE SAINT VALERY EN CAUX
AFFERENT A L'AUTORISATION DE PROGRAMME : 1702

DEPENSES

Chap. / Art. (1)	Libellé	AP votée y compris ajustement	Restes à réaliser N-1	Propositions nouvelles du président	Vote du conseil d'administration
DEPENSES		725 000,00	a 0,00	15 000,00	b 15 000,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204)	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	725 000,00	0,00	15 000,00	15 000,00
21562	Matériel non mobile incendie et secours	725 000,00	0,00	15 000,00	15 000,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00	0,00

FINANCEMENT EXTERNE (pour information) (facultatif)

Chap. / Art. (1)	Libellé	Restes à réaliser N-1	Propositions nouvelles du président	Vote du conseil d'administration
TOTAL RECETTES AFFECTEES (2)		c 0,00	0,00	d 0,00
13	Subventions d'investissement (sauf 138)	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées (3)	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204)	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00

Solde = (c + d) – (a + b) (4)	-15 000,00
--------------------------------------	-------------------

(1) Détailler les articles utilisés conformément au plan de comptes.

(2) Exceptionnellement, les comptes 20, 21, 22 et 23 sont en recettes réelles en cas de réduction ou d'annulation de mandats donnant lieu à reversement.

(3) Sauf 165, 166 et 16449.

(4) Indiquer le signe algébrique.

III – VOTE DU BUDGET		III
SECTION D'INVESTISSEMENT – DEPENSES D'EQUIPEMENT		B1.3

CHAPITRE DE PROGRAMME D'EQUIPEMENT N° : 2017000003
LIBELLE : REHABILITATION ET AMENAGEMENT DU CIS CANY BARVILLE
AFFERENT A L'AUTORISATION DE PROGRAMME : 1703

DEPENSES

Chap. / Art. (1)	Libellé	AP votée y compris ajustement	Restes à réaliser N-1	Propositions nouvelles du président	Vote du conseil d'administration
DEPENSES		500 000,00	a 0,00	8 000,00	b 8 000,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204)	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	500 000,00	0,00	8 000,00	8 000,00
231312	Centres d'incendie et de secours	500 000,00	0,00	8 000,00	8 000,00

FINANCEMENT EXTERNE (pour information) (facultatif)

Chap. / Art. (1)	Libellé	Restes à réaliser N-1	Propositions nouvelles du président	Vote du conseil d'administration
TOTAL RECETTES AFFECTEES (2)		c 0,00	0,00	d 0,00
13	Subventions d'investissement (sauf 138)	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées (3)	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204)	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00

Solde = (c + d) – (a + b) (4)	-8 000,00
--------------------------------------	------------------

(1) Détailler les articles utilisés conformément au plan de comptes.

(2) Exceptionnellement, les comptes 20, 21, 22 et 23 sont en recettes réelles en cas de réduction ou d'annulation de mandats donnant lieu à reversement.

(3) Sauf 165, 166 et 16449.

(4) Indiquer le signe algébrique.

III – VOTE DU BUDGET	III
SECTION D'INVESTISSEMENT – DEPENSES D'EQUIPEMENT	B1.4

CHAPITRE DE PROGRAMME D'EQUIPEMENT N° : 2005000002
LIBELLE : CONSTRUCTION CIS LE HAVRE SUD
NON COMPRIS DANS UNE AUTORISATION DE PROGRAMME

DEPENSES

Chap. / Art. (1)	Libellé	Restes à réaliser N-1	Propositions nouvelles du président	Vote du conseil d'administration
DEPENSES		a	0,00	-7 364,85
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204)	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	-7 364,85	-7 364,85
231312	Centres d'incendie et de secours	0,00	-7 364,85	-7 364,85
238	Avances commandes immo corporelles	0,00	0,00	0,00

FINANCEMENT EXTERNE (pour information) (facultatif)

Chap. / Art. (1)	Libellé	Restes à réaliser N-1	Propositions nouvelles du président	Vote du conseil d'administration
TOTAL RECETTES AFFECTEES (2)		c	0,00	d
13	Subventions d'investissement (sauf 138)	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées (3)	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204)	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00

Soide = (c + d) – (a + b) (4)	7 364,85
--------------------------------------	-----------------

(1) Détailler les articles utilisés conformément au plan de comptes.

(2) Exceptionnellement, les comptes 20, 21, 22 et 23 sont en recettes réelles en cas de réduction ou d'annulation de mandats donnant lieu à reversement.

(3) Sauf 165, 166 et 16449.

(4) Indiquer le signe algébrique.

III – VOTE DU BUDGET	III
SECTION D'INVESTISSEMENT – DEPENSES D'EQUIPEMENT	B1.4

CHAPITRE DE PROGRAMME D'EQUIPEMENT N° : 2007000001
LIBELLE : CONSTRUCTION CIS SAINT NICOLAS
NON COMPRIS DANS UNE AUTORISATION DE PROGRAMME

DEPENSES

Chap. / Art. (1)	Libellé	Restes à réaliser N-1	Propositions nouvelles du président	Vote du conseil d'administration
DEPENSES		a	0,00	b
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204)	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00
231312	Centres d'incendie et de secours	0,00	0,00	0,00

FINANCEMENT EXTERNE (pour information) (facultatif)

Chap. / Art. (1)	Libellé	Restes à réaliser N-1	Propositions nouvelles du président	Vote du conseil d'administration
TOTAL RECETTES AFFECTEES (2)		c	0,00	d
13	Subventions d'investissement (sauf 138)	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées (3)	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204)	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00

Solde = (c + d) – (a + b) (4)	0,00
--------------------------------------	-------------

(1) Détailler les articles utilisés conformément au plan de comptes.

(2) Exceptionnellement, les comptes 20, 21, 22 et 23 sont en recettes réelles en cas de réduction ou d'annulation de mandats donnant lieu à reversement.

(3) Sauf 165, 166 et 16449.

(4) Indiquer le signe algébrique.

III – VOTE DU BUDGET		III
SECTION D'INVESTISSEMENT – DEPENSES D'EQUIPEMENT		B1.4

CHAPITRE DE PROGRAMME D'EQUIPEMENT N° : 2007000002
LIBELLE : CONSTRUCTION CIS BLANGY
NON COMPRIS DANS UNE AUTORISATION DE PROGRAMME

DEPENSES

Chap. / Art. (1)	Libellé	Restes à réaliser N-1	Propositions nouvelles du président	Vote du conseil d'administration
DEPENSES		a	0,00	b
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204)	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00
231312	Centres d'incendie et de secours	0,00	0,00	0,00

FINANCEMENT EXTERNE (pour information) (facultatif)

Chap. / Art. (1)	Libellé	Restes à réaliser N-1	Propositions nouvelles du président	Vote du conseil d'administration
TOTAL RECETTES AFFECTEES (2)		c	0,00	d
13	Subventions d'investissement (sauf 138)	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées (3)	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204)	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00

Solde = (c + d) – (a + b) (4)	0,00
--------------------------------------	-------------

(1) Détailler les articles utilisés conformément au plan de comptes.

(2) Exceptionnellement, les comptes 20, 21, 22 et 23 sont en recettes réelles en cas de réduction ou d'annulation de mandats donnant lieu à reversement.

(3) Sauf 165, 166 et 16449.

(4) Indiquer le signe algébrique.

III – VOTE DU BUDGET		III
SECTION D'INVESTISSEMENT – DEPENSES D'EQUIPEMENT		B1.4

CHAPITRE DE PROGRAMME D'EQUIPEMENT N° : 2007000003
LIBELLE : CONSTRUCTION CIS LUNERAY
NON COMPRIS DANS UNE AUTORISATION DE PROGRAMME

DEPENSES

Chap. / Art. (1)	Libellé	Restes à réaliser N-1	Propositions nouvelles du président	Vote du conseil d'administration
DEPENSES		a		b
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204)	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00
231312	Centres d'incendie et de secours	0,00	0,00	0,00

FINANCEMENT EXTERNE (pour information) (facultatif)

Chap. / Art. (1)	Libellé	Restes à réaliser N-1	Propositions nouvelles du président	Vote du conseil d'administration
TOTAL RECETTES AFFECTEES (2)		c		d
13	Subventions d'investissement (sauf 138)	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées (3)	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204)	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00

Solde = (c + d) – (a + b) (4)	0,00
--------------------------------------	-------------

(1) Détailler les articles utilisés conformément au plan de comptes.

(2) Exceptionnellement, les comptes 20, 21, 22 et 23 sont en recettes réelles en cas de réduction ou d'annulation de mandats donnant lieu à reversement.

(3) Sauf 165, 166 et 16449.

(4) Indiquer le signe algébrique.

III – VOTE DU BUDGET	III
SECTION D'INVESTISSEMENT – DEPENSES D'EQUIPEMENT	B1.4

CHAPITRE DE PROGRAMME D'EQUIPEMENT N° : 2008000002
LIBELLE : EXTENSION DIRECTION DEPARTEMENT
NON COMPRIS DANS UNE AUTORISATION DE PROGRAMME

DEPENSES

Chap. / Art. (1)	Libellé	Restes à réaliser N-1	Propositions nouvelles du président	Vote du conseil d'administration
	DEPENSES	a		b
		0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204)	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00
231311	Bâtiments administratifs	0,00	0,00	0,00

FINANCEMENT EXTERNE (pour information) (facultatif)

Chap. / Art. (1)	Libellé	Restes à réaliser N-1	Propositions nouvelles du président	Vote du conseil d'administration
	TOTAL RECETTES AFFECTEES (2)	c		d
		0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement (sauf 138)	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées (3)	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204)	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00

Solde = (c + d) – (a + b) (4)	0,00
--------------------------------------	-------------

(1) Détailler les articles utilisés conformément au plan de comptes.

(2) Exceptionnellement, les comptes 20, 21, 22 et 23 sont en recettes réelles en cas de réduction ou d'annulation de mandats donnant lieu à reversement.

(3) Sauf 165, 166 et 16449.

(4) Indiquer le signe algébrique.

III – VOTE DU BUDGET					III
SECTION D'INVESTISSEMENT – SUBVENTIONS D'EQUIPEMENT A VERSER					B2
Chap. / Art. (1)	Libellé	Budget de l'exercice (BP + BS + DM)	Restes à réaliser N-1	Propositions nouvelles du président	Vote du conseil d'administration
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les articles conformément au plan de comptes.

III – VOTE DU BUDGET	III
SECTION D'INVESTISSEMENT – DEPENSES FINANCIERES	B3

DEPENSES FINANCIERES

Chap. / Art. (1)	Libellé	Budget de l'exercice (BP + BS + DM)	Restes à réaliser N-1	Propositions nouvelles du président	Vote du conseil d'administration
	TOTAL	784 529,13	0,00	159 576,11	159 576,11
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	172 968,00	0,00	0,00	0,00
1641	Emprunts en euros	172 968,00	0,00	0,00	0,00
18	Compte de liaison : affectation (BA)	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participations et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	1 000,00	0,00	0,00	0,00
275	Dépôts et cautionnements versés	1 000,00	0,00	0,00	0,00
020	Dépenses imprévues	610 561,13		159 576,11	159 576,11

(1) Détailler les articles conformément au plan de comptes.

III – VOTE DU BUDGET					III
SECTION D'INVESTISSEMENT – RECETTES D'EQUIPEMENT					B4
Chap. / Art. (1)	Libellé	Budget de l'exercice (BP + BS + DM)	Restes à réaliser N-1	Propositions nouvelles du président	Vote du conseil d'administration
TOTAL		2 692 225,00	0,00	-275 000,00	-275 000,00
13	Subventions d'investissement (sauf 138)	192 225,00	0,00	0,00	0,00
1311	Subv. transf. Etat et établ. nationaux	68 100,00	0,00	0,00	0,00
1312	Subv. transf. régions	15 000,00	0,00	0,00	0,00
1318	Autres subventions d'équipement transf.	109 125,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées (2)	2 500 000,00	0,00	-275 000,00	-275 000,00
1641	Emprunts en euros	2 500 000,00	0,00	-275 000,00	-275 000,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204) (3)	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées (3)	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles (3)	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation (3)	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours (3)	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les articles conformément au plan de comptes.

(2) Sauf 165, 166 et 16449.

(3) Exceptionnellement, les comptes 20, 204, 21, 22 et 23 sont en recettes réelles en cas d'annulation de mandats donnant lieu à reversement.

III – VOTE DU BUDGET					III
SECTION D'INVESTISSEMENT – RECETTES FINANCIERES					B5

Chap. / Art. (1)	Libellé	Budget de l'exercice (BP + BS + DM)	Restes à réaliser N-1	Propositions nouvelles du président	Vote du conseil d'administration
	TOTAL	1 514 310,00	0,00	-494 000,00	-494 000,00
10	Dotations, fonds divers et réserves	1 514 309,00	0,00	-494 000,00	-494 000,00
10222	FCTVA	1 514 309,00	0,00	-494 000,00	-494 000,00
138	Autres subventions invest. non transf.	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00	0,00	0,00	0,00
18	Compte de liaison : affectation (BA)	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participations et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00
275	Dépôts et cautionnements versés	0,00	0,00	0,00	0,00
024	Produits des cessions d'immobilisations	1,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les articles conformément au plan de comptes.

III – VOTE DU BUDGET	III
SECTION D'INVESTISSEMENT – OPERATIONS POUR LE COMPTE DE TIERS	B6

RECAPITULATIF DES OPERATIONS POUR LE COMPTE DE TIERS (1)

Chap.	Libellé	Restes à réaliser N-1	Propositions nouvelles du président	Vote du conseil d'administration
	TOTAL DEPENSES (2) (3)	0,00	0,00	0,00
	TOTAL RECETTES (2) (3)	0,00	0,00	0,00

(1) Voir le détail des opérations pour le compte de tiers en annexe IV-A5.

(2) Les recettes sont égales aux dépenses de chaque opération sous mandat.

(3) Présenter une ligne par opération pour compte de tiers.

III – VOTE DU BUDGET				III
SECTION D'INVESTISSEMENT – OPERATIONS D'ORDRE DE TRANSFERT ENTRE SECTIONS				B7
Chap. / Art. (1)	Libellé	Budget de l'exercice (BP + BS + DM)	Propositions nouvelles du président	Vote du conseil d'administration
040	DEPENSES (2)	3 506 186,09	90 000,00	90 000,00
1021	Dotation	0,00	0,00	0,00
1068	Excédents de fonctionnement capitalisés	2 583 086,09	0,00	0,00
13918	Autres sub. transf. équipement	23 100,00	0,00	0,00
192	Plus ou moins-values sur cession immo.	0,00	0,00	0,00
198	Neutralisation des amortissements	900 000,00	0,00	0,00
21312	Centres d'incendie et de secours	0,00	90 000,00	90 000,00
21531	Réseaux de transmission	0,00	0,00	0,00
21561	Matériel mobile d'incendie et de secours	0,00	0,00	0,00
217312	Centres incendie secours (mise à dispo)	0,00	0,00	0,00
281351	Bâtiments publics	0,00	0,00	0,00
2817312	Centres incendie secours (mise à dispo)	0,00	0,00	0,00
	RECETTES (2)	9 614 000,00	-976 000,00	-976 000,00
040	Opérations d'ordre entre sections	7 200 000,00	0,00	0,00
192	Plus ou moins-values sur cession immo.	0,00	0,00	0,00
21312	Centres d'incendie et de secours	0,00	0,00	0,00
21531	Réseaux de transmission	0,00	0,00	0,00
21561	Matériel mobile d'incendie et de secours	0,00	0,00	0,00
2183	Matériel informatique	0,00	0,00	0,00
280412	Subv. public - Bâtiments, installations	0,00	0,00	0,00
28051	Concessions, droits similaires, brevets, ..	0,00	0,00	0,00
281311	Bâtiments administratifs	7 200 000,00	0,00	0,00
281312	Centres d'incendie et secours constr.	0,00	0,00	0,00
281318	Autres bâtiments publics	0,00	0,00	0,00
28132	Bâtiments privés constr.	0,00	0,00	0,00
281351	Bâtiments publics	0,00	0,00	0,00
281531	Réseaux de transmission	0,00	0,00	0,00
281532	Réseaux d'alerte	0,00	0,00	0,00
281538	Autres réseaux	0,00	0,00	0,00
281561	Matériel mobile d'incendie et de secours	0,00	0,00	0,00
281562	Matériel non mobile incendie et secours	0,00	0,00	0,00
281568	Autre matériel d'incendie et de secours	0,00	0,00	0,00
281571	Ateliers	0,00	0,00	0,00
281578	Autre matériel et outillage technique	0,00	0,00	0,00
28158	Autres immobilisations	0,00	0,00	0,00
2817312	Centres incendie secours (mise à dispo)	0,00	0,00	0,00
2817318	Autres bâtiments publics (mise à dispo)	0,00	0,00	0,00
281735	Installations générales (mise à dispo)	0,00	0,00	0,00
28182	Matériel de transport	0,00	0,00	0,00
28183	Matériel informatique	0,00	0,00	0,00
28184	Matériel de bureau et mobilier	0,00	0,00	0,00
28188	Autres immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00
021	Virement de la section de fonctionnement	2 414 000,00	-976 000,00	-976 000,00

(1) Détailler les articles conformément au plan de comptes.

(2) DI 040 = RF 042 ; RI 040 = DF 042 ; RI 021 = DF 023.

III – VOTE DU BUDGET				III
SECTION D'INVESTISSEMENT – OPERATIONS PATRIMONIALES				B8
Chap. / Art. (1)	Libellé	Budget de l'exercice (BP + BS + DM)	Propositions nouvelles du président	Vote du conseil d'administration
041	DEPENSES (2)	0,00	7 000,00	7 000,00
2188	Autres immobilisations corporelles	0,00	7 000,00	7 000,00
041	RECETTES (2)	0,00	7 000,00	7 000,00
238	Avances commandes immo corporelles	0,00	7 000,00	7 000,00

(1) Détailler les articles utilisés conformément au plan de comptes.

(2) Les dépenses sont égales aux recettes.

III – VOTE DU BUDGET	III
SECTION D'INVESTISSEMENT	
EQUILIBRE DES OPERATIONS FINANCIERES – DEPENSES	B9.1

DEPENSES A COUVRIR PAR DES RESSOURCES PROPRES

Art. (1)	Libellé (1)	Budget de l'exercice (hors RAR) (BP + BS + DM)	Propositions nouvelles	Vote (2)
DEPENSES TOTALES A COUVRIR PAR DES RESSOURCES PROPRES = A + B		I 3 389 715,22	159 576,11	II 159 576,11
16 Emprunts et dettes assimilées (A)		172 968,00	0,00	0,00
1631	Emprunts obligataires	0,00	0,00	0,00
1641	Emprunts en euros	172 968,00	0,00	0,00
1643	Emprunts en devises	0,00	0,00	0,00
16441	Opérations afférentes à l'emprunt	0,00	0,00	0,00
1671	Avances consolidées du Trésor	0,00	0,00	0,00
1672	Emprunts sur comptes spéciaux du Trésor	0,00	0,00	0,00
1678	Autres emprunts et dettes	0,00	0,00	0,00
1681	Autres emprunts	0,00	0,00	0,00
1687	Autres dettes	0,00	0,00	0,00
Dépenses et transferts à déduire des ressources propres (B)		3 216 747,22	159 576,11	159 576,11
10...	Reprise de dotations, fonds divers et réserves			
1021	Dotation	0,00	0,00	0,00
1068	Excédents de fonctionnement capitalisés	2 583 086,09	0,00	0,00
10...	Reversement de dotations, fonds divers et réserves			
139	Subv. invest. transférées cpte résultat	23 100,00	0,00	0,00
020	Dépenses imprévues	610 561,13	159 576,11	159 576,11

	Op. de l'exercice III = I + II	Restes à réaliser en dépenses de l'exercice précédent (3)	Solde d'exécution D001 (3)	TOTAL IV
Dépenses à couvrir par des ressources propres	3 549 291,33	188 940,91	0,00	3 738 232,24

(1) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes.

(2) Crédits de l'exercice votés lors de la séance.

(3) Inscrire uniquement si le compte administratif est voté ou en cas de reprise anticipée des résultats de l'exercice précédent.

III – VOTE DU BUDGET		III
SECTION D'INVESTISSEMENT		
EQUILIBRE DES OPERATIONS FINANCIERES – RECETTES		B9.2

RESSOURCES PROPRES

Art. (1)	Libellé (1)	Budget de l'exercice (hors RAR) (BP + BS + DM)	Propositions nouvelles	Vote (2)
RECETTES (RESSOURCES PROPRES) = a + b		V 11 128 310,00	-1 470 000,00	VI -1 470 000,00
Ressources propres externes de l'année (a)		1 514 309,00	-494 000,00	-494 000,00
10222	FCTVA	1 514 309,00	-494 000,00	-494 000,00
10228	Autres fonds globalisés	0,00	0,00	0,00
138	Autres subventions invest. non transf.	0,00	0,00	0,00
26...	Participations et créances rattachées	0,00	0,00	0,00
27...	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00
275	Dépôts et cautionnements versés	0,00	0,00	0,00
Ressources propres internes de l'année (b)		9 614 001,00	-976 000,00	-976 000,00
169	Primes de remboursement des obligations	0,00	0,00	0,00
26...	Participations et créances rattachées			
27...	Autres immobilisations financières			
28...	Amortissement des immobilisations			
280412	Subv. public - Bâtiments, installations	0,00	0,00	0,00
28051	Concessions, droits similaires, brevets,...	0,00	0,00	0,00
281311	Bâtiments administratifs	7 200 000,00	0,00	0,00
281312	Centres d'incendie et secours construc.	0,00	0,00	0,00
281318	Autres bâtiments publics	0,00	0,00	0,00
28132	Bâtiments privés constr.	0,00	0,00	0,00
281351	Bâtiments publics	0,00	0,00	0,00
281531	Réseaux de transmission	0,00	0,00	0,00
281532	Réseaux d'alerte	0,00	0,00	0,00
281538	Autres réseaux	0,00	0,00	0,00
281561	Matériel mobile d'incendie et de secours	0,00	0,00	0,00
281562	Matériel non mobile incendie et secours	0,00	0,00	0,00
281568	Autre matériel d'incendie et de secours	0,00	0,00	0,00
281571	Ateliers	0,00	0,00	0,00
281578	Autre matériel et outillage technique	0,00	0,00	0,00
28158	Autres immobilisations	0,00	0,00	0,00
2817312	Centres incendie secours (mise à dispo)	0,00	0,00	0,00
2817318	Autres bâtiments publics (mise à dispo)	0,00	0,00	0,00
281735	Installations générales (mise à dispo)	0,00	0,00	0,00
28182	Matériel de transport	0,00	0,00	0,00
28183	Matériel informatique	0,00	0,00	0,00
28184	Matériel de bureau et mobilier	0,00	0,00	0,00
28188	Autres immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00
481...	Charges à répartir			
024	Produits des cessions d'immobilisations	1,00	0,00	0,00
021	Virement de la section de fonctionnement	2 414 000,00	-976 000,00	-976 000,00

	Opérations de l'exercice VII = V + VI	Restes à réaliser en recettes de l'exercice précédent (3)	Solde d'exécution R001 (3)	Affectation R1068 (3)	TOTAL VIII
Total ressources propres disponibles	9 658 310,00	1 125 000,00	3 303 504,23	0,00	14 086 814,23

	Montant	
Dépenses à couvrir par des ressources propres	IV	3 738 232,24
Ressources propres disponibles	VIII	14 086 814,23
Solde	IX = VIII – IV (4)	10 348 581,99

(1) Les comptes 169, 26, 27, 28 et 481 sont à détailler conformément au plan de comptes.

(2) Crédits de l'exercice votés lors de la séance.

(3) Inscrire uniquement si le compte administratif est voté ou en cas de reprise anticipée des résultats de l'exercice précédent.

(4) Indiquer le signe algébrique.

IV – ANNEXES ENGAGEMENTS HORS BILAN – AUTORISATIONS DE PROGRAMME

IV
B6

N° ou intitulé de l'AP	Montant des AP			Montant des CP			
	Pour mémoire AP votée y compris ajustement	Révision de l'exercice N	Total cumulé (toutes les délibérations y compris pour N)	Crédits de paiement antérieurs (réalisations cumulées au 01/01/N) (1)	Crédits de paiement ouverts au titre de l'exercice N (2)	Restes à financer de l'exercice N+1	Restes à financer (exercices au-delà de N+1)
TOTAL	54 972 889,00	-939 856,70	54 033 032,30	13 650 784,14	10 176 857,86	9 042 952,55	21 162 437,75
2010-1006	4 250 000,00	0,00	4 250 000,00	3 885 016,28	98 813,72	76 000,00	190 170,00
2012-1201	1 142 500,00	0,00	1 142 500,00	879 741,19	30 813,00	231 945,81	0,00
2013-1301	1 400 000,00	0,00	1 400 000,00	767 775,26	0,00	115 000,00	517 224,74
2013-1302	1 675 000,00	0,00	1 675 000,00	986 149,04	415 000,00	227 000,00	46 850,96
2014-1406	520 000,00	0,00	520 000,00	268 470,00	114 835,67	136 694,33	0,00
2014-1408	585 000,00	0,00	585 000,00	399 520,22	35 479,78	150 000,00	0,00
2014-1409	445 000,00	0,00	445 000,00	1 986,00	5 000,00	120 000,00	0,00
2014-1410	520 000,00	0,00	520 000,00	381 814,01	34 451,69	103 734,30	0,00
2014-1411	1 650 000,00	-1 638 276,00	11 724,00	11 724,00	0,00	0,00	0,00
2014-1412	10 200 000,00	0,00	10 200 000,00	0,00	176 100,00	450 000,00	9 573 900,00
2015-1501	11 830 400,00	0,00	11 830 400,00	3 961 885,08	1 803 371,00	2 181 870,00	3 880 273,92
2015-1503	7 543 098,00	0,00	7 543 098,00	1 888 882,89	4 500 000,00	1 154 215,11	0,00
2015-1504	540 000,00	-526 580,70	13 419,30	6 819,30	6 600,00	0,00	0,00
2016-1601	1 401 895,00	0,00	1 401 895,00	208 318,87	499 610,00	396 507,00	257 459,13
2016-1602	3 500 654,00	0,00	3 500 654,00	0,00	1 034 128,00	868 370,00	1 598 156,00
2016-1603	341 025,00	0,00	341 025,00	0,00	70 795,00	97 326,00	172 904,00
2016-1604	1 820 920,00	0,00	1 820 920,00	0,00	531 769,00	558 600,00	730 551,00
2016-1605	191 000,00	0,00	191 000,00	0,00	35 000,00	35 000,00	121 000,00
2016-1606	1 600 000,00	0,00	1 600 000,00	0,00	119 300,00	493 000,00	987 700,00
2016-1607	283 337,00	0,00	283 337,00	0,00	62 251,00	68 430,00	152 676,00
2016-1608	2 068 040,00	0,00	2 068 040,00	0,00	580 540,00	391 260,00	1 096 240,00
2017-1701	1 465 000,00	0,00	1 465 000,00	0,00	0,00	76 000,00	1 389 000,00
2017-1702	0,00	725 000,00	725 000,00	0,00	15 000,00	670 000,00	40 000,00
2017-1703	0,00	500 000,00	500 000,00	0,00	8 000,00	442 000,00	50 000,00

(1) Il s'agit des réalisations effectives correspondant aux mandats émis.

(2) Il s'agit du montant prévu initialement par l'échéancier corrigé des révisions.

IV - ANNEXES

IV

C1

AUTRES ELEMENTS D'INFORMATIONS - ETAT DU PERSONNEL AU 01/01/N

C1 - ETAT DU PERSONNEL AU 01/01/N		EMPLOIS BUDGETAIRES (3)				EFFECTIFS POURVUS SUR EMPLOIS BUDGETAIRES EN ETPT (4)		
GRADES OU EMPLOIS (1)	CATEGORIES (2)	EMPLOIS BUDGETAIRES (3)			TOTAL	AGENTS TITULAIRES	AGENTS NON TITULAIRES	TOTAL
		EMPLOIS PERMANENTS A TEMPS COMPLET	EMPLOIS PERMANENTS A TEMPS NON COMPLET	EMPLOIS PERMANENTS A TEMPS COMPLET				
EMPLOIS FONCTIONNELS (a)		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Directeur général des services		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Directeur général adjoint des services		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Directeur général des services techniques		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Emplois créés au titre de l'article 6-1 de la loi n° 84-53		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
FILIERE ADMINISTRATIVE (b)		152,00	0,00	0,00	152,00	123,60	14,00	137,60
ADJOINT ADMINISTRATIF		97,00	0,00	0,00	97,00	88,30	1,00	89,30
ATTACHE	C	15,00	0,00	0,00	15,00	9,00	4,00	13,00
DIRECTEUR	A	1,00	0,00	0,00	1,00	0,00	1,00	1,00
REDACTEUR	A	39,00	0,00	0,00	39,00	26,30	8,00	34,30
FILIERE TECHNIQUE (c)		98,00	0,00	0,00	98,00	78,70	13,00	91,70
ADJOINT TECHNIQUE		38,00	0,00	0,00	38,00	32,80	2,00	34,80
AGENT DE MAITRISE	C	24,00	0,00	0,00	24,00	21,00	2,00	23,00
INGENIEUR	C	10,00	0,00	0,00	10,00	4,90	4,00	8,90
TECHNICIEN	B	26,00	0,00	0,00	26,00	20,00	5,00	25,00
FILIERE SOCIALE (d)		1,00	0,00	0,00	1,00	0,80	0,00	0,80
ASSISTANT SOCIO EDUCATIF PRINCIPAL		1,00	0,00	0,00	1,00	0,80	0,00	0,80
FILIERE MEDICO-SOCIALE(e)		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
FILIERE MEDICO-TECHNIQUE (f)		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
FILIERE SPORTIVE (g)		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
FILIERE CULTURELLE (h)		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
FILIERE ANIMATION (i)		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
FILIERE POLICE (j)		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
EMPLOIS NON CITES (k) (5)		908,00	0,00	0,00	908,00	887,80	1,00	888,80
ADJUDANT/ADJUDANT-CHEF		185,00	0,00	0,00	185,00	182,30	0,00	182,30
CADRE DE SANTE DE 2ème CLASSE	C	1,00	0,00	0,00	1,00	1,00	0,00	1,00
CAPITAINE	A	33,00	0,00	0,00	33,00	32,00	0,00	32,00
CAPORAL	A	312,00	0,00	0,00	312,00	309,40	0,00	309,40
CAPORAL-CHEF	C	72,00	0,00	0,00	72,00	69,60	0,00	69,60
COLONEL	A	2,00	0,00	0,00	2,00	2,00	0,00	2,00

GRADES OU EMPLOIS (1)	CATEGORIES (2)	EMPLOIS BUDGETAIRES (3)			EFFECTIFS POURVUS SUR EMPLOIS BUDGETAIRES EN ETPT (4)		
		EMPLOIS PERMANENTS A TEMPS COMPLET	EMPLOIS PERMANENTS A TEMPS NON COMPLET	TOTAL	AGENTS TITULAIRES	AGENTS NON TITULAIRES	TOTAL
COMMANDANT	A	23,00	0,00	23,00	23,00	0,00	23,00
INFIRMIER DE CLASSE NORMALE	A	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
INFIRMIER DE CLASSE SUPERIEURE	A	3,00	0,00	3,00	2,80	0,00	2,80
INFIRMIER HORS CLASSE	A	1,00	0,00	1,00	1,00	0,00	1,00
LIEUTENANT 1ERE CLASSE	B	37,00	0,00	37,00	33,00	0,00	33,00
LIEUTENANT 2EME CLASSE	B	30,00	0,00	30,00	26,00	0,00	26,00
LIEUTENANT HORS CLASSE	B	4,00	0,00	4,00	4,00	0,00	4,00
LIEUTENANT-COLONEL	A	10,00	0,00	10,00	10,00	0,00	10,00
MEDECIN DE CLASSE EXCEPTIONNELLE	A	1,00	0,00	1,00	1,00	0,00	1,00
MEDECIN HORS CLASSE	A	2,00	0,00	2,00	1,00	1,00	2,00
PHARMACIEN DE CLASSE NORMALE	A	2,00	0,00	2,00	1,80	0,00	1,80
SAPEUR	C	2,00	0,00	2,00	2,00	0,00	2,00
SERGENET- SERGENT-CHIEF	C	188,00	0,00	188,00	185,90	0,00	185,90
TOTAL GENERAL (b + c + d + e + f + g + h + i + j + k)		1 159,00	0,00	1 159,00	1 090,90	28,00	1 118,90

(1) Les grades ou emplois sont désignés conformément à la circulaire n° NOR : INTB9500102C du 23 mars 1995. Les emplois fonctionnels sont également comptabilisés dans leur filière d'origine.

(2) Catégories : A, B ou C.

(3) Emplois budgétaires créés par l'assemblée délibérante. Les emplois permanents à temps complet sont comptabilisés pour une unité, les emplois à temps non complet sont comptabilisés à hauteur de la quotité de travail prévue par la délibération créant l'emploi.

(4) Equivalent temps plein annuel travaillé (ETPT). Le décompte est proportionnel à l'activité des agents, mesurée par leur quotité de temps de travail et par leur période d'activité sur l'année.
 ETPT = Effectifs physiques * quotité de temps de travail * période d'activité dans l'année
 Exemple : un agent à temps plein (quotité de travail = 100 %) présent toute l'année correspond à 1 ETPT ; un agent à temps partiel, à 80 % (quotité de travail = 80 %) présent toute l'année correspond à 0,8 ETPT (0,8 * 6 / 12).
 %) présent la moitié de l'année (ex : CDD de 6 mois, recrutement à mi-année) correspond à 0,4 ETPT (0,4 * 6 / 12).

(5) Par exemple : emplois dont les missions ne correspondent pas à un cadre d'emploi existant. « emplois spécifiques » régis par l'article 139 ter de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 etc.

IV – ANNEXES

AUTRES ELEMENTS D'INFORMATIONS – ETAT DU PERSONNEL AU 01/01/N

IV
C1

C1 – ETAT DU PERSONNEL AU 01/01/N (suite)					
AGENTS NON TITULAIRES EN FONCTION AU 01/01/N	CATEGORIES (1)	SECTEUR (2)	REMUNERATION (3)		NATURE DU CONTRAT (5)
			Indice (8)	Euros	
Agents occupant un emploi permanent (6)				0,00	
ADJOINT ADMINISTRATIF	C	ADM	457	0,00	CDD A
ADJOINT TECHNIQUE	C	TECH	354	0,00	CDD A
ADJOINT TECHNIQUE	C	TECH	347	0,00	CDD A
AGENT DE MAITRISE	C	TECH	445	0,00	CDD A
AGENT DE MAITRISE	C	TECH	363	0,00	CDD A
ATTACHE	A	ADM	434	0,00	CDD A
ATTACHE	A	ADM	551	0,00	CDD A
ATTACHE	A	ADM	457	0,00	CDD A
DIRECTEUR	A	ADM	512	0,00	CDD A
INGENIEUR	A	ADM	999	0,00	CDD A
INGENIEUR	A	TECH	713	0,00	CDD A
INGENIEUR	A	TECH	464	0,00	CDD A
INGENIEUR	A	TECH	464	0,00	CDD A
MEDECIN HORS CLASSE	A	TECH	464	0,00	CDD A
REDACTEUR	A	OTR	801	0,00	CDD A
REDACTEUR	B	ADM	406	0,00	CDD A
REDACTEUR	B	ADM	377	0,00	CDD A
REDACTEUR	B	ADM	377	0,00	CDD A
REDACTEUR	B	ADM	366	0,00	CDD A
REDACTEUR	B	ADM	437	0,00	CDD A
REDACTEUR	B	ADM	455	0,00	CDD A
REDACTEUR	B	ADM	389	0,00	CDD A
TECHNICIEN	B	ADM	366	0,00	CDD A
TECHNICIEN	B	TECH	387	0,00	CDD A
TECHNICIEN	B	TECH	397	0,00	CDD A
TECHNICIEN	B	TECH	475	0,00	CDD A
TECHNICIEN	B	TECH	437	0,00	CDD A
Agents occupant un emploi non permanent (7)				0,00	
ADJOINT ADMINISTRATIF	C	ADM	352	0,00	CDD A
ADJOINT TECHNIQUE	C	TECH	347	0,00	CDD A
EA		ADM		0,00	A A
EA		OTR		0,00	A A
TOTAL GENERAL				0,00	

- (1) CATEGORIES: A, B et C.

(2) SECTEUR ADM : Administratif.
TECH : Technique.
URB : Urbanisme (dont aménagement urbain).
S : Social.
MS : Médico-social.
MT : Médico-technique.
SP : Sportif.
CULT : Culturel.
ANIM : Animation.
PM : Police.
OTR : Missions non rattachables à une filière.
- (3) REMUNERATION : Référence à un indice brut (indiquer le niveau de l'indice brut) de la fonction publique ou en euros annuels bruts (indiquer l'ensemble des éléments de la rémunération brute annuelle).

(4) CONTRAT : Motif du contrat (loi du 26 janvier 1984, modifiée) :
3-a : article 3, 1er alinéa : accroissement saisonnier d'activité.
3-b : article 3, 2ème alinéa : accroissement saisonnier d'activité.
3-1 : remplacement d'un fonctionnaire autorisé à servir à temps partiel ou indisponible (maladie, maternité...).
3-2 : vacance temporaire d'un emploi.
3-3-1 : absence de cadre d'emplois de fonctionnaires susceptibles d'assurer les fonctions correspondantes.
3-3-2 : emplois du niveau de la catégorie A lorsque les besoins de moins de 1 000 habitants et de secrétaire des groupements composés de communes dont la population moyenne est inférieure à ce seuil.
3-3-3 : emplois à temps non complet des communes de moins de 1 000 habitants et de secrétaire des groupements composés de communes dont la population moyenne est inférieure à ce seuil, lorsque la quotité de temps de travail est inférieure à 50 %.
3-3-4 : emplois des communes de moins de 2 000 habitants et de secrétaire des groupements de communes de moins de 10 000 habitants dont la création ou la suppression dépend de la décision d'une autorité qui s'impose à la collectivité ou à l'établissement en matière de création, de changement de périmètre ou de suppression d'un service public.
3-4 : article 21 de la loi n° 2012-347 : contrat à durée indéterminée obligatoirement proposée à un agent contractuel.
38 : article 38 travailleurs handicapés catégorie C.
47 : article 47 recrutements directs sur emplois fonctionnels.
110 : article 110 collaborateurs de groupes de cabinets.
110-1 : collaborateurs de groupes d'élus.
A : autres (préciser).
- (5) Indiquer si l'agent contractuel est titulaire d'un contrat à durée déterminée (CDD) ou d'un contrat à durée indéterminée (CDI). Les contrats particuliers devront être labellisés « A / autres » et feront l'objet d'une précision (ex : « contrats aidés »).

(6) Occupent un emploi permanent de la fonction publique territoriale, les agents non titulaires recrutés sur le fondement des articles 3, 110 et 110-1.

(7) Occupent un emploi non permanent de la fonction publique territoriale, les agents non titulaires recrutés sur le fondement des articles 3, 110 et 110-1.

(8) Si un contrat fixe comme référence de rémunération un traitement hors échelle, il convient de mentionner le chevron conformément à l'article 6 décret 85-1148 du 20 octobre 1985.

IV – ANNEXES	IV
ARRETE ET SIGNATURES	D

Nombre de membres en exercice : 0

Nombre de membres présents : 0

Nombre de suffrages exprimés : 0

VOTES :

Pour : 0

Contre : 0

Abstentions : 0

Date de convocation :

Présenté par (1),

A , le

,

Délibéré par le conseil d'administration, réuni en session

A , le

Les membres du conseil d'administration,

Certifié exécutoire par (1), compte tenu de la transmission en préfecture, le , et de la publication le

A , le

(1) Indiquer « la présidente » ou « le président ».

IV – ANNEXES	IV
ARRETE ET SIGNATURES	D

Nombre de membres en exercice

Nombre de membres présents

Nombre de suffrages exprimés

VOTES :

Pour 11

Contre






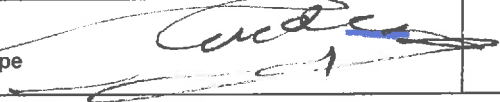
Abstentions 5

Date de convocation : 04/10/17

Présenté par le Président, M. GAUTIER André, à YVETOT, le 19 octobre 2017

Délibéré par le conseil d'administration, réuni en session, à YVETOT, le 19 octobre 2017

Membres représentant le département	
Le président	Suppléante
Monsieur GAUTIER André	Madame TESSIER Dominique
Titulaires	Suppléants
Madame ALLAIS Sophie	Monsieur ROUSSELIN Jean-Louis
Madame CANU Pierrette	Monsieur MARCHE Frédéric
Madame COTTEREAU Chantal	Madame CARON Marine
Madame DURANDE Florence	Monsieur BERTRAND Nicolas
Madame LEFEBVRE Blandine	Monsieur DUVAL Christian
Monsieur LEJEUNE Michel	Madame MSICA GUEROUT Christelle
Monsieur LEMONNIER Luc	Madame LUCOT-AVRIL Virginie
Monsieur REGNIER Didier	Madame VIEUBLE Nacéra
Monsieur TASSERIE Sébastien	Madame SINEAU PATRY Cécile
Madame THIBAudeau RAINOT Florence	Madame FLAVIGNY Catherine

Membres représentant les communes	
Titulaires	Suppléants
Monsieur CORITON Bastien 	Madame DUPARC Fabienne
Madame FIRMIN-LE-BODO Agnès	Monsieur BLOND Eric 
Monsieur JOUAN Gérard 	Madame GAUTIER-HURTADO Maria-Dolorès
Monsieur THEVENOT Jean-Pierre 	
Membres représentant les EPCI	
Titulaires	suppléants
Monsieur COUTEY Guillaume 	Madame DIALLO Dieynaba
Monsieur LEROY Philippe 	

Certifié exécutoire par le président, compte tenu de la transmission en préfecture le
et de la publication le

A YVETOT, le 2017

- Membres théoriques :
17
- Membres en exercice :
17
- Membres présents :
11
- Pouvoirs :
5
- Votants :
16

**CONSEIL D'ADMINISTRATION
DU SERVICE DEPARTEMENTAL D'INCENDIE ET DE SECOURS
DE LA SEINE-MARITIME**

EXTRAIT DES DELIBERATIONS

**EVOLUTION DES RESSOURCES ET DES CHARGES PREVISIBLES POUR
L'ANNEE 2018**

Le 19 octobre 2017, le Conseil d'administration du Service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime, convoqué le 04 octobre 2017, s'est réuni à la direction départementale sous la présidence de Monsieur André GAUTIER.

Le quorum étant atteint (9 membres) avec 11 membres présents, l'assemblée peut valablement délibérer.

Étaient présents : Monsieur André GAUTIER, Président,

I. Membres du Conseil d'administration avec voix délibérative :

Titulaires

Mmes Sophie ALLAIS, Pierrette CANU, Blandine LEFEBVRE.
MM. Bastien CORITON, Didier REGNIER, Sébastien TASSERIE, Jean-Pierre THEVENOT.

Suppléants

Mme Virginie LUCOT-AVRIL.
MM. Eric BLOND, Philippe LEROY.

II. Membres avec voix consultative :

MM. le Colonel hors classe Jean-Yves LAGALLE, Directeur départemental, le Colonel hors classe Marc VITALBO, Directeur départemental adjoint, le Commandant Luc TACONNET, le Commandant Hervé TESNIERE, le Caporal Thomas BRU, Pascal GRESSER, Payeur départemental.

III. Membre de droit :

Mme Fabienne BUCCIO, Préfète de la Région Normandie, Préfète de la Seine-Maritime,
M. Jean-Marc MAGDA, Directeur de Cabinet.

IV. Pouvoirs :

Monsieur Gérard JOUAN a Monsieur André GAUTIER
Madame Florence THIBAudeau-RAINOT à Monsieur Sébastien TASSERIE
Monsieur Michel LEJEUNE à Madame Sophie ALLAIS
Monsieur Guillaume COUTEY à Monsieur Bastien CORITON
Madame Chantal COTTEREAU à Madame Blandine LEFEBVRE

Étaient absents excusés :

Mmes Chantal COTTEREAU, Florence DURANDE, Florence THIBAudeau RAINOT.
MM. Guillaume COUTEY, Gérard JOUAN, Michel LEJEUNE, Luc LEMONNIER - représenté, le Colonel Thierry SENEZ, le Commandant Samuel PERDRIX - représenté, le Lieutenant Hervé PASQUIER.

Délibération affichée le :

et retirée de l'affichage le :

Délibération insérée au recueil des actes administratifs du mois :

Comme les collectivités territoriales de plus de 3 500 habitants, le Service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime (Sdis 76) est soumis à une préparation budgétaire intégrant une phase de débats dans le cadre de la présentation du rapport d'orientations budgétaires pluriannuel puis un vote du budget primitif annuel.

En parallèle, conformément à l'article L.1424-35 du Code général des collectivités territoriales (CGCT), le Sdis 76 doit conduire une démarche destinée à permettre à ses principaux financeurs d'inscrire dans leurs budgets respectifs les crédits nécessaires à son financement. Ainsi, il doit adopter deux délibérations :

- une première portant sur l'évolution de ses ressources et de ses charges prévisibles qui doit être transmise au Conseil départemental afin qu'il vote sa contribution au Sdis,
- une seconde portant fixation du montant prévisionnel des contributions des communes et établissements publics de coopération intercommunale (EPCI) qui doit être notifiée avant le 1^{er} janvier de l'exercice concerné.

Le présent rapport traite de l'évolution des ressources et des charges prévisibles du Sdis 76 pour l'exercice 2018 sur la base d'hypothèses de dépenses qui sont à leur niveau plafond et qui pourraient, d'ici à l'adoption du budget 2018, être révisées à la baisse.

*

**

Le budget 2018 se prépare dans un contexte légèrement différent de celui de l'exercice 2017.

D'une part, le Service a pleinement pris conscience à la fin de l'exercice 2016 de son obligation de maîtriser et d'adapter ses dépenses au niveau de ses recettes.

D'autre part, il a intégré la nécessité de projeter sa gestion de manière pluriannuelle.

Malgré une sollicitation opérationnelle en constante progression, l'exécution du budget 2017 a donc été mise en œuvre dans un souci permanent d'optimisation et/ou de réduction des dépenses sans déroger aux objectifs du Schéma départemental d'analyse et de couverture des risques (Sdacr), ni réduire les moyens inscrits au règlement opérationnel (Ro).

Cette nouvelle manière d'aborder les engagements financiers, associée aux prémices d'une réorganisation interne des groupements fonctionnels pour les recentrer sur leur véritable cœur de métier, va produire des effets durables et observables sur le niveau des ressources (I) et des charges (II) prévisionnelles telles qu'elles se profilent pour 2018, tant en section de fonctionnement que d'investissement.

Cela amènera à la présentation des grands équilibres prévisionnels du budget du Sdis 76 pour 2018 et de la stratégie envisagée pour les années futures (III).

I – Les recettes prévisionnelles

A – Les recettes de fonctionnement

En millions d'euros	Budget 2017*	Perspectives 2018	Evolution en valeur	Evolution en pourcentage
Contribution du Département	45.731	45.731	-	-
Contributions des communes et EPCI	35.904	36.227	0.323	0.90 %
Autres recettes	3.368	3.283	-0.085	-2.52 %
Ressources d'ordre en provenance de la section d'investissement	2.673	0.060	-2.613	-97.76 %
Sous-total	87.676	85.301	-2.375	-2.71 %

* (après décision modificative n° 2)

Hors opérations d'ordre, les recettes du Sdis 76 devraient progresser de près de 240 K€ en 2018.

Cependant, il convient de noter que les coûts de fonctionnement de l'établissement restent essentiellement financés par les collectivités qui l'administrent.

Les contributions

Hors excédent antérieur, les ressources annuelles de fonctionnement du Sdis 76 seront constituées en 2018 à 96.08 % de contributions des collectivités territoriales (contre 95.76% en 2017).

La contribution du Département est prévue au même niveau qu'en 2016 et 2017, soit 45.731 M €.

La contribution des communes et des EPCI pourrait s'établir à 36.227 M €, en application de la progression de l'inflation, soit une augmentation maximale estimée à + 0.9 %.

Les autres recettes

Les autres recettes réelles sont marginales dans la mesure où elles s'élèvent à près de 3.3 M €, (soit 3.85 % des ressources annuelles du Sdis).

Leur orientation à la baisse s'explique principalement par la diminution des remboursements en lien avec les charges de personnel. En effet, la participation des communes et EPCI au financement de certains avantages acquis (prime de fin d'année notamment) avant la départementalisation cesse lors des départs en retraite des agents transférés en bénéficiant. Cette ressource a vocation à s'épuiser au fil des années pour le Sdis.

Au contraire, la révision systématique des tarifs des diverses interventions payantes suivant l'évolution de l'inflation devrait conduire à une légère progression de cette catégorie de recette, à l'exception notable des carences de transports sanitaires qui facturées sur la base d'un coût réglementaire font l'objet d'une appréciation divergente avec les SAMU chargés de leur décompte.

Cette dernière problématique ne pourra évoluer plus favorablement qu'au gré d'une position commune des Sdis normands au niveau de l'Agence Régionale de Santé (ARS).

Les opérations d'ordre

Hormis l'amortissement des subventions d'équipement (qui sera traité ultérieurement), des recettes sont inscrites pour 60 K€ pour permettre de passer les écritures de travaux en régie, opérations valorisant l'action de nos services en matière de rénovations immobilières notamment.

La forte diminution de ce poste de ressource s'explique par la réalisation sur l'exercice précédent d'une opération ponctuelle de reprise en section de fonctionnement d'une réserve complémentaire constituée au profit de la section d'investissement sur les résultats 2014, pour un montant de 2.583 M €, qui ne présentait plus d'intérêt.

B – Les recettes d'investissement

En millions d'euros	Budget 2017*	Perspectives 2018	Evolution en valeur	Evolution en pourcentage
FCTVA	1.020	1.709	0.689	67.55 %
Subventions	0.192	0.187	-0.005	-2.60 %
Autres recettes	0.000	0.079	0.079	-
Virement en provenance de la section de fonctionnement	1.438	-	-1.438	-100.00%
Emprunts	2.225	1.776	-0.449	-20.18 %
Sous-total	4.875	3.751	-1.124	-23.06 %

* (après décision modificative n° 2)

L'investissement du Sdis 76 est, pour la majeure partie, autofinancé par les amortissements. Ce point sera développé ultérieurement.

Le fonds de compensation de la TVA

Le montant du FCTVA est estimé à 1.709 M € (soit 16.404 % du montant prévisionnel des dépenses d'investissements 2017 éligibles).

Les subventions

Les subventions d'équipement sont attendues pour 0.187 M €. Elles correspondent aux diverses aides accordées en lien avec le programme d'investissement par différents organismes, notamment l'aide ANR pour le projet Firediag et la contribution espérée du Conseil départemental au titre de la Nouvelle Politique Immobilière (NPI).

Les autres recettes

Les autres recettes ont un caractère exceptionnel. Elles sont issues des cessions de matériels opérées en direct ou au moyen de la plateforme Agorastore, dont le volume projeté en 2017 s'établit à 0.079 M €.

Les emprunts

La stratégie d'endettement du Sdis consiste à privilégier le recours à l'emprunt pour financer, en partie, des constructions, reconstructions ou réhabilitations portant sur des biens immobiliers.

De sorte à ce que le coût des emprunts reste supportable, une moyenne de financement à 40% du montant hors taxe et hors subvention des opérations concernées sur les cinq prochaines années est, à ce stade, retenue.

Dans cette optique, il est prévu de lever des emprunts à hauteur du montant des travaux immobiliers envisagés, déduction faite des recettes susmentionnées, soit une somme de 1.776 M € ainsi calculée :

Montant des dépenses immobilières 2018	3.847 M €
FCTVA correspondant	0.631 M €
Subventions escomptées	0.078 M €
Solde	3.138 M €
Montant d'emprunt à souscrire (près de 57% du solde à financer en 2018)	1.776 M €

II – Les dépenses prévisionnelles

A – Les charges de fonctionnement (hors frais financiers et amortissements)

En millions d'euros	Budget 2017*	Perspectives 2018	Evolution en valeur	Evolution en pourcentage
Chapitre 011 – charges à caractère général	10.254	9.773	-0.481	-4.69 %
Chapitre 012 – charges de personnel	68.615	69.988	1.373	2.00 %
Chapitre 65 – autres charges courantes	1.079	0.894	-0.185	-17.15 %
Chapitre 67 – charges exceptionnelles	0.295	0.036	-0.259	-87.80 %
Chapitre 68 – provisions	0.000	0.151	0.151	-
Chapitre 023 – virement à la section d'investissement	1.438	0.000	-1.438	-100.00%
Dépenses imprévues	5.990	0.000	-5.990	-100.00%
Sous-total	87.671	80.842	-6.829	-7.79 %

* (après décision modificative n° 2)

Les dépenses d'exploitation sont, comme dans tous les budgets de Sdis, très rigides car elles sont composées à près de 87 % par la masse salariale.

Toutefois, il sera tenté d'enrayer la progression globale des dépenses de gestion (chapitres 011+012+65) au niveau de l'inflation sur cet exercice puisqu'elles devraient augmenter de 0.707 M €, soit + 0.88% par rapport à celles de 2017.

L'évolution des différents postes de dépenses sera néanmoins contrastée.

Les charges à caractère général

Dans la continuité des efforts de gestion opérés depuis 2015, cette catégorie de dépense va encore nettement diminuer en 2018, alors que de nouveaux postes de charges seront émarginés à ce chapitre.

D'une part, les frais d'organisation d'un concours de sergent (location de salle, etc.....) pour 97 K€ viendront, ponctuellement, masquer les économies recherchées.

D'autre part, la facturation au budget principal du coût des repas servis dans les restaurants du Sdis à l'occasion des actions de formations permettra d'afficher le montant complet des stages et de ne plus « dissimuler » cette part dans la subvention d'équilibre au budget annexe.

Malgré cela, les charges à caractère général devraient être affichées en baisse de presque 4.7 % par rapport à 2017, soit un seuil planché jamais connu depuis la départementalisation.

Les charges de personnel

La progression des dépenses en lien avec la masse salariale s'explique essentiellement par :

- la revalorisation indiciaire issue des négociations relatives au Parcours Professionnel, à la Carrière et à la Rémunération : + 0.189 M €
- l'incidence naturelle du glissement vieillesse technicité (GVT) : + 1.202 M €
- la revalorisation annuelle des indemnités des sapeurs-pompiers volontaires (SPV) : + 0.058 M € (soit + 0.63% correspondant à la revalorisation réglementaire appliquée en 2017)
- le recrutement de 100 SPV supplémentaires : + 0.287 M € ; permettant de se rapprocher de l'objectif de 3 000 SPV fixé au Sdacr (contre 2 700 SPV actuellement)

Pour contenir cette augmentation, il sera proposé la réduction de 11 postes budgétaires (2 sapeurs-pompiers professionnels en service hors rang et 9 personnels administratifs et techniques) représentant une économie de 0.561 M €.

Les autres charges courantes

Ces charges regroupent des dépenses de natures très diverses : la contribution ANTARES, les frais facturés dans le cadre des conventions interdépartementales d'assistance mutuelle (CIAM), les indemnités et frais de déplacements des élus, le fonds de secours, les subventions accordées aux associations ou organisations syndicales ainsi que la subvention d'équilibre versée au budget annexe restauration.

La baisse entre 2017 et 2018 s'explique principalement par la clarification des flux financiers entre le budget principal et le budget annexe. En effet, en y ajoutant la réduction de 0.5 ETP en lien avec le départ à la retraite d'un agent, cela permet, en définitive, de réajuster la subvention d'équilibre versée avec une baisse de 162 855 €.

Par ailleurs, la prise en compte de la transformation de la subvention pécuniaire accordée aux organisations syndicales en subvention en nature par la mise à disposition d'équipements et de fournitures sur le volume des achats du Service permet d'anticiper une économie de 8 000 €.

Les charges exceptionnelles

Par nature peu prévisibles, elles sont principalement prévues pour faire face au versement d'intérêts moratoires en cas de retard de paiement, aux annulations de titres d'exercices antérieurs, aux éventuelles remises gracieuses ou aux indemnités à verser en cas de résiliation de marché.

La baisse des charges exceptionnelles est relative en ce que le niveau de dépense prévu en 2018 est proposé à hauteur du montant traditionnel.

C'est le volume inscrit en 2017 qui était extraordinairement élevé. En effet, cette augmentation de crédits avait été validée dans le cadre d'une décision modificative pour permettre l'annulation de titres antérieurs à l'exercice 2017 et présentant un risque de contentieux en raison de leur forme.

Les provisions

En 2018, il est envisagé de constituer une provision pour risques et charges d'un montant de 0.151 M€ au regard des requêtes indemnitaires déposées par certains agents en lien avec le contentieux connexe du temps de travail ; dossier dans lequel le Sdis a choisi de faire appel du jugement rendu le 20 décembre 2016 par le Tribunal administratif de Rouen.

Le virement de la section d'investissement

Cette dépense constitue, par nature, un autofinancement supplémentaire et non obligatoire de la section d'investissement.

Le montant de son inscription sera fonction du besoin de financement de la section d'investissement après déduction des autres recettes d'équipement attendues.

Les dépenses imprévues

Elles permettent à l'exécutif de répondre rapidement à des aléas budgétaires sans solliciter une décision modificative du Conseil d'administration.

Néanmoins, les dépenses imprévues correspondent, au final, peu ou prou, à l'excédent que l'on escompte conserver en fin d'exercice et espérant ne pas avoir à consommer ces crédits.

En 2018, ces crédits seront approvisionnés dans le respect de la réglementation (au maximum 7.5% des dépenses de fonctionnement) suivant le solde résiduel qui sera dégagé par la section de fonctionnement après couverture des charges d'exploitation et du besoin d'autofinancement global de la section d'investissement.

B – Les dépenses d'investissement (hors frais financiers et amortissements)

En millions d'euros	Budget 2017*	Perspectives 2018	Evolution en valeur	Evolution en pourcentage
Crédits de paiement des autorisations de programme	10.177	10.059	-0.118	-1.16 %
Dépenses hors autorisations de programme	0.663	0.208	-0.455	-68.63 %
En millions d'euros	Budget 2017*	Perspectives 2018	Evolution en valeur	Evolution en pourcentage
Travaux en régie et autres opérations d'ordre	2.673	0.060	-2.613	-97.76 %
Dépenses imprévues	0.770	0.000	-0.770	-100.00 %
Sous-total	14.283	10.327	-3.956	-27.70 %

* (après décision modificative n° 2)

L'essentiel des dépenses de cette section est consacré au plan d'investissement du Sdis.

Ce plan est désormais pluriannuel. Il est formalisé dans différentes autorisations de programme qui retracent les dépenses d'équipements et les travaux nécessaires à la mise en œuvre du Sdacr et du Ro.

Ainsi, les crédits de paiement (CP) pour 2018 sont envisagés, après éventuels ajustements d'ici au vote du budget 2018, comme suit :

N° d'AP	Libellé de l'autorisation de programme	CP 2018
2013000002	Modernisation des outils informatiques de gestion	227 000.00 €
2015000001	Acquisition de matériels roulants	2 181 870.00 €
2015000003	Refonte Système de Gestion Opérationnelle	1 154 215.11
2016000001	Acquisition moyens équipes spécialisées	396 507.00 €
2016000002	Acquisition d'équipements et de matériels opérationnels	868 370.00 €
2016000003	Acquisition d'équipements et de matériels non opérationnels	97 326.00 €
2016000004	Reconditionnement, aménagement, maintenance et équipements des matériels roulants	558 600.00 €
2016000005	Acquisition de mobiliers	35 000.00 €
2016000007	Renouvellement des matériels SSSM	68 430.00 €
2016000008	Maintien en état de fonctionnement du système global d'information	391 260.00 €
Sous total Equipements divers		5 978 578.11 €
2010000006	Construction Groupement Ouest	76 000.00 €
2012000001	Plateau technique de formation	231 945.81 €
2013000001	Construction Groupement Est	115 000.00 €
2014000010	Réaménagement des locaux de la Direction	103 734.30 €
2016000006	Réfection et aménagement du patrimoine bâti	493 000.00 €
2017000001	Réhabilitation du CDF de Saint Valéry en Caux	76 000.00 €
2017000002	Reconstruction de la Maison à feu du CDF de Saint Valéry en Caux	670 000.00 €
2017000003	Réhabilitation et aménagement du Cis Cany Barville	442 000.00 €
N° d'AP	Libellé de l'autorisation de programme	CP 2018
2018000001 *	<i>Travaux d'aménagements de la Direction</i>	466 800.00 €
2018000002 *	<i>Travaux de développement durable et d'économies d'énergie</i>	466 000.00 €
Sous total Immobilier hors NPI		3 140 480.11 €
2014000009	Réhabilitation Cis de Montivilliers	120 000.00 €
2014000012	Construction du Cis Le Havre Sud	450 000.00 €
2017000004	Construction du Cis Duclair	370 000.00 €
Sous total NPI		940 000 €
Total		10 059 058.22 €

*Les autorisations de programmes n° 2018000001 et 2018000002 ne sont pas, à ce stade, approuvées par le Conseil d'administration du Sdis 76 : il s'agit d'une proposition à éventuellement retravailler.

C – Les amortissements et leur neutralisation

En millions d'euros	Budget 2017*	Perspectives 2018	Evolution en valeur	Evolution en pourcentage
Amortissement des dépenses	7.200	8.200	1.000	13.89 %
Amortissement des recettes	0.023	0.023	-	-
Neutralisation de l'amortissement des opérations en lien avec des biens immobiliers	0.900	1.181	0.281	31.44 %
Sous-total	6.277	6.994	0.717	11.42%

* (après décision modificative n° 2)

La dotation aux amortissements est une opération d'ordre destinée à permettre l'autofinancement du renouvellement des équipements structurants.

L'amortissement des subventions d'équipements ainsi que la neutralisation des amortissements des opérations immobilières et des subventions d'équipements versées permettent au contraire d'atténuer l'impact de la dotation sur la section de fonctionnement.

En ce qu'elle constitue l'autofinancement naturel des investissements, la dotation nette est un indicateur de l'effort d'équipement soutenable avec les seules ressources du Service. Lorsque les dépenses d'investissement la dépassent, un financement complémentaire devra être assuré : soit par un autofinancement complémentaire provenant d'un virement de la section de fonctionnement à partir de l'épargne dégagée, soit par la participation de financeurs extérieurs, soit par l'emprunt.

La progression de la dotation nette s'explique par le volume des investissements opérés ces dernières années.

D – Les annuités d'emprunts

En millions d'euros	Budget 2017*	Perspectives 2018	Evolution en valeur	Evolution en pourcentage
Chapitre 16 – remboursement du capital	0.173	0.142	-0.031	-17.92 %
Chapitre 66 – paiement des intérêts	0.025	0.059	0.034	136.00 %
Sous-total	0.198	0.201	0.003	1.52 %

* (après décision modificative n° 2)

Au 31 décembre 2017, le Sdis 76 devrait être endetté à hauteur de 2.212 M €, soit le capital restant dû sur les emprunts souscrits au titre des programmes de travaux 2016 et 2017.

La dette la plus ancienne, transférée lors de la départementalisation et présentant le plus de risques, étant arrivée à son terme sur l'exercice 2017, la dette du Sdis est désormais totalement « saine » en ce qu'elle entre dans la classification 1A de la charte Gissler.

III – Les grands équilibres prévisionnels du budget du Sdis 76 pour 2018 et les effets sur les exercices suivants

Aujourd'hui, le budget prévisionnel pour 2018 s'établit comme suit :

En millions d'euros	Budget 2017*	Perspectives 2018	Evolution en valeur	Evolution en pourcentage
Charges de fonctionnement	87.761	80.842	-6.829	-7.79 %
Intérêts des emprunts	0.025	0.059	0.034	136.00 %
Amortissement dépenses	7.200	8.200	1.000	13.89 %
Total des dépenses de fonctionnement	94.896	89.101	-5.795	-6.11 %

Total des recettes de fonctionnement	88.599	86.507	-2.092	-2.36 %
---	---------------	---------------	---------------	----------------

Solde de la section de fonctionnement	-6.297	-2.594	3.703	-58.81 %
--	---------------	---------------	--------------	-----------------

Excédent N-1 à reporter	6.297	7.920	1.623	25.77 %
--------------------------------	--------------	--------------	--------------	----------------

Autofinancement complémentaire des investissements ou excédent de fonctionnement à conserver pour l'exercice suivant	0.000	5.326	5.326	-
---	--------------	--------------	--------------	----------

* (après décision modificative n° 2)

En l'absence d'un besoin d'autofinancement complémentaire à la dotation d'amortissement au niveau de la section d'investissement, la balance excédentaire de 5.326 M€ sera reprise au budget 2018 en dépenses imprévues et permettra de concourir à l'équilibrer de la section d'exploitation dans les exercices futurs.

De même, le solde positif de la section d'investissement permet d'envisager des dépenses supplémentaires sur 2017 ou, plus prudemment, d'inscrire ce montant en crédits pour dépenses imprévues et probablement participer à l'équilibre de la section d'investissement sur les prochains exercices budgétaires.

En millions d'euros	Budget 2017*	Perspectives 2018	Evolution en valeur	Evolution en pourcentage
Equipements et travaux	14.283	10.327	-3.956	-27.70 %
Capital des emprunts	0.173	0.142	-0.031	-17.92 %
Neutralisation amortissements	0.900	1.183	0.283	31.44 %
Amortissement recettes	0.023	0.023	-	-
Total des dépenses d'investissement	15.379	11.675	-3.704	-24.08 %

Total des recettes d'investissement	12.075	11.951	-0.124	-1.03 %
--	---------------	---------------	---------------	----------------

Solde de la section d'investissement	-3.304	0.276	3.580	-108.35 %
---	---------------	--------------	--------------	------------------

Excédent prévisionnel à reporter	3.304	0.003	-3.301	-99.91 %
---	--------------	--------------	---------------	-----------------

Excédent de financement à reporter ou dépenses supplémentaires possibles	0.000	0.279	0.279	-
---	--------------	--------------	--------------	----------

* (après décision modificative n° 2)

*
* *

Après en avoir délibéré, les membres du Conseil d'administration adoptent à l'unanimité ce dossier.

Le président du conseil d'administration,


André GAUTIER

- Membres théoriques :
17
- Membres en exercice :
17
- Membres présents :
11
- Pouvoirs :
5
- Votants :
16

**CONSEIL D'ADMINISTRATION
DU SERVICE DEPARTEMENTAL D'INCENDIE ET DE SECOURS
DE LA SEINE-MARITIME**

EXTRAIT DES DELIBERATIONS

**REVISION DU REGLEMENT DEPARTEMENTAL DE LA DEFENSE EXTERIEURE
CONTRE L'INCENDIE (RDDECI)**

Le 19 octobre 2017, le Conseil d'administration du Service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime, convoqué le 04 octobre 2017, s'est réuni à la direction départementale sous la présidence de Monsieur André GAUTIER.

Le quorum étant atteint (9 membres) avec 11 membres présents, l'assemblée peut valablement délibérer.

Étaient présents : Monsieur André GAUTIER, Président,

I. Membres du Conseil d'administration avec voix délibérative :

Titulaires

Mmes Sophie ALLAIS, Pierrette CANU, Blandine LEFEBVRE.
MM. Bastien CORITON, Didier REGNIER, Sébastien TASSERIE, Jean-Pierre THEVENOT.

Suppléants

Mme Virginie LUCOT-AVRIL.
MM. Eric BLOND, Philippe LEROY.

II. Membres avec voix consultative :

MM. le Colonel hors classe Jean-Yves LAGALLE, Directeur départemental, le Colonel hors classe Marc VITALBO, Directeur départemental adjoint, le Commandant Luc TACONNET, le Commandant Hervé TESNIERE, le Caporal Thomas BRU, Pascal GRESSER, Payeur départemental.

III. Membre de droit :

Mme Fabienne BUCCIO, Préfète de la Région Normandie, Préfète de la Seine-Maritime,
M. Jean-Marc MAGDA, Directeur de Cabinet.

IV. Pouvoirs :

Monsieur Gérard JOUAN a Monsieur André GAUTIER
Madame Florence THIBAudeau-RAINOT à Monsieur Sébastien TASSERIE
Monsieur Michel LEJEUNE à Madame Sophie ALLAIS
Monsieur Guillaume COUTEY à Monsieur Bastien CORITON
Madame Chantal COTTEREAU à Madame Blandine LEFEBVRE

Étaient absents excusés :

Mmes Chantal COTTEREAU, Florence DURANDE, Florence THIBAudeau RAINOT.
MM. Guillaume COUTEY, Gérard JOUAN, Michel LEJEUNE, Luc LEMONNIER - représenté, le Colonel Thierry SENEZ, le Commandant Samuel PERDRIX - représenté, le Lieutenant Hervé PASQUIER.

Délibération affichée le :

et retirée de l'affichage le :

Délibération insérée au recueil des actes administratifs du mois :

Conformément aux dispositions du décret n°2015-235 du 27 février 2015, le règlement départemental de la défense extérieure contre l'incendie (RDDECI) de la Seine-Maritime a été approuvé par arrêté de Madame la Préfète le 27 février 2017.

Poursuivant la démarche déjà mise en œuvre dans le cadre de l'adaptation permanente du Sdacr et du Ro, Madame la Préfète a souhaité que le RDDECI puisse faire l'objet d'un processus d'évaluation et d'optimisation au plus tard avant le 1^{er} novembre 2017.

Sur cette base, le Service interministériel régional des affaires civiles économiques de défense et de protection civile (SIRACEDPC) de la préfecture a été chargé de constituer un groupe de travail afin d'analyser les contraintes générées par l'application du règlement et de formuler des propositions d'optimisation, permettant de mettre en adéquation les objectifs d'amélioration de la défense extérieure contre l'incendie, tout en limitant les effets à courts termes sur l'urbanisation des collectivités, le tout en conformité notamment avec le Référentiel national de la DECI.

Ce groupe de travail, volontairement représentatif de l'ensemble des composantes territoriales du département, était piloté par la Madame la Directrice du SIRACEDPC et composé d'élus communaux ou d'établissements publics de coopération intercommunale (EPCI), des représentants des services de l'État concernés (Direction départementale des territoires et de la mer (DDTM) et Direction des relations avec les collectivités et des élections (DRCLE)), et du Service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime (Sdis 76).

L'Association des maires du département (ADM 76) participait également en son nom à ce groupe de travail.

L'ensemble des participants, lors de la dernière séance plénière, présidée par le Monsieur le Directeur de cabinet de Madame la Préfète, a souligné la qualité de la concertation et les résultats obtenus.

*

**

Concrètement, les trois réunions plénières du groupe de travail préfectoral et quatre réunions des services de l'État ont permis, de façon partagée, de trouver les ajustements nécessaires adaptés aux contraintes de terrain des élus et aux besoins opérationnels des sapeurs-pompiers, en adéquation avec les principes du Schéma départemental d'analyse et de couverture des risques (Sdacr) et du Règlement opérationnel (Ro).

Les axes d'amélioration proposés dans le projet de révision du Règlement départemental de la défense extérieure contre l'incendie de la Seine-Maritime, joint en annexe, portent en particulier sur :

- la définition plus précise du périmètre de réalisation de la défense extérieure contre l'incendie créée par un propriétaire privé dans le cadre des opérations de construction d'habitations individuelles soumises à autorisation (permis de construire groupé, déclaration préalable ou permis d'aménager),

Ainsi, le projet de RDDECI prévoit que la réalisation d'un point d'eau d'incendie ne puisse être imposée à un particulier qu'à partir d'une opération de construction visant à réaliser la création d'au moins quatre logements.

- la meilleure prise en compte de « *l'espace rural* » et de son isolement géographique, en s'appuyant d'une part, sur la liste des communes rurales telles que définies dans le Sdacr (cf. zones C) et d'autre part sur la définition de « *l'agglomération* » au sens du Code de la route,
- la mise en concordance de la capacité opérationnelle des engins de lutte contre l'incendie avec les délais de mise en œuvre de ces moyens par les sapeurs-pompiers, en étendant, à l'ensemble de la zone rurale nouvellement définie, la possibilité d'avoir un point d'eau d'incendie à 400 mètres d'un risque faible,

- la prise en compte des maisons isolées des zones rurales permettant de pouvoir disposer d'un premier point d'eau d'incendie réglementaire à 800 mètres, sous réserve de disposer d'une quantité d'eau minimale à moins de 100 mètres du risque,
- l'assouplissement de la périodicité, pour les communes en zone C (du Sdacr), des contrôles de la performance opérationnelle des différentes ressources en eau, en supprimant la notion de « *contrôle annuel par tiers* » de l'ensemble du parc au profit d'un « *contrôle biennal de la totalité des hydrants* », le Sdis maintenant lui de son côté sa reconnaissance opérationnelle « *annuelle* ».

Enfin, au-delà du cadre formalisé de la révision, l'arrêté préfectoral portant le RDDECI offrira la possibilité, dans le respect du contexte réglementaire, de limiter l'impact du RDDECI sur les actes d'urbanisme délivrés antérieurement au 27 février 2017, mais également sur ceux dont la validité perdure au-delà de cette même date.

En outre il convient de rappeler ici, que le Sdis de la Seine-Maritime, en lien avec la préfecture et au-delà de l'appui technique apporté directement aux communes, mettra à disposition des élus :

- un modèle type de schéma communal ou intercommunal de la DECI,
- un support didactique de présentation du RDDECI,
- une foire aux questions (FAQ).

Conformément à l'article R. 2225-3 du Code général des collectivités territoriales (CGCT), il convient donc de rendre un avis sur le projet de révision du Règlement départemental de la défense extérieure contre l'incendie de la Seine-Maritime ci-joint, obligatoire avant la mise en signature de l'arrêté de Madame la Préfète de Normandie, Préfète de la Seine-Maritime.

*
* *

Après en avoir délibéré, les membres du Conseil d'administration adoptent à l'unanimité ce dossier.

Le président du conseil d'administration,


André GAUTIER



**REGLEMENT DEPARTEMENTAL
DE LA DEFENSE EXTERIEURE
CONTRE L'INCENDIE DE LA
SEINE-MARITIME**

Projet

Table des matières

TABLEAU DE SUIVI DES MISES A JOUR	5
CHAPITRE 1 – CADRE REGLEMENTAIRE DE LA DEFENSE EXTERIEURE CONTRE L'INCENDIE	6
<i>A – Les objectifs de la défense extérieure contre l'incendie</i>	<i>6</i>
<i>B – Les références réglementaires</i>	<i>7</i>
1. le référentiel national de la défense extérieure contre l'incendie	7
2. Le règlement départemental de la défense extérieure contre l'incendie	7
3. L'arrêté communal ou intercommunal de la DECI	8
3.1 Les objectifs de l'arrêté communal ou intercommunal	8
3.2 L'élaboration et la mise à jour	8
4. Le schéma communal ou intercommunal de la DECI	9
<i>C – Le rôle et les missions des acteurs locaux de la DECI</i>	<i>10</i>
1. Le rôle du maire ou du président de l'EPCI	10
1.1 La police administrative spéciale de la DECI	10
1.2 Le service public de DECI	10
2. Le rôle et les missions du SDIS 76	11
3. Le rôle et les missions des chefs d'établissements	12
3.1 Le rôle et les missions du responsable de l'établissement recevant du public	12
3.2 Le rôle et les missions du responsable d'établissement soumis au Code du travail	12
4. La participation des tiers à la DECI	12
4.1 Le statut juridique des points d'eau d'incendie	12
4.2 Aménagement et utilisation de points d'eau d'incendie localisés sur des parcelles privées	13
5. Principe de gratuité de l'eau à l'usage des services d'incendie	14
6. Utilisations annexes des points d'eau incendie	15
CHAPITRE 2 – LA MISE EN SERVICE ET LE MAINTIEN EN CONDITION DE LA DEFENSE EXTERIEURE CONTRE L'INCENDIE	16
<i>A - Les principes généraux du maintien en condition des points d'eau d'incendie</i>	<i>16</i>
<i>B - La création et la mise en service des points d'eau d'incendie</i>	<i>17</i>
1. la visite de réception d'un point d'eau d'incendie	17
2. La numérotation des points d'eau d'incendie	18
2.1 La numérotation des points d'eau d'incendie publics	18
2.2 La numérotation des points d'eau d'incendie privés	18
<i>C – Le maintien en condition opérationnelle des points d'eau d'incendie</i>	<i>19</i>
1. La maintenance préventive et la maintenance corrective des points d'eau d'incendie	19
2. Les contrôles techniques périodiques	19
3. Les reconnaissances opérationnelles du Sdis 76	21

<i>D – Points d'eau d'incendie hors service.....</i>	<i>23</i>
<i>E - Modification et suppression d'un points d'incendie</i>	<i>23</i>
<i>F - Base de données des points d'eau incendie</i>	<i>23</i>
CHAPITRE 3 – LE DIMENSIONNEMENT DE LA DECI	25
<i>A – L'analyse des risques</i>	<i>25</i>
1. Notion de risques	25
2. Notion de surface de référence.....	26
3. Notion de hauteur de stockage	26
4. Dispositions constructives visant à réduire le risque à la source.....	27
5. La grille d'analyse des risques	28
<i>B - Les risques liés à l'habitat.....</i>	<i>28</i>
1. Notion d'habitat urbain et rural.....	28
2. Qualification du risque « Habitation ».....	29
<i>C - Les risques liés aux Etablissements Recevant du Public</i>	<i>34</i>
<i>D - Les risques liés aux activités Industrielles.....</i>	<i>34</i>
<i>E - Les risques liés aux activités Agricoles.....</i>	<i>35</i>
<i>F - Les risques « Divers et émergents »</i>	<i>36</i>
<i>G - Cas particuliers des Installations Classées pour la Protection de l'Environnement</i>	<i>37</i>
<i>H – Les quantités d'eau de référence.....</i>	<i>37</i>
3. Les besoins en eau pour les risques de niveau faible à important.....	37
4. Les besoins en eau pour les risques de niveau particulier.....	39
5. Cas particulier de la DECI en zones aménagées	40
6. Défense de points sensibles.....	41
<i>I - La répartition qualitative et quantitative des points d'eau d'incendie.....</i>	<i>41</i>
1. Influence de la distance sur les délais de mise en œuvre de moyens	41
2. Répartition possible des points d'eau d'incendie.....	43
<i>J - Les critères de tolérance des Points d'eau d'incendie</i>	<i>43</i>
1. Prise en compte de la DECI existante	43
2. Coefficients de tolérance et valeurs admissibles.....	44
<i>K – Distance entre le premier Point d'eau d'incendie et l'entrée du bâtiment</i>	<i>44</i>
<i>L - Accessibilité des engins d'incendie aux Points d'eau d'incendie</i>	<i>46</i>
1. Généralités	46
2. Caractéristiques des voies utilisables par les engins d'incendie.....	46
3. Caractéristiques des voies « dévidoirs »	47
4. Implantation des hydrants par rapport aux voies de circulation.....	48
5. Les aires de manœuvre et de retournement.....	48
CHAPITRE 4 - LES CARACTERISTIQUES TECHNIQUES DES PEL.....	50

<i>A - Caractéristiques communes aux différents Points d'eau d'incendie.....</i>	<i>50</i>
1. Pluralité des ressources	50
2. Pérennité dans le temps et l'espace	50
<i>B - Inventaire des points d'eau incendie constituant la DECI</i>	<i>51</i>
1. Les poteaux et bouches d'incendie	51
1.1 Les poteaux et bouches d'incendie normalisés	51
1.2 Les autres poteaux et bouches d'incendie	52
1.3 Les prises d'eau sous pression sur les réseaux d'eau non potable.....	53
2. Les points d'eau d'incendie naturels ou artificiels.....	53
3. Les autres dispositifs	54
4. Cas particuliers des piscines privées.....	55
<i>C - Equipement des points d'eau incendie.....</i>	<i>55</i>
1. Les points d'eau d'incendie non normalisés	55
2. Aire d'aspiration et plate-forme de mise en station.....	55
3. Dispositifs fixes d'aspiration	56
<i>D - Signalisation des points d'eau d'incendie sur le terrain.....</i>	<i>57</i>
1. La couleur des appareils	57
2. Les exigences minimales de signalisation	57
3. Protection et signalisation complémentaire.....	58
4. Symbolique de signalisation et de cartographie	58
<i>E - Mesures relatives à la protection des personnes.....</i>	<i>58</i>
<i>CHAPITRE 5 – ELABORATION DES SCHEMAS COMMUNAUX OU INTERCOMMUNAUX DE DECI</i>	<i>60</i>
1. Le processus d'élaboration	60
2. L'identification des risques	61
3. L'état des lieux de la DECI existante.....	62
4. L'application des grilles de dimensionnement et l'évaluation des besoins en PEI.....	62
5. La rédaction du SCDECI / SICDECI	63
6. La consultation du SCDECI / SICDECI	63
7. La constitution du dossier.....	63
8. La procédure d'adoption	64
9. La procédure de révision	64
<i>GLOSSAIRE - TABLE DES ACRONYMES</i>	<i>65</i>
<i>GUIDE TECHNIQUE DE LA DECI.....</i>	<i>67</i>
<i>A – Le dimensionnement des risques.....</i>	<i>67</i>
<i>B – Les points d'eau d'incendie.....</i>	<i>67</i>
<i>C – Les procédures liées à la DECI</i>	<i>67</i>

Projet

TABLEAU DE SUIVI DES MISES A JOUR

N° de version	Date	Nature des évolutions	Pages	Rédaction	Validation	Approbation
1	27/02/2017	Edition complète originale		C ^{ne} HELLO	GOP / GPREV/ Groupe de travail	Conseil d'administration
2	01/11/2017	Edition complète optimisée		C ^{ne} HELLO	GOP / GPREV/ Groupe de travail préfectoral	Conseil d'administration

Projet

CHAPITRE 1 – CADRE REGLEMENTAIRE DE LA DEFENSE EXTERIEURE CONTRE L'INCENDIE

A – LES OBJECTIFS DE LA DEFENSE EXTERIEURE CONTRE L'INCENDIE

Les objectifs affichés par l'évolution des dispositions réglementaires et législatives dans le domaine de la défense extérieure contre l'incendie (DECI) visent à :

- 1) donner une assise juridique à la DECI,
- 2) **rehausser et maintenir** le niveau de sécurité en confortant une DECI rationnelle, adaptée et efficiente,
- 3) affirmer le **principe de gratuité** à la fourniture de l'eau à destination de la DECI, ainsi qu'à la réalimentation des points d'eau d'incendie,
- 4) inscrire la DECI dans une approche globale de gestion des ressources en eau et dans la promotion de l'aménagement durable des territoires,
- 5) moderniser les règles relatives à l'aménagement, l'entretien et la vérification des points d'eau incendie, afin de mieux prendre en compte les spécificités locales,
- 6) permettre une planification du renforcement, de l'aménagement et du développement de la DECI au travers les schémas communaux ou intercommunaux de DECI,
- 7) définir le rôle des différents acteurs locaux de la DECI,
- 8) assoir le rôle des services départementaux d'incendie et de secours dans le domaine de l'expertise et du conseil technique auprès des maires et des présidents d'EPCI, tant sur les aspects techniques et opérationnels que sur l'approche réglementaire.

Au niveau départemental, la conception de la défense extérieure contre l'incendie doit être cohérente avec le schéma départemental d'analyse et de couverture des risques (SDACR).

L'approche par risque est une démarche qui découle d'une logique similaire à celle du schéma départemental d'analyse et de couverture des risques. Il s'agit de distinguer les bâtiments dont l'incendie constitue un risque couramment rencontré, de ceux dont les particularités génèrent un risque qui nécessite une étude spécifique.

Afin d'apporter la réponse la plus pragmatique possible dans le respect de la traduction des objectifs nationaux, le Règlement départemental de la défense extérieure contre l'incendie de la Seine-Maritime s'appuie sur les cinq principes fondamentaux suivants :

- **Garantir la continuité de l'alimentation en eau des engins de lutte contre l'incendie** : la quantité d'eau mise à disposition des premiers intervenants doit permettre de garantir une première réponse dans la lutte contre les propagations du sinistre et permettre la réalisation des sauvetages de personnes avec un minimum de sécurité, dans l'attente de la montée en puissance du dispositif d'alimentation,
- **Définir le risque** : la réalisation d'une analyse typologique des risques liés aux incendies permet par une approche réglementaire et globale, d'apporter une réponse adaptée aux contraintes géographiques, démographiques et urbanistiques des différents territoires,
- **Adapter la DECI aux réalités du terrain** : la parfaite connaissance des territoires et le maillage géographique des moyens du Sdis 76 permettent une meilleure prise en compte de la diversité des ressources en eau disponibles et ainsi, le recours aux appareils implantés sur les réseaux d'eau potable ne doit pas revêtir un caractère systématique,
- **Désigner l'engin-pompe en tant qu'engin de référence** : à l'exclusion de tout autre type de véhicule, l'engin-pompe, sous réserve de conformité aux normes européennes EN 1846-1/2/3 et à la norme

française NFS 61-515, est doté à la fois des capacités de pompe et de l'armement, adaptés à la lutte contre l'incendie et à la mise en œuvre des moyens de la défense extérieure contre l'incendie.

- **Être un outil d'aide à la décision et à la conception** : ce règlement départemental se veut être, certes un outil technique d'analyse et de dimensionnement des besoins en eau, mais également un guide permettant d'accompagner tant les élus et les agents des services instructeurs des autorisations du droit du sol que les différents acteurs du développement économique, concernés par la DECI.

B – LES REFERENCES REGLEMENTAIRES

1. LE REFERENTIEL NATIONAL DE LA DEFENSE EXTERIEURE CONTRE L'INCENDIE

Le Référentiel national de la défense extérieure contre l'incendie (RNDECI) est un document-cadre, définissant une méthodologie et des principes généraux relatifs à l'aménagement, l'entretien et la vérification des points d'eau servant à l'alimentation des engins de lutte contre l'incendie.

Ce document fixe des principes et des objectifs à atteindre afin de concourir à l'amélioration de la défense extérieure contre l'incendie, mais ne définit pas les règles prescriptives à appliquer localement.

Le RNDECI constitue une « boîte à outils » à la fois pour l'élaboration du règlement départemental de la défense extérieure contre l'incendie, mais également pour la mise en place à l'initiative des communes ou des établissements publics de coopération intercommunale, des schémas communaux ou intercommunaux de DECI.

Références réglementaires.

Décret 2015-235 du 27 février 2015 relatif à la défense extérieure contre l'incendie.

Arrêté n° INTE 1522200A du 15 décembre 2015 fixant le Référentiel national de la DECI.

Article R.2225-2 du CGCT.

2. LE REGLEMENT DEPARTEMENTAL DE LA DEFENSE EXTERIEURE CONTRE L'INCENDIE

Le Règlement départemental de la défense extérieure contre l'incendie (RDDECI) fixe les règles relatives à la défense extérieure contre l'incendie à l'échelon du département. Il est rédigé par le Service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime (Sdis 76) et est arrêté par le préfet du département.

Le RDDECI est élaboré en prenant en compte, d'une part les particularités locales, et d'autre part en reprenant les problématiques mises en évidence dans le cadre du schéma départemental d'analyse et de couverture des risques, dont il est complémentaire. Il est cohérent avec l'organisation opérationnelle et le Règlement opérationnel du Sdis 76.

Le RDDECI doit permettre également d'accompagner les acteurs locaux dans le développement rural, urbain et des zones d'activité économique, tout en assurant la défense extérieure contre l'incendie de l'existant.

Contrairement aux établissements recevant du public (ERP), le RDDECI ne s'applique pas aux installations classées pour la protection de l'environnement (ICPE), ces dernières disposant d'une réglementation et de dispositions propres en matière de défense contre l'incendie et, par conséquent, ce document ne formule pas de préconisation aux exploitants des ICPE.

Références réglementaires.

Décret n° 2015-235 du 27 février 2015 relatif à la défense extérieure contre l'incendie.

Article R. 2225-3 du CGCT.

3. L'ARRETE COMMUNAL OU INTERCOMMUNAL DE LA DECI

3.1 Les objectifs de l'arrêté communal ou intercommunal

Il appartient au maire ou au président de l'établissement public de coopération intercommunale (EPCI) à fiscalité propre d'arrêter la défense extérieure contre l'incendie sur son territoire.

L'arrêté communal ou intercommunal permet de dresser un inventaire exhaustif de l'ensemble des points d'eau d'incendie, publics et privés, présents sur le territoire et de façon plus générale, définir sans équivoque la défense extérieure contre l'incendie et trancher à cette occasion la situation litigieuse de certains points d'eau.

Le maire ou le président de l'EPCI agissant en qualité d'autorité compétente, procède dans un premier temps à une démarche d'identification des risques et des besoins en eau pour y répondre.

Dans un second temps, il intègre dans sa démarche une série de besoins en eau incendie définis et traités par :

- d'autres réglementations autonomes, notamment celle relative aux établissements recevant du public (ERP). Toutefois, pour ces cas, il ne lui appartient ni d'analyser le risque, ni de prescrire des points d'eau d'incendie (PEI),
- la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement (ICPE), dans la mesure où elle induit l'utilisation de points d'eau d'incendie publics, ou pour lesquels une convention d'utilisation a été établie.

L'arrêté communal ou intercommunal reprend les données générées par l'application de ces réglementations sans les modifier, pour la cohérence globale de la défense incendie et surtout pour les interactions juridiques pouvant en résulter.

L'autorité compétente fixe, sous la forme d'un arrêté, une liste exhaustive des points d'eau d'incendie présents sur son territoire de compétence.

Il est rappelé que les points d'eau d'incendie sont les points d'alimentation en eau mis à la disposition des engins de lutte contre l'incendie.

À l'occasion de ce recensement, des caractéristiques techniques particulières des PEI doivent être mentionnées.

De la même façon, les points d'eau accessibles non dédiés à la défense extérieure contre l'incendie, susceptibles de présenter un intérêt opérationnel, peuvent être inclus dans cet inventaire après approbation du Sdis 76 (Cf. chapitre 4 § B2).

3.2 L'élaboration et la mise à jour

Lors de la mise en place initiale de l'arrêté, le Sdis 76 communique à l'autorité compétente l'ensemble des informations relatives à la DECI en sa possession, tant les bases de données sous forme de tableaux que les éléments cartographiques.

Les points d'eau d'incendie retenus dans cet arrêté doivent être conformes aux prescriptions techniques du présent règlement.

L'autorité compétente adresse cet arrêté initial ainsi que toutes les modifications ultérieures au préfet qui en adresse une copie au Sdis 76, au plus tard le 31 mars de l'année suivante.

La mise à jour de cet arrêté entre dans les processus d'échanges d'informations entre le Sdis 76 et les collectivités, conformément aux dispositions du présent règlement.

Lorsqu'une évolution de la défense extérieure contre l'incendie intervient, l'autorité compétente procède à la mise à jour de l'arrêté communal ou intercommunal.

L'arrêté modificatif est transmis au plus tard le 31 mars de l'année n+1, au préfet qui en adresse une copie au Sdis 76.



Précision.

Le signalement des indisponibilités ponctuelles des PEI n'entre pas dans le périmètre juridique de cet arrêté : il n'est donc pas nécessaire de modifier l'arrêté dans ces cas.

Les caractéristiques suivantes sont obligatoirement mentionnées dans l'arrêté ou la base :

- la localisation du PEI,
- le type de PEI (poteau d'incendie, citerne fixe avec prise d'aspiration, etc.),
- le statut public ou privé : en l'absence de précision, le statut du PEI sera par défaut « public » (Cf ; chapitre 2 du présent règlement),
- les performances hydrauliques (débit, pression) des hydrants implantés sur des réseaux d'eau sous pression,
- la capacité de la ressource en eau alimentant le PEI et son éventuelle absence de pérennité dans le temps (exemple : inépuisable sur cours d'eau, capacité du château d'eau, etc.),
- le numéro d'ordre affecté au PEI.

Lorsqu'un point d'eau privé est inclus dans l'arrêté communal ou intercommunal, l'autorité compétente lui attribue un numéro d'ordre conformément aux dispositions du présent règlement.



Important.

Il est rappelé que sur le plan opérationnel, le Sdis 76 peut utiliser en cas de nécessité, toutes les ressources en eau que commande la lutte contre le sinistre, même si ces ressources ne sont pas identifiées comme des points d'eau d'incendie.

Dans ce cas, le commandant des opérations de secours (COS) agit sous l'autorité du directeur des opérations (DOS), mène une appréciation instantanée du bien et des inconvénients d'utilisation de cette ressource improvisée. Il s'agit de comparer les effets de la privation éventuelle d'une ressource en eau et les conséquences prévisibles de l'incendie.

L'autorité compétente use au besoin du pouvoir de réquisition. Dans l'urgence et en l'absence du DOS, la réquisition peut être réalisée verbalement par le COS. Elle doit ensuite être régularisée par l'autorité de police.



Références réglementaires.

Décret n° 2015-235 du 27 février 2015 relatif à la défense extérieure contre l'incendie.
Article R. 2225-1 et 4 du CGCT.

4. LE SCHEMA COMMUNAL OU INTERCOMMUNAL DE LA DECI

Bien que sa réalisation ne revêt pas de caractère obligatoire, le schéma communal (SCDECI) ou schéma intercommunal (SICDECI), s'il est associé aux autres outils d'urbanisme opérationnels (plan local d'urbanisme (PLU), schéma de cohérence territoriale (SCOT), etc.) peut se révéler être un outil d'aménagement du territoire efficace.

Sur la base d'une analyse des risques, le schéma communal ou intercommunal de DECI doit permettre à l'autorité compétente :

- de connaître sur son territoire, le niveau de couverture de la défense extérieure contre l'incendie existante,
- d'identifier les insuffisances et les zones non couvertes,
- de prioriser l'implantation des équipements nécessaires au renforcement de la DECI,

- de visualiser l'évolution prévisible des risques en fonction du développement prévu de l'urbanisation.

Dans les communes où la situation est particulièrement simple en matière de DECI, notamment lorsqu'il y a peu d'habitations et que la ressource en eau est abondante et accessible aux engins de lutte contre l'incendie, l'arrêté de DECI mentionné au chapitre précédent peut se substituer au schéma communal.

Le SCDECI ou SICDECI permet à l'autorité compétente de planifier les actions relatives à la DECI, de manière efficiente, tout en garantissant une maîtrise des coûts.



REFERENCES REGLEMENTAIRES.

Décret n° 2015-235 du 27 février 2015 relatif à la défense extérieure contre l'incendie.

Article R. 2225-4 du CGCT.

Articles R 2225-5 et 6 du CGCT.

C – LE ROLE ET LES MISSIONS DES ACTEURS LOCAUX DE LA DECI

1. LE ROLE DU MAIRE OU DU PRESIDENT DE L'EPCI

1.1 La police administrative spéciale de la DECI

Le maire exerce le pouvoir de police administrative spéciale de la DECI, ce fait il assure la défense extérieure contre l'incendie sur sa commune. Ce pouvoir consiste en pratique pour l'autorité compétente à :

- fixer par arrêté la DECI communale,
- décider de la mise œuvre et arrêter le schéma communal (ou intercommunal) de la DECI,
- faire procéder aux contrôles techniques périodiques des PEI.

Ce pouvoir de police est transférable à un établissement de coopération intercommunal (EPCI) à fiscalité propre, dès lors que les maires des collectivités membres ont transféré au président de cet établissement les attributions lui permettant de réglementer cette activité.

Dans ce cas, le président de l'EPCI exerce le pouvoir de police administrative spéciale, particulièrement dans les métropoles où leur président exerce de plein droit le service public et le pouvoir de police administrative spéciale de la DECI.



IMPORTANT.

Même en cas de transfert de compétence du pouvoir de police spéciale de la DECI, le maire conserve son rôle de directeur des opérations de secours (DOS) conformément aux dispositions du CGCT.

1.2 Le service public de DECI

Le service public de DECI est une compétence communale, placée sous l'autorité du maire. Ce service, distinct du service public de l'eau potable, est transférable à un établissement public de coopération intercommunal, pas nécessairement à fiscalité propre, et est alors placé sous l'autorité du président de celui-ci. Ce transfert volontaire est effectué conformément aux procédures de droit commun.

Le service public de DECI assure la gestion matérielle de la DECI et porte principalement sur :

- la création, la maintenance ou l'entretien,
- l'apposition de signalisation,
- le remplacement et l'organisation des contrôles techniques des PEI,
- l'échange d'informations avec les autres services.

La collectivité compétente en matière de DECI peut faire appel à un tiers pour effectuer tout ou partie de ses missions (création des PEI, opérations de maintenance, contrôles) par le biais d'une prestation de service, conformément au code des marchés publics.

Les dépenses afférentes à la DECI sur le réseau d'eau potable ne peuvent donner lieu à la perception de redevances pour service rendu aux usagers du réseau de distribution de l'eau, la lutte contre les incendies constituant une activité de police au bénéfice de l'ensemble de la population.

Seuls les investissements demandés pour assurer l'alimentation en eau des moyens de lutte contre l'incendie sont à la charge du budget des services publics de DECI.

Lorsqu'une extension de réseau ou des travaux de renforcement sont utiles à la fois pour la défense incendie et pour la distribution de l'eau potable, un cofinancement est possible dans le cadre d'un accord conclu entre les collectivités compétentes.



Important.

La DECI est un objectif complémentaire qui doit être compatible avec l'usage premier des réseaux d'eau potable, et ne doit porter aucun préjudice quant à leur fonctionnement ou à la qualité sanitaire de l'eau distribuée, ni conduire à des dépenses hors de proportion avec le but à atteindre, en particulier pour ce qui concerne le dimensionnement des canalisations.



Références réglementaires.

La loi n° 2011-525 du 17 mai 2011 de simplification et d'amélioration de la qualité du droit.

Article L. 5211-9-2 du CGCT.

Article L 2213-32 du CGCT.

Articles L 2224-12-1, L. 2225-1 à 5 et R. 2225-7 et 8 du CGCT.

Articles L.5212-2 et 3 du CGCT.

2. LE ROLE ET LES MISSIONS DU Sdis 76

Bien que la défense extérieure contre l'incendie ne relève pas directement de sa compétence, le Service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime assure le suivi de la répertoriación de l'ensemble des points d'eau d'incendie dont il a la connaissance.

Le Sdis 76 assure la mise à jour de l'inventaire dès lors que l'autorité compétente porte à sa connaissance toute modification ou toute création de points d'eau d'incendie.

Le Service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime agissant en qualité de conseiller technique, apporte à l'autorité compétente, son expertise en matière d'analyse des risques et de dimensionnement des besoins en eau sur :

- les dossiers relatifs aux établissements recevant du public, conformément aux dispositions réglementaires,
- les dossiers relatifs aux habitations régis par le Code de la construction et de l'habitation, bien que cette étude ne revête pas de caractère obligatoire,
- de façon générale, sur toute demande d'information ou de travaux visant à créer, modifier ou supprimer un PEI et sur toute sollicitation relevant de la défense extérieure contre l'incendie.

Le Sdis 76 apporte également son expertise, aux collectivités qui le souhaitent, pour l'établissement des schémas communaux ou intercommunaux de défense extérieure contre l'incendie, en vérifiant en particulier la concordance des schémas projetés avec le présent règlement et en prenant en compte également les retours d'expériences des sinistres ayant fait l'objet d'une analyse post opérationnelle.



Important.

Toutefois, s'agissant des schémas communaux ou intercommunaux, la conception et la réalisation ne relèvent pas de la compétence du Sdis 76. Il appartient donc à la collectivité d'assurer en régie ou de recourir à un prestataire de services afin de concevoir ces documents.

3. LE ROLE ET LES MISSIONS DES CHEFS D'ETABLISSEMENTS

3.1 Le rôle et les missions du responsable de l'établissement recevant du public

Les établissements recevant du public (ERP) sont visés par l'article R 123-2 du Code de la construction et de l'habitation et dans la majorité des cas, les ERP sont défendus par des points d'eau d'incendie (PEI) publics.

Toutefois et en application de l'article MS5 du Règlement de sécurité, lorsque la défense extérieure contre l'incendie publique est insuffisante, il peut être demandé à l'exploitant de disposer de points d'eau d'incendie privés.

Il appartient alors à l'exploitant d'un tel établissement de s'assurer en permanence de la disponibilité et de la conformité des points d'eau concourant à la défense extérieure contre l'incendie de son établissement et de signaler au Sdis 76, dès qu'il en a connaissance, toute indisponibilité ou tout dysfonctionnement rendant inopérant les points d'eau d'incendie défendant son établissement.

Parallèlement, l'exploitant informe le Sdis 76 des mesures compensatoires mise en œuvre afin de pallier cette indisponibilité temporaire.

Dans le cas où la défense extérieure contre l'incendie de l'établissement est assurée par des points d'eau privés, il appartient à l'exploitant, de fournir à l'occasion des visites périodiques de la commission de sécurité un procès-verbal de contrôle des points d'eau assurant la défense de son établissement.

3.2 Le rôle et les missions du responsable d'établissement soumis au Code du travail

Conformément à l'article L 4121-1 du Code du Travail, le chef d'établissement, ou l'exploitant d'un établissement soumis aux dispositions du Code du Travail, prend toutes les mesures nécessaires pour assurer la sécurité et protéger la santé physique et mentale des travailleurs de l'établissement. Ces mesures comprennent des actions de prévention des risques professionnels, d'information et de formation ainsi que la mise en place d'une organisation et de moyens adaptés.

A ce titre, le chef d'établissement ou l'exploitant d'un établissement soumis aux dispositions du Code du travail est tenu de s'assurer en permanence de la disponibilité et de la conformité des points d'eau concourant à la défense extérieure contre l'incendie de son établissement.

S'agissant particulièrement des points d'eau situés dans une enceinte privée, il est de la responsabilité du chef d'établissement de signaler au Sdis 76, dès qu'il en a connaissance, toute indisponibilité ou tout dysfonctionnement rendant inopérant les points d'eau d'incendie défendant son établissement.

4. LA PARTICIPATION DES TIERS A LA DECI

4.1 Le statut juridique des points d'eau d'incendie

Dans la majorité des situations locales, les PEI appartiennent au service public de la DECI. Toutefois et exceptionnellement, des personnes privées peuvent participer à la DECI.

Ces dispositifs sont destinés à être utilisés, quelle que soit leur implantation, sur voie publique ou sur terrain privé.

Par principe et sous réserve des précisions développées dans les paragraphes suivants :

- un PEI public est à la charge du service public de la DECI. L'ensemble de la population en bénéficie,

- un PEI privé est à la charge de son propriétaire. Il fait partie de la DECI propre à l'établissement privatif défendu par ce PEI.



Important.

Le caractère public ou privé d'un PEI n'est pas systématiquement lié à sa localisation (un PEI public peut être localisé sur un terrain privé), ni à son propriétaire (des ouvrages privés peuvent être intégrés aux PEI publics sans perdre la qualification de leur propriété).

Ils sont alors pris en charge par le service public de la DECI dans le cadre d'une convention de mise à disposition pour ce qui relève de leur utilisation.

Les principales situations susceptibles d'être rencontrées dans le département de la Seine-Maritime sont les suivantes :

Situation juridique ou foncière	Implantation et financement du PEI	Statut du PEI	Mise à disposition du PEI	Contrôles et maintenance du PEI
Opération créant au plus trois logements	Collectivité	Public	De droit	Par le service public de la DECI
Opération créant au moins quatre logements	Lotisseur ou aménageur	Privé	Possible sous convention	Par le propriétaire, ou après convention, par le service public de la DECI
Lotissement d'initiative publique, projet urbain partenarial, etc.	Lotisseur ou aménageur	Public	De droit	Par le service public de la DECI
Etablissements recevant du public (ERP)	Collectivité	Public	De droit	Par le service public de la DECI
	Propriétaire	Privé	Possible sous convention	Par le propriétaire, ou après convention, par le service public de la DECI
Industrie non ICPE	Propriétaire	Privé ou Public	Possible sous convention	
Industrie ICPE	Propriétaire	Privé		Par le propriétaire
Zone d'activité concertée (ZAC)	Aménageur	Public	De droit	Par le service public de DECI
Installation agricole non ICPE	Collectivité	Public	De droit	Par le service public de la DECI
	Propriétaire	Privé	Possible sous convention	Par le propriétaire, ou après convention, par le service public de la DECI
Installation agricole ICPE	Propriétaire	Privé		

4.2 Aménagement et utilisation de points d'eau d'incendie localisés sur des parcelles privées

Les différents cas d'aménagement de points d'eau d'incendie sur des parcelles privées sont les suivants :

Situations possibles	Statut du PEI	Procédure(s) administrative(s) envisageable(s)	Contrôles et maintenance du PEI
Le point d'eau a été financé par la commune ou par l'EPCI et il est implanté sur le domaine privé sans acte de propriété.	Public	➤ rétrocession de la parcelle concernée sous la forme d'une procédure de droit commun.	L'ensemble des opérations de maintenance et d'entretien (espaces végétalisés, accès, etc.) relevant de la DECI ainsi que les contrôles périodiques du point d'eau sont assurés par le service public de DECI.
La commune ou l'EPCI souhaite implanter un PEI sur une parcelle privée.		➤ élaboration d'une convention de mise à disposition du terrain, ➤ ou acquisition foncière de l'emplacement concerné par détachement d'une partie de la parcelle visée.	
Le point d'eau a été financé par un particulier et il est implanté sur le domaine privé.	Privé	➤ possibilité de mise à disposition du PEI sous la forme d'une convention fixant les modalités techniques et financières.	

Dans le cas des points d'eau publics implantés sur des parcelles privées et en l'impossibilité de parvenir à un accord amiable ou contractuel, une procédure d'expropriation pour cause d'utilité publique peut être mise en œuvre par l'autorité compétente. L'utilité publique est constatée, pour ce type d'implantation, sous le contrôle du juge administratif.

En cas de mise en vente de la parcelle par le propriétaire, la commune peut se porter acquéreur prioritaire si elle a instauré le droit de préemption urbain, dans les conditions prévues par les articles L 211-1 et suivants du code de l'urbanisme.

Dans le cas de la mise à disposition d'un point d'eau privé, un point d'équilibre doit être trouvé afin que le propriétaire du point d'eau ne soit pas lésé mais aussi ne s'enrichisse pas sans cause.

Toutefois, en cas de prélèvement important d'eau, notamment sur une ressource non réalimentée en permanence, la convention peut prévoir des modalités de remplissage en compensation.

Hormis les cas précédemment cités, d'autres situations locales d'usage ou de droit peuvent inciter les communes ou les EPCI à assimiler les points d'eau d'incendie publics, des PEI qui n'appartiennent pas clairement à la commune ou à l'EPCI.

La mise en place de l'arrêté communal ou intercommunal de DECI, doit permettre de clarifier certaines situations en mentionnant explicitement le statut public ou privé des différents points d'eau d'incendie.

5. PRINCIPE DE GRATUITE DE L'EAU A L'USAGE DES SERVICE D'INCENDIE

La mise à disposition de l'eau destinée à la lutte contre les incendies est réalisée par l'autorité compétente à titre gratuit.

Par extension, la notion de gratuité est également applicable :

- à l'eau d'une réserve publique de DECI alimentée par le réseau d'eau potable, mise en place en cas d'impossibilité de connecter un poteau ou une bouche d'incendie au dit réseau en raison d'un débit ou d'une pression insuffisante (cas des citernes réalimentées),
- à la réalimentation, après sinistre, d'une réserve publique ou privée, si cette dernière a été intégrée dans l'arrêté communal de DECI.

Sont de fait exclus de ce principe de gratuité de fourniture de l'eau, les systèmes d'extinction, les points d'eau d'incendie privés mis en place dans l'enceinte de propriétés privées ainsi que les dispositifs privés concourant à la défense extérieure contre l'incendie (réserve d'approche, etc.)

De la même façon, le frais occasionnés :

- par le prélèvement de l'eau nécessaire à la lutte contre un incendie,
- par la réalimentation d'un point d'eau privé après sinistre,
- ou consécutivement à des détériorations résultant d'un usage normal des points d'eau d'incendie par les sapeurs-pompiers,

ne peuvent être imputés au Service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime.

Dans le cas de mise à disposition des points d'eau privés par son propriétaire, la gratuité de la réalimentation peut être applicable dès lors qu'une convention de mise à disposition entre l'autorité compétente et le propriétaire le prévoit.

6. UTILISATIONS ANNEXES DES POINTS D'EAU INCENDIE



Principe.

Les points d'eau d'incendie publics, en particulier ceux qui sont alimentés par un réseau d'adduction en eau sous pression sont conçus pour et, par principe réservés à l'alimentation en eau des moyens des services d'incendie et de secours.

Dans le cadre de ses prérogatives de police spéciale, il appartient à l'autorité compétente de réglementer l'utilisation annexe des PEI.

En particulier, il lui revient de réserver ou non l'exclusivité de l'utilisation des PEI aux seuls services d'incendie et de secours, notamment pour les PEI connectés au réseau d'eau potable.

Elle peut autoriser après avis, selon le cas, du service public de l'eau ou de l'autorité chargée du service public de la DECI, l'utilisation des bouches et poteaux d'incendie pour d'autres usages, sous réserve que cette utilisation annexe, ne porte pas atteinte à la performance des PEI (débit et volume de référence exigibles, accessibilité, état général, etc.).

Pour les réserves d'eau à capacité limitée, notamment les châteaux d'eau, les autorisations de puisage doivent être délivrées avec prudence, afin de garantir la quantité minimum prévue pour la DECI.

Les dispositifs de limitation d'usage des PEI normalisés, nécessitant d'autres manœuvres et outils que ceux prévus par la norme, ne peuvent pas être mis en place sans avoir été préalablement approuvés par le ministère chargé de la sécurité civile.



Références réglementaires.

Articles R. 1321-1 et 2 et R. 1321-2 à 5 du code de la santé publique (CSP).

CHAPITRE 2 – LA MISE EN SERVICE ET LE MAINTIEN EN CONDITION DE LA DEFENSE EXTERIEURE CONTRE L'INCENDIE

A - LES PRINCIPES GENERAUX DU MAINTIEN EN CONDITION DES POINTS D'EAU D'INCENDIE

Dès leur création, les points d'eau d'incendie font l'objet d'un contrôle régulier de leur performance et leur maintien en condition opérationnelle est obligatoire.

À cet effet, le RDDECI met en place plusieurs séries d'actions dont l'objectif commun est de garantir une disponibilité permanente de la DECI.

Il en va en particulier de :

- la sécurité physique des populations sinistrées et des sauveteurs intervenants,
- la protection des animaux, des biens et de l'environnement,
- la sécurité juridique des autorités chargées de la DECI.

On distingue quatre types d'actions visant à garantir la pérennité de la DECI :

Type d'actions	Réalisés par	Objectifs
Visite de réception	<p>PEI public : Le Sdis 76 en présence du maître d'ouvrage et du service public de la DECI, du gestionnaire du service des eaux.</p> <p>PEI est privé : En plus des participants ci-dessus, sont également concernés le donneur d'ordre et l'installateur.</p>	Identifier les nouveaux PEI et s'assurer de leur conformité technique au présent règlement
Maintenance Préventive et Corrective	<p>Le service public de la DECI ou le prestataire ayant reçu délégation pour réaliser les contrôles.</p> <p>En cas de PEI privé, par le propriétaire ou le service public de la DECI dans le cadre d'une convention</p>	<p>Assurer le fonctionnement permanent des PEI</p> <p>Remettre en condition les PEI ayant subi une indisponibilité liée à des problèmes techniques</p>
Contrôles techniques périodiques		S'assurer de la performance hydraulique (débit/pression) et garantir l'accessibilité et la signalisation des PEI
Reconnaitances opérationnelles	<p>PEI public ou privé :</p> <p>Le Sdis 76 et en particulier par les sapeurs-pompiers des centres d'incendie et de secours dont les modalités d'organisation sont fixées par le Service Prévision.</p>	S'assurer pour son propre compte de la présence, du maintien en état de fonctionnement, de la signalisation et de l'accessibilité de l'ensemble des PEI



Important.

Les prestataires chargés de ces contrôles, réalisés en régie par le service public de DECI ou non, ne sont soumis à aucune obligation d'agrément.

Références réglementaires.

Article R. 2225-7-I-5° et R. 2225-9 du CGCT.
Règlement opérationnel du Sdis 76

B - LA CREATION ET LA MISE EN SERVICE DES POINTS D'EAU D'INCENDIE

1. LA VISITE DE RECEPTION D'UN POINT D'EAU D'INCENDIE

La visite de réception intervient à l'initiative du maître d'ouvrage ou de son représentant. Elle est réalisée en présence de l'installateur, du propriétaire de l'installation ou de son représentant, du service public de la DECI, du service public de l'eau potable (s'il est concerné), du gestionnaire du service des eaux (s'il est concerné) et d'un représentant du Sdis 76.

La visite de réception d'un nouveau point d'eau d'incendie revêt un caractère systématique et obligatoire, y compris pour les PEI qui ne sont pas implantés sur un réseau d'eau sous pression mais qui sont dotés d'aménagements du type : dispositif fixe d'aspiration, aire d'aspiration ou de mise en station, réserve enterrée ou aérienne, etc.

Visite de réception d'un point d'eau d'incendie	
Objectifs	Contrôles effectués
<p>S'assurer que le PEI satisfait :</p> <ul style="list-style-type: none">• aux dispositions techniques définies dans le présent règlement,• à la conformité de conception et d'installation des PEI connectés sur un réseau d'eau sous pression.	<ul style="list-style-type: none">• l'implantation et la localisation du PEI, y compris les coordonnées GPS,• la signalisation,• la numérotation,• l'état général des équipements du point d'eau,• l'accessibilité aux moyens de lutte contre les incendies,• la capacité de mise en œuvre des engins-pompes (attestation de stabilité, etc.), s'agissant des aires d'aspiration ou de mise en station. Cette dernière comprend une manœuvre d'alimentation ou de mise en aspiration par un engin-pompe.



Cas particulier des essais simultanés.

Dans le cas où le dimensionnement de la DECI préconise le recours simultané à plusieurs points d'eau d'incendie, si les PEI assurant cette DECI sont connectés à un réseau d'eau sous pression, la visite de réception doit permettre la vérification de la conformité aux valeurs de référence en utilisation en simultanée de ces PEI.

Il convient alors de s'assurer que le débit unitaire de chaque PEI, en situation d'utilisation simultanée, est conforme aux préconisations du Sdis 76.

Une attestation de débit simultané est alors fournie par le gestionnaire du réseau d'eau.

Dans tous ces cas de réception de point d'eau d'incendie, une attestation de réception est établie par le Sdis 76. La fiche technique FT C.4 du Guide technique de la DECI présente un modèle d'attestation de réception.

L'attestation de réception doit être adressée par le Sdis 76 à l'autorité compétente et transmis au service public de la DECI si ce dernier n'a pas opéré la réception.

Ainsi, l'attestation de réception est le seul document permettant d'intégrer le nouveau PEI au sein de la DECI.

2. LA NUMEROTATION DES POINTS D'EAU D'INCENDIE

2.1 La numérotation des points d'eau d'incendie publics

Dès sa création ou au plus tard dès son intégration dans la défense extérieure contre l'incendie et conformément aux dispositions du présent règlement, chaque point d'eau d'incendie doit disposer d'un numéro d'inventaire départemental unique, exclusif de toute autre numérotation.

Afin d'éviter la multiplicité des outils de gestion et des bases de données, source d'erreurs de numérotation, ce numéro d'inventaire est attribué **exclusivement par le Sdis 76** selon le principe suivant :

Numéro d'inventaire = Code INSEE de la commune + Code PEI + n° de PEI

Exemple : le poteau d'incendie n° 126 situé sur la commune de Bolbec, délivrant un débit de 60 m³/h et implanté sur un réseau d'eau potable, portera le n° 76114 112 126

Le numéro de PEI correspond au numéro de signalisation figurant matériellement sur le PEI lui-même. Ce numéro correspond au numéro d'identification en vigueur antérieurement à l'entrée en vigueur du présent règlement.

La fiche technique FT B.12 du présent règlement précise les principes de numérotation des PEI.

2.2 La numérotation des points d'eau d'incendie privés

De la même façon, tous PEI privés, à l'exception des PEI privés ne couvrant que les besoins propres des ICPE, font l'objet d'une numérotation.

Afin de les identifier et de les dissocier clairement des autres PEI publics, ce numéro d'inventaire est attribué **exclusivement par le Sdis 76** selon le principe suivant :

**Numéro d'inventaire = Code INSEE de la commune + Code PEI + n° de PEI
suivi de la lettre « P »**

Exemple : la bouche d'incendie n° 31 située sur la commune de Bolbec, dans l'enceinte de la société Dupont & Cie, implantée sur un réseau d'eau non potable et délivrant 30 m³/h, portera le n° 76114 221 31 P

Le numéro de PEI correspond au numéro de signalisation figurant matériellement sur le PEI lui-même.

La fiche technique FT B.12 du présent règlement précise les principes de numérotation des PEI.

C – LE MAINTIEN EN CONDITION OPERATIONNELLE DES POINTS D'EAU D'INCENDIE

1. LA MAINTENANCE PREVENTIVE ET LA MAINTENANCE CORRECTIVE DES POINTS D'EAU D'INCENDIE

L'ensemble des PEI inventoriés dans le cadre de la défense extérieure contre l'incendie doit faire l'objet d'une action de maintenance préventive annuellement.

Opérations de maintenance préventive et correctives des PEI		
Objectifs	Contrôles et actions à effectuer	
<p><u>S'assurer que les PEI :</u></p> <ul style="list-style-type: none"> fonctionnent de façon normale et permanente, sont accessibles, visibles et signalés correctement, en cas d'anomalie, sont remis en service le plus rapidement possible. 	Préventive	<ul style="list-style-type: none"> état général des abords du point d'eau, état général du point d'eau, présence des bouchons obturateurs et chaînette, intégrité des demi-raccords, des enveloppes des réserves, etc. opérations visant à garantir la manœuvrabilité des organes mobiles, des vannes, (graissage, etc. présence des dispositifs de sécurité (câbles, cordes, etc.), vérification du fonctionnement des dispositifs de vidange et/ou de décharge des appareils, changement de toutes pièces ou dispositifs défectueux constatés.
	Curative	<ul style="list-style-type: none"> fonctionnement après réparation des organes remplacés, présence d'un étiquette à l'hydrant attestant de la réouverture des vannes d'ensemble, éventuellement une mesure de la performance hydraulique.

Important.

A l'issue des opérations de maintenance curative, et après avoir effectué un contrôle des performances hydrauliques du point d'eau déclaré hors service, le service public de la DECI informe le Sdis 76 de la remise en fonction du point d'eau d'incendie. Cette remontée d'information est réalisée conformément aux dispositions du chapitre 4 paragraphe D.

Références réglementaires.

Articles R. 2225-7-I-5° et R. 2225-9 du CGCT.

2. LES CONTROLES TECHNIQUES PERIODIQUES

Les contrôles techniques périodiques ont pour objectif de s'assurer que chaque PEI conserve ses caractéristiques, notamment sa performance hydraulique d'alimentation.

Contrôles techniques périodiques des PEI

Objectifs	Actions à réaliser
<p><u>S'assurer que les PEI :</u></p> <ul style="list-style-type: none"> fonctionnent de façon normale et permanente, sont accessibles, visibles et signalés correctement, en cas d'anomalie, ont été remis en service le plus rapidement possible. 	<ul style="list-style-type: none"> mesure du débit et des pressions statique et dynamique des PEI alimentés par des réseaux d'eau sous pression, communément appelés « contrôle débit/pression », vérification du volume et l'aménagement des réserves d'eau naturelles ou artificielles, contrôle de l'état technique général et du fonctionnement des appareils et des aménagements associés, vérification de l'accès et des abords, vérification de la présence de la signalisation et de la numérotation.

La périodicité des contrôles de la performance est organisée de la façon suivante :

- pour les communes classées en **zones A et B du Sdacr**, la périodicité des contrôles est **triennale** avec la réalisation d'un contrôle **minimum d'un tiers du parc annuellement**,
- pour les communes classées en **zones C du Sdacr** : le contrôle est **biennal** sur l'ensemble du parc.

Il appartient alors au service public de la DECI de définir le mode d'organisation de ces contrôles. L'autorité compétente informe le Sdis 76 du mode d'organisation retenu dans l'arrêté communal ou intercommunal de la DECI.



Important.

Les résultats des contrôles techniques, tant des PEI publics que privés, font l'objet d'un compte rendu qui est adressé à l'autorité compétente, ainsi qu'au Sdis 76, au plus tard, **2 mois** après la date de fin de réalisation des contrôles.

Les premiers rapports de contrôle devront parvenir au Sdis 76 au plus tard un an après la parution du présent règlement au recueil des actes administratifs de la Préfecture de la Seine-Maritime.

Dans le cas des PEI privés, l'autorité compétente s'assure que les contrôles périodiques sont réalisés par le propriétaire et peut être amenée à lui rappeler cette obligation, sous la forme d'un courrier recommandé.

En cas de carence du propriétaire, le service public de la DECI peut réaliser d'office les contrôles, aux frais du propriétaire, sous réserve de lui avoir adressé une mise en demeure, restée infructueuse dans un délai de deux mois à compter de la date de notification.

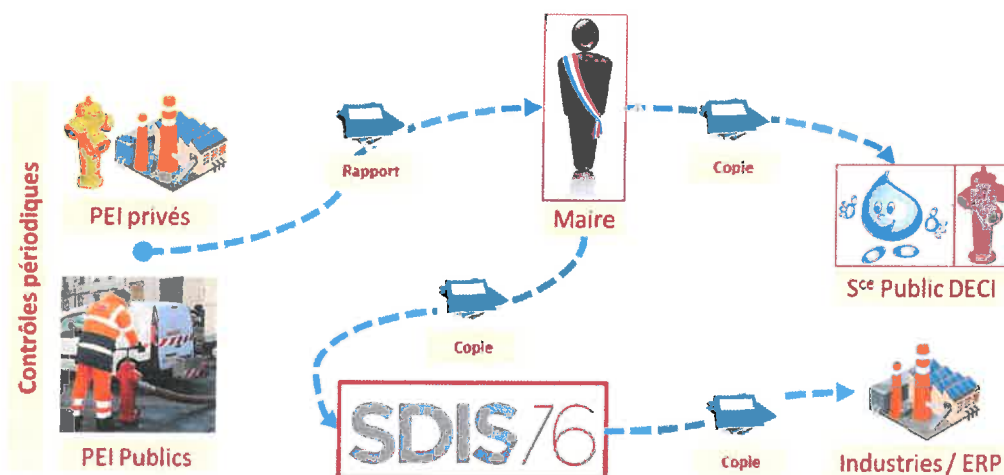


Schéma de principe de transmission des bilans des contrôles techniques périodiques

i Remarques.

Les contrôles techniques périodiques peuvent être réalisés à l'occasion des opérations de maintenance.

De la même façon, les contrôles techniques périodiques de « débit / pression » concernent des PEI implantés sur des réseaux sous pression ne répondant pas par conception aux débits attendus (inférieure à 30 m³/h) et dans l'attente de l'éradication des insuffisances, seuls des contrôles fonctionnels visant à garantir la manœuvrabilité et la présence d'eau à l'appareil doivent être maintenus.

Références réglementaires.

Article R. 2225-9 du CGCT.

3. LES RECONNAISSANCES OPÉRATIONNELLES DU SDIS 76

Les reconnaissances opérationnelles périodiques organisées par le Sdis 76 ont pour objectif de s'assurer que les points d'eau d'incendie, publics et privés, restent utilisables pour l'alimentation des moyens de lutte contre les incendies.

L'objectif de cette opération n'étant pas de vérifier la performance hydraulique de l'appareil mais uniquement sa manœuvrabilité, la durée d'écoulement de l'eau sera la plus courte possible, sans que la manœuvre n'occasionne de coup de bélier sur le réseau, l'ouverture et la fermeture de l'appareil devant être réalisées avec soin, sans à-coup.

Reconnaitances opérationnelles des PEI par le Sdis 76

Objectifs	Actions à réaliser ou point à observer
<p><u>S'assurer que les PEI :</u></p> <ul style="list-style-type: none"> • restent utilisables et accessibles dans le temps, • garantissent la pérennité des ressources en eau nécessaires à la lutte contre les incendies. 	<ul style="list-style-type: none"> • l'accessibilité aux engins-pompes, • la signalisation, • l'ouverture de l'hydrant afin de vérifier la manœuvrabilité, la présence d'eau et l'absence de fuite, état des demi-raccords, • l'implantation, • la numérotation, • des abords, <p>Pour les points d'eau d'incendie naturels ou artificiels disposant de dispositifs fixes d'aspiration :</p> <ul style="list-style-type: none"> • vérifier la présence et l'intégrité des demi-raccords, • la propreté des crépines, • le niveau ou le volume d'eau présent dans la réserve.

Les reconnaissances opérationnelles réalisées par le Sdis 76 font l'objet d'un compte rendu qui est transmis à l'autorité compétente, au plus tard, **2 mois** après la date de fin des contrôles.

L'autorité compétente transmet au Sdis 76, s'il y a lieu, la mise à jour des coordonnées des propriétaires des points d'eau d'incendie privés ainsi que les comptes-rendus relatifs aux PEI privés.

Le Sdis 76 transmet aux propriétaires les comptes-rendus relatifs aux PEI privés.

La périodicité des reconnaissances opérationnelles est annuelle.



Bonne pratique.

La transmission des résultats de la reconnaissance opérationnelle ainsi que la réalisation de visites conjointes ou coordonnées, constituent un moyen de contact privilégié entre services communaux ou intercommunaux et le Sdis 76 sur le sujet de la sécurité incendie, en particulier lorsque la périodicité de réalisation tombe la même année.

Les visites conjointes permettent de procéder, simultanément, à la reconnaissance opérationnelle et au contrôle périodique. Elles impliquent ainsi l'ensemble des organismes chargés de chacune de ces opérations.

Les visites coordonnées consistent à réaliser pour chaque PEI, alternativement, un contrôle technique puis une reconnaissance opérationnelle.



Références réglementaires.

Article R. 2225-5 du CGCT.
Règlement opérationnel du Sdis 76.

D – POINTS D'EAU D'INCENDIE HORS SERVICE

Tout changement d'état des appareils concourant à la défense extérieure contre l'incendie observé à l'occasion des contrôles périodiques, des interventions des services de lutte contre l'incendie ou de découvertes ponctuelles, doit faire l'objet d'une information sans délai du Sdis 76.

Le propriétaire d'un point d'eau d'incendie privé notifie également l'indisponibilité de ses PEI à l'autorité compétente, dans les mêmes conditions que celles définies pour les PEI publics, en précisant les mesures compensatoires mises en œuvre afin de pallier le déficit en eau.

L'information relative à l'indisponibilité, à la remise en état ou à la modification des caractéristiques d'un PEI public ou privé doit être transmise sans délai au service public de DECI (si ce dernier n'est pas à l'origine de l'information) ainsi qu'au Sdis 76.

Cette information est transmise, soit par le service gestionnaire de l'eau, soit par le service public de la DECI, soit par le propriétaire à :

Période	Acteurs concernés		Téléphone	Courriel
Pendant les jours et heures ouvrés	Arrondissement	Dieppe	SOP Est 02 32 97 47 23	operationest@sdis76.fr
		Le Havre	SOP Ouest 02 32 74 11 76	operationouest@sdis76.fr
		Rouen	SOP Sud 02 32 78 31 11	operationsud@sdis76.fr
En dehors des heures ouvrées		CODIS 76	02 32 56 18 13	cta.codis@sdis76.fr

La fiche technique FT C.6 du présent règlement précise les modalités d'échanges des informations relatives à l'indisponibilité des points d'eau.

E - MODIFICATION ET SUPPRESSION DES POINTS D'INCENDIE

Toute modification ou suppression de point d'eau d'incendie, susceptible de modifier durablement les caractéristiques de performance de distance ou de capacité, doit obligatoirement faire l'objet d'une consultation du Sdis 76.

Ainsi, toute modification ou suppression de point d'eau d'incendie ne peut en aucun cas provoquer un affaiblissement de la DECI de la zone concernée, sauf dans le cas où des modifications de destination de bâtiments concourent à diminuer ou supprimer le risque.

Les fiches techniques du présent règlement précisent les modalités d'échanges des informations relatives à la suppression ou à la modification des points d'eau.

F - BASE DE DONNEES DES POINTS D'EAU INCENDIE

Le Sdis 76 met en place un traitement automatisé des données relatives à l'ensemble des points d'eau d'incendie publics et privés du département, au travers d'une base de données dédiée à la défense extérieure contre l'incendie.

Cette base permet de suivre la mise en service et l'état de disponibilité des points d'eau d'incendie à des fins opérationnelles.

La base de données des PEI recense à minima :

- les caractéristiques des PEI : sa nature, sa localisation, son débit ou sa capacité et la capacité de la ressource qui l'alimente, son numéro d'inventaire départemental, son numéro de point d'eau,
- les résultats des reconnaissances opérationnelles et des contrôles techniques, en particulier les performances hydrauliques (débit et pression statique), ainsi que l'historique de ces dernières.

Cette base prend en compte :

- la création ou la suppression des PEI,
- la modification des caractéristiques des PEI,
- l'indisponibilité temporaire des PEI et leur remise en service,
- l'incrémentation du système de gestion opérationnelle (SGO) à des fins opérationnelles.

Afin de mettre à jour la base de données, les services publics de DECI transmettent au Sdis 76 les éléments nécessaires à l'incrémentation de cette base.

La base de données des points d'eau d'incendie recense également, pour des raisons de connaissance opérationnelle et de localisation rapide, les PEI privés des établissements non classés ICPE, mais également ceux des établissements classés ICPE bien que ne relevant pas du présent règlement.

Les fiches techniques du présent règlement précisent les modalités d'échanges des informations relatives à l'indisponibilité des points d'eau.

Projet

CHAPITRE 3 – LE DIMENSIONNEMENT DE LA DECI

A – L'ANALYSE DES RISQUES

1. NOTION DE RISQUES

Les risques exposés dans le présent règlement ne concernent exclusivement que les sinistres ayant pour cause l'incendie.

Le risque est alors défini comme la probabilité d'éclosion d'un incendie d'origine accidentelle, volontaire ou consécutive de l'activité humaine, dont les effets sont susceptibles d'exposer les personnes, d'occasionner des dommages importants aux biens et/ou d'affecter temporairement l'organisation de la collectivité.

L'analyse des risques comprend en particulier :

- l'identification précise des enjeux humains et des cibles : nombre de personnes impactées, type de bâtiments et activités concernées,
- la prise en compte d'éventuels effets « domino »,
- la proposition de solutions techniques ou conceptuelles visant à réduire le risque à sa source.

La méthode mise en œuvre par le Sdis 76 pour conduire cette analyse des risques s'inscrit dans la continuité du Sdacr en dimensionnant les risques suivant quatre niveaux de gravité :

Nature et définition du risque			
Niveau de risque		Probabilité d'occurrence	Conséquences du sinistre
Courant	Faible	Très probable	Très limitées
	Ordinaire	Probable	Limitées
	Importants	Peu probable	Significatives
	Particulier	Très improbable	Importantes

Le Sdis 76 a la charge de définir, calculer et prescrire le dimensionnement de la DECI lors des études de dossiers dont il est saisi. De façon à simplifier l'analyse des risques, cinq types de risques ont été identifiés :

- les habitations individuelles et collectives,
- les établissements recevant du public (ERP),
- les activités industrielles, tertiaires et les zones d'aménagement,
- les activités agricoles,
- les risques liés aux nouvelles technologies et aux activités émergentes.

Pour les dossiers non soumis réglementairement à l'avis du Sdis 76, il appartient aux pétitionnaires et aux agents des services instructeurs des autorisations du droit du sol de se rapprocher du Sdis 76 pour toute création d'établissement, modification importante de destination ou changement d'activité d'un établissement ou d'une installation.

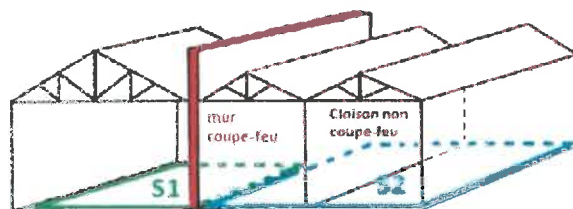
Dans le cas où une analyse de risques conduirait à une absence de réponse dans le présent règlement, le Sdis 76 se réserve le droit de se rapprocher de prescriptions comparables à celles préconisées dans des établissements ou installations présentant des similitudes de conception ou de fonctionnement.

Le Sdis 76 peut alors dans ce cas majorer ou minorer le dimensionnement des besoins en eau. Cette disposition doit rester exceptionnelle et être clairement motivée dans le rapport d'étude.

2. NOTION DE SURFACE DE REFERENCE

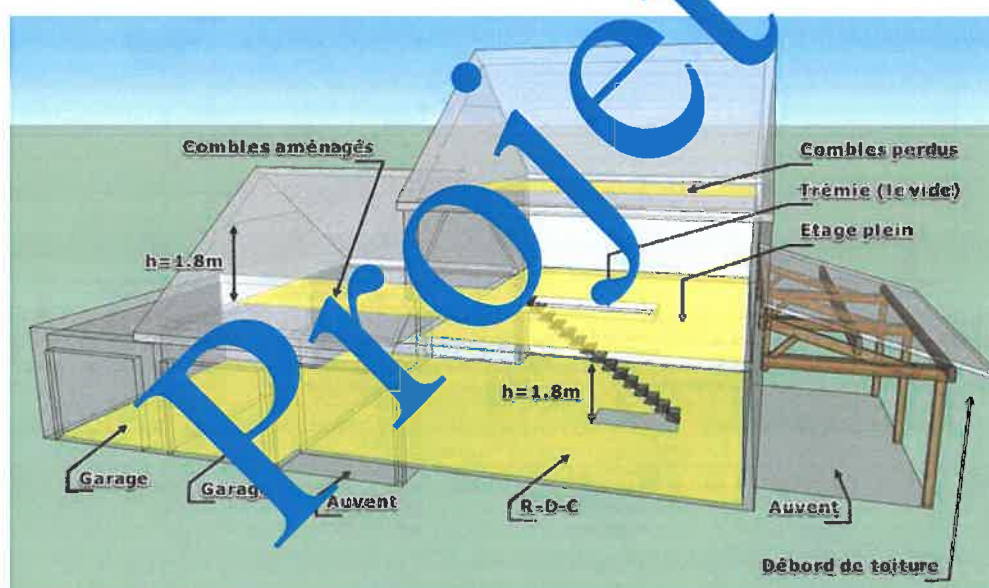
L'analyse des risques doit permettre d'identifier la surface qui sera prise en compte pour la classification et le dimensionnement du risque. Cette surface est appelée **surface de référence** (S_{ref}).

La surface de référence est définie comme la plus grande surface réelle de plancher non recoupée, délimitée par des murs ou des parois garantissant la tenue au feu (CF) pendant une durée d'une heure au minimum ou équivalent.



La plus grande surface non recoupée est S₂

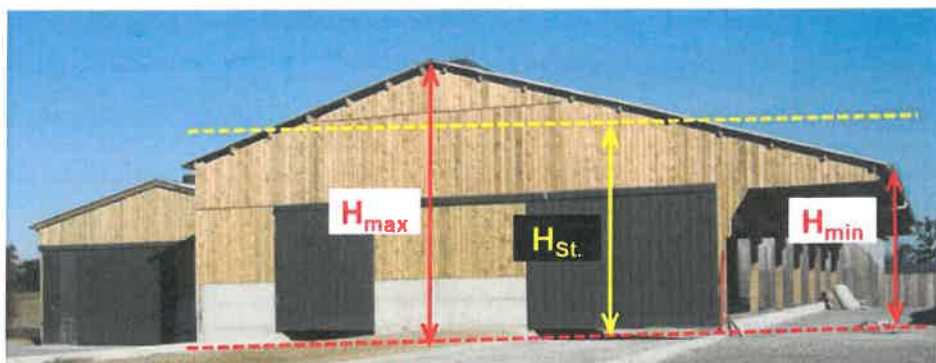
Toutefois pour les bâtiments à usage d'habitation, la surface de référence est déterminée comme étant la somme des surfaces de plancher, calculé à partir du nu intérieur des murs de construction cumulées pour chaque niveau, auxquelles s'ajoute la surface totale de stationnement, clos et couverte.



Surface correspondant à la somme des surfaces de plancher et des surfaces de garage closes et couvertes.

3. NOTION DE HAUTEUR DE STOCKAGE

Dans le cas de bâtiments dont la destination est une activité de stockage, la notion de hauteur de stockage (H_s) définit la hauteur moyenne comptée à partir du sol du bâtiment, entre l'égout de toiture et le point le plus haut du faîteau du toit.



La formule suivante détermine la hauteur de stockage, exprimée en mètres :

$$H_{St} = \left[\frac{(H_{max} + H_{min})}{2} \right] - 1$$

Détermination de la hauteur de stockage

Pour tous les types de risques, à l'exception du risque particulier lié à l'activité industrielle pour lequel la méthodologie de dimensionnement tient compte de la hauteur de stockage, et des risques liés aux établissements recevant du public, la surface réelle pourra être majorée afin de tenir compte de la hauteur de stockage. Le tableau suivant précise les majorations.

Hauteur de stockage	Coefficient	Surface de référence (S _{ref})
H ≤ à 3 mètres	0	S _{ref} = S _{réelle}
3 mètres < H ≤ 8 mètres	1,1	S _{ref} = 1,10 x S _{réelle}
8 mètres < H ≤ 12 mètres	1,2	S _{ref} = 1,20 x S _{réelle}
H > 12 mètres		S _{ref} = 1,5 x S _{réelle}

Majoration de la surface en fonction de la hauteur de stockage.

4. DISPOSITIONS CONSTRUCTIVES VISANT A REDUIRE LE RISQUE A LA SOURCE

Afin de ne pas sur-dimensionner les besoins en eau exigés pour satisfaire la défense extérieure contre l'incendie, l'analyse des risques doit également permettre de proposer des solutions techniques visant à réduire au maximum les risques à la source ou proposer des mesures compensatoires.

Parmi ces mesures on peut citer :

- optimiser la distribution des locaux et assurer le recoupement des locaux à risques par des murs séparatifs coupe-feu afin de créer la surface de référence la plus faible possible,
- vérifier la compatibilité des produits stockés dans le même local et isoler les produits inflammables des produits chimiques,
- isoler les activités de stockages des autres activités de l'établissement,
- limiter la hauteur de stockages dans les bâtiments couverts,
- isoler les bâtiments entre eux par des distances suffisantes afin de limiter les risques de propagation liés aux effets du flux thermique, à titre d'exemple on peut citer :

Stabilité au feu	Distance séparative équivalente
Coupe-feu 1 heure (CF 1 heure)	5 mètres
Coupe-feu 2 heures (CF 2 heures)	8 mètres

Remarques

L'utilisation de dispositifs de type détection incendie, arrosage automatique (sprinkler résidentiel) ou désenfumage (manuel ou automatique) a vocation à assurer une détection précoce et maintenir en état les cheminements d'évacuation lors d'un sinistre naissant. Ces dispositifs sont donc sans effet sur le dimensionnement des besoins en eau nécessaires à l'extinction du sinistre.

5. LA GRILLE D'ANALYSE DES RISQUES

Dans un souci de clarté et de simplification des études de dossiers, le Sdis 76 a choisi de s'appuyer sur un document d'aide à la décision : la grille d'analyse des risques.

Cette grille permet, au regard des informations techniques transmises dans le dossier d'étude (permis de construire, certificat d'urbanisme, etc.) de déterminer par une lecture directe, le niveau de risque.

Pour cela, elle s'appuie sur une méthode de dimensionnement du risque par approche globale, notamment par une lecture directe :

- du type de risques (habitation, ERP, agricole, industriel et divers),
- des contraintes réglementaires,
- de la surface de référence à prendre en compte
- de la majoration du risque, consécutive à la prise en compte du risque de propagation aux bâtiments situés à proximité.

Le Sdis 76 propose une grille dédiée pour chaque type de risque.

B - LES RISQUES LIÉS À L'HABITAT

1. NOTION D'HABITAT URBAIN ET RURAL

Le Schéma départemental d'aménagement et de couverture des risques (Sdacr) a classé l'ensemble des communes du département de la Seine-Maritime en fonction de leur densité urbaine, de leur nombre d'habitants et des risques associés, en trois catégories :

- les zones A, constituées des quatre agglomérations urbaines denses : Le Havre, Rouen et ses communes limitrophes, Dieppe et Fécamp,
- les zones B, constituées des communes périurbaines dans lesquelles se côtoient de l'habitat collectif, individuel, des activités agricoles, tertiaires et industrielles,
- les zones C, constituées de vastes zones rurales composées majoritairement d'habitat individuel et d'exploitations agricoles.

La disparité de la répartition de l'habitat en Seine-Maritime impose de prendre en compte les espaces ruraux au sein desquels l'absence d'activité à risques, la densité de population et l'espacement de l'habitat génèrent une occurrence d'éclosion d'un incendie faible et des risques de propagation du sinistre aux habitations et/ou aux bâtiments voisins limités.

La zone rurale est définie comme la partie des communes classées en zone C du Sdacr située en dehors du centre-bourg, siège de l'activité économique, sociale, culturelle et administrative de la commune.

Cette notion de centre-bourg s'entend selon la définition de l'article R-110-2 du Code de la Route et est matérialisée par la présence de panneaux d'entrée et de fin d'agglomération de type EB 10 et EB20.

SAÂNE-SAINT-JUST

Panneau d'entrée d'agglomération

~~SAÂNE-SAINT-JUST~~

Panneau de fin d'agglomération



Important.

Par définition, les communes classées en zones A et B et les centres-bourgs et agglomération des communes classées en zone C du Sdacr sont qualifiés de zones urbaines.

2. QUALIFICATION DU RISQUE « HABITATION »

Le risque « Habitation » identifié dans le présent document concerne tous les types de bâtiments à usage d'habitation individuelle et/ou collective, régis par l'arrêté du 31 janvier 1986 relatif à la protection contre l'incendie des bâtiments d'habitation.

On retrouve ainsi :

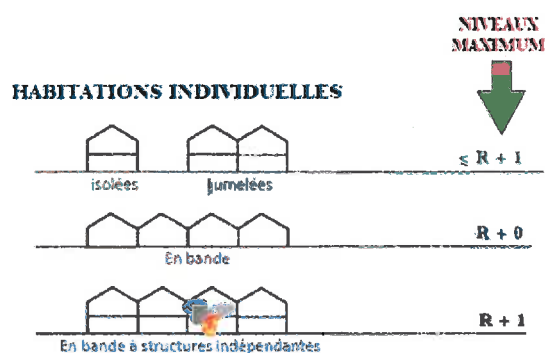
Projet

Habitations de la 1^{ère} famille

Habitations individuelles⁽¹⁾ isolées ou jumelées à un étage sur rez-de-chaussée au plus,

Habitations individuelles à rez-de-chaussée groupées en bande.

Sont également classées en 1^{ère} famille les habitations individuelles à un étage sur rez-de-chaussée, groupées ou en bande, lorsque les structures de chaque habitation concourant à la stabilité du bâtiment sont indépendantes de celles de l'habitation contigüe.

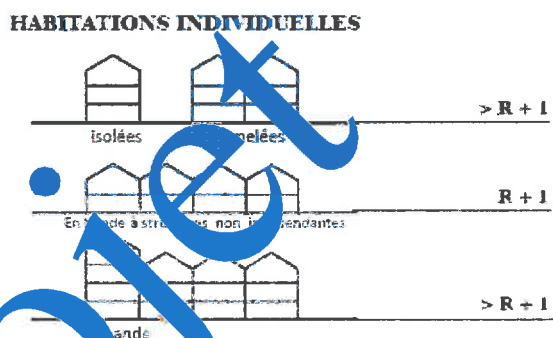


Habitations de la 2^{ème} famille

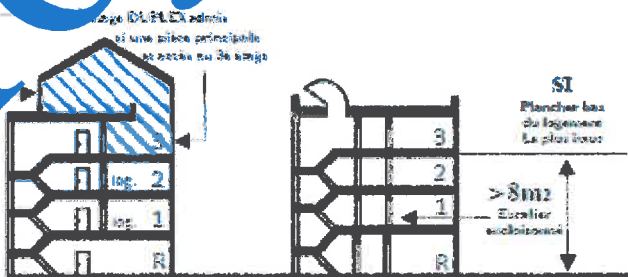
Habitations individuelles⁽¹⁾ isolées ou jumelées de plus d'un étage sur rez-de-chaussée,

Habitations individuelles à un étage sur rez-de-chaussée seulement, groupées en bande, lorsque les structures de chaque habitation concourant à la stabilité du bâtiment ne sont pas indépendantes des structures de l'habitation contigüe,

Habitations individuelles de plus d'un étage sur rez-de-chaussée groupées en bande.



Habitations collectives comportant au plus trois étages sur rez-de-chaussée.



⁽¹⁾ Sont considérées comme maisons individuelles au sens de l'arrêté du 31 janvier 1986 les bâtiments d'habitations ne comportant pas de logement superposé.

Les escaliers des bâtiments d'habitations collectifs de trois étages sur rez-de-chaussée dont le plancher bas du logement le plus haut est à huit mètres du sol doivent être encloués.

Habitations de la 3^{ème} famille

Sont classées dans cette famille les habitations dont le plancher bas du logement le plus haut est situé à vingt-huit mètres au plus au-dessus du niveau du sol utilement accessible aux engins des services d'incendie et de secours et de lutte contre l'incendie, parmi lesquels on distingue :

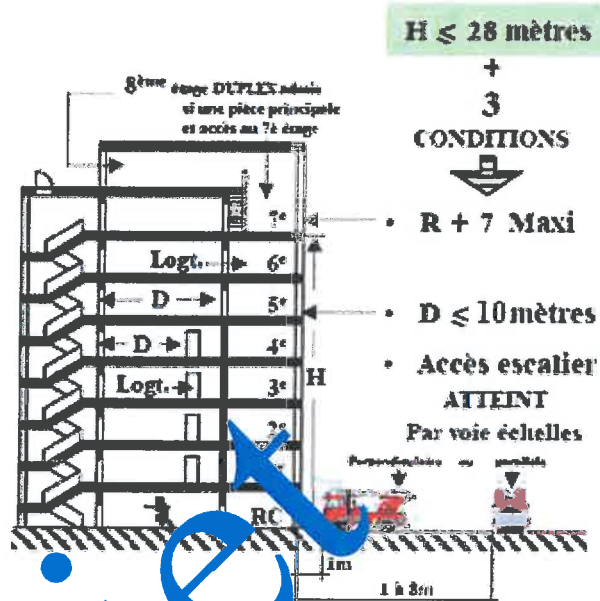
Type A

Habitations répondant à l'ensemble des prescriptions suivantes :

comporter au plus sept étages sur rez-de-chaussée,

comporter des circulations horizontales telles que la distance entre la porte palière de logement la plus éloignée et l'accès de l'escalier soit au plus égale à dix mètres,

être implantée de telle sorte qu'au rez-de-chaussée les accès aux escaliers soient atteints par la voie échelles.

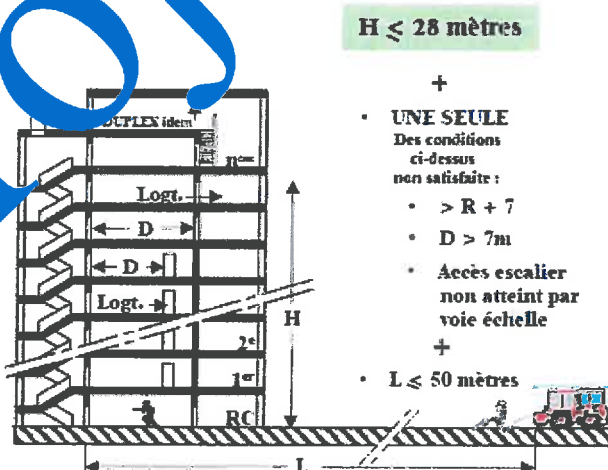


Type B

Habitations ne satisfaisant pas à l'une des conditions précédentes :

ces habitations doivent être implantées de telle sorte que les accès aux escaliers soient situés à moins de cinquante mètres d'une voie ouverte à la circulation répondant aux caractéristiques des voies « engins ».

les bâtiments de plus de sept étages doivent être équipés d'une colonne sèche de 65 mm par escalier. Cette colonne doit être équipée d'une prise de 40 mm par niveau et d'une prise de 40 mm double dans le cas de niveau desservant des logements en « duplex ».



Habitations de la 4^{ème} famille

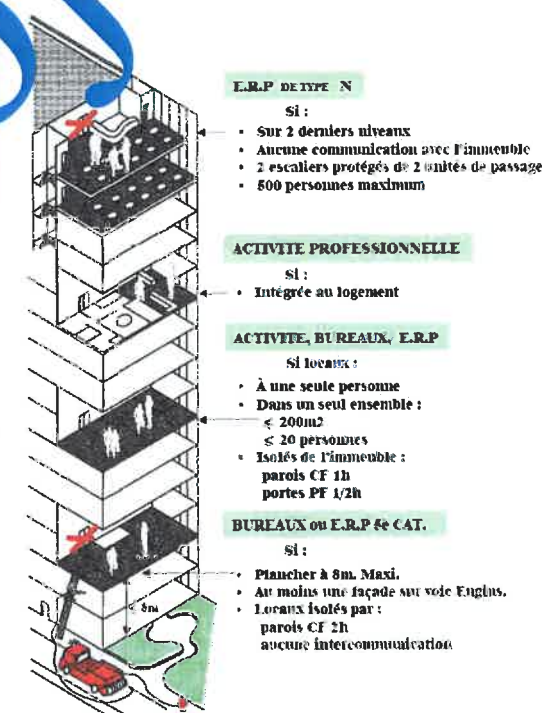
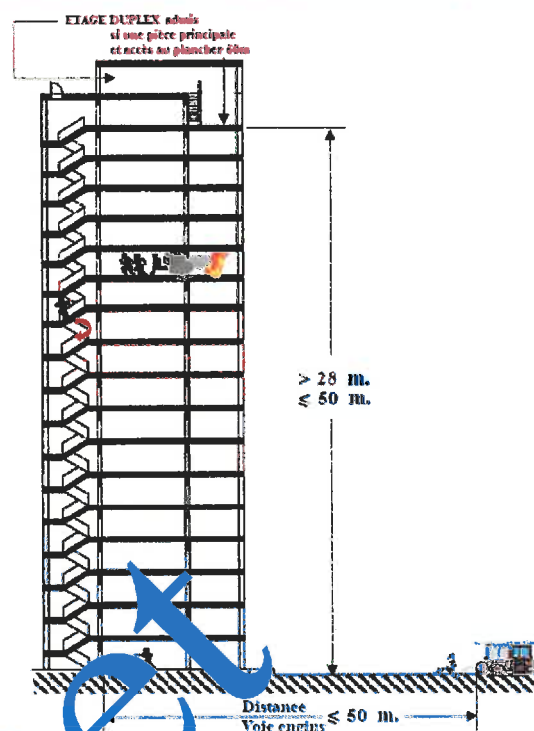
Habitations dont le plancher bas du logement le plus haut est situé à plus de vingt-huit mètres et à cinquante mètres au plus au-dessus du niveau du sol utilement accessible aux engins des services d'incendie et de secours et de lutte contre l'incendie.

Ces habitations doivent être implantées de telles sortes que les escaliers protégés soient situés à moins de cinquante mètres d'une voie ouverte à la circulation répondant aux caractéristiques des voies « engins ».

Lorsqu'un immeuble de la 4^{ème} famille doit contenir des locaux à usage autre que d'habitation, dans des conditions non prévues par l'article R.111-1 du Code de la construction et de l'habitation, cet immeuble doit être classé dans la catégorie des immeubles de grande hauteur (IGH)

Toutefois, le bâtiment demeure en 4^{ème} famille lorsque les locaux contenus répondent à l'une des conditions suivantes :

- 1) les locaux affectés à une activité professionnelle font partie du même ensemble de pièces que celle où se déroule la vie familiale,
- 2) les locaux affectés à une activité professionnelle, de bureau ou constituant un ERP et dépendant d'une même personne physique ou morale :
 - formant un seul ensemble de locaux contigu d'une surface de 200 m² au plus, pouvant accueillir vingt personnes au plus à un même niveau,
 - sont isolés des autres parties du bâtiment par des parois coupe-feu de degré une heure et des blocs-portes pare-flamme de degré une demi-heure.
- 3) les locaux affectés à des activités professionnelles, de bureau, ou constituant des ERP de 5^{ème} catégorie répondant à l'ensemble des conditions suivantes :
 - le plancher du niveau le plus haut occupé par ces locaux est toujours situé à 8 mètres au plus au-dessus du niveau du sol accessible aux engins,
 - chaque niveau occupé par ces locaux a au moins une façade en bordure d'une voie répondant aux caractéristiques des voies « engins »,
 - ces locaux et leurs dégagements sont isolés de la partie du bâtiment réservée à l'habitation par des parois coupe-feu de degré deux heures sans aucune intercommunication.
- 4) de même, l'aménagement d'un ERP de type N sur les deux niveaux les plus élevés d'un immeuble à usage d'habitation de moins de 50 mètres de hauteur au sens de l'article R-122-2 du Code de la construction et de l'habitation n'a pas pour effet de classer cet immeuble dans la classe G.H.Z. si l'établissement considéré ne communique pas directement avec le reste de l'immeuble ; est desservi au moins par deux escaliers protégés de deux unités de passage et ne peut recevoir plus de 500 personnes.



Par analogie, les bâtiments annexes associés à ce risque (garage particulier, dépendances, abris de jardin, habitations légères de loisirs particulières, etc.) sont assimilés à ce risque et le dimensionnement de la défense extérieure contre l'incendie sera déterminé en s'appuyant sur ces grilles.

La grille suivante précise le classement des risques :

GRILLE D'ANALYSE DU RISQUE HABITATION		Distance par rapport au tiers (⇔CF 1 heures)	
Analyse structurelle et réglementaire		Supérieure ou égale à 5 mètres	Inférieure à 5 mètres, mitoyen, ou en bande
Piscine d'extérieur couverte, garage à voitures ouvert (carport), Abris de jardin dont la surface est inférieure ou égale à 20 m ²		Aucune DECI prescrite	
Habitations de la 1 ^{ère} famille	surface de référence inférieure ou égale à 250 m ²	faible	ordinaire
	surface de référence supérieure à 250 m ²	ordinaire	
Habitations de la 2 ^{ème} famille	individuelles surface de référence inférieure ou égale à 250 m ²	faible	ordinaire
	individuelles surface de référence supérieure à 250 m ²	ordinaire	
	collectives surface de référence inférieure ou égale à 250 m ²	ordinaire	
	collectives surface de référence supérieure à 250 m ²	ordinaire	important
Habitations de la 3 ^{ème} et 4 ^{ème} famille		important	particulier
Quartier historique et /ou en rues étroites des zones B et C du Sdaci		Particulier	
Quartier historique et /ou en rues étroites des zones A du Sdaci		Particulier	
Habitations particulières de type IGH ou ITGH		La particularité de ces édifices appelle une étude particulière au cas par cas par le Sdis 76	

Afin de prendre en compte l'habitat existant pour les extensions d'habitation et/ou de bâtiments existants et sous réserve que :

- les travaux projetés ne modifient pas la destination et/ou l'activité initiale,
- le bâtiment n'ait pas fait l'objet par le passé de travaux d'extension depuis la délivrance du permis de construire initial,

il pourra être dérogé aux règles d'analyse de risque et de dimensionnement selon les principes suivants :

Surface de référence initiale	Surface créée	Surface de référence totale	DECI demandée
≤ 250 m²	≤ 40 m²	≤ 250 m²	Pas de prescription relative à la DECI
		> 250 m²	La DECI prescrite est conforme à celle nécessitée par la couverture du risque avant extension
	> 40 m²		La DECI prescrite est conforme à celle nécessitée par la couverture du risque nouvellement créé
> 250 m² et quel que soit l'accroissement de la surface de référence			

C - LES RISQUES LIES AUX ETABLISSEMENTS RECEVANT DU PUBLIC

Le risque « Etablissement Recevant du Public » ou « ERP » identifié dans le présent document concerne tous les types de bâtiments visés par l'article R 123-2 du Code de la construction et de l'habitation.

La grille suivante précise le classement des risques :

GRILLE D'ANALYSE DES RISQUES ERP			
Analyse structurelle et réglementaire			
Tous les établissements recevant du public de la 1 ^{ère} à la 5 ^{ème} catégorie <u>ERP de type :</u>	J - N - L (spectacle sans décors) - O - R - X - U - V - W	surface de référence inférieure ou égale à 100 m ²	faible
		surface de référence inférieure ou égale à 1000 m ²	ordinaire
		surface de référence inférieure ou égale à 2000 m ²	important
		surface de référence supérieure à 2000 m ²	particulier
	L (avec décors et artifices et salle de réunion) - P - Y	surface de référence inférieure ou égale à 100 m ²	faible
		surface de référence inférieure ou égale à 1 000 m ²	ordinaire
		surface de référence supérieure à 1 000 m ²	particulier
	M - S - T	surface de référence inférieure ou égale à 100 m ²	faible
		surface de référence inférieure ou égale à 500 m ²	ordinaire
		surface de référence inférieure ou égale à 1 000 m ²	important
		surface de référence supérieure à 1 000 m ²	particulier
<u>Autres établissements recevant du public :</u>		particulier	
• ERP en IGH / ITGH, • ERP de type EF, SG, CTS, PS, OA et PA			

D - LES RISQUES LIES AUX ACTIVITES INDUSTRIELLES

Le risque « industriel » identifié dans le présent document concerne tous les types de bâtiments à usage d'activité et de stockage régis par le Code du Travail.

Sont concernés par cette classification :

- les bâtiments à usage de bureaux et activités tertiaires,
- les zones d'activités artisanales,
- les zones d'activités commerciales,
- les zones d'activités industrielles non classées ICPE.

La grille suivante précise le classement des risques :

GRILLE D'ANALYSE DES RISQUES INDUSTRIELS		Distance par rapport au tiers (⇔ CF 2 heures)	
Analyse structurelle et réglementaire		Supérieure ou égale à 8 mètres	Inférieure à 8 mètres, mitoyen, ou en bande
Activités artisanales, professionnelles (bureau, activités tertiaires, etc.) ou industrielles non ICPE	surface de référence inférieure ou égale à 250 m ²	faible	ordinaire
	surface de référence inférieure ou égale à 1 000 m ²	ordinaire	important
	surface de référence inférieure ou égale à 2 000 m ²	important	particulier
	surface de référence supérieure à 2 000 m ²	particulier	

E - LES RISQUES LIES AUX ACTIVITES AGRICOLES

Le risque « agricole » identifié dans le présent document concerne tous les types de bâtiments à usage d'activité et de stockage des exploitations régies par le Code du Rural et de la Pêche Maritime et par le Règlement sanitaire départemental de la Seine-Maritime.

La particularité du risque incendie dans les bâtiments et exploitations agricoles doit conduire le Sdis 76 à un examen particulier de leur DECI. En effet, les incendies en milieu agricole concernent des bâtiments d'élevage, de stockage de fourrage, de matériels divers à forte puissance ajoutée (engins agricoles, unités de transformation et de conditionnement, etc.) mais également de matières dangereuses susceptibles de réagir violemment et/ou de générer des pollutions environnementales significatives.

Le risque « agricole » identifié dans le présent règlement regroupe les risques liés :

- aux structures abritant des activités d'élevage,
- au stockage de fourrage,
- au stockage de matériels agricoles,
- au stockage d'hydrocarbure et de gaz,
- au stockage de :
 - produits pulvérulents (silos),
 - produits phytosanitaires,
 - d'engrais, en particulier ceux contenant des ammonitrates.
- au stockage et à la production d'alcool de bouche (cidre, eau de vie, etc.)

Dans le cas des exploitations agricoles ne relevant pas de la réglementation ICPE, en fonction des risques identifiés lors de l'étude du dossier et compte tenu de l'isolement géographique potentiel des exploitations, il conviendra de privilégier des capacités minimales d'extinction sur place.

La réglementation nationale n'imposant pas de principe d'exclusivité des ressources en eau consacrées à la lutte contre l'incendie, le Sdis 76 préconise que les réserves concourant à la DECI en milieu agricole puissent avoir une autre vocation : irrigation, hydratation du bétail, etc.

Ces réserves pourront se présenter sous des formes diverses : citernes, bassins, réservoirs, etc. et dans ce cas le Sdis 76 demandera à l'exploitant ou au propriétaire de garantir d'une part, qu'un volume minimal de cette eau puisse être consacré à la DECI et d'autre part, que la réserve puisse être accessible à un engin-pompe.

Par ailleurs, la réserve ainsi constituée devra permettre par la présence de prises d'eau aménagées, une alimentation rapide des engins d'incendie conformément à la fiche technique FT B.4 du présent règlement.

Lorsque ces points d'eau servent concomitamment à un usage agricole et à la défense incendie des seuls bâtiments de l'exploitation, les obligations d'entretien des points d'eau faites à l'exploitant se limitent à garantir l'accessibilité de l'ouvrage.

En fonction du potentiel calorifique identifié dans l'étude du dossier, et si ces réserves ne sont pas suffisantes, elles seront complétées par un ou plusieurs points d'eau d'incendie réglementaires conformément aux quantités d'eau de référence préconisées.

Afin de limiter les besoins relatifs à la DECI, et ainsi assurer la préservation des ressources en eau, il convient de privilégier, autant que possible, la réduction du risque à sa source en limitant ses conséquences par des mesures telles que :

- s'assurer de la compatibilité des produits chimiques stockés au même endroit,
- séparer les engrais à base d'ammonitrates des autres produits,
- séparer et/ou isoler les stockages de fourrage, de matériels agricoles et les activités d'élevage,
- isoler les locaux contigus par une séparation constructive coupe-feu ou en laissant un espace supérieur à 8 mètres entre les façades afin de limiter les risques de propagations liés aux flux thermiques générés par un sinistre, etc.

La grille suivante précise le classement des risques :

GRILLE D'ANALYSE DES RISQUES AGRICOLES		Distance par rapport au tiers (⇔ CF 2 heures)	
Analyse structurelle et réglementaire		Supérieure ou égale à 8 mètres	Inférieure à 8 mètres, mitoyen, ou en bande
Serre de production à structure métallique et verre ou plastique. Manège à chevaux Stockage de fourrage à l'air libre⁽¹⁾ en dehors des infrastructures de l'exploitation. Bâtiment agricole avec : <ul style="list-style-type: none"> • et/ou présence d'élevage, • et/ou de structure de transformation, • et/ou bâtiments à activité partagée (stockage, élevage, etc.). Bâtiment agricole avec présence de matières dangereuses	situé à plus de 50 mètres de toute infrastructure	Aucune DECI prescrite	
	situé à moins de 50 mètres de toute infrastructure	faible	
	surface de référence inférieure ou égale à 500 m ²	faible	ordinaire
	surface de référence inférieure ou égale à 1 500 m ²	ordinaire	important
	surface de référence inférieure ou égale à 3 000 m ²	important	particulier
	surface de référence supérieure à 3 000 m ²	Particulier	
Bâtiment agricole avec présence de matières dangereuses		Particulier	

(1) Sont également concernés les stockages de fourrage sous abris couverts et ouverts.

F - LES RISQUES « DIVERS ET EMERGEANTS »

Au-delà des risques identifiés dans les paragraphes précédents, le Sdis 76 est amené à étudier des risques pour lesquels il n'existe pas de réglementation particulière ou bien des risques liés à des nouvelles technologies.

Ainsi, on peut actuellement distinguer :

- les établissements non soumis à la réglementation relative aux ERP :
 - les campings,
 - les parcs résidentiels de loisirs (mobile-home),
 - les habitations légères de loisirs,
- les parcs de stationnement non couverts et les aires de stationnement ouvertes au public (aire de covoiturage, etc.),
- les nouvelles technologies (énergie renouvelable) :
 - les parcs éoliens,
 - les panneaux photovoltaïques et solaires,

Cette liste de risques émergents ne pouvant pas par définition être exhaustive, il appartiendra au Sdis 76 de rechercher et de déterminer par analogie, le dimensionnement du risque le plus adapté.

La grille suivante précise le classement des risques :

GRILLE D'ANALYSE DES RISQUES DIVERS ET EMERGEANTS		Distance par rapport au tiers (⇔ CF 2 heures)	
Analyse structurelle et réglementaire		Supérieure ou égale à 8 mètres	Inférieure à 8 mètres, mitoyen, ou en bande
Parc éolien		Aucune DECI prescrite	
Parc ou ferme photovoltaïque		Faible	
Camping, parc résidentiel de loisirs, résidences mobiles de loisir (mobil-home), habitat léger de loisir	de 6 à 50 emplacements		
	plus de 50 emplacements	Ordinaire	
Aire de stationnement ouverte au public	à partir de 50 emplacements		
Silos (non ICPE)			

G - CAS PARTICULIERS DES INSTALLATIONS CLASSEES POUR LA PROTECTION DE L'ENVIRONNEMENT

La définition des moyens matériels et en eau de lutte contre l'incendie des Installations Classées pour la Protection de l'Environnement (ICPE), et spécialement les bouches et poteaux d'incendie implantés sur des réseaux d'eau sous pression, relèvent exclusivement de la réglementation relative aux installations classées.

A ce titre, le dimensionnement des besoins en eau des ICPE n'est pas traité le présent document et le Règlement départemental de la DECI de la Seine-Maritime ne formule pas de prescriptions aux exploitants des ICPE.

H – LES QUANTITES D'EAU DE REFERENCE

3. LES BESOINS EN EAU POUR LES RISQUES DE NIVEAU FAIBLE A IMPORTANT

La détermination des quantités d'eau de référence, communément appelée dimensionnement des besoins en eau, s'inscrit dans la continuité et la complémentarité du Schéma départemental d'analyse et de couverture des risques (Sdacr) et du Règlement opérationnel du Sdis 76.

Les valeurs de référence s'appuient notamment sur les critères suivants :

- les délais d'intervention du premier engin d'incendie qui permettent de pouvoir utiliser la totalité des quantités d'eau demandées sur le premier PEI,
- les délais de montée en puissance,
- les caractéristiques techniques des engins d'incendie du Sdis 76 :
 - la définition du concept de l'engin-pompe comme véhicule de base de lutte contre l'incendie,

- l'armement humain du premier engin-pompe peut être de 4 à 6 sapeurs-pompiers, sachant que pour toute mission de lutte contre les feux de structures, l'effectif minimal de 6 sapeurs-pompiers, doit être respecté,
- les capacités hydrauliques des pompes d'incendie,
- les longueurs de tuyaux disponibles pour assurer l'alimentation du premier engin-pompe,
- les **techniques opérationnelles de mise en œuvre des lances et de protection face aux accidents thermiques**, conformément aux pratiques définies dans :
 - l'arrêté du 3 février 2003 fixant le guide national de référence relatif à l'explosion de fumées et à l'embrasement généralisé éclair,
 - l'arrêté du 1^{er} août 2007 fixant le guide national de référence des techniques professionnelles relatif à l'utilisation des lances à eau à main,
 - la note de doctrine opérationnelle (NIO) de juin 2016 de la Direction Générale de la Sécurité Civile et des Gestions de Crises (DGSCGC) relative aux feux de véhicule légers,
- les limites de la capacité opérationnelle de réponse fixées par le Sdis 76.

Le Sdis 76 a déterminé pour chaque type et niveau de risque les quantités d'eau de référence. Celles-ci s'appuient sur les quatre notions suivantes :

- ❖ **Le débit de référence (Q_{ref})** : il s'agit du débit d'eau global nécessaire à l'extinction d'un incendie pour un type et un niveau de risque donné (ex : risque « habitation » important),
- ❖ **La notion de volume équivalent** : il s'agit du volume de la réserve à créer en cas d'absence ou de limite du réseau d'eau sous pression. Ce volume est obtenu par le produit du débit de référence par la durée d'extinction théorique,
- ❖ **La distance de référence (D_{ref})** : il s'agit de la distance séparant le risque à défendre du premier point d'eau d'incendie nécessaire à la couverture d'un risque donné. C'est cette distance qui sert au dimensionnement de la défense extérieure contre l'incendie dans les études en phase projet. Cette distance reste un objectif maximal à ne pas dépasser afin de garantir la rapidité de mise en œuvre des engins de lutte contre l'incendie,
- ❖ **La durée d'extinction théorique** : il s'agit du temps nécessaire pour la réalisation de l'extinction complète du sinistre. L'estimation de la durée d'extinction repose pour 50% du temps sur une phase offensive au cours de laquelle le débit est continu et pour 50 % du temps restant sur une phase de déblai et de refroidissement avec un débit discontinu (intermittence).

Le non-respect des valeurs de référence pourra entraîner une modification des techniques opérationnelles visant à garantir la sécurité des premiers intervenants. On pourra citer à titre d'exemples : le non engagement de personnels à l'intérieur de bâtiments sinistrés, l'attaque exclusivement réalisée par l'extérieur, etc.

Le tableau suivant précise les valeurs de référence nécessaires pour chaque niveau de risque :

Valeurs de références					
Classement du risque	Durée théorique d'extinction	Débit de référence Q_{ref}	Volume de la réserve équivalente	Distance de référence D_{ref} ⁽¹⁾	
				Zones urbaines et ERP de type J, O, U, et R	Zones rurales et autres ERP
Faible	1,5 heure	30 m ³ /h	45 m ³	200 m	400 m
Ordinaire	2 heures	60 m ³ /h	120 m ³	200 m	
Important		120 m ³ /h	240 m ³		

(1) En cas de présence d'une colonne sèche, la distance entre le premier point d'eau d'incendie et l'entrée principale du bâtiment doit être inférieure ou égale à 60 mètres.

Cas particuliers :

Afin de prendre en compte la réalité du risque généré par certains types de risques, les distances de référence pourront être adaptées selon les principes suivants :

Risque	Niveau	Dispositions particulières
Habitation	Faible	Sous condition de disposer d'une réserve ⁽¹⁾ d'une capacité minimale de 15 m³ et située à moins de 100 mètres du bâtiment, la distance entre le premier point d'eau d'incendie ⁽²⁾ et le bâtiment pourra être portée à 800 mètres .
Agricole		Le débit de référence de ce point d'eau est au minimum de 30 m ³ /h. Pour le risque « habitation », cette disposition n'est applicable que dans le cas d'une unique habitation <u>existante</u> , située à plus de 200 mètres de toute autre construction, exception faites pour les dépendances de cette habitation.
	Ordinaire	Sous condition de disposer d'une réserve de 30 m³ à moins de 100 mètres du bâtiment, la distance entre le premier PEI et le bâtiment pourra être portée à 800 mètres . Le débit de référence de ce point d'eau est au minimum de 30 m ³ /h.

⁽¹⁾ cette réserve ne constitue pas un point d'eau d'incendie (Cf. Chap. 4.2.32)

⁽²⁾ pour le risque « agricole » faible, le premier PEI pourra être une réserve

La réserve située à moins de 100 mètres de l'entrée du bâtiment doit permettre aux engins de lutte contre l'incendie de réaliser l'alimentation des moyens nécessaires à la réalisation d'une protection efficace pendant une durée de 30 minutes.

Le volume de cette réserve n'est pas compris dans les valeurs de références, son volume s'ajoute donc au potentiel hydraulique requis.

Afin d'être prise en compte, cette réserve devra respecter les mêmes critères d'accessibilité (en particulier permettre la mise en aspiration d'une motopompe réversible) et de pérennité dans le temps que l'ensemble des points d'eau d'incendie publics ou privés.

4. LES BESOINS EN EAU POUR LES RISQUES DE NIVEAU PARTICULIER

Le risque particulier est dimensionné soit de façon forfaitaire, soit selon une grille modulable en fonction de critères techniques (surface, hauteur etc.).

Le tableau suivant précise le mode de dimensionnement des risques particuliers :

Type de risques		Détermination des valeurs de références		
Classement	Durée théorique d'extinction du sinistre	Débit de référence Q_{ref}	Volume de la réserve équivalente	Distance de référence D_{ref}
Habitation	2 heures	180 m ³ /h	360 m ³	100 m
ERP		Grille risque particulier ERP – Cf. Fiche technique FT A3		
Agricole		<ul style="list-style-type: none"> • <u>Si le classement en risque particulier est lié à une surface supérieure à 3000 m² :</u> → Risque important + 30 m³/h par tranche de 500 m² supplémentaire. • <u>Si le classement en risque particulier est lié à une distance aux tiers inférieure à 8 m et/ou à la présence de matières dangereuses :</u> → Risque important + Q_{pro} défini comme le débit nécessaire pour assurer la protection de point sensible. 		
Industrie		Grille risque particulier INDUSTRIE – Cf. Fiche technique FT A4		

Les fiches techniques du présent règlement précisent les modalités de calcul des besoins en eau respectivement pour les risques liés aux établissements recevant du public et les risques liés aux activités industrielles et tertiaires.

5. CAS PARTICULIER DE LA DECI DES ZONES AMÉNAGÉES

S'agissant des zones d'activités artisanales, commerciales ou industrielles inscrites dans le cadre d'un document d'urbanisme opérationnel (plan local d'urbanisme, plan d'aménagement, etc.), et indépendamment des besoins en eau nécessités par l'activité spécifique des bâtiments soumis à l'étude du Sdis 76, il convient de garantir une défense minimale de ces zones selon la grille suivante :

Type de zone d'activités	DECI minimale		
	Débit	Distance	Diamètre de la canalisation
Zone artisanale	1 PEI de 60 m ³ /h	400 m	au moins 100 mm
Zone commerciale ou industrielle	1 PEI de 60 m ³ /h	200 m	

Le complément de DECI nécessaire sera proposé par le Sdis 76 lors des études spécifiques menées à l'occasion des dépôts des dossiers d'instruction des droits du sol pour les projets de constructions futures.

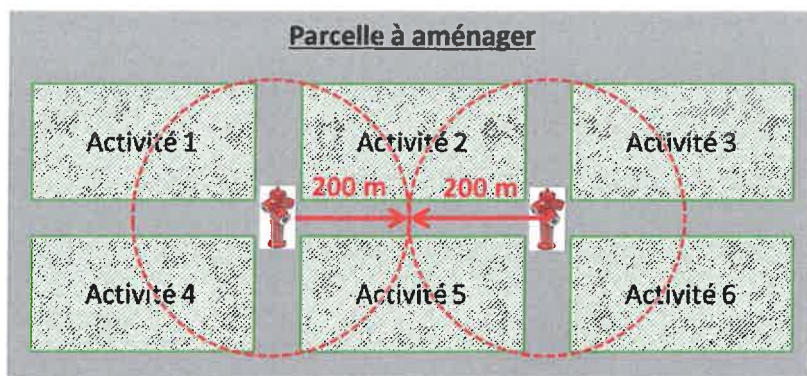


Schéma de principe de répartition des PEI dans les zones à aménager.

L'implantation de la DECI complémentaire pourra alors, si l'autorité compétente a délibéré en ce sens, être à la charge du pétitionnaire agissant en qualité de propriétaire ou d'exploitant de l'établissement.

6. DEFENSE DE POINTS SENSIBLES

Lorsque l'analyse des risques réalisée par le Sdis 76 met en évidence que l'évolution du sinistre est susceptible d'engendrer un risque de propagation à d'autres infrastructures qui nécessite une protection particulière soit en raison de la valeur patrimoniale du bâtiment, soit des conséquences socio-économiques de la propagation, des quantités d'eau supplémentaires pourront être exigées, en particulier en dimensionnant une ou plusieurs lignes de défense.

Le principe consiste à dimensionner, en fonction de la longueur de façade à protéger, des rideaux d'eau permettant de protéger des effets des rayonnements thermiques des dites infrastructures, soit de protéger les personnes des effets éventuels liés à la toxicité des fumées, en particulier lorsque le sinistre met en cause des matières dangereuses.

La formule permettant de dimensionner le débit de protection supplémentaire est la suivante :

$$Q_{\text{pro}} = \frac{3}{2} \times L_D \text{ (en m}^3/\text{h)}$$

Dans cette formule on retrouve :

- Q_{pro} : débit nécessaire pour réaliser un rideau d'eau au moyen d'une lance-canon débitant 1000 litres par minute sur une longueur L_D .
- L_D : distance de façade devant être protégée d'un risque de propagation au moyen d'un rideau d'eau.











La fiche technique FT A.2 du présent règlement précise les modalités de dimensionnement des lignes de défense.

I - LA REPARTITION QUALITATIVE ET QUANTITATIVE DES POINTS D'EAU D'INCENDIE

1. INFLUENCE DE LA DISTANCE SUR LES DELAIS DE MISE EN ŒUVRE DE MOYENS

Le tableau ci-dessous résume les délais moyens nécessaires à la mise en œuvre des moyens de lutte contre l'incendie.

A partir de ces données, il appartient au responsable de la défense extérieure contre l'incendie de prendre en compte l'ensemble de ces paramètres afin de choisir le type de point d'eau d'incendie le plus optimal.

Point d'eau d'incendie utilisable		Dépôt des matériels et établissements	Mise en œuvre du PEI	Arrivée de l'eau	Total ⁽¹⁾
1	 Poteau d'incendie à moins de 20 m	Les opérations d'alimentation sont réalisées simultanément à la phase d'attaque par le conducteur de l'engin-pompe le délai d'alimentation est donc immédiat .			
	 Poteau d'incendie à moins de 200 m	 4 mn	sans délai	2 mn	6 mn
2	 Poteau d'incendie à moins de 200 m	 4 mn	sans délai	2 mn	11 mn
	 Poteau d'incendie à moins de 400 m	 4 mn	sans délai	4 mn	12 mn ⁽²⁾
	 Poteau d'incendie à moins de 400 m	 8 mn	5 mn	4 mn	17 mn
	 Poteau d'incendie à moins de 800 m	20 à 30 min ⁽³⁾ + 3 mn	5 mn	8 mn	36 à 46 mn

- (1) Les délais indiqués ne sont que des valeurs indicatives, susceptibles d'être majorées en fonction des conditions géographiques et/ou climatiques ou des actions nécessitées par le sinistre lui-même (sauvetages, délais de transit des engins engagés, etc.)
- (2) Sous réserve de limiter le débit de la lance à débit variable à 250 l/min, **en attente** d'une alimentation pérenne, réduisant ainsi l'efficacité des lances sur le sinistre et/ou limitant l'action des secours à des mesures défensives.
- (3) Les délais indiqués dans le présent tableau prennent en compte la durée moyenne de transit d'un camion dévidoir automobile (CDA) à compter de son engagement.



Les **solutions 4, 5 et 6** sont donc susceptibles d'entraîner une discontinuité de l'alimentation en eau ou bien de limiter l'efficacité des lances destinées à lutter contre les propagations.

2. REPARTITION POSSIBLE DES POINTS D'EAU D'INCENDIE

Afin de prendre en compte la montée en puissance réelle des engins de lutte contre l'incendie, il convient de ne pas solliciter la totalité de la ressource. Le principe de répartition des points d'eau est alors le suivant :

Niveau de risque	Caractéristiques techniques possibles des PEI								
	1 ^{er} PEI			2 ^{ème} PEI			3 ^{ème} PEI		
Classement	débit mini ou réserve équivalente	distance maxi ⁽¹⁾		débit mini ou réserve équivalente	distance maxi ⁽²⁾		débit mini ou réserve équivalente	distance maxi ⁽²⁾	
Faible	30 m ³ /h	60 m ³	D _{Ref}						
Ordinaire	30 m ³ /h	60 m ³	200 m	30 m ³ /h	60 m ³	200 m			
Important	60 m ³ /h	120 m ³	200 m	30 m ³ /h	60 m ³	200 m	30 m ³ /h	60 m ³	200 m
Particulier	Habitation	60 m ³ /h	120 m ³	100 m	60 m ³ /h	120 m ³	100 m	60 m ³ /h	120 m ³
	ERP	Se reporter à la fiche technique FT A.3							
	Agricole	1/3 de Q _{ref} avec un minimum de 60 m ³ / h	200 m	1/3 de Q _{ref}	200 m	1/3 de Q _{ref}	200 m	200 m	200 m
	Industrie		100 m		100 m				

(1) distance entre le premier point d'eau est le risque à défendre.

(2) respectivement distance entre le premier et deuxième et entre le deuxième et troisième point d'eau.

J- LES CRITERES DE TOLERANCE DES POINTS D'EAU D'INCENDIE

1. PRISE EN COMPTE DE LA DISTANCE EXIGIBLE

Afin de prendre en compte la capacité des réseaux d'eau sous pression mais également les performances et capacités techniques de ses engins pompes, le Sdis 76 a introduit une notion de distance admissible dont la définition est la suivante :

Distance admissible (D_a) : il s'agit de la distance maximale admise entre le risque à défendre et le premier point d'eau d'incendie, appréciée au regard de la performance hydraulique du réseau d'eau sur lequel est implanté la bouche ou le poteau d'incendie.

Si le débit réel disponible au premier point d'eau est supérieur au débit exigible à ce point d'eau par l'analyse des risques, il est toléré une distance plus grande, permettant ainsi de compenser la distance par une plus grande capacité hydraulique autorisant une montée en puissance du dispositif de lutte contre l'incendie.

Dans le cas contraire, si le débit disponible au premier point d'eau est inférieur au débit exigible par l'analyse des risques, la distance entre le premier point d'eau et le risque est minorée de façon à compenser la faiblesse du débit par un accroissement de la rapidité de mise en œuvre de l'alimentation de l'engin-pompe et ainsi pérenniser la continuité de l'alimentation en eau du dispositif de lutte.

Le tableau suivant précise, en fonction du type de risque, les distances admissibles pour les points d'eau d'incendie sous pression :

Distance admissible du premier hydrant en fonction de sa performance (D _a)					
Quantité d'eau nécessaire au premier PEI (sous une pression dynamique minimale de 1 bar)	Débit disponible de l'hydrant (en m ³ /h) sous une pression dynamique minimale de 1 bar				
	inférieur à 30	30 à 44	45 à 59	60 à 74	75 à 89
30 m ³ /h	Limite des capacités d'alimentation des engins-pompe	200	250	Limite des capacités d'alimentation autonome	
60 m ³ /h		100	150	200	250

Abaque de détermination de la distance admissible (D_a)

2. COEFFICIENTS DE TOLERANCE ET VALEURS ADMISSIBLES

Lorsque l'analyse des risques concourt à obtenir une valeur de débit de référence qui n'est pas un nombre entier et paire, il convient d'arrondir la valeur du débit de référence au multiple de 30 m³/h immédiatement supérieur.

Exemple n°1 : pour un débit de référence théorique calculé de 245 m³/h, il conviendra de prescrire :
 $245 / 30 = 8,1$ soit arrondi à l'entier supérieur 9.

Le débit de référence prescrit sera alors $9 \times 30 = 270$ m³/h.

Les valeurs de référence sont les valeurs à atteindre pour la réalisation des schémas communaux ou intercommunaux de DECI, mais également pour le dimensionnement des besoins en eau résultant de l'analyse des risques réalisée dans le cadre des études et des projets neufs.

Nature des risques	Bouches et poteaux		Débit	Autres PEI		Volume
	Distance			Distance		
	Zone urbaine	Zone rurale		Zone urbaine	Zone rurale	
Faible	+ 20 %	+ 5 %	- 10 %	+ 20 %	+ 5 %	- 10 %
Ordinaire	20 %			+ 20 %		- 5 %
Important			- 5 %			
Particulier	Aucune tolérance admise					



Les tolérances ne sont pas cumulables entre elles : une seule tolérance (distance ou performance) est applicable. Cette tolérance ne s'applique que sur un seul point d'eau d'incendie.

K – DISTANCE ENTRE LE PREMIER POINT D'EAU D'INCENDIE ET L'ENTREE DU BATIMENT

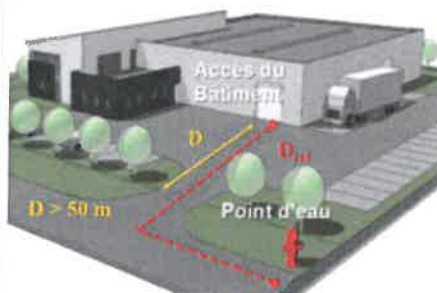
Afin de tenir compte de la disparité des caractéristiques géométriques d'implantation des bâtiments sur la parcelle considérée, la distance de référence (D_{ref}) à prendre en compte est la distance entre le premier point d'eau d'incendie et l'accès principal du bâtiment où se situe le risque à défendre (Cf. schémas ci-dessous).

Les caractéristiques géométriques de la voirie permettant d'accéder à l'entrée principale du bâtiment où se situe le risque à défendre doit présenter les caractéristiques techniques exigées pour le classement d'une voie « engins » (cf. paragraphe L.1)



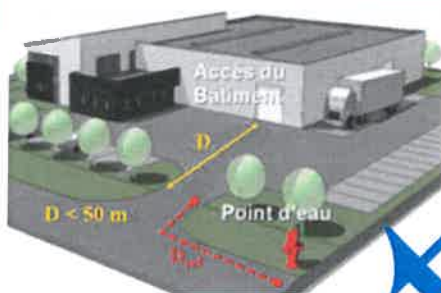
Lorsque le bâtiment est défendu par une colonne sèche et quelle que soit la distance de référence préconisée, la distance maximale entre le premier point d'eau d'incendie et les demi-raccords de la colonne sèche devra être **au plus de 60 mètres**.

Cas des colonnes sèches



D est supérieure à 50 mètres

Si la distance **D est supérieure à 50 mètres**, la distance de référence s'entend comme la distance entre le premier point d'eau d'incendie et l'accès principal du bâtiment.



D est inférieure à 50 mètres

Si la distance **D est inférieure ou égale à 50 mètres**, la distance de référence s'entend comme la distance entre le premier point d'eau d'incendie et le portail d'accès principal à la parcelle.

Détermination de la distance de référence entre le premier PEI et le portail d'accès principal à la parcelle



Cas particulier des habitations sur des parcelles en « drapeau »

Si la distance **D est supérieure à 50 mètres**, la distance de référence s'entend comme la distance entre le PEI et le point B, extrémité du chemin d'accès à la parcelle.

Le chemin d'accès doit alors présenter les caractéristiques exigées pour le classement d'une voie « dévidoir ».

Si la distance **D est inférieure à 50 mètres**, la distance de référence s'entend comme la distance entre le PEI et le point A, à la limite séparative du domaine public et du chemin d'accès privé.

L - ACCESSIBILITE DES ENGINS D'INCENDIE AUX POINTS D'EAU D'INCENDIE

1. GENERALITES

L'accessibilité des engins-pompes aux points d'eau d'incendie vise à garantir en tout temps et à tout moment, la rapidité de mise en œuvre et d'alimentation du dispositif de lutte contre l'incendie.

Les éléments à prendre en compte afin de garantir l'accessibilité des engins d'incendie sont les suivants :

- absences d'obstacles,
- portance de la voirie suffisante,
- caractéristiques géométriques conformes aux voies « engins » et « dévidoirs »,
- abords dégagés,
- rendre l'accès impossible à toutes les personnes non autorisées,
- etc.

Remarque.

Tous les dispositifs de verrouillage des accès aux points d'eau d'incendie doivent être compatibles avec la clé « polycoise » des sapeurs-pompiers.

Par ailleurs, lorsque les points d'eau d'incendie sont dotés de prises de raccordement aux engins-pompes, celles-ci doivent être utilisables directement et en permanence par les moyens prévus à l'annexe 76.

Les demi-raccords utilisés devront être conformes à la norme NF S 61.701 relatives aux raccords destinés à la lutte contre l'incendie.

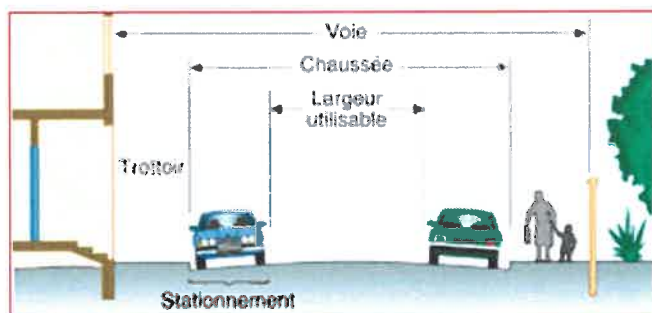
Important.

Une attention particulière doit être portée aux types de demi-raccords d'aspiration qui devront être montés suivant un axe vertical sous peine de rendre les raccords inutilisables.



2. CARACTERISTIQUES DES VOIES UTILISABLES PAR LES ENGINS D'INCENDIE

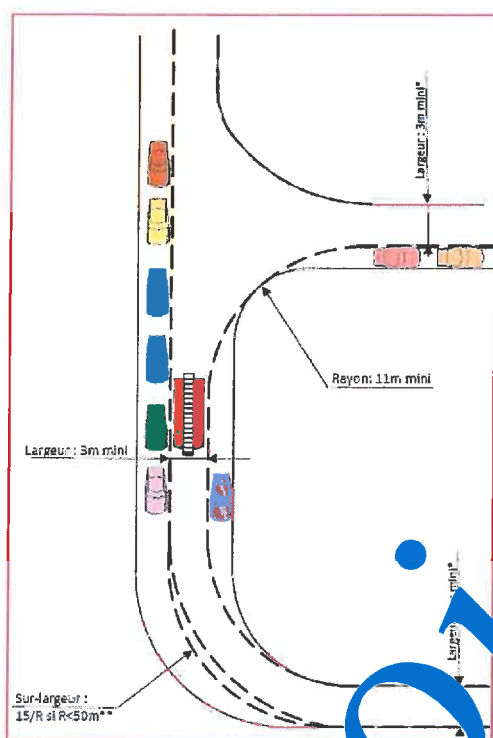
La largeur de la voirie comprend l'ensemble des infrastructures routières et de ses dépendances (trottoir, piste cyclable, îlot central, etc.) constituant l'espace entre façades ou limite de propriété, entre le domaine public et le domaine privé.



Coupe-type d'une chaussée urbaine

La dénomination de « voie engins » caractérise la largeur utilisable permettant aux engins des services de secours (pompiers, police, SAMU, etc.) de se rendre sur les lieux d'un sinistre et d'approcher d'un bâtiment en vue de réaliser le sauvetage ainsi que la protection des personnes et des biens.

La largeur utilisable minimale d'une voie engins est fixée à trois mètres. Sont également à prendre en compte les rayons de giration des engins.



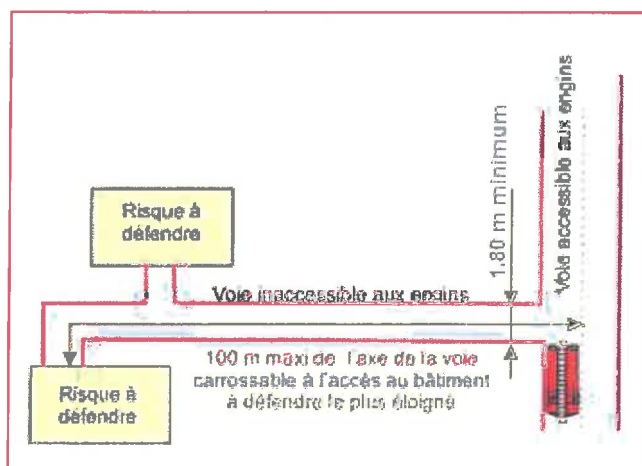
* la largeur de 3 mètres est portée à 4 mètres si une échelle aérienne doit être déployée à cet endroit. La « voie engins » devient alors une « voie échelle ». La voie échelle est obligatoire au droit des bâtiments dont le plancher bas du dernier niveau est à plus de 8 mètres de hauteur par rapport à la voie carrossable.

** exemple : si le rayon est de 11 mètres, la sur-largeur sera de $15/11 = 1,36$ m, portant ainsi la largeur utilisable à 4,36 m. Cette disposition ne s'applique pas lorsque le rayon est supérieur à 50 m.

Gabarit des chaussées et rayons de courbure des voies

3. CARACTERISTIQUES DES VOIES « DÉVIDOIRS »

La notion de cheminement dévidoir est le parcours le plus court permettant aux secours d'accéder au bâtiment concerné. Dans le cas d'un chemin carrossable et non accessible aux engins d'incendie mais dont la portance, la constitution du revêtement et la largeur minimale permettent en tout temps, la mise en œuvre d'un dévidoir normalisé à bobine, ce cheminement est alors dénommé « voie dévidoir ».



Gabarit des voies « dévidoirs » et des impasses

Les caractéristiques géométriques minimales des « voies dévidoirs » sont les suivantes :

- avoir une largeur minimale de **1,80 m** hors saillies et autres mobiliers urbains,
- disposer d'une structure portante suffisante pour garantir les qualités du chemin dans le temps (structure identique à celle d'un trottoir piéton),
- avoir une pente de profil en long inférieure à 10 %,
- présenter une distance maximale entre le risque à défendre et l'axe de la voie engin de 100 m au maximum.

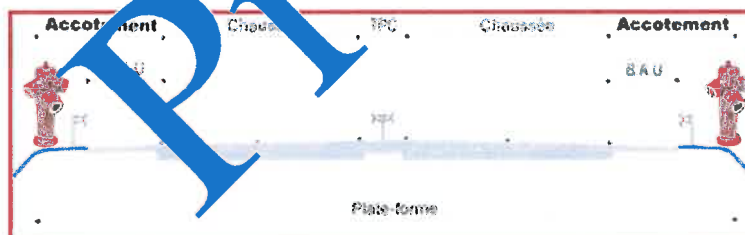
Caractéristiques admissibles des voies « dévidoirs »		
Largeur de la voie	Enclavée ⁽¹⁾	Non enclavée
Voie inférieure à 1,40 m	Implantation d'un dispositif de type colonne sèche ou poteau ou bouche-relais.	
Comprise entre 1,40 et 1,80 m	50 m	100 m
Comprise entre 1,80 et 3,00 m	100 m	
Supérieure à 3,00 m	Au-delà d'une longueur de 100 m, l'accès à la parcelle devra être réalisé par une voie engin disposant d'une aire de retournement.	

(1) est considérée comme enclavée une voie présentant des parois, des murs, des haies, talus, etc....

4. IMPLANTATION DES HYDRANTS PAR RAPPORT AUX VOIES DE CIRCULATION

L'implantation des points d'eau d'incendie, et en particulier des hydrants (bouches et poteaux d'incendie) doit garantir l'accessibilité aux engins de lutte contre l'incendie.

Ainsi et afin de prendre en compte la gestion des flux de circulation, en particulier en zone urbaine ou péri-urbaine, il conviendra d'implanter les bouches et poteaux d'incendie symétriquement de part et d'autre de la voirie.



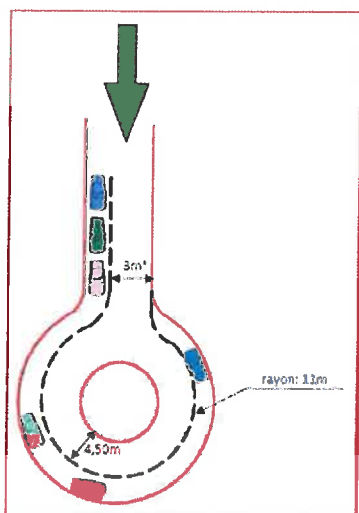
Coupe-type d'implantation d'hydrants sur une voirie à chaussées séparées

5. LES AIRES DE MANŒUVRE ET DE RETOURNEMENT

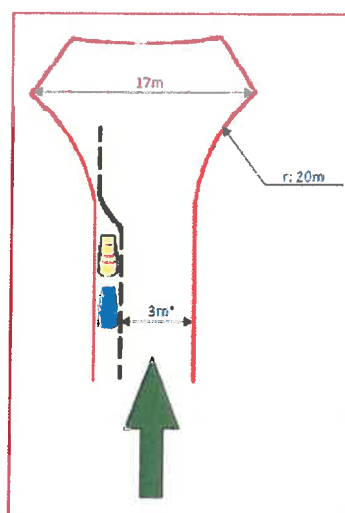
Lorsque la desserte d'un bâtiment est constituée d'une voie d'accès en impasse, le Service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime conseille de réaliser une aire de manœuvre afin de permettant aux engins de secours de reprendre le sens de circulation, le plus rapidement possible.

Les impasses d'une longueur supérieur à 30 mètres doivent, si possible, comporter un tel dispositif. En fonction des caractéristiques géométriques de la voirie, ces aires de retournement peuvent être en « Y », en « T » ou bien circulaires.

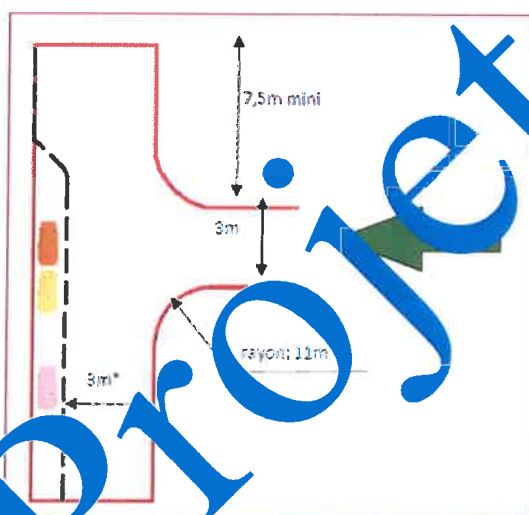
Les schémas ci-dessous précisent les caractéristiques techniques et géométriques de ces aménagements.



Aire de retournement circulaire



Aire de retournement en « Y »



Aire de retournement en « T »

CHAPITRE 4 - LES CARACTERISTIQUES TECHNIQUES DES PEI

A - CARACTERISTIQUES COMMUNES AUX DIFFERENTS POINTS D'EAU D'INCENDIE

1. PLURALITE DES RESSOURCES

De façon à préserver les ressources en eau potable, mais également à pérenniser la qualité sanitaire des réseaux d'eau potable, le principe de la DECI est d'encourager, en particulier en zone rurale, la pluralité des ressources, sans limiter ou encourager plus que de raison le recours aux bouches et poteaux d'incendie.

Cependant, il est utile de souligner que les bouches et poteaux d'incendie directement implantés sur des réseaux sous pression, constituent les dispositifs de lutte contre l'incendie les plus rapides à mettre en œuvre pour assurer l'alimentation des engins-pompe.

Ainsi, sur une même zone à défendre, il sera possible de trouver plusieurs ressources en eau dont les capacités seront cumulables afin d'obtenir les quantités d'eau définies par les valeurs de référence. Cette quantité d'eau cumulée détermine le volume disponible.

Par principe, la défense extérieure contre l'incendie, n'est constituée que par des aménagements ou des dispositifs fixes. L'implantation de moyens mobiles (camions ou wagons citerne, etc.) ne peut être que ponctuelle et consécutive à :

- une indisponibilité temporaire de points d'eau d'incendie existants,
- la nécessité de disposer ou de renforcer un point d'eau d'incendie, **temporairement**, à l'occasion, par exemple d'une manifestation exceptionnelle.

Les points d'eau d'incendie sont à l'usage exclusif des services d'incendie et de secours.

2. PERENNITE DANS LE TEMPS ET L'ESPACE

L'accessibilité et la pérennité des points d'eau visent à garantir la continuité du dispositif d'alimentation des engins de lutte contre l'incendie.

En phase d'attaque, de sauvetage ou de reconnaissance offensive, la continuité de l'alimentation en eau doit impérativement être garantie.

Toutefois, une interruption momentanée et temporaire de l'alimentation en eau des engins-pompes peut être admise dans les phases de déblais et de surveillance des incendies, en particulier s'agissant des risques très faibles à faibles. Par ailleurs, et compte tenu des techniques opérationnelles mises en œuvre dans la lutte contre les feux d'espaces naturels et de végétaux, une interruption momentanée de l'alimentation est admise.

Tous les points d'eau retenus pour intégrer l'inventaire des ouvrages concourants à la défense extérieure contre l'incendie doivent donc présenter une pérennité dans le temps et l'espace.

Ce principe implique notamment, que l'alimentation des prises d'eau sous pression soit assurée en amont, pendant la durée d'extinction fixée par le présent règlement, par des réservoirs ou des châteaux d'eau dont la capacité est suffisante.

Les conditions météorologiques ou saisonnières ne doivent pas porter atteinte aux performances des points d'eau, en particulier s'agissant des points constitués de réserves naturelles ou artificielles.

Une attention particulière doit être portée aux phénomènes météorologiques récurrents et connus, telles les situations d'enneigement ou d'inondation, de gel ou de sécheresse pouvant amoindrir les capacités et l'accessibilité des points d'eau d'incendie.

Il est cependant admis que des points d'eau d'incendie ne présentant pas des garanties de disponibilité puissent être pris en compte dans l'inventaire des ouvrages concourants à la défense extérieure contre l'incendie, sous réserve que leur apport à la DECI permanente, puisse ne pas être négligé.

B - INVENTAIRE DES POINTS D'EAU INCENDIE CONSTITUANT LA DECI

Pour être inventoriés en qualité de points d'eau d'incendie normalisés au sens du présent règlement, les aménagements, les réseaux d'eau sous pression sur lesquels les bouches ou poteaux d'incendie sont implantés, les réserves ou citernes disponibles, devront garantir un débit minimum de 30 m³/h ou un volume utilisable pendant une heure de 30 m³.

Dans le cas où cette valeur ne serait pas atteinte, et afin de recenser ce PEI, il convient de l'aménager de façon à compléter ou suppléer ces valeurs minimales, en particulier, par la mise en place de dispositif de réalimentation.

1. LES POTEAUX ET BOUCHES D'INCENDIE

1.1 Les poteaux et bouches d'incendie normalisés

Les poteaux d'incendie (PI) et les bouches d'incendie (BI), communément appelés « hydrants », doivent être conçus et installés conformément aux normes applicables :

- NF S61-211 relative aux bouches d'incendie,
- NF S61-213 et 61-214 relatives aux poteaux d'incendie.

Conformément aux dispositions prévues dans le Référentiel Normatif de la Défense Extérieure Contre l'Incendie (RNDECI), les normes précitées ne sont pas retenues en ce qui concerne les dispositions relevant du présent règlement pour la détermination de :


- la couleur des appareils,
- la signalisation ou le balisage des appareils,
- les modalités et la périodicité des contrôles,
- les opérations de réception et d'intégration des appareils dans la base de données départementale des points d'eau incendie,
- les débits et pressions minimum d'utilisation de ces appareils, visés dans l'arrêté du maire ou du président de l'EPCI à compétence propre titulaire de la compétence relative à la DECI.

La conformité aux normes des poteaux et bouches d'incendie ne concerne exclusivement que :

- les règles caractéristiques relatives à l'implantation,
- les qualités constructives (incongélable, etc.),
- les dispositifs de manœuvre,
- les dispositifs et règles de l'art en matière de raccordement.

On parlera de conformité au présent règlement pour ce qui concerne le débit, la pression, la couleur, la signalisation, le contrôle et la maintenance.

Le Sdis 76 retient comme valeurs admissibles pour le classement des bouches et poteaux d'incendie :

Débits normalisés des bouches et poteaux d'incendie (en m ³ /h)			
Orifices de refoulement	1 x 65 mm	1 x 100 mm	2 x 100 mm
Débit nominal de classement	30	60	120
Plage de débits retenus pour le classement	30 à 44	45 à 89	90 à 150
 La pression dynamique en sortie de l'appareil devra être au minimum de 1 bar et au maximum de 8 bars pour éviter la détérioration des pompes.			

Dans le cadre des études de dimensionnement des réseaux, une attention particulière doit être portée aux châteaux d'eau alimentant directement et en toute autonomie, un réseau de bouches et poteaux d'incendie. Il convient de s'assurer que le château d'eau dispose de la capacité nécessaire à couvrir le besoin en eau du risque considéré.

Les poteaux d'incendie nouvellement installés devront être, autant que possible, en adéquation avec les performances hydrauliques du réseau sur lequel ils sont implantés. Le sur-dimensionnement de l'appareil (pour des raisons d'uniformité du parc, d'une extension future, etc.) ne doit pas porter atteinte aux performances attendues.



Important.

De façon générale et compte tenu d'une part de leur visibilité et d'autre part de l'absence de contrainte liées au stationnement des véhicules, le Sdis 76 préconise l'implantation des poteaux d'incendie prioritairement à des bouches d'incendie lors de la création ou du remplacement d'hydrants.

Toutefois, si les contraintes spatiales, structurelles, historiques ou techniques le justifient, des bouches d'incendie pourront être implantées en lieu et place de poteaux d'incendie, sous réserve de satisfaire aux conditions d'implantation de ces appareils.

Dans ce dernier cas, une attention toute particulière sera portée sur les garanties d'accessibilité et de signalisation, au regard de la problématique de stationnement des véhicules dans les zones touristiques.

Les fiches techniques du présent règlement précisent l'ensemble des caractéristiques techniques et géométrique relatives à l'implantation des hydrants sous pression.

1.2 Les autres poteaux et bouches d'incendie

Certains poteaux ou bouches d'incendie présentent soit un mode de fonctionnement, soit des plages de débits et/ou de pression différents des appareils normalisés.

Parmi ces appareils on retrouve :

- le poteau d'aspiration de 100 millimètres, caractérisé par sa couleur bleue,
- le poteau d'incendie sur-pressé, caractérisé par sa couleur jaune :
 - de 100 millimètres
 - de 2 x 100 millimètres
- la bouche d'incendie sur-pressée de 100 millimètres, caractérisée par sa plaque de couleur jaune.

Les appareils sur-pressés sont généralement implantés pour défendre des risques classés importants et/ou particuliers en milieu industriel, ou bien dans les installations classées pour la protection de l'environnement.

1.3 Les prises d'eau sous pression sur les réseaux d'eau non potable

Certaines communes ou en établissements publics de coopération intercommunaux, ou entités industrielles disposent de réseaux d'eau maintenus sous pressions soit par gravité, soit par l'intermédiaire de dispositifs autonomes de type « surpresseur ».

Par définition ces réseaux sont indépendants des réseaux d'adduction en eau potable et sont alimentés par une eau dite « brute » ou « industrielle », n'ayant subi aucun traitement visant à assurer sa potabilité, et destinée à alimenter des processus industriels.

Des points d'eau d'incendie normalisés ou non peuvent être implantés sur ces réseaux d'eau sous pression afin d'assurer la défense extérieure contre l'incendie sur les zones considérées, sous réserve que ces PEI présentent toutes les garanties de continuité de l'alimentation en eau et d'accessibilité aux engins-pompes.

Si la pression délivrée par ces réseaux est supérieure à huit bars, la mise en place de réducteurs de pression fixes ou la mise à disposition de réducteurs amovibles doit être assurée par le responsable de l'établissement ou de l'industrie concerné.



Mise en œuvre de réducteurs de pression

Le diamètre (65 ou 100 mm) ainsi que le nombre de réducteurs de pression nécessaires seront déterminés en fonction du débit de référence identifié à l'issue de l'analyse des risques.

2. LES POINTS D'EAU D'INCENDIE NATURELS OU ARTIFICIELS

Tous les points d'eau naturels ou artificiels sont susceptibles, sous réserve de leur accessibilité et de leur pérennité, de concourir à la défense extérieure contre l'incendie.

Sont ainsi classables dans cette catégorie de points d'eau :

- les points d'eau naturels :
 - les cours d'eau : rivières, ruisseaux, fleuves, etc.
 - les plans d'eau : lacs, étang, lacs, etc.
- les points d'eau artificiels :
 - infrastructures : bassins, quais, ponts, estacades, etc.
 - réserves : bassins de rétention pluviale, réserves enterrées, aériennes ou à l'air libre, etc.
 - citernes : citernes souples, citernes rigides enterrées ou aériennes, etc.



Important.

La Seine constitue une ressource en eau certaine même si de réelles contraintes d'aspiration (marnage, courant, etc.) et d'accessibilité demeurent. Toutefois, l'aménagement de plateformes ou de dispositifs fixes d'aspiration représente des opportunités et peut ainsi permettre de reconnaître le Seine comme un PEI.

En cas d'intervention dans les zones couvertes par ces PEI, le commandant des opérations de secours (COS) pourra adapter ou compléter les moyens engagés, conformément aux dispositions du Règlement opérationnel.

Les réserves artificielles peuvent être alimentées par la collecte des eaux pluviales. Dans ce cas, des dispositifs de type « surverse » et « sur profondeur » doivent garantir la capacité de stockage minimale de la réserve, sans pour autant que l'apport massif d'eau pluviale ne remettent en cause l'accessibilité et la sécurité du point d'eau d'incendie.

Les réserves artificielles peuvent également être réalimentées par un réseau d'eau sous pression (potable ou non), en particulier si le débit minimum de 30 m³/h ne permet pas d'implanter sur le réseau un poteau ou d'une bouche d'incendie.

Les points d'eau naturels ou artificiels dont le volume est limité devront être munis d'un dispositif permettant de mesurer en temps réel, le volume restant à l'intérieur (flotteur, jauge de profondeur, etc.).

Le dimensionnement du volume de la réserve équivalente au débit de référence se fait alors selon la formule suivante :

$$V_{eq.} = T_{ext} \times (D_{ref} - D_{réel})$$

Dans cette formule on retrouve :

- V_{eq} : volume de la citerne réalimentée pour couvrir le risque considéré, équivalent au volume d'une réserve permettant d'assurer le débit de référence durant la durée d'extinction préconisée.
- T_{ext} : la durée théorique d'extinction prescrite dans le dimensionnement des risques.
- D_{ref} : le débit d'extinction prescrit pour couvrir le risque considéré.
- $D_{réel}$: le débit réel de la canalisation assurant la réalimentation de la citerne.

Afin d'être inventoriés comme points d'eau d'incendie, certains de ces points d'eau peuvent nécessiter la réalisation d'aménagements visant à améliorer l'accessibilité, la rapidité de mise en œuvre ou la pérennité de la ressource en eau.

S'agissant des réserves à l'air libre, un dispositif de réalimentation naturel, ou piqué sur un réseau sous pression devra prendre en compte l'évaporation moyenne annuelle, ainsi que les variations liées aux conditions climatiques exceptionnelles (canicule).

Si ces réserves sont dépourvues de mesures constructives les préservant du gel, le dimensionnement devra prendre en compte une majoration de volume liée à la gangue de glace périphérique, susceptible d'amoindrir la performance opérationnelle du point d'eau.



Remarques.

Le fractionnement des réserves artificielles est possible dans le respect des règles de répartition des points d'eau d'incendie. Le volume minimal d'une réserve est alors fixé à 30 m³.

3. LES AUTRES DISPOSITIFS

Peuvent également s'ajouter à la liste des points d'eau d'incendie inventoriés par le maire ou le président de l'établissement public de coopération intercommunale à fiscalité propre, tous les autres dispositifs reconnus opérationnels et antérieurement répertoriés par le Sdis 76.

A titre d'exemple, les puisards réalimentés d'une capacité de 2 m³, peuvent continuer à être utilisés, dès lors qu'ils ne peuvent être immédiatement remplacés, en particulier pour des raisons économiques lorsque le coût des travaux engendrés serait supérieur à la valeur des biens à défendre.

Toutefois, dès lors qu'un schéma communal ou intercommunal identifie une absence ou une mauvaise couverture de la défense extérieure contre l'incendie sur les zones défendues par ces PEI, le remplacement de ceux-ci par des PEI conformes aux dispositions des fiches techniques du présent règlement doit être programmé.

4. CAS PARTICULIERS DES PISCINES PRIVEES

Les piscines privées ne présentent pas, par définition, les qualités requises pour être inventoriées en qualité de point d'eau d'incendie.

En effet, ne sont pas garanties, en raison des règles de sécurité, d'hygiène et d'entretien qui leurs sont applicables :

- la pérennité de la ressource,
- la pérennité de leur situation juridique, en particulier en cas de renoncement du propriétaire à disposer de cet équipement ou à l'entretenir, en cas de changement de propriétaire ne souhaitant pas disposer d'une piscine,
- la pérennité de l'accessibilité aux engins d'incendie (contrainte technique forte).

Toutefois et sous réserve de recevoir un avis favorable du Sdis 76, une piscine peut être utilisée dans le cadre de l'autoprotection de la propriété, lorsque celle-ci est directement concernée ou menacée par l'incendie.

De même, le propriétaire peut mettre à disposition des secours cette capacité, en complément des moyens de défense extérieure contre l'incendie existant, sous réserve d'en garantir la pérennité de l'accessibilité et la signalisation réglementaire.

C - EQUIPEMENT DES POINTS D'EAU INCENDIE

1. LES POINTS D'EAU D'INCENDIE NON NORMALISES

Sont qualifiés de points d'eau non normalisés, les PFI qui nécessitent la mise en œuvre de technique d'aspiration des engins-pompes.

Ces points d'eau peuvent être :

- complètement aménagés (aire d'aspiration et dispositif fixe d'aspiration),
- partiellement aménagés (aire d'aspiration),
- non aménagés (permettant exclusivement la mise en œuvre de motopompes flottantes).

Le recours à l'utilisation et l'installation de ces points d'eau d'incendie non aménagés devront toutefois rester exceptionnels et dans tous les cas soumis à la validation du Sdis 76.

Tous les points d'eau d'incendie non normalisés devront disposer d'une plate-forme de mise en station ou d'une aire d'aspiration permettant l'implantation des engins de lutte contre l'incendie.

2. AIRE D'ASPIRATION ET PLATE-FORME DE MISE EN STATION

Une aire d'aspiration ou plate-forme de mise en station désigne un espace spécialement aménagé pour la mise en œuvre des engins-pompes.

Ces dispositifs sont qualifiés d'aire d'aspiration lorsqu'ils sont équipés d'une colonne fixe d'aspiration et d'aire de mise en station lorsqu'ils ne permettent que le stationnement de l'engin-pompe.

On distingue deux types de plate-forme et d'aire :

- les aménagements destinés à recevoir des motopompes remorquables et dont la surface doit être constituée d'une plate-forme de 4 m x 3 m, soit 12 m² au minimum,
- les aménagements destinés à recevoir des engins-pompes et dont la surface doit être constituée d'une plate-forme de 8 m x 4 m, soit 32 m² au minimum.

Au-delà des caractéristiques géométriques, les différents types de plate-forme doivent :

- présenter une résistance au poinçonnement permettant le stationnement des engins de catégorie « poids lourds »,
- être dotés d'une pente suffisante (idéalement 2%) permettant l'évacuation des eaux de ruissellement, mais limitée afin d'éviter tout risque de chute liée à la présence éventuelle de boue, de glace, etc.
- être équipé d'un dispositif fixe de calage des engins : bordures de trottoirs, etc.

La plate-forme de stationnement ainsi constituée doit être facilement accessible depuis la voirie publique par une voie permettant, en toutes circonstances, le stationnement de l'engin-pompe soit perpendiculairement, soit parallèlement au point d'eau.

Les fiches techniques du présent règlement précisent l'ensemble des caractéristiques techniques et géométriques relatives à la réalisation et à la signalisation des aires d'aspiration et des plates-formes de mise en station.

3. DISPOSITIFS FIXES D'ASPIRATION

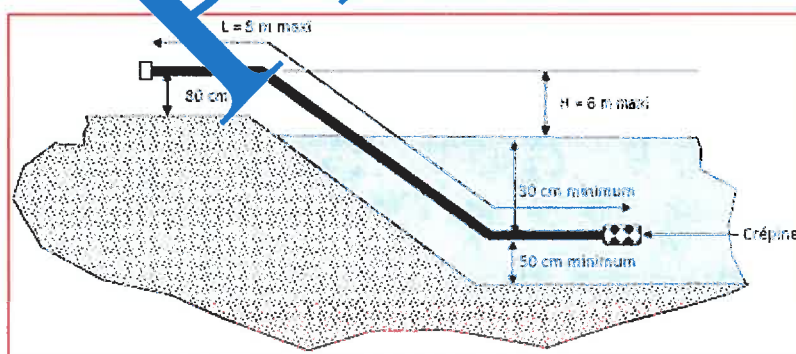
Les dispositifs fixes d'aspiration permettent aux engins de lutte contre l'incendie de se mettre rapidement en aspiration sur un plan d'eau ou une réserve destinés à la défense extérieure contre l'incendie.

Si les points d'eau naturels accessibles aux engins-pompes peuvent être dispensés, les dispositifs fixes doivent équiper systématiquement tous les points d'eau artificiels.

Pour être utilisables par les engins de lutte contre l'incendie, les dispositifs fixes d'aspiration doivent être constitués au minimum :

- d'un demi-raccord d'aspiration symétrique normalisé,
- d'une canalisation rigide d'un diamètre compatible avec les capacités techniques des engins de lutte contre l'incendie,
- d'une crépine sans clapet implantée au minimum à 50 m du fond de la réserve et dont la couverture par le niveau des plus basses eaux de mitant le volume disponible est au minimum de 0,30 m.

Par ailleurs, la hauteur géométrique d'aspiration, défini comme la hauteur verticale entre le niveau du plan d'eau (ou de la surface d'eau de la réserve) et l'axe de la pompe de l'engin-pompe, doit être au plus égale à 6 mètres.



Caractéristiques géométriques d'un dispositif fixe d'aspiration

Dans le cas où plusieurs dispositifs d'aspiration doivent être installés sur le même PEI, une distance minimale de quatre mètres est exigée entre eux.

Des dispositifs, mobiles ou pivotants, peuvent être installés afin d'éviter l'envasement et le bouchage de la crépine. Ces aménagements doivent rester exceptionnels et sont soumis à la validation du Sdis 76.

L'ensemble des dispositifs d'aspiration fixes doit faire l'objet d'un contrôle et d'un entretien réguliers afin de garantir la pérennité de sa mise en œuvre.

Les fiches techniques du présent règlement précisent l'ensemble des caractéristiques techniques et géométriques relatives à l'aménagement de dispositifs fixes d'aspiration.

D - SIGNALISATION DES POINTS D'EAU D'INCENDIE SUR LE TERRAIN

1. LA COULEUR DES APPAREILS

Les poteaux et les bouches d'incendie normalisés, implantés sur des réseaux d'eau sous pression sont de couleur rouge incendie, sur plus de 50 % de leur surface visible après pose. Ils peuvent être équipés de dispositifs retro-réfléchissants.

La couleur rouge signifie que les hydrants sont implantés sur des réseaux d'eau sous pression.

Une adaptation de la couleur est réalisée afin de prendre en compte la valeur du débit nominal de classement de l'hydrant, à savoir :

- BI/PI de 30 m³/h : par la réalisation d'un marquage blanc,
- BI/PI de 60 m³/h : par la couleur rouge incendie uniforme,
- BI/PI de 120 m³/h : par la réalisation d'un marquage orange.

Les poteaux d'aspiration, équipant en particulier les citernes enterrées et les réserves aériennes, sont de couleur bleue, sur plus de 50 % de leur surface visible après pose. Ils peuvent être équipés de dispositifs retro-réfléchissants.

La couleur bleue signifie que les hydrants sont sans pression permanente et qu'ils nécessitent une mise en dépression afin de réaliser l'alimentation des engins de lutte contre l'incendie.

Les poteaux et les bouches d'incendie, implantés sur des réseaux d'eau sur-pressés (pression statique supérieure à 8 bars), sont de couleur jaune sur plus de 50 % de leur surface visible après pose.

La couleur jaune signifie que les hydrants sont implantés sur des réseaux d'eau sous pression nécessitant des précautions particulières, en particulier afin de protéger les pompes et les tuyaux de refoulement des engins de lutte contre l'incendie.

Tous les autres points d'eau normalisés et non dédiés à la défense extérieure contre l'incendie, en particulier les réseaux susceptibles d'assurer l'alimentation des dispositifs de lavage et d'arrosage du domaine public, doivent avoir une couleur distincte (verte, etc.) des appareils de DECI.

De la même façon, dans certains établissements industriels ou pétroliers, certains appareils destinés à la lutte contre les feux de liquides inflammables peuvent être de couleur jaune, signifiant qu'ils sont implantés sur un réseau sur-pressé, mais également qu'ils délivrent un mélange de solution moussante (eau + émulseur) nécessitant la réalisation de mousse extinctrice.

Ces poteaux d'incendie ne concourent pas à la défense extérieure contre l'incendie publique. Ces établissements faisant l'objet d'un plan d'établissements répertoriés (ER), les appareils de DECI délivrant un mélange de solution moussante sont identifiés sur ces documents, conformément à la doctrine départementale relative à la réalisation des plans ER.

2. LES EXIGENCES MINIMALES DE SIGNALISATION

La signalisation de tous les points d'eau d'incendie au moyen de panneau est obligatoire ; elle permet de faciliter le repérage et la localisation de l'appareil et de donner les caractéristiques essentielles afin de renseigner les sapeurs-pompiers sur la performance opérationnelle des hydrants.

Les poteaux d'incendie normalisés peuvent être dispensés de toute signalisation, dès lors où leur positionnement sur la voie publique suffit en lui-même à visualiser leur présence. A défaut, le Sdis 76 peut être amené à demander la mise en place d'une signalisation particulière.

La signalisation des PEI est harmonisée sur l'ensemble du territoire national et doit comporter au minimum les éléments suivants :

- le symbole du panneau blanc sur fond rouge (ou inversement) de dimension de 30 cm x 50 cm composé soit d'un disque, soit d'un rectangle de type « panneau d'indication » :



- ils sont installés entre 0,50 et 2 mètres du sol de référence, selon l'objectif de visibilité souhaité,
- ils indiquent l'emplacement du PEI (pointe de la flèche vers le bas) ou signale sa direction (sens de la flèche à gauche ou à droite) et précisent la distance,
- le numéro d'ordre du PEI,
- les restrictions éventuelles d'utilisation.

3. PROTECTION ET SIGNALISATION COMPLEMENTAIRE

Afin de garantir l'accessibilité aux points d'eau d'incendie, il appartient à l'autorité compétente de réglementer le stationnement au droit des PEI qui nécessitent des restrictions particulières.

De même, l'accès peut être réglementé ou interdit au public. Pour mémoire, l'article R.417.10 II 7° du Code de la route interdit le stationnement au droit des bouches d'incendie.

Dans les espaces publics où la circulation et/ou le stationnement sont susceptibles de perturber la mise en œuvre des PEI, des protections physiques complémentaires doivent être mises en place afin d'interdire aux véhicules l'approche des prises d'eau et ainsi garantir la pérennité de leur accessibilité ou pour apposer la numérotation du PEI.

Toutefois, ces dispositifs ne doivent pas nuire à la rapidité de mise en œuvre des engins de lutte contre l'incendie.

4. SYMBOLIQUE DE SIGNALISATION ET DE CARTOGRAPHIE

Afin d'identifier sur tout support cartographique les différents points d'eau d'incendie, le Sdis 76 a défini une base commune à l'ensemble des acteurs.

Cette symbolique peut également être utilisée sur les panneaux de signalisation mentionnés au paragraphe précédent. Les fiches techniques du présent règlement précisent, pour chaque type de point d'eau d'incendie, la charte graphique associée.

La charte graphique relative à la défense extérieure contre l'incendie sera mise en œuvre à la date d'entrée en vigueur du présent règlement.

Toutefois et afin de tenir compte des documents opérationnels existants (plans d'établissements répertoriés, cartographie du Sdis 76, etc.), les symboles utilisés antérieurement continueront à coexister avec la nouvelle charte graphique.

E - MESURES RELATIVES A LA PROTECTION DES PERSONNES

Afin de garantir la protection des sapeurs-pompiers lors des opérations de lutte contre l'incendie, mais également lors des actions de formation ou de reconnaissance opérationnelle, les points d'eau d'incendie devront être implantés en respectant toutes les mesures réglementaires ou de bon sens visant à garantir l'intégrité physique des intervenants et du public.

L'attention sera portée en particulier sur la nécessité de :

- protéger les surfaces libres des plans d'eau afin **d'éviter les chutes et les noyades** et de positionner, le cas échéant, des dispositifs de protection contre les risques de noyade accidentelle : mains courantes, dispositifs de flottabilité complémentaires (bouée), etc.
- ne pas implanter les PEI à moins de 5 mètres du risque à défendre afin de limiter l'exposition au flux thermique et à plus de 5 mètres des bordures des voies de circulation, tout en garantissant que la manœuvrabilité du point n'expose pas les sapeurs-pompiers aux risques routiers

Projet

CHAPITRE 5 – ELABORATION DES SCHEMAS COMMUNAUX OU INTERCOMMUNAUX DE DECI

La mise en place d'un schéma communal ou intercommunal ne revêt pas de caractère obligatoire et sa réalisation est laissée à l'initiative de l'autorité compétente.

Toutefois, l'élaboration d'un schéma communal ou intercommunal manifeste la volonté de l'autorité compétente de mettre à niveau et d'inscrire la défense extérieure contre l'incendie comme une priorité de la collectivité.

Ces schémas s'inscrivent dans une démarche d'optimisation permanente et continue de la défense extérieure contre l'incendie et permettent une planification pluriannuelle d'aménagements de renforcement ou de complément.

Bien que leur réalisation ne revête pas de caractère obligatoire, le SCDECI ou SICDECI, s'il est associé aux autres outils d'urbanisme opérationnels (plan local d'urbanisme (PLU), schémas de cohérence territoriale (SCOT), etc.) peut se révéler être un outil efficace d'aménagement du territoire.

Sur la base d'une analyse des risques, le schéma communal ou intercommunal de DECI doit permettre à l'autorité compétente :

- de connaître sur son territoire, le niveau de couverture de la défense extérieure contre l'incendie existante,
- d'identifier les carences constatées et les zones non couvertes,
- de prioriser l'implantation des équipements nécessaires au renforcement de la DECI,
- de projeter l'évolution prévisible des risques en fonction du développement prévu de l'urbanisation.

Dans les communes où la situation est particulièrement simple en matière de DECI, notamment lorsqu'il y a peu d'habitations et que la ressource en eau est abondante et accessible aux moyens du Sdis 76, l'arrêté de DECI mentionné au chapitre précédent peut se substituer au schéma communal.

Bien que n'étant pas directement en charge de leur conception, le Sdis 76 demeure, pour l'autorité compétente, le conseiller technique privilégié pour l'élaboration des schémas de DECI.

Le SCDECI ou SICDECI permet ainsi de réaliser une planification pluriannuelle d'implantation (ou de création) de PEI de complément, de renforcement mais également de remplacement des appareils obsolètes ou détériorés.

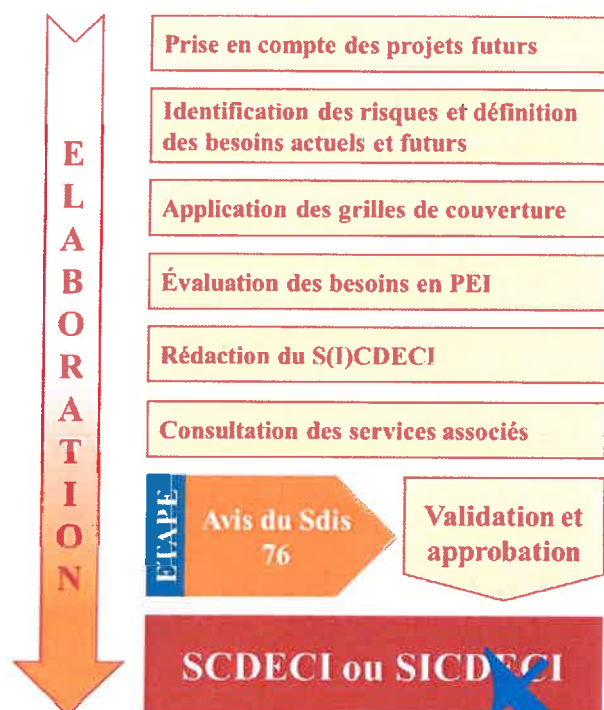
Les points d'eau d'incendie, dont l'implantation est prévue dans le cadre d'un schéma communal ou intercommunal, doivent respecter les prescriptions techniques figurant dans le présent règlement.

Le SCDECI ou SICDECI permet également à l'autorité compétente de planifier les actions relatives à la DECI, de manière efficiente, tout en garantissant une maîtrise des coûts.

1. LE PROCESSUS D'ELABORATION

Le schéma est réalisé par l'autorité compétente. Celle-ci peut également associer à cette démarche des partenaires locaux, en particulier les services distributeurs de l'eau potable.

Le processus d'élaboration peut s'articuler schématiquement comme suit :



2. L'IDENTIFICATION DES RISQUES

Pour identifier les risques présents sur l'ensemble du territoire auquel est appliqué le SCDECI ou SICDECI, il convient de mener une analyse systémique de type « sources / flux / cibles » afin de d'identifier les risques, les ressources disponibles et celles à mobiliser pour lutter efficacement contre un incendie.

La prise en compte des projets futurs est indispensable pour assurer la cohérence entre le schéma communal ou intercommunal de DECI et les documents d'urbanisme opérationnels.

- **les sources :**

- les zones protégées, au sens de la définition faite dans le présent règlement,
- les zones d'agglomération ou de centre-bourg,
- les établissements recevant du public,
- les zones d'activités commerciales, artisanales ou industrielles, ainsi que leurs extensions prévisibles,
- les exploitations et activités agricoles.

Pour chaque source, il convient alors d'identifier :

- la nature de l'activité : habitation, agricole, industrie, etc.
- les caractéristiques techniques, géométriques ainsi que les surfaces non recoupées,
- la destination : activité ou stockage,
- la distance entre les façades des bâtiments voisins et celles du bâtiment étudié,
- les dispositions constructives de nature à réduire les risques : murs coupe-feu, détection et extinction automatique, ventilation, etc.

- **les flux :**
 - les risques de propagation d'un sinistre apprécié au regard de la distance entre les façades des bâtiments situés à moins de 5 ou 8 mètres,
 - les risques d'exposition aux fumées d'incendie.
- **les cibles :**
 - les enjeux humains : densité importante, personnes vulnérables, activités professionnelles ou sociales à forte valeur ajoutée, etc.
 - les enjeux patrimoniaux : bâtiments classés, collectifs, etc.
 - les enjeux pour l'environnement appréciés au regard des risques de pollution aquatique et/ou atmosphérique.

3. L'ETAT DES LIEUX DE LA DECI EXISTANTE

Lors de cette étape, il convient de réaliser un inventaire exhaustif de toutes les ressources en eau immédiatement disponibles ou mobilisables, en s'appuyant en particulier sur l'arrêté communal ou intercommunal de la défense extérieure contre l'incendie.

Une visite sur le terrain de la collectivité concernée, avec l'ensemble des partenaires de la DECI, est un préalable à la réalisation de l'état des lieux.

Dans le cadre de l'élaboration du SCDECI ou SICDECI, il est également nécessaire de consulter tous les éléments à forte valeur ajoutée tels :

- le schéma de distribution d'eau potable : plan de canalisations du réseau d'adduction d'eau potable et du maillage entre les réseaux, les caractéristiques des châteaux d'eau (capacités, etc.),
- les documents d'urbanisme opérationnel (plan de zonage, plans d'aménagement, etc.),
- le plan du réseau des voiries, matérialisant le classement des voies communales (publiques, communautaires ou privées) ainsi que leur importance structurelle (principale ou secondaire),
- les schémas directeurs d'aménagement des eaux pluviales et des bassins versants, etc.
- le schéma départemental d'analyse et de couverture des risques.

4. L'APPLICATION DES GRILLES DE DIMENSIONNEMENT ET L'EVALUATION DES BESOINS EN PEI

L'application des grilles de dimensionnement des besoins en eau du présent règlement doit permettre de faire des propositions pour améliorer la défense extérieure contre l'incendie en déterminant les quantités d'eau et la durée d'extinction nécessaires pour assurer la protection des cibles à défendre.

Pour cela, il est nécessaire de mettre en concordance, idéalement sur une cartographie, le zonage des risques avec la couverture de la DECI existante.

Les résultats de l'utilisation des grilles et de la cartographie réalisée, doivent apparaître dans un tableau de synthèse. Ce tableau préconise des aménagements ou installations à réaliser pour couvrir le risque afférant au type de cibles.

Les préconisations du schéma sont proposées avec des priorités de remises à niveau ou d'installations permettant ainsi de planifier la mise en place des nouveaux équipements. Cette planification peut s'accompagner d'échéances.

Si plusieurs solutions existent, il appartient à l'autorité compétente de faire le choix de la défense souhaitée afin d'améliorer la DECI à des coûts maîtrisés, après consultation du Sdis 76.

Dans un objectif de rationalisation et de cohérence avec les règles d'implantation des PEI, il devra être tenu compte des PEI existants sur les communes limitrophes (y compris des départements limitrophes) pour établir la DECI d'une commune.

Pour cela, l'autorité compétente pourra établir une convention avec la commune ou l'établissement public de coopération intercommunal voisin afin de procéder à un échange d'informations.

La convention pourra également prendre en compte une coopération financière pouvant donner lieu à des aménagements d'ouvrages ou à des renforcements de DECI communs aux deux collectivités.

5. LA REDACTION DU SCDECI / SICDECI

Il appartient à l'autorité compétente de procéder à la rédaction du schéma communal ou intercommunal de la DECI.

L'élaboration de ce document est à l'initiative de la commune ou de l'établissement public de coopération intercommunale à fiscalité propre :

- soit en régie par la commune ou l'EPCI dans le cadre d'une mutualisation des moyens des collectivités,
- soit par un prestataire défini localement dans le respect des règles de mise en concurrence.

Ce prestataire ne fait l'objet d'aucun agrément. Toutefois et compte tenu des connaissances pluridisciplinaires nécessitées par la rédaction de ces documents, le prestataire devra être en mesure de justifier de références reconnues en matière d'analyse des risques, de connaissances techniques et opérationnelles nécessaires à la réalisation des missions de lutte contre l'incendie, ainsi qu'une connaissance de l'environnement territorial.

6. LA CONSULTATION DU SCDECI / SICDECI

L'accès à une libre consultation des schémas communaux et intercommunaux doit être possible à l'ensemble des partenaires de la DECI, ainsi qu'aux bureaux d'études en lien avec des opérations d'aménagement du territoire (agences d'urbanisme, cabinets de géomètres, aménageurs, etc.), mais également au public.

Ces documents seront édités en nombre suffisant, en particulier deux exemplaires qui seront transmis au Sdis 76 afin de pouvoir instruire les autorisations d'urbanisme et d'aménagement qui lui sont transmis.

Afin d'assurer largement la portée et la connaissance de ces documents, l'autorité compétente pourra en assurer une large diffusion, en particulier sous une forme dématérialisée, sur le site d'information officiel de sa collectivité.

7. LA CONSTITUTION DU DOSSIER

L'objectif est de proposer un formalisme type et simple, permettant à chaque collectivité d'élaborer son schéma de DECI :

Ainsi le SCDECI ou SICDECI devra être constitué de :

- 1) la référence aux textes en vigueur : récapitulatif des textes réglementaires, dont le présent règlement,
- 2) la localisation des sources de risques et des cibles associées, sous la forme si possible d'une ou plusieurs représentations cartographiques du zonage des risques et des niveaux de risques associés,
- 3) l'état des lieux de la défense incendie représenté sous la forme d'un inventaire des PEI existants,
- 4) une analyse de la couverture, présentée, si possible, sous une forme cartographique mettant ainsi en évidence les « zones d'ombre » et les préconisations pour améliorer l'existant,
- 5) les propositions ou préconisations pour améliorer durablement la DECI, prenant en compte les projets à venir. Elles peuvent être priorisées et planifiées dans le temps,
- 6) une représentation cartographique des propositions d'amélioration de la DECI, éventuellement en indiquant le calendrier de réalisation,

- 7) tous autres documents (inventaire des exploitations, commerces, artisans, agriculteurs, ZAC, schéma de distribution d'eau potable, plans des canalisations, le « porter à connaissance », etc.) nécessaires à la compréhension du SCDECI ou SICDECI.

8. LA PROCEDURE D'ADOPTION

Avant d'arrêter le schéma, l'autorité compétente recueille l'avis des différents partenaires concourant à la DECI du territoire, en particulier :

- le Service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime (Sdis 76) qui rend un avis simple, visant à garantir la conformité au présent règlement des PEI proposés,
- le service public de l'eau,
- les gestionnaires des autres ressources en eau,
- les services de l'État chargés de l'équipement, de l'urbanisme, de la construction et de l'aménagement rural,
- d'autres acteurs, notamment le département et les établissements publics de l'Etat concernés.

Pour le cas des SICDECI, l'autorité compétente recueille l'avis des maires de l'établissement de coopération intercommunale.

Chacun de ces avis simples doit être rendu dans un délai maximum de deux mois à compter de la date de transmission aux différents services, sous la forme d'un courrier recommandé avec accusé de réception.

L'avis doit être transmis à la collectivité au plus tard le dernier jour des deux mois, à compter de la date de réception dans le service concerné, sous la forme d'un courrier recommandé avec accusé de réception. Au-delà de cette date, l'avis est réputé favorable.

Après réception de l'ensemble des avis des services consultés, il appartient à l'autorité compétente de soumettre le document à l'approbation de l'assemblée délibérante, puis de prendre l'arrêté de promulgation du SCDECI ou SICDECI.

L'arrêté portant promulgation du SCDECI ou SICDECI est inséré au recueil des actes administratifs de la collectivité.

Lorsque le schéma est arrêté par l'autorité compétente, cette dernière s'y réfère pour réaliser les travaux de renforcement et d'amélioration du DECI de la commune ou des communes composant l'EPCI, en tenant compte des ordres de priorité et remis à niveau d'installation d'équipements nouveaux.

9. LA PROCEDURE DE REVISION

La révision du SCDECI ou du SICDECI est laissée à l'initiative de l'autorité compétente. Toutefois, il est conseillé de réviser le schéma dès lors que :

- le programme d'équipements prévu a été réalisé (selon ses phases d'achèvement),
- le développement urbain nécessite une nouvelle étude de la couverture du risque incendie,
- les documents d'urbanisme opérationnels sont révisés.

La fréquence de la procédure de révision est au maximum quinquennale.

GLOSSAIRE - TABLE DES ACRONYMES

Accessibilité : Capacité d'une voie ou d'une zone à assurer la mise en station et en action d'un engin ou de matériels de lutte contre l'incendie.

BAU : Bande d'Arrêt d'Urgence.

BI : La bouche d'incendie est un point d'eau incendie (PEI) normalisé qui a la particularité d'être souterrain. Si ce type d'hydrant a une qualité esthétique car invisible, il pose de nombreuses contraintes opérationnelles: manœuvre complexe, difficulté de localisation, risque d'entrave par des véhicules en stationnement ou la neige.

Capacité utilisable : Volume d'eau disponible pour l'usage des moyens du Sdis dans les limites des contraintes de mise en aspiration des engins, notamment la hauteur géométrique d'aspiration et la hauteur d'eau en dessous et au-dessus de la crépine.

CASDIS : Conseil d'Administration du Service Départemental d'Incendie et de Secours.

CGCT : Code Général des Collectivités Territoriales.

COS : Commandant des Opérations de Secours. Le COS est un sapeur-pompier. Avec l'ensemble des moyens publics et privés, il met en œuvre, sous l'autorité du préfet ou du maire (DOS), la stratégie définie par ce dernier.

CCH : Code de la construction et de l'habitation.

CSP : Code de la Santé Publique.

Débit simultané : il s'agit du débit cumulé de plusieurs PEI (PI ou BI dans la majorité des cas) utilisés de façon simultanée par les sapeurs-pompiers.

DECI : La Défense Extérieure Contre l'Incendie est l'ensemble des points d'eau incendie (PEI) destinés à assurer des actions de lutte contre l'incendie. Constituent les PEI : les Bouches ou Poteaux d'Incendie (BI, PI) normalisés, les points d'eau naturels (lac, étang, rivière, etc.) et artificiels (citerne, bache).

Desserte ou « Voies de desserte » : Ensemble des voies publiques ou privées dont les caractéristiques doivent notamment permettre une circulation et une utilisation satisfaisante des engins de lutte contre l'incendie amenés à intervenir sur des terrains, constructions ou aménagements. Elles comprennent entre autres les voies « engins », voies « échelles » et les cheminements praticables aux « dévidoirs à roues », définis dans la réglementation « incendie » des bâtiments d'habitation et des établissements recevant du public.

DOS : Directeur des Opérations de Secours. Fonction relevant de l'autorité de police compétente qui définit les objectifs et/ou la stratégie. Cette fonction est tenue par le Maire. Toutefois, si le sinistre a des conséquences pouvant dépasser les limites ou les capacités d'une commune, ou si un Plan d'urgence a été déclenché, le DOS relève du Préfet.

EPCI : Etablissement Public de Coopération Intercommunale. Il s'agit d'une structure administrative française regroupant des communes ayant choisi de développer plusieurs compétences en commun.

ERP: Les Etablissements Recevant du Public sont des lieux publics ou privés accueillant des clients ou des utilisateurs autres que les employés qui sont, eux, protégés par les règles relatives au code du travail.

Hauteur géométrique d'aspiration : Hauteur entre la surface du niveau le plus bas du volume d'eau utilisable et la plate-forme de mise en station des engins.

Hydrants : Appareils hydrauliques sous pression constitués des Poteaux d'Incendie (PI) et des Bouches d'Incendie (BI). Les points d'eau naturels ou artificiels ne sont pas compris dans les hydrants.

ICPE : Installations Classées pour la Protection de l'Environnement. Les installations et usines susceptibles de générer des risques ou des dangers sont soumises à une législation et une réglementation particulières, relatives à ce que l'on appelle "les installations classées pour la protection de l'environnement". Localement, ce sont les services de l'inspection des installations classées au sein des DRIEE ou DREAL (hors élevages), ou des Directions Départementales de Protection des Populations des préfectures (élevages) qui font appliquer, sous l'autorité du préfet de département, les mesures de cette police administrative.

IGH : Immeuble de Grande Hauteur. Selon les dispositions de l'article R122-2 du Code de la construction et de l'habitation, constitue un IGH tout corps de bâtiment dont le plancher bas du dernier niveau est situé, par rapport au niveau d'accès des secours, à plus de 28 mètres pour les immeubles à usage d'habitation et à plus de 28 mètres pour les autres immeubles (sauf exception).

PEI : Point d'Eau Incendie. Il s'agit de point d'eau permettant l'alimentation en eau des moyens des services d'incendie et de secours afin d'assurer la défense extérieure contre l'incendie (DECI).

PI : Le PI est un hydrant mis en place par les communes ou les entreprises privées (industrie, ERP, sites militaires) dans leurs enceintes. Il s'agit de prises d'eau disposées sur un ou plusieurs réseaux souterrains sous pression permettant d'alimenter les engins de lutte contre l'incendie. Ces réseaux, destinés avant tout à l'alimentation en eau potable, sont constitués de canalisations d'un diamètre intérieur d'au moins 100 mm (sauf pour le réseau faible où un diamètre inférieur est accepté).

Prise d'eau : Tout équipement sous pression permettant l'alimentation des engins de lutte contre l'incendie.

RIM : Règlement d'Instruction et de Manœuvre des Sapeurs-pompiers communaux approuvé par arrêté ministériel du 1^{er} février 1978. Le RIM définit, notamment, un postulat de base selon lequel « le risque moyen, correspondant au cas le plus fréquent, nécessite un débit de 60 m³ par heure ».

SCDECI : Schéma Communal de Défense Extérieure Contre l'Incendie

SDACR : Schéma Départemental d'Analyse et de Couverture des Risques. Il s'agit d'un document réglementaire, signé par le préfet et prescrit à l'article L.1424-7 du CGCT. Il établit l'inventaire des risques de sécurité civile (particuliers et courants) d'un département et fixe des objectifs de couverture en termes d'orientations fondamentales d'aménagement du territoire. Le SDACR n'a pas d'effet juridique sur les particuliers et ne fixe pas d'obligation de résultats. Il justifie l'organisation territoriale du Sdis, légitime le règlement opérationnel et conduit à la réalisation de plans d'équipement.

SICDECI : Schéma Inter Communal de Défense Extérieure Contre l'Incendie

TPC : Terre-Plein Central

GUIDE TECHNIQUE DE LA DECI

La partie intitulée Guide technique du règlement départemental de la défense extérieure contre l'incendie a pour objectif de préciser les points techniques relatifs à la DECI sous la forme de fiches thématiques synthétiques.

Les solutions techniques présentées dans ce guide constituent les solutions idéales vers les quelles doit tendre la mise en œuvre de la DECI sur le terrain. Cependant et en fonction des contraintes locales, le Sdis 76 pourra déroger ou adapter les exigences techniques afin d'optimiser la défense extérieure contre l'incendie.

A – LE DIMENSIONNEMENT DES RISQUES

- FT A.1 Méthodologie d'étude et de classement des risques
- FT A.2 Le dimensionnement des lignes de défense
- FT A.3 Les besoins en eau liés aux risques particulier « ERP »
- FT A.4 Les besoins en eau liés aux risques particuliers « Industriels »

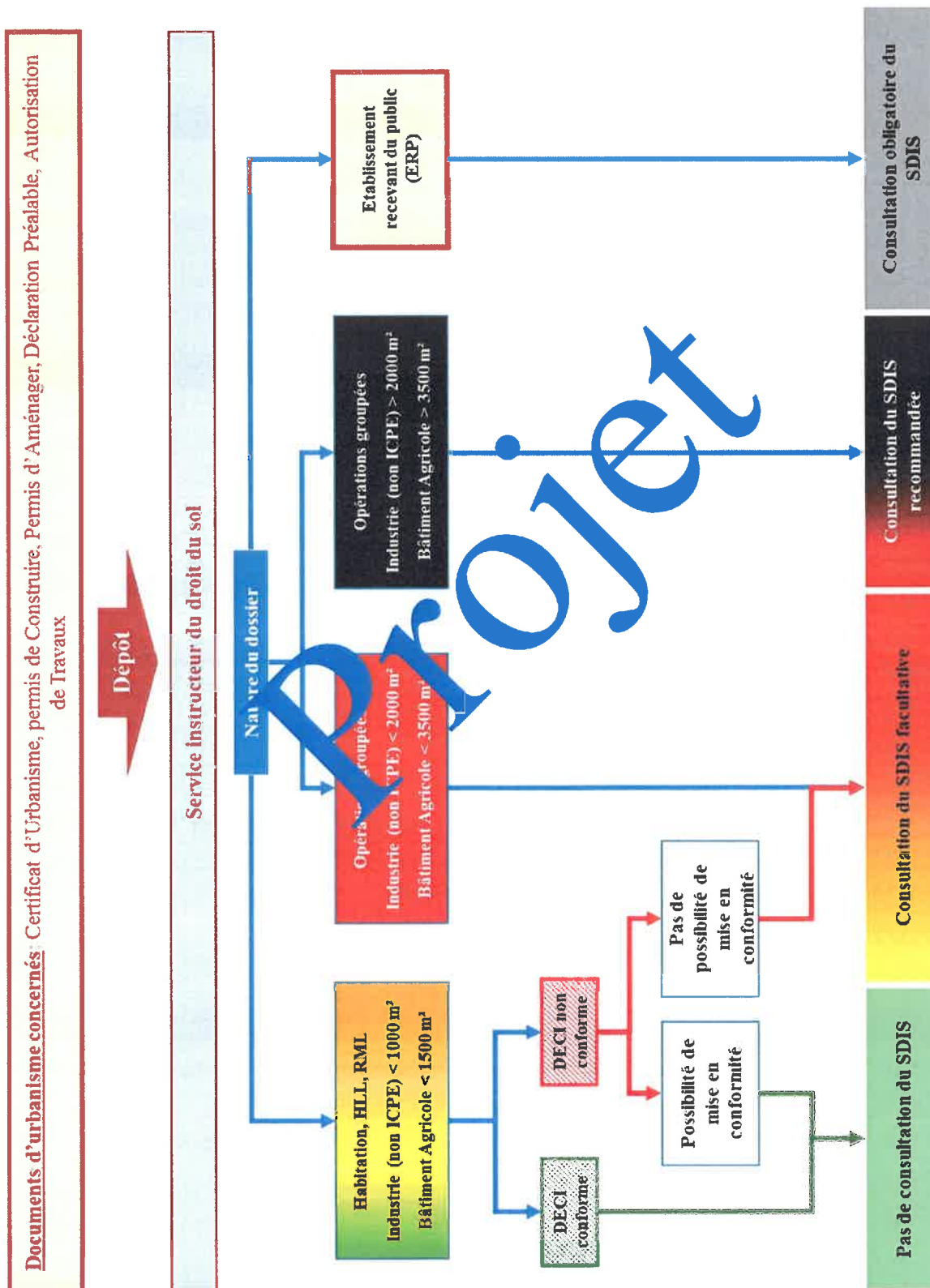
B – LES POINTS D'EAU D'INCENDIE

- FT B.1 Les poteaux d'incendie normalisés
- FT B.2 Les autres poteaux d'incendie
- FT B.3 Les bouches d'incendie normalisées
- FT B.4 Les plateformes et aires d'aspiration
- FT B.5 Les puisards déportés
- FT B.6 Les réserves souples
- FT B.7 Les réserves aériennes
- FT B.8 Les réserves enterrées
- FT B.9 Les dispositifs fixes d'aspiration
- FT B.10 Les prises d'eau en milieu naturel
- FT B.11 Les mares naturelles et autres bassins
- FT B.12 La codification et la représentation cartographique des points d'eau d'incendie
- FT B.13 Méthodologie de contrôles de débits des hydrants
- FT B.14 La signalisation des points d'eau d'incendie
- FT B.15 La clé « polycoise » des sapeurs-pompiers

C – LES PROCEDURES LIEES A LA DECI

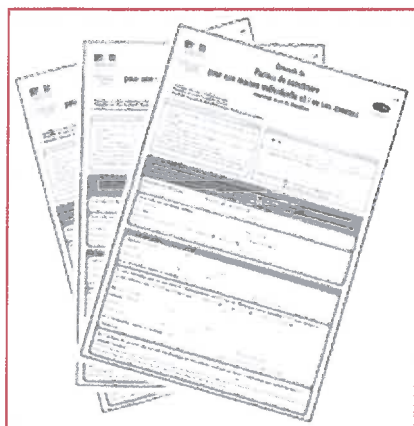
- FT C.1 Méthodologie de réalisation des reconnaissances opérationnelles
- FT C.2 L'arrêté communal ou intercommunal de DECI
- FT C.3 Convention-type de mise à disposition d'un point d'eau d'incendie privé
- FT C.4 Attestation type de réception d'un point d'eau d'incendie
- FT C.5 Méthodologie d'échange d'informations relatives à la DECI

CRITERES DE CONSULTATION DU SDIS 76



Méthodologie d'étude et de classement des risques

PRINCIPE GENERAL DE L'ANALYSE ET DU DIMENSIONNEMENT DES RISQUES



Rechercher dans le dossier :

- La famille de risque,
- La surface de référence totale,
- La distance par rapport aux façades

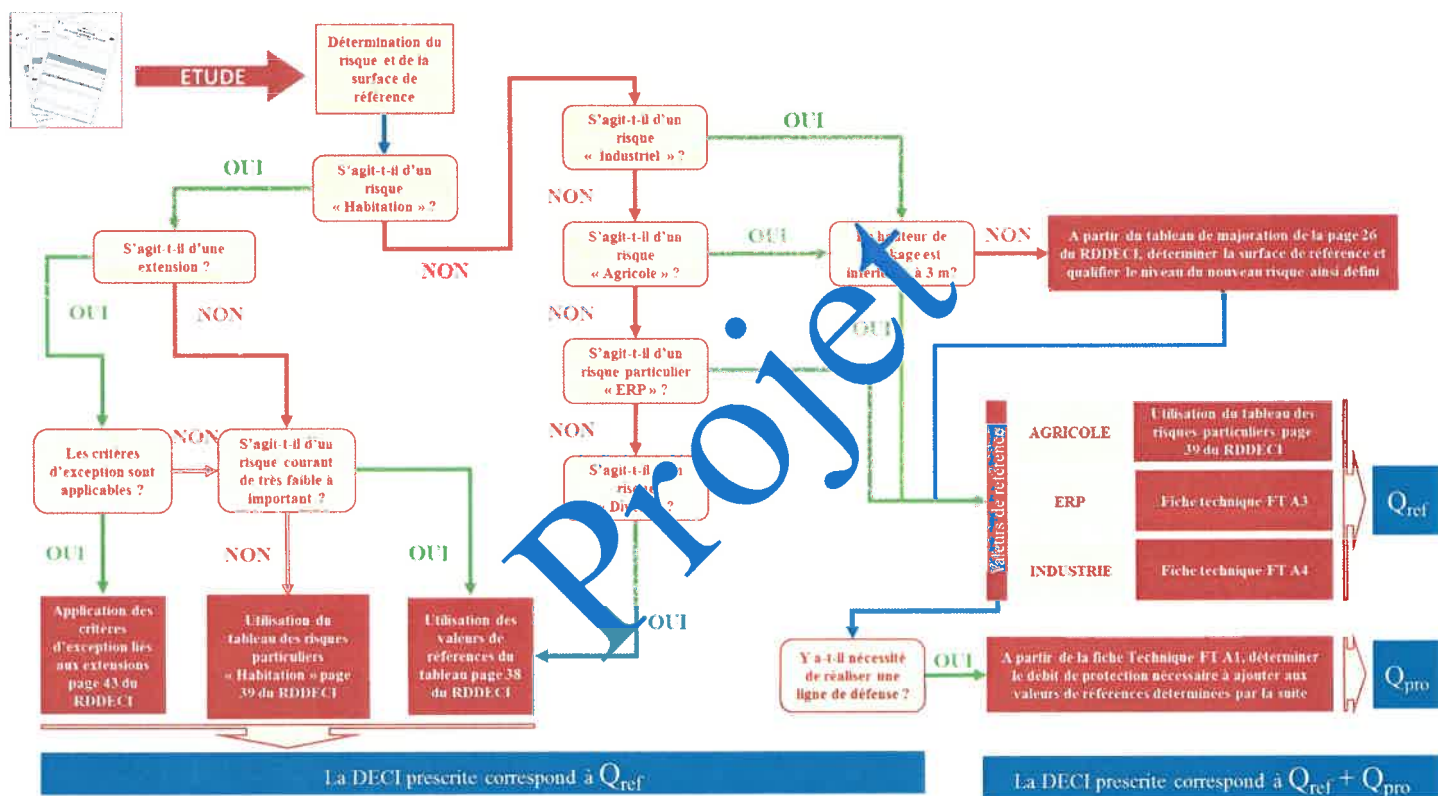


Sélectionner la grille de
dimensionnement des risques
adaptée

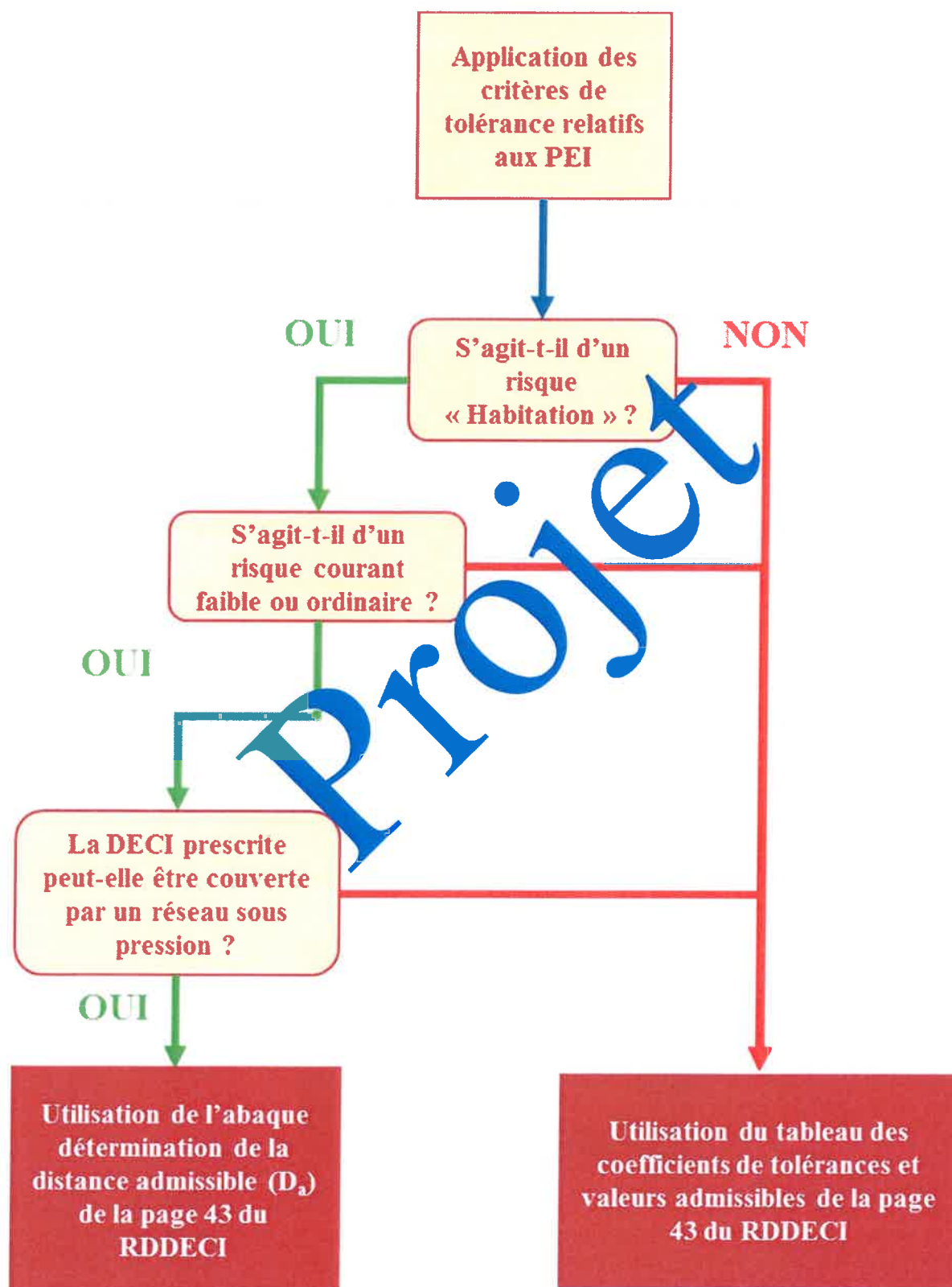
2^{EME} ETAPE : DETERMINATION DES BESOINS EN EAU

(Voir tableau page suivante)

Projet



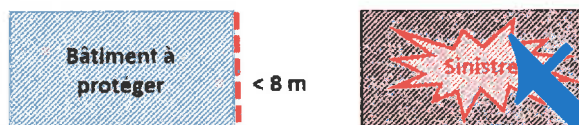
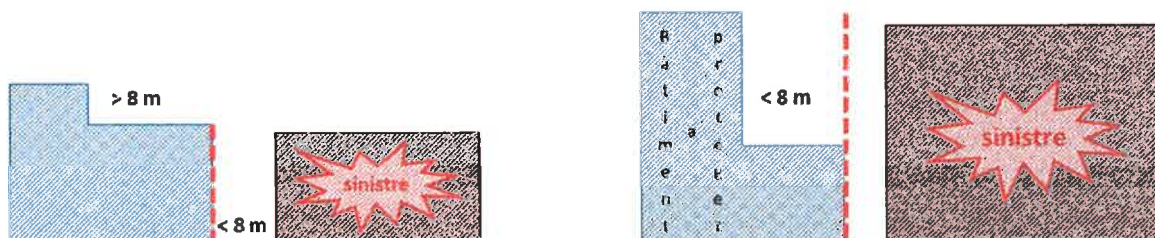
Application des critères de tolérance



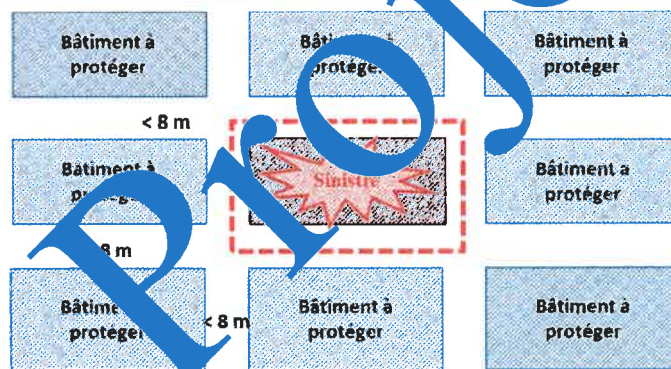
Dimensionnement des lignes de défense

Exemple de détermination graphique des lignes de défense

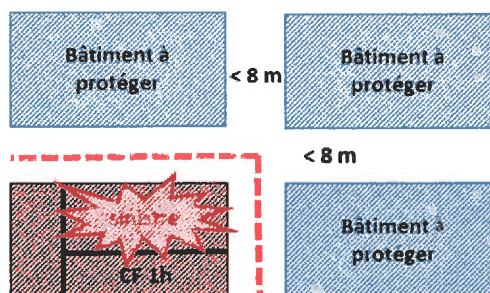
Cas n°1 : Bâtiments voisins isolés dont la distance entre les façades est inférieure à 8 mètres.



Cas n°2 : Bâtiments imbriqués dont la distance entre les façades est inférieure à 8 mètres.



Cas n°3 : Bâtiments voisins isolés dont la distance entre les façades est inférieure à 8 mètres, mais dont la surface est recoupée par des murs coupe-feu 1 heure minimum.



Si la configuration des bâtiments le nécessite, il peut être nécessaire d'ajouter plusieurs lignes de défense successives afin de déterminer la ligne de défense à réaliser. (cf. cas n°2 et n°3)

Dimensionnement des lignes de défense

Dimensionnement de la ligne de défense												
Moyen	LDV 500		LC 1000		LC 2000		LC 4000		LC 6000		LC 8000	
Débit (l/min)	500		1000		2000		4000		6000		8000	
Portée (m)	20		35		45		55		85		90	
Longueur à défendre	Nombre de canons nécessaires - Débit de protection associé											
	nb de lances	Q _{pro}	nb de canons	Q _{pro}	nb de canons	Q _{pro}	nb de canons	Q _{pro}	nb de canons	Q _{pro}	nb de canons	Q _{pro}
10	1	30	1	60	1	120	1	240	1	360	1	480
15	1	30	1	60	1	120	1	240	1	360	1	480
20	1	30	1	60	1	120	1	240	1	360	1	480
25	2	60	1	60	1	120	1	240	1	360	1	480
30	2	60	1	60	1	120	1	240	1	360	1	480
35	2	60	1	60	1	120	1	240	1	360	1	480
40	2	60	2	120	1	120	1	240	1	360	1	480
50	3	90	2	120	2	240	2	480	1	360	1	480
60	3	90	2	120	2	240	2	480	1	360	1	480
70	4	120	2	120	2	240	2	480	1	360	1	480
80	4	120	3	180	2	240	2	480	1	360	1	480
90	5	150	3	180	2	240	2	480	2	720	1	480
100	5	150	3	180	3	360	2	480	2	720	2	960
110	6	180	4	240	3	360	2	480	2	720	2	960
120	6	180	4	240	3	360	3	720	2	720	2	960
130	7	210	4	240	3	360	3	720	2	720	2	960
140	7	210	4	240	4	480	3	720	2	720	2	960
150	8	240	5	300	4	480	3	720	2	720	2	960
160	8	240	5	300	4	480	3	720	2	720	2	960
170	9	270	5	300	4	480	4	960	2	720	2	960
180	9	270	6	360	4	480	4	960	3	1080	2	960
190	10	300	6	360	5	600	4	960	3	1080	3	1440
200	10	300	6	360	5	600	4	960	3	1080	3	1440

Dimensionnement des besoins en eau pour le risque particulier « ERP »

Risque ⁽¹⁾	ERP DE TYPE			Sprinklé toute classe confondue ⁽⁴⁾
	J : structure d'accueil pour personnes âgées ou handicapées N : restaurant L : réunion, spectacle (spectacle sans décors) O et OA : hôtel R : enseignement X : sportif couvert U : sanitaires V : culte W : bureau	L : réunion, spectacle (avec décors et artifices + salles polyvalentes) P : dancings, discothèques Y : musées	M : magasins S : bibliothèque, documentation T : exposition	
Surface ⁽²⁾ de référence (en m ²)	Besoins en eau ⁽³⁾ (exprimés en m ³ / heure)			
≤ 100	Dimensionnement selon la grille d'analyse des risques courants ERP			sans objet
≤ 250				60
≤ 500				60
≤ 1 000				120
≤ 2 000				180
≤ 3 000	180	225	270	180
≤ 4 000	210	270	315	180
≤ 5 000	240	300	360	240
≤ 6 000	270	330	405	240
≤ 7 000	300	375	450	240
≤ 8 000	330	420	495	240
≤ 9 000	360	465	540	240
≤ 10 000	390	510	585	240
≤ 20 000	A traiter au cas par cas			300
≤ 30 000				360
Principe de dimensionnement des besoins en eau	0 à 1000 m² : 60 m ³ /h par tranche ou fraction de 1000 m ²	Prendre les valeurs de la colonne précédente et les multiplier par :		0 à 4000 m² : 60 m ³ /h par tranche ou fraction de 1000 m ² avec un maximum de 180 m ³ /h
	> 3000 m² : ajouter 30 m ³ /h par tranche ou fraction de 1000 m ² (ex : 4500 m ² à traiter comme 5000 m ²)	x 1,25	x 1,5	de 4000 à 10000 m² : 4 x 60 m ³ /h ≥ 10 000 m² : ajouter 60 m ³ /h par tranche ou fraction de 10000 m ²
Nombre de PEI nécessaires	Selon le débit global exigé et répartition selon la géométrie des bâtiments			
Distance maximale entre PEI	200 m	200 m	200 m	200 m
Distance maximale entre le 1 ^{er} PEI et l'entrée principale	150 m	150 m	100 m	150 m
Lorsqu'une colonne sèche (CS) est requise, la distance doit être au plus égale à 60 m				

⁽¹⁾ Les ERP de catégorie EF, SG, CTS, PS, OA et PA ainsi que les campings soumis à la réglementation ERP, sont traités au cas par cas.

⁽²⁾ La notion de surface de référence est définie comme étant la surface maximale développée non recoupée par des parois CF 1 heure minimum.

⁽³⁾ Le débit demandé s'entend comme le débit simultané disponible.

⁽⁴⁾ Un risque est considéré comme sprinklé si :

- protection autonome, complète et dimensionnée en fonction de la nature du stockage et de l'activité réellement présente en exploitation, en fonction des règles de l'art et des référentiels existants,
- installation entretenue et vérifiée périodiquement,
- installation en service permanent

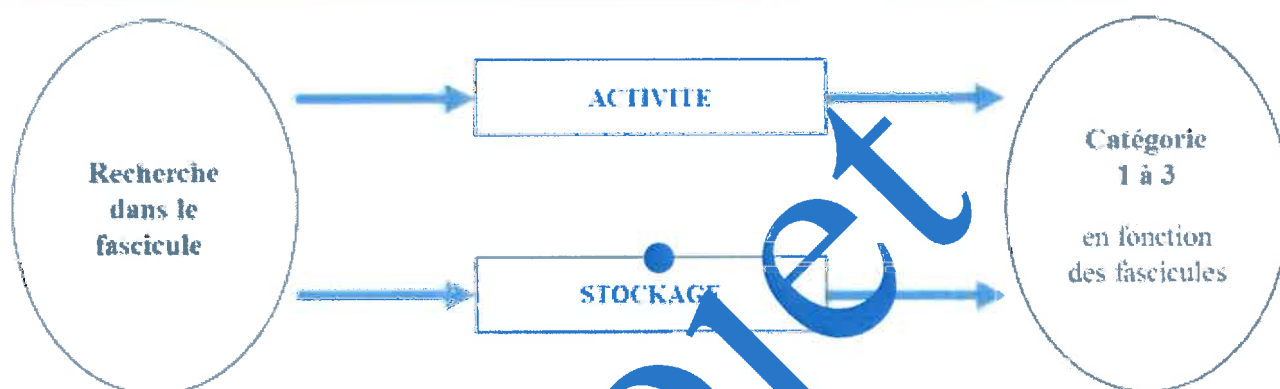
Projet

Dimensionnement des besoins en eau pour le risque particulier « Industriel »

PRINCIPES

Avant de déterminer les besoins en eau, il est nécessaire de connaître le niveau du risque, qui est fonction de la nature de l'activité exercée dans les bâtiments et des marchandises qui y sont entreposées. Le niveau du risque est croissant de la catégorie 1 à la catégorie 3. Il convient de différencier le classement de la zone activité et de la zone de stockage des marchandises. Les fascicules de la fiche FT A.4 donnent les exemples les plus courants en fixant la catégorie de la partie activité d'une part et de la partie stockage d'autre part.

ORGANIGRAMME DE LA METHODE



Cas particulier :

Les locaux dont une des parois est constituée par des panneaux sandwichs (plastique alvéolaire) doivent, au minimum être classés en catégorie 2.

Dans le cas où des marchandises classées différemment seraient réunies dans un même entrepôt et sans être placées dans des zones spécifiques, le classement doit être celui de la catégorie la plus dangereuse.

Dans le cas où des produits différents seraient stockés dans des zones distinctes, la surface de référence à considérer est, soit la plus grande surface non recoupée du site, lorsque celui-ci présente une classification homogène, soit la surface non recoupée, conduisant, du fait de la classification du risque, à la demande en eau la plus importante.

DETERMINATION DE LA SURFACE DE REFERENCE

La surface de référence du risque est la surface qui sert de base à la détermination du débit requis.

Cette surface est au minimum délimitée, soit par des murs coupe-feu 2 heures conformes à l'arrêté du 03 août 99, soit par un espace libre de tout encombrement, non couvert, de 10 m minimum.

Il pourra éventuellement être tenu compte des flux thermiques, de la hauteur relative des bâtiments voisins et du type de construction pour augmenter cette distance.

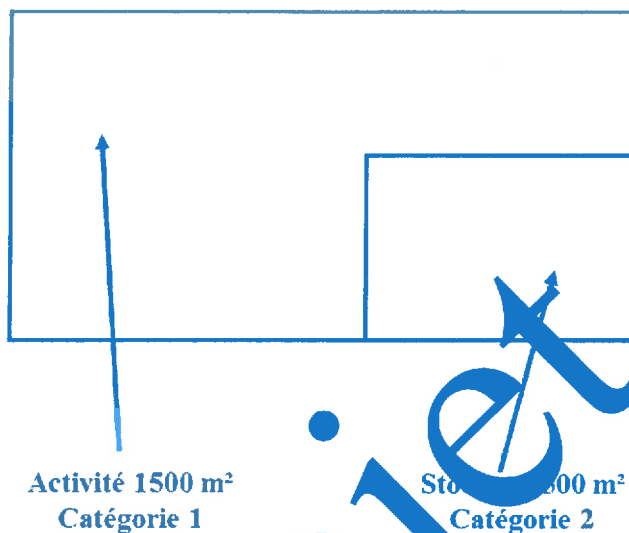
Cette surface est à considérer comme une surface développée lorsque les planchers (hauts ou bas) ne présentent pas un degré coupe-feu de 2 heures minimum. C'est notamment le cas des mezzanines.

La surface de référence à considérer est, soit la plus grande surface non recoupée du site lorsque celui-ci présente une classification homogène, soit la surface non recoupée, conduisant, du fait de la classification du risque, à la demande en eau la plus importante.

Dimensionnement des besoins en eau pour le risque particulier « Industriel »

Cas particulier d'une zone non recoupée contenant plusieurs types de risques :

Bâtiment non recoupé présentant une zone de fabrication dont le risque est de catégorie 1 et une zone de stockage dont le risque est de catégorie 2.



Faire le calcul des besoins en eau pour 1500 m² en catégorie 1 et y ajouter les besoins en eau pour 500 m² en catégorie 2

DETERMINATION DU DEBIT DE REFERENCE

Dimensionnement des besoins en eau pour le risque particulier « Industriel »

Critères	Coefficients additionnels	Coefficients retenus pour le calcul activité	Coefficients retenus pour le calcul stockage	Commentaires
Hauteur de stockage (1)				
- jusqu'à 3 m	0			
- jusqu'à 8 m	+0,1			
- jusqu'à 12 m	+0,2			
- au-delà de 12 m	+0,5			
Type de construction (2)				
- ossature stable au feu >= 1 heure	-0,1			
- ossature stable au feu >= 30 minutes	0			
- ossature stable au feu < 30 minutes	+0,1			
Type d'interventions internes				
- accueil 24h/24 (présence permanente à l'entrée)	-0,1			
- DAI généralisé reporté 24h/24 7J/7 en télésurveillance ou au poste de secours 24H/24, avec des consignes d'appels,	-0,1			
- service de sécurité incendie 24H/24 avec des moyens appropriés, équipe de seconde intervention, en mesure d'intervenir 24H/24	-0,3*			
Σ coefficients				
$1 + \Sigma$ coefficients				
$Q_{ref} = 30 \times \frac{S}{50} \times (1 + \Sigma coef)$				
Catégorie de risque (4)				
risque 1 : $Q_{ref} = Q_i \times 1$				
risque 2 : $Q_{ref} = Q_i \times 1,5$				
risque 3 : $Q_{ref} = Q_i \times 2$				
Débit intermédiaire (Q_i en m³/h)				
Risque sprinklé (5) : $Q_{ext} = Q_i \div 2$				
Débit d'extinction nécessaire⁽⁶⁾⁽⁷⁾ en m³/h				soit arrondi au multiple de 30 m ³ /h le plus proche
Q_{ext}				

(1) sans autres précisions, la hauteur de stockage doit être considérée comme étant égale à la hauteur du bâtiment moins 1 m (cas des bâtiments de stockage)

(2) pour ce coefficient, ne pas tenir compte du sprinklage.

(3) Q_i : débit intermédiaire du calcul en mètres cubes par heure.

(4) La catégorie du risque est fonction du classement des activités et stockages (cf. annexe)

(5) **Un risque est considéré comme sprinklé si :**

☐ protection autonome, complète et dimensionnée en fonction de la nature du stockage et de l'activité, réellement présente en exploitation, en fonction des règles de l'art et des référentiels existants ;

☐ installation entretenue et vérifiée régulièrement ;

☐ installation en service en permanence.

(6) **Aucun débit ne peut être inférieur à 60 m³/h**

* si ce coefficient est retenu, ne pas prendre en compte le coefficient relatif à l'accueil 24H/24

Dimensionnement des besoins en eau pour le risque particulier « Industriel »

Classement des activités et des stockages

REPARTITION DES FASCICULE

Fascicule A	Risques accessoires séparés communs aux diverses industries
Fascicule B	Industrie agro-alimentaire
Fascicule C	Industrie textile
Fascicule D	Vêtements et accessoires. Cuirs et peaux
Fascicule E	Industries du bois. Liège. Tabletterie. Vannerie
Fascicule F	Industries métallurgiques et mécaniques
Fascicule G	Industries électriques
Fascicule H	Chaux. Ciment. Céramique. Verrerie
Fascicule I	Industries chimiques minérales
Fascicule J	Produits d'origine animale et végétaux.
Fascicule K	Pigments et couleurs minérales. Vernis et enduits. Produits d'entretien.
Fascicule L	Cires. Résines. Caoutchouc. Matières plastiques
Fascicule M	Combustibles solides, liquides et gazeux
Fascicule N	Produits chimiques non classés ailleurs
Fascicule O	Pâte de bois. Papiers et cartons. Imprimerie. Industries du livre
Fascicule P	Industries du spectacle (théâtre, cinéma, etc.)
Fascicule Q	Industries des transports
Fascicule R	Magasins. Dépôts. Entrepôts. Chantiers divers

S.O : sans objet

RS : Risque spécial. Devra faire l'objet d'une étude spécifique

Rappel : tous les locaux dont une des parois est constituée par des panneaux « sandwich » (plastique alvéolaire) doivent au minimum être classés dans la catégorie 2

Dimensionnement des besoins en eau pour le risque particulier « Industriel »

FASCICULE A

n°	Intitulé	Activité	Stockage
01	Chaufferie et gazogène fixe	RS	RS
02	Force motrice	RS	RS
03	Ateliers spéciaux et magasin général d'entretien	1	2
04	Ateliers spéciaux de peinture et/ou vernis dont le point éclair est inférieur à 55° C	RS	RS
05	Laboratoires de recherches, d'essais ou de contrôle	1	2
06	Ordinateurs, ensembles électroniques, matériel électronique des centraux de commande et des salles de contrôle	1	2

FASCICULE B

Rappel : tous les locaux dont une des parois est constituée par des parois « sandwich » (plastique alvéolaire) doivent au minimum être classés dans la catégorie 2

n°	Intitulé	Activité	Stockage
01	Moulins à blé et autres matières panifiables	1	2
02	Négociants en blé, en grains et graines diverses, et/ou légumes secs. Coopératives et stockeurs de grains. Transformateurs de grains de graines de semence ou autres et risques de même nature, décoloration du blé	1	2
03	Farines alimentaires, minoterie sans moulin, sans fabrication de nourriture pour animaux	1	2
04	Fabriques de pâtes alimentaires	1	2
05	Fabriques de biscuits	1	2
06	Fabriques de pain d'épices, pains de régime, biscottes. Boulangeries et pâtisseries industrielles	1	2
07	Fabriques d'aliments pour les animaux avec broyage de grains	1	2
08	Fabriques de moutarde et condiments divers	1	2
09	Torréfaction avec ou sans broyage	1	2
10	Séchoirs de cossettes de chicorée (sans torréfaction)	1	2
11	Traitement des houblons ou plantes pour herboristerie	1	2
12	Fabriques de fleurs séchées	1	2
13	Stérilisation de plantes	1	2
14	Traitement des noix et cerneaux	1	2

Rappel : tous les locaux dont une des parois est constituée par des panneaux « sandwich » (plastique alvéolaire) doivent au minimum être classés dans la catégorie 2

n°	Intitulé	Activité	Stockage
15	Tabacs	1	2
16	Déshydratation de luzerne	1	2
17	Broyage de fourrage et autres plantes sèches	1	2
18	Sucreries et raffineries. Râperies de betteraves	1	2
19	Fabriques de produits mélassés	1	2
20	Magasins de sucre et mélasses	1	2
21	Caramels colorants (fabrication par tous procédés)	1	2
22	Boissons gazeuses. Apéritifs. Vins	1	1
23	Distilleries d'eaux-de-vie (jusqu'à 72° centésimaux)	1	RS
24	Distilleries d'alcools (jusqu'à 72° centésimaux)	RS	RS
25	Fabriques de liqueurs	RS	RS
26	Fabriques de vinaigre	1	1
27	Brasseries	1	1
28	Malteries	1	2
29	Fabriques de chocolat	1	2
30	Fabriques de confiserie, nougats, suc de réglisse, sirops. Traitement du miel	1	2
31	Moulins à huile d'olive ou de noix	1	2
32	Huileries de coprahs, arachides et graines diverses (sauf pépins de raisins)	RS	2
33	Extraction d'huile de pépins de raisins	RS	2
34	Mouture de tourteaux	1	2
35	Fabriques de margarine	1	2
36	Fabriques de lait condensé ou en poudre	1	2
37	Laiteries, beurreries, fromageries	1	2
38	Conserves et salaisons de viandes. Conserves de légumes et fruits (avec ou sans déshydratation). Charcuterie industrielle	1	2
39	Industrie du poisson	1	2

Rappel : tous les locaux dont une des parois est constituée par des panneaux « sandwich » (plastique alvéolaire) doivent au minimum être classés dans la catégorie 2

n°	Intitulé	Activité	Stockage
40	Abattoirs	1	2
41	Fabrique de glace artificielle	1	2
42	Déverdisage. Maturation. Mûrissierie de fruits et légumes	1	2
43	Stockage en silos	S.O.	RS

FASCICULE C

n°	Intitulé	Activité	Stockage
01	Effilochage de chanvre, jute, lin et/ou tissus de coton (sans chiffons gras)	1	2
02	Fabriques d'ouate de coton, couches culottes et articles de coton	1	2
03	Négociants en déchets de coton	1	2
04	Délainage de peaux de mouton (avec ou sans lavoirs de laine). Lavoirs de laine (sans délainage de peaux de mouton). Peignage des laines de laine	1	2
05	Confection de pansements	1	2
06	Filatures de jute	1	2 ¹
07	Filatures de coton	1	2 ¹
08	Tissages de verre	1	1
09	Fabriques de moquettes avec enduction	2	2
10	Enduisage, encollage ou flocage de tissus ou de papiers	1	2
11	Flambage et grillage d'étoffes	1	2
12	Imperméabilisation de bâches	1	2
13	Toiles cirées, linoléum	1	2
14	Toute autre industrie de fibres naturelles (soie, laine, jute, coton, lin, chanvre et autres végétaux, etc...)	1	2
15	Toute autre industrie de fibres synthétiques ou mélangées	1	2

¹ : Le cas des entrepôts de jute ou de coton doit faire l'objet d'une étude spéciale en raison des dangers pour la résistance mécanique de la construction consécutifs à l'absorption d'eau par la matière première.

FASCICULE D

n°	Intitulé	Activité	Stockage
01	Confection de vêtements, corsets, lingerie, avec ou sans vente ou détail	1	2 ¹
02	Fourreurs, avec travail de confection	1	2
03	Manufactures de gants en tissus ou en peau	1	2
04	Fabriques de chapeaux de feutre de laine, de feutre de poils, de chapeaux de soie, de bérêts. Confectionneurs de chapeaux de paille	1	2
05	Cordonniers. Artisans bottiers. Selliers	1	2
06	Fabriques d'articles chaussants, sauf les articles en caoutchouc ou en matières plastiques (cf. fascicule L)	1	2
07	Fabriques de couvertures	1	2
08	Fabriques de couvre-pieds et doublures pour vêtements et chaussures, ouates avec emploi d'ouate, kapok, laine, duvet ou fibres cellulose ou synthétiques	1 ²	2
09	Fabriques de matelas (avec ou sans ressorts), désinfection, épuration et réparation de matelas en laine, crin, kapok, fibres artificielles ou synthétiques, autres matières textiles. Tapissiers garnisseurs de sièges avec outillage mécanique	1 ²	2 ³
10	Fabriques de parapluies	1	1
11	Fabriques de courroies, bâches, voiles pour navigation, sacs et objets divers en tissus	1	2
12	Fabriques de boutons, chapeliers	1	1
13	Blanchissage et repassage de linge	1	2
14	Teinturiers-dégraisseurs	1	2
15	Plumes d'ornement, de parure et pour literie et couettes	1	2
16	Fabriques de fleurs artificielles	1	2
17	Tanneries, corroieries, mégisseries	1	2
18	Chamoiseries	1	2
19	Apprêts de peaux pour la pelleterie et la fourrure	1	2
20	Fabriques de cuirs vernis	1	2
21	Fabriques de tiges pour chaussures	1	2
22	Maroquinerie, sellerie, articles de voyage en cuir ou en matières plastiques, objets divers en cuir	1	2
23	Teintureries de peaux	1	2

¹ : 3 pour les rouleaux de matières plastiques ou de caoutchouc alvéolaires

² : 2 si utilisation de matières plastiques alvéolaires

³ : 3 en cas d'utilisation de matières plastiques alvéolaires

FASCICULE E

n°	Intitulé	Activité	Stockage
01	Scieries mécaniques de bois en grumes (à l'exclusion des scieries forestières). Travail mécanique du bois (non classé ailleurs). Ateliers de travail du bois sans outillage mécanique	1	2
02	Fabriques de panneaux de particules, bois reconstitué, bois moulé, à base de copeaux, sciure de bois, anas de lin ou matières analogues. Fabriques de panneaux de fibres de bois	2	2
03	Layetiers-emballeurs, fabrique de palettes en bois	2	2-3 ¹
04	Fabrique de futailles en bois	1	2
05	Tranchage et déroulage de bois de placage, fabriques de panneaux contreplaqués	1	2
06	Fabriques de farine de modèle en bois	1	2
07	Préparation du liège (traitement des lièges bruts). Fabriques de bouchons de liège. Agglomérés de liège, avec toutes opérations de concassage, bûlage, trituration, blutage avec classement et montage de liège aggloméré, avec ou sans fabrication, usinage d'agglomérés	2	2
08	Articles de Saint-Claude. Articles en bois durci	1	1
09	Vannerie	1	2
10	Brosses, balais, pinceaux	1	2

¹ : 3 si les îlots de stockage ont une surface au sol supérieure à 150 m²

FASCICULE F

n°	Intitulé	Activité	Stockage
01	Métallurgie, fonderie	1	1
02	Façonnage, travail mécanique, usinage, ajustage et assemblage de métaux I	1	1
03	Applications électrolytiques, galvanisation, nickelage, chromage, étamage, métallisation, phosphatation et polissage de métaux	1	1
04	Emaillage. Vernissage. Impression sur métaux	1	1
05	Goudronnage ou bitumage d'objets métalliques	1	1
06	Fabrication ou montage d'avions	RS	RS
07	Fabriques d'automobiles	2	2 ²
08	Carrosseries de véhicules en tous genres	2	2 ²

FICHE TECHNIQUE

Dimensionnement des besoins en eau pour le risque particulier « Industriel »

A.4

n°	Intitulé	Activité	Stockage
09	Fabriques de papiers en métal (aluminium, étain)	1	1
10	Affineries de métaux précieux	1	1
11	Bijouterie, orfèvrerie, joaillerie	1	1

² : en fonction de la marchandise entreposée

FASCICULE G

n°	Intitulé	Activité	Stockage
01	Stations émettrices de radiodiffusion et de télévision. Stations relais	1	SO
02	Fabrication, montage et réparation de matériels électrotechniques, industriels et d'appareillage industriel haute, moyenne et basse tension	1	2
03	Fabrication, montage et réparation d'appareillage d'installation basse tension domestique, d'appareils électrodomestiques et/ou portatifs, d'appareils électroniques grand public	1	2
04	Fabrication, montage et réparation d'appareils électroniques radioélectrique ou à courants faibles, et/ou d'appareils et équipements de mesures électriques ou électroniques	1	2
05	Fabrication de composants électroniques (transistors, résistances, circuits intégrés, etc) et de composants électriques pour courants faibles (circuits oscillants, etc)	1	2
06	Accumulateurs (fabriques d')	1	2
07	Piles sèches (fabriques de)	1	2
08	Fabriques de lampes à incandescence et/ou tubes fluorescents ou luminescents	1	1
09	Fabriques de fils et câbles électrique	1	2

FASCICULE H

n°	Intitulé	Activité	Stockage
01	Fabrication de la chaux, du plâtre, du ciment, moulins à chaux, plâtre, calcaires, phosphates ou scories	1	1
02	Cuisson de galets, broyage et préparation mécaniques de galets, terres ocre, minerais divers	1	1
03	Fabriques d'agglomérés et moulages en ciment, fabriques de produits silico-calcaires	1	1
04	Fabriques de marbre artificiel, scieries de marbre ou de pierre de taille	1	1
05	Briqueteries et tuileries	1	1
06	Faïences, poteries, fabriques de porcelaine, grès, cérame, produits réfractaires, décorateurs sur porcelaine	1	1

Dimensionnement des besoins en eau pour le risque particulier « Industriel »

n°	Intitulé	Activité	Stockage
07	Fabriques de verre et glaces (soufflage et façonnage de verre à chaud)	1	1
08	Fabriques d'ampoules pharmaceutiques	1	1
09	Miroiteries	1	1

FASCICULE I

n°	Intitulé	Activité	Stockage
01	Fabrication et stockage de produits chimiques divers (chlore, chlorures alcalins, hypochlorites, chlorates et perchlorates (par électrolyse à froid), acide sulfurique, acide chlorhydrique, sulfates alcalins, sulfates métalliques, soude, potasse, ammoniacque synthétique, ammoniacque, sulfate d'ammoniacque, nitrate d'ammoniacque, cyanamide calcique, nitrate de soude, nitrate de potasse, salpêtreries, raffineries de salpêtreries, acide nitrique, nitrate d'ammoniacque, ammonitrates, nitrate de soude, nitrate de potasse, superphosphates et engrais composés, air liquide, oxygène, azote, gaz carbonique, soufre, sulfure de carbone, carbure de calcium, alun, acétate de cuivre (berdet) etc...)	RS	RS
02	Traitement des ordures ménagères	RS	RS
03	Allumettes	2	2

FASCICULE J

n°	Intitulé	Activité	Stockage
01	Traitement de matières animales diverses	RS	RS
02	Dé gras, huiles et graisses animales	RS	RS
03	Dégraissage d'os	RS	RS
04	Noir animal	RS	RS
05	Fondoirs ou fonderies de suif	RS	RS
06	Fabriques de caséine	RS	RS
07	Stéarineries avec ou sans fabrique de bougies	RS	RS
08	Bougies stéariques	RS	RS
09	Fabriques de colle forte et gélatine	RS	RS
10	Albumine	RS	RS

FICHE TECHNIQUE

Dimensionnement des besoins en eau pour le risque particulier « Industriel »

A.4

n°	Intitulé	Activité	Stockage
11	Fabriques de savon	1	1
12	Epuration de glycérine	1	2

FASCICULE K

n°	Intitulé	Activité	Stockage
01	Pigments métalliques	1	1
02	Pigments minéraux	1	1
03	Couleurs végétales	1	1
04	Laques et colorants organiques synthétiques (couleurs artificielles) Fabriques de peintures, vernis et/ou encres aux résines naturelles ou synthétiques, à la cellulose (autres que les vernis nitro-cellulosiques), aux bitumes, aux caoudrons ou au latex, vernis gras	RS	RS
05	Fabriques de peintures et encres à base organique	1	2
06	Fabriques de peintures et vernis cellulosiques	RS	RS
07	Fabriques de peintures et encres à l'eau	1	1
08	Cirage ou encaustique	RS	2

FASCICULE L

n°	Intitulé	Activité	Stockage
01	Cires, cierges et bougies de cire	1	2
02	Résine naturelle	2	2
03	Fabrication de matières premières pour objets en matières plastiques (granulés)	2	2
04	Polymérisation et transformation de matières plastiques alvéolaires	2	3
05	Transformations de matières plastiques non alvéolaires	1	2
06	Travail de la corne, de la nacre, de l'écaille, de l'ivoire, de l'os. Fabriques d'objets en ces matières à l'exclusion des boutons	1	2
07	Fabriques de montures de lunettes, sans fabrication de matières premières	1	2
08	Transformation du caoutchouc naturel ou synthétique, guttapercha ébonite (à l'exclusion des fabriques de caoutchouc synthétique de pneumatiques et chambres à air)	2	2 ¹

n°	Intitulé	Activité	Stockage
09	Fabrication de caoutchoucs et de latex synthétiques (Buna, Perbunan, Néoprène, caoutchouc Butyl, Thiokol, Hypalon, élastomères silicones ou fluorés...)	RS	2 ¹
10	Fabriques d'enveloppes et chambres à air pour pneumatiques	2	RS

¹ : 3 en cas d'utilisation de caoutchouc alvéolaire

FASCICULE M

n°	Intitulé	Activité	Stockage
01	Mines de combustibles (installations de surface). Agglomérés de charbon. Electrodes et balais en charbon de cornue ou coke de pétrole (sans fabrication des matières premières). Traitement du graphite. Pulvérisation du charbon. Tourbe	RS	RS
02	Ateliers de carbonisation et distillation du bois. Stockage	2	RS
03	Appareils de forage. Centres de collecte, centres de production, puits en exploitation	RS	RS
04	Raffineries de pétrole	RS	RS
05	Entrepôts, dépôts, magasins et approvisionnements d'hydrocarbures, d'acétylène, de gaz et liquides combustibles	RS	RS
06	Essence synthétique. Mélanges, traitement d'huiles minérales lourdes. Régénération d'huiles minérales usagées	RS	RS
07	Entrepôts, dépôts, magasins et approvisionnements d'alcool	SO	RS
08	Ateliers de remplissage et stockage de bombes aérosols	RS	RS
09	Usines à gaz de houille, fours à coke, gaz à l'eau. Distillation des goudrons de houille	RS	RS
10	Traitement et/ou mélange de goudrons, bitumes, asphaltes et émulsions pour routes	RS	RS
11	Production et remplissage de bouteilles d'acétylène. Postes de compression de gaz de ville ou de gaz naturel	RS	RS

FASCICULE N

n°	Intitulé	Activité	Stockage
01	Extraits tannants et tinctoriaux	RS	RS
02	Amidonneries et féculeries. Dextrineries. Glucoseries	1	1
03	Fabriques de poudre noire, de poudres sans fumée, etc. Fabriques d'explosifs. Fabrication de fulminate, azoture de plomb, amorces, détonateurs, capsules. Fabriques de cartouches pour armes portatives.	RS	RS
04	Ateliers de chargement de munitions de guerre, fabriques d'artifices	RS	RS
05	Extraction de parfums des fleurs et plantes aromatiques	RS	2 ¹

FICHE TECHNIQUE

Dimensionnement des besoins en eau pour le risque particulier « Industriel »

A.4

n°	Intitulé	Activité	Stockage
06	Parfumeries (fabrication et conditionnement)	RS	2 ¹
07	Laboratoires de fabrication de produits pharmaceutiques	RS	2
08	Fabriques de films, plaques sensibles, papiers photographiques	1	2
09	Fabriques de produits chimiques non classés ailleurs	RS	RS

¹ : RS si stockage en cuve

FASCICULE O

n°	Intitulé	Activité	Stockage
01	Fabriques de pâte à papier sans fabrication de papier ou kraft	1	2 ²
02	Papeteries	1	2 ²
03	Cartonneries	1	2 ²
04	Façonnage du papier	1	2 ²
05	Façonnage du carton	1	2 ²
06	Fabriques de papiers ou cartons bitumés ou goudronnés, ou de scali-linoléum	1	2 ²
07	Photogravure. Clicheurs pour imprimerie sans photogravure	1	2
08	Imprimeries sans héliogravure ni flexogravure	1	2 ²
09	Imprimeries avec héliogravure ou flexogravure	1	2 ²
10	Assembleurs, brocheurs, relieurs	1	2

² : RS en cas de présence de bobines de papier stockées verticalement

FASCICULE P

n°	Intitulé	Activité	Stockage
01	Théâtres	Voir chapitre ERP	
02	Ateliers ou magasins de décors	1	2
03	Salles de cinéma	Voir chapitre ERP	
04	Laboratoires de développement, tirage, travaux sur films	1	2
05	Studios de prises de vues cinématographiques, studios de radiodiffusion et de télévision, studios d'enregistrement	1	2
06	Loueurs et distributeurs de films	1	2

Dimensionnement des besoins en eau pour le risque particulier « Industriel »

n°	Intitulé	Activité	Stockage
07	Photographes, avec ou sans studios ou laboratoires	1	2

FASCICULE Q

n°	Intitulé	Activité	Stockage
01	Garages et ateliers	1	2
02	Parkings couverts	1	SO
03	Station-service, magasin d'accessoires d'équipement de pièces détachées et de produits pour l'automobile	1	2
04	Entreprises de transports, transitaires, camionnages et déménagement	1	2
05	Dépôts, remises et garages de tramways et chemins de fer électriques ou de trolleybus	1	2
06	Hangars pour avions, hélicoptères, etc	RS	RS
07	Chantiers de construction et de réparation de navires	RS	RS
08	Remises et garages de bateaux de plaisance avec ou sans atelier de réparations	1	2

FASCICULE R

n°	Intitulé	Activité	Stockage
01	Centres commerciaux à pluralité de commerce	voir chapitre ERP	
02	Galeries marchandes	voir chapitre ERP	
03	Drugstores	voir chapitre ERP	
04	Magasins en gros ou en détail d'épicerie	voir chapitre ERP	
05	Négociants en gros et demi-gros, sans vente au détail de tissus, draperies, soieries, velours, bonneterie, mercerie, passementerie, broderies, rubans, tulles et dentelles	1	2 voir ERP pour magasin
06	Magasins et dépôts de fourrures	1	2 voir ERP pour magasin
07	Magasins de vêtements, effets d'habillement, lingerie, sans atelier de confection	voir chapitre ERP	
08	Magasins de nouveautés et bazars, magasins d'articles de sport, supermarchés	voir chapitre ERP	

FICHE TECHNIQUE

Dimensionnement des besoins en eau pour le risque particulier « Industriel »

A.4

n°	Intitulé	Activité	Stockage
09	Magasins de meubles et ameublement, avec ou sans atelier de petites réparations, mais sans aucun outillage mécanique pour le travail du bois	1 voir ERP pour magasin	2
10	Négociants en chiffons	1	2
11	Ateliers et magasins d'emballages en tous genres	1 voir ERP pour magasin	2-3 ¹
12	Magasins de quincaillerie, de bricolage et de matériaux de second œuvre	voir chapitre ERP	
13	Négociants en bois sans débit de grumes	1	2
14	Dépôts de charbons de bois	1	1
15	Marchés-gares	voir chapitre ERP	
16	Entrepôts, docks, magasins publics, magasins généraux	1 voir ERP pour magasin	2
17	Entrepôts frigorifiques	2	2
18	Expositions	voir chapitre ERP	

¹ : 3 si emballages en plastique alvéolaire

Les poteaux d'incendie normalisés

Caractéristiques techniques :

- Axe des tenons des demi-raccords vertical,
- Accessible en permanence,
- Disposer d'une zone de manœuvre suffisante autour de l'appareil, permettant une mise en œuvre aisée,
- Eventuellement protégé par un coffre
- Numérotation du PI en chiffres blancs,

Poteau 1 x 65



Poteau 100 – 2 x 65



Poteau 2 x 100



⚠ Le marquage de signalisation de débit (30 ou 120 m³/h) est constitué d'une bande circulaire peinte, d'une hauteur comprise entre 15 et 20 cm.

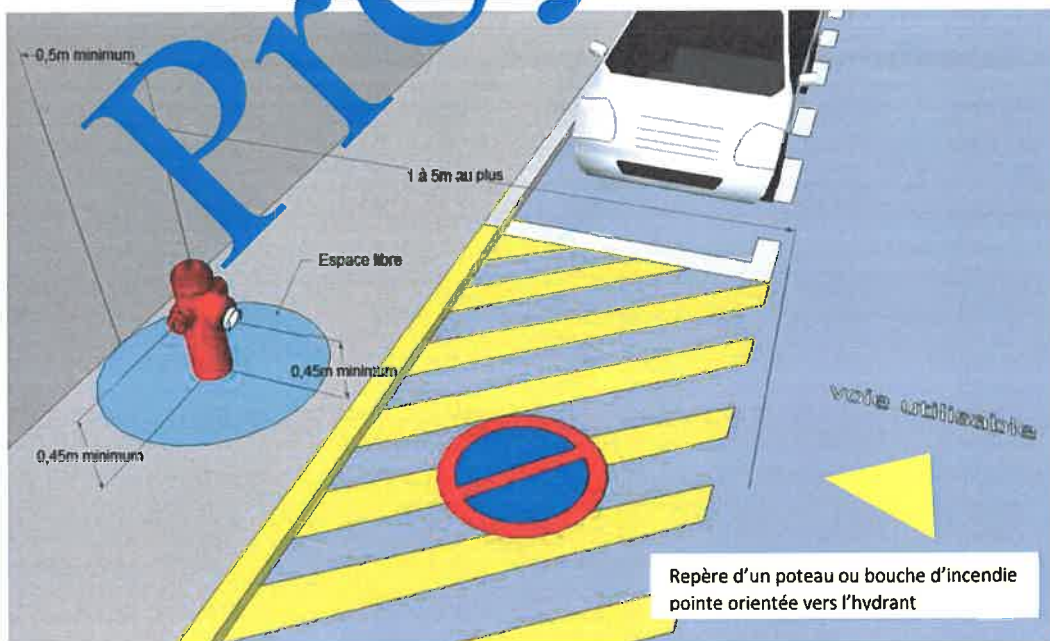
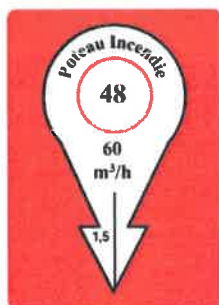
Débit nominal	30 m ³ /h		60 m ³ /h	120 m ³ /h
Norme	NFS – 61 214		NFS 61 213	
Plage de débit	30 à 45 m ³ /h		45 à 90 m ³ /h	90 à 150 m ³ /h
Sortie(s) de 65	1	2		1
Sortie(s) de 100	0	1		2
Couleur	rouge et blanche		rouge	rouge et jaune

Critères de performances

Les poteaux d'incendie doivent pouvoir délivrer, en fonction du réseau sous pression sur lequel ils sont implantés, un débit de 30, 60, 120 m³/h sous une pression dynamique **de 1 bar minimum**.

La pression dynamique maximale est fixée dans le cas de réseaux non surpressés à 8 bars maximum.

Caractéristiques géométriques d'implantation



Signalisation

Pas de signalisation particulière sur le terrain, hormis la numérotation de l'hydrant.

Charte graphique SIG / ER du Sdis 76

Le numéro de la bouche est inscrit à gauche du symbole. Le « P » signifie privé.

Poteau de 30 m³/h



Poteau de 60 m³/h



Poteau de 120 m³/h



Projet

Les autres poteaux et bouches d'incendie

Caractéristiques techniques :

- Axe des tenons des demi-raccords vertical,
- Accessible en permanence,
- Disposer d'une zone de manœuvre suffisante autour de l'appareil, permettant une mise en œuvre aisée,
- Eventuellement protégé par un coffre
- Le lettrage blanc doit avoir une hauteur minimale de 0,20 m.



Le recours à l'utilisation des bouches « relais » doit rester exceptionnel et imposé par la configuration des lieux (passages étroits, centres historiques, etc.)

Poteau d'aspiration



Poteau sur pressé



Poteau ou bouche « relais »



Débit nominal	60 m³/h	60 m³/h	120 m³/h	60 m³/h	120 m³/h
Norme	NFS 61 213	Sans objet			
Plage de débit	45 à 120 m³/h	45 à 150 m³/h		30 à 120 m³/h	
Sortie(s) de 65	0	2	1	2	1
Sortie(s) de 100	1	2	2	1	2
Couleur	bleue	jaune		rouge	

Critères de performances







La pression dynamique minimale est fixée dans le cas de réseaux sur pressés à 1 bar maximum.

Caractéristiques géométriques d'implantation



Signalisation

Charte graphique SIG / ER du Sdis 76


Cf. la fiche technique relative à la signalisation des PEI	Le numéro du PEI est inscrit à gauche du symbole Le « P » signifie privé	Poteau d'aspiration		Poteau sur pressé		Poteau ou bouche relais
		Ressource limitée	Ressource illimitée	Débit de 60 m³/h	Débit de 120 m³/h	
		32 	34 	35 	37 	 

Projet

Les bouches d'incendie

Caractéristiques techniques :

- Accessible en permanence,
- Disposer d'une zone de manœuvre suffisante autour de l'appareil, permettant une mise en œuvre aisée,
- Ne pas autoriser le stationnement sur la bouche d'incendie.

 Le marquage de signalisation de débit 30 m³/h est constitué d'un triangle rectangle de couleur blanche sur la paque de bouche d'incendie.



Bouche de 100 mm sur réseau d'eau sous pression < 8 bars



Bouche de 100 sur pressée > 8 bars



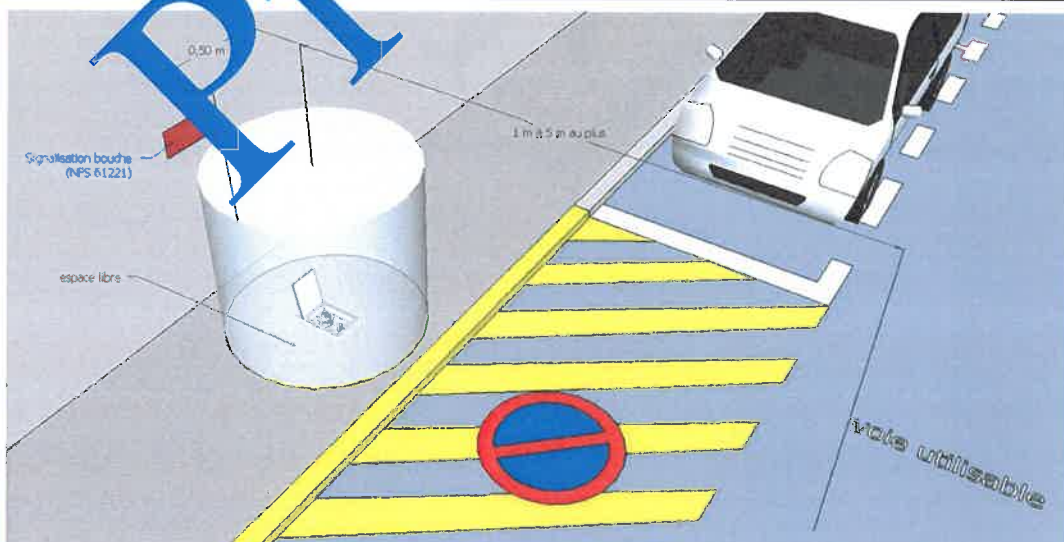
Débit nominal	30 m ³ /h	60 m ³ /h	60 m ³ /h
Norme	NFS - 62 211		
Plage de débit	30 à 44 m ³ /h	45 à 90 m ³ /h	60 à 90 m ³ /h
Refoulement	1 douille de type « Keyser » mâle de 100 mm		
Couleur	rouge	rouge et blanc	jaune

Critères de performances

Les bouches d'incendie doivent pouvoir délivrer, en fonction du réseau sous pression sur lequel elles sont implantées, un débit de 30 à 60 m³/h sous une pression dynamique de 1 bar minimum.

La pression dynamique maximale est fixée dans le cas de réseaux non sur pressés à 8 bars maximum. Dans le cas de réseaux sur pressés, le couvercle des plaques de bouche sont peints en jaune.

Caractéristiques géométriques d'implantation



Signalisation

Cf. la fiche technique relative à la signalisation des bouches d'incendie.

Charte graphique SIG / ER du Sdis 76

Le numéro de la bouche est inscrit à gauche du symbole
Le « P » signifie privé

Bouche de 30 m³ / h



Bouche de 60 m³ / h



Bouche surpressée



Projet

Les plateformes et les aires d'aspiration

Caractéristiques techniques :

- Accessible en permanence,
- Garantir une hauteur géométrique d'aspiration inférieure à 6 mètres en tout temps tout moment,
- La distance entre la pompe et la surface utile du plan d'eau doit être inférieure à 8 m,
- Disposer d'un dispositif de sécurité de type bouée ou main courante de sauvetage.

Point d'aspiration « motopompe »

Point d'aspiration « engin-pompe »

Dimensions

4 m x 3 m

4 m x 8 m

- Une aire par tranche de 120 m³/h
- Portance du sol minimale > 160 kN
- Butée de sécurité
- Pente minimum de 2%

Critères de performances

Un point d'aspiration doit permettre en toute circonstance une mise en œuvre rapide et sécurisée des engins d'incendie.

Nb d'engins	Surface (m ²)	Longueur (m)	Largeur (m)	Capacité (m ³ /h)		½ raccords de 100 mm	
				Mini	Maxi	Mini	Maxi
MPR	1	12	4	30	120	1	2
	2	24	4	150	240	3	4
Engins Pompes	1	32	8	30	120	1	2
	2	64	8	150	240	3	4
	3	96	12	270	360	5	6
	4	128	16	390	480	7	8

La création de point d'aspiration pour motopompe doit être limitée aux sites présentant des contraintes géométriques qui limitent la mise en œuvre des engins-pompes.



En cas de voie en impasse, une aire de retournement doit être prévue.

Caractéristiques géométriques d'implantation

Signalisation

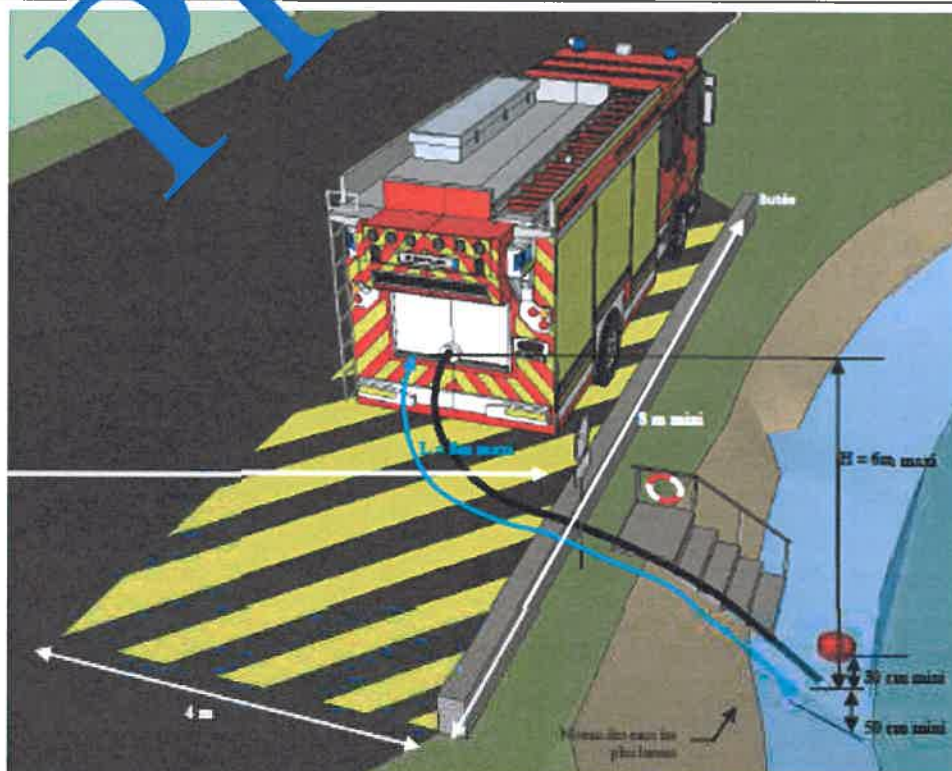
Cf. la fiche technique relative à la signalisation des bouches d'incendie.

Le numéro du point d'aspiration est inscrit à gauche du symbole

Le « P » signifie privé

Charte graphique
SIG / ER du Sdis 76

45



Projet

Les puisards déportés

Caractéristiques techniques :

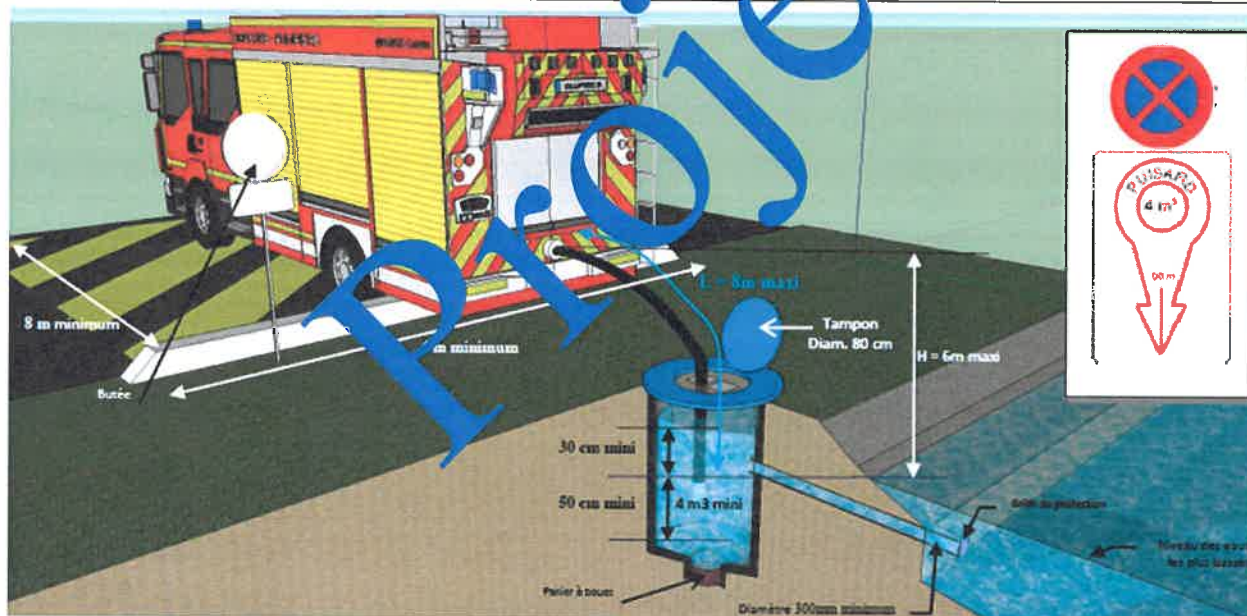
- Le volume du puisard doit être au moins de 4 m³,
- La canalisation d'alimentation doit être d'un diamètre minimum de 300 mm
- Garantir une hauteur géométrique d'aspiration inférieure à 6 en tout temps tout moment,
- La distance entre la pompe et la crépine doit être inférieure à 8 m,
- Disposer d'un dispositif de fermeture permettant d'éviter l'ouverture du regard (cadenas sécable ou ouverture à l'aide d'un carré pouvant être manœuvre au moyen d'une clé polycoise),
- Disposer d'un puisard par tranche de 120 m³.

Critères de performances

Le recours à un puisard déporté se fait lorsque l'accès aux rives du plan d'eau est difficile ou dangereuse et ne permet pas une mise en aspiration directe.

Les capacités hydrauliques du plan d'eau ou de la réserve alimentant un puisard déporté doivent permettre de fournir au minimum un volume **de 30 m³ d'eau pendant une durée d'une heure**

Caractéristiques géométriques d'implantation



IMPORTANT

Si le plan d'eau est soumis à des variations de niveau (débit de la rivière, marnage de marées, etc.), ces variations ne doivent pas porter préjudice aux capacités minimales du point d'eau.

Signalisation

Cf. la fiche technique relative à la signalisation des points d'eau d'incendie. Le numéro du point d'aspiration est inscrit à gauche du symbole. Le « P » signifie privé

Charte graphique SIG / ER du Sdis 76



Projet

Les réserves souples

Caractéristiques techniques :

- Accessible en permanence,
- La distance entre la prise d'aspiration et la surface utile du plan d'eau doit être inférieure à 8 m,
- Disposer d'une vanne de barrage afin de ne pas laisser le poteau d'aspiration en charge,
- Disposer d'une vanne et d'un évent permettant la réalimentation de la réserve,
- Disposer d'un dispositif de sécurité de type grillage ou clôture afin d'interdire l'accès à la structure,
- L'accès doit être munis d'une fermeture de type cadenas sécable ou ouverture à l'aide d'un carré pouvant être manœuvre au moyen d'une clé polycoise,
- Disposer d'une prise d'aspiration par tranche de 120 m³.

Critères de performances

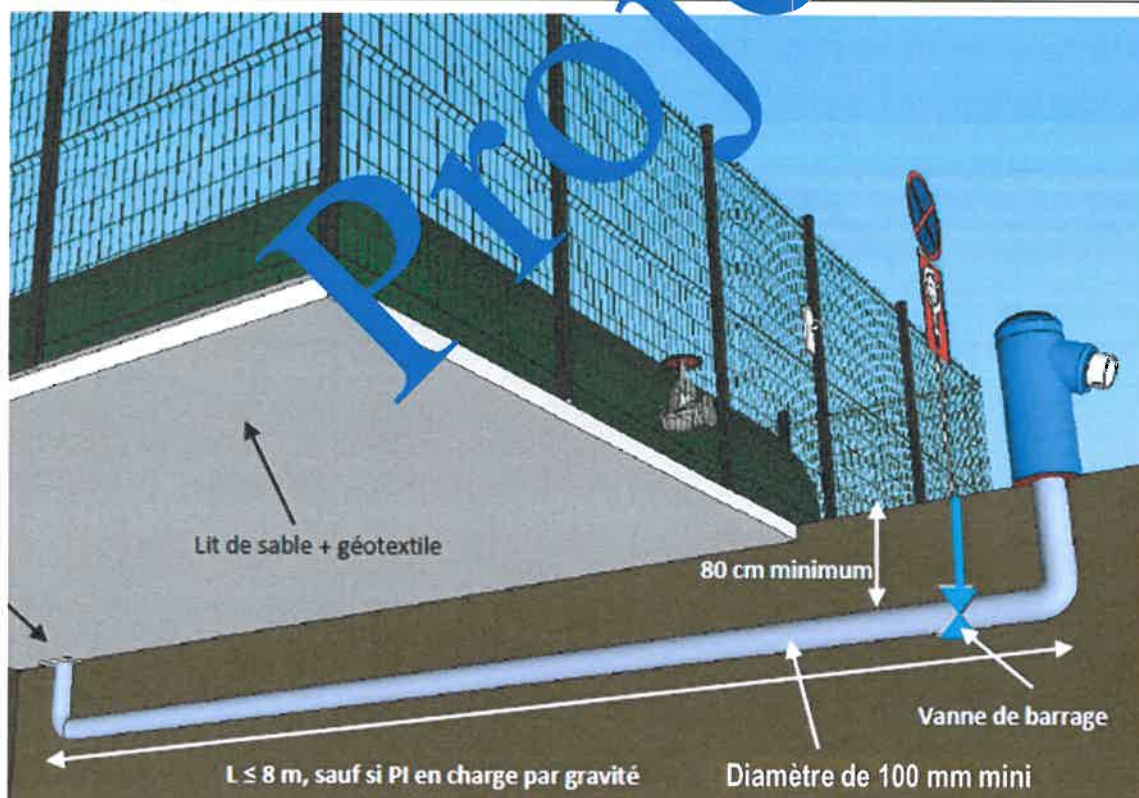
Les capacités hydrauliques d'une réserve souple doivent permettre de fournir au minimum un volume **de 120 m³ d'eau pendant une durée de deux heures**.



L'aménagement des espaces où sont implantées les citernes souples ne doit pas occasionner de risque de détérioration de l'ouvrage (végétation, racines, acte malveillant...).

L'implantation des citernes souples doit prendre en compte le risque inondation lié à une rupture de la réserve.

Caractéristiques géométriques d'implantation



Signalisation

Cf. la fiche technique relative à la signalisation des points d'eau d'incendie.
Le numéro du point d'aspiration est inscrit à gauche du symbole.
La flèche signifie la réalimentation du PEI. Le « P » signifie le caractère privé.

Charte graphique SIG / ER du Sdis 76



Projet

Les réserves aériennes

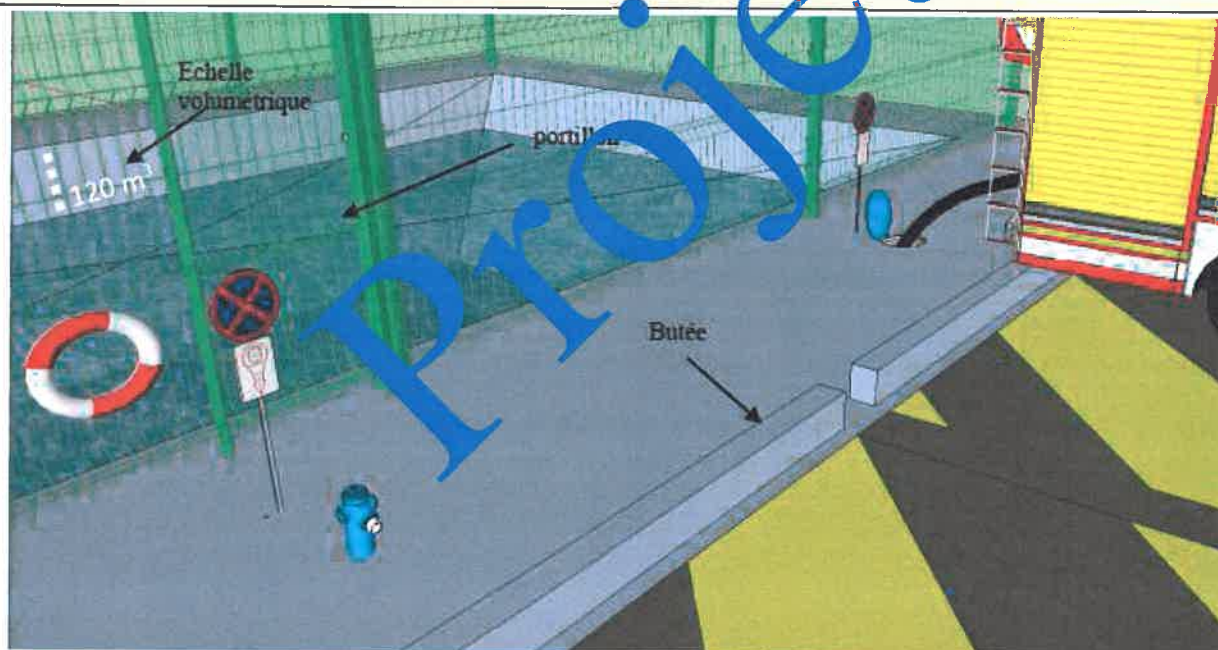
Caractéristiques techniques :

- Accessible en permanence,
- Garantir une hauteur géométrique d'aspiration inférieure à 6 m en tout temps tout moment,
- La distance entre la pompe et la crépine doit être inférieure à 8 m,
- Disposer d'un dispositif de sécurité de type bouée ou main courante de sauvetage,
- Disposer d'un dispositif de fermeture permettant d'éviter l'ouverture du regard (cadenas sécable ou ouverture à l'aide d'un carré pouvant être manœuvre au moyen d'une clé polycoise),
- Disposer d'un point d'aspiration (puisard, colonne fixe ou poteau d'aspiration) par tranche de 120 m³,
- Disposer d'un dispositif (échelle volumétrique, flotteur, etc.) permettant de vérifier le volume d'eau présent dans la réserve.

Critères de performances

Les capacités hydrauliques de la réserve aérienne doivent permettre de fournir au minimum un volume **de 30 m³ d'eau pendant une durée d'une heure**. La réserve peut être réalimentée par un réseau d'eau public.

Caractéristiques géométriques d'implantation



Réserve hors sol



Bassin



Lavoirs, fontaine, etc.



IMPORTANT

La réserve doit être entretenue de façon à éviter la prolifération et le développement de la flore aquatique qui empêcherait la mise en oeuvre des engins-pompes.

Signalisation

Cf. la fiche technique relative à la signalisation des points d'eau d'incendie. Le numéro du point d'aspiration est inscrit à gauche du symbole. Le « P » signifie privé, la flèche la réalimentation.

Charte graphique SIG / ER du Sdis 76



Projet

Les réserves enterrées

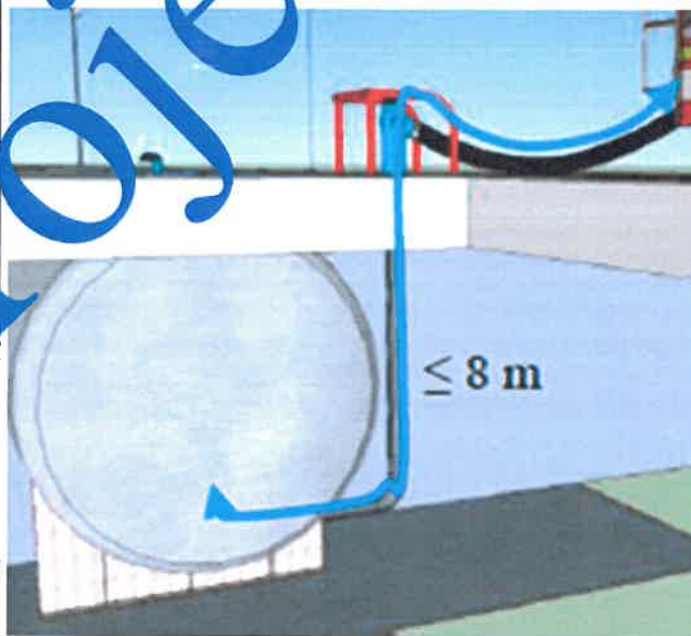
Caractéristiques techniques :

- Accessible en permanence,
- Garantir une hauteur géométrique d'aspiration inférieure à 6 en tout temps tout moment,
- La distance entre la pompe et la crépine doit être inférieure à 8 m,
- Disposer d'un dispositif de fermeture permettant d'éviter l'ouverture du regard (cadenas sécable ou ouverture à l'aide d'un carré pouvant être manœuvre au moyen d'une clé polycoise),
- Disposer d'un point d'aspiration (puisard, colonne fixe ou poteau d'aspiration) par tranche de 120 m³,
- Disposer d'un dispositif (échelle volumétrique, etc.) permettant de vérifier le volume d'eau présent dans la réserve.

Critères de performances

Les capacités hydrauliques de la réserve enterrée doivent permettre de fournir au minimum un volume **de 30 m³ d'eau pendant une durée d'une heure**. La réserve peut être réalimentée par un réseau d'eau public.

Caractéristiques géométriques d'implantation



Signalisation

Cf. la fiche technique relative à la signalisation des bouches d'incendie. Le numéro du point d'aspiration est inscrit à gauche du symbole. Le « P » signifie privé, la flèche signifie la réalimentation.

Charte graphique SIG / ER du Sdis 76



Projet

Les dispositifs fixes d'aspiration

Caractéristiques techniques de la colonne :

- Canalisation rigide (acier, inox ou PU HD) de Ø 100 mm,
- Equipée d'une crépine sans clapet,
- Munie d'un ½ raccord de 100 mm avec bouchon obturateur,
- Distance entre la pompe et la crépine doit être inférieure à 8 m,
- Hauteur géométrique d'aspiration inférieure à 6 m.

Capacité d'aspiration souhaitée (m³/h)

Nombre de ½ raccords de 100 mm nécessaires

Mini	Maxi	Mini	Maxi
30	120	1	2
150	240	3	4
270	360	5	6
390	480	7	8

Critères de performances

Position du ½ raccord



IMPORTANT
Lors des contrôles périodiques, l'attention doit être portée sur l'absence de concrétions aquatiques au niveau de la crépine, susceptibles de détériorer les pompes des engins.

Raccord tournant sans coquilles Ø DN 100 mm avec bouchon + grille anti-obstruction

L = 8 m maxi

Isolant pour mise hors gel de la canalisation

Echelle graduée volumétrique

H ≤ 5,5 m maxi

Option poteau d'aspiration

Raccord tournant sans coquilles Ø DN 100 mm

Soie béton

30 cm

30 cm minimum

50 cm minimum

inox, galv

PVC thermo-soudé ≥ 4mm

Crépine

Caractéristiques géométriques d'implantation

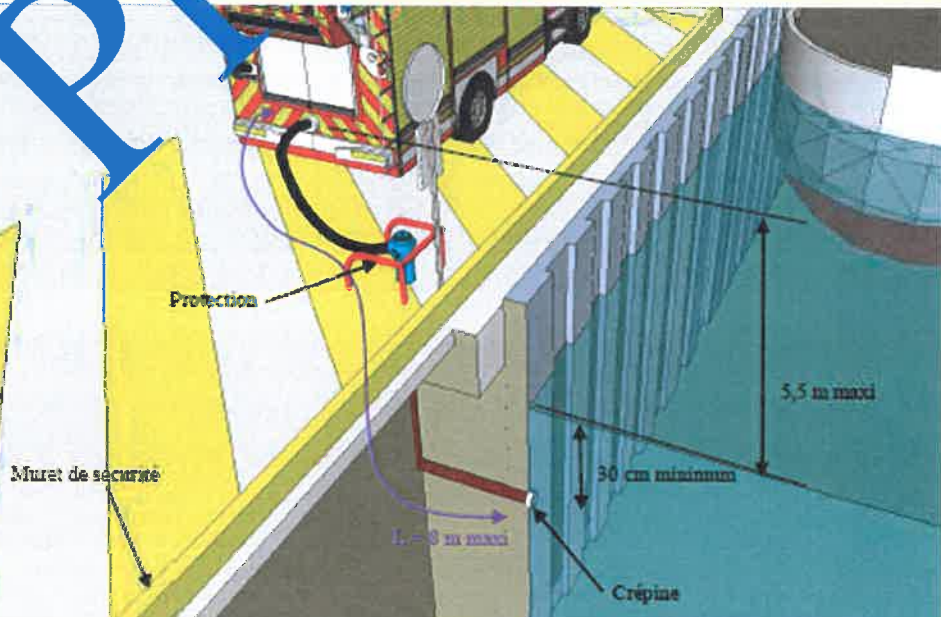
Autres solutions possibles



IMPORTANT

Lorsque les colonnes fixes sont maintenues en charge, elles doivent être équipées de vannes d'isolement.

Le recours aux colonnes fixes n'est autorisé que pour l'aménagement de points d'eau d'incendie existants pour lesquels la pose d'un poteau d'aspiration ou d'un col de cygne n'est pas possible.



Signalisation

Cf. la fiche technique relative à la signalisation des bouches d'incendie.

Le numéro du point d'aspiration est inscrit à gauche du symbole. Le « P » signifie le caractère privé du point d'eau d'incendie

Charte graphique SIG / ER du Sdis 76



Projet

Les prises d'eau en milieu naturel (cas des ponts, parapets et estacades)

Caractéristiques techniques :

- Accessible en permanence,
- Garantir une hauteur géométrique d'aspiration inférieure à 6 en tout temps tout moment,
- La distance entre la pompe et la surface utile du plan d'eau doit être inférieure à 8 m,
- Disposer d'un dispositif de sécurité de type bouée ou main courante de sauvetage.

Critères de performances

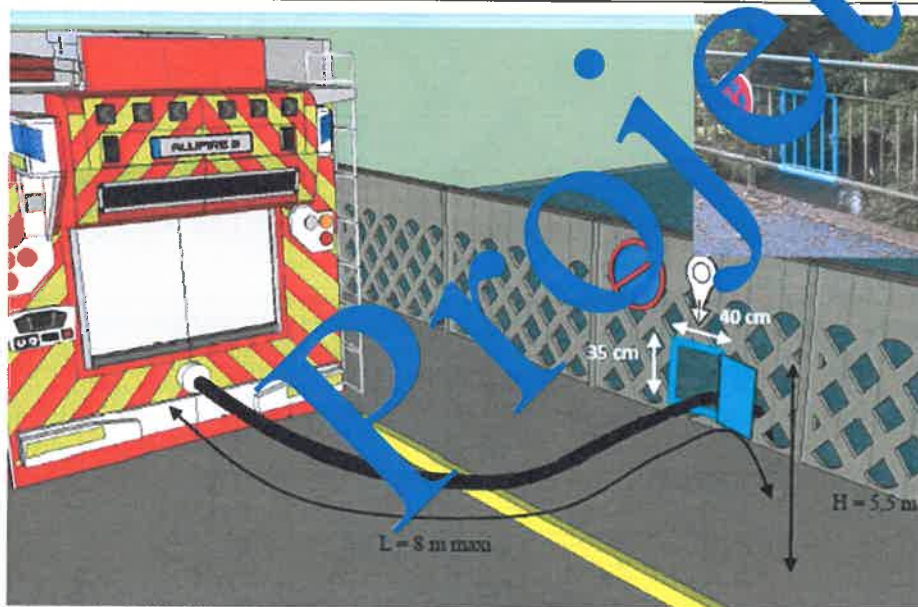
Lorsque les berges d'un cours d'eau (rivière, fleuve, etc.) ou d'un quai ne permettent pas d'accéder directement à la surface du plan d'eau, il est possible de mettre en œuvre ces dispositifs.



Les caractéristiques techniques de ces ouvrages doivent être identiques à celles des aires et plateforme de mise en aspiration.

Caractéristiques géométriques d'implantation

Dispositif à « guichet »



Estacade



Signalisation

Cf. la fiche technique relative à la signalisation des points d'eau d'incendie. Le numéro du point d'aspiration est inscrit à gauche du symbole. Le « P » signifie privé.

Charte graphique SIG / ER du Sdis 76



Projet

Les mares naturelles et autres bassins

Les espaces naturels peuvent constituer des points d'eau susceptibles d'être utilisés par les sapeurs-pompiers pour la lutte contre les incendies. Parmi ces points d'eau naturels on peut distinguer :

- les mares destinées à recueillir naturellement les eaux pluviales, en particulier s dans les corps de fermes ou dans les hameaux,
- les bassins de rétention d'eaux pluviales,
- les bassins ou réserves destinés à l'abreuvement des animaux ou à l'irrigation et/ou à l'arrosage des cultures.

Ces ouvrages doivent avoir une conception permettant, soit par la création d'une sur-profondeur soit par l'aménagement de débits de fuite, de garantir des capacités de rétention permanente d'eau minimale.

Critères de performances

Caractéristiques techniques du plan d'eau :

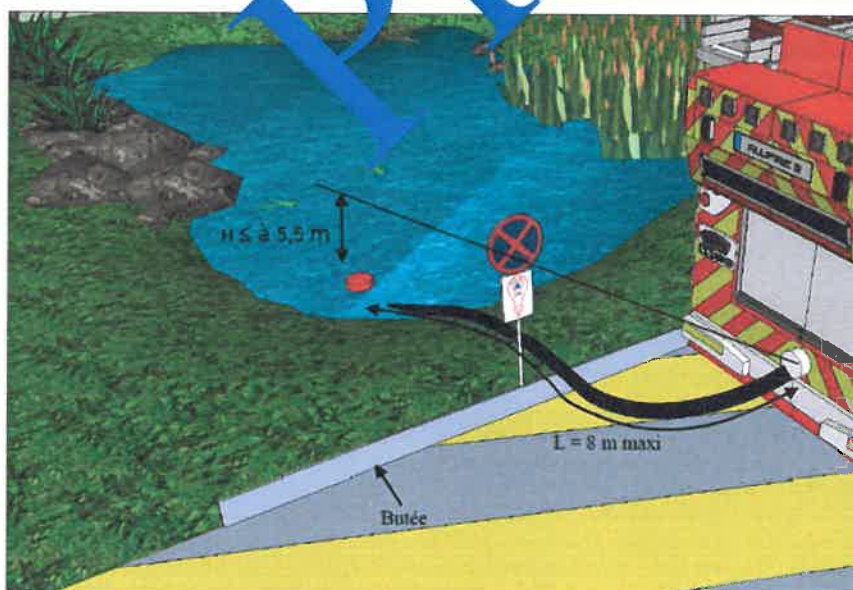
- Accessible en permanence,
- Garantir une hauteur géométrique d'aspiration inférieure à 6 en tout temps tout moment,
- La longueur de la ligne d'aspiration doit être inférieure à 8 m,
- Disposer d'un dispositif de sécurité de type bouée ou main courante de sauvetage,
- Disposer d'une aire ou d'une plateforme d'aspiration par tranchée de 120 m³,
- Disposer d'un dispositif (échelle volumétrique, etc) permettant de vérifier le volume d'eau présent dans la réserve.

Risque	Volume	Débit	Durée
Faible	45 m ³	30 m ³ /h	1 heure 30
Ordinaire	120 m ³	60 m ³ /h	2 heures
Important	240 m ³	120 m ³ /h	2 heures
Porte-feu	Réserve minimale de 120 m ³		



La hauteur d'eau minimale doit être de 0,5 m afin de garantir le recouvrement de la crépine.

Caractéristiques géométriques d'implantation



Signalisation

Cf. la fiche technique relative à la signalisation des points d'eau d'incendie. Le numéro du point d'aspiration est inscrit à gauche du symbole. Le « P » signifie le caractère privé du point d'eau d'incendie

Charte graphique SIG / ER du Sdis 76



Projet

FICHE TECHNIQUE

La codification et la représentation cartographique des points d'eau d'incendie

B.12

Nature de la source		Nature de la prise d'eau		Capacité / performance		Code PEI
1	réseau eau potable	1	poteau	1	30 m3/h	111
1		1		2	60 m3/h	112
1		1		3	120 m3/h	113
1		1		4	Sur pressé	114
1		2	bouche	1	30 m3/h	121
1		2		2	60 m3/h	122
1		2		3	Sur pressée	123
2		2		4	Sur pressé	214
2	réseau d'eau non potable sous pression	1	poteau	1	30 m3/h	211
2		1		2	60 m3/h	212
2		1		3	120 m3/h	213
2		1		4	Sur pressé	214
2		2	bouche	1	30 m3/h	221
2		2		2	60 m3/h	222
2		2		3	Sur pressée	223
2		2		4	Sur pressé	214
3	point d'eau naturel	1	Mare, étang, ou bassin non aménagée	0	inépuisable	310
3		1		1	30 m3	311
3		1		2	60 m3	312
3		1		3	120 m3	313
3		1		4	> 120 m3	314
3		2	mare, étang ou bassin aménagé	0	inépuisable	320
3		2		1	30 m3	321
3		2		2	60 m3	322
3		2		3	120 m3	323
3		2		4	> 120 m3	324
3		3	bassin de marée	0	inépuisable	330
3		4		1	sans variation de hauteur	341
3		4	rivière, fleuve de capacité inépuisable	2	soumis aux variations de hauteur	342
4		4		3	120 m3	343
4	point d'eau artificiel	1	réserve enterrée à ciel ouvert	1	30 m3	411
4		1		2	60 m3	412
4		1		3	120 m3	413
4		1		4	> à 120 m3	414
4		1		5	réalimentée	415
4		2	réserve enterrée à ciel fermé	1	30 m3/h	421
4		2		2	60 m3	422
4		2		3	120 m3	423
4		2		4	> 120 m3	424
4		2		5	réalimentée	425
4		3	réserve hors sol souple	1	30 m3	431
4		3		2	60 m3	432
4		3		3	120 m3	433
4		3		4	> à 120 m3	434
4		3		5	réalimentée	435







































FICHE TECHNIQUE

B.12

La codification et la représentation cartographique des points d'eau d'incendie

Nature de la source		Nature de la prise d'eau		Capacité / performance		Code PEI
4		4	réserve hors sol rigide à ciel ouvert	1	30 m3	441
4		4		2	60 m3	442
4		4		3	120 m3	443
4		4		4	> à 120 m3	444
4		4		5	réalimentée	445
4		5	réserve hors sol à ciel fermé	1	30 m3	451
4		5		2	60 m3	452
4		5		3	120 m3	453
4		5		4	> à 120 m3	454
4		5		5	réalimentée	455
5	Point d'eau d'autoprotection	1	piscine ou réserve d'autoprotection	1	15 m3	511
5		1		2	30 m3	512

Représentation cartographique des points d'eau d'incendie


Nature de la prise d'eau	Performance PEI					Inépuisable
	30	60	120	Sur-pressé		
				60	120	
Poteau d'incendie						Sans objet
Poteau ou colonne fixe d'aspiration						
Bouche d'incendie						Sans objet
Mare, étang ou bassin non aménagé						
Mare, étang ou bassin aménagé						
Bassin ou rivière soumis à des variations de niveau						
Réserve enterrée à ciel ouvert				Sans objet		
Réserve enterrée à ciel fermée						
Réserve hors sol à ciel fermée						
Réserve hors sol à ciel ouvert						


Objectifs et périodicité des contrôles de la performance hydrauliques

La réalisation des contrôles de la performance hydraulique des hydrants sous pression ont pour objectifs de :


- Garantir la capacité des appareils implantés sur des réseaux sous pression de leur maintien en condition opérationnelle,
- Evaluer la capacité hydraulique des hydrants afin de garantir la mise en œuvre des engins-pompes du Sdis 76

La périodicité des contrôles est **triennale** avec la réalisation au minimum d'un tiers du parc d'hydrants par an.

 En cas de travaux impactant le réseau (renforcement, extension, etc.) et susceptibles de modifier la performance des hydrants, un nouveau contrôle de la performance hydraulique doit être réalisé sur l'ensemble des hydrants concernés.

 Les contrôles de la performance hydrauliques peuvent réalisés en régie, mutualisés ou par un prestataire de services.
Ils ne nécessitent **aucun agrément**.

Sécurité de réalisation des contrôles

 La méthodologie présentée dans la présente fiche technique ne constitue **qu'une recommandation**.
Il appartient au service public de la DECI ou aux prestataires de valider les contrôles **de faire valider par l'autorité compétente**, son protocole d'intervention et de contrôle.

Les agents intervenant sur la voie publique et sur les chaussées soumise à la circulation des véhicules doivent revêtir les équipements de protection individuelle conforme à la réglementation en vigueur.

Les équipements de protection individuelle de classe 2 ou 3 sont recommandés.

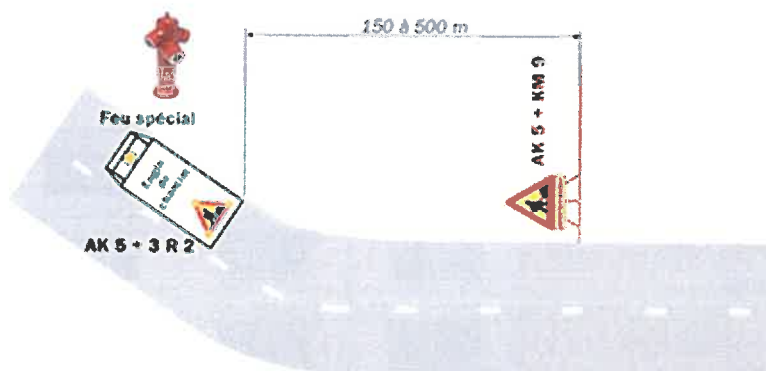


Elle impose d'autre part que les véhicules d'intervention et de travaux soient équipés de feux spéciaux (spécifiques aux véhicules à progression lente), et d'une signalisation complémentaire par bandes blanches rouges et blanches.



Feu spécial
AK 5 + 3 R 2

Cas des contrôles réalisés sur
chaussées sous circulation
avec visibilité.



Cas des contrôles réalisés sur des chaussées sous circulation
en l'absence de visibilité.



FICHE TECHNIQUE

B.13

Méthodologie de contrôle de la performance hydraulique des hydrants

Mode opératoire



Utiliser des appareils de mesure (débitmètre et manomètre)



Afin de limiter les perturbations liées à l'écoulement de l'eau, positionner un tuyau de \varnothing 100 mm d'une longueur minimale de 5 mètres, entre l'hydrant et l'appareil de mesure.

L'objectif des contrôles de la performance opérationnelle est de vérifier le débit de l'hydrant sous une pression dynamique de 1 bar.

- Pour les hydrants comportant 1 sortie de 100 mm, ouvrir le robinet-vanne de 5 tours,
- Pour les hydrants comportant 2 sorties de 100 mm, ouvrir le robinet-vanne de 7 tours.

Avant toute manipulation, vérifier que l'appareil n'est pas sous pression, qu'il est correctement vidangé ainsi que l'absence de corps étrangers.

L'ouverture des hydrants doit s'effectuer de façon progressive, afin de ne pas occasionner de casse sur le réseau et éviter ainsi la mise en suspension de particules qui rendraient l'eau impropre à la consommation.



Lors de la réalisation des contrôles de la performance hydraulique, les agents veilleront tout à :

- manipuler les matériels et les appareils de façon à prévenir tous risques d'atteinte au squelette et au rachis lombaire,
- ne pas se positionner face à 1/2 racine d'hydrant au-dessus des organes de manœuvres

Contrôle des poteaux d'incendie

Contrôle des bouches d'incendie



Avant tout branchement d'appareil sur les hydrants, réaliser une mise en eau progressive afin de dégorger l'appareil et évacuer les éventuels corps étrangers présents.

- **Brancher** un coude d'alimentation de \varnothing 100 mm sur la bouche d'incendie

- **Brancher** un tuyau de \varnothing 100 mm x 5 m entre l'hydrant et l'appareil de mesure,
- **Brancher** un tuyau de \varnothing 100 mm x 5 m à la sortie de l'appareil et le diriger si possible vers un exutoire ou vers l'accotement,
- **Brancher** une vanne de 100 mm à l'extrémité du tuyau,
- Vanne ouverte, **ouvrir progressivement** mais complètement le carré de manœuvre du poteau et **lire le débit affiché** au débitmètre sous une pression dynamique de 1 bar,
- **Noter** les valeurs ainsi obtenues,
- **Fermer progressivement** la vanne de façon à **lire la pression statique** de l'hydrant,
- **Noter** les valeurs ainsi obtenues,
- **Fermer** lentement et progressivement l'hydrant,

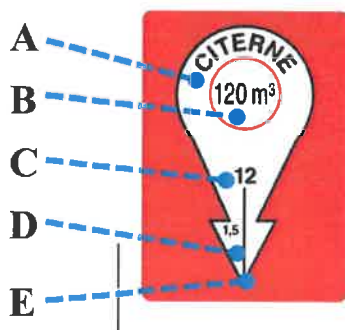
- **Démonter** le dispositif et **remettre** le bouchon obturateur du poteau d'incendie.

- **Démonter** le dispositif et **remettre** le couvercle de la bouche d'incendie.

La signalisation des points d'eau d'incendie

Les objectifs de la signalisation des points d'eau d'incendie

Les objectifs de la signalisation des points d'eau d'incendie sont de **faciliter leur repérage** dans l'environnement afin **d'améliorer** la célérité de **leur mise en œuvre** opérationnelle en cas de sinistre.



Dimensions minimales

30 x 50 cm minimum

Hauteur d'implantation

Entre 0,50 et 2 m du sol

La signalétique doit toujours être composée d'un dessin sur fond rouge avec un lettrage noir.

A Nature du PEI : bouche d'incendie, poteau d'incendie, réserve, citerne, etc.

B Informations relatives à la performance hydraulique : diamètre de la canalisation en mm, volume de la réserve en m³

C Chiffre indiquant la distance entre le centre du PEI et le plan vertical du support sur lequel est apposée cette signalétique. Elle est exprimée en m.

D Chiffre indiquant la distance entre le centre du PEI et la perpendiculaire du plan vertical sur lequel est apposée cette signalétique. Elle est exprimée en m.

E En fonction de la localisation du support, la pointe de la flèche peut être orientée vers le centre du point d'eau d'incendie signalé.



Cas particuliers des poteaux d'incendie

Compte tenu de leur forme et de leur couleur caractéristique, les poteaux d'incendie sont dispensés de toute signalisation complémentaire à leur proximité.

Signalisation complémentaire et autres possibilités

La signalisation des PEI peut comporter également des informations complémentaires : le numéro du PEI, des informations sur le réseau d'alimentation (pression), sur la présence de dispositifs spécifiques (surpresseur, système de fermeture, ligne de réalimentation, etc.), logo de la commune, du propriétaire, etc.

Cas des bouches d'incendie



Cas des autres points d'eau



Principe de signalisation d'un point d'eau d'incendie



1 Indication de zone destinée à l'alimentation des engins de lutte contre l'incendie

2 Indication relative à la performance hydraulique et à la nature du point d'eau d'incendie

3 Rappel de l'interdiction de stationner à proximité d'une zone dédiée à l'alimentation des engins de lutte contre l'incendie.

Projet

La clé « Polycoise » des Sapeurs-pompiers

Les objectifs de la clé « polycoise »

Chaque sapeurs-pompiers de Seine-Maritime est doté individuellement d'une clé dite clé « polycoise ».

Cette clé permet en particuliers aux sapeurs-pompiers :

- De compléter le serrage des demi-raccords d'incendie des tuyaux d'alimentation, de refoulement et d'aspiration,
- D'ouvrir des coffrets techniques (gaz, électrique, etc.),
- D'ouvrir certains dispositifs de fermeture tels que :

Cadenas universel



Serrure à empreinte triangulaire



Ouverture « pompier »



Les différents modèles de clés « Polycoise » en usage chez les sapeurs-pompiers

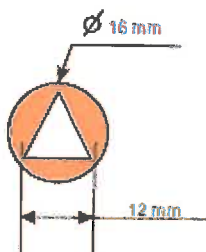
Modèle réglementaire en dotation en Seine-Maritime



Autres modèles possibles



Fonctionnalités



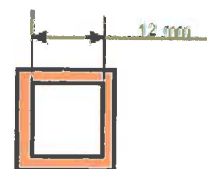
Triangle femelle
Profondeur de 17 mm



Carré mâle
Largeur progressive de 6
à 10 mm
Profondeur de 20 mm



Carré femelle de 8 mm
dans une empreinte
circulaire de 12 mm
Profondeur de 15 mm



Carré femelle de 12 mm

Projet

Méthodologie des reconnaissances opérationnelles des points d'eau d'incendie

Mode opératoire


- ☐ Fiche de contrôle des points d'eau
- ☐ Mode opératoire du contrôle des hydrants
- ☐ Plan du secteur (parcellaire) et plan ER si nécessaire
- ☐ Coude de 100 mm ou une retenue d'alimentation de 100 mm – 2 x 65 mm
- ☐ Tuyau de refoulement de 100 mm x 5 m ou de 70 mm x 20 m

Pour tous les PEI

- Contrôler les PEI dans l'ordre de la tournée s'il existe.
- Pour chaque PEI, vérifier l'implantation cartographique et ajouter à la main les nouveaux PEI en complétant le parcellaire et la fiche de contrôle des PEI,
- Vérifier l'accessibilité du PEI aux engins-pompes (défectuosités du type 10 à 13)
- Vérifier la signalisation et la visibilité du PEI (défectuosités du type 20 et 21)
- S'assurer que le service a connaissance du PEI (défectuosité 30 à 32)

Cas particuliers des PEI implantés sur les réseaux sous pression (hydrants)

- Vérifier l'aspect général et l'intégrité de l'hydrant (défectuosités 40 à 43),
- Démonter un bouchon obturateur de Ø 100 mm (poteaux d'incendie) ou monter soit un coude, soit une retenue d'alimentation (bouche d'incendie) avec un tuyau de refoulement afin de canaliser le flux vers un exutoire existant (caniveau, bouche d'égout, etc.), sinon vers l'accotement,
- Pour les poteaux d'incendie, vérifier le serrage et l'étanchéité des autres bouchons obturateurs,
- Ouvrir progressivement l'hydrant (6 tours et 9 tours pour poteaux de 2 x 100 mm),
- Reporter les défectuosités liées à sa maniabilité (défectuosités du type 50 et 51),
- Reporter les défectuosités liées à l'alimentation (défectuosités du type 52 à 53),
- Reporter les défectuosités liées au fonctionnement de la vidange ou décharge (défectuosité 54),
- Vérifier l'absence de fuite après la vidange de l'appareil,
- Remonter le bouchon obturateur de Ø 100 mm et fermer le coffre s'il existe.

 **IMPORTANT :** L'ouverture et la fermeture des hydrants doit faire l'objet d'une attention particulière, sous réserve de perturber la distribution de l'eau potable par une mise en suspension de particules.

Cas de tous les points d'eau

- A ce niveau seulement si aucune défectuosité n'a été reportée sur la feuille de contrôles, inscrire le code 70 (RAS).

Codes de defectuosité

1 - Accessibilité des PEI

Le PEI est situé dans une enceinte inaccessible	10
Présence d'une végétation débordante	11
Volume de dégagement ou aire de manœuvre insuffisante	12
Le PEI est encombré par un stationnement gênant	13

2 - Signalisation des PEI

Absence de signalisation	20
Numérotation manquante ou illisible	21

3 - Répertoire des PEI

Le PEI n'est pas trouvé sur le terrain	30
L'emplacement du PEI sur le terrain ne correspond pas à la photographie	31
Le marquage (peinture) du PEI ne correspond pas à la performance hydraulique annoncée	32

4 - Aspect général des PEI

Peinture détériorée	40
Coffre ou couvercle détérioré	41
Coffre ou couvercle absent	42
Absence de chaînettes ou de bouchons obturateurs, bouchons grippés	43

5 - Manœuvrabilité des hydrants

Manœuvre du carré difficile	50
Manœuvre du carré impossible	51
Absence d'eau à l'hydrant	52
Présence de fuites	53
Dysfonctionnement du dispositif de vidange ou décharge de l'hydrant	54

Méthodologie des reconnaissances opérationnelles des points d'eau d'incendie

6 - Cas particulier des PEI artificiels et naturels

Accès non praticable aux engins-pompes	60
Positionnement de l'engin-pompe ou de la motopompe remorquable impossible	61
Absence d'eau dans la réserve, citerne, bache souple, etc.	62
Niveau d'eau visiblement bas dans la réserve	63
Eau susceptible de rendre la mise en aspiration difficile ou impossible (eau chargée, présence de végétaux, etc.)	64
Colonne d'aspiration encombrée	65
Absence de possibilité de mise en aspiration	66
Mise en aspiration satisfaisante	67

7 - Conclusion

Absence de déféctuosité constatée (RAS)	70
---	----

Projet

Procédure administrative de réalisation des reconnaissances opérationnelles

1. Objet.

Cette procédure traite de l'organisation des reconnaissances opérationnelles annuelles des points d'eau d'incendie publics et mettant en œuvre les différents services du Groupement Opérations / Prévision, ainsi que les centres d'incendie et de secours (CIS).

Cette reconnaissance opérationnelle est réalisée **exclusivement** pour les besoins propres du Service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime.

2. Documents rattachés aux reconnaissances opérationnelles annuelles.

Les fiches C.1A à C.1H regroupent l'ensemble des documents – types utilisés lors des échanges avec les différents intervenants en matières de reconnaissances opérationnelles annuelles.

3. Procédure.

L'organisation de la reconnaissance opérationnelle annuelle repose sur les principes suivants :

- les CIS n'ont qu'un interlocuteur : le SOP de leur groupement territorial de rattachement,
- les CIS contrôlent les points d'eau sur leur secteur incendie du premier appel « nuit et week-end »,
- les Maires n'ont qu'un interlocuteur : le chef de groupement territorial compétent sur leur arrondissement.

Il convient de rappeler par ailleurs, que la direction départementale constitue le point de réception unique des correspondances (télécopie, courriels et téléphone).

Communes d'un secteur INCI situées en dehors des limites du groupement (voir liste ci-après).

Le groupement de rattachement de ces communes délègue la gestion du contrôle annuel des points d'eau au groupement territorial du CIS du 1^{er} appel. Il reste néanmoins le seul interlocuteur des Maires dans ce domaine.

Communes extérieures à la Seine-Maritime défendues en 1^{er} appel par un CIS du département (voir liste ci-après).

Le CIS de 1^{er} appel effectue la reconnaissance opérationnelle annuelle qui sera gérée par le groupement territorial du CIS. La direction départementale communiquera le compte-rendu au Sdis territorialement compétent, qui reste le seul interlocuteur des Maires de leur département.

4. Organisation du contrôle.

La mise en œuvre des reconnaissances opérationnelles annuelles comportent trois phases :

- ➔ Une phase de préparation correspondant à l'organisation pour l'année des reconnaissances, se déroulant sur la période allant de janvier à février,
- ➔ La reconnaissance opérationnelle en elle-même, se déroulant sur la période allant de **février à septembre**,
- ➔ Une phase d'exploitation du bilan des reconnaissances, correspondant au traitement des informations recueillies, se déroulant sur la période allant de février à novembre.

a) Phase de préparation

Le Service Prévision et Planification (SPP) initie pour l'année à venir, par l'envoi du courrier **C.1A**, la procédure de reconnaissance opérationnelle annuelle en précisant, si nécessaire, les nouveaux objectifs ; ce courrier est adressé aux SOP territoriaux au plus tard avant le 31 janvier de l'année en cours.

Le Service Opérations - Prévision (SOP) territorialement compétent élabore le planning qui précise pour chaque CIS la période pendant laquelle la reconnaissance opérationnelle annuelle doit se dérouler.

Les tournées des reconnaissances opérationnelles annuelles doivent pouvoir débiter pour les vacances scolaires de février (en tenant compte des conditions météorologiques).

Le SOP territorialement compétent transmet à chaque CIS un courrier d'organisation de la reconnaissance opérationnelle qui précise le planning des reconnaissances et comporte en pièces jointes les documents suivants :

- fiche de contrôle des points d'eau (C.1F) : Le SOP doit au préalable renseigner les colonnes :
 - « Ordre de tournée », « N° », « Implantation », « Nature » Elle est complétée par le CIS lors du contrôle des points d'eau.
- fichier « reconnaissances opérationnelles » : Ce dossier est transmis aux CIS par courriel qui peuvent l'utiliser. Il contient le format informatique de la fiche de reconnaissance opérationnelle. Le CIS enregistre alors les informations sur le fichier qui est retourné au SOP territorial pour traitement des informations recueillies.

Le SOP territorial prépare pour chaque mairie un courrier d'information sur les reconnaissances opérationnelles annuelles (**C.1C**) qui lui précise la période au cours de laquelle ce contrôle sera réalisé. Le SOP territorial transmet par bordereau d'envoi à chaque service des eaux de son secteur, une copie de ces courriers **C.1C**.

Le chef du CIS doit organiser les reconnaissances opérationnelles annuelles durant la période qui lui est impartie.

b) Phase de contrôle des points d'eau

Les reconnaissances opérationnelles sont réalisées par les personnels du CIS, prioritairement les chefs d'agrès tout-engin et les conducteurs des engins-pompes conformément au mode opératoire si les conditions climatiques le permettent.

Les résultats sont inscrits au fur et à mesure sur la fiche de contrôle des points d'eau (**C.1F**)

Le chef du CIS valide les résultats et fait compléter le support informatique (fichier).

c) Phase d'exploitation de l'information

Le chef de CIS transmet au SOP territorial la fiche complétée (**C.1F**) sur laquelle les résultats auront été inscrits. Les résultats doivent être retournés aux SOP territoriaux dès la fin des reconnaissances opérationnelles et en tout état de cause avant la fin du mois suivant la période allouée au CIS pour réaliser les reconnaissances opérationnelles.

Par ailleurs, le chef de CIS renseigne l'état des vacations conformément à la note de service en vigueur.

Le SOP territorial recueille les fiches (**C.1F**). Il vérifie la cohérence des codes de déficiences utilisés.

Les résultats sont enregistrés et édités sous forme de fiche d'état des points d'eau par commune (**C.1G**).

Suivant l'importance de la commune et le nombre de points d'eau qu'elle comporte, la fiche d'état pourra être exhaustive ou ne concerner que les points d'eau ayant une déficience. Il conviendra d'adopter chaque année la même disposition, liste exhaustive ou seulement des hydrants défectueux, pour une commune donnée.

Ces fiches sont diffusées aux maires avec le courrier d'accompagnement des résultats (courrier **C.1D**) dès que possible et en tous les cas avant fin novembre.

Le SOP territorial transmet par bordereau d'envoi à chaque service des eaux de son secteur, une copie des courriers **C.1D** et des fiches d'état **C.1G**.

Méthodologie des reconnaissances opérationnelles des points d'eau d'incendie

Communes ayant un statut particulier

Communes défendues par un CIS de 1^{er} appel appartenant à un groupement différent

Commune	Grpt de la commune	CIS Secteur INC1	Grpt du CIS
Authieux-Ratiéville	SUD	Bosc-le-Hard	EST
Beautot	SUD	Tôtes	EST
Butot	SUD	Tôtes	EST
Elbeuf-sur-Andelle	SUD	Feuillie (la)	EST
Esteville	SUD	Bosc-le-Hard	EST
Frichemesnil	SUD	Bosc-le-Hard	EST
Gueutteville	SUD	Tôtes	EST
Héron (le)	SUD	Feuillie (la)	EST
Houssaye-Béranger (la)	SUD	Tôtes	EST
Saint-Ouen-du-Breuil	SUD	Tôtes	EST
Hautôt-Saint-Sulpice	SUD	Hericourt-en-Caux	OUEST
Touffreville-la-Câble	SUD	Notre-Dame-de-Gravenchon	OUEST

Butot-Vénesville	EST	Sassetot-le-Mauconduit	OUEST
Saint-Martin-aux-Buneaux	EST	Sassetot-le-Mauconduit	OUEST
Anglesqueville-la-bras-Long	EST	Doudeville	SUD
Auzouville-sur-Saône	EST	Saint-Laurent-en-Caux	SUD
Chapelle-Saint-Ouen (la)	EST	Buchy	SUD
Critot	EST	Cailly	SUD
Fontelaye (la)	EST	Yerville	SUD
Gonnetot	EST	Saint-Laurent-en-Caux	SUD
Mathonville	EST	Buchy	SUD
Montérolier	EST	Buchy	SUD
Rocquemont	EST	Cailly	SUD
Saône-Saint-Just	EST	Saint-Laurent-en-Caux	SUD
Sassetot-le-Malgardé	EST	Saint-Laurent-en-Caux	SUD

Hanouard (le)	OUEST	Grainville-la-Teinturière	EST
Oherville	OUEST	Grainville-la-Teinturière	EST
Ourville-en-Caux	OUEST	Grainville-la-Teinturière	EST
Saint-Vaast-Dieppedalle	OUEST	Cany-Barville	EST
Veauville-lès-Quelles	OUEST	Grainville-la-Teinturière	EST
Anvéville	OUEST	Doudeville	SUD
Carville-Pot-de-Fer	OUEST	Doudeville	SUD
Hautot-l'Auvray	OUEST	Doudeville	SUD
Hautot-le-Vatois	OUEST	Yvetot	SUD
Routes	OUEST	Doudeville	SUD
Authieux-Ratiéville	SUD	Bosc-le-Hard	EST

Communes ayant un statut particulier (suite)

Communes hors département défendues par un CIS de 1^{er} appel du Sdis 76

Centres d'Incendie et de Secours	Département d'appartenance	Communes
CIS Elbeuf	EURE (27)	S ^t Cyr la Campagne S ^t Germain de Pasquier S ^t Pierre des Fleurs
		Thuit Anger <u>Nouvelle commune</u> Thuit Signiel Thuit l'Oison
		La Saussaye
CIS Gournay	EURE (27)	Bazancourt Becourt Hecourt La Quinte des Prés Villers-Auchy Villers Vermont
CIS Aumale		Fouillois Fourcigny Gauville Gourchelle Morvillers - S ^t Saturnin Quincampoix Fleury St Valéry / Bresle
CIS Blangy	SOMME(80)	Bouttencourt Neslette Nesle L'Hôpital
CIS Eu		Oust Marais S ^t Quentin la Motte

 <p>Sapeurs-Pompiers de Seine-Maritime</p>	<p>FICHE TECHNIQUE</p> <p>Méthodologie des reconnaissances opérationnelles des points d'eau d'incendie</p>	<p>C.1</p>
---	--	-------------------

Les documents types

- C.1A** COURRIER AUX SOP TERRITORIAUX D'INITIATION DES RECONNAISSANCES OPERATIONNELLES
- C.1B** COURRIER AUX CIS D'INITIATION DES RECONNAISSANCES OPERATIONNELLES
- C.1C** COURRIER AUX MAIRES D'INFORMATION DES RECONNAISSANCES OPERATIONNELLES
- C.1D** COURRIER AUX MAIRES SUR LE BILAN DES RECONNAISSANCES OPERATIONNELLES
- C.1E** COURRIER AUX DDSIS DES SDIS LIMITROPHES SUR LE BILAN DES RECONNAISSANCES OPERATIONNELLES DES POINTS D'EAU D'INCENDIE DES COMMUNES DEFENDUES EN 1^{ER} APPEL PAR UN CIS DU SDIS 76
- C.1F** FICHE DE RECONNAISSANCE OPERATIONNELLE ANNUELLE DES POINTS D'EAU D'INCENDIE
- C.1G** FICHE D'ETAT DES POINTS D'EAU D'INCENDIE PAR COMMUNE
- C.1H** FICHE NAVETTE D'IMPUTABILITE D'UN POINT D'EAU D'INCENDIE

FICHE C.1A

Yvetot, le

Le Directeur Départemental
des Services d'Incendie et de Secours
de la Seine-Maritime

à

Affaire suivie par Service Prévision et Planification

N/REF : .../.../N°

"TEL"

"FAX"

Monsieur le Chef du Groupement Territorial
Service Opérations - Prévision

Objet : Contrôle des points d'eau – Année

Réf. : Arrêté préfectoral portant règlement départemental de la D.E.C.I

Je vous demande d'organiser le contrôle des points d'eau dont vous avez la gestion conformément aux IPSOP.

Cette année, j'attire votre attention sur les points suivants :

-
-

Le Directeur Départemental,

FICHE C.1B

Yvetot, le

Le Directeur Départemental
des Services d'Incendie et de Secours
de la Seine-Maritime

à

Affaire suivie par « Groupement » et « bureau »

REF : .../.../N°

Monsieur le chef du CIS

"TEL"

de

"FAX"

Objet : Contrôle des points d'eau – Année

Réf : Arrêté préfectoral portant règlement départemental de la D.S. CI

P.J. :
- le planning de réalisation des reconnaissances opérationnelles
- les fiches de reconnaissance opérationnelle des communes ou quartiers de votre secteur,
- le fichier des points d'eau de votre secteur

Conformément au Règlement départemental de la défense extérieure contre l'incendie de la Seine-Maritime, je vous demande de réaliser les reconnaissances opérationnelles annuelles des points d'eau d'incendie de votre secteur INC 1 pendant la période définie par le planning ci-joint.

Je vous rappelle que les résultats de ces reconnaissances doivent être communiqués au Service Opérations Prévision, dès que possible et en tout état de cause avant la fin du mois précédent la période déterminée pour réaliser cette opération.

Cette année, j'attire votre attention sur les points suivants :

-
-

Pour le Directeur Départemental,
Le Chef du Groupement « Territorial »,

Yvetot, le

Le Directeur Départemental
des Services d'Incendie et de Secours
de la Seine-Maritime

Affaire suivie par « groupement » et « bureau »

à

"TEL"

"FAX"

Monsieur le Maire (ou chef d'établissement)
de

Objet : Reconnaissances opérationnelles – Année

Réf. : Arrêté préfectoral portant règlement départemental de la DECI

P.J. :

Conformément à l'arrêté préfectoral cité en objet, les sapeurs-pompiers doivent procéder aux reconnaissances opérationnelles des points d'eau d'incendie de votre commune (ou établissement).

Ainsi, ai-je l'honneur de vous communiquer que le chef du CIS de fera procéder aux reconnaissances opérationnelles du à :

Un compte rendu vous sera communiqué à l'issue.

Pour le Directeur Départemental,
Le Chef du Groupement « Territorial »,

....., le

Le Directeur Départemental
des Services d'Incendie et de Secours
de la Seine-Maritime

à

Affaire suivie par « groupement » et « bureau »

« TEL »

« FA X »

N/REF : XX/XX/N

Monsieur le Maire

de

Objet : Reconnaissances opérationnelles – Année

Réf. : Arrêté préfectoral portant règlement départemental de la D.E.C.I

P.J. : Compte-Rendu

J'ai l'honneur de vous transmettre en fiche de reconnaissances opérationnelles des points d'eau d'incendie de votre commune.

En cas d'anomalies, il vous appartient d'y remédier dans les meilleurs délais et je vous serais reconnaissant de bien vouloir me faire part des actions correctives entreprises.

Pour le Directeur Départemental,
Le Chef du Groupement « Territorial »

FICHE C.1E

....., le

Le Directeur Départemental
des Services d'Incendie et de Secours
de la Seine-Maritime

Affaire suivie par «nom du service » ou « nom »

« TEL »

à

« FA X »

N/REF : XX/XX/N

Monsieur le Directeur Départemental
des Services d'Incendie et de Secours
de

Objet : Reconnaissances opérationnelles – Année

Réf : Arrêté préfectoral portant règlement départemental de la DECI

P.J. : Compte-Rendu

J'ai l'honneur de vous transmettre les fiches des reconnaissances opérationnelles des points d'eau d'incendie des communes de votre département défendues en 1^{er} appel par un centre de secours de Seine-Maritime.

Je vous serais reconnaissant de bien vouloir les faire parvenir aux Maires concernés.

Le Directeur Départemental,

FICHE D'ETAT DES POINTS D'EAU D'INCENDIE

- ☐ Commune de
- ☐ Etablissement (cas des PEI privés) :

[illegible]

FICHE NAVETTE INDISPONIBILITE D'UN POINT D'EAU D'INCENDIE

RDDECI 76

FICHE C.1H

MAJ 01/2017

INDISPONIBILITE D'UN PEI	
ORIGINE	DESTINATAIRE
<p>Partie à compléter par le CIS ou la mairie ou le service des eaux ou l'établissement (PEI privé)</p>	<p style="text-align: center;">Groupement territorial de rattachement</p> <div style="display: flex; justify-content: space-between;"> <div style="width: 45%;"> <input type="checkbox"/> CIS de : <input type="checkbox"/> Mairie de : <input type="checkbox"/> Service des eaux de : <div style="text-align: center;">(chargé d'en informer la mairie)</div> <input type="checkbox"/> Etablissement (PEI privé) : <div style="display: flex; justify-content: space-between;"> Le .../.../... Nom : </div> </div> <div style="width: 50%;"> <div style="border: 1px solid black; padding: 5px; margin-bottom: 5px;"> <input type="checkbox"/> SUD, Arrondissement de Rouen Courriel : operationsud@sdis76.fr Fax : 02.32.18.48.30 </div> <div style="border: 1px solid black; padding: 5px; margin-bottom: 5px;"> <input type="checkbox"/> OUEST, Arrondissement du Havre Courriel : operationouest@sdis76.fr Fax : 02.32.74.55.90 </div> <div style="border: 1px solid black; padding: 5px;"> <input type="checkbox"/> EST, Arrondissement de Dieppe Courriel : operationest@sdis76.fr Fax : 02.32.97.47.10 </div> </div> </div>
<p>Suite à <input type="checkbox"/> Contrôle Technique <input type="checkbox"/> Intervention <input type="checkbox"/> Visite de secteur <input type="checkbox"/> Arrêt d'eau</p> <p>Nous vous informons que le PEI n° : <input type="checkbox"/> PEI privé</p> <p>Situé à l'adresse suivante :</p> <p>Commune de :</p> <p>Est <input type="checkbox"/> Hors Service <input type="checkbox"/> Autre : préciser</p>	
<p>Partie à compléter par le SOP Territorial</p>	<p>Fiche transmise à : <input type="checkbox"/> Mairie de N° de fax :</p> <p><input type="checkbox"/> CIS de N° de fax :</p> <p><input type="checkbox"/> Etablissement (PEI privé) N° de fax :</p> <p>Le .../.../... Nom : Signature :</p>
REMISE EN SERVICE D'UN PEI	
<p>Partie à compléter par la mairie ou l'établissement privé</p>	<p>Nous vous informons que l'hydrant mentionné ci-dessus est remis en Service</p> <p>Destinataire : <input type="checkbox"/> Groupement Sud <input type="checkbox"/> Groupement Est <input type="checkbox"/> Groupement Ouest</p> <p>Le .../.../... Nom : Signature :</p>
<p>Partie à compléter par le SOP Territorial</p>	<p>Fiche transmise à : <input type="checkbox"/> CIS de</p> <p>Le .../.../... Nom : Signature :</p>



FICHE TECHNIQUE

C.2

L'arrêté communal ou intercommunal de la DECI

Arrêté type communal ou intercommunal de DECI

Arrêté Communal (ou Intercommunal*) relatif à la Défense Extérieure Contre l'Incendie (DECI) pour l'année 20..

Le Maire de la commune de.....(ou le Président de la.....*)

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales, notamment ses articles L 2225-1 et suivants, L 2213-32 et R 2225-1 et suivants,

Vu le Décret n°2015-235 du 27 février 2015,

Vu l'arrêté du 15 décembre 2015 fixant le référentiel national de la défense extérieure contre l'incendie NOR: INTE1522200A,

Vu l'arrêté préfectoral n°duapprouvant le Règlement Départemental de la Défense Extérieure Contre l'Incendie de la Seine-Maritime (RDDECI 76),

Considérant que le maire (ou le président de l'EPCI*) assure la défense extérieure contre l'incendie sur son territoire de compétence,

Considérant que, dans ce cadre et conformément aux dispositions de l'article R. 2225-4 du CGCT, le Maire (ou le Président de l'EPCI*) a vocation à identifier les risques à prendre en compte pour la quantité, la qualité et l'implantation des points d'eau identifiés pour l'alimentation en eau des moyens des services d'incendie et de secours, ainsi que leurs ressources,

Considérant que cette mission peut être réalisée à l'aide des informations disponibles grâce à la base de données informatisée mise à la disposition de la commune dans le cadre de la convention y afférente signée le et annexée au présent arrêté,

Considérant enfin que cette mission doit également prendre en compte les règles définies au niveau départemental dans le règlement départemental de la DECI pris par arrêté préfectoral précité en date du

ARRÊTE

Article 1 : Définition du territoire de compétence

Le présent arrêté est applicable sur la commune de ... (ou sur le territoire de l'intercommunalité de) : (communes à lister)*

(Remarque : toute modification du territoire de compétence nécessite la mise à jour de cet arrêté).

Article 2 : L'identification des risques

Un inventaire sommaire des risques, conformes à la définition des risques du RDDECI est établi en annexe n°1.

Cette annexe précise en particulier, le zonage du risque « habitation - très faible et isolé », conformément à la définition de ce risque dans le RDDECI.

Article 3 : L'inventaire des points d'eau d'incendie (PEI)

Les points d'eau d'incendie publics et privés concourant à la défense extérieure contre l'incendie du territoire de compétence et des sites particuliers sont répertoriés dans l'annexe n°2 du présent arrêté.

Article 4 : L'organisation de l'information entre les différents acteurs

Les échanges d'informations entre les différents acteurs de la DECI concernant les actions de maintenance, de contrôles techniques, ainsi que les états de disponibilité et d'indisponibilité s'effectuent par l'intermédiaire de la base de données départementale des points d'eau d'incendie.

Toute création d'un nouveau point d'eau d'incendie, public ou privé, doit faire l'objet d'une information au Service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime (Sdis 76). Le Sdis 76 procèdera à l'intégration de ce PEI dans la base de données départementale au moyen de la fiche d'information jointe au RDDECI.

En cas de carence programmée mais également d'indisponibilité non prévue, de tout ou partie de la défense extérieure contre l'incendie (lavages de réservoirs de château d'eau, travaux sur les réseaux...) du territoire de compétence, feront faire l'objet d'un signalement au Sdis 76 via les adresses électroniques suivantes :

Période d'information	Acteurs concernés		Téléphone	Courriel	
Pendant les jours et heures ouvrés	Arrondissement	Dieppe	SOP Est	02 32 97 47 23	operationest@sdis76.fr
		Le Havre	SOP Ouest	02 32 55 76	operationouest@sdis76.fr
		Rouen	SOP Sud	02 32 18 48	operationsud@sdis76.fr
En dehors des heures ouvrées		CODIS 76	02 35 56 18 18	cta.codis@sdis76.fr	

Article 6 : Les modalités de réalisation des contrôles techniques périodiques des PEI

La périodicité des contrôles techniques fixée par l'autorité compétente dans le cadre des contrôles de la performance hydraulique (débit/pression) est précisée dans l'annexe 23.

Article 7 : Mises à jour

Le Maire (ou le Président de l'EPCI) publie l'arrêté initial fixant la défense extérieure contre l'incendie sur son territoire de compétence.

Lorsqu'intervient une évolution de la défense extérieure contre l'incendie depuis la parution de l'arrêté initial (création et/ou suppression de PEI), le Maire (ou le Président* de l'EPCI) procède à la mise à jour de l'arrêté initial, dont l'ampliation de cet arrêté sera transmise au Service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime.

L'arrêté initial, ainsi que les éventuels arrêtés modificatifs, sont transmis au Préfet et au Service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime qui centralise l'ensemble des arrêtés pris dans le cadre de la police administrative spéciale de la DECI, au plus tard le 31 mars de l'année n+1.

Le maire (ou le Président de l'EPCI*) est chargé, en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié au préfet de Seine-Maritime et transmis au Service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime.

Cet arrêté sera publié au recueil des actes administratifs (ou affiché pour les communes inférieures à 3500 habitants).

Fait à

Le Maire ou le Président de l'EPCI*

**Supprimer la mention inutile*

Arrêté type communal ou intercommunal de DECI – Annexe n°1

Annexe n°1 : Inventaire des risques sur le territoire de compétence

Risque « Habitation »

Commune	Adresse / zone	Niveau de risque

Risque « Habitation » très faible et isolé*

Commune	Adresse / zone	Caractéristiques du PEI le plus proche		
		Distance par rapport au risque	Échelle ou volume	Pression Dynamique

*conformément à la définition du risque très faible et isolé du Règlement départemental de la DECI

Risque « Etablissements recevant du Public »

Commune	Adresse / zone	Niveau de risque

Risque « Industrie »

Commune	Adresse / zone	Niveau de risque

Risque « Industrie » - Etablissement classés ICPE

Commune	Adresse / zone	Niveau de risque

Risque « Agricole »

Commune	Adresse / zone	Niveau de risque

 <p>Sapeurs-Pompiers de Seine-Maritime</p>	FICHE TECHNIQUE	C.2
L'arrêté communal ou intercommunal de la DECI		

Arrêté type communal ou intercommunal de DECI – Annexe n°2

Annexe n°2 : Inventaire des points d'eau d'incendie (PEI)

Projet

n° de PEI	Adresse	Caractéristiques des points d'eau d'incendie							Volume de la réseve (en m³)	Débit (en m³/h sous 1 bar)	Pression statique (en bar)	Observations
		HYDRANTS		PEI		AMENAGEMENT						
		poteau	bouche	naturel	artificiel	Aire	Plate- forme	dispositif d'aspiration				
1												
2												
3												
4												

Projet



FICHE TECHNIQUE

C.2

L'arrêté communal ou intercommunal de la DECI

Arrêté type communal ou intercommunal de DECI – Annexe n°3

Projet

L'arrêté communal ou intercommunal de la DECI

Annexe n°3 : Modalités de réalisation des contrôles techniques des point d'eau d'incendie (PEI) et d'échange d'informations avec le Sdis 76.

Commune de

(ou EPCI regroupant les communes de)

1) MODALITE D'ORGANISATION DES CONTROLES DES PEI MIS EN PLACE

Dans le cadre des contrôles techniques périodique de la performance opérationnelle (mesures débit / pression) des PEI, il a été décidé la mise en place d'une vérification dans la limite de 3 ans maximum conformément au RDDECI 76 :

- ☐ Annuelle, sur l'ensemble du parc,
- ☐ Tous les deux ans, sur l'ensemble du parc,
- ☐ Tous les 3 ans, avec un échantillonnage d'un tiers du parc par an.

2) MODALITES D'ECHANGE D'INFORMATIONS AVEC LE S.D.S.

Dans le cadre de la création et de la mise à jour des contacts pour le suivi et la gestion de la défense extérieure contre l'incendie et de l'accès à la base de données départementale des points d'eau d'incendie :

Nom du responsable : Fonction :

Tél. fixe : Tél. portable :

Adresse mail : @

Fait le à

Cachet et signature

Convention - type

Convention de mise à disposition d'un point d'eau d'incendie privé (PEI)

La présente convention a pour objet de fixer les règles entre les parties suivantes

La commune (ou l'EPCI)*, sise, représenté(e) par M. le Maire (Ou le Président de l'EPCI) ci-après dénommé la collectivité, d'une part,

Et

M., domicilié à, propriétaire du point d'eau d'incendie, objet de la présente convention, d'autre part.

Article 1 : Définition de la convention.

La présente convention a pour objet de définir les conditions dans lesquelles le propriétaire met à disposition de la collectivité un point d'eau d'incendie, afin d'assurer la défense extérieure contre l'incendie du secteur concerné.

Article 2 : Caractéristiques du PEI.

Le point d'eau d'incendie situé sur une parcelle cadastrée (section et numéro) est mis à la disposition de la collectivité par le propriétaire.

Les performances hydrauliques du point d'eau d'incendie (débit exprimé en m³/h sous une pression dynamique de 1 bar ou volume en m³) :, permettent son utilisation en tout temps.

La signalisation du point d'eau d'incendie est conforme aux prescriptions techniques du Règlement départemental de la défense extérieure contre l'incendie de la Seine-Maritime (RDD ECI 76) afin d'assurer l'information des intervenants sur sa localisation et ses performances.

La signalisation du point d'eau d'incendie est assurée par le propriétaire et/ou la collectivité*.

Article 3 : Conditions de mise en œuvre du point d'eau d'incendie.

Le point d'eau d'incendie mis à disposition a vocation à être utilisé exclusivement par le Service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime (Sdis 76), soit dans le cadre d'une intervention de lutte contre l'incendie soit dans le cadre d'exercices ou de formation de maintien et de perfectionnement des acquis des sapeurs-pompiers.

L'accessibilité au point d'eau d'incendie est réalisée à partir de la voie Le point d'eau d'incendie est accessible en permanence aux engins de lutte contre l'incendie du Sdis 76, dont l'accès sera facilité par la création d'une aire de stationnement et de manœuvre réalisée par le propriétaire ou la collectivité*, conformément aux prescriptions techniques du RDDECI 76.

Article 4 : Conformité et réception du point d'eau d'incendie

Le point d'eau d'incendie mis à disposition de la collectivité doit être conforme aux prescriptions techniques du RDDECI 76. Un point d'eau d'incendie ne présentant pas toutes les conditions de conformités initiales peut faire l'objet d'une mise à disposition sous réserve que le propriétaire ou la collectivité* réalise les travaux de mise en conformité.

Le Sdis 76 réalise une visite de réception en présence du propriétaire et du représentant de la collectivité afin de s'assurer de la conformité au RDDECI 76 du point d'eau d'incendie mis à disposition et à l'issue de cette réception lui attribue un numéro de point de PEI.

Article 5 : Contrôles techniques périodique du PEI.

Convention de mise à disposition d'un point d'eau d'incendie privé

Les contrôles techniques périodiques prévus dans le RDDECI 76 ainsi que l'entretien des abords du PEI sont réalisés par le propriétaire ou la collectivité*.

La reconnaissance opérationnelle est assurée annuellement par le Sdis 76, dans des conditions fixées par le RDDECI 76. Le Propriétaire est informé de la réalisation de cette reconnaissance, conformément aux dispositions relatives à l'échange d'information précisées dans le RDDECI 76.

Article 6 : Réalimentation et indisponibilité du PEI.

Le propriétaire ou la collectivité* s'assure en permanence que le point d'eau d'incendie présente les garanties de volume d'eau suffisant pour assurer la défense extérieure contre l'incendie, conformément aux caractéristiques techniques définies dans l'article 2 de la présente convention et dans le respect des tolérances prévues par le RDDECI 76.

En cas de nécessité de réalimentation, soit après un sinistre, soit pour faire face aux conditions climatiques, le propriétaire ou la collectivité* pourvoit à la réalimentation du point d'eau d'incendie, à ses frais, soit au moyen du réseau d'eau potable, soit par tout autre moyen.

En cas d'indisponibilité du point d'eau d'incendie, le propriétaire informe sans délai la collectivité ainsi que le Sdis 76, conformément aux dispositions relatives à l'échange d'information, prévues dans le RDDECI 76.

Article 7 : Modalités financières.

La mise à disposition du point d'eau d'incendie est accordée à titre gratuit.

Article 8 : Assurances et responsabilités.

La commune (ou l'EPCI)* est responsable des dommages causés aux tiers survenus à l'occasion de l'exécution de ses missions, par lui-même ou sous sa responsabilité, notamment par tout prestataire intervenant pour le compte du service public de la défense extérieure contre l'incendie, et l'exécution des dommages permanents de travaux publics.

La responsabilité de la commune (ou l'EPCI)* pourra être engagée que dans le cas où son exécution fautive aurait aggravé le trouble résultant de l'existence de l'ouvrage et dans la limite de la part du préjudice résultant de cette aggravation.

Dans le cas où la responsabilité de la commune (ou l'EPCI)* serait recherchée, le propriétaire s'engage à intervenir dans la cause dès lors que le litige porte sur la réparation d'un préjudice pouvant résulter, directement ou indirectement, d'un fait imputable en tout ou partie au propriétaire.

La responsabilité du propriétaire sera recherchée dans l'hypothèse où une faute sera établie.

La commune (ou l'EPCI)* et le propriétaire s'informent mutuellement, dès qu'ils en ont connaissance, de toute réclamation ou procédure diligentée, ou susceptible d'être diligentée, à leur encontre relative à ces dommages, ou de nature à porter préjudice à l'une des parties.

Ils s'accordent raisonnablement assistance dans leur défense contre de telles réclamations ou procédures.

Article 9 : Durée de validité de la convention.

La convention prend effet à compter de la date de signature des deux parties.

Elle est conclue pour une période d'un an, renouvelable par tacite reconduction.

Article 10 : Modification et Résiliation.

Toute modification de la présente convention fait l'objet d'un avenant. Dans le cas où l'une des deux parties déciderait de mettre fin à la présente convention, elle devra informer l'autre partie par courrier recommandé avec accusé de réception, au moins trois mois avant la date de fin prévue.

En cas de changement de propriétaire, la présente convention sera résiliée de plein droit et une nouvelle convention devra être signée entre les nouvelles parties. Le Sdis 76 devra être informé de tout changement de propriétaire.

Article 11 : Règlement des litiges.

Les parties s'efforceront de résoudre à l'amiable, tous les litiges pouvant survenir de l'application de la présente convention.

A défaut, les litiges seront portés devant les tribunaux compétents.

Fait à le

En deux exemplaires

Le Maire (ou le Président de l'EPCI*),

Le Propriétaire,

*supprimer la mention inutile

Projet

Projet

 Sapeurs-Pompiers de Seine-Maritime	FICHE TECHNIQUE	C.4
	Attestation de réception d'un point d'eau d'incendie	

INFORMATION RELATIVES AU POINT D'EAU D'INCENDIE

Commune de :

Adresse du PEI :

Service public de la DECI : Géolocalisation : X = Y =

Statut du PEI

☐ Situé sur le domaine public ☐ Situé sur le domaine privé Propriétaire :
☐ Public ☐ Privé Téléphone :

Le PEI nouvellement créé défend-il un risque particulier (ERP, industrie, etc.) ? ☐ Oui ☐ Non

Si oui, lequel :

Adresse :

Nature du PEI	<input type="checkbox"/> Poteau de 30 m ³ /h <input type="checkbox"/> Poteau de 60 m ³ /h <input type="checkbox"/> Poteau de 120 m ³ /h Ø de la canalisation (en mm) :	
	<input type="checkbox"/> Bouche de 30 m ³ /h <input type="checkbox"/> Bouche de 60 m ³ /h <input type="checkbox"/> Bouche de 120 m ³ /h	
	<input type="checkbox"/> Réseau d'eau potable	Pression (en bar) :
	<input type="checkbox"/> Réseau d'eau non potable	Gestionnaire / exploitant : Téléphone :
	<input type="checkbox"/> Réserve incendie <input type="checkbox"/> Citerne <input type="checkbox"/> Mare, étang	<input type="checkbox"/> enterrée <input type="checkbox"/> à l'air libre <input type="checkbox"/> hors sol <input type="checkbox"/> souple
	<input type="checkbox"/> Puisard <input type="checkbox"/> Rivière, fleuve <input type="checkbox"/> Bassin	<input type="checkbox"/> Poteau d'aspiration

Capacité (en m ³)	Réalimentation	Aire / plateforme
	<input type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non Débit (en m ³ /h) :	<input type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non
Dispositif d'aspiration		Observations :
<input type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> Colonne <input type="checkbox"/> Poteau Nb :		

CONFORMITE DU POINT D'EAU D'INCENDIE

Accessibilité du PEI aux engins-pompes et/ou MPR		<input type="checkbox"/> Conforme	<input type="checkbox"/> Non conforme
Performance hydraulique	Pour les hydrants, mesures du couple débit / pression	<input type="checkbox"/> Conforme	<input type="checkbox"/> Non conforme
	Pour les autres PEI, résultat du test de mise en aspiration :	<input type="checkbox"/> Réussie	<input type="checkbox"/> Echouée
Identification	Numéro de PEI proposée :	Signalisation	<input type="checkbox"/> Conforme <input type="checkbox"/> Non conforme
Sécurité	<input type="checkbox"/> Conforme <input type="checkbox"/> Non conforme	Fermeture	<input type="checkbox"/> Conforme <input type="checkbox"/> Non conforme
Observations :			CONFORMITE
			<input type="checkbox"/> NON <input type="checkbox"/> OUI Date :
Représentant du Sdis 76	Propriétaire	Service Public de la DECI	Maire ou Président EPCI

Projet

Projet



**Sapeurs-Pompiers
de Seine-Maritime**

Pour tous renseignements

www.sdis76.fr

Arrondissement de DIEPPE :

Service Opération Prévision EST

Téléphone : 02 32 97 47 23

Courriel : operationest@sdis76.fr

Arrondissement du HAVRE :

Service Opération Prévision OUEST

Téléphone : 02 32 74 55 76

Courriel : operationouest@sdis76.fr

Arrondissement de ROUEN :

Service Opération Prévision SUD

Téléphone : 02 32 18 48 31

Service départemental d'incendie et de secours de la Seine – Maritime

6, rue du Verger

CS 40078

76192 YVETOT

Téléphone : 02 35 56 11 11